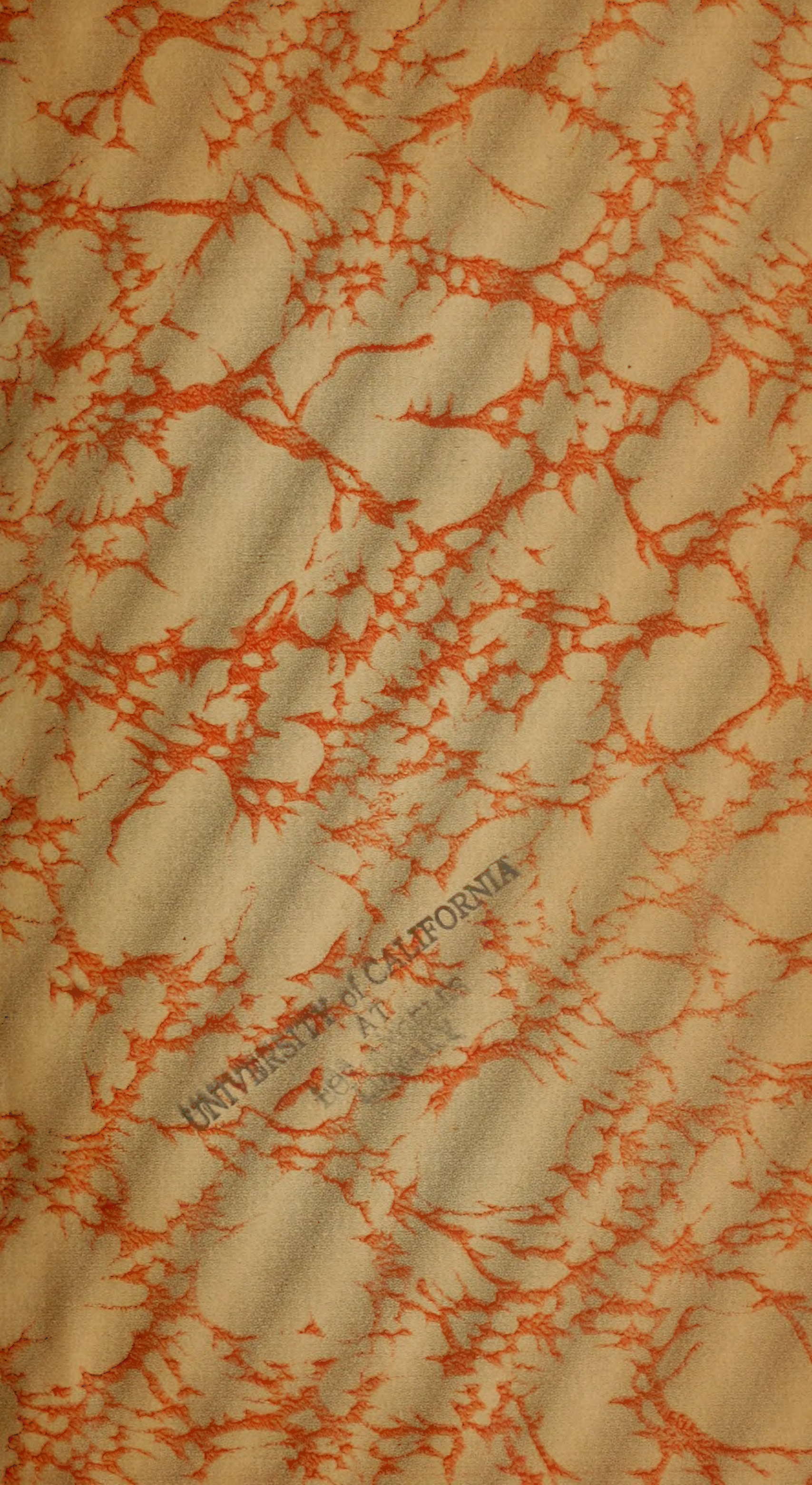





UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT

GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie
49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

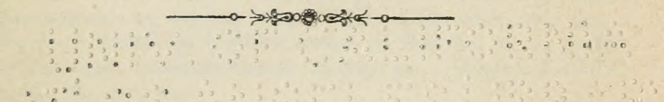
PAR UNE

SOCIETÉ D'ECRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME V



PARIS

ABEL PILON, ÉDITEUR

33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE SECOND

SECONDE COALITION.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1798.

Préparatifs d'une expédition maritime à Toulon; réunion d'une armée su les côtes de la Méditerranée; départ de la flotte française; attaque et prise de l'île de Malte, etc. — Arrivée de la flotte sur les côtes d'Égypte; débarquement des troupes; attaque et prise d'Alexandrie, etc., etc. — Marche de l'armée sur le Caire; combat de Chebreis, etc. — Bataille des Pyramides, entrée des Français au Caire, etc. — Combat naval d'Aboukir, etc., etc., etc.

Lorsqu'après la rupture définitive des négociations entamées à Lille entre le gouvernement français et celui de la Grande-Bretagne, le Directoire eut arrêté la formation d'une armée d'Angleterre commandée par le général Bonaparte, l'Europe s'attendait à voir recommencer la guerre, avec plus d'activité et d'acharnement que jamais, par les deux puis- 1798—an V

1798—an VI. sances dont la rivalité rappelait celle de Rome et de Carthage : la proclamation adressée au peuple français le 26 octobre 1797, ne pouvait point laisser de doute à cet égard. Nous avons rapporté dans le volume précédent[1] un des passages de cette proclamation, où le Directoire disait expressément qu'il fallait terminer à Londres tous les malheurs de l'Europe. Tous les regards se portèrent alors sur les côtes de la Manche, pour en voir s'élancer les vainqueurs de la coalition continentale, allant punir le fier Breton, sur son territoire, de sa perfidie et de la tyrannie qu'il exerçait sur les mers.

Déjà de nombreux corps de troupes, détachés des armées du Rhin et d'Italie, s'étaient avancés dans l'intérieur de la France; de grands préparatifs se faisaient dans les ports de la république. Le patriotisme des citoyens, excité par le désir d'une vengeance considérée comme légitime, leur faisait déposer entre les mains du gouvernement les moyens les plus propres à assurer le succès d'une expédition dont le but semblait rallier tous les partis. C'est une vérité généralement reconnue, que la gloire nationale, chez les Français, fut toujours le plus puissant des véhicules, et que les intérêts particuliers se taisent alors que la voix de la patrie réclame pour sa défense ou son illustration. Nous avons déjà dit et nous répétons encore que la journée du 18 fructidor avait fait une impression douloureuse et profonde dans le cœur des amis sincères d'une sage liberté; mais le Directoire, par une politique adroite, sut donner une autre direction aux esprits, en les occupant presque exclusivement d'une entreprise dont le génie de la victoire semblait garantir l'heureuse issue.

Vers le mois d'avril 1798, l'attention générale se reporta sur le port de Toulon, où s'accumulaient les préparatifs d'une expédition immense qui exerça bientôt toutes les conjectures. A la vérité, les troupes venues des bords du Rhin et de l'Italie paraissaient stationnaires aux points sur lesquels elles avaient été dirigées; et cette considération, jointe à certaines insinuations consignées à dessein dans les feuilles publiques, ou produites confidentiellement par les membres du Directoire dans

[1] *Voyez* volume IV, page 427.

leurs cercles particuliers, déroutait un peu les curieux qui cherchaient à percer le mystère de l'entreprise. Toutefois, ce mystère même servit merveilleusement les desseins du gouvernement : il ne fut plus question dans toute la France que de l'expédition qui s'organisait à Toulon. Tous les yeux furent fixés sur ce port. Il semblait que l'attaque moins directe que l'on présumait devoir être faite contre la puissance britannique pût augmenter les probabilités du succès. L'ardente imagination des Français n'était point effrayée de la vaste étendue du plan embrassé; ils y voyaient toujours l'humiliation, peut-être même l'anéantissement politique de leurs éternels rivaux; et ils ajournaient à cette époque tant souhaitée la consolidation de la prospérité nationale sur les bases d'une constitution désormais à l'abri de tout bouleversement, par les garanties qu'elle offrirait alors. Ce rêve général de la masse des bons citoyens ne paraîtra point extraordinaire à ceux qui connaissent bien le caractère français.

1798 an VI.

Préparatifs d'une expédition maritime à Toulon; réunion d'une armée sur les côtes de la Méditerranée; départ de la flotte française; attaque et prise de l'île de Malte, etc. — Soit que Bonaparte ait eu connaissance d'un ancien projet déposé au ministère des affaires étrangères, pour fonder en Égypte une colonie puissante, destinée à devenir l'entrepôt du commerce de l'Inde, soit que la même idée ait germé spontanément dans son imagination déjà ouverte aux grandes conceptions, toujours est-il vrai que, pendant les négociations de Campo-Formio, ce général fit venir de Milan tous les livres de la bibliothèque Ambroisienne relatifs à l'Orient; et l'on s'aperçut, lorsqu'il les rendit, qu'ils étaient tous marqués ou notés aux pages qui traitent spécialement de l'Égypte.

19 juin. (1er messid.) Méditerran.

Pendant son séjour à Paris, dans les premiers mois de l'année 1798, Bonaparte, qui avait mûri le plan conçu en Italie, le soumit au Directoire en en faisant valoir habilement tous les avantages. Ses idées furent adoptées, et les ordres donnés pour rassembler sur les côtes du golfe de Lyon les troupes que l'on destinait à l'embarquement. Le 5 mars 1798, le gouvernement écrivit au général de l'armée d'Angleterre la lettre suivante :

1798 -- an VI. Méditerran.

« Vous trouverez ci-jointes, général, les expéditions des arrêtés pris par le Directoire exécutif pour remplir promptement le grand projet de l'armement de la Méditerranée. Vous êtes chargé en chef de leur exécution. Vous voudrez bien prendre les moyens les plus prompts et les plus sûrs. Les ministres de la guerre, de la marine et des finances sont prévenus de se conformer aux instructions que vous leur transmettrez sur ce point important dont votre patriotisme a le secret, et dont le Directoire ne pouvait pas mieux confier le succès qu'à votre génie et à votre amour pour la vraie gloire.

Signé Laréveillère-Lépeaux, Merlin et Barras. »

Confiés aux soins de l'actif Bonaparte, les préparatifs de l'expédition furent poussés avec vigueur. Dans l'espace de deux mois, toutes les forces de terre et de mer destinées à cette entreprise furent réunies à Toulon. Les généraux, les savants, les artistes, demandèrent à l'envi d'accompagner le héros d'Italie, sans connaître le théâtre sur lequel ses armes allaient s'exercer.

On vient de voir que le Directoire avait laissé au général Bonaparte une grande latitude dans l'exercice des pouvoirs qu'il lui confiait. Aussi celui-ci en profita-t-il pour donner a l'expédition toute la force et la consistance convenables. Mais, quel que fût le nombre des agents secondaires qui en assuraient les préparatifs, le secret, si nécessaire au succès d'une opération de cette nature, fut religieusement gardé. Témoins du mouvement considérable qui régnait à Toulon et dans d'autres ports de la Méditerranée, les Anglais prodiguèrent l'or pour en connaître le but positif; mais cette fois leurs efforts furent inutiles : ils ne purent savoir autre chose sinon qu'il était question d'une descente en Angleterre. Les Anglais et les Français restèrent également dans la persuasion que l'escadre et le convoi de troupes rassemblées à Toulon passeraient bientôt dans l'Océan. Quand enfin la réunion des savants et des artistes qui devaient accompagner l'expédition eut indiqué qu'il était question d'un grand établissement colonial ; quand les journaux français eux-mêmes eurent soulevé un coin du rideau mystérieux, en vantant les avantages que retirerait la république de la possession

1798 — an VI. Méditerran.

de l'Égypte, on s'obstina à méconnaître ces indices et à considérer les préparatifs de colonisation comme une fausse démonstration, à l'effet de tenir les Anglais dans l'incertitude et de les forcer à disséminer leurs forces navales sur plusieurs points. On crut, en Angleterre, que le but de l'armement de Toulon était de débloquer la flotte espagnole dans le port de Cadix, afin d'opérer la réunion des forces navales des deux nations alliées, destinées à protéger le transport et le débarquement de l'armée française sur les côtes de la Grande-Bretagne. L'amiral Nelson reçut, en conséquence, l'ordre de passer le détroit de Gibraltar, et de s'opposer à ce que la flotte combinée pût attaquer celle de l'amiral Jervis.

Pendant que les deux nations se perdaient ainsi en conjectures sur le but de l'expédition projetée, Bonaparte, qui n'avait point encore quitté Paris, retiré dans sa modeste maison de la rue de la Victoire[1], se dérobait à sa renommée, donnant ses soins à la mission qui lui était confiée, et ne cherchant de distractions que dans la culture des sciences et des arts. Mais plus sa vie paraissait obscure et privée, plus on s'étudiait à expliquer ses moindres actions et ses démarches les plus simples. Toutefois il réussit à garder le masque dont il s'était couvert et à prolonger l'incertitude générale jusqu'au moment de son départ. Différents moyens furent employés par le Directoire et par lui pour continuer à mettre en défaut la pénétration nationale et étrangère. Ainsi plusieurs fois les journaux répandirent et démentirent ensuite le bruit du retour de Bonaparte au congrès de Rastadt pour accélérer et conclure les négociations. On vit paraître, dans les premiers jours d'avril, un arrêté du Directoire qui ordonnait à ce général de se rendre à Brest, pour y prendre le commandement des forces de terre et de mer qu'on y réunissait. Quelques jours après, on annonça que Bonaparte allait définitivement à Rastadt, et lui-même écrivit officiellement au comte de Cobentzel, ministre de l'empereur, en l'invitant à se rendre dans la

[1] Cette rue se nommait auparavant *Chantereine*. On l'appelait alors *rue de la Victoire*, parce que Bonaparte y possédait une maison; mais, depuis 1814, elle avait repris sa première dénomination.

1798 — an VI. Méditerran. même ville, pour aplanir toutes les difficultés qui s'opposaient à la conclusion des affaires. Le courrier porteur de la réponse du ministre autrichien partit de Vienne vers le milieu d'avril, et dans le même temps Bonaparte se disposait à quitter Paris, non pour aller à Rastadt, mais pour joindre l'expédition enfin rassemblée dans le port de Toulon.

Bonaparte devait quitter Paris dans la nuit du 22 au 23 avril; mais son départ fut différé par suite des nouvelles que le Directoire reçut de ses plénipotentiaires à Rastadt, et des dépêches transmises par le général Bernadotte, ambassadeur de la république auprès de la cour de Vienne. Le gouvernement craignit une rupture avec l'Autriche. Ce fut alors que Bonaparte invita le comte de Cobentzel à ne point laisser détruire leur commun ouvrage, et à déployer tous ses efforts pour maintenir la paix entre les deux nations; il paraît même, d'après la correspondance particulière de Bonaparte avec quelques-uns des généraux employés sous ses ordres, qu'il eut en effet l'intention d'aller à Rastadt, d'où il serait venu ensuite à Toulon. Mais les craintes qu'il avait conçues étant devenues moins sérieuses, il continua de séjourner à Paris jusqu'au 3 mai, qu'il prit la route du Midi pour se rendre à sa destination. Il arriva le 8 à Toulon, et sa présence au milieu des troupes répandit parmi elles l'allégresse et l'espérance. L'exaltation de ces deux sentiments n'eut plus de bornes à la lecture de la proclamation suivante :

« Soldats,

« Vous êtes une des ailes de l'armée d'Angleterre. Vous avez fait la guerre de montagnes, de plaines, de siéges; il vous reste à faire la guerre maritime.

« Les légions romaines, que vous avez quelquefois imitées mais point encore égalées, combattaient Carthage tour à tour sur cette même mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les abandonna jamais, parce que constamment elles furent braves, patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies entre elles.

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous; vous avez de grandes destinées à remplir, des batailles à livrer, des dan-

gers, des fatigues à vaincre; vous ferez plus que vous n'avez fait pour la prospérité de la patrie, le bonheur des hommes et votre propre gloire. 1798 — an VI. Méditerran.

« Soldats, matelots, fantassins, canonniers, cavaliers, soyez unis; souvenez-vous que, le jour d'une bataille, vous avez besoin tous les uns des autres.

« Soldats-matelots, vous avez été jusqu'ici négligés; aujourd'hui la plus grande sollicitude de la république est pour vous; vous serez dignes de l'armée dont vous faites partie.

« Le génie de la liberté, qui a rendu dès sa naissance la république l'arbitre de l'Europe, veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus lointaines. »

Un tel langage dans la bouche d'un homme déjà environné de tous les prestiges de la gloire électrisa toutes les âmes. Généraux, officiers, soldats, tous ne virent que les lauriers à cueillir, sans s'arrêter aux périls de l'entreprise; un cri général d'enthousiasme et d'impatience s'éleva pour hâter le moment du départ.

Bonaparte resta quelques jours à Toulon pour achever ses dispositions. Outre les bâtiments de transport réunis dans ce port et dans celui de Marseille, trois autres convois avaient été préparés à Civita-Vecchia, à Gênes et à Bastia, par les soins des généraux Berthier, Brune et Ambert.

Le total des troupes de l'expédition s'élevait à 36,000 hommes environ; et voici quelle était la composition de l'armée de terre:

Le général Berthier était chef de l'état-major général. Le général de brigade Caffarelli-Dufalga commandait l'arme du génie, et le général Dommartin celle de l'artillerie.

Les généraux de division étaient: Kléber, Desaix, Reynier, Bon, Dugua, Menou, Vaubois, Dumuy, Dumas.

Les généraux de brigade: Lannes, Lanusse, Verdier, Murat, Damas, Vial, Rampon, Mireur, Davoust, Leclerc, Zayonsheck, Belliard, Friant.

Trois demi-brigades d'infanterie légère: les 4e, 21e et 22e. Dix demi-brigades d'infanterie de ligne: les 9e, 13e, 18e, 25e, 32e, 61e, 69e, 75e, 85e, 88e.

Le 7e *bis* régiment de hussards; le 22e de chasseurs à cheval; les 3e, 14e, 15e, 18e et 20e de dragons.

Un escadron de guides à cheval et un bataillon de guides à pied, sous les ordres du chef de brigade Bessières.

Plusieurs compagnies d'artillerie à pied et à cheval; deux compagnies de mineurs, un bataillon de sapeurs.

L'armée navale, commandée par le vice-amiral Brueys, ayant sous ses ordres les contre-amiraux Villeneuve, Blanquet-Ducheila, Decrès, et pour chef d'état-major le chef de division Ganteaume, était composée de treize vaisseaux de ligne, dont un de 120 (*l'Orient*), deux de 80, et dix de 74 canons; de deux vaisseaux de 64 pris aux Vénitiens (*le Causse* et *le Dubois*), armés en flûte; de huit frégates de 40 et de 36 canons; six frégates vénitiennes armées en flûte, deux bricks, des cutters, des avisos, des chaloupes canonnières, et d'autres petits bâtiments de guerre, au nombre de soixante-douze.

Les bâtiments de transport étaient au nombre de quatre cents environ, y compris les divisions de Civita-Vecchia, de Gênes et de Corse; et l'on évaluait à 10,000 hommes à peu près le total des gens de mer [1].

Le 19 mai, au matin, l'escadre entière et tous les bâtiments de transport qui se trouvaient à Toulon appareillèrent et sortirent de la rade. Les troupes étaient réparties sur les bâtiments de guerre comme sur ceux de transport. Le départ eut lieu au bruit répété du canon des batteries de Toulon et de tous les vaisseaux de ligne. Le général Bonaparte, avec une partie de l'état-major général, était à bord du vaisseau amiral. Le temps était superbe, et le vent tout aussi favorable qu'on pouvait le désirer. L'escadre longea la côte de Provence jusque vers Gênes, et se dirigea ensuite sur le cap Corse, qui fut signalé le 23 mai, à la pointe du jour. Elle resta en vue du côté oriental de l'île jusqu'au 30, et côtoya, les jours suivants, l'île de Sardaigne jusqu'au 3 juin, afin d'attendre, à cette hauteur, le convoi que l'on savait être parti de Civita-Vecchia le 28 mai. Ce même jour (3 juin), l'amiral fut informé, par un aviso, que trois vaisseaux anglais et deux frégates avaient été aperçus devant Cagliari, capitale de l'île de Sardaigne. Quelques vaisseaux

[1] Nous donnerons de plus grands détails sur la composition de l'armée navale, dans le récit du célèbre combat d'Aboukir.

français prirent cette direction ; mais les bâtiments ennemis 1798 - an VI. Méditerran.
avaient disparu. Le 7 juin, l'armée navale passa à portée de canon du port de Mazzara en Sicile, ayant en vue sur sa droite la petite île de Pantellaria. Un spectacle majestueux s'offrit alors aux yeux des Siciliens étonnés. Éclairées par les rayons du soleil, plus de trois cents voiles à peu près réunies présentaient l'aspect d'une grande ville flottante, et s'avançaient dans le plus imposant appareil.

Le 8 juin, un brick anglais capturé par un des bâtiments légers de l'expédition annonça que l'escadre de l'amiral Nelson, envoyée à la poursuite de la flotte française, n'était pas éloignée. Cette nouvelle causa quelque inquiétude au général en chef, mais elle ne se vérifia point. Le 9 juin, l'escadre quitta la côte de Sicile, et, se dirigeant au sud-est, elle parut, vers les cinq heures du matin, en vue des îles de Malte et de Gose, où elle trouva le convoi de Civita-Vecchia, au nombre de soixante-dix bâtiments, qui y était arrivé depuis le 6.

Comme il entrait dans le plan de Bonaparte de prendre possession de l'île de Malte, l'escadre reçut l'ordre de s'avancer en ligne de bataille, l'intention du général en chef étant de s'emparer du port de Malte de vive force, si les voies moins hostiles qu'il allait tenter ne réussissaient point.

L'occupation de l'île de Malte était, en effet, d'une haute importance dans l'exécution des projets sur l'Égypte. Située par les 35° 55′ de latitude et 10° 11′ de longitude, dans le canal entre la Sicile et l'Afrique, à deux cent soixante lieues sud-est environ de Toulon, elle offrait une position intermédiaire qu'il eût été dangereux de laisser à des ennemis, et même à des neutres. Dès le mois de janvier 1798, le Directoire avait envoyé à Malte le sieur Poussielgue, secrétaire de la légation française à Gênes, afin de sonder les dispositions des chevaliers et du grand maître de l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, souverain de cette île depuis la perte de celle de Rhodes, dans le cas où des vaisseaux français se montreraient dans les parages environnants. On a même avancé que l'objet spécial de la mission de Poussielgue était de fomenter une révolution dans l'île pour la faire passer sous la domination française ; et cette version serait d'autant plus probable, qu'à l'époque du séjour de

1798 — an VI. Méditerran. cet agent secret à Malte, le Directoire et Bonaparte n'étaient point encore fixés sur le projet d'une expédition en Égypte. Quoi qu'il en soit, le sieur Poussielgue échoua dans ses menées secrètes. Au commencement du mois de mars de cette même année, l'amiral Brueys, venant de Corfou avec l'escadre qu'il commandait dans l'Adriatique, parut devant Malte, dont il voulait reconnaître les côtes; il fit entrer dans le port un de ses bâtiments, qui avait besoin de réparations, et auquel le grand maître, les baillis et l'ordre entier s'empressèrent de donner des secours de toute espèce. Pendant huit jours l'escadre sonda toute la côte, et reconnut les points où il était possible d'opérer des débarquements.

Bonaparte connaissait tous les moyens de résistance qui pouvaient lui être opposés : c'est pourquoi il voulut tenter la voie des négociations avant d'employer celle de la force. Il prévoyait d'ailleurs qu'en s'arrêtant devant Malte, il donnerait peut-être à l'amiral Nelson le temps de joindre la flotte française. Si la valeur des troupes, le nombre des vaisseaux et la bonne disposition des équipages permettaient d'espérer l'avantage, au moins devait-il craindre que les Anglais ne réussissent à disperser le convoi, et ne fissent ainsi échouer la grande entreprise. Afin donc de tenter de nouveau les dispositions des chevaliers de l'ordre et des Maltais, Bonaparte fit demander au grand maître l'entrée du port pour l'armée navale. Cette immense flotte s'étendait depuis l'île de Gose jusqu'à Marsa Siroco, et menaçait en même temps tous les points attaquables.

Le grand maître assembla le conseil de l'ordre, qui répondit par une lettre dans laquelle on priait Bonaparte de mettre par écrit la demande qu'il faisait, en ajoutant que les lois de l'ordre et les règles de la neutralité ne permettaient pas de recevoir dans le port de Malte plus de quatre vaisseaux à la fois, et que la sûreté l'exigeait ainsi. Le conseil faisait observer aussi que l'ordre avait toujours été en paix avec la France, qui n'avait cessé de l'assurer de son amitié. Cette lettre fut portée à Bonaparte par le consul français Caruson, qui lui remit également une liste de chevaliers et de Maltais qui avaient pris l'engagement de seconder les Français. Le nombre de ces partisans

de la révolution maltaise était, dit-on, de plus de quatre mille. 1798 — an VI. Méditerran.

Lorsque, dans la soirée du 9 juin, on vit à Malte que Bonaparte ne renvoyait point le consul Caruson, des préparatifs de défense furent ordonnés : les chevaliers s'attendaient bien à être attaqués le lendemain. On fit prendre les armes aux milices ; le grand maître ordonna d'établir les palissades aux ouvrages avancés et de transporter les poudres, qui étaient dans les magasins extérieurs, dans la ville, opération qui aurait demandé au moins huit jours dans des temps tranquilles.

Un grand désordre régnait dans la ville, personne n'osait se charger du commandement en chef; et le grand maître, Ferdinand de Hompesch, ne sortait point de son palais. Cependant différents postes furent assignés aux baillis et commandeurs pendant la nuit; mais pour défendre tous les points et sept lieues de côtes, l'ordre avait à peine à sa disposition 7,000 hommes [1].

Cependant Bonaparte avait donné l'ordre à l'amiral Brueys de se mettre en devoir d'attaquer les forts qui défendaient l'entrée du port, en même temps qu'il faisait faire des dispositions pour débarquer quelques corps de troupes.

Le dimanche 10 juin, à quatre heures du matin, la descente se fit sur sept points à la fois, dans les îles de Malte, de Gose et de Cumino. Le général Desaix, ayant sous ses ordres le général Belliard et les troupes du convoi de Civita-Vecchia, s'empara des batteries et des forts du côté de Marsa-Siroco ; le général Reynier occupa l'île de Gose ; les généraux Vaubois, Lannes, et le chef de brigade Marmont, descendirent près de la ville de Malte, et s'avancèrent sous le canon de la place. Ces diverses opérations eurent lieu sans aucune difficulté. Comme les forts n'étaient point approvisionnés, les Maltais ne voulurent point s'y renfermer pour les défendre. Les soldats avaient à peine des cartouches, et les affûts des pièces étaient en si mauvais état, que, quand on voulut les tirer, la plupart se brisèrent. Un grand

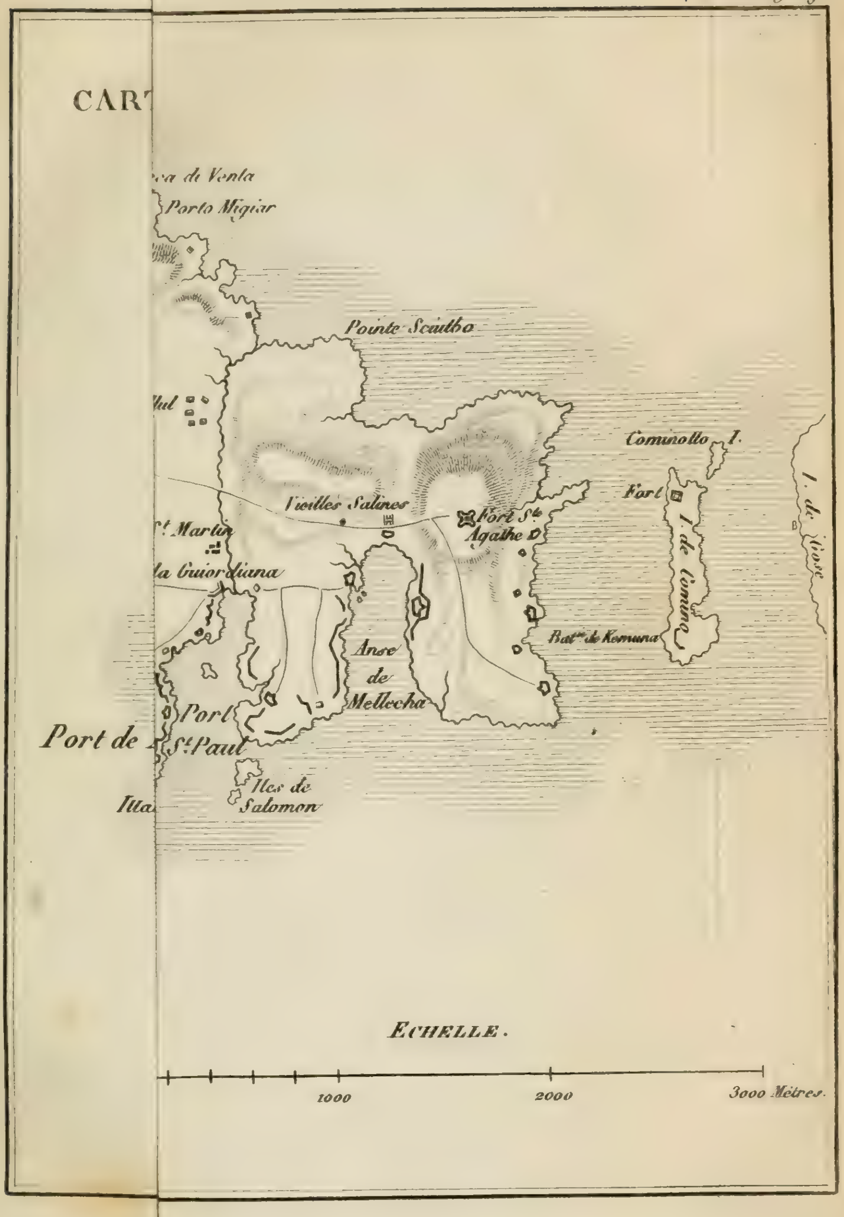
[1] Régiment de Malte, cinq cents hommes ; les gardes du grand maître, deux cents ; le bataillon des vaisseaux, quatre cents ; le bataillon des galères, trois cents ; à peu près cent vieux canonniers ; un corps de milices appelé *chasseurs*, douze cents ; pareil nombre de matelots des vaisseaux et galères, servant de canonniers ; enfin trois mille hommes des milices du pays : total, six mille neuf cents hommes.

1798 an VI. Méditerran. nombre de canons manquaient même des ustensiles indispensables pour leur service.

Les Maltais fuyaient sur tous les points. Une compagnie française qui avait débarqué dans l'anse de Saint-Julien dispersa, sans tirer un coup de fusil, un régiment entier de milices, fort de 1,200 hommes. Le bailli Tommasi voulut défendre le retranchement dit du Naiciar, contre un bataillon qui avait débarqué à la Mellecha et à Saint-Paul ; mais, tourné par quelques compagnies qui venaient de prendre terre à Saint-Georges et à Saint-Julien, le bailli fut abandonné par les milices qu'il avait sous ses ordres, et eut beaucoup de peine à se retirer jusqu'à la ville. Le général Vaubois avait marché sur la cité vieille, qui, n'ayant ni troupes, ni canons, ni vivres, ni commandant, lui ouvrit les portes à neuf heures du matin. A dix heures, toute la campagne, les petits forts de la côte, à l'exception de celui de Marsa-Siroco, étaient au pouvoir des Français. La plupart des chevaliers qui étaient dans ces différents postes furent faits prisonniers et conduits à Bonaparte, qui leur dit : « Comment pouviez-vous croire qu'il vous fût possible de vous défendre, avec de misérables paysans, contre les troupes qui ont vaincu et soumis l'Europe ? »

A onze heures, on fit sortir du port une galère, une chaloupe canonnière et deux galiotes, pour tâcher d'inquiéter le débarquement des troupes qui s'effectuait toujours à Saint-Julien. Quand ces bâtiments eurent épuisé le peu de munitions qu'ils avaient, ils rentrèrent dans le port. Une sortie fut tentée du côté de la Pietà ; mais les troupes, composées du régiment de Malte et du bataillon des vaisseaux, ne purent tenir contre le détachement français que commandait le chef de brigade Marmont, qui s'empara, en cette occasion, du drapeau du régiment de Malte. Elles se sauvèrent dans les fortifications de la Floriane ; mais comme ces dernières étaient sans artillerie, les soldats maltais furent obligés de se rendre.

A midi, il ne restait au service de l'ordre que 4,000 hommes, la plupart de mauvaise volonté. Avec ce petit nombre, il fallait défendre la ville, les forts Menoel, Tignié, Ricazzoli, Saint-Ange, la Cotionere, le bourg et l'île de la Sangle. Dans un bon système de défense, il aurait fallu abandonner tous les forts


CART
ca di Venla
Porto Migiar
Pointe Scautho
Vieilles Salines
Fort St. Agathe
Cominotto I.
Fort
I. de Comino
I. de Gose
St. Martin
la Guiordiana
Anse de Mellecha
Batie. de Komuna
Port de
Port St. Paul
Iles de Salomon
ECHELLE.
1000
2000
3000 Métres.


CARTE TOPOGRAPHIQUE
DE L'ILE
DE MALTE
Pierre noire
Tartarai
Dingli
Fontaine et Jardin de Paula
Bocca di Venta
Porto Migiar
Jardin des Soldats
Chateau du Mont Verdale
Bourg
Dominicains
Tour Suta
Cité Vieille
Aain Ballut
Retranchement de Falca
Pointe Scautha
Casal Krendi
Siggieve
S.te Agnes
Cominotto I.
Fort
I. de Comino
I. de Gozo
Zurico
Safi
Zebougi
Mosceba
Casal Mousta
S.t Martin
Vieilles Salines
Fort S.te Agathe
la Guiordiana
S.t Paul
S.t Jaye
Casal Chircop
M.a di Loretta
Cité Pinto
Balzol
Birkarcara
Naiciar
Anse de Mellecha
Bat.rie de Kamuna
Luca
Casal Gudia
S.t Joseph
Nouvelles Salines
Port S.t Paul
Port de Marsa Siroco
Asciak
Casal neuf
Gargur
Anse des Salines
Iles de Salomon
Fort S.t Lucien
Tarscien
Ittacia
Zeitone
Spinola
S.t Georges
Anse de S.t Marc
Anse de la Madeleine
Zabbar
Anse de S.t Julien
Anse S.t Georges
Ports et Ville de Malte
Anse S.t Thomas
Anse de Marsa
ECHELLE.
1000
2000
3000 Metres

qui sont éloignés les uns des autres, et même séparés par la mer, réunir toutes les troupes dans la ville, qui était très-forte, et en chasser les habitants suspects. Alors on eût pu espérer de tenir pendant quelque temps, et il y a lieu de croire que les Français eussent échoué dans leur projet de s'emparer de Malte. 1798 — an VI. Méditerran.

La ville se remplissait de fuyards, de femmes et d'enfants des habitants de la campagne. Pendant le reste de la journée, les forts tirèrent sur les troupes françaises, mais sans leur faire éprouver de perte sensible.

Vers neuf heures du soir, une terreur panique s'empara du commandant et des soldats qui gardaient le poste de la Sangle; ce détachement vint se réfugier dans la ville, et fut obligé de rester longtemps à la porte vers laquelle il s'était dirigé, jusqu'à ce que le grand maître eût ordonné qu'elle lui fût ouverte. Il régnait une telle confusion dans Malte, que les patrouilles se fusillaient entre elles, et que les alertes étaient continuelles. A minuit, les barons de l'île et les principaux habitants de la ville se rendirent au palais du grand-maître, pour inviter ce dernier à capituler. Sur leur demande, il fit assembler le conseil; il y fut décidé qu'on enverrait au général Bonaparte le bailli de Souza et le consul de Hollande Fermosa pour traiter de la capitulation. Il faut remarquer que ceux des grand'croix de l'ordre dont on connaissait l'opinion et le courage ne furent point appelés à ce conseil. Le lundi 11 juin, à cinq heures du matin, les forts reçurent l'ordre de ne plus tirer sur les Français, qui n'avaient point encore riposté au feu de l'artillerie maltaise [1].

Le chevalier Dupin de la Guérivière commandait le fort de Marsa-Siroco, et s'était défendu pendant vingt-quatre heures avec une très-grande résolution; mais, manquant de munitions et de vivres, il fut obligé d'accepter une capitulation honorable. Il rentrait dans Malte avec sa garnison, lorsqu'il apprit avec

[1] La relation dans laquelle nous avons puisé les détails qu'on vient de lire, et qui ne saurait être suspecte, puisqu'elle est rédigée par un bailli de l'ordre de Malte (de Tignié), acteur et témoin des faits, affirme que Bonaparte ne fit point jeter de bombes ni tirer le canon contre la ville, parce que les Maltais conspirateurs étaient convenus de massacrer tous les chevaliers à ce signal, et que le général français ne voulut point tremper dans un complot aussi odieux.

1798 — an VI. Méditerran. le plus grand étonnement que la ville allait se rendre. Bonaparte répondit au bailli de Souza et au consul de Hollande qu'il entrerait dans Malte le mardi 12 juin ; que, pendant cet intervalle, il réglerait la manière dont il voulait traiter l'ordre, avec la médiation du chargé d'affaires d'Espagne.

Le grand maître, désirant se rendre agréable au général français, choisit ses négociateurs parmi les chevaliers qui s'étaient plus particulièrement prononcés pour la France, et nomma le commandeur Bosredon-Ransijat, le chevalier Bardonnèche et l'ingénieur de l'ordre Touzard. Bonaparte désigna pour régler les préliminaires de la capitulation l'ancien commandeur de l'ordre Dolomieu, savant distingué, et le sieur Poussielgue, cet agent du Directoire dont nous avons parlé plus haut.

Toutes les conditions proposées par Bonaparte furent acceptées sans difficulté. La convention conclue le 12 juin portait en substance que les chevaliers remettraient à l'armée française la ville et les forts de Malte, qu'ils renonceraient en faveur de la république à leurs droits de propriété et de souveraineté tant sur l'île de Malte que sur celles de Gose et de Cumino. De son côté, Bonaparte promettait au grand maître de demander pour lui, au congrès de Rastadt, une principauté équivalente en Allemagne ; et, en attendant, il s'engageait à lui faire accorder une pension de trois cent mille francs et l'avance de deux années de cette pension pour indemnité de son mobilier ; il garantissait, aux chevaliers de la nation française reçus avant l'année 1792, la faculté de rentrer dans leur patrie, sept cents francs de pension et mille francs pour les sexagénaires.

Aussitôt après la signature de cette convention, Bonaparte fit son entrée dans Malte, à la tête des troupes débarquées. Le drapeau tricolore remplaça les bannières de l'ordre et fut salué par toute l'artillerie de la flotte française. Celle-ci prit ses mouillages ; l'armée navale entra dans le port de Malte et vint se ranger à portée de pistolet des quais.

C'est ainsi que la forte place de Malte tomba au pouvoir des Français. Trente mille fusils, douze mille barils de poudre, des vivres pour six mois ; deux vaisseaux, une frégate, trois galères et d'autres petits bâtiments de guerre, le trésor de l'é-

glise de Saint-Jean, estimé à trois millions de francs : tels furent les avantages matériels de cette importante conquête. 1798 — an VI Méditerran.

Dès le lendemain, Bonaparte s'occupa de régler le gouvernement de l'île. Une commission de cinq personnes fut chargée de l'administration générale, et le sieur Regnault de Saint-Jean-d'Angély y fut attaché en qualité d'agent du Directoire français. L'égalité des droits de tous les habitants fut proclamée; les trois îles de Malte, de Gose et de Cumino, divisées en cantons ou arrondissements de trois mille âmes de population; la cité de Malte partagée en deux municipalités; la police générale attribuée au général gouverneur des îles; les titres féodaux ainsi que l'esclavage abolis. Mais Bonaparte retint les esclaves mahométans et les fit embarquer sur l'escadre, les destinant à être échangés contre les esclaves français et maltais qui pourraient être au pouvoir des beys d'Égypte.

En ordonnant le désarmement général des habitants de l'île, Bonaparte créait dans la cité de Malte deux bataillons de garde nationale, de 900 hommes choisis parmi les citoyens les plus aisés, et par conséquent les plus intéressés au maintien de la tranquillité de la ville. Il ordonna en outre la formation de quatre compagnies de vétérans, pris parmi les vieux soldats qui avaient été au service de l'ordre. Ces compagnies devaient être envoyées à Corfou immédiatement après leur formation. Quatre compagnies de canonniers furent également créées pour la défense des côtes. Des jeunes gens de l'âge de neuf à quatorze ans durent être choisis dans les plus riches familles pour être envoyés à Paris, à l'effet d'y être élevés dans les écoles de la république; et l'ordonnateur de la marine eut ordre de désigner, parmi les jeunes Maltais appartenant également aux familles les plus considérables, ceux de l'âge de quatorze à dix-huit ans qui lui paraîtraient propres à entrer dans la marine comme aspirants.

Par un autre arrêté, Bonaparte ordonna que tous les prêtres, religieux et religieuses qui n'étaient point nés dans l'île de Malte, en sortiraient dans un délai limité. Les cures et bénéfices vacants furent exclusivement réservés aux naturels de l'île. Défense fut faite de faire désormais des vœux avant l'âge de trente ans. Les fondations particulières, telles que couvents

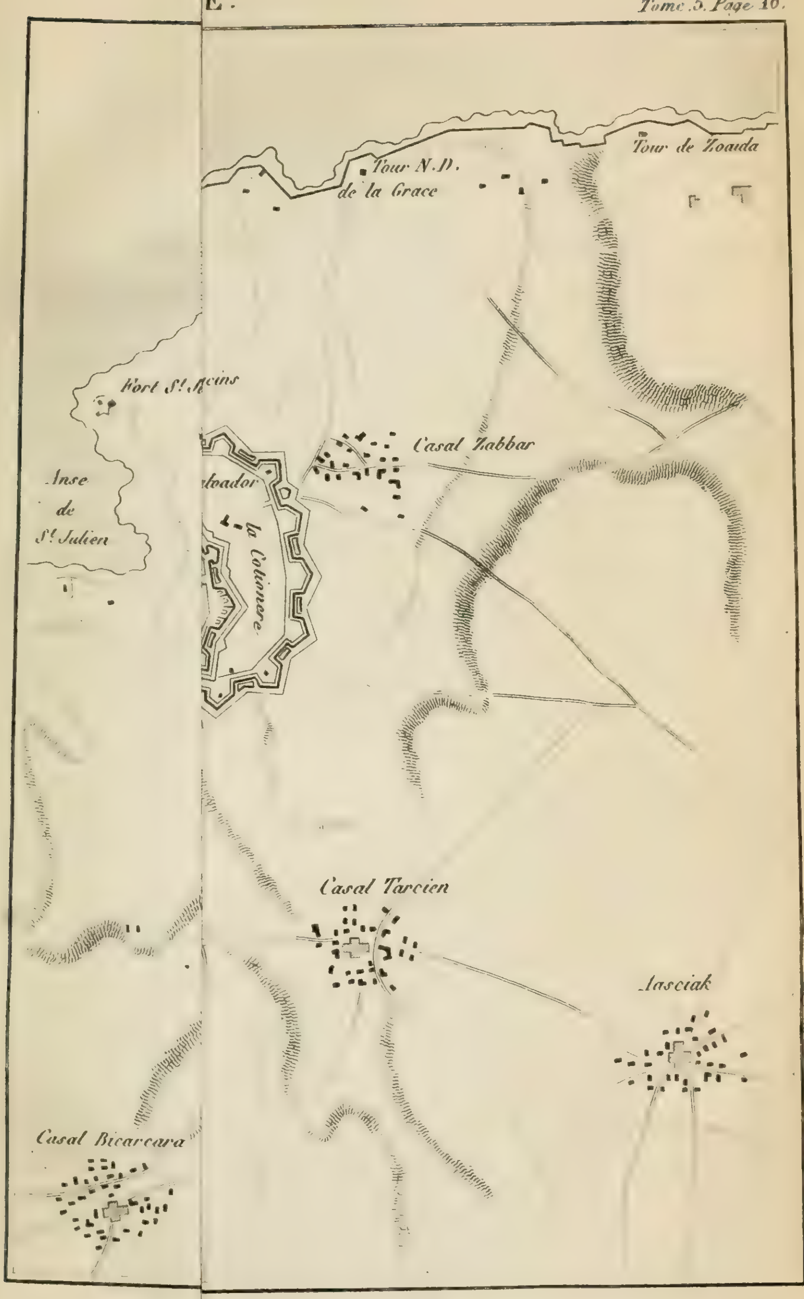
1798 — an VI. Méditerran. d'ordre, etc., et les corporations de pénitents furent supprimés. Les Juifs reçurent la promesse d'être autorisés à fonder une synagogue. Il fut défendu aux prêtres latins d'officier dans les églises appartenant aux chrétiens grecs, et à l'évêque et aux ecclésiastiques de rien recevoir pour l'administration des sacrements, et d'avoir recours à aucun métropolitain, et même au pape.

Bonaparte fit encore un grand nombre de règlements et de dispositions administratives que nous croyons inutile de rapporter ici. Ce que l'on vient de lire servira à démontrer à nos lecteurs que Bonaparte, préludant à la conquête de l'Égypte, s'essayait dès lors au rôle de souverain et de législateur, qu'il se croyait appelé à jouer en Afrique et en Asie; car rien ne peut faire croire jusqu'à présent qu'il osât porter ses vues sur sa patrie.

Après être resté six jours à Malte et avoir laissé 4,000 hommes des troupes de l'expédition[1] pour garder cette nouvelle conquête, dont le général Vaubois fut nommé gouverneur, Bonaparte se rembarqua avec ceux qui l'avaient accompagné à terre, et qui n'eurent point mission de rester dans l'île. Toute la flotte appareilla le 19 juin pour suivre sa destination, emmenant avec elle les bâtiments de guerre trouvés dans le port de Malte.

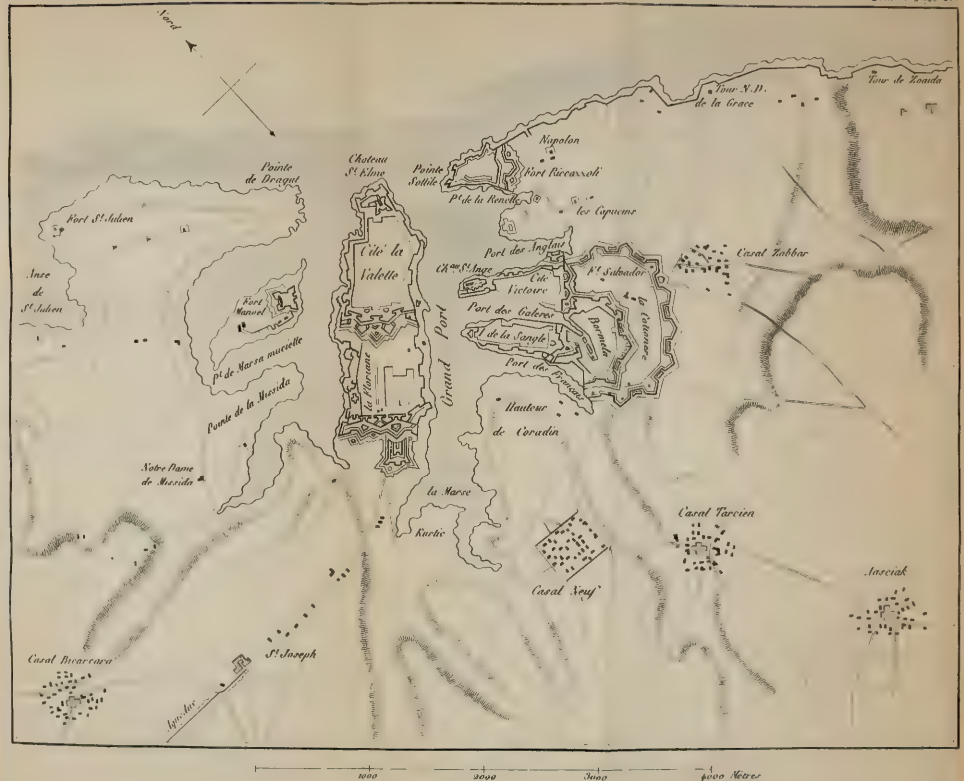
Les chevaliers de l'ordre âgés de plus de soixante ans, avaient obtenu la permission de rester à Malte; les autres furent renvoyés dans leur patrie. Ceux des chevaliers français qui n'avaient point porté les armes contre la France dans la guerre de la révolution eurent la faculté de revenir parmi leurs concitoyens, à l'exception de ceux qui avaient moins de trente ans, et qui furent embarqués sur la flotte. Un grand nombre de ces derniers s'étaient décidés à prendre du service dans l'armée fran-

[1] Ces troupes étaient composées de deux bataillons de la dix-neuvième demi-brigade, d'un bataillon de la septième, et de tous les malades que laissait Bonaparte, avec ordre d'en former un bataillon. Tout cela ne formait point quatre mille hommes; mais, d'après sa demande, le Directoire dut envoyer à Malte le reste de la septième demi-brigade et de la quatre-vingtième, qui étaient en Italie, avec la vingt-troisième qui était en Corse, et quatre compagnies d'artillerie à pied.


Tour N.D.
de la Grace
Tour de Zoaida
Casal Zabbar
Anse
de
St. Julien
la Cotonere
Casal Tarcien
Asciak
Casal Bicarcara

4000 Mètres

PORTS ET VILLE DE MALTE.



çaise, suivant leur grade; d'autres entrèrent dans les différentes administrations établies en Égypte, comme nous le rapporterons en son lieu. 1798 — an VI. Méditerran.

Le général Baraguey-d'Hilliers, dont la santé était dérangée, avait sollicité la permission de retourner en France; il fut chargé par Bonaparte de présenter au Directoire le drapeau et la plus grande partie du trésor de l'ordre; mais le vaisseau qui portait ces trophées d'une victoire facile[1] fut pris par les Anglais. Cet événement dut être considéré par eux comme un heureux pronostic pour le succès de l'entreprise qu'ils formèrent plus tard, de ravir à la France l'importante conquête qu'elle venait de faire.

Arrivée de la flotte française sur les côtes de l'Égypte; débarquement de l'armée; attaque et prise de la ville d'Alexandrie, etc. — La flotte française, en quittant les parages de Malte, poussée par un vent frais de nord-ouest, continua sa route directement à l'est, dans la grande mer qui sépare l'île de Malte de celle de Candie. L'ordre avait été donné, à tous les vaisseaux qui éclairaient la marche de l'escadre et du convoi, d'arrêter tous les bâtiments rencontrés, dans la crainte que l'escadre ou les croisières anglaises ne fussent informées de la direction que prenait l'expédition : c'était, en effet, une circonstance fort extraordinaire que la flotte française eût échappé à l'exploration des vaisseaux anglais. Aussitôt que le ministère britannique avait été informé du prochain départ des forces rassemblées à Toulon, l'amiral lord Saint-Vincent, en station devant Cadix, avait reçu l'ordre de prendre toutes les mesures convenables pour faire suivre la flotte expéditionnaire et détruire ou disperser le convoi. Le contre-amiral Nelson, déjà 2 juillet (14 messid.) Afrique.

[1] Bonaparte s'étonnait lui-même de la facilité avec laquelle il s'était emparé de Malte, et la surprise n'était pas moindre pour toute l'armée. Le général Caffarelli, parcourant avec le général en chef les remparts de la cité la Valette (c'est une des parties de la ville de Malte), lui fit remarquer la force des ouvrages, presque tous taillés dans le roc. Bonaparte convint qu'il aurait fallu une grande perte d'hommes et de temps pour que les Français en fussent devenus les maîtres, si les Maltais avaient résisté. « Oui, dit Caffarelli, il faut avouer, mon général, que nous sommes bien heureux qu'il y ait eu du monde dans cette ville pour nous en ouvrir les portes. »

1798 - an VI. Afrique.

célèbre dans la marine anglaise, avait été désigné pour remplir cette mission délicate. Son escadre se composait de treize vaisseaux de ligne et un brick, et vers la fin de mai il était venu croiser dans les parages de l'île de Corse; mais déjà la flotte française avait doublé l'île et se trouvait, à dix lieues, par le travers de Bonifacio, entre ce goulet et la côte d'Italie. Les deux escadres étaient seulement séparées par la Sardaigne. Nelson, après avoir croisé dans le golfe de Lyon, côtoyé la rivière de Gènes et l'Italie jusqu'à la hauteur de Naples, était revenu devant Toulon, espérant toujours rencontrer les Français, ou du moins quelque division du convoi; mais, le même jour qu'il paraissait ainsi en vue des côtes de Provence, Bonaparte entrait dans le port de Malte. Nelson, moins incertain alors sur la route qu'avait tenue la flotte française, fit voile pour la mer de Toscane, et vint mouiller devant Messine, où il apprit l'occupation de l'île de Malte, le jour où l'expédition se remettait en route pour suivre sa destination. Nelson fut également informé, quelque temps après, par un bâtiment ragusais, qui, passant, le 21 juin, au milieu de l'escadre française, lui avait échappé, de la direction prise par celle-ci. L'amiral anglais, ne doutant plus que l'Égypte ou la Syrie ne fussent le but de l'expédition, leva l'ancre, prit une direction perpendiculaire à celle des Français, traversa le canal, longea les côtes de Barbarie vers le golfe de la Syrte [1], et arriva le 28 juin en vue d'Alexandrie. Une chaloupe fut envoyée par Nelson au commandant turc, afin de lui donner avis du danger dont il était menacé, et lui demander en même temps la permission de relâcher dans le port pour y faire de l'eau et s'y procurer des vivres frais, lui promettant de faire agir les forces britanniques pour empêcher toute espèce de tentative de la part des Français.

Par l'effet de l'ignorance et du caractère méfiant et soupçonneux des Turcs, l'amiral anglais se vit repoussé comme un ennemi. Quelques bâtiments de commerce avaient donné l'éveil aux Alexandrins sur un débarquement projeté par les

[1] Les marins provençaux le nomment par corruption *golfe de la Sidre*; c'est l'*inhospita Syrtis* des anciens.

Francs[1] : cette nouvelle, reçue avec terreur, fit penser que l'escadre anglaise pouvait bien être celle qu'on annonçait ; et, comme les Français avaient été spécialement désignés comme auteurs de l'entreprise, le commandant d'Alexandrie ne vit, dans le pavillon anglais arboré sur les vaisseaux qui étaient en présence, qu'une ruse contre laquelle il fallait se tenir en garde. Il fit signifier à l'amiral qu'il ne pouvait accueillir sa demande, et qu'il ferait tirer sur son escadre, si elle tentait de s'approcher du port. Nelson, après avoir transmis quelques dépêches, destinées, dit-on, pour le golfe Persique et pour l'Inde, au consul anglais à Alexandrie, fit voile vers les côtes de Syrie sans tenter aucune autre démarche à l'effet de tirer les Alexandrins de leur erreur. On peut remarquer toutefois que, si l'intention de cet amiral fût d'attendre les Français devant Alexandrie, il n'aurait point agi avec sa prudence ordinaire. Il n'avait point en effet des forces suffisantes pour empêcher les Français de débarquer sur un point de la côte plus éloigné ; il s'exposait à voir prendre devant ses yeux Alexandrie, qui ne pouvait pas, ainsi que l'événement l'a démontré, opposer une résistance bien opiniâtre ; l'escadre française pouvait se mettre en mesure de combattre avec quelque avantage celle des Anglais : il était par conséquent plus convenable aux intérêts du gouvernement britannique que son amiral cherchât à rencontrer la flotte française dans sa marche, et c'est, à notre avis, le motif qui détermina Nelson à s'éloigner d'Alexandrie.

1798 – an VI. Afrique.

Quoi qu'il en soit, l'expédition française, continuant d'avoir le vent favorable, était arrivée le 30 juin en vue du cap Durazzo, de l'île de Candie; le lendemain elle longea le golfe du même nom, et gagna ensuite la pleine mer. Le 1er juillet, à la pointe du jour, on signala la tour des Arabes, sur la côte d'Afrique, et sur les huit heures et demie du matin la flotte entière put apercevoir les minarets de la ville d'Alexandrie : c'était le quarante-troisième jour depuis le départ de la flotte du port de Toulon, et le treizième après avoir quitté Malte. Aucun accident n'avait troublé cette traversée. Avant d'ordonner le dé-

[1] Les Orientaux comprennent sous cette dénomination les Européens en général.

1798 — an VI. Afrique. barquement, Bonaparte fit distribuer aux troupes à bord de tous les bâtiments la proclamation suivante, imprimée en mer sur le vaisseau *l'Orient*.

Bonaparte, membre de l'Institut national, général en chef de l'armée d'Égypte.

« Soldats,

« Vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables; vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de la mort.

« Nous ferons quelques marches fatigantes, nous livrerons plusieurs combats, nous réussirons dans toutes nos entreprises : les destins sont pour nous!

« Les beys mamelroucks qui favorisent exclusivement le commerce anglais, qui ont couvert d'avanies nos négociants et tyrannisent les malheureux habitants des bords du Nil, quelques jours après notre arrivée, n'existeront plus.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans; leur premier article de foi est celui-ci : « Il n'y a pas d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. » Ne les contredites pas; agissez avec eux comme vous avez agi avec les Juifs, avec les Italiens; ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques; ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ.

« Les légions romaines protégeaient toutes les religions. Vous trouverez ici des usages différents de ceux de l'Europe : il faut vous y accoutumer.

« Les peuples chez lesquels nous allons traitent les femmes différemment que nous; mais, dans tous les pays, celui qui viole est un monstre.

« Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes : il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend ennemis les peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis.

« La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie

par Alexandre. Nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs, dignes d'exciter l'émulation des Français. »

Un bâtiment fut envoyé au port d'Alexandrie pour savoir ce qui se passait dans la ville et faire venir à bord du vaisseau amiral le consul français. Celui-ci apprit au général en chef l'apparition et le départ de l'escadre de Nelson, en l'informant en outre des mauvaises dispositions des habitants, et de la nécessité d'employer la force pour se rendre maître d'Alexandrie. La nouvelle du voisinage de l'escadre anglaise, et la crainte d'être troublé dans le débarquement, engagèrent Bonaparte à hâter les préparatifs de cette dernière opération. La flotte mouilla le plus près possible de la côte, vers le fort Marabou, à l'ouest du port d'Alexandrie; des frégates furent détachées pour croiser devant cette ville. Le vaisseau *l'Orient*, en voulant s'approcher de l'anse du Marabou, se rencontra avec le vaisseau vénitien *le Dubois* et une des frégates, et eut son beaupré rompu; le vaisseau et la frégate furent endommagés dans leurs voiles et dans leurs agrès.

Pendant que les vaisseaux se préparaient à débarquer les troupes, le général en chef écrivait au commandant d'une caravelle (vaisseau de guerre turc), qui se trouvait mouillée dans le port vieux d'Alexandrie, que l'intention des Français n'était point d'agir hostilement contre le Grand Seigneur et la nation ottomane; qu'ils ne voulaient que punir les beys, dominateurs de l'Égypte, des avanies dont ils accablaient les commerçants français. Il invitait cet officier à recevoir, comme amis et alliés du sultan son maître, les Français qui allaient entrer dans la ville.

Cependant le vent s'était élevé, la mer était houleuse, et dans une circonstance moins pressante, peut-être eût-il été prudent d'attendre encore quelques instants pour opérer le débarquement, surtout sur une côte bordée de récifs, telle que celle d'Alexandrie; mais il n'y avait point de temps à perdre : les Anglais pouvaient paraître d'un moment à l'autre, et Bonaparte sentait bien que, s'ils profitaient du désordre inévitable dans une telle opération, il lui serait difficile de ne point essuyer quelque échec, malgré tous les moyens de défense dont il pouvait disposer.

1798 — an VI. Afrique.

Les ordres furent donnés en conséquence pour que les troupes descendissent à terre le 1er juillet. La division Desaix devait débarquer au lieu dit le Marabou; celle du général Menou à la droite de la précédente, et celle du général Reynier sur la gauche. Les divisions des généraux Kléber et Bon, qui étaient embarquées sur les vaisseaux de l'escadre, durent remplir les chaloupes et autres embarcations de ces bâtiments, pour venir se rallier autour d'une des galères prises à Malte, montée par le général en chef, qui devait conduire lui-même ces deux divisions sur le point de débarquement qu'il jugerait convenable, selon les circonstances. La distance à laquelle étaient mouillés les bâtiments, et le vent violent qui agitait la mer et la rendait dangereuse pour les petites embarcations, apportèrent de grands obstacles à l'exécution des dispositions qu'on vient de lire.

Au moment où Bonaparte s'embarquait sur la demi-galère qui devait le porter à terre, les croisières signalèrent comme ennemie une voile qui paraissait à l'ouest. On pouvait penser que c'était un des bâtiments de l'escadre anglaise, dont on connaissait la présence dans ces parages par les communications du consul de France à Alexandrie. L'inquiétude que la vue de ce bâtiment devait faire naître dans l'esprit du général en chef lui arracha cette exclamation : « Fortune, m'abandonnerais-tu? Quoi! seulement cinq jours! » La fortune ne trahit point les espérances unanimes. On reconnut bientôt que le bâtiment signalé était la frégate *la Justice*, qui arrivait de Malte.

La mer était couverte de chaloupes et d'embarcations. La division Menou fut la première qui put mettre à terre une partie de ses troupes.

Les divisions Desaix et Reynier éprouvèrent plus de difficultés par la situation du vent à l'égard de leur position.

La demi-galère qui portait le général en chef s'avança à travers les récifs, le plus près possible du Marabou. Le jour commençait à faiblir lorsque les embarcations où se trouvait partie des divisions Kléber et Bon se réunirent autour de la demi-galère. Un pilote d'Alexandrie, qui était venu avec le consul français, dirigea les canots sur la plage du Marabou, où elles débarquèrent heureusement. Déjà une partie de la division Menou, quelques hommes de celle de Reynier se trouvaient à terre.

Cependant la demi-galère, sur laquelle se trouvait aussi l'état-major général, éprouvait les plus grandes difficultés pour suivre les canots qui s'approchaient du rivage : l'obscurité de la nuit la força de mouiller à demi-lieue de terre. A une heure du matin, Bonaparte, les généraux Berthier, Dommartin, Caffarelli, d'autres officiers supérieurs de l'état-major général, montèrent dans des canots et gagnèrent la terre à quelque distance du Marabou.

1798 - an VI Afrique.

Le 2 juillet, avant le jour, le général en chef passa les troupes débarquées en revue.

La division Kléber, qui se composait de la 2e demi-brigade d'infanterie légère, et des 25e et 75e de bataille, n'avait guère alors que 1,000 hommes présents sous les armes.

La division Menou, formée par les 22e légère, 13e et 69e de bataille, avait 2,500 hommes.

Les 4e légère, 18e et 32e de bataille, qui formaient la division Bon, n'avaient de réuni qu'un total général de 1,500 hommes.

La division Reynier, composée des 9e et 85e, n'avait à terre que quelques hommes,comme nous l'avons déjà dit.

Il n'y avait encore ni chevaux, ni artillerie de débarqués. Bonaparte fit former trois colonnes des troupes des généraux Menou, Kléber et Bon, et donna l'ordre au général Reynier de réunir les siennes le plus promptement possible pour garder le point de débarquement. Il envoya en même temps aux bâtiments du convoi l'ordre d'appareiller de suite pour venir mouiller dans l'anse du Marabou, et fit hâter le débarquement général des troupes qui se trouvaient encore à bord.

Il convenait de marcher sans retard sur Alexandrie, pour tenter de surprendre cette ville. Les trois colonnes se mirent en mouvement à deux heures et demie du matin. Le général en chef marcha à pied avec les tirailleurs de l'avant-garde : il était accompagné des généraux Berthier, Alexandre Dumas, Dommartin, Caffarelli, de ses aides de camp, des officiers de l'état-major général et du génie.

Un peu avant le jour, et à demi-heure de distance du Marabou, un peloton d'avant-garde fut attaqué par un parti d'Arabes, qui tuèrent un capitaine. Le jour fit découvrir une centaine de ces

1798 - an VI. Afrique.

cavaliers bédouins, sur lesquels les tirailleurs marchèrent, et qui se replièrent dans la direction d'Alexandrie. A une demi-lieue de cette ville, l'avant-garde aperçut encore un groupe d'environ trois cents cavaliers, qui s'enfuirent dans le désert à l'approche des Français.

Cependant quelques autres pelotons d'Arabes se montraient sur le flanc droit des colonnes, pour enlever, selon leur usage, tout ce qui se trouvait isolé ou hors d'état de faire résistance.

Les troupes arrivèrent à portée de fusil des murs d'Alexandrie. La colonne du général Menou avait suivi dans sa marche les petites dunes de sable qui sont sur le bord de la mer, et se trouvait à l'ouest de l'enceinte de la ville dite des Arabes. La colonne de Kléber, marchant au centre, se trouvait dans la direction du monument connu sous le nom de Colonne de Pompée. Le général Bon se trouvait à l'est de l'enceinte, vers la porte dite de Raschild ou Rosette. Les trois colonnes firent halte dans ces positions.

Le général en chef s'était porté à la colonne dite de Pompée, et de là détacha plusieurs officiers pour reconnaître l'enceinte des Arabes, qui couvre et renferme la nouvelle Alexandrie.

Cette ville avait pour gouverneur ou commandant le schérif Sidi Mohammed-el-Coraïm; il était parvenu à ce poste important et s'y était maintenu jusqu'alors par une conduite pleine de souplesse qui l'avait rendu cher au gouvernement des beys; ceux-ci trouvaient en lui un agent dévoué pour l'exercice de leurs exactions et de leur tyrannie. Jouissant, on ne sait trop à quel titre, d'une certaine réputation de bravoure, mais ignare comme le sont presque tous les musulmans, Coraïm n'était point en état d'organiser dans Alexandrie tous les moyens de défense nécessaires pour arrêter l'entreprise des Français; cependant il avait fait réparer quelques brèches et occuper quelques points principaux, par lesquels les Français auraient pu facilement pénétrer dans l'intérieur.

L'enceinte et une partie des tours qui la flanquent étaient occupés par la population d'Alexandrie. A la vue de l'armée française, l'air retentit des hurlements des femmes et des enfants, qui excitaient leurs maris et leurs pères à combattre les Francs. En même temps, quelques coups de canon partirent



Echelle.

2000 4000 Mètres

d'un fort placé vers l'entrée du Port-Vieux, et annoncèrent la présence de deux ou trois mauvaises pièces d'artillerie. 1798 — an VI. Afrique.

Bonaparte voulut d'abord essayer la voie des négociations; mais il ne put faire accueillir ses officiers, et l'attaque fut résolue sur-le-champ.

Comme l'armée n'avait point d'artillerie, le général en chef se détermina à faire escalader l'enceinte, et le rapport des officiers qu'il avait envoyés en reconnaissance fit connaître que ce moyen était praticable : c'était d'ailleurs le seul qu'on pût employer pour se rendre maître de la place. La charge fut battue, et les trois colonnes s'avancèrent simultanément pour monter à l'escalade. Les hommes qui bordaient les remparts firent d'abord un feu assez vif de mousqueterie, mais il devint nul lorsque les Français eurent atteint le pied de la muraille. Il fut alors remplacé par les pierres que les Alexandrins firent pleuvoir en abondance. Ce dernier obstacle ne pouvait pas arrêter des officiers et des soldats habitués à des périls bien plus grands. Le général Kléber, arrivé au pied de la muraille, désignait l'endroit où il voulait que ses compagnies de grenadiers montassent; mais il fut renversé à terre par l'effet d'une balle qui vint le frapper au front : cette blessure, quoique grave, n'était point mortelle. La chute de leur général, loin de décourager les braves grenadiers, redoubla leur courage. En un instant, la muraille fut escaladée. Tout ce qui était sur le rempart ou derrière prit la fuite. Dans le même moment, le général Marmont, à la tête de la 4e demi-brigade légère, faisait enfoncer à coups de hache la porte de Rosette; toutes les troupes de la division Bon pénétrèrent par cette voie dans l'enceinte des Arabes.

De son côté, le général Menou, après avoir fait bloquer par une partie de son monde le fort triangulaire qui défend le Port-Vieux d'Alexandrie, s'était porté vers une autre portion de l'enceinte avec le reste de ses troupes, et l'avait escaladée. Il eut l'honneur d'entrer le premier dans la place, après avoir reçu sept blessures ou fortes contusions, dont aucune n'était dangereuse.

Le chef de brigade en second de la 32e demi-brigade, Masse, fut tué à l'attaque de la porte de Rosette. L'adjudant général

1798 — an VI. Afrique.

Escale, chef de l'état-major de la division Kléber, fut blessé presque en même temps que ce dernier général.

Les Français s'étant rendus maîtres de l'enceinte des Arabes, les Alexandrins armés se réfugièrent dans le fort triangulaire, dans le phare et dans la ville moderne. Un grand nombre se barricadèrent dans les maisons, et continuèrent à faire un feu meurtrier à travers les grillages qui ferment les fenêtres des maisons dans l'Orient. Longtemps après que la ville entière parut soumise, il fallut emporter de vive force plusieurs de ces maisons. Bonaparte faillit être atteint par les balles en traversant une rue étroite avec quelques officiers et plusieurs de ses guides.

Les forts triangulaire et du phare se rendirent dans l'après-midi; le schérif Mohammed Coraïm s'était renfermé dans le dernier. Bonaparte accueillit ce commandant avec beaucoup de douceur; et, loin de lui reprocher sa résistance, il s'étudia à lui persuader que les Français ne venaient en Égypte que pour y rétablir l'autorité du Grand Seigneur, avilie et méconnue par les mameloucks, et lui annonça que l'armée allait marcher sur le Caire pour en chasser les beys et leur milice. Le général en chef demanda ensuite à Coraïm s'il voulait embrasser les intérêts du sultan son maître, et par conséquent ceux de la république, qui se disposait à venger ce dernier. Le schérif promit tout ce que Bonaparte voulut, et prêta même entre ses mains, sur le Coran, le serment que le général exigea comme garant de sa fidélité.

Pendant cette même journée du 2 et le lendemain, le reste de l'armée effectua son débarquement. Tous les Français saluèrent avec enthousiasme la terre où Bonaparte leur avait promis la victoire et des richesses. Cependant le sang des braves avait déjà rougi la plage égyptienne. Bonaparte, qui ne cessait point d'appeler à son secours toutes les illusions de la gloire, ordonna, pour honorer la mémoire des guerriers qui avaient succombé dans cette première lutte[1], que leurs corps seraient ensevelis au pied de la colonne de Pompée, et que leurs noms seraient gravés sur son fût. La cérémonie qui eut lieu à cette

[1] On en comptait à peu près quarante, y compris six officiers.

occasion, loin de porter le découragement dans le cœur de ces nobles aventuriers, parut augmenter encore leur enthousiasme et leur desir de renommée. Ce fut aux cris de *Vive la république! vive Bonaparte!* que les soldats français rendirent les derniers devoirs à leurs camarades; et cette scène ne causa point un médiocre étonnement aux Alexandrins accourus pour en être les témoins.

Bientôt l'attention des Français se porta sur le théâtre qui s'offrait à leurs regards. La ville d'Alexandrie et le territoire qui l'environne étaient pour eux un spectacle nouveau, extraordinaire, bien propre à captiver toutes leurs pensées[1].

[1] « Parmi les lieux de nature à produire l'étonnement et l'admiration, dit Volney, il en est peu qui réunissent autant de moyens qu'Alexandrie. Le nom de cette ville, qui rappelle le génie d'un homme si étonnant; le nom du pays, qui tient à tant de faits et d'idées; l'aspect du lieu, qui présente un tableau si pittoresque; ces palmiers qui s'élèvent en parasol; ces maisons à terrasses, qui semblent dépourvues de toits; ces flèches grêles des minarets, qui portent une balustrade dans les airs : tout avertit le voyageur qu'il est dans un autre monde. Descend-il à terre, une foule d'objets l'assaille par tous les sens : c'est une langue dont les sons barbares et l'accent âcre et guttural effrayent son oreille; ce sont des habillements d'une forme bizarre, des figures d'un caractère étrange. Au lieu de nos visages nus, de nos têtes enflées de cheveux, de nos coiffures rondes ou triangulaires, et de nos habits courts et serrés, il regarde avec surprise ces visages brûlés, ornés de barbe et de moustaches, ce faisceau d'étoffe roulée en plis sur une tête rase; ce long vêtement qui, tombant du cou aux talons, voile le corps plutôt qu'il ne l'habille; ces pipes de six pieds, dont toutes les mains sont garnies, et ces hideux chameaux qui portent l'eau dans un sac de cuir; et ces ânes sellés et bridés qui portent légèrement leur cavalier en pantoufle, et ce marché mal fourni de dattes et de petits pains ronds et plats, et cette foule immonde de chiens errant dans les rues; et ces espèces de fantômes ambulants qui, sous une draperie d'une seule pièce, ne montrent d'humain que deux yeux de femme. Dans ce tumulte, tout entier à ses sens, son esprit est nul pour la réflexion. Ce n'est qu'après être arrivé au gîte si désiré, quand on vient de la mer, que, devenu plus calme, il considère avec attention ces rues étroites et sans pavé, ces maisons basses, et dont les jours rares sont masqués par des treillages, ce peuple maigre et noirâtre qui marche nu-pieds et n'a pour tout vêtement qu'une chemise bleue, ceinte d'un cuir ou d'un mouchoir rouge. Déjà l'air général de misère qu'il voit sur tous les hommes, et le mystère qui enveloppe les maisons, lui font soupçonner la rapacité de la violence et la défiance de l'esclavage; mais un spectacle qui bientôt attire toute son attention, ce sont

1798 — an VI. Afrique.

Les Arabes du désert qui avoisine Alexandrie n'avaient point cessé de harceler les Français depuis leur départ de la plage du Marabou : tombant sur les traîneurs et sur les hommes isolés, ils avaient tué ceux qui avaient voulu faire résistance, et emmené les autres, esclaves dans le désert. Le 5 juillet, quelques scheicks de ces Arabes se présentèrent au général en chef, et conclurent avec lui une espèce de traité verbal, par lequel ils s'engagèrent à rendre les Français qui étaient entre leurs mains, à ne plus harceler les détachements et à fournir tous les secours qui dépendraient d'eux. Bonaparte s'engagea, de son côté, à leur restituer, quand il serait maître de l'Égypte, les terres qui leur avaient appartenu jadis.

Le général en chef réunit ensuite au quartier général les principaux scheicks, mollahs et schérifs de la ville; il prit, dans cette conférence, l'engagement de faire respecter la religion musulmane, de n'exiger aucune innovation dans les pratiques du culte, son intention étant qu'elles fussent conservées, ainsi que les propriétés des habitants, tant que ceux-ci ne chercheraient point à nuire à l'armée ni à aucun individu de la nation française. Les scheicks, mollahs et schérifs promirent, de leur côté, de ne point trahir les Français, de n'entrer dans aucune espèce de complot ou de sédition dirigée contre ceux-ci, enfin de respecter la république et ses amis. Cette convention entre le général en chef et les principaux Alexandrins fut publiée et annoncée au peuple dans les formes usitées dans le pays. Bonaparte fit répandre ensuite, par les scheicks, de nombreux exemplaires de la proclamation suivante, imprimée en langue arabe :

« Depuis trop longtemps les beys qui gouvernent l'Égypte

les vastes ruines qu'il aperçoit du côté de terre. . . . . Pendant deux heures de marche, on suit une double ligne de murs et de tours qui formaient l'enceinte d'Alexandrie. La terre est couverte de débris de leurs sommets ; des pans entiers sont écroulés, les voûtes enfoncées, les créneaux dégradés, et les pierres rongées et défigurées par le salpêtre. On parcourt un vaste intérieur sillonné de fouilles, percé de puits, distribué par des murs encombrés, semé de colonnes anciennes, de tombeaux modernes, de palmiers, de nopals, et où l'on ne trouve de vivants que des chacals, des éperviers et des hiboux. »

insultent à la nation française, et couvrent ses négociants d'avanies; l'heure de leur châtiment est arrivée.

« Depuis trop longtemps ce ramassis d'esclaves achetés dans le Caucase et la Géorgie tyrannise la plus belle partie du monde; mais Dieu, de qui dépend tout, a ordonné que leur empire finît.

« Peuples de l'Égypte, on vous dira que je viens pour détruire votre religion, ne le croyez pas; répondez que je viens vous restituer vos droits, punir les usurpateurs, et que je respecte, plus que les mameloucks, Dieu, son prophète et le Coran.

« Dites-leur que tous les hommes sont égaux devant Dieu; la sagesse, les talents et les vertus mettent seuls de la différence entre eux.

« Or, quelle sagesse, quels talents, quelles vertus distinguent les mameloucks, pour qu'ils aient exclusivement tout ce qui rend la vie aimable et douce?

« Y a-t-il une belle terre, elle appartient aux mameloucks. Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle maison; cela appartient aux mameloucks.

« Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur en a fait. Mais Dieu est juste et miséricordieux pour le peuple. Tous les Egyptiens sont appelés à gérer toutes les places: que les plus sages, les plus instruits, les plus vertueux gouvernent, et le peuple sera heureux.

« Il y avait parmi vous de grandes villes, de grands canaux, un grand commerce: qui a tout détruit, si ce n'est l'avarice, les injustices et la tyrannie des mameloucks?

« Cadhys, scheicks, imans, tchorbadjys, dites au peuple que nous sommes aussi de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de Malte, parce que ces insensés croyaient que Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musulmans? N'est-ce pas nous qui avons été dans tous les temps les amis du Grand Seigneur (que Dieu accomplisse ses desseins!) et l'ennemi de ses ennemis? Les mameloucks, au contraire, ne sont-ils pas toujours révoltés contre l'autorité du Grand Seigneur, qu'ils méconnaissent encore? Ils ne suivent que leurs caprices.

« Trois fois heureux ceux qui seront avec nous! Ils pros-

1798 — an VI. Afrique. péreront dans leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront neutres ! Ils auront le temps de nous connaître, et ils se rangeront avec nous.

« Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui s'armeront pour les mameloucks et combattront contre nous : il n'y aura pas d'espérance pour eux ; ils périront ! »

Le général en chef s'était hâté d'organiser le gouvernement et l'administration de la ville d'Alexandrie. Le général Kléber, ne pouvant suivre l'armée à raison de sa blessure, fut nommé gouverneur ; le général Manscourt, commandant de la place ; le chef de division Dumanoir le Peley[1], commandant du port ; le sieur Leroy, ancien ingénieur constructeur, ordonnateur de la marine. Le scheick Coraïm fut continué dans ses fonctions de commandant turc. Des ordres furent donnés et des mesures prises pour mettre la place et ses deux ports (le Vieux et le Nouveau) en état de défense. Convaincu de la nécessité de marcher sans délai sur le Caire pour prévenir la résistance des beys et frapper ces tyrans dans le centre de leur domination, Bonaparte se disposa à mettre l'armée en mouvement, afin d'atteindre ce but.

Le Caire (Al Cahirah), capitale de l'Égypte, est mis, ainsi que la ville de Raschild ou Rosette, au nombre des villes saintes ou consacrées, par les mahométans. Une ancienne tradition, souvent vérifiée par l'expérience, avait appris aux habitants de cette contrée que le conquérant qui se rendait maître du Caire le devenait de toute l'Égypte. On acheva de débarquer le reste de l'artillerie et tout le matériel de l'armée. Les vaisseaux de guerre ne pouvant, sans quelque danger, venir mouiller dans le Port-Vieux, seul en état de les recevoir, et la reconnaissance de la passe n'ayant point été complétement faite, Bonaparte ordonna à l'amiral Brueys d'aller mouiller dans la rade d'Aboukir ou d'Esbekier, à neuf lieues est d'Alexandrie. Cette position mettait d'ailleurs l'escadre à même de communiquer également avec cette ville et celle de Rosette, éloignée de la première d'à peu près seize lieues. Dans l'ordre que Bonaparte transmit, à ce sujet, à l'amiral, il était dit expressément

[1] Depuis contre-amiral, etc.

que, s'il était reconnu que l'escadre ne pouvait se défendre, *embossée* dans la rade d'Aboukir, contre des forces supérieures, *l'amiral devait partir pour Corfou,* après avoir achevé de débarquer tout ce qui appartenait encore à l'artillerie de terre, laissant à Alexandrie le *Dubois,* le *Causse* tous les effets nécessaires pour les armer en guerre; la *Diane,* la *Junon,* l'*Alceste,* l'*Artémise,* toute la flottille légère, et toute les frégates armées en flûte, avec ce qui leur était nécessaire pour leur armement. L'article 8 de cet ordre, qui est du 3 juillet (15 messidor), portait que, si l'ennemi paraissait avec des forces supérieures, dans le cas où l'amiral ne pût entrer ni à Alexandrie, ni au Bekier (rade d'Aboukir), la flotte se retirerait également à Corfou, où l'amiral prendrait toutes les mesures pour exécuter les dispositions qu'on vient de lire plus haut.

1798 — an VI. Afrique.

Le chef de division Perrée fut nommé commandant de la flottille qui devait agir sur le Nil, et qui était composée du chebec et de la demi-galère pris à Malte, de bombardes, chaloupes canonnières et autres petits bâtiments.

Bonaparte fit mettre également en liberté tous les matelots musulmans pris à Malte, et qui étaient de Syrie, des îles de l'Archipel, ou de Tripoli : des passe-ports leur furent délivrés à Alexandrie, et on leur donna des exemplaires de la proclamation imprimée en arabe et adressée au peuple d'Egypte, pour les répandre dans les pays qu'ils allaient parcourir en se rendant dans leur patrie.

Deux routes se présentaient pour la marche de l'armée sur le Caire : l'une traverse une partie du désert à la sortie d'Alexandrie, passe par la ville de Damanhour, vient gagner la rive gauche du Nil au bourg de Rahmanieh, suit cette rive jusqu'au village d'Embabeh, où l'on traverse le Nil pour parvenir à Boulaq, espèce de faubourg du Caire et port de cette ville, sur la rive droite. L'autre chemin suit le rivage de la mer jusqu'au village d'Edko, d'où il s'en éloigne pour gagner Rosette, située sur la branche du Nil qui porte le nom de cette ville, à quelque distance de son embouchure ou Bogaz; le chemin prend ensuite la rive gauche du Nil, en passant par Homad, Dairout et El-Alfi, et vient aboutir à la route de Rahmanieh.

Le chemin par Rosette offrait moins de difficulté que celui qui

1798 — an VI Afrique. passe par Damanhour; mais ce dernier était plus court, et Bonaparte, accoutumé aux voies promptes, se détermina à marcher par le désert, en longeant le canal qui conduit les eaux du Nil à Alexandrie, dans le temps des inondations, et qui se trouvait alors entièrement à sec, jusqu'au bourg de Rahmanieh.

Nous ne terminerons point ce paragraphe sans citer les noms de quelques-uns des braves qui se distinguèrent à l'assaut d'Alexandrie. Le noble polonais Sulkowsky, aide de camp du général en chef, les sergents-majors Sabathier et la Bruyère, le sergent Brueys, les caporaux Hébert et Larchevêque, les soldats Marceau, Chauvet, Bruiron, et le musicien des guides Calla, reçurent sur le champ de bataille les glorieux témoignages de la satisfaction du général en chef, et furent promus par lui à des grades supérieurs.

22 juillet. (4 therm.) Égypte. *Marche de l'armée française sur le Caire; affaire de Damanhour; combat de Chebreis; bataille des Pyramides, etc., etc.* — Bonaparte, après avoir arrêté toutes les dispositions relatives à la marche de l'armée française sur le Caire, et donné l'ordre au général Menou d'aller prendre le commandement de Rosette, fit mettre en mouvement la division du général Desaix, destinée à faire l'avant-garde. Cette division, formée, comme nous l'avons déjà dit, par les 21e légère, 61e et 88e demi-brigades de ligne, renforcée par cent soixante chevaux des régiments 7e *bis* de hussards et 20e de dragons, et présentant un total de 4,601 combattants, quitta Alexandrie dans la nuit du 3 au 4 juillet (15 au 16 messidor). Elle prit sa direction vers la petite ville de Damanhour, à travers un pays absolument désert, et arriva, à la pointe du jour, dans l'endroit où le village de Bedah se trouve indiqué sur les cartes. Le général Desaix ne rencontra que les vestiges de quelques habitations détruites depuis longtemps, et deux puits que les Arabes du désert avaient récemment comblés avec des pierres et cette terre salée d'où l'on extrait le natron. Desaix donna sur-le-champ des ordres pour faire vider et curer ces puits, et la troupe put s'y procurer de l'eau, mais en quantité tellement insuffisante, que la cavalerie fut obligée de s'écarter sur la gauche, pour gagner un village à une lieue et demie de distance, à l'effet d'y faire boire les hommes et les chevaux. L'in-

fanterie était trop harassée de sa marche de nuit pour que le général pût lui offrir cette ressource, que le prompt tarissement des deux puits rendait nécessaire. Les troupes prirent position en avant du canal d'Alexandrie qui touche l'emplacement de Bedah, faisant face à la plaine, et ayant à dos ce canal et le lac Mahadieh qui l'avoisine.

La division Bon devait marcher immédiatement après celle du général Desaix. En conséquence, le général Marmont partit aussi d'Alexandrie le 3 juillet, dans l'après-midi, avec la 4e demi-brigade légère, et vint prendre position à une lieue de la ville dans la direction de Bedah. Marmont fut rejoint dans cet endroit par l'adjudant général Beauvais[1], chargé par le général en chef de préparer les logements du quartier général de l'armée.

Le 4, le reste de la division Bon et les divisions Reynier et Menou suivirent le mouvement des troupes précédentes.

Le 5 (17 messidor), la division Kléber, commandée, en l'absence de ce dernier, par le général Dugua, se porta sur Rosette, pour s'emparer de cette ville et y laisser garnison; elle devait ensuite remonter la rive gauche du Nil jusqu'à la hauteur de Damanhour, point indiqué pour sa réunion au gros de l'armée.

Les bâtiments composant la flottille aux ordres du chef de division Perrée, et le général Andréossi, directeur des équipages de pont, reçurent l'ordre de se rendre à Rosette et de remonter le Nil en suivant la marche de la division Kléber.

Bonaparte ne quitta Alexandrie, avec tout l'état-major général, que le 9 (19 messidor), dans la soirée. Il arriva le 10 à Damanhour. Les divisions Desaix, Bon, Reynier et Menou étaient réunies autour de cette ville.

Pendant cette traversée de quatorze lieues dans une contrée déserte, l'armée commença à éprouver les inconvénients et les périls attachés à l'expédition aventureuse qu'elle tentait. Dans le jour, le soleil était à peine au-dessus de l'horizon, qu'il rendait brûlant le sol sablonneux sur lequel on marchait; pas un seul nuage ne tempérait l'ardent éclat de ses rayons, pas un seul arbre dans cette plaine immense n'offrait une ombre bien-

[1] Depuis maréchal de camp.

1798 — an VI. Égypte.

faisante. La soif vint bientôt exercer ses cruels tourments. L'eau qu'on avait pu apporter d'Alexandrie, et tout le monde n'avait pas pris cette précaution salutaire, s'était épuisée dans la première marche. Une partie des soldats, sur l'imprévoyance desquels on a si souvent à gémir, harassés par la fatigue, accablés par la chaleur, s'étaient débarrassés du biscuit qu'on leur avait distribué pour quatre jours, à l'effet d'alléger leur charge. Ils espéraient, comme en Europe, rencontrer sur leur route des villages où ils pourraient trouver des aliments plus frais; ils ne tardèrent pas à être détrompés cruellement : aucun village ne se présenta pendant la seconde marche. Dévorés par une soif qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité d'éteindre, tourmentés par la faim, dont ils éprouvaient déjà les atteintes, ils ne purent même jouir d'un sommeil réparateur sur le sable où ils bivouaquèrent. Le jour qui suivit augmenta les souffrances de la veille; plusieurs soldats périrent dans cette marche pénible. Une des divisions était arrivée, quarante-huit heures après son départ d'Alexandrie, au village d'El-Houah : un cri de joie s'éleva dans tous les rangs, à l'aspect d'habitations où l'on croyait du moins trouver à étancher sa soif. Vain espoir! ce village n'avait qu'un seul puits, qui ne contenait qu'une vase fétide. Le Nil, à cette époque de l'année, étant dans sa plus grande baisse, l'eau des puits avait dû conséquemment se tarir. Quelques Arabes fellahs[1] occupaient une douzaine de huttes formant le hameau d'El-Houah. Ils avaient, avant l'arrivée des Français, tiré du puits le peu d'eau qu'il pouvait renfermer, et l'avaient cachée pour leurs propres besoins. Les soldats français donnèrent en cette circonstance un exemple admirable de discipline et de générosité. Au lieu de prendre de force cette ressource précieuse pour satisfaire le besoin qu'ils éprouvaient eux-mêmes, ils proposèrent aux malheureux fellahs de la leur vendre, pour ainsi dire au poids de l'or, et l'on vit payer un écu de six livres la mesure d'un bidon de soldat rempli d'une eau saumâtre et non potable en toute autre occasion. Ceux d'entre ces soldats par lesquels les droits de l'hospitalité étaient ainsi

[1] On appelle ainsi les Arabes qui habitent des villages et qui cultivent les terres.

respectés, et qui n'avaient point l'argent nécessaire pour satisfaire à cette dépense excessive, continuèrent à souffrir sans se porter à aucun excès. 1798—an VI. Égypte.

Les chefs de l'armée ne furent point exempts du fléau commun. Ils s'efforcèrent de ranimer le courage des soldats, en leur donnant une espérance qu'eux-mêmes commençaient à perdre. Afin de calmer l'inpatience générale, ils assuraient d'heure en heure qu'on allait trouver de l'eau en abondance. Une illusion particulière au climat d'Égypte, et que les Européens n'avaient encore remarquée que sur mer, donnait quelques fondements à cet espoir consolateur. On voyait à certaine distance devant soi comme une immense plage d'eau sous la forme d'un lac, ou semblaient se réfléchir les images des monticules de sables et des inégalités du terrain qui l'environnaient. Trompés par cette vision, les soldats, haletants, pressaient leur marche; mais, par un effet qui augmentait encore l'amertume de leur situation, le lac bienfaisant où ils croyaient étancher leur soif semblait fuir devant eux et se montrait toujours à la même distance. L'armée éprouva ainsi, pendant quelque temps, le supplice de Tantale, par un espoir toujours renaissant et toujours déçu. Ce phénomène, assez ordinaire dans les plaines sablonneuses et alcalines du sol brûlant d'Afrique, est connu en physique sous le nom de *mirage*.

Par les soins du commissaire ordonnateur en chef Sucy, l'armée reçut à Damanhour une distribution de pain frais. Il avait fait rassembler tout le grain qui se trouvait dans cette petite ville, et l'avait fait broyer par toutes les meules, mises en réquisition à cet effet.

Ce fut pendant le séjour de l'armée à Damanhour, le 11 (21 messidor), que fut tué le général de brigade Mireur, officier distingué. Les Arabes n'avaient point cessé de harceler les Français dans leur marche, et ils rôdaient autour du campement des divisions. Le général venait d'acheter un cheval arabe, et voulut sortir du camp pour l'essayer. Les avant-postes lui firent de vaines représentations sur les dangers auxquels il s'exposait en s'éloignant; poussé par la fatalité, Mireur ne tint pas compte de ces avis et se porta au galop sur un monticule à deux cents pas des postes. Trois Arabes embusqués dans cet

1798- an VI. Égypte. endroit entourèrent le général, le tuèrent et le dépouillèrent avant que les soldats de garde ne pussent venir à son secours.

Le 12, l'armée se dirigea sur Rahmanieh, où elle arriva le même jour, ainsi que le quartier général. Le général Desaix ne s'était mis en mouvement que le dernier. Il rencontra, à moitié chemin, un parti de 5 à 600 mameloucks et Arabes qui cherchèrent à envelopper son avant-garde; mais le gros de la division s'étant avancé et formé aussitôt, il suffit de quelques coups de canon pour dissiper cette troupe ennemie, qui disparut tout à fait à la vue du général en chef, accourant de Rahmanieh, avec quelques troupes, au-devant du général Desaix. Dans cette première action avec les mameloucks, le lieutenant Parmentier, de la 61e demi-brigade, quelques grenadiers et un guide à cheval furent tués. L'ennemi perdit quelques hommes et quelques chevaux.

En sortant de Damanhour, Bonaparte avait couru le danger d'être pris ou massacré par ce même parti. Il n'avait avec lui que quelques officiers d'état-major et quelques guides, et marchait à une distance assez grande des corps d'armée. Le hasard voulut qu'il ne fût point aperçu de l'ennemi, dont il n'était cependant séparé que par une légère élévation de terrain. Bonaparte, qui toute sa vie crut au fatalisme, plaisanta du péril auquel il s'était exposé, en disant : « Il n'est point écrit là-haut que je doive être pris par les Arabes. »

L'armée séjourna à Rahmanieh les 13 et 14 juillet; la division commandée par le général Dugua arriva de Rosette, ainsi que la flottille aux ordres du chef de division Perrée.

Ce fut à Rahmanieh que Bonaparte apprit que les mameloucks s'avançaient à sa rencontre. Le général Desaix, dont la division continua de marcher en avant-garde, comme au départ d'Alexandrie, écrivit le 14, du village de Miniet-Salamé, qu'un détachement de 1,000 à 1,200 chevaux se trouvait à trois lieues de distance de ce village, et que 150 mameloucks s'étaient déjà présentés le matin en vue des avant-postes. L'armée partit pour Miniet-Salamé dans la nuit du 14 au 15.

A son arrivée dans cet endroit, le général en chef fut informé que les mameloucks, au nombre de 4,000, l'atten-

daient au village de Chebreis, leur droite appuyée au Nil, sur lequel ils avaient une flottille de dix à douze barques canonnières, ayant devant eux et sur le rivage plusieurs retranchements grossiers armés de canons. L'adjudant général Boyer eut ordre d'aller les reconnaître en suivant les bords du Nil. Bonaparte fit dire au commandant de la flottille française, composée d'un chebec, d'une demi-galère et de trois chaloupes canonnières et de djermes, ou bateaux du Nil, de suivre les mouvements de l'armée et d'inquiéter la droite des mameloucks par une vive canonnade, en combattant toutefois la flottille ennemie. Les divisions quittèrent Miniet-Salamé à deux heures du matin. Au jour, on aperçut les mameloucks, et bientôt le canon de la flottille se fit entendre : elle était engagée avec celle des beys. L'ennemi était rangé sur une ligne étendue et peu profonde, dans la plaine en avant du village de Chebreis.

1798 — an VI. Égypte.

Bonaparte fit former chacune des divisions en carrés ou parallélogrammes, dans lesquels il fit enfermer les équipages et le peu de cavalerie de l'armée. Les carrés étaient en échelons, de manière que chaque division flanquait l'autre. L'artillerie attachée à chaque division était disposée de manière à jouer sur tous les fronts devant lesquels l'ennemi se présenterait. Les mameloucks s'ébranlèrent pour charger les divisions qui formaient les échelons de gauche. Arrivés à demi-portée de canon, Bonaparte fit commencer le feu d'artillerie; et celui-ci fut si bien dirigé, que les coups de boulet ou d'obus portant tous dans les rangs de l'ennemi, il n'osa point s'avancer plus près. Les mameloucks se présentèrent ensuite successivement sur tous les points de l'ordre de bataille, qu'ils tournèrent sur les derrières de l'armée; mais partout ils virent les mêmes masses immobiles, et essuyèrent le même feu d'artillerie et celui des pelotons de grenadiers placés en avant des bataillons.

La flottille s'était portée, dès la veille, entre les villages de Miniet-Salamé et de Chebreis, pour inquiéter le flanc de l'ennemi, conformément à l'ordre du général en chef. Les trois chaloupes canonnières, après s'être avancées pour reconnaître la flottille ennemie, s'étaient arrêtées à la hauteur du village de Chebreis, et les djermes portant les troupes françaises avaient mouillé auprès. Dès que les premières troupes des beys parurent

1798 — an VI. Égypte.

vers le village de Miniet, le commandant de la flottille Perrée et le général Andréossi, chargé par Bonaparte du commandement des troupes embarquées, ordonnèrent à tous les bâtiments armés de faire feu. La flottille ennemie et le gros de troupes rassemblé devant Chebreis répondirent à ce feu des Français par des décharges d'artillerie et de mousqueterie, dirigées sur les chaloupes canonnières, le chebec, la demi-galère et sur les djermes; cinq de ces derniers bateaux furent coulés bas. Le général Andréossi fit alors débarquer sur la rive droite tous les détachements qui se trouvaient à bord des djermes, et ordonna au général Zayonscheck d'en former un bataillon carré ouvert du côté du Nil; son intention étant de couvrir la flottille française et de faire face aux nombreux détachements qui se montraient dans la plaine de ce côté. Dans cette position, les Français se trouvaient pris en flanc et de revers par les batteries ennemies, et en face d'un village qui est vis-à-vis de Chebreis, et auquel l'ennemi appuyait sa gauche. Le général Andréossi fit faire un mouvement sur ce village, en conservant toujours le même ordre de bataille; et il l'aurait attaqué sur-le-champ, s'il n'avait pas craint de découvrir la flottille avant que le mouvement de l'armée sur la droite eût paru décisif.

Quoique les troupes sous les ordres du général Andréossi fussent un assemblage incohérent de détachements de divers corps[1] et d'employés mal armés de l'administration, la présence de beaucoup d'officiers distingués fit naître dans cette troupe une confiance qui lui fit envisager sans crainte le désavantage de sa position et de sa composition, et l'ennemi en face d'eux, prêt à les charger.

Quand les carrés qui étaient sur la rive gauche se furent avancés vers Chebreis, le général Andréossi fit entourer par deux colonnes le village qu'il avait devant lui, et y pénétra par le centre, ayant eu soin de laisser une petite réserve formée en équerre, l'angle sur un mamelon, un des côtés couvrant toujours la flottille, et l'autre faisant face à l'ennemi. Les trois colonnes se rejoignirent en avant du village, et les

[1] Ils consistaient en dragons, chasseurs et hussards non montés, en canonniers et ouvriers d'artillerie, en sapeurs du génie, etc.

troupes prirent une position en demi-cercle, après que la ré- 1798 – an VI. Égypte.
serve se fut rapprochée. L'ennemi se retira.

Les Français eurent quelques hommes tués et blessés dans cet engagement partiel. Le général Zayonscheck y seconda bien les dispositions du général Andréossi. Les chefs de bataillon du génie Samson, Detroies, Lazouski, les capitaines aides de camp Doguereau et Guésin s'y distinguèrent.

Sur ces entrefaites, le combat entre les deux flottilles était devenu de plus en plus vif et meurtrier. Les marins égyptiens, plus expérimentés que les nôtres dans la navigation du Nil, avaient réussi à envelopper quelques-uns des bâtiments français, et faisaient beaucoup de mal aux autres. Les trois chaloupes canonnières furent un moment prises à l'abordage, mais reprises bientôt par les matelots et soldats qui se trouvaient sur les autres bâtiments.

Convaincus de l'impossibilité d'entamer les carrés de l'infanterie, et s'étant constamment tenus, à l'exception de quelques hommes plus hardis et plus déterminés que les autres, à demi-portée de canon, les mameloucks, vers le milieu de la journée, se mirent en retraite et disparurent. Leur perte fut évaluée à 2 ou 300 tués ou blessés. La flottille ennemie se retira également, après avoir vu un de ses bâtiments sauter en l'air.

Il n'y eut de véritable engagement dans cette journée que celui de la flottille française avec celle des beys; car la perte des troupes de terre ne s'éleva pas au delà de dix tués et de vingt blessés; mais celle que les Français éprouvèrent sur le Nil fut plus considérable. La plus grande partie des équipages et des soldats qui se trouvaient à bord des bâtiments que les mameloucks ou les matelots égyptiens enlevèrent au commencement de l'action, et qui furent repris ensuite, avaient été massacrés par ces derniers. Le chef de division Perrée, dont le général en chef fit l'éloge dans son rapport au Directoire, fut blessé; les savants Monge et Berthollet, embarqués sur la flottille, et qui se trouvaient pour la première fois au milieu d'une action de guerre, firent preuve de sang-froid et d'intrépidité, ainsi que plusieurs autres employés de l'armée également à bord des bâtiments.

L'armée continua sa marche en bon ordre, et vint coucher

1798.—an VI. Égypte. le même jour au village de Chebreis. Le 16, elle atteignit le village de Chabour. Le peu de profondeur du Nil dans cet endroit ralentit singulièrement la marche de la flottille, qui ne put se trouver le lendemain à la hauteur de l'armée. Les communications se trouvèrent par conséquent interrompues par la difficulté que les bâtiments éprouvaient à remonter le fleuve; on fut même obligé de les alléger, pour pouvoir continuer la navigation.

Les divisions arrivèrent le 17 à Koum-el-Schérif, village abandonné par ses habitants, comme l'avait été la veille celui de Chebreis. Les vivres qu'on avait emportés de Rahmanieh étaient consommés, et les soldats ne trouvaient d'autre ressource que dans les pastèques ou melons d'eau, semés en abondance sur les bords du Nil, autour des habitations. Ce fruit rafraîchissant fut au reste, pendant plus de huit jours, la seule nourriture des soldats et du plus grand nombre des officiers.

L'armée bivouaqua le 18 au village d'Alkam (ou El-Hanka). Ce fut dans cette marche que deux officiers de l'état-major général, le capitaine Gallois et le lieutenant Desnanots [1],

[1] Gallois fut tué presque à l'instant de sa prise; mais le jeune et intéressant Desnanots, neveu du savant continuateur de Buffon, Lacépède, fut emmené dans le désert, au camp de la tribu dont les Bédouins ravisseurs faisaient partie. Un soldat, pris quelques jours avant cet officier, se trouvait dans le camp au moment où il y arriva. Les Arabes, distraits par leur nouvelle capture, firent moins d'attention à leur ancien prisonnier, qui trouva le moyen de s'échapper de leurs mains et de rejoindre l'armée française. Il apporta au quartier général la nouvelle de la position fâcheuse où se trouvait Desnanots, réservé à un sort pire que le trépas que l'on reçoit sur le champ de bataille. Bonaparte envoya de suite un des fellahs, ou paysans qui se trouvaient à l'armée comme guides ou chameliers, vers le scheick de la tribu, avec une lettre écrite en arabe par l'interprète Venture, et une somme de cent piastres pour racheter le malheureux captif; mais cette démarche, qui eû dû sauver celui-ci, devint précisément la cause de sa perte.

Lorsque le messager de Bonaparte se présenta au scheick, celui-ci rassembla la tribu et lui fit part de la proposition du général français, en étalant aux yeux des Arabes l'argent apporté pour la délivrance de Desnanots. Il s'éleva aussitôt une vive contestation entre ceux qui l'avaient fait prisonnier, ou plutôt esclave, et chacun crut avoir des droits à toucher la somme offerte. Ils étaient près d'en venir aux mains, quand le scheick, pour terminer la querelle, s'approche de l'infortuné jeune homme, et lui fait sauter le crâne

chargés de porter des ordres aux divisions qui marchaient en tête, furent enlevés par les Arabes et assassinés. Les communications d'une division à une autre, quelque rapprochées que fussent ces dernières, étaient dangereuses, par la quantité d'Arabes du désert qui ne cessaient point de suivre l'armée sur le flanc droit, pour tomber à l'improviste sur les individus qui avaient l'imprudence de s'isoler.

Les divisions Desaix et Reynier, après une halte au village de Teraneh, continuèrent leur marche jusqu'à El-Katta, où elles arrivèrent le même soir. Les autres divisions s'arrêtèrent à El-Hanka et y bivouaquèrent. Le 19, elles ne poussèrent que jusqu'au village d'Abou-Nechabeh. Le général Desaix détacha un bataillon sur la rive droite du Nil pour ramasser quelques vivres, prendre position à la pointe du Delta, c'est-à-dire à l'endroit où le fleuve se divise en deux branches, celles de Damiette et de Rosette, avec ordre d'arrêter toutes les barques qui remonteraient sur l'une ou l'autre branche. Desaix envoya, le 20, un détachement au village de Schum, situé sur les bords du Nil, pour y faire une réquisition de buffles; mais les habitants, au nombre de 15 à 1,800, se révoltèrent et tirèrent sur le détachement, qui rejoignit la division. Le village de Tally en fit autant envers un détachement de la division Reynier. Cependant quelques habitants des villages en avant d'El-Katta et un peu plus dans l'intérieur des terres vinrent trouver le lendemain le général Desaix pour lui offrir leurs services. Ils lui dirent qu'ils avaient été pillés par les mameloucks, mais qu'ils feraient tout ce qu'ils pourraient pour procurer des vivres à ses soldats. Le général Desaix les chargea de répandre dans les villages voisins la proclamation en arabe adressée par le général en chef au peuple égyptien.

Les trois divisions Bon, Dugua, Menou, et le quartier général arrivèrent, le 20, au village de Wardam, et y séjournèrent

avec un pistolet qu'il a tiré de sa ceinture. Après cette horrible exécution, faite avec le sang-foid dont un bédouin, un brigand peut seul être capable, le scheick remet l'argent à l'homme qui l'avait apporté pour que celui-ci le restitue à Bonaparte, ne croyant pas devoir garder une rançon devenue inutile. Nous avons rapporté ce fait étonnant, mais véridique, pour donner quelque idée d'un peuple chez lequel on trouve un mélange aussi bizarre de barbarie et de loyauté.

1798 — an VI. Égypte.

le 21. Quoique les habitants eussent abandonné ce village, on put s'y procurer du blé, des lentilles et quelques autres céréales et légumes. Du pain y fut fabriqué pour les blessés et les malades, par les soins de l'adjudant général Beauvais, nommé commandant du quartier général. Les soldats broyèrent eux-mêmes le blé entre deux pierres, à la manière des Arabes, et firent une espèce de galette ou pain azyme. Les poules et les pigeons, trouvés en abondance, firent aussi partie des ressources précieuses qui offraient à la troupe un dédommagement des privations qu'elle avait éprouvées, et une nourriture plus substantielle que celle des pastèques dont elle s'était nourrie jusqu'alors.

Avant de continuer la narration de la marche et des opérations de l'armée française, il convient de jeter un coup d'œil rapide sur l'organisation du gouvernement de l'Égypte à l'époque où les Français tentaient ainsi la conquête de ce pays, et sur ce qui se passait alors dans la ville capitale.

Nous n'entreprendrons point de remonter jusqu'à la conquête de l'Égypte, en 1517, par Sélim Ier, sultan des Turcs, sur Toman-Bey, dernier prince de la dynastie dite des *Mameloucks :* cette digression nous écarterait trop de notre sujet principal. Il nous suffira de dire que les pachas chargés de gouverner l'Égypte depuis cette époque avaient vu successivement, et surtout dans les quarante dernières années, leur autorité singulièrement restreinte par les empiétements d'une aristocratie d'une espèce toute particulière.

Composée, dans l'origine, des débris de l'ancienne forme de gouvernement existante avant la conquête, cette aristocratie avait pris un accroissement considérable. Vingt-quatre beys (ce mot, dans la langue arabe, équivaut à celui de prince) devaient, d'après les statuts de Sélim, former, auprès du pacha d'Égypte, un grand conseil d'administration chargé de la perception des tributs et du maintien de la police dans les diverses provinces qui composent le royaume. Ces hommes étaient tous esclaves d'origine, achetés en Asie, en Afrique, et même en Europe, par d'autres beys, dans la maison desquels ils étaient élevés, et auxquels ils succédaient ensuite, en passant par une certaine filière hiérarchique, au moyen de la faveur ou de

quelque action d'éclat. Cet étrange ordre de choses existait dans ce pays avant que Sélim en eût fait la conquête ; et l'on concevra aisément que le crédit conservé aux beys par le sultan dut les porter à ressaisir, au moins en partie, la puissance dont ils jouissaient antérieurement à l'établissement de la domination turque [1].

Depuis longtemps les pachas envoyés en Égypte par le Grand Seigneur n'avaient donc que l'ombre du pouvoir, et l'Égypte était de fait administrée et gouvernée par les beys, à la tête de la milice nombreuse qui composait la maison de chacun d'eux, dans une proportion souvent inégale ; ce qui donnait à quelques-uns de ces chefs une prépondérance marquée sur les autres. A l'époque dont nous parlons maintenant, l'autorité des beys se trouvait concentrée entre les mains de deux de ces derniers, Mourad et Ibrahim. Mourad, plus puissant encore que le dernier, pouvait être considéré comme le chef du gouvernement égyptien, ayant dans ses attributions la direction générale des affaires militaires. Ibrahim s'était réservé une partie de l'administration. Les mameloucks qui formaient les maisons de ces deux beys étaient plus nombreux que ceux des autres beys réunis.

A la première nouvelle de l'invasion des Français, Mourad-Bey n'avait envoyé à leur rencontre qu'une partie de la milice dont il était le chef suprême. Il quitta bientôt après le village de Giseh, où il faisait sa résidence habituelle, pour se rendre au Caire, dans l'intention de se venger, sur les négociants français qui se trouvaient dans cette ville, de l'agression des soldats de leur nation. Le bey avait auprès de lui un Vénitien, nommé Charles Rosetti, précédemment consul de la république de Venise au Caire. Cet homme, qui avait de grandes relations d'affaires et d'intérêt auprès de Mourad, chercha à détourner celui-ci de la résolution barbare qu'il allait prendre, en lui faisant observer que, malgré toute l'injustice de l'agression française et la légitimité de la vengeance, la mort de quelques individus entièrement étrangers aux projets du gouvernement fran-

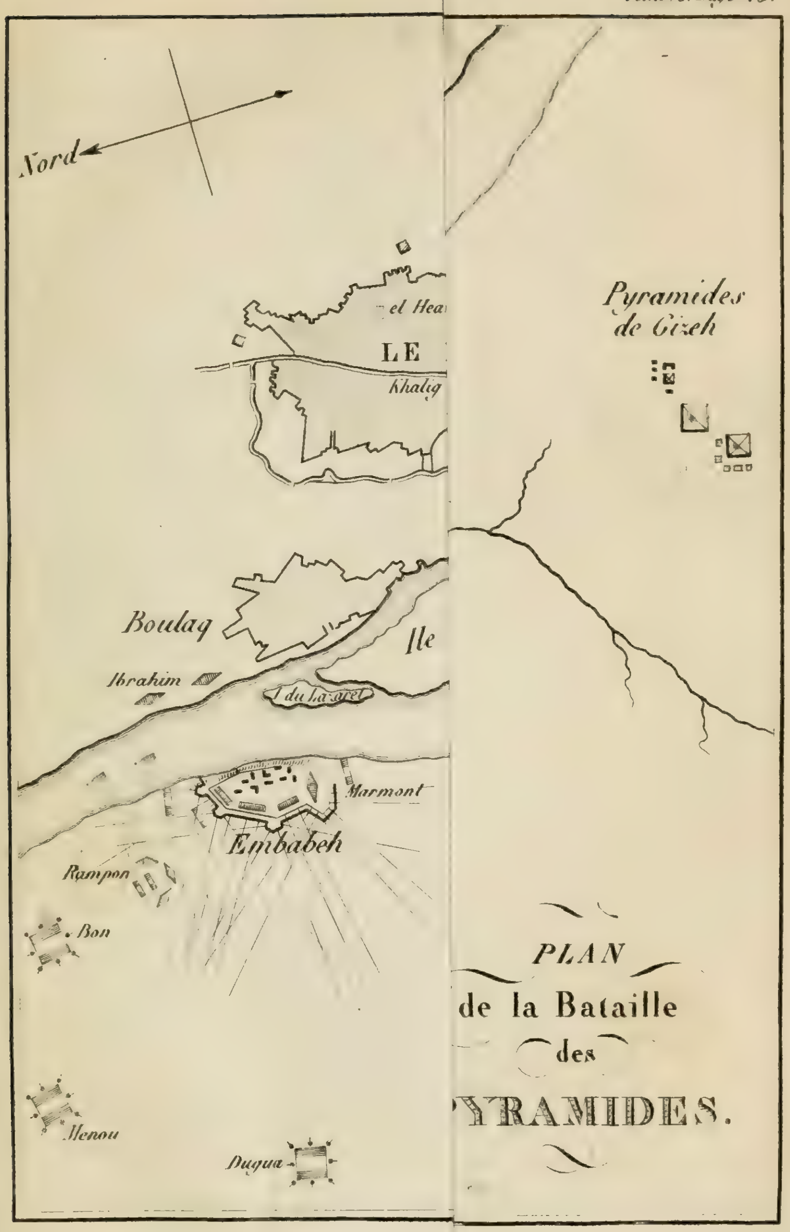
[1] Il est nécessaire de consulter l'ouvrage de Volney sur l'Égypte, pour se former une idée claire et positive du gouvernement de l'Égypte sous les mameloucks, et de l'organisation de cette singulière milice.

1798 - an VI. Égypte. çais n'arrêterait point les progrès de l'armée ennemie ; que cette armée, plus animée encore par cet acte de cruauté inutile, exercerait les représailles les plus terribles, dont lui, Mourad-Bey, pourrait aussi devenir victime ; qu'il serait toujours à temps, en cas de succès, d'en agir avec les négociants français comme bon lui semblerait. Mourad parut céder à ces raisonnements ; cependant, pour faire sentir aux négociants une partie de la colère qui l'animait, il leur imposa, à son arrivée au Caire, une avanie [1] de six mille piastres (plus de trente mille francs de notre monnaie), ordonna qu'ils fussent tous arrêtés et renfermés dans la citadelle ou château du Caire, résidence du pacha.

Mourad retourna à Giseh. Il apprit dans ce village le premier échec des mameloucks à Chebreis. Cette nouvelle le remplit de fureur, et le fit repentir d'avoir cédé trop facilement aux conseils humains de Rosetti. Toutefois il fut absorbé par les soins à donner à des affaires plus pressantes. Tous les beys, kachefs, mameloucks de sa dépendance immédiate, et partie de ceux d'Ibrahim, furent rassemblés à Giseh, au nombre d'à peu près 6,000 hommes, tous à cheval. Il chercha, par ses exhortations, à relever le courage de cette milice, si souvent victorieuse des Arabes et des Turcs; il rappela aux mameloucks qu'ils étaient regardés, non-seulement dans l'Orient, mais encore dans toutes les autres contrées, comme la première cavalerie de l'univers, et leur représenta l'armée française harassée de fatigues, mourante de faim, et facile à exterminer quand ils l'auraient assaillie en masse. Les mameloucks campèrent ensuite assez en désordre sur le rivage du Nil, entre le village d'Embabeh, où leur droite fut appuyée, et celui de Giseh, vers lequel se prolongeait la gauche. Mourad fit planter sa tente auprès d'un sycomore remarquable par sa hauteur et la vaste étendue de son ombre. Ce fut dans cette position qu'il attendit l'armée, qui continuait à s'avancer vers lui.

De son côté, Bonaparte fut informé, au village d'Omedinar, où l'armée se trouva réunie le 22 juillet (2 thermidor), que les

[1] On appelle *avanies*, dans l'Orient, les impositions que les pachas, les beys, ou autres chefs de province, mettent arbitrairement sur leurs administrés.


Nord
el Hea
LE
Khalig
Pyramides
de Gizeh
Boulaq
Ile
Ibrahim
I du Lazaret
Marmont
Embabeh
Rampon
Bon
Menou
Duqua
PLAN
de la Bataille
des
YRAMIDES.


Nord
Mokatam
Citadelle
el Heazar
LE KAIRE
Khalig
Aqueduc
Vieux Kaire
Meqyas
Nil Fleuve
Pyramides de Gizeh
Ferme d'Ibrahim
Ile de Roudah
El Gizeh
Boulaq
Ile de Boulaq
Ibrahim
I. du Lazaret
Mourad-Bey
Marmont
Embabeh
Rampon
Bon
Desaix
Bekil
Regnier
Menou
Dugua
1
2
4 Kilomètres
PLAN
de la Bataille
des
PYRAMIDES.

mameloucks étaient disposés à recevoir son attaque. Des ordres furent donnés pour se préparer à combattre : l'artillerie avait été réparée à Wardam ; les soldats nettoyèrent leurs armes. 1798 — an VI. Égypte.

Le 23, à deux heures du matin, toutes les divisions se mirent en mouvement ; celle de Desaix, marchant en avant-garde, comme à l'ordinaire, aperçut, à la pointe du jour, un parti de 500 mamelouks, envoyé sans doute en reconnaissance, et qui se replia sans cesser d'être en vue, jusqu'au moment où les Français arrivèrent en présence du gros des forces ennemies.

Lorsque le soleil parut sur l'horizon, l'armée fit une halte spontanée pour saluer les pyramides, qui s'offraient alors pour la première fois à ses regards étonnés. « Soldats, dit Bonaparte (dont la figure s'anima tout à coup du plus noble enthousiasme) au groupe nombreux qui l'entourait, vous allez combattre aujourd'hui les dominateurs de l'Égypte ; songez que, du haut de ces monuments, quarante siècles vous contemplent. » Paroles mémorables, et que le lecteur le moins passionné trouvera sans doute, suivant l'expression d'une femme spirituelle [1], aussi sublimes que les objets qui les inspiraient.

Après avoir fait halte au village d'El-Warak, sur les bords du Nil, les Français arriverent en présence de l'armée ennemie, à une demi-lieue du village d'Embabeh.

Bonaparte forma son ordre de bataille à peu près de la même manière que dans la journée du 16, à Chebreis ; mais la ligne fut plus étendue, afin de présenter plus de feu à l'ennemi. Les deux divisions Desaix et Reynier s'avancèrent un peu sur la droite, afin de couper à l'ennemi la communication avec la haute Égypte, point naturel de sa retraite.

L'intention du général en chef était de marcher sur les retranchements informes qui couvraient le village d'Embabeh et la ligne ennemie, si les mameloucks paraissaient décidés à recevoir l'attaque au lieu de la commencer. Les divisions, formées en carrés, se trouvaient placées de la manière suivante :

La division Desaix tenait la droite vers le village de Giseh ; après elle, la division Reynier ; la division Kléber, commandée par le général Dugua, se trouvait au centre ; suivait la division

[1] Lady Morgan, auteur de plusieurs ouvrages estimables.

1798 – an VI. Égypte. Menou, commandée provisoirement par le général de brigade Vial ; enfin la division Bon, formant la gauche, était appuyée au Nil, et se trouvait la plus rapprochée du village d'Embabeh.

L'ennemi sortit de ses retranchements avant que les ordres de mouvement pour l'attaque ne fussent parvenus aux divisions, et se dirigea en plusieurs masses d'inégales forces sur Desaix et sur Reynier. Arrivés à portée de fusil, les mameloucks entamèrent une charge vigoureuse après s'être divisés comme en deux colonnes : la première marchant sur l'angle gauche de la division Reynier, et la seconde sur l'angle droit de la division Desaix. Mais les troupes, qui les attendaient avec une bravoure et un calme qu'il est difficile d'exprimer, firent un feu si bien nourri et si bien dirigé, que le champ de bataille, de ce côté, fut couvert en un instant d'hommes et de chevaux tués ou blessés. Une partie des mameloucks, arrêtés ainsi dans leur charge impétueuse, longèrent la face du carré de la division Reynier, recevant son feu, et se reportèrent sur l'angle gauche de la division Desaix, en même temps que celle-ci avait encore à se défendre sur son angle droit. La 21e légère, que commandait le général Belliard, attendit cette charge à dix pas pour commencer son feu, le premier rang présentant la baïonnette. La fusillade fut si vive, que l'ennemi fut forcé de se jeter entre les deux divisions et de recevoir ainsi tout le feu des bataillons du flanc ; cependant les deux carrés se trouvèrent enveloppés et attaqués de tous côtés par cette nuée de cavalerie. L'artillerie et la mousqueterie jouèrent alors sur toutes les faces, et semèrent la mort dans les rangs pressés des mameloucks, qui cherchaient à percer les carrés à quelque prix que ce fût, mais dont tous les efforts devinrent inutiles. Enfin, après quelques minutes du combat le plus opiniâtre et le plus terrible, l'ennemi s'éloigna des deux divisions pour se précipiter sur le village de Biktil, où étaient quelques troupes de la division Desaix. Nous allons expliquer comment ces troupes se trouvaient dans ce village.

Avant que les autres divisions ne fussent arrivées et formées sur le champ de bataille, celles des généraux Desaix et Reynier, qui marchaient en tête de l'armée, parvenues sur ce même point, avaient fait halte, attendant la réunion générale. Plu-

sieurs soldats s'étaient alors détachés pour aller chercher de l'eau. Desaix, informé que le village de Biktil renfermait quelques ressources pour sa division, et qu'il y avait même quelques chevaux, avait envoyé des dragons non montés du 20e régiment pour s'en emparer ; mais comme ce détachement n'était pas assez nombreux pour se défendre s'il était attaqué, quatre compagnies de grenadiers et de carabiniers, sous les ordres du chef de bataillon Dorsenne-le-Paige [1], une compagnie d'artillerie du 4e régiment, et un détachement de sapeurs, avaient suivi les dragons pour occuper momentanément le village et enlever les vivres qui pouvaient s'y trouver. L'attaque impétueuse des mameloucks sur les deux divisions Reynier et Desaix n'avait point permis aux troupes qui appartenaient à la dernière de venir la rejoindre.

1798 — an VI. Égypte.

Maltraitée, comme on vient de le voir, par le feu des deux divisions, la cavalerie des beys, qui savait le village de Biktil occupé par les Français, eut l'espérance d'être plus heureuse sur ce point. Le village fut promptement entouré, et les mameloucks y pénétrèrent par toutes les issues.

Le commandant Dorsenne avait disposé ses grenadiers et carabiniers dans les enclos des chaumières du village. Le capitaine Labarre, aide de camp du général Davoust, qui avait accompagné le détachement du 20e de dragons, plaça ceux-ci [illegible] quelques murs et sur des terrasses, et le capitaine Dou[illegible], commandant les canonniers, les disposa de la même manière, [illegible] sapeurs. Les mameloucks furent accueillis [illegible] qu'après avoir, dans leur premier élan, tra[illegible] plusieurs sens, ils n'osèrent point y rentrer [illegible] la plaine pour essayer de nouvelles charges sur les [illegible] principalement sur la droite du général Desaix ; [illegible] contenus par l'attitude imposante et le feu continuel des bataillons.

[illegible] faites, Bonaparte avait ordonné les dispositions [illegible] ter les deux divisions Bon et Menou. L'adju[illegible] eauvais fut envoyé vers la première, pour porter

[1] [illegible] 2, lieutenant général, colonel des grenadiers de la garde [illegible].

1798 — an VI. Égypte.

l'ordre au général Bon de faire former en colonnes d'attaque les premières et troisièmes divisions de chaque bataillon, tandis que les deuxièmes et quatrièmes garderaient leur position présente, formant toujours le carré, qui ne présenterait plus alors que trois hommes de hauteur et s'avancerait ensuite pour soutenir les colonnes d'attaque, marchant directement sur les retranchements et le village d'Embabeh. Le général Vial, commandant la division Menou, reçut à peu près la même instruction, avec l'ordre de prendre sa direction entre le corps qui venait de charger et qui tenait encore la plaine et les retranchements.

Le général en chef, en ordonnant ces mouvements, voulait atteindre le triple but d'empêcher les mameloucks de rentrer dans les retranchements qu'ils venaient de quitter, de couper la retraite à ceux qui occupaient encore ces mêmes retranchements, et enfin d'attaquer ces derniers, s'il était nécessaire, par la gauche.

Les trois colonnes d'attaque formées, en conséquence de l'ordre ci-dessus relaté, dans la division Bon, et commandées par le héros de Monte-Legino, le brave général Rampon, s'avancèrent au pas de charge sur le village d'Embabeh. Les retranchements étaient défendus par trente-sept bouches à feu; deux chebecs de la flottille des mameloucks étaient en outre comme embossés sur le Nil, et leurs batteries tiraient sur le flanc gauche des colonnes et du carré. Ce feu d'artillerie assez bien nourri ne ralentit point la marche rapide des colonnes d'attaque. Cependant un fort détachement de cavalerie s'élança des retranchements pour entourer et charger la petite troupe de Rampon. Pendant qu'une des colonnes entrait dans les retranchements, les deux autres firent face à la cavalerie qui en était sortie, et jonchèrent le sol de cadavres d'hommes et de chevaux; en un moment, cette cavalerie fut re[illegible] les retranchements enlevés.

L'ennemi, ne pouvant résister à l[illegible] des troupes qui avaient pénétré ainsi jusque dans l[illegible] dans la fuite. Mais le général Bon, qui avait, [illegible] vons dit, suivi de près les trois colonnes d'attaque [illegible] une partie des autres troupes de la division [illegible] pour empêcher l'ennemi de s'embarquer pour [illegible] la rive

droite à Boulaq. Toute cette masse, évaluée à 4,000 hommes, car les beys, indépendamment de leur cavalerie, avaient placé 1,500 à 2,000 fantassins dans le village pour le défendre; toute cette masse, disons-nous, fut tuée, culbutée et noyée dans le Nil. 1798—an VI. Égypte.

Pendant que le général Bon marchait sur la gauche du village, le général Marmont, à la tête d'un autre détachement, s'était porté sur la droite, avait fermé l'issue par laquelle l'ennemi espérait s'évader, et lui avait fait éprouver une perte considérable par la fusillade et la baïonnette.

Le succès de la bataille fut alors décidé. Le corps de mameloucks qui avait attaqué si vigoureusement la droite de l'armée française, perdant tout espoir d'entamer les carrés, voyait le mouvement de la division Menou, celle que commandait le général Dugua, disposée à les recevoir de la même manière que les carrés de Desaix et de Reynier, et venait d'être témoin de l'attaque et de l'occupation d'Embabeh : Mourad-Bey, qui se trouvait de ce côté, prit alors le parti de filer le long du Nil, sans oser s'arrêter au village de Giseh, et se retira vers la haute Égypte.

Les mameloucks avaient perdu plus de 3,000 hommes, presque tous tués sur le champ de bataille, quarante pièces d'artillerie, 400 chameaux chargés, leurs tentes, un grand nombre de chevaux richement équipés. Plusieurs des beys furent tués en chargeant avec la plus rare intrépidité et toute la fureur du désespoir. Les soldats français firent un butin immense; car les mameloucks, richement vêtus, étaient couverts des plus belles armures, et portaient sur eux tout ce qu'ils possédaient en or et en argent.

L'ennemi fut poursuivi jusqu'au delà de Giseh, où le quartier général arriva à neuf heures du soir, et s'établit dans la maison de plaisance de Mourad.

Ibrahim-Bey, qui avait été assez heureux ou assez prudent pour rester sur la rive droite du Nil avec une partie des mameloucks de sa maison, fit mettre le feu à plusieurs des bâtiments de la flottille qui se trouvait, pendant l'action, entre Boulaq et Embabeh, afin d'enlever aux Français ces moyens de passage : on réussit cependant à en sauver quelques-uns; d'autres furent arrêtés du côté de Giseh.

1798—an VI. Égypte.

Il n'y a point d'expressions pour rendre la conduite des troupes françaises dans cette journée mémorable; il faudrait citer l'armée entière, généraux, officiers, soldats, employés, et même ceux d'entre les Français que l'amour des sciences et des arts avait entraînés sur les pas de l'expédition, qui se trouvaient présents à cette dernière action, pour rendre à chacun la justice qu'il mérite. Toutefois, nous allons rapporter les noms de ceux que les généraux de division désignèrent comme s'étant distingués d'une manière plus particulière.

Les généraux Belliard, Friant, les chefs de brigade Silly, Robin, Conroux, la Tournerie, les chefs de bataillon Dorsenne et Morand, les capitaines Labarre et Douhard, reçurent les éloges du général Desaix, et furent mentionnés par lui dans son rapport à Bonaparte.

Le général Reynier demanda pour les capitaines Seguenot et Millet (ce dernier était son aide de camp) le grade de chef de bataillon.

Dans sa relation particulière de l'affaire d'Embabeh, le général Bon signala la belle conduite des généraux Rampon et Marmont, et nomma les chefs de bataillon Delzons [1], Duranteau [2], Darmagnac; les aides de camp Gasquet et Montélégier [3], le capitaine du génie Bertrand [4], les capitaines Lurges, Stiller, Barthe, Attanoux, Laplane [5], Girard, les lieutenants Malet et Maréchal, l'aidede camp Milliot, les sergents-majors Tronchon, Lambert, Salomon, les grenadiers et soldats Vavasseur, Chibret, Guignard, les dragons Charles et J. B. Rampon, neveux du général. Un fait qui paraîtra peut-être incroyable, et qui n'en est pas moins de la plus exacte vérité, c'est que la perte des Français ne s'éleva pas à plus de 40 tués et 120 blessés : la liste nominative de ces derniers fut exactement dressée par le chirurgien en chef de l'armée Larrey [6].

[1] Mort lieutenant général, dans la campagne de Russie.

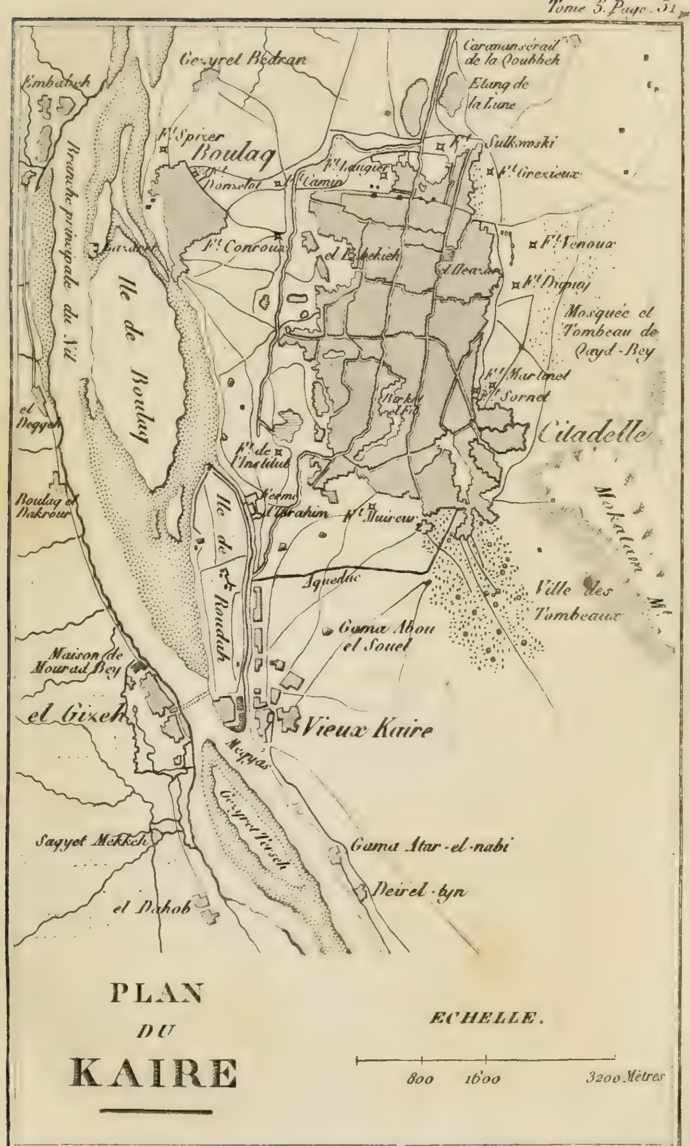
[2] Mort général de brigade, en Égypte.

[3] Devenus l'un et l'autre maréchaux de camp.

[4] C'est le lieutenant général de ce nom qui partagea la fortune de Bonaparte à l'île Sainte-Hélène.

[5] Depuis maréchal de camp.

[6] Depuis chirurgien en chef de la garde, chirurgien-major de l'hôpital


Gezyret Bedran
Caravansérail de la Qoubbeh
Etang de la Lune
Embabeh
Ft Spizer
Boulaq
Sulkowski
Fts Grezieux
Fts Camin
Fts Conroux
el Ezbekieh
Fts Venoux
Fts Dupuy
Branche principale du Nil
Ile de Boulaq
Mosquée et Tombeau de Qayd-Bey
Fts Martinet
Fts Sornet
el Deggeh
Citadelle
Fts de l'Institut
Boulaq el Dakrour
Ile de Roudah
Aqueduc
Ville des Tombeaux
Gama Abou el Souel
Maison de Mourad Bey
el Gizeh
Vieux Kaire
Meqyas
Saqyet Mekkeh
Gama Atar-el-nabi
Deir el-tyn
el Dahob
PLAN DU KAIRE
ECHELLE.
800
1600
3200 Mètres

Entrée des Français au Caire; combats d'El-Hanka, de Salahieh, etc. — L'armée bivouaqua, le soir de la bataille des Pyramides, autour des villages d'Embabeh et de Giseh, sur les bords du Nil. 1798 — an VI. Août. (Thermidor.) Égypte.

Cependant le retour d'Ibrahim dans la ville du Caire, et la nouvelle du désastre éprouvé sur la rive gauche du fleuve, avaient rempli cette capitale de terreur et de confusion. Les beys et les mameloucks qui l'accompagnaient, ceux qui avaient réussi à traverser le Nil à la nage, et tous les partisans de ces dominateurs de l'Égypte, croyant voir arriver les Français à chaque instant sur leurs traces, quittèrent la ville dans la nuit et se dirigèrent sur Belbeïs, capitale de la province de Charkieh, à quelques journées du Caire. Ibrahim sut persuader au pacha d'Égypte qu'il était dans son propre intérêt de fuir avec lui sans attendre les vainqueurs, qui ne respecteraient pas plus le représentant du Grand Seigneur que les mameloucks. Ce pacha, nommé Seid-Abou-Beker, homme faible et crédule, auquel les beys avaient peut-être dérobé la connaissance de la proclamation adressée par Bonaparte au peuple d'Égypte, se détermina à suivre les mameloucks dans leur retraite sur Belbeïs, en laissant toutefois son lieutenant ou kiaya dans le château du Caire, pour observer les démarches ultérieures des Français et lui en rendre compte. La populace du Caire, après le départ des mameloucks et du pacha, livrée à elle-même et n'étant plus retenue par aucun frein, se livra à tous les excès ordinaires aux hommes qui ne reconnaissent plus d'autorité. Une partie des maisons des beys et des principaux mameloucks furent, dans la nuit même, pillées et dévastées; on mit le feu aux palais de Mourad et d'Ibrahim. Une troupe de ces dévastateurs eut même l'intention de pénétrer dans le quartier de la ville habité par les Francs ou Européens; mais ceux-ci se barricadèrent et prirent de telles précautions, que les agresseurs furent contenus jusqu'à l'arrivée des Français.

Nous avons dit que Mourad-Bey, cédant aux conseils du Vénitien Rosetti, s'était contenté d'envoyer au château du Caire les négociants du comptoir français de cette ville, au lieu

de la garde royale; homme aussi modeste que savant et expérimenté dans son art.

1798 – an VI. Égypte.

de les faire égorger, comme c'était son intention première, pour se venger de l'agression de l'armée française. Après le départ du pacha, ces mêmes négociants représentèrent à son kiaya ou lieutenant qu'il se concilierait la bienveillance du général français si, dans la situation anarchique de la ville du Caire, il se mettait lui-même à la tête des affaires et entrait en pourparlers avec le vainqueur des mameloucks, pour la reddition de cette capitale de l'Égypte. Le kiaya, dont la position était singulièrement critique, et qui n'avait d'ailleurs aucun moyen de résistance ou de fuite à sa disposition, se laissa facilement persuader; quelques-uns d'entre ces négociants s'offrirent pour être ses agents auprès du général en chef, et s'embarquèrent à Boulaq, à l'effet de venir trouver Bonaparte à son quartier général de Giseh. Ils y arrivèrent dans l'après-midi, et le général en chef, après les avoir entendus, expédia de suite l'adjudant général Beauvais au général Bon, à Embabeh, pour lui ordonner de détacher le chef de brigade de la 32[e], Dupuy, nommé le jour même général de brigade, avec les compagnies de grenadiers de ce corps, pour aller sur-le-champ prendre possession du Caire.

Cet ordre, donné par Bonaparte, d'aller occuper une ville qui renferme une population de 300,000 âmes, avec un détachement de 200 et quelques soldats séparés de l'armée par un fleuve sans ponts (et n'ayant d'ailleurs que de faibles moyens de passage à sa disposition), doit paraître, au premier aspect, fort extraordinaire, pour ne pas dire un acte de folie; mais l'étonnement sera moins grand, si nous ajoutons que les instructions du général Dupuy, investi d'avance par Bonaparte du commandement du Caire, portaient qu'il profiterait des ténèbres de la nuit pour pénétrer jusqu'au quartier dit des Francs et s'y retrancher. Il faut observer en outre que les troubles qui avaient eu lieu dans la nuit précédente et dans la journée, au Caire, s'étaient apaisés; que la terreur inspirée par l'armée française avait étouffé l'esprit de sédition, qui n'avait point pour but la défense de la ville; et que les habitants, retirés dans leurs maisons, attendaient en silence le résultat de la fuite précipitée des mameloucks. D'un autre côté, Bonaparte avait ordonné qu'on réunît pendant la nuit, sur la rive gauche du Nil, les embarcations nécessaires pour le passage de la divi-

sion Bon et des autres divisions, à Boulaq, dans la matinée du lendemain, 23 juillet. 1798 – an VI. Égypte.

En exécution du premier ordre dont nous avons parlé plus haut, le général Dupuy, l'adjudant général Beauvais, le nouveau chef de la 32e demi-brigade, Darmagnac[1], et les compagnies de grenadiers, montèrent, dans la soirée, à bord de la barque qui avait amené les négociants français et de quelques autres bateaux ou djermes qui se trouvaient au village d'Embabeh, à l'effet de se rendre à Boulaq, situé vis-à-vis. Les négociants accompagnaient le détachement pour lui servir de guides.

La nuit était close lorsque la petite troupe que conduisait le général Dupuy arriva sous les murs du Caire, distant du faubourg de Boulaq, qui lui sert de port, d'à peu près une demi-lieue. Les Français entrèrent dans la ville sans rencontrer un seul habitant. Qu'on se représente une poignée de soldats parcourant, en bon ordre et sans crainte, les rues étroites et silencieuses de l'immense capitale de l'Égypte, pour aller chercher un gîte au centre même de cette ville. La confiance du général Dupuy et de ceux qui l'accompagnaient était telle que, pour indiquer à ceux qui marchaient à la queue de la colonne, et qui pouvaient rester un peu en arrière, la direction que prenait la tête, un tambour battait la marche. Ce bruit inusité, loin de faire sortir les habitants de leur torpeur, leur inspirait encore une terreur plus profonde.

Cependant l'obscurité ne permettait pas aux guides qui accompagnaient la colonne de la mener par le chemin le plus direct au quartier où elle devait s'arrêter et passer le reste de la nuit.

Il était une heure du matin : les Français étaient fatigues d'une marche difficile sur le sol inégal, rocailleux et sablonneux des rues du Caire ; la chaleur et le besoin impérieux du sommeil commandaient un repos nécessaire. Le général Dupuy prit le parti de faire enfoncer la porte d'une grande maison qui se trouvait sur son passage ; elle était inhabitée, et l'on sut depuis qu'elle appartenait à l'un des chefs subalternes de mameloucks dési-

[1] Depuis lieutenant général, baron, etc.

1798. an VI. Égypte. gnes sous le nom de *kachefs*. Les Français y entrèrent pour s'y reposer et attendre le jour. Tel fut le premier acte de la prise de possession du Caire [1].

Le 23, dans la matinée, la division Bon traversa le Nil pour entrer au Caire, et fut bientôt suivie des divisions Kléber, Menou et Reynier. La flottille française avait été retardée, comme nous l'avons dit, par les difficultés que le peu de profondeur du Nil présentait à sa marche. Le chef de division Perrée, laissant en arrière le chebec, la demi-galère et quelques autres bâtiments, était monté à bord d'une des canonnières, pour prendre les devants. Il arriva à Boulaq dans l'après-midi du 23. La flottille avait été constamment inquiétée par les Arabes, accourant à sa vue sur les deux rives du Nil et lui tirant des coups de fusil. C'est dans une de ces circonstances que furent blessés l'ordonnateur Sucy, le capitaine d'état-major Lacuée [2] et le commandant d'une des canonnières. Le bâtiment que montaient ces trois officiers, ayant pris l'avance sur les autres, échoua et fut attaqué par les habitants du village de Komo-el-Scherif. Les Français soutinrent pendant quelque temps un combat très-vif, parvinrent à repousser les agresseurs et à remettre la canonnière à flot; mais, dans l'action, Sucy eut le bras droit cassé par une balle, Lacuée en reçut une dans la mâchoire, et le capitaine du bâtiment fut atteint à la poitrine.

Bonaparte, accompagné de l'état-major général, fit, ce même jour, 23 juillet, son entrée dans la capitale de l'Égypte.

Un grand nombre d'habitants, revenus de leur première frayeur par la modération des soldats français, si différente de la conduite altière et tyrannique des mameloucks, se porta à la ren-

[1] Nous garantissons la véracité et l'exactitude des détails que nous venons de donner, quels que soient ceux qu'on a pu lire dans les relations déjà publiées de l'expédition d'Égypte. L'auteur de ce paragraphe était un des acteurs de la scène décrite.

[2] Neveu du comte de Cessac, lieutenant général, et ancien ministre directeur de la guerre. Gérard Lacuée, officier très-distingué, fut depuis aide de camp de Bonaparte, premier consul. Il fut tué sur le champ de bataille d'Austerlitz, en 1805, à la tête du cinquante-septième régiment de ligne, qu'il commandait.

centre du cortége pour contempler le vainqueur des beys, le chef de ces audacieux étrangers que leur renommée avait déjà devancés. Accoutumée au spectacle de la marche sombre, menaçante et rapide de leurs anciens dominateurs, cette population, composée d'individus de toutes les classes, ne pouvait voir sans le plus grand étonnement Bonaparte, les généraux et tous ceux qui l'escortaient, s'avançant lentement au milieu d'elle, lui sourire avec bienveillance. La singularité des vêtements, comparés avec ceux en usage dans l'Orient; le luxe de quelques habits et la simplicité des armes; la douceur empreinte sur ces visages dont leur imagination s'était fait une tout autre idée, étaient autant de causes qui contribuaient à augmenter chez ces hommes, dont l'esprit était sans culture, la surprise qui devait naturellement les frapper en cette circonstance. Le lendemain 24, la proclamation qu'on va lire fut publiée et affichée dans la ville.

« Peuple du Caire, je suis content de votre conduite; vous avez bien fait de ne pas prendre parti contre moi. Je suis venu pour détruire la race des mameloucks, protéger le commerce et les naturels du pays. Que tous ceux qui ont peur se tranquillisent; que tous ceux qui sont éloignés rentrent dans leurs maisons; que la prière ait lieu aujourd'hui comme à l'ordinaire, comme je veux qu'elle continue toujours; ne craignez rien pour vos familles, vos maisons, vos propriétés, et surtout pour la religion du prophète, que j'aime.

« Comme il est urgent que la tranquillité ne soit pas troublée, il y aura un divan de sept personnes qui se réuniront a la grande mosquée; il y en aura toujours deux près du commandant de la place, et quatre seront occupées a maintenir la tranquillité publique et à veiller à la police. »

Avant de quitter Giseh, Bonaparte avait ordonné au général Desaix de longer la rive gauche du Nil pour se porter au village de Terseh, distant de deux lieues de celui que nous venons de nommer, à l'effet d'établir sur ce point un camp retranché et une batterie destinée à dominer la navigation du fleuve. La division de ce général était destinée à agir, dans la haute Égypte, contre Mourad-Bey, qui s'y était réfugié, comme on l'a vu, après la bataille des Pyramides.

1798 - an VI. Égypte. Les premiers soins du général en chef, dès son arrivée au Caire, furent donnés à l'administration des pays déjà conquis. Les troupes, après avoir pris quelque repos, se dirigèrent sur plusieurs points dans le Delta et dans les provinces qui sont à la droite de la branche du Nil que l'on nomme de Damiette, vers le lac Menzaleh et la frontière de Syrie. La garnison du Caire fut formée d'une partie de la division Bon et de celle du général Kléber.

Les généraux commandants titulaires des deux divisions que nous venons de nommer étaient restés, l'un à Alexandrie, l'autre à Rosette, pour gouverner ces deux villes et leur arrondissement. Le général Vial fut envoyé à Damiette ; et les troupes qu'il commandait furent réparties, tant dans cette dernière ville que sur les bords de la branche orientale du Nil, jusques à la mer. Bonaparte avait précédemment envoyé de Giseh aux grandes Pyramides le général Verdier avec une des brigades de la division Kléber, pour y protéger la construction d'une redoute étoilée pouvant contenir 100 hommes et deux pièces de canon. Cet ouvrage était destiné à mettre les environs des Pyramides à l'abri des excursions des Arabes, et à faciliter aux curieux l'examen de ces monuments éternels. Le général Verdier était de plus chargé de faire connaître, aux tribus qui sont établies dans le voisinage, que le général en chef était disposé à sévir rigoureusement contre tous ceux qui se refuseraient à vivre en bonne intelligence avec l'armée française. Il ne paraît pas que ces menaces aient produit un grand effet sur les Arabes ; car le général Verdier, dans un de ses rapports, instruisit le général en chef que plusieurs de ses soldats avaient été massacrés au village d'El-Bothoun, à quelque distance des monuments de Chéops, où ils s'étaient rendus pour moudre du grain. Nous ne parlons de ce fait que pour faire connaître le beau trait d'un carabinier de la 2e demi-brigade légère.

Au premier coup de fusil qu'on entendit tirer dans le village d'El-Bothoun, une des compagnies de carabiniers de la 2e légère s'était portée au pas de course pour dégager les soldats français ; elle arriva trop tard pour les sauver tous ; mais le généreux dévouement du carabinier Maillard en délivra plusieurs. Cet homme intrépide, ayant devancé de beaucoup sa com-

pagnie, se précipita seul dans le village, attaqua les Arabes, et les força d'abandonner celles de leurs victimes qu'ils n'avaient point encore égorgées. Lorsque la compagnie atteignit le village, tous les Arabes avaient déjà disparu devant Maillard, entouré des malheureux que son courage venait de sauver.

Le général Zayonscheck fut envoyé dans la province de Menoufieh, qui fait partie du Delta, et les généraux Murat et Leclerc marchèrent avec quelques troupes dans la direction de Belbeïs, point sur lequel s'était retiré le bey Ibrahim avec ses mameloucks.

Le 5 août (18 thermidor), la division Reynier quitta le faubourg de la Qoubbeh, où elle était campée, pour se porter sur le village d'El-Khanka, où le général Leclerc était déjà aux prises avec une nuée d'Arabes à cheval et de fellahs soulevés par les mameloucks d'Ibrahim. Le général Reynier, secondé par Leclerc, dispersa le rassemblement ennemi après lui avoir tué une cinquantaine d'hommes, et prit position à El-Khanka.

Cependant Ibrahim-Bey, dont le quartier général était à Belbeïs, paraissant vouloir tenir la campagne, Bonaparte se détermina à marcher sur lui avec les troupes déjà réunies à El-Khanka, et deux colonnes de troupes des divisions Menou et Kléber sous les ordres des généraux Lannes et Dugua.

Ce corps d'armée, dans sa marche d'El-Khanka sur Belbeïs, rencontra une partie de la caravane qui se rend chaque année du Caire à la Mecque, autant pour y faire ses dévotions au tombeau du prophète que pour s'y livrer à des opérations commerciales. Cette caravane avait été attaquée par les Arabes, qui l'avaient dispersée, après lui avoir enlevé plusieurs chameaux.

Saleh-Bey, émir hadji (c'est-à-dire prince des pélerins), la commandait. En arrivant de la Mecque au port de Suez, situé à l'extrémité nord de la mer Rouge, sur les frontières de l'Arabie Pétrée et de l'Égypte, ce bey avait envoyé des exprès à Mourad et à Ibrahim pour avertir ces deux chefs de sa prochaine arrivée. Ibrahim seul avait reçu la dépêche de l'émir hadji, et lui avait fait dire d'éviter le chemin du Caire et de se diriger sur Salahieh, l'informant des succès obtenus par les Français. L'in-

1798 an VI. Égypte. tention d'Ibrahim était de s'approprier les marchandises de la caravane; mais l'espérance de ce chef avide fut déçue. La cavalerie française, ayant aperçu quelques pèlerins et les Arabes qui emmenaient leur butin dans le désert, marcha sur eux. Les marchands et les pèlerins se mirent sous la protection des Français; et les Arabes, forcés d'abandonner une grande partie de ce qu'ils avaient enlevé, disparurent dans le désert. Une partie de la caravane avait réussi à s'échapper au moment où les Arabes l'avaient attaquée, et était parvenue à rejoindre Ibrahim au delà de Belbeïs. Bonaparte réunit tous ceux qui venaient d'être délivrés par la cavalerie, et leur donna une escorte pour se rendre au Caire avec les marchandises qu'il leur fit rendre.

Les mameloucks n'avaient point attendu les Français à Belbeïs. Bonaparte ne trouva personne dans cette ville, et continua sa poursuite dans la direction de Salahieh. On rencontra, auprès du village de Loureïn, cette autre partie de la caravane qui avait joint l'arriere-garde d'Ibrahim, au-dessus de Belbeïs. L'aspect des troupes françaises mit en fuite les mameloucks qui escortaient les marchands et les pèlerins, et ceux-ci purent rejoindre les débris que Bonaparte avait déjà dirigés sur le Caire. Malgré le secours qu'elle venait de recevoir des Français, la caravane avait éprouvé de grandes pertes; un grand nombre de pèlerins avaient été tués par les Arabes, quelques-uns par les mameloucks d'Ibrahim. Aussi, quoique le général en chef eût fait rendre à ceux qu'il avait réunis toutes les marchandises et effets qui leur appartenaient, le butin fait sur les Arabes et les mameloucks fut encore très-considérable. De même qu'après la bataille des Pyramides, les soldats se trouvèrent possesseurs d'une foule d'objets et d'étoffes précieuses, et notamment de châles de Cachemire, dont ils ne connaissaient pas toute la valeur et qu'ils vendirent à vil prix. L'armée bivouaqua le 10 au village de Korain.

Le lendemain, Bonaparte prit avec lui toute la cavalerie, qui pouvait monter à 300 hommes, et, précédant l'infanterie, qui se mit également en marche, il arriva de bonne heure sur la lisière d'un bois de palmiers qui entoure le village de Salahieh, à quatre lieues de Korain; il s'arrêta dans cet endroit auprès d'une citerne, et envoya un détachement pour recon-

naître l'ennemi, qui, ayant campé la nuit dans le bois de Salahieh, ne devait pas être très-éloigné. 1798 — an VI. Égypte.

En effet, le général en chef fut bientôt informé qu'Ibrahim venait de quitter le bois de palmiers pour s'avancer dans le désert, traînant à sa suite un bagage considérable, où se trouvaient ses femmes et ses trésors. Nous ne devons point passer sous silence un trait qui caractérise les Arabes d'une manière remarquable. Au moment où Bonaparte paraissait se préparer à attaquer Ibrahim, 150 de ces habitants du désert parurent tout à coup sur l'un des flancs de la cavalerie française, et le scheick qui les commandait fit proposer au général en chef de charger avec lui sur la colonne des mameloucks, à condition que les Arabes recevraient leur part du butin. Cette proposition n'eut point de suite.

La journée était avancée, et l'infanterie était encore éloignée; Bonaparte se contenta de suivre les mameloucks autant que la fatigue des chevaux de la troupe put le lui permettre. 400 cavaliers formaient l'arrière-garde d'Ibrahim, et semblaient manœuvrer pour protéger l'immense convoi dont la tête se perdait à l'horizon. Sur ces entrefaites quatre compagnies de grenadiers de la division Reynier, qui avaient marché avec la plus grande vitesse, et une pièce d'artillerie, ayant paru à la hauteur du bois de Salahieh, Bonaparte ordonna à une partie de la cavalerie de charger les mameloucks. Ceux-ci évitèrent d'abord la charge, ce qui permit aux cavaliers français d'enlever deux pièces de canon et une cinquantaine de chameaux; mais les mameloucks, revenant sur leurs pas, chargèrent à leur tour les Français avec la plus grande impétuosité. Les hussards du 7e régiment et les chasseurs du 22e soutinrent cette attaque et la repoussèrent; mais les mameloucks, s'éparpillant autour des deux escadrons, cherchaient à les envelopper. Il s'engagea alors une mêlée terrible, où les Français firent des prodiges de valeur. Pendant ce temps le général Leclerc, s'avançant avec les deux escadrons des 3e et 15e régiments de dragons en bataille, leur ordonna, avec un sang-froid admirable, de faire feu d'abord sur les mameloucks et d'entamer ensuite la charge. Ce mouvement réussit. Les hussards et les chasseurs, quoique entourés, continuant de combattre avec la

1798 - an VI Égypte

plus grande résolution, une partie des mameloucks se trouva prise pour ainsi dire entre deux feux. Les Français, quoique bien inférieurs, les attaquèrent corps à corps. Après un combat sanglant qui dura plusieurs minutes, et auquel prirent part les guides du général en chef et presque tous les officiers qui accompagnaient ce dernier, les mameloucks cédèrent le terrain et rejoignirent la colonne, qui, pendant ce temps, avait accéléré sa marche dans le désert.

Tous les Français acteurs dans ce combat s'y distinguerent d'une manière particulière. Le chef d'escadron d'Estrées, du 7e de hussards, y fut renversé de cheval, couvert de plus de vingt blessures, toutes très-graves, et qui firent craindre longtemps pour sa vie. L'aide de camp du général en chef, Sulkowsky, reçut sept coups de sabre et plusieurs coups de feu. Le brave Lasalle, alors chef de brigade du 22e de chasseurs à cheval, ayant laissé tomber son sabre au milieu de la mêlée, fut assez adroit et assez heureux pour le ramasser, et pour s'en servir ensuite contre un des chefs de mameloucks auquel il fit mordre la poussière, et contre les autres qui l'entouraient. Les chefs de bataillon Duroc et Leturc (le premier, aide de camp de Bonaparte, le deuxieme, du général Berthier), et les capitaines Colbert et Arrighi, furent cités honorablement par le général en chef.

Le général du génie Caffarelli, privé d'une jambe qu'il avait perdue dans la campagne de 1795 sur le Rhin, n'en combattit pas avec moins d'ardeur et de dévouement. Le général Murat s'était montré, avec son intrépidité ordinaire, à la tête des dragons du 3e régiment. Il n'y eut aucune infanterie d'engagée dans cette action[1].

On a prétendu qu'Ibrahim, présent au combat que nous venons de décrire, y fut blessé. Quoi qu'il en soit, aucun mamelouck ne tomba vivant au pouvoir des Français. Il resta sur

[1] Quelques Français qui ont voyagé à la suite de l'expédition en ont donné des relations qu'ils ont brodées à leur manière, et qui sont inexactes sous beaucoup de rapports. L'une de ces relations attribue la retraite des mameloucks au feu d'un détachement d'infanterie que Murat aurait appelé sur le champ de bataille, en lui faisant prendre un chemin détourné : le fait est faux, et la supposition est absurde.

le champ de bataille une cinquantaine d'hommes et de chevaux des deux partis. 1798 — an VI. Égypte.

Nous avons dit que Seid-Abou-Beker, pacha d'Égypte, avait accompagné Ibrahim-Bey dans sa fuite : cette démarche contrariait Bonaparte dans ses desseins. Il s'était annoncé comme l'ami des Turcs, et comme ne venant point pour attaquer les droits du Grand Seigneur, ne faisant la guerre qu'aux mamelouks usurpateurs. Le lendemain du combat de Salahieh, un Arabe fut chargé de porter à Ibrahim la lettre suivante, que l'interprète Venture avait écrite sous la dictée du général en chef :

« La supériorité des forces que je commande ne peut plus être contestée ; vous voilà hors de l'Égypte, et obligé de passer le désert.

« Vous pouvez trouver dans ma générosité la fortune et le bonheur que le sort vient de vous ôter. Faites-moi connaître de suite votre intention.

« Le pacha du Grand Seigneur est avec vous ; envoyez-le-moi, porteur de votre réponse : je l'accepte volontiers comme médiateur. »

Cette lettre resta sans effet, et le général en chef n'acquit même pas la certitude qu'elle eût été remise.

La division Reynier fut laissée à Salahieh, et ce général reçut l'ordre de faire travailler sur-le-champ à la construction d'un fort qui pût mettre les magasins que Bonaparte était dans l'intention de former en cet endroit, à l'abri d'une attaque de vive force. Reynier fut chargé, en outre, d'organiser la province de Charqiueh, dont Bonaparte le nomma gouverneur. Le général Dugua fut envoyé, en la même qualité, dans celle de Mansourah.

Après avoir fait ces dispositions, le général en chef se mit en marche avec le reste de l'armée, le 14 août, pour retourner au Caire. A quelque distance de Salahieh, et avant d'arriver au village de Korain, un aide de camp de Kléber, venant d'Alexandrie, remit à Bonaparte une dépêche de ce général, sous la date du 15 thermidor (2 août), contenant le rapport, rédigé par le contre-amiral Ganteaume, du désastreux combat naval qui avait eu lieu la veille, dans la rade d'Aboukir, entre

1798 — an VI. Égypte.

la flotte française et celle des Anglais, commandée par Nelson [1].

En parcourant le rapport, Bonaparte ne laissa paraître sur son visage aucun trait qui pût faire connaître les sensations extraordinaires que cette lecture devait nécessairement occasionner dans son esprit. Il prit à part l'envoyé de Kléber, et lui demanda quelques détails de vive voix. Lorsque l'aide de camp eut à peu près terminé son récit, le général en chef, qui l'avait écouté avec la plus apparente impassibilité, lui dit avec le même sang-froid : « Nous n'avons plus de flotte : eh bien ! il faut rester en ces contrées, ou en sortir grands comme les anciens. »

Il était impossible de taire longtemps une pareille nouvelle; aussi Bonaparte fut le premier à la communiquer à ceux qui l'entouraient. Le calme du général en chef, et bientôt après le ton d'inspiré avec lequel il s'efforça de dérouler aux yeux de ses soldats un avenir de gloire et de prospérités, écartèrent de leur imagination toute pensée sinistre. Le désastre d'Aboukir fut considéré avec une sorte d'indifférence; on eut pour les récentes victimes de cet événement, dont le théâtre était si rapproché, la tiède pitié qu'inspirent celles qu'un grand espace de temps ou de lieu sépare de nous ; on rechercha, avec beaucoup plus de tranquillité d'esprit qu'on n'en aurait dû mettre dans cette circonstance, comment nos marins avaient été vaincus, et par quels moyens il eût été possible de remporter la victoire, ou d'éviter la défaite. Quelques-uns, et nous devons dire que le nombre en fut peu considérable, poussèrent le stoïcisme ou l'insensibilité jusqu'à railler amèrement ceux des marins qui avaient survécu à cette horrible catastrophe.

Toutefois la dépêche du général Kléber détermina Bonaparte à se rendre en toute diligence au Caire. Il n'employa qu'un jour et demi à faire le trajet de Salahieh à cette capitale : les Français qui s'y trouvaient, et qui savaient déjà la nouvelle d'Aboukir, étaient dans la consternation. Mais la présence du général en chef, la noble assurance qu'il témoignait dans le malheur commun, et la confiance extraordinaire qu'il savait si bien inspirer à tous ceux qui l'approchaient, eurent bientôt dissipé les premières alarmes, auxquelles succédèrent le calme et l'espérance.

[1] *Voyez* le paragraphe suivant.

Nous n'avons pas cru devoir interrompre brusquement le récit des opérations de l'armée française après la bataille des Pyramides, en faisant succéder immédiatement à l'exposition de cette dernière l'affligeant tableau du désastre d'Aboukir, bien que l'ordre des dates parût nous le commander. D'un autre côté, ce combat naval se trouve si essentiellement lié aux autres détails de l'expédition d'Égypte, que nous ne pouvions pas, suivant la méthode adoptée pour les tomes précédents, le rejeter dans le paragraphe des événements maritimes, qui termine ordinairement la période embrassée dans chaque volume. Ces considérations nous déterminent à placer ici le récit de cet événement, antérieur de quatorze jours au combat de Salahieh. 1798. — an VI. Égypte.

Combat naval d'Aboukir. — D'après les instructions de Bonaparte, et par les causes que nous avons indiquées précédemment, l'amiral Brueys avait conduit l'armée navale dans la rade d'Aboukir. 1-2 août (14-15 ther.)

On voit par cette disposition que le général en chef, peu porté à imiter plusieurs conquérants en brûlant sa flotte, mais qui eût pu la renvoyer immédiatement à Toulon, tenait à la conserver quelque temps, soit pour rembarquer ses troupes en cas d'échec, soit pour les porter plus rapidement et plus commodément vers la Syrie ou tout autre pays qu'il entrait dans le plan de l'expédition de soumettre aux armes républicaines [1].

La détermination de Bonaparte ne peut être blâmée ; mais, en voyant l'armée navale demeurer près d'un mois dans la baie d'Aboukir, on ne saurait s'empêcher de penser que ses ordres

[1] Dans tous les cas, le temps que Bonaparte désirait conserver l'escadre de Toulon ne devait pas être long, si l'on en juge par un passage de la note qu'il avait adressée au Directoire, le 24 germinal an IV, un mois à peine avant son départ pour l'Égypte. Dans cette pièce, que nous rapporterons ailleurs, et où Bonaparte indiquait au gouvernement les moyens de faire une guerre sûre à l'Angleterre, on trouve cette phrase : « *Il serait possible, après l'expédition que le gouvernement projette dans la Méditerranée, de faire passer les quatorze vaisseaux à Brest ;* » et il ajoutait qu'ainsi, à la fin de l'été, il pourrait se trouver cinquante vaisseaux de ligne réunis dans ce port. L'expédition d'Orient n'était qu'un accessoire du grand plan d'attaque contre l'Angleterre conçu par Bonaparte, et admirablement développé dans la note que nous citons.

1798 an VI. Égypte. n'ont pas été parfaitement exécutés. Le port vieux d'Alexandrie, ou Corfou, devaient seuls en effet servir d'asile aux vaisseaux de ligne, et la baie d'Aboukir n'était destinée à les recevoir, même passagèrement, que dans le cas où il serait reconnu que l'escadre pourrait s'y défendre contre des forces supérieures. Tous les marins sont d'accord qu'en moins d'un mois on pouvait s'assurer si, parmi les récifs qui ferment le port vieux d'Alexandrie, il existait un passage pour des vaisseaux de ligne. Mais en supposant qu'un mois eût été nécessaire, il fallait, pour s'exposer à demeurer aussi longtemps dans la rade d'Aboukir, avoir quelque confiance dans la position qu'y occupait l'escadre. Il est juste de le dire, toutefois, on croyait assez généralement à cette époque qu'une escadre bien embossée était inexpugnable, et, si la rade d'Aboukir eût été moins ouverte, la sécurité de Brueys fût devenue complète. Quelle qu'elle eût été, au surplus, le résultat n'eût guère pu être plus funeste.

Un officier distingué, le capitaine de frégate Barré, avait été chargé de reconnaître et de sonder les passes du port vieux d'Alexandrie. Le 14 juillet, il adressa à l'amiral Brueys un rapport, accompagné d'un plan dressé avec autant de soin que d'exactitude.

Le port vieux d'Alexandrie est fermé par une chaîne de bancs et de récifs, qui s'étend de l'est-nord-est à l'ouest-sud-ouest depuis la pointe des Figuiers jusqu'à celle du Marabou, distantes l'une de l'autre d'environ deux lieues. Trois ouvertures principales se trouvent au centre et vers les extrémités de cette chaîne, et se nomment passe du Milieu, passe du Marabou et passe des Figuiers. Dans son rapport, qui forme un document précieux pour l'histoire, le capitaine Barré annonçait que ces trois passes, par lesquelles des bâtiments de guerre de différentes grandeurs pouvaient pénétrer dans le port vieux d'Alexandrie, étaient susceptibles d'obtenir encore plus de profondeur, en faisant briser quelques roches qui se trouvaient dans le milieu et sur les côtes : opération praticable, attendu que ces roches étaient très-friables. Il n'existait d'ailleurs dans la plus grande de ces passes (celle du milieu) qu'un seul endroit où ce moyen eût été nécessaire, le rocher se trouvant dans le milieu de la passe, et laissant de chaque côté un passage profond de six brasses (trente pieds),

Il donnait à la passe du milieu deux cents toises de large dans l'endroit le plus resserré, sur six cent soixante toises de long, et dans toute son étendue une profondeur de six brasses, excepté sur deux points : le premier, à l'entrée, où il n'y avait que cinq brasses, et le second, dans le milieu, cinq brasses et demie. Mais le capitaine avait remarqué qu'il y avait passage de chaque côté du premier haut-fond, et qu'alors il ne restait plus que celui du milieu, offrant à basse mer cinq brasses et demie ; toutefois, les marées donnant journellement deux pieds et demi, et davantage dans les pleines lunes, et surtout dans le débordement du Nil, on pouvait compter, au moment de la pleine mer, sur une profondeur d'au moins six brasses.

Il avait trouvé la passe du Marabou large de 300 toises et longue de 500, mais difficultueuse à raison de l'inégalité du fond, qui ne donnait d'ailleurs que de quatre brasses à quatre brasses et demie.

La passe des Figuiers, n'ayant présenté que de trois à quatre brasses, lui paraissait ne pouvoir admettre que des bâtiments de commerce, et, seulement dans un cas pressé, des corvettes ou de petites frégates ; il assurait qu'il y avait louvoyage dans les deux premières passes [1].

Après avoir bien examiné ces passes, le capitaine Barré avait fait placer des barriques goudronnées et étalinguées sur des ancres dans les deux principales passes, et mis sur ces barriques des pavillons rouges, du côté de tribord en entrant, et des jaunes à bâbord. Indépendamment de ces remarques, il avait tracé, de la manière la plus détaillée, dans son rapport, les indications

[1] Sur des plans anglais que nous avons consultés, et qui sont postérieurs au travail du capitaine Barré, la passe du milieu est désignée sous le nom de *Passe du Roi* : on lui a donné plus de quatre cent cinquante toises de largeur, et nulle part moins de cinq brasses de profondeur à basse mer. Les plus grands fonds sont portés dans celle du Marabou à quatre brasses et demie, et dans celle des Figuiers à trois brasses et demie.

Le port vieux d'Alexandrie est sain partout, et offre des endroits où il y a jusqu'à onze brasses d'eau. D'après le plan de la Commission d'Égypte, on voit qu'il existe à l'abri de la pointe des Figuiers, et dans la direction de N. N. O. des Catacombes, un espace d'environ huit cents toises où peuvent mouiller des vaisseaux de ligne.

1798 — an VI. Égypte.

à suivre et les précautions à prendre pour parvenir jusqu'au fond du port.

Le capitaine ajoutait : « Je pense que l'on pourrait encore établir une communication du port vieux au port neuf, ce qui faciliterait beaucoup l'entrée et la sortie de ces deux ports ; mais cette entreprise doit être ajournée. » Il terminait son rapport par cette phrase remarquable : « Mon avis, en dernière analyse, est que les vaisseaux peuvent passer avec les précautions d'usage, que vous (l'amiral Brueys) connaissez mieux que moi. »

Brueys écrivit, le 20 juillet (2 thermidor) au capitaine Barré, pour le remercier des soins et des peines qu'il s'était donnés dans son travail ; mais il ajoutait que le rapport de cet officier ne lui paraissait pas encore assez satisfaisant, puisque l'escadre française se trouvait dans la nécessité de passer sur un fond de vingt-deux pieds, et que les vaisseaux de 74 tirent au moins vingt-cinq pieds ; qu'il faudrait, par conséquent, un vent fait exprès et une mer calme pour hasarder d'y passer sans courir les plus grands risques d'y perdre un vaisseau, d'autant que le passage était étroit, et que l'effet du gouvernail est moins prompt lorsqu'il y a peu d'eau sous la quille [1].

L'amiral engagea le capitaine à continuer ses recherches pour trouver quelque chose de plus avantageux, et à faire part de son travail, quand il l'aurait terminé, au général en chef Bonaparte, en lui envoyant un plan exact, avec les sondes, et son avis sur le rang des vaisseaux qu'on pourrait se permettre de faire entrer dans le port vieux, avec la certitude de ne pas les risquer.

Pendant que l'escadre française prolongeait ainsi son séjour dans la baie d'Aboukir, ses vivres s'épuisaient, et elle se fût trouvée bientôt en manquer totalement, s'il ne lui eût été envoyé de Rosette un peu de riz dans de petits bâtiments du pays. Les vaisseaux éprouvaient également la plus grande difficulté

[1] C'est aux marins à apprécier la valeur de ces objections, surtout de celles tirées de l'état des vents. On sait que les vents de N. O. règnent huit mois de l'année sur la côte d'Égypte, et le port vieux d'Alexandrie est ouvert au N. N. O. ; mais, quelle qu'eût été leur direction, nous pensons qu'il suffisait que la mer ne fût pas grosse pour pouvoir faire entrer les vaisseaux dans le port, soit à la voile, soit à la touée.

à se procurer de l'eau fraîche : celle qu'on obtenait en creusant des puits à terre était saumâtre, et les hommes employés à l'aiguade étant sans cesse attaqués par les Arabes, il fallait envoyer de forts détachements pour les protéger. Cette situation devenait insupportable.

Une chose non moins étonnante que la longue station de l'armée de Brueys dans une rade foraine ouverte aux vents et à l'ennemi, c'était de ne point voir Nelson reparaître avec ses vaisseaux. Nous allons en expliquer la cause, et nous ferons voir également ce qui s'opposa à ce que les Anglais se présentassent en force pour attaquer la flotte française à sa sortie de Toulon, ce qu'ils n'eussent pas manqué de faire si cela leur eût été possible. Ces développements, dans lesquels nous n'avons pas cru devoir entrer plus haut, sont ici à leur place.

Dans les opérations militaires en général, et particulièrement dans une guerre maritime, il est du plus grand avantage de prendre son ennemi au dépourvu. Par d'habiles combinaisons, la France obtint plusieurs fois, depuis 1793, cet avantage sur l'Angleterre; mais des fautes et des malheurs l'empêchèrent toujours d'en profiter. L'époque où l'on prépara l'expédition d'Égypte fut une de celles où le gouvernement anglais, malgré le nombre considérable de ses vaisseaux de guerre, se trouva dans l'impossibilité de faire face à tout et d'avoir des forces sur tous les points d'où la Grande-Bretagne était menacée. Nous avons fait voir [1] ce qui amena l'évacuation de la Méditerranée par l'armée navale anglaise aux ordres de sir John Jervis (depuis lord comte de Saint-Vincent). Cet amiral continua de garder la position qu'il avait prise, et l'armement considérable qu'on fit à Toulon pendant le printemps de 1798 ne le détermina pas à en changer. Toujours pénétré de l'idée que l'état politique de l'Europe ne laissait à la république aucune expédition maritime à entreprendre dans la Méditerranée, il se borna à attendre l'armée navale française à l'entrée de l'Océan, tout en tenant bloquée celle des Espagnols. Cependant lorsqu'on eut lieu de conjecturer que ce pourrait être en dedans du détroit qu'opéreraient la flotte républicaine et l'armée rassemblée sur les

[1] Voir tome IV, page 215.

1798 — an VI. Égypte. côtes de Provence, il fallut bien se mettre en mesure de s'y opposer.

Dans cette circonstance lord Saint-Vincent se trouva fort embarrassé : s'il négligeait de se porter dans la Méditerranée, les Français pouvaient achever sans obstacle l'expédition qu'ils avaient en vue ; s'il quittait les environs de Cadix, il laissait échapper les vaisseaux espagnols. L'amirauté, très-embarrassée elle-même, lui prescrivit la conduite qu'il avait à tenir, en attendant les renforts qu'elle allait s'empresser de lui envoyer. On autorisait l'amiral, s'il le jugeait nécessaire, à entrer dans la Méditerranée avec toutes ses forces, abandonnant le blocus de la flotte espagnole, comme l'objet le moins important ; mais, dans le cas où il croirait un détachement suffisant, on l'invitait à en donner le commandement à sir Horatio Nelson. C'est à ce dernier parti que lord Saint-Vincent s'arrêta. Déjà il avait expédié Nelson, avec trois vaisseaux de ligne, quatre frégates et une corvette, pour observer le port de Toulon ; il se décida à le renforcer, dès qu'il le pourrait, et à demeurer, lui, devant Cadix avec le gros de son armée.

Les mesures du gouvernement anglais furent, comme on voit, prises trop tard, puisque trois de ses vaisseaux seulement se trouvaient dans la Méditerranée lorsque la flotte française mit à la voile ; et Nelson, qui n'eût pu que la suivre de loin pour connaître sa destination, ignora même longtemps son départ. Il n'avait quitté la baie de Cadix que le 9 mai, et il avait quatre cents lieues à faire pour atteindre les côtes de Provence. Arrivé dans le golfe de Lyon, vers l'époque de la sortie de l'expédition, il essuya une tempête, qui éloigna ses frégates et démâta son vaisseau de tous mâts. Ce fut avec la plus grande peine que, remorqué par un autre vaisseau, il put gagner le port de Saint-Pierre en Sardaigne [1].

Nelson, après s'être réparé à la hâte, se porta au rendez-vous, où devait le joindre le renfort promis par lord Saint-Vincent ;

[1] On trouve dans le journal d'un des capitaines de Nelson ce passage remarquable : « Je dois observer que, bien que le gouverneur de Saint-Pierre, en conséquence des ordres péremptoires du gouvernement français, nous refusât une réception publique, il nous accueillit en particulier de la manière la plus amicale, et nous fit donner sous main tous les secours possibles. »

mais ce ne fut que le 8 juin au soir (jour où la flotte française se trouvait entre la Sicile et Malte) que se réunirent à lui dix vaisseaux de 74 et un de 50, annoncés depuis deux jours par la corvette *la Mutine*, qui les devançait. L'amiral Saint-Vincent, persistant à ne pas vouloir lever le blocus de Cadix, avait attendu, pour renforcer Nelson, l'arrivée des vaisseaux détachés de la flotte de la Manche sous le commandement de sir Roger Curtis, pour le renforcer lui-même. Aussitôt que les vigies eurent annoncé les vaisseaux de l'amiral Curtis, ceux qui étaient destinés pour la Méditerranée avaient mis sous voile.

La jonction opérée, l'amiral anglais se mit à la recherche de la flotte de Bonaparte. Une circonstance qui eût contribué à dérober sa marche aux ennemis, lors même que leurs vaisseaux eussent été réunis à une certaine distance à l'ouest de Toulon, c'est la route peu ordinaire qu'elle prit entre la Corse et la côte d'Italie [1], au lieu de passer par le sud de la Sardaigne. Cette route fut connue à Nelson lorsqu'il fut parvenu près des côtes de Corse, et il la suivit lui-même. Il arriva le 16 dans la baie de Naples, où un avis de l'agent anglais, sir W. Hamilton, lui apprit que les Français s'étaient dirigés vers Malte ; le 20, il sut, par le consul de Messine, que cette île avait capitulé ; enfin, le 22 au matin, on lui rapporta que la flotte de Bonaparte en était partie, se dirigeant vers l'est. Il pensa alors que l'Égypte était le but ultérieur de l'expédition, et il força de voiles avec ses vaisseaux pour tâcher de joindre le convoi et l'attaquer dans sa route.

Nous avons dit [2] que Nelson était arrivé devant Alexandrie quelques jours avant la flotte française, parce qu'il s'était dirigé en droite ligne vers cette ville ; tandis que Brueys, en allant prendre connaissance de la côte de Candie, avait fait un angle et allongé la route. Il paraîtrait, d'après le relevé de divers journaux nautiques (et les Anglais le croient), que les deux flottes se sont trouvées très-près l'une de l'autre dans la nuit du 22 au 23 juin. Surpris de voir qu'à Alexandrie on n'avait aucune nouvelle de l'expédition française, Nelson avait quitté les côtes

[1] Elle fut prise pour rallier les convois de Gênes et de Civita Vecchia.

[2] Page 18.

1798 — an VI. Égypte.

d'Égypte pour se porter sur les divers points où il espérait obtenir quelque information. Il avait d'abord visité les côtes de Caramanie, puis celles de Morée; enfin, après avoir parcouru presque tout l'Archipel sans avoir rien appris, il était revenu, manquant d'eau et de vivres, sur les côtes de Sicile, le 18 juillet.

La cour de Naples, alors en paix avec la république française, avait d'abord résolu de ne donner aucun secours à l'escadre britannique, pour ne pas se compromettre : ainsi Nelson, obligé de pousser jusqu'à Gibraltar pour se ravitailler, eût laissé les Français maîtres absolus dans la Méditerranée, et le Directoire eût pu retirer tout le fruit qu'on devait attendre des grandes conceptions de Bonaparte[1] ; mais les intrigues de la fameuse lady Hamilton triompherent des scrupules de la cour, et des ordres secrets furent expédiés en Sicile pour fournir à Nelson tout ce dont ses vaisseaux auraient besoin. Cette conduite perfide du cabinet napolitain fut la cause première des succès de l'amiral anglais; ceux qu'obtint si souvent la république dans la guerre continentale semblent bien plus étonnants, quand on songe combien de fois elle fut trahie. Peu de temps auparavant, le vice-roi de Sardaigne avait donné l'exemple au roi de Naples, en fournissant à Nelson les moyens de réparer en quelques jours son vaisseau, que la tempête avait réduit à un état tel, que, de son aveu, la moindre frégate française en eût eu bon marché[2].

Sans les secours qu'il trouva en Sicile, Nelson était perdu. Lorsqu'on apprit en Angleterre qu'il était revenu sur ses pas sans avoir trouvé la flotte française, de toutes parts on demanda sa mise en accusation, et l'on blâma fortement lord Saint-Vincent et l'amirauté d'avoir fait choix, pour une mission aussi importante, d'un officier promu depuis si peu de temps au grade de contre-amiral. Combien donc il fut heureux pour lui de pouvoir recommencer cette mission, qu'il avait si mal remplie d'abord, avant que des ordres eussent pu par-

[1] *Voyez* la note de la page 63.

[2] *His ship dismasted and in such distress, that the meanest frigate out of France would have been an unwelcome guest.*

LIFE OF NELSON, tome Ier, page 20[illegible].

N. N. O.
Ilot d'Aboukir
15
13
1200
2400 Mètres

COMBAT NAVAL D'ABOUKIR.

Avec la position des Escadres Française et Anglaise le 1er Août vers 8 heures du soir.

Hauts Fonds n'offrant pas assez d'eau pour des Vaisseaux de Ligne

N. N. O.

Ilot d'Aboukir

CARTE
DE LA BAIE
D'ABOUKIR

Nord

Gezireh el Kadrah
Ft. Julien
ROSETTE
Tour d'Ibon Mandour
Gedieh
Hamad
Mosquée
Edko
Ilot d'Aboukir
Ft. d'Aboukir
Canope Ruines
BAIE D'ABOUKIR
Lac Mahadieh
Caravanserail
Lac d'Edko

1200
2400 Metres

venir d'Angleterre pour son remplacement et sa mise en jugement si vivement réclamés! 1798 — an VI. Égypte.

Après avoir passé sept jours dans le port de Syracuse à faire de l'eau et des vivres, Nelson remit à la voile le 25 juillet, sans avoir réussi à obtenir des renseignements positifs sur le point où la flotte française s'était portée; tout ce dont il était certain, c'est qu'elle n'avait pas redescendu la Méditerranée. Le 28, son escadre se présenta devant le golfe de Coron; et là, ayant communiqué avec la terre, il apprit enfin que les Français avaient été vus, plus d'un mois auparavant, des côtes de Candie, faisant route au S. E.; il en conclut de nouveau que l'Égypte était le but de l'expédition, et il dirigea son escadre vers les côtes de ce pays. Il arriva en vue d'Alexandrie, le 1er août (14 thermidor), à midi. Peu d'heures après, il eut connaissance de l'escadre française, mouillée dans la rade d'Aboukir, et il se disposa sur-le-champ à l'attaquer.

Avant d'entrer dans les détails du combat, il est nécessaire de faire connaître la position de l'escadre française et les préparatifs de défense qui avaient été faits par l'amiral. La baie d'Aboukir, située, comme nous l'avons dit, à neuf lieues à l'est d'Alexandrie, s'étend presque en demi-cercle depuis le château de ce nom jusque vers la bouche la plus occidentale du Nil, celle de Rosette. Cette baie, dont la plage est très-basse, n'offre assez de fond pour des vaisseaux de ligne qu'à environ une lieue de terre; la largeur de son ouverture fait qu'elle ne présente guère d'abri. Cependant elle est un peu abritée du côté du N. O., celui où les vents soufflent le plus fréquemment, par un îlot placé à une demi-lieue dans l'E. N. E. de la pointe du château, et lié à cette pointe par une chaîne de bancs de sables et de roches, entre lesquels il n'y a de passage que pour les djermes. Cet îlot est entouré lui-même d'un écueil qui s'avance à près de huit cents toises plus au large.

Il devait paraître impossible de trouver dans un pareil endroit une position bien militaire; mais Brueys, qui, le jour de l'arrivée de la flotte en Égypte et sur la nouvelle du voisinage d'une escadre ennemie, n'avait pas craint de l'attendre, ses vaisseaux mouillés, en pleine côte et à trois lieues au large; Brueys, put croire son escadre en sûreté dans la baie

1798 — an VI. Égypte.

d'Aboukir. A la confiance qu'il avait d'être victorieux, en cas qu'il fût attaqué, il joignait la conviction que l'ennemi n'oserait tenter de venir le combattre dans une baie peu connue des navigateurs provençaux eux-mêmes, et qu'il supposait par conséquent presque entièrement inconnue aux marins anglais.

A peine mouillé dans la baie d'Aboukir, l'amiral avait convoqué un conseil des contre-amiraux et capitaines de l'escadre, à l'effet de décider si l'on attendrait les ennemis à l'ancre, dans le cas où ils se présenteraient; et, comme il avait insinué l'affirmative, elle avait prévalu. Le contre-amiral Blanquet-Duchayla, seul parmi les officiers généraux, insista pour qu'on levât l'ancre dès qu'on serait instruit de l'approche de l'escadre de Nelson, et pour qu'on se portât au-devant d'elle, afin de la combattre à la voile, soutenant, avec raison, que ce n'est qu'appuyée sur des forts bien armés et qui se croisent, qu'une escadre peut s'embosser avec quelque avantage. Lorsqu'il vit qu'il ne pouvait rien gagner, et que la majorité était d'un avis contraire, il pria Brueys de le mettre à même de concourir le plus immédiatement possible à la défense du pavillon amiral, en choisissant son vaisseau *le Franklin,* pour l'un des matelots[1] de l'*Orient*. Brueys accepta cette offre, par lequel Duchayla prouvait qu'un vrai militaire doit se dévouer pour l'exécution des ordres de son chef, lors même qu'il ne les approuve pas. Il est fâcheux de le dire; mais, dans la marine française, à toutes les époques, une pareille conduite fut très-rare, et trop souvent ses revers ont été dus au peu d'accord qui régnait entre un amiral et les commandants d'escadres ou de vaisseaux sous ses ordres.

Brueys choisit pour lignes de mouillage celles du N. O. et du S. E. comme étant la direction des vents régnants pendant presque tout l'été, et celle suivant laquelle les vaisseaux devaient naturellement présenter le travers au large. Il résolut d'appuyer la tête de son escadre sur l'îlot d'Aboukir; et, pour qu'elle en fût protégée, il fit établir sur cet îlot une batterie de deux canons de 12 et de deux mortiers. Il plaça son premier vais-

[1] *Voyez*, pour ce mot, la note de la page 213 du 1er vol.

seau à environ douze cents toises de l'îlot, le second à quatre-vingts brasses dans le S. E. de celui-ci, et ainsi des autres; cependant, à partir du centre qu'occupait le vaisseau amiral, la ligne se repliait un peu vers la côte, de manière que l'escadre présentait un angle très-obtus, dont le sommet était tourné au large [1]. 1798 – an VI. Égypte.

Il est facile de remarquer les vices nombreux de cette position. D'abord la tête de l'escadre était beaucoup trop éloignée de l'îlot, et celui-ci trop faiblement armé; douze canons au moins et quatre mortiers eussent été nécessaires pour qu'il pût offrir une protection un peu efficace. Quant à la distance entre l'îlot et le premier vaisseau, elle était de moitié plus grande qu'elle n'eût pu être, tous les plans de la baie d'Aboukir indiquant

[1] L'escadre était composée ainsi qu'il suit :

VAISSEAUX.	CANONS.	CAPITAINES.
a. Le Guerrier,	74	Trullet aîné.
b. Le Conquérant,	74	Delbarade.
c. Le Spartiate,	74	Emeriau.
d. L'Aquilon,	74	Thévenard.
e. Le Peuple-Souverain,	74	Raccord.
f. Le Franklin,	80	Gillet. — Blanquet Duchayla, contre-amiral, commandant l'avant-garde.
g. L'Orient,	120	Casa-Bianca. — Brueys, vice-amiral, commandant en chef.
h. Le Tonnant,	80	Du Petit-Thouars.
i. L'Heureux,	74	Étienne.
j. Le Mercure,	74	Cambon, en l'absence de Perrée.
k. Le Guillaume Tell,	80	Saulnier. — Villeneuve, contre-amiral, commandant l'arrière-garde.
l. Le Généreux,	74	Lejoille.
m. Le Timoléon.	74	Trullet cadet.
FRÉGATES.		
n. La Diane,	40	Sole. — Décrès, contre-amiral, commandant l'escadre légère.
o. La Justice,	40	Villeneuve.
p. L'Arthémise,	36	Standelet.
q. La Sérieuse,	36	Martin.

Il y avait en outre trois bombardes, quelques bricks et bateaux canonniers, qui, au commencement du combat, furent se réfugier sous le fort d'Aboukir.

1798 — an VI. Égypte.

cinq brasses et demie d'eau à six cents toises dans le S. E. de l'îlot. Il est très-difficile, au reste, de mouiller une escadre de manière à l'empêcher d'être tournée par des vaisseaux ennemis à l'une de ses extrémités (celle du vent) lorsqu'aucun obstacle naturel ne s'oppose à ce qu'ils atteignent cette extrémité, parce qu'alors ils peuvent passer sur le câble du vaisseau de tête; toutes les mesures prises pour s'y opposer deviennent inutiles contre un ennemi audacieux. La distance de quatre-vingts brasses d'un vaisseau à l'autre exposait la ligne à être coupée partout, puisqu'elle laissait passage à cinq ou six vaisseaux de front. On expliquerait difficilement aussi pourquoi Brueys avait porté son centre en avant, de manière que l'escadre formait une ligne concave en sens contraire de la côte. Tout, dans ces dispositions prises par l'amiral, confirme ce que nous avons déjà dit, qu'il se regardait comme certain de n'être pas attaqué. La vue des vaisseaux ennemis se dirigeant vers la baie ne le tira même pas d'erreur; il demeura persuadé que Nelson, après avoir reconnu la position formidable, selon lui, de l'escadre française, virerait de bord et se contenterait de croiser au large pour la tenir bloquée.

Ce fut le vaisseau *l'Heureux* qui le premier signala l'escadre anglaise[1] : il était deux heures. Chaque vaisseau avait à terre, en outre des marins occupés à creuser des puits, 25 hommes de troupes pour les protéger contre les Arabes. La première chose faite fut de rappeler à bord tous les canots et chaloupes avec les travailleurs et l'escorte : il n'en revint qu'un petit nombre; les frégates reçurent en ce moment l'ordre de verser leurs équipages à bord des vaisseaux. A trois heures, l'escadre ennemie, poussée par un vent de N. N. O. assez frais, ayant considérable-

[1] Cette escadre était composée de quinze bâtiments, savoir : 1° *Goliath*, 2° *Zealous*, 3° *Orion*, 4° *Theseus*, 5° *Audacious*, 6° *Vanguard* (monté par Nelson), 7° *Minotaur*, 8° *Defence*, 9° *Swiftsure*, 10° *Bellerophon*, 11° *Majestic*, 12° *Alexander*, 13° *Culloden* (tous treize de 74); 14° *Leander*, de 50, 15° *Mutine*, brick. Chacun des vaisseaux de l'escadre anglaise avait reçu ordre de passer un câble par un des sabords de la sainte-barbe, pour mouiller par l'arrière. Cette manière de mouiller leur devait donner la facilité de prolonger lentement la ligne française en trainant leur ancre sur le fond, et de s'arrêter à volonté sans cesser de présenter le travers.

ment approché, l'amiral fit le signal de *branle-bas*[1] *général de combat.* Ce signal fut exécuté plus ou moins bien à bord des différents vaisseaux, suivant l'opinion qu'on y avait de la probabilité de l'attaque. Brueys ordonna en même temps aux bricks *l'Alerte* et *le Railleur* d'appareiller pour feindre d'aller reconnaître l'ennemi et exécuter un ordre secret. Cet ordre avait pour but de tromper l'ennemi sur la profondeur de l'eau, dans certains endroits dangereux, et de l'attirer sur ces dangers. L'*Alerte* le mit à exécution : il s'approcha jusqu'à portée de canon des vaisseaux anglais ; et, comme s'il les eût reconnus seulement alors pour ennemis et qu'il voulût s'efforcer de se dérober promptement à eux, il se couvrit de voiles et se retira vers la rade, en passant sur les hauts-fonds qui se trouvent au large de l'îlot. Nelson, soupçonnant peut-être la ruse, ne donna pas dans le piége, et manœuvra comme s'il eût eu de bons pilotes. Il ne tarda pas, au reste, à en avoir. A quatre heures et demie, une djerme, montée, à ce qu'on assure, par des Français[2] et des pilotes du pays, se dirigea vers le vaisseau amiral anglais, malgré les coups de canon qui lui furent tirés par l'*Alerte.*

1798 — an VI. Égypte.

Lorsque la manœuvre de l'ennemi ne permit plus de douter que son intention ne fût d'attaquer le soir même, l'amiral fit mettre les perroquets en croix à toute l'escadre, ce qui semblait dénoter l'intention d'appareiller pour recevoir le combat à la voile. Cependant bientôt après il signala que son intention était de combattre à l'ancre, et fit amener tous les pavillons et flammes de l'escadre. Les dispositions qu'il avait ordonnées pour l'embossage et pour lier les vaisseaux de l'un à l'autre par un grelin, ne furent pas exécutées généralement.

A cinq heures, l'escadre anglaise, dont les vaisseaux s'étaient avancés jusque-là pêle-mêle, se forma en ligne de bataille, tribord amures, avec une rapidité et une précision admirables :

[1] « BRANLE-BAS! mot terrible dont on ne peut se faire une idée, quand on n'a pas été en mer : silence, terreur, appareil de carnage, appareil de ses suites, plus funestes que le carnage même : tout est là sous les yeux réuni sur un même point..... »

DENON, *Voyage dans la Haute et Basse-Égypte.*

[2] Syeyes, consul général à Naples, envoya, dit-on, dans le temps, leurs noms au Directoire. (*Voyez* Fantin-Désodoards, *Histoire philosophique de la révolution de France.*)

elle se dirigea dans cet ordre vers la tête de la ligne française. A cinq heures un quart, le *Culloden*, chef de file ennemi, s'échoua sur l'extrémité des hauts-fonds, à l'E. quart N. E. de l'îlot [1]. Les autres prirent un peu plus de tour, et continuèrent leur route. La batterie établie sur l'îlot commença alors à lancer sur les vaisseaux anglais quelques bombes, mais elles furent sans effet. Depuis assez longtemps l'avant-garde française eût dû commencer à tirer sur cette file de vaisseaux qui lui présentaient le devant, et qu'elle eût pu démâter et dégréer, au point de les gêner dans leur mouvement hostile et dont le but n'était pas douteux. Ce ne fut seulement qu'après cinq heures et demie, et lorsque le *Goliath*, devenu vaisseau de tête de l'escadre anglaise, n'était plus qu'à portée de pistolet du *Guerrier*, que tous les pavillons furent arborés de part et d'autre, et que le feu commença. Les vaisseaux ennemis le reçurent sans riposter, parce qu'ils ne pouvaient se déranger de leur route pour présenter le travers et faire porter leurs canons sur l'escadre française. Malgré les dommages qu'ils en reçurent et les hommes qui leur furent mis hors de combat, ils continuèrent de pousser leur pointe.

Bientôt le *Goliath* parvint à doubler sur l'avant le *Guerrier*, auquel il envoya une bordée en passant. Il voulut mouiller en travers de la joue de ce vaisseau et à terre de lui ; mais son ancre n'ayant pas pris fond assez tôt, il se laissa dériver, vint mouiller par le travers du *Conquérant*, et l'attaqua de la manière la plus vive. Le *Zealous*, qui suivait, prit sa place à terre du *Guerrier*, qu'il eut bientôt démâté de son mât de misaine. L'*Orion* vint passer entre le *Zealous* et le *Guerrier*, en lâchant à celui-ci sa bordée de bâbord ; il passa ensuite à terre du *Go-*

[1] Tous les rapports anglais s'accordent à ne faire échouer le *Culloden* qu'après la nuit close, et à attribuer cet accident à l'obscurité; tandis qu'il n'est pas un seul Français présent au combat d'Aboukir qui n'affirme que ce vaisseau était le premier de l'escadre ennemie et toucha, comme nous le disons, à cinq heures un quart. Cette circonstance est de peu d'importance; mais elle pourrait donner la mesure de la croyance à accorder aux bulletins des Anglais, et fournir un échantillon du caractère de ce peuple, qui pousse la vanité jusqu'à ne pas vouloir avouer qu'un vaisseau britannique puisse, comme un autre, s'échouer de jour en entrant dans une baie inconnue.

liath, envoya quelques bordées de tribord à la *Sérieuse*, qui avait fait feu sur lui, et la coula [1], après quoi il prit poste à terre de l'*Aquilon*. Le *Theseus* se dirigeant entre le *Zealous* et le *Guerrier*, fit tomber à celui-ci les deux mâts qui lui restaient, et fut mouiller vis-à-vis du *Spartiate*. L'*Audacious*, matelot d'arrière du *Theseus*, prit une autre route ; et, coupant la ligne entre le *Guerrier* et le *Conquérant*, auxquels il envoya en poupe et en proue ses deux bordées, il vint se fixer par la joue du dernier. Le *Vanguard* venait ensuite ; mais, au lieu de le faire passer, comme les précédents, entre la ligne française et la terre, Nelson, laissant arriver en dehors, lui fit prendre poste à portée de pistolet au large du *Spartiate*, attaqué ainsi des deux bords, mais qui se défendit de la manière la plus brillante. Les vaisseaux qui s'avançaient derrière l'amiral anglais imitèrent sa manœuvre, et vinrent s'établir, le *Minotaur* en avant de lui et par le travers de l'*Aquilon*, le *Defence* vis-à-vis du *Peuple-Souverain*, le *Swiftsure* présentant le côté au bossoir du *Franklin*, le *Bellerophon* sous la volée de l'*Orient*, et le *Majestic* sous celle du *Tonnant*.

1798 — an VI. Égypte.

Ainsi se placèrent onze vaisseaux de l'escadre anglaise. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le plan ci-joint pour se convaincre que, entourés de cette manière, l'avant-garde et le centre de l'escadre républicaine ne pouvaient manquer de succomber malgré les héroïques efforts de leurs défenseurs, si l'arrière-garde tardait à venir prendre part à l'action. Elle demeura paisible spectatrice de leur défaite.

Il était six heures et demie, et le soleil touchait à l'horizon, lorsque les deux escadres se trouvèrent engagées de la sorte. De chaque côté, on se battait avec un égal acharnement. Bientôt la nuit couvrit la baie, et le combat continua dans l'obscurité avec une ardeur extraordinaire, et d'autant plus remar-

[1] Comme il y avait peu de fond, la frégate ne fut pas entièrement submergée, l'arrière resta au-dessus de l'eau ; c'est sur cette partie du navire que le capitaine Martin, ses officiers et le peu de marins qu'il lui restait, après avoir renforcé les équipages de plusieurs vaisseaux, se réfugièrent et demeurèrent pendant le combat. Le brave Martin capitula ensuite avec l'ennemi ; il obtint que ses officiers et matelots fussent mis à terre, et qu'on le retînt seul prisonnier de guerre.

1798 — an VI. Égypte. quable, de la part des Français, que leurs vaisseaux, attaqués des deux bords ou exposés à l'être, avaient chacun de 150 à 200 marins de moins que le complet de leur équipage. Deux vaisseaux que Nelson avait détachés pour reconnaître le port d'Alexandrie, et qui n'avaient pu le rallier avant le soir, arrivèrent après la nuit close, et se placèrent de manière à ajouter encore à l'avantage de la position qu'occupaient les assaillants. L'*Alexander* coupa la ligne en arrière du vaisseau amiral français, et fut mouiller à terre de lui par sa hanche. Le *Leander*, auquel sa faiblesse ne permettait pas de prêter longtemps le côté à un des vaisseaux français, vint mouiller en travers sur l'avant du *Franklin*, dans un intervalle déjà considérable, et devenu plus grand par l'éloignement du *Peuple-Souverain*, que la rupture de ses câbles avait fait quitter son poste et tomber sous le vent de la ligne. De cette manière, tous les boulets du *Leander* qui n'atteignaient pas le *Franklin* allaient à bord de l'*Orient*, du *Tonnant*, ou d'un des vaisseaux plus en arrière.

Désormais, l'issue du combat ne pouvait plus être douteuse. Tout le courage que déployaient les officiers et marins des vaisseaux français cernés par ceux de Nelson ne pouvait les soustraire au sort qui les attendait, et l'inaction de l'arrière-garde les condamnait à être détruits ou à devenir la proie de l'ennemi. Le *Guerrier* et le *Conquérant*, qui avaient vu défiler sur eux, au vent et sous le vent, cinq vaisseaux ennemis, étaient totalement démâtés peu après sept heures. La presque totalité de leurs canons ne tarda pas à être démontée, plus de la moitié de leur équipage fut bientôt mise hors de combat; ils durent succomber les premiers. Parmi les autres, qui opposèrent à leurs nombreux adversaires une résistance opiniâtre, quoique désespérée, on distingua surtout le *Spartiate* et le *Franklin*. Le premier, attaqué par le *Vanguard*, vaisseau de Nelson, du côté du large, et, par un autre, du bord de terre, les maltraita considérablement. Malgré la précaution qu'avait prise le capitaine du vaisseau amiral anglais de le placer et l'effacer de manière à n'être exposé qu'à une partie des canons du *Spartiate*, le feu de celui-ci lui causa les plus grands dommages. En quelques minutes, tous les hommes employés aux six premiers

canons sur l'avant du *Vanguard* (seule partie de ce vaisseau que pouvaient découvrir les canonniers du *Spartiate*) furent tués ou blessés ; on y en plaça d'autres : trois fois de suite ils furent balayés [1]. Le *Franklin,* déjà entouré de plusieurs vaisseaux anglais, se défendait avec vigueur, et son équipage déployait un courage qui sembla s'accroître encore avec le nombre des ennemis qui vinrent ensuite l'assaillir.

1798 - an VI. Égypte

Le *Tonnant* et l'*Orient* furent d'abord plus heureux que les vaisseaux qui les précédaient, et ils obtinrent un avantage marqué sur ceux des ennemis qui, les premiers, se présentèrent pour les attaquer. Le *Majestic,* en venant prendre poste le long du *Tonnant*, avait engagé son bout-dehors de beaupré dans le gréement du grand mât de celui-ci. Dans cette position, tous les coups du *Tonnant,* l'enfilant de l'avant à l'arrière, lui firent le plus grand mal. Au bout de quelques instants, son capitaine fut tué, et presque tous les officiers mis hors de combat; deux cents matelots éprouvèrent le même sort. Ce fut avec une peine infinie que ce vaisseau parvint à se dégager de dessous le feu meurtrier du *Tonnant*, et réussit à s'établir en travers d'un des vaisseaux plus en arrière, qui probablement ne le reçut pas aussi chaudement. Le *Bellerophon*, quoique placé vis-à-vis de la joue de l'*Orient*, ne tarda pas à être écrasé par ce formidable adversaire. Malgré la position avantageuse qu'avait prise le vaisseau anglais, l'*Orient,* étant bien embossé, parvint à s'effacer de manière à faire porter sur lui la plus grande partie de ses canons. Le feu du trois-ponts français produisit de terribles effets à bord du *Bellerophon*. Avant huit heures, ses trois mâts furent abattus, une grande partie de ses canons mis hors de service, et il avait près de 200 hommes tués ou blessés; deux bordées encore de l'*Orient* l'eussent coulé bas [2]. Il coupa son

[1] *Life of Nelson*, tome I[er], page 229.

[2] Les Anglais, celui peut-être de tous les peuples de l'Europe qui altère le plus la vérité dans ses bulletins, affirmèrent que la force de l'*Orient* était à celle du *Bellerophon* dans une proportion plus forte que de huit à trois, et que le poids des boulets d'un des côtés de la batterie basse du trois-ponts français excédait celui de la bordée entière du vaisseau anglais. Cette dernière assertion est d'une fausseté remarquable. Tout le monde peut savoir que la batterie de 36 d'un vaisseau de premier rang français n'a, de chaque

1798 an VI. Égypte. câble, pour se soustraire à une destruction inévitable, et se laissa dériver; mais le peu de vent qui régnait alors lui faisait parcourir lentement la queue de la ligne française. Il reçut la volée du *Tonnant*, qui acheva de faire une boucherie de son équipage, et il *amena* pour ce vaisseau; cependant il dérivait toujours, et essuya encore quantité de coups de canon de l'*Heureux* et du *Mercure*. Son équipage, et principalement les officiers, jetèrent de grands cris, pour faire connaître qu'il était rendu : l'amiral Villeneuve, qui les entendit du *Guillaume Tell*, défendit à ce vaisseau et aux deux derniers de la ligne française de tirer sur le *Bellerophon*. Il eût dû s'empresser de le faire amariner par une des frégates voisines, particulièrement par la *Diane*, qui était la plus proche de lui : on ignore pourquoi il ne le fit point, ou pourquoi seulement il n'obligea pas le capitaine anglais de jeter l'ancre par son travers. Le *Bellerophon*, profitant de cette faute, continua de se laisser dériver vers l'embouchure du Nil. Après la retraite du *Bellerophon*, le *Swiftsure* fit un mouvement qui le rapprocha de l'*Orient*, et lui permit de canonner ce vaisseau par la joue, tout en continuant de combattre le *Franklin* par la hanche

Depuis le commencement du combat, l'amiral Brueys se tenait sur la dunette de son vaisseau, avec tous les officiers de son état-major, son capitaine de pavillon Casa-Bianca, et l'ordonnateur de l'escadre Joubert. Il y avait dans ce même endroit une vingtaine d'hommes faisant la fusillade : c'était tout ce qu'on avait pu rassembler pour le service de la mousqueterie, les soldats destinés à ce service et les marins attachés aux pièces de canon des gaillards ayant été envoyés dans la batterie de

côté, que deux canons de plus que la batterie de 32 d'un vaisseau de 74 anglais; ces deux canons en plus, et la différence du 36 français au 32 anglais (pesant vingt-neuf livres onze onces, poids de marc), ne donnent qu'un excédant de cent soixante-deux livres, tandis que le reste de la bordée du *Bellerophon* était d'environ cinq cent quatre-vingt-dix livres. Quant à la première, en prenant pour base les règlements actuels d'armement des deux marines (et les vaisseaux français ont aujourd'hui beaucoup plus de caronades qu'ils n'en avaient alors), on trouvera que le rapport des forces n'est guère que de six à quatre. Sans doute l'*Orient* était assez fort pour écraser le *Bellerophon*; mais il n'était pas nécessaire, comme les Anglais voulurent l'insinuer, qu'il fût trois fois plus fort que lui.

12, ou il manquait plus de la moitié des hommes nécessaires à son armement. Dans la première heure de l'action, l'amiral avait été blessé, mais légèrement, à la figure et à la main; peu après huit heures, il fut atteint d'un boulet qui le coupa presque en deux. On s'approcha pour l'enlever et le transporter au poste des blessés; mais il s'y opposa, et prononça d'une voix ferme ces paroles remarquables : *Un amiral français doit mourir sur son banc de quart!* Il expira au bout d'un quart d'heure. Le chef d'état-major ne fit point connaître ce fatal événement à l'armée, pas même au contre-amiral Duchayla, à qui le commandement en chef devait passer, et dont le vaisseau était le plus voisin de l'*Orient;* sans doute que la position des ennemis y mettait obstacle et en fut la seule cause. Le capitaine de pavillon Casa-Bianca, grièvement blessé, tomba peu de temps après. Soit que l'équipage de l'*Orient* ignorât la perte qu'il venait de faire, ou que son courage fût au-dessus d'un semblable malheur, il continua de se battre avec acharnement. A bord du *Franklin*, la même ardeur animait les marins, malgré la blessure grave que venait de recevoir à la figure l'amiral Duchayla, qu'on avait été obligé d'enlever de dessus le pont, où il était tombé privé de sentiment.

1798 — an VI.
Égypte.

Lorsque les amiraux commandant l'avant-garde et le centre de l'escadre française (les deux seuls corps engagés alors) tombaient sous les coups de l'ennemi, l'amiral anglais n'était pas plus heureux. Atteint à la tête par un morceau de mitraille, Nelson, qui crut sa blessure mortelle, se fit descendre au poste du chirurgien, et demanda le chapelain pour l'assister dans ses derniers moments. A l'inspection de la plaie, on reconnut qu'elle n'était que superficielle [1]; un large morceau de la peau du front avait été détaché et retombait sur la figure, mais les os n'étaient pas offensés. Nelson cependant demeura dans le faux pont, où il s'occupa à dicter le commencement de ses dépèches et à régler quelques promotions. C'est là qu'il reçut, des mains de son capitaine de pavillon, l'épée du commandant du *Spartiate*, quand ce vaisseau se fut rendu.

[1] *The hurt was merely superficial.*
LIFE OF NELSON, tome Ier, page 235.

1798 — an VI. Égypte.

Vers neuf heures, le feu des vaisseaux de la tête de la ligne française avait considérablement diminué ; et peu après ayant cessé tout à fait, ce silence fit pressentir au reste de l'escadre qu'ils étaient rendus : il ne fut plus permis d'en douter quand on vit les vaisseaux ennemis refluer vers le centre et l'arrière-garde. A neuf heures et un quart, le feu éclata sur la dunette et dans la chambre de conseil de l'*Orient*. On avait été obligé, à bord de ce vaisseau, d'abandonner la troisième batterie pour pouvoir armer complétement les deux autres. De cette manière, les parties hautes du vaisseau demeurèrent presque désertes, et ce fut probablement là la cause des progrès rapides et effrayants que fit l'incendie [1]. Dès ce moment, soit par humanité, soit plutôt par la crainte de devenir eux-mêmes la proie des flammes, les Anglais cessèrent de tirer sur l'*Orient*, s'en éloignèrent, et se réunirent en plus grand nombre sur le *Franklin* et le *Tonnant*. Ces deux vaisseaux soutinrent ces nouvelles attaques avec une fermeté digne d'éloges. Du Petit-Thouars, capitaine du *Tonnant*, criblé de blessures, ayant eu les deux bras et une jambe emportés, faisait, en recevant le coup mortel, jurer à son équipage de ne jamais se rendre, et ordonnait de jeter son corps à la mer, pour qu'il ne tombât pas au pouvoir des Anglais, s'ils parvenaient à prendre le *Tonnant* à l'abordage, après avoir réduit ses défenseurs à l'impossibilité de les repousser. Le capitaine Gillet, du *Franklin*, grièvement blessé à neuf heures et demie, remit le commandement au capitaine de frégate Martinet. Le feu prit plusieurs fois à bord de ce vaisseau ; mais, par les efforts du nouveau commandant et de l'équipage, il fut chaque fois promptement éteint. Tour à tour canonniers et pompiers, les marins du *Franklin* déployèrent une bravoure et un sang-froid admirables.

Cependant les flammes dévoraient la mâture et les parties élevées de la coque de l'*Orient*. A la vive clarté qu'elles répandaient, on distinguait parfaitement la position des deux esca-

[1] Le branle-bas avait été mal fait à bord de l'*Orient*; on s'occupait à peindre ce vaisseau, et, par une négligence inconcevable, les seaux de peinture et les jarres d'huile furent laissés sur la dunette pendant le combat. Ces matières, répandues sur le bois par la rupture des vases qui les contenaient, fournirent au feu les moyens de faire de prompts ravages.

dres et la couleur de leurs pavillons. Bientôt tout espoir d'arrêter l'incendie fut perdu, et néanmoins l'équipage du vaisseau amiral français continuait toujours de tirer sur les vaisseaux ennemis qu'il pouvait découvrir. Les marins n'abandonnaient un poste que quand ils en étaient chassés par les flammes : c'est ainsi qu'ils quittèrent la batterie de 24 pour se porter dans celle de 36 et s'y battre encore. Enfin, quand le feu menaça de les y atteindre, ils se précipitèrent à la mer par les sabords, les uns cherchant à gagner à la nage la terre ou un des vaisseaux les plus proches, les autres s'accrochant aux nombreux débris dont la mer était semée tout autour du vaisseau [1]. Par un rare bonheur, le chef d'état-major Ganteaume trouva le moyen de se jeter dans un canot, à l'aide duquel il gagna le brick *le Salamine*, puis le fort d'Aboukir, et de là Alexandrie. L'adjudant général Motard, blessé à la jambe, put encore atteindre à la nage un vaisseau qui se trouva être anglais [2]. Casa-Bianca ne fut pas aussi heureux. On a rapporté dans le temps que son fils, encore enfant, mais qui voulait périr ou se sauver avec son père, l'ayant placé sur un des débris de la mâture de l'*Orient*, ils furent engloutis tous deux dans les flots quand le vaisseau vint à sauter. Un autre rapport, plus vraisemblable, disait que Casa-Bianca était demeuré au poste des blessés, et périt, lors de l'explosion, dans les bras de son fils, qui n'avait pas voulu l'abandonner. De quelque manière que soient morts le père et le fils, le trait héroïque de tendresse filiale du jeune Casa-Bianca est regardé comme authentique, et a inspiré de beaux vers à deux poëtes célèbres [3].

1798 — an VI. Égypte.

A dix heures trois quarts, l'explosion eut lieu. Ceux qui n'ont pas été témoins d'un pareil spectacle ne peuvent se faire une idée de sa sublime horreur. L'immense gerbe de feu qui s'élança des flancs du vaisseau embrasé, avec un bruit cent fois plus terrible que celui du tonnerre, sembla s'élever jusqu'au ciel, en

[1] Les Anglais sauvèrent dans leurs canots environ soixante-dix hommes de l'équipage du vaisseau *l'Orient*, avant qu'il ne sautât. Le nombre total de ceux qui furent assez heureux pour échapper à cette affreuse catastrophe nous est inconnu.

[2] L'*Alexander*.

[3] Lebrun et Chénier.

1798 — an VI. Égypte.

éclairant tout l'horizon. A cette éblouissante clarté, à cette épouvantable détonation succédèrent une obscurité profonde et un silence plus effrayant peut-être. Ce silence ne fut interrompu d'abord que par la chute des mâts, des vergues, des canons et des débris de toute espèce lancés à une hauteur prodigieuse, et qui retombèrent les uns après les autres dans la mer avec fracas. Les vaisseaux environnants coururent les plus grands dangers. De tous ces objets qui pleuvaient autour d'eux, les uns pouvaient les défoncer et les couler à fond, les autres les incendier. Des morceaux de fer rouges, des tronçons de bois et de cordages enflammés tombèrent à bord du *Franklin*, et mirent, pour la quatrième fois, le feu à ce vaisseau ; cette fois encore on parvint à l'éteindre.

L'espèce de stupeur dans laquelle l'explosion de l'*Orient* avait plongé les deux escadres dura environ un quart d'heure, après lequel le feu, qui avait cessé de toutes parts en ce moment, recommença. Le combat qui, jusqu'alors avait été peu de chose à l'arrière-garde, y devint plus vif. Le *Tonnant*, l'*Heureux* et le *Mercure* avaient, peu de temps avant l'explosion, coupé leurs câbles pour s'écarter de l'*Orient* et se dérober aux dangers dont son voisinage les menaçait; ils furent attaqués avec vigueur : les deux derniers étaient échoués. De tous les vaisseaux placés en avant d'eux dans la ligne, le *Franklin* seul, quoique démâté de son grand mât et de son mât d'artimon, et ayant toutes les pièces de sa deuxième batterie démontées, résistait encore. Jaloux de retarder le plus possible leur défaite, les braves défenseurs de ce vaisseau, entouré alors de cinq vaisseaux anglais, s'acharnèrent à combattre avec le petit nombre de pièces de 36 qui restaient encore en bon état. Duchayla, que la violente commotion qu'il avait reçue avec sa blessure avait privé à la fois de l'ouïe et de la vue, était revenu à lui, et, quoique aveugle encore, animait son équipage. A onze heures et demie, on vint lui rendre compte qu'il ne restait plus que trois canons de 36 pour défendre le vaisséau et l'honneur du pavillon : « Tirez toujours, s'écria-t-il, notre dernier canon peut être funeste à l'ennemi ! » Cependant plus des deux tiers de l'équipage étaient tués ou blessés : le reste, harassé de fatigues par un combat aussi opiniâtre, eut bientôt éprouvé le même sort. Dans cette triste ex-

trémité, le capitaine de frégate, Martinet, rendit le vaisseau au moment où les Anglais montaient à bord avec une sorte de confiance, persuadés que l'équipage était absolument hors d'état de soutenir un abordage.

Le succès qu'avait obtenu l'escadre anglaise sur l'avant-garde française ne l'avait pas été sans de grandes pertes et des avaries majeures de la part des vainqueurs; aussi l'attaque dirigée par eux ensuite sur l'arrière-garde républicaine ne fut pas à beaucoup près aussi terrible. Commencé d'abord avec assez de vivacité, le feu de l'ennemi se ralentit peu à peu, et cessa tout à fait à trois heures et demie, après que le *Tonnant*, démâté de tous mâts et criblé de boulets, eût été obligé de couper son câble une seconde fois et de s'échouer. C'est à la résistance opiniâtre et glorieuse de ce vaisseau que les trois derniers de la ligne française durent de n'être guère maltraités.

Au point du jour, le 2 août, six vaisseaux français et trois frégates faisaient encore briller les couleurs nationales. La *Justice* avait mis à la voile pour être plus à même d'exécuter les ordres de l'amiral Villeneuve. Le capitaine de cette frégate, s'apercevant que le vaisseau *le Bellerophon* arborait son pavillon, et se souvenant qu'il avait amené la veille, voulut s'en approcher. Il paraissait échoué à la côte; mais comme il présentait le travers au large, et qu'on le vit mettre quelques canons au sabord, la *Justice* revira et vint se rapprocher du *Guillaume Tell*. Nelson se hâta d'envoyer l'*Audacious* mouiller auprès du *Bellerophon* pour le protéger.

De trois heures et demie à six les Anglais avaient employé le temps à regréer leurs vaisseaux les moins désemparés; mais presque tous l'étaient considérablement, et l'amiral ne put détacher d'auprès de lui que deux vaisseaux, le *Goliath* et le *Theseus*, pour aller renforcer ceux qui avaient combattu pendant la nuit l'arrière-garde française, et qui avaient besoin de ce renfort pour recommencer le combat. Ces deux vaisseaux s'approchèrent à six heures et demie de l'*Heureux* et du *Mercure*, et se mirent à les canonner. Ceux-ci, échoués malheureusement le bout à terre et ne pouvant présenter le travers à l'ennemi, n'entreprirent point de se défendre avec leurs seuls canons de retraite : ils amenèrent leur pavillon.

1798.—an VI. Égypte.

Les ennemis attaquèrent ensuite l'*Artemise*, qui, dès le commencement de l'action, avait quitté son poste auprès de l'*Orient* pour se rapprocher de l'arrière-garde. Cette frégate, après avoir lâché une bordée au *Theseus*, amena son pavillon; mais le capitaine, au mépris des lois de la guerre, mit ensuite le feu à son bâtiment et s'enfuit à terre avec tout ce qui restait de l'équipage, une partie ayant été envoyée avant le combat à bord de différents vaisseaux. Les Anglais se sont vivement récriés contre la conduite du capitaine de l'*Artémise*, oubliant que le capitaine du *Bellerophon* en avait tenu une à peu près semblable.

Lorsque la *Justice* leva son ancre, le matin, le *Zealous*, le seul des vaisseaux anglais en état de mettre à la voile, appareilla également; il se tint pendant toute la matinée à courir des bords par le travers, mais hors de portée de canon de l'arrière-garde française. Nelson, à cause du délabrement de ses vaisseaux, ne put inquiéter d'aucune autre manière les tristes restes de l'escadre républicaine. Villeneuve mit à profit le temps de repos que lui laissait l'amiral anglais, occupé à remettre ses vaisseaux en état de combattre promptement les siens; il répara ses avaries, qui étaient peu considérables, et à onze heures et demie il fit le signal d'appareiller. Peu de temps après le *Guillaume Tell*, le *Généreux*, la *Diane* et la *Justice* mirent sous voiles et se formèrent en ligne de bataille courant au large[1]. Au même instant, le capitaine du *Timoléon*, qui depuis affirma que son vaisseau était hors d'état de mettre en mer, fit voile de sa misaine et courut vent arrière à la côte. Ce qui donna quelques poids à l'assertion de ce capitaine, c'est qu'à l'instant où son vaisseau toucha, le mât de misaine tomba. En poussant leur bord, les bâtiments français approchèrent le *Zealous*, qui, de crainte d'être coupé, avait viré et courait à terre. Chacun des vaisseaux et frégates lui lâcha sa bordée en passant à contre-bord; il riposta, et la division française continua sa route. Villeneuve gagna bientôt le large sans être poursuivi, les vainqueurs n'ayant pas deux vaisseaux capables de manœuvrer; il parvint en quelques jours à atteindre Malte. C'est en faisant

[1] Le brick *la Salamine* appareilla de dessous le fort d'Aboukir, et rejoignit cette division en pleine mer

route pour ce port qu'il expédia le *Salamine* à Alexandrie, avec un rapport adressé à Bonaparte, pièce qui n'a jamais été rendue publique, et dont le style décèle un homme qui, tout en voulant faire valoir le service qu'il avait rendu à la république en lui conservant deux vaisseaux et deux frégates, avait néanmoins la conscience de n'avoir pas fait tout ce qu'il aurait pu faire dans la circonstance. 1798 — an VI Égypte.

Les Anglais employèrent la journée du 2 à s'assurer des vaisseaux français qui s'étaient rendus, et à adresser des actions de grâces à Dieu pour la victoire signalée qu'ils venaient de remporter. Le *Timoléon* et le *Tonnant* étant démâtés et échoués, et par conséquent hors d'état de s'échapper, ils ne s'en occupèrent pas. Le lendemain 3, le pavillon de la république flottait encore sur ces deux bâtiments : le dernier l'avait arboré sur le tronçon de son grand mât. L'amiral anglais songea alors à faire prendre possession de ces vaisseaux. Il envoya d'abord en parlementaire un officier sommer les restes de l'équipage du *Tonnant* d'amener le pavillon et de se rendre prisonniers de guerre. L'officier qui avait alors le commandement du vaisseau, demanda pour condition de la remise de cette carcasse, jusque-là si vaillamment défendue, qu'un bâtiment le reportât en France avec les marins sous ses ordres. Nelson s'y refusa, et on se disposa à bord du *Tonnant* à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. L'amiral anglais envoya alors deux de ses vaisseaux pour le réduire. Toutefois, avant de commencer l'action, l'officier qui les commandait fit sommer une seconde fois les officiers de l'équipage du *Tonnant* de se rendre sans conditions. Après s'être convaincus de l'inutilité d'une défense plus longtemps prolongée, ils amenèrent enfin le pavillon. Le capitaine du *Timoléon*, qui n'avait pas été inquiété, s'était occupé, pendant la nuit du 2 au 3, de débarquer ses blessés et ensuite le reste de son équipage ; à midi il quitta son vaisseau après y avoir mis le feu. Ces deux événements formèrent le dernier épisode du combat et complétèrent le succès de Nelson.

La victoire qu'obtint cet amiral à Aboukir fut peut-être la plus décisive qui ait jamais été remportée sur mer depuis l'invention de la poudre, deux vaisseaux seuls sur treize ayant pu se dérober aux flammes ou à l'ennemi. Les Français perdirent

1798 an VI. Égypte.

dans cette bataille plusieurs milliers de marins et quantité de bons officiers. Sur cinq amiraux, le commandant en chef fut tué, le commandant en second eut le nez emporté, le chef d'état-major fut exposé à périr dans les flammes; les deux autres ne durent sans doute le salut de leur personne, comme celui des bâtiments qu'ils montaient, qu'à l'impossibilité où se trouva l'amiral ennemi de les attaquer et de leur faire éprouver à leur tour le sort qu'ils avaient laissé tranquillement éprouver à leurs camarades. Parmi les capitaines des vaisseaux de l'escadre, en exceptant avec raison ceux du *Guillaume Tell*, du *Généreux* et du *Timoléon*, un seul eut le bonheur d'échapper aux coups de l'ennemi : ce fut le capitaine du *Guerrier*, Trullet aîné ; tous les autres furent atteints : Du Petit-Thouars et Thevenard furent tués; Casa-Bianca, blessé mortellement, périt lorsque son vaisseau sauta; d'Albarade, Émériau [1], Raccord, Gillet, Etienne et Cambon furent plus ou moins grièvement blessés. Les Anglais ne portèrent leurs pertes qu'à 895 hommes tués ou blessés. Cependant le capitaine Barré, qui fut en parlementaire à bord de leur escadre, où il resta plusieurs jours, parvint, malgré tous les soins qu'ils mirent à dissimuler ces pertes, à en fournir un état qui les faisait monter à 1,600 hommes: ce qui n'est pas invraisemblable.

En récapitulant les pertes matérielles du combat, on trouve : un vaisseau sauté en l'air, un autre et une frégate brûlés par les Français, une frégate coulée par l'ennemi et neuf vaisseaux pris. Ces derniers étaient pour la plupart en si mauvais état, que Nelson fut obligé d'en brûler trois, le *Guerrier*, le *Mercure* et l'*Heureux*. Des six autres qu'on conduisit avec peine à Gibraltar, il en eût brûlé deux encore, s'il avait été certain que le gouvernement voulût en payer la valeur aux équipages de son

[1] Depuis comte, vice-amiral, etc. Cet officier général s'est distingué dans tous les combats où il s'est trouvé, et particulièrement dans celui que nous racontons. Après le *Bellerophon* et le *Majestic*, qui eurent à combattre l'*Orient* et le *Tonnant* (les deux plus forts vaisseaux de l'escadre française), le *Vanguard* fut celui des vaisseaux ennemis qui eut le plus d'hommes tués et blessés. Ce résultat atteste la vaillante résistance du capitaine Émériau et de l'équipage du *Spartiate*, qui combattaient en même temps le *Theseus*. Le *Vanguard* eut trois officiers tués et six blessés, sans compter Nelson.

escadre [1]. Il assurait que l'État y eût gagné, parce qu'ils coûtèrent, pour frais de réparations, et à cause des vaisseaux qu'il fallut employer à les escorter, beaucoup plus qu'ils ne valaient. On peut juger du dommage reçu par les vaisseaux anglais et du triste état de ceux qu'ils avaient pris aux Français, par le temps qu'il fallut pour faire aux uns et aux autres les réparations nécessaires afin qu'ils pussent tenir la mer et gagner Gibraltar. Nelson ne quitta la baie d'Aboukir que dix-sept jours après le combat. 1798- an VI Égypte

Nous n'avons pas le dessein de nous étendre sur les fautes qui amenèrent le désastre d'Aboukir ; mais il nous est impossible de n'en pas dire quelque chose. Les revers de la marine française, qui ont trop souvent terni l'éclat que la gloire nationale recevait des triomphes de l'armée de terre, ont besoin d'être expliqués ; il est nécessaire d'en rechercher les causes : lorsqu'elles seront bien connues, on demeurera convaincu que les marins français étaient les mêmes hommes que les soldats républicains, qui alors étaient à la fois la terreur et l'admiration de l'Europe ; mais qu'une mauvaise direction donnée à leur courage a causé leurs défaites, et que d'ailleurs il n'est pas aussi facile de fixer la fortune sur mer que sur terre, où l'intrépidité jointe aux talents peut surmonter tous les obstacles.

Deux fautes principales ont contribué à perdre l'escadre française. La première est d'avoir attendu l'ennemi à l'ancre sans être suffisamment protégé par des batteries ; la seconde, de n'avoir pas fait appareiller l'arrière-garde pour venir au secours des vaisseaux enveloppés par ceux de l'ennemi. La manière la moins désavantageuse de combattre est à la voile, excepté le cas où des obstacles multipliés rendent extrêmement périlleuse à l'ennemi l'approche d'une ligne d'embossage ; mais, dans ce cas même, on n'a que l'avantage de n'être pas battu, et l'on ne peut obtenir un succès décisif sur l'ennemi, qui renonce à son attaque avant d'avoir compromis toutes ses forces. En vain objecterait-on la faiblesse des équipages de l'escadre d'Égypte. Eût-on été réduit à bord de chaque vaisseau à

[1] Il demanda à l'amirauté, pour ceux qu'il venait de brûler, soixante mille livres sterling (près d'un million et demi).

1798 — an VI. Égypte. n'armer qu'une seule batterie, celle de 36, les chances du combat au large eussent encore été plus avantageuses que dans la position où on le reçut. Un combat à la voile n'eût jamais pu avoir des résultats aussi funestes; car l'on n'avait pas encore vu alors tous les vaisseaux d'une escadre française pris par une escadre ennemie, supérieure seulement de quelques frégates. Il n'est guère de marin qui ne convienne aujourd'hui que l'escadre de Brueys eût dû mettre sous voile pour aller au-devant de celle de Nelson, dès qu'elle fut signalée, et qui ne pense également que, lorsque par une circonstance qu'on n'avait pas prévue on vit la tète de la ligne enveloppée par l'ennemi, on n'eût pas dû hésiter à faire appareiller la queue pour venir la dégager.

Brueys paya de sa vie sa trop grande confiance dans une mauvaise position; Duchayla combattit comme si le plan de l'amiral eût été le sien propre, et il fut mutilé en donnant ce bel exemple d'obéissance militaire et de patriotisme; Ganteaume n'avait aucun commandement direct, et n'était chargé que de transmettre les ordres de l'amiral; Decrès et Villeneuve se bornèrent à demeurer au poste qui leur avait été assigné, lorsqu'un mouvement des vaisseaux et frégates sous leurs ordres pouvait, à ce qu'il semble, sauver l'escadre et rendre l'ennemi victime de son audace. Il faut dire que le dernier surtout ne mit pas alors en pratique les excellents principes de l'instruction qu'il adressa plus tard aux capitaines de la belle armée navale qu'il vit défaire à Trafalgar par ce même Nelson : *Tout commandant*, y disait-il, *qui ne serait pas dans le feu, ne serait pas à son poste*. Si pour l'excuser on alléguait que Brueys ne lui fit pas le signal d'appareiller pour venir secourir l'avant-garde, cette excuse s'évanouirait devant les passages suivants de cette même instruction que nous venons de citer : *C'est bien plus de son courage qu'un commandant doit prendre conseil que des signaux de l'amiral, qui, engagé lui-même dans le combat, n'a peut-être plus la faculté d'en faire . . . . . Tous ses efforts doivent tendre à se porter au secours des vaisseaux assaillis*.

Telle fut la conduite des divers officiers généraux de l'escadre française au combat d'Aboukir. Pour se figurer sous

quelles couleurs on avait peint cette conduite au général en chef de l'armée d'Égypte, il faut lire ce fragment de son ordre du jour, en date du 7 fructidor an VI : « Le *Franklin* a amené son pavillon sans être démâté et sans avoir reçu aucune avarie. Le contre-amiral Ganteaume, qui montait l'*Orient*, s'est très-bien conduit : ce brave homme est à Alexandrie. L'amiral Villeneuve, qui a rallié l'escadre et l'a conduite à Malte, a rendu par là un grand service à la république. » Cependant l'injustice commise envers l'amiral Duchayla ne tarda pas à être reconnue; Ganteaume s'empressa de prendre sa défense : il plaida sa cause avec chaleur auprès de Bonaparte, à qui il fit voir l'erreur dont était devenu victime un marin aussi brave que fidèle à sa patrie. Mais, pour effacer la tache imprimée à son honneur, on n'imagina rien de mieux au Caire que d'annoncer, dans un nouvel ordre du jour, que l'amiral Duchayla avait été blessé dans le combat; ce qui, sans détruire ce qu'on avait avancé de la faible défense du *Franklin*, insinuait seulement qu'on ne pouvait l'attribuer à cet officier général. A Paris, où le ministre Bruix avait, dans un rapport adressé au Directoire, démontré la fausseté des imputations faites à Duchayla, on se borna à faire publier dans les journaux le paragraphe suivant d'une correspondance d'Égypte : « Le contre-amiral Perrée annonce qu'un rapport infidèle avait provoqué l'ordre du jour du général en chef, dans lequel le contre-amiral Duchayla était inculpé, et que la marine a appris avec satisfaction que le Directoire avait rendu justice à cet officier [1]. »

1798 — an VI. Égypte.

Après avoir parlé des fautes imputées aux amiraux français, nous allons examiner s'il fut bien juste d'attribuer à Nelson toute la gloire du succès qui couronna son entreprise. Nous pensons qu'elle ne lui était pas due; et cette opinion ne nous a pas été inspirée par le désir de rabaisser le héros naval de la Grande-Bretagne, à cause qu'il fut notre ennemi et un ennemi

[1] Sous le long ministère de M. Decrès, l'amiral Duchayla, malgré ses demandes réitérées, ne put jamais obtenir de l'activité. On lui accorda la retraite du grade de vice-amiral, dont, sans en avoir le brevet, il avait rempli les fonctions et arboré le pavillon, depuis le commencement de la campagne qui se termina si malheureusement pour lui à Aboukir.

1798 - an VI. Égypte.

presque toujours victorieux [1] : c'est dans l'histoire de sa vie que nous avons trouvé la confirmation de nos premières idées à cet égard, et c'est son panégyriste lui-même qui lui enlève le mérite d'avoir conçu et ordonné la belle et audacieuse manœuvre qui lui valut la victoire. Ce fait est assez curieux pour mériter d'avoir ici sa place.

Il est évident que ce qui fit gagner la bataille fut d'avoir mis l'avant-garde française entre deux feux, en défilant entre la terre et la tête de la ligne d'embossage. Nous avions de fortes raisons de croire que Nelson n'avait pas formé ce dessein. En effet, si telle eût été son intention, il en eût fait le signal; dans cette supposition, en outre, il nous paraît qu'il eût dû, comme il le fit ensuite à Trafalgar, s'avancer à la tête de ses vaisseaux, auxquels il pouvait faire ce signal, qui existe probablement dans toutes les tactiques navales : *Le général va prendre la tête de la ligne*. Le *Vanguard*, au contraire, est le premier des vaisseaux ennemis qui ait renoncé à passer à terre de la ligne des vaisseaux français, et qui soit venu prendre poste au large d'eux. Nous n'avons donc pas été surpris de lire, dans la dernière vie de Nelson, imprimée à Londres en 1814, que l'amiral avait une confiance telle en ses capitaines, que la seule chose convenue avec eux, dans le cas où l'on eût trouvé l'escadre française à l'ancre, fut qu'ils se formassent de la manière qu'ils jugeraient la plus convenable pour que leurs vaisseaux pussent se soutenir les uns les autres, et de mouiller par l'arrière. Un autre passage est plus clair encore. « Du moment, dit l'auteur anglais, que Nelson eut reconnu la position des Français, le plan qu'il résolut de suivre fut de se tenir entièrement au large de la ligne française, et de placer ses vaisseaux, autant que possible, un vis-à-vis la joue extérieure, un autre vis-à-vis la hanche extérieure de chacun des vaisseaux ennemis. » Enfin, quand on lit ces mots : « Le capitaine Foley montra la route avec le *Goliath* [2]. Il s'était depuis longtemps pénétré

[1] Il ne le fut pas devant Boulogne, lorsqu'il vint y attaquer la flottille de l'amiral Latouche.

[2] On trouve dans l'*Annual Register*, 1798, page 143, en note, ce qui suit : « Il paraît que c'est le capitaine Foley qui a pris sur lui de tourner l'avant-garde de l'escadre ennemie, et de passer à terre de sa ligne, aucun

de l'idée que si les vaisseaux français étaient mouillés le long d'une côte, la meilleure manière de les attaquer serait de passer entre eux et la terre, parce que leurs batteries ne seraient probablement pas aussi bien préparées pour le combat de ce côté que de l'autre, » on ne peut s'empêcher de demeurer persuadé que le plan d'attaque suivi par les Anglais à Aboukir n'avait pas été conçu par Nelson, qui alors, comme en convient son historien [1], était loin d'avoir la haute réputation dont il jouit depuis cette époque. Ainsi, ce fut aux talents des autres qu'il dut le commencement de cette réputation : c'est sans doute le désir de la soutenir qui fit éclore en lui les grands talents qu'il déploya dans tout le reste de sa carrière militaire.

La victoire d'Aboukir plaça tout d'un coup l'heureux amiral au faîte de la gloire. Les titres, les honneurs, les décorations et les présents lui furent décernés de toutes parts. De tous les dons qu'il reçut, le premier et en même temps le plus riche, fut celui du Grand Seigneur : il consista en une pelisse des plus belles fourrures, estimée cinq mille piastres, et une aigrette de diamants évaluée dix-huit mille piastres. Cette aigrette, nommée *chelengk*, est la décoration la plus respectable chez les Turcs, et, ce qui ajoutait à son prix, c'est qu'elle avait été prise sur un des turbans de Sa Hautesse. Plusieurs autres souverains imitèrent cet exemple. Le roi d'Angleterre créa Nelson baron du Nil, et lui assigna une pension de deux milles livres sterling (environ quarante-huit mille francs), réversible à ses héritiers en ligne directe jusqu'à la troisième génération. Parmi les honneurs dont il fut comblé, le titre accordé par son souverain fut celui qui flatta le moins l'orgueilleux amiral. Il le crut une récompense peu proportionnée à la grandeur de son succès, et dit hautement qu'il était injuste de le traiter ainsi, quand récemment lord Saint-Vincent avait été fait comte pour une action qui n'était pas à comparer avec la bataille du Nil [2].

signal n'ayant été fait pour ordonner cette manœuvre. Une pareille résolution, formée si à propos, annonce un marin ayant les plus saines idées sur tout ce qui tient à sa profession. »

[1] *Nelson had not yet attained that fame which compels envy to be silent.* LIFE OF NELSON, tome Ier, page 218.

[2] C'est ainsi que les Anglais désignent le combat naval d'Aboukir.

1798 — an VI. Égypte. Nous avons rapporté dans le précédent paragraphe avec quel calme apparent Bonaparte apprit la perte presque totale de l'escadre de Brueys et la manière dont cette nouvelle fut reçue par l'armée; elle produisit en France une grande sensation, et le Directoire ne tarda pas à prévoir quelle influence le combat d'Aboukir aurait sur les affaires de l'Europe. Il fut en effet, malgré la grandeur des pertes qu'elle y éprouva, moins funeste à la république par ses résultats militaires que par ses résultats politiques. Ce succès de l'Angleterre, l'âme de toutes les coalitions formées contre la France, cimenta celle qui se préparait, hâta le moment où elle devait agir, et encouragea plusieurs puissances dans le dessein qu'elles nourrissaient secrètement d'y prendre part. L'alliance monstrueuse, et regardée jusque-là comme impossible, entre la Turquie et la Russie, eut lieu peu de temps après, et permit à cette dernière d'envoyer ses troupes à travers l'Allemagne combattre les armées de la république en Suisse et en Italie, et menacer ses frontières. Le combat naval d'Aboukir, qu'on a comparé à tort avec celui du 15 prairial, peut ainsi être regardé comme le plus malheureux de tous ceux qu'ont eus à soutenir les marins français pendant la guerre de la révolution.


Naplouse
SYRIE
M
Jaffa ou Joppe
Ramlé
Jericho
Ibne
Ruines d'Ascalon
PALESTINE
Razzé ou Gaza
Hebron
Kan Younes
Refha
Cheik Zoe
Puits
Puits d'Henote
Gayane
Vadala
Jourdain
Lac Asphaltite ou Mer Morte
Zoar
Zodocatha
E PÉTRÉE
Aïlah ou Ælana
T ruinée
Calaat-el-Acaba
BAS
Mt Sinaï
Golfe d'Acaba
Mohammed


MER MÉDITERRANÉE
SYRIE
ARABIE PÉTRÉE
CARTE
de la
BASSE EGYPTE
ALEXANDRIE
LE KAIRE
Damanhour
Mansourah
Belbeis
Ghizeh
Pyramides de Sakarah
Medineh el Fayoum
Benisouef
Atfiehheh
Ancien Lac Serbonis
Dunes de Sables Mouvans
El Arich
Gaza
Hebron
Naplouse
Calaat-el-Acaba
Ailah ou Elana
Mt Horeb
el Tor
Petite Oasis
20
40
60
80 kilometres

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1798.

Opérations militaires dans la basse Égypte, etc. Message du Directoire exécutif au Corps législatif de France sur l'expédition d'Égypte, etc. Fêtes du Nil, de la naissance de Mahomet et du premier vendémiaire an VII, célébrées au Caire, etc., etc. — Suites des opérations militaires ; Desaix s'avance dans la haute Égypte. Affaires dans le Delta. Combat de Mit-Kamar. Combat sur le lac Menzaleh. Bataille de Sediman. — Révolte du Caire; mort du général Dupuy, du colonel Sulkowski, etc.

1798 — an VII. 22 septemb. (1er vend.) Égypte.

Opérations militaires dans la basse Égypte, etc. Message du Directoire exécutif au Corps législatif de France, sur l'expédition d'Égypte, etc. Fêtes du Nil, de la naissance de Mahomet et du premier vendémiaire an VII, *celébrées au Caire, etc., etc.* — Nous croyons devoir consigner ici quelques événements militaires qui eurent lieu dans la basse Égypte, pendant la marche de l'armée française sur le Caire et l'expédition contre Ibrahim-Bey : nous ne les avons point rapportés à leur date, pour ne pas interrompre notre récit principal, et parce que les différentes relations n'en parvinrent au général en chef qu'alors que celui-ci fut arrivé au Caire.

Bonaparte, avant de quitter Alexandrie, avait ordonné au général Kléber d'envoyer une colonne mobile sur les derrières de l'armée jusqu'à Damanhour, pour dissiper les rassemblements d'Arabes, protéger l'arrivage des subsistances et éclairer cette partie des environs d'Alexandrie.

Cette colonne, commandée par le général de division Félix Dumuy, et composée de deux compagnies de grenadiers, 200 fusiliers, 24 dragons montés, et d'un détachement de canonniers avec deux pièces de 5, s'était mise en marche le 17 juillet (29 messidor), à dix heures du soir.

Après avoir été attaquée à quelque distance d'Alexandrie par

une troupe de bédouins qu'elle réussit à dissiper, la colonne du général Dumuy arriva à Damanhour, le lendemain 18. Les habitants de cette ville accueillirent d'abord les Français avec des démonstrations d'amitié ; toutefois, le général fit prendre à sa troupe une position militaire pour la mettre à l'abri de toute insulte. Cette précaution ne fut point inutile ; car, bientôt après, un rassemblement considérable d'hommes à pied et à cheval vint entourer et insulter le camp français ; ce qui força le général Dumuy de faire usage de ses deux pièces d'artillerie. Ces actes d'hostilité et les difficultés de se procurer des vivres et même de l'eau dans Damanhour déterminèrent le départ de la colonne pour le village d'Alberki, où l'on espérait rencontrer plus de ressources ; mais, continuant d'être inquiété et harcelé par les Arabes, le général crut devoir rentrer dans Alexandrie sans avoir rempli l'objet de sa mission et après avoir perdu quelques hommes tués ou égarés.

Cette espèce d'échec donna une telle insolence aux Arabes bédouins, que, quelques jours après le retour du général Dumuy et de sa colonne à Alexandrie, ils osèrent se montrer en assez grand nombre autour de cette ville ; ils tuèrent même un soldat de la légion maltaise à la colonne de Pompée, et en blessèrent quelques autres. Le général Kléber ordonna l'établissement de quelques postes sur différentes hauteurs, afin de protéger les patrouilles qu'il fit faire dans le désert par un détachement de 50 dragons du 3e régiment, sous les ordres du chef d'escadron Rabasse. Cette mesure ne produisit d'abord d'autre effet que de tenir les Arabes un peu plus éloignés et de les rendre moins entreprenants. Mais le jeune et vaillant Rabasse ayant remarqué, dans une de ses excursions, que les bédouins se reposaient et rafraîchissaient leurs chevaux sous un petit bois de palmiers, à quelque distance de la porte de Rosette, qu'alors ils se bornaient à se garder par quelques hommes à pied ; Rabasse, disons-nous, conçut le dessein de les surprendre. Il partit le soir du 26 juillet (7 thermidor), divisa sa troupe en deux pelotons; et, pendant que le premier, tournant un monticule de sable vers la gauche, s'éparpillait en tirailleurs pour amuser les Arabes et fixer leur attention, le commandant les attaqua par la droite, à la tête du second peloton. Les Arabes abandonné-

nèrent les tirailleurs, se réunirent eux-mêmes en pelotons, et marchèrent sur celui que dirigeait Rabasse. Ils s'arrêtèrent a quinze pas pour faire une decharge générale des fusils et tromblons dont ils étaient armés. Les dragons essuyèrent ce feu sans quitter leurs rangs ; mais, chargeant alors avec impétuosité les Arabes, ils en taillèrent en pièce quarante-trois, qui restèrent sur le terrain : le reste prit la fuite vers le bois de palmiers. Ceux des bédouins qui s'y trouvaient encore étaient plus occupés à détacher leurs chevaux, pour s'enfuir, qu'à venir au secours de leurs camarades. Les dragons, après les avoir poursuivis quelque temps dans le désert, revinrent sur leurs pas et prirent aux morts et aux mourants les armes et les effets dont ils étaient chargés, et parmi lesquels il s'en trouva qui avaient été enlevés aux Français tués à Damanhour. Le lendemain, avant le jour, les Arabes vinrent enterrer leurs morts : parmi ces derniers se trouva le scheick de la tribu, auquel ils élevèrent un petit monument de pierres brutes; mais le vigilant Rabasse vint encore les troubler dans ces soins religieux. Il les chargea et les repoussa dans le désert : ils ne reparurent pas depuis.

Cette expédition contre les bédouins valut au chef d'escadron Rabasse les éloges du général Kléber et la recommandation la plus honorable auprès du général en chef. Le maréchal des logis Moyen se distingua d'une manière particulière; les dragons eurent trois hommes tués et huit chevaux blessés.

L'adjudant général Bribes, envoyé à Damanhour avec une nouvelle colonne, sut s'y maintenir, protéger l'enlèvement des subsistances, et réprimer les efforts des Arabes et des fellahs malveillants.

Le général Vial, dirigé, comme on l'a vu, sur Damiette, n'avait rencontré que fort peu d'obstacles dans sa marche. Il établit des divans ou conseils municipaux dans cette dernière ville et dans celle de Mansourah, ainsi que des compagnies de janissaires pour la police. Le 10 août (23 thermidor), 3 ou 4,000 Arabes, rassemblés dans la province de Mansourah, à l'instigation des agents d'Ibrahim-Bey, se portèrent sur Mansourah, qui n'était gardé que par une compagnie d'infanterie et 60 dragons, chargés de lever une réquisition de chevaux. Après avoir fait une résistance assez opiniâtre, et perdu quel-

1798—an VII. Égypte.

ques hommes, le faible détachement français, qui s'était d'abord retranché dans une maison, s'ouvrit un passage à la baïonnette, traversa le Nil sur un bateau, et fit sa retraite par la rive droite en remontant vers le Caire. Le général Vial, instruit de cet événement à Damiette, et n'ayant avec lui que 400 et quelques hommes, prit le parti de se fortifier et d'informer le général en chef de sa position critique. C'est cette nouvelle qui détermina le départ du général Dugua pour Mansourah, après l'affaire de Salahieh, ainsi que nous l'avons rapporté en son lieu.

Le général Fugières, envoyé par le général en chef pour gouverner une des provinces du Delta, était arrivé, le 12 août (25 thermidor), près du village de Remerieh, à quelques lieues au-dessus de la ville de Menouf, où commandait le général Zayonscheck. Les Français ne tardèrent pas à apercevoir les habitants du village, armés de fusils, bordant le ravètement des terrasses dont ils étaient entourés. Le général, étonné de cette contenance hostile, fit demander à parler au scheick et aux principaux habitants; ceux-ci répondirent qu'ils n'avaient rien de commun avec les Français. Sommés d'ouvrir leurs portes et de rendre leurs armes, ils répliquèrent qu'étant maîtres chez eux, ils ne voulaient pas se soumettre ni recevoir aucun étranger. Le général Fugières, n'ayant avec lui qu'un faible détachement, se contenta de faire garder par quelques pelotons les issues du village, en attendant l'arrivée du général Zayonscheck, qu'il s'était empressé de faire prévenir. Celui-ci parut bientôt avec une compagnie de grenadiers, quatre sapeurs et 126 dragons.

Le chef de brigade Lefebvre, à la tête des grenadiers, fit enfoncer une porte du village par les sapeurs, et y pénétra. Mais les habitants, hommes, femmes et adolescents, armés de fusils et de piques, se battirent avec l'acharnement du désespoir, quoique assaillis de tous les côtés; et il ne fallut rien moins que la résolution des troupes françaises pour terminer cette affaire à leur avantage. Enfin, la mort de 3 à 400 habitants ayant effrayé les autres, ils prirent la fuite, et se sauvèrent dans les villages voisins, et notamment dans celui de Tetao, qu'il fallut encore emporter de vive force.

Le chef de brigade Lefebvre et un sous-lieutenant de la 18e de ligne, nommé Chesnet, se distinguèrent particulière-

ment dans cette action, qui ne coûta aux Français que quelques hommes tués ou blessés. Le général Fugières se rendit ensuite à Mehalleh-Kebir. 1798—an VII. Égypte.

Cependant le général Dugua était arrivé à Mansourah, qu'il avait trouvé presque abandonné par les habitants : le rassemblement dont nous avons parlé plus haut s'était dispersé après le départ de la garnison française. Ce général s'occupa de pacifier et d'organiser la province confiée à son commandement.

Tandis que l'armée française s'avançait ainsi dans la conquête de l'Égypte, le Directoire exécutif publiait à Paris une espèce de manifeste pour justifier aux yeux de l'Europe l'agression du général Bonaparte, en faisant connaître les motifs qui avaient dirigé le gouvernement dans une entreprise sur laquelle on n'avait eu jusqu'alors que des données vagues, puisque aucune communication officielle n'avait été faite. Cette pièce est un document historique trop important pour que nous négligions de l'insérer dans cet ouvrage.

Le 30 fructidor an VI (16 septembre 1798), les deux conseils, des Cinq-Cents et des Anciens, reçurent le message suivant :

« Citoyens représentants,

« Le Directoire s'empresse d'apprendre au Corps législatif que les troupes françaises sont entrées en Égypte. La nation française, la Porte Ottomane elle-même et les peuples opprimés de ce pays superbe et malheureux ont enfin des vengeurs.

« Cet événement mémorable était dès longtemps entrevu par un petit nombre d'hommes à qui les idées glorieusement utiles sont familières; mais l'on s'était trop accoutumé à le ranger parmi les projets chimériques. Il était réservé à la France république de réaliser ce nouveau prodige. Les causes qui l'ont preparé et qui en consacrent le succès doivent être retracées en ce moment.

« Depuis près de quarante ans, les beys avec leurs mameloucks, ces esclaves dominateurs de l'Égypte, accablaient des plus odieuses vexations les Français établis dans ces contrées sur la foi de nos traités avec la Porte. C'est de l'époque de la domination d'Ali-Bey, vers 1760, que date surtout l'exercice de ces outrages. Cet audacieux usurpateur, après avoir secoué

1798—an VII. Égypte. le joug du Grand Seigneur en chassant ignominieusement son pacha, en refusant son tribut, et en s'arrogeant le droit de battre monnaie à son propre coin, prodigua les insultes à nos consuls, les menaces des châtiments les plus vils à nos drogmans, et les avanies sans nombre à nos négociants.

« Ses successeurs, Kralil-Bey et Mohammed-Bey-Aboudahab, méritèrent quelques-uns de ces reproches; mais Mourad-Bey et Ibrahim-Bey, qui régnèrent après eux, ont surpassé, le premier surtout, tous leurs prédécesseurs en brigandage. Indignée de la conduite de ces oppresseurs, la Porte Ottomane parut, en 1786, vouloir en tirer vengeance : à l'aide des forces que commandait Hassan-Pacha, elle les contraignit à prendre la fuite, et leur donna un successeur; mais elle ne sut point reprendre alors son autorité, et les deux beys, en 1791, à la mort d'Ismaël-Bey, qui les avait remplacés, recouvrèrent sans obstacle et par conséquent affermirent leur domination ancienne.

« Dès cet instant, mais surtout depuis l'époque où la France se constitua en république, les Français éprouvèrent en Égypte des vexations mille fois plus révoltantes : il fut aisé de reconnaître là l'influence et les fureurs du cabinet britannique. Les avanies de tous les genres se multiplièrent, souvent même sous le prétexte du besoin, et toutes réclamations furent étouffées.

« L'an II de la république, le consul voulut porter de justes représentations à Mourad-Bey, au sujet d'exactions extraordinaires ordonnées par cet usurpateur contre les négociants français; le bey, loin de se montrer disposé à acquiescer à sa demande, fit à l'instant transporter chez le consul lui-même la force armée, avec ordre d'y rester jusqu'à ce que tout le fruit de cette odieuse concussion lui eût été livré.

« Vers la fin de cette même année, les vexations s'accrurent à un tel point, que les Français établis au Caire, pressés de mettre leurs personnes et les restes de leur fortune hors de ces imminents dangers, se décidèrent à transporter leurs établissements à Alexandrie. Mais Mourad-Bey s'indigna de cette résolution; il ordonna qu'on les poursuivît dans leur fuite, les fit ramener comme de vils criminels, et redoubla de fureur contre eux tous, lorsqu'il crut savoir qu'un des fugitifs avait pour

frère un membre de la Convention nationale, contre laquelle il vomissait d'effroyables injures.

« Alors sa tyrannie ne connut plus de bornes : la nation française se trouva prisonnière en Égypte. Le bey, tourmenté à chaque instant de la crainte que quelqu'un n'essayât de tromper sa surveillance, osa dire à notre consul que, si un seul des Français le tentait, tous, et le consul lui-même, payeraient cette fuite de leur tête.

« Tant d'audace et de fureur se conçoivent à peine de la part même d'un tyran, alors surtout qu'il existait entre celui-ci et les négociants français de si nombreux rapports d'intérêt. Bientôt il sentit que cette excessive tyrannie ne lui serait pas longtemps profitable ; il rendit donc, sur la demande du grand vizir, non les sommes extorquées, mais la liberté aux Français ; et alors même, pour prix de ce qu'il réputait une grâce, il leur imposa de nouveaux sacrifices pécuniaires.

« Les Français purent donc, dans l'an III, s'établir à Alexandrie ; mais là, ainsi qu'à Rosette et autres places situées sur les bords de la Méditerranée, ils furent constamment livrés à la rapacité de tous les agents subalternes. Ces agents du bey, plus vils et plus brigands que lui, s'emparaient avec violence des marchandises françaises, à mesure qu'elles arrivaient dans le port ; ils en fixaient eux-mêmes les prix, et se constituaient encore maîtres du mode de payement. Opposait-on la moindre résistance, la résistance la plus légitime, les moyens de force étaient mis en usage pour la faire cesser. C'est ainsi qu'à Rosette, les portes de notre vice-consul furent enfoncées, ses fenêtres brisées, et qu'on osa tourner sur lui une arme à feu, parce qu'il n'avait pas voulu se soumettre à une contribution à laquelle Mourad-Bey lui-même avait ordonné de soustraire les Français. Nonobstant cet ordre du bey, il fallut que le consul cédât à la violence.

« Enfin, le 21 nivôse de l'an V, Coraïm, douanier de Mourad Bey, à Alexandrie, a fait assembler tous les drogmans, et leur a déclaré que la plus légère violation de ce qu'il nomme les *droits* de son maître serait punie de cinq cents coups de bâton, sans égard pour le caractère consulaire. Peu de jours aupara-

1798 an VII. Égypte. vant, il avait menacé un drogman de lui faire couper la tête et de l'envoyer à son consul.

« Ainsi tous les droits des nations étaient violés dans la personne des Français avec la plus audacieuse impudeur ; tous nos traités avec la Porte, toutes nos capitulations, méprisés par les beys et par les derniers de leurs agents, sous prétexte, disent-ils, qu'eux n'y ont pas concouru ; le caractère de notre consul méconnu, outragé ; la vie et la liberté des Français à chaque instant compromises, et leur fortune livrée au pillage.

« La république française ne pouvait laisser plus longtemps impunis ces nombreux attentats, visiblement inspirés par l'Angleterre. Sa patience avait été extrême, l'audace des oppresseurs s'en était accrue.

« Que restait-il alors au gouvernement français pour obtenir justice de tant d'injures ? Plusieurs fois, par l'organe de son envoyé, il avait adressé des plaintes à la Porte ; mais si l'on en excepte l'expédition de Hassan-Pacha, en 1786, qui toutefois ne frappa que les deux beys, sans réparer en rien le passé et sans pourvoir à l'avenir, tout ce que la Porte crut pouvoir faire fut d'autoriser le grand vizir à écrire en notre faveur quelques lettres au pacha d'Égypte, qui ne pouvait rien, et aux deux beys, qui, pouvant tout, étaient bien résolus de n'accorder à cette recommandation qu'une déférence illusoire. C'est ainsi qu'en l'an IV, notre ambassadeur à la Porte ayant envoyé en Égypte un agent muni de lettres du grand vizir, cet agent obtint, non des réparations véritables, non la restitution des sommes immenses extorquées aux Français, mais quelques stipulations dérisoires portant réduction de droits sur certaines marchandises, conformément aux anciennes capitulations. Or, à peine cet agent fut-il parti, que Mourad-Bey donna l'ordre, bien ponctuellement observé, de remettre la taxe des droits précisément au même taux où, avant l'arrivée de notre agent, ils avaient abusivement été élevés.

« L'appui de l'empire ottoman pour protéger les Français était donc évidemment sans force et sans énergie : et comment en eût-il résulté quelque effet durable en notre faveur, lorsque la Porte était parvenue à ne pouvoir plus se protéger

elle-même contre les beys; lorsqu'elle se croyait obligée de souffrir que trois millions d'Égyptiens, qu'elle appelait ses sujets, fussent devenus les victimes les plus malheureuses d'une oppression étrangère; que son pacha fût traité en Égypte comme le dernier des esclaves; qu'insensiblement on eût dépouillé le Grand Seigneur de l'universalité des droits dont il jouissait sur les terres; qu'enfin on ne lui payât plus les contributions qu'il s'était réservées lors de la conquête de l'Égypte par Sélim Ier? Tout cela démontrait sans doute que sa souveraineté sur ce pays n'était plus qu'un vain nom; et, après surtout les essais infructueux de nos démarches, il eût été peu conséquent d'attendre encore de sa part un intérêt plus effectif pour nous, qu'il ne pouvait et n'osait en manifester pour lui-même.

1798—an VII. Égypte.

« Il ne restait donc évidemment qu'à nous rendre justice à nous-mêmes par la voie des armes, en faisant expier à ces vils usurpateurs, soudoyés par le cabinet de Saint James, les crimes dont ils se sont rendus coupables envers nous. L'armée française s'est présentée le 15 messidor; elle a été reçue à Alexandrie et à Rosette, et, le 5 thermidor, elle est entrée au Caire.

« Ainsi d'odieux usurpateurs ne fouleront plus cette terre antique et féconde que le temps n'épuise pas, qui se rajeunit tous les ans par une sorte de prodige, où la végétation est d'une activité incroyable, et où croissent ensemble les plus riches productions des quatre parties du monde.

« Qu'on ne dise pas qu'aucune déclaration de guerre n'a précédé cette expédition; et à qui donc eût-elle été faite? A la Porte Ottomane? Nous étions loin de vouloir attaquer cette ancienne alliée de la France, et de lui imputer une oppression dont elle était la première victime. Au gouvernement isolé des beys? Une telle autorité n'était et ne pouvait pas être reconnue : on châtie des brigands, on ne leur déclare pas la guerre; et aussi, en attaquant les beys, n'était-ce donc pas l'Angleterre que nous allions réellement combattre?

« C'est donc avec surabondance de droits que la république s'est mise en position d'obtenir promptement les immenses réparations qui lui étaient dues par les usurpateurs de l'Égypte;

1798 — an VII. Égypte.

mais elle ne veut point n'avoir vaincu que pour elle-même. L'Égypte était opprimée par des brigands, les Égyptiens seront vengés ; et le cultivateur de ces contrées fécondes jouira enfin du produit de ses sueurs, qu'on lui ravissait avec la plus stupide barbarie. L'autorité de la Porte était entièrement méconnue ; elle recueillera, par les mains triomphantes des Français, d'immenses avantages dont elle était privée depuis longtemps. Enfin, pour le bien-être du monde entier, l'Égypte deviendra le pays de l'univers le plus riche en productions, le centre d'un commerce immense, et surtout le poste le plus redoutable contre l'odieuse puissance des Anglais dans l'Inde et leur commerce usurpateur.

« *Signé* REVELLIÈRE-LÉPEAUX, TREILHARD et MERLIN. »

Nous abandonnons à la sagacité de nos lecteurs le soin d'apprécier la légitimité des motifs et la justesse des raisonnements sur lesquels s'appuyait le Directoire exécutif dans cette déclaration officielle.

Bonaparte, de retour au Caire après le combat de Salahieh [1], sentit qu'un des moyens les plus efficaces de paralyser la funeste impression que l'anéantissement de l'armée navale à Aboukir

[1] Nous ne croyons pas devoir rapporter ici une prétendue conversation qui aurait eu lieu entre Bonaparte et plusieurs muphtis et imans du Caire, dans l'intérieur de la grande pyramide, dite de *Chéops*, le 25 thermidor (12 août).

Les importants mémoires manuscrits que nous avons sous les yeux, et les relations imprimées de l'expédition d'Égypte, ne font aucune mention de ce fait ; et il est facile de remarquer, par sa date même, qu'il est plus qu'apocryphe. Le 12 août, lendemain du combat de Salahieh, Bonaparte était en marche pour retourner au Caire. Il est de toute impossibilité que ce général ait pu se trouver le même jour aux pyramides de Giseh.

Quoi qu'il en soit, l'auteur de cette fiction, insérée pour la première fois dans le *Moniteur* du 7 frimaire an VII (29 novembre 1798), paraît être familiarisé avec le style oriental, et connaître assez bien le caractère enthousiaste et romanesque de Bonaparte à cette époque. Comme personne, jusqu'à ce jour, n'a cherché à démontrer la fausseté de l'anecdote dont nous parlons, il n'est pas étonnant que madame de Staël, dans ses *Considérations sur la révolution française*, donne comme vrai et positif ce qui n'est en effet que le produit de l'imagination érudite et brillante de M. de V. . . . ., auquel on attribue ce fragment original.

pouvait produire sur les habitants de l'Égypte, était de s'occuper activement de l'organisation administrative de ce pays, tout en suivant les détails des opérations militaires, et principalement en cherchant à remédier, autant que possible, aux résultats immédiats d'un événement aussi désastreux.

Il envoya l'ordre au contre-amiral Ganteaume de prendre le commandement des débris de la marine, et de se concerter avec l'ordonnateur Leroi, à Alexandrie, pour l'armement et l'approvisionnement des frégates *l'Alceste*, *la Junon*, *la Carrère*, *la Muiron*, des vaisseaux *le Dubois* et *le Causse*, et de tous les autres bâtiments de guerre qui restaient encore. Ganteaume fut également chargé de nommer à tous les commandements de bâtiments, et de faire retirer de la rade d'Aboukir tous les débris qui pouvaient s'y trouver.

De son côté, le général Kléber ne négligea aucune des mesures qui pouvaient contribuer à assurer la sûreté et la tranquillité du pays où il commandait. Il écrivait, le 22 août (5 fructidor), au général en chef : « L'événement du 14 thermidor (combat naval d'Aboukir) n'a produit chez le soldat qu'indignation et vengeance. Quant à moi, il m'importe peu où je dois vivre, où je dois mourir, pourvu que je vive pour la gloire de nos armes et que je meure ainsi que j'ai vécu. Comptez donc sur moi dans tout concours de circonstances, ainsi que sur ceux à qui vous ordonnerez de m'obéir. » Déjà ce même général avait fait arrêter le schérif Seid-Mohammed-Coraïm, fortement soupçonné d'entretenir des correspondances avec les ennemis des Français. Cet homme, conduit en premier lieu à bord du vaisseau amiral *l'Orient*, et envoyé ensuite au Caire, fut condamné à mort par une commission, qui le déclara coupable de trahison, et eut la tête tranchée sur la place de la citadelle ou château du Caire.

Le 29 août (12 fructidor), quatre vaisseaux et deux frégates de la marine portugaise vinrent joindre la croisière anglaise restée devant les côtes d'Égypte; et, ce même jour, onze canots ennemis, protégés par deux avisos, se présentèrent devant la plage d'Aboukir, comme si leur intention eût été de tenter une descente. L'adjudant général Escale, nommé par le général Kléber commandant du fort d'Aboukir, se rendit de suite, avec

1798—an VII. Égypte.

150 hommes, au point menacé. Ce mouvement, joint aux coups de canon que le fort tira sur les embarcations et les avisos, les força de revirer sans entreprendre autre chose que de riposter à la canonnade. Vers le soir, une corvette se présenta entre le phare d'Alexandrie et la pointe des Figuiers ; on lui lança deux bombes, dont une approcha assez près de ce bâtiment pour lui faire gagner le large.

Bonaparte envoya les généraux Dommartin et Marmont à Rosette et à Alexandrie pour seconder toutes les dispositions prises par les généraux Menou et Kléber, à l'effet de mettre la côte et les communications à l'abri des insultes, et surtout d'augmenter le système de défense du point le plus important : la place et le port d'Alexandrie. Nous avons dit que l'adjudant général Bribes avait été envoyé à Damanhour ; il fut chargé de veiller à la sûreté du canal d'Alexandrie, alors navigable. Ces officiers, et notamment le général Marmont, s'acquittèrent de leur mission avec la plus grande activité et le zèle le plus louable.

Tels étaient, au 1er septembre, l'emplacement et la composition des divisions de l'armée :

Division Desaix, à Giseh et aux environs : 21e légère (le troisième bataillon détaché au Caire), 61e de ligne (le troisième bataillon détaché à Rahmanieh), 88e de ligne (le troisième bataillon détaché au Caire).

Division Reynier, à Salahieh : 9e de ligne, 85e de ligne (le troisième bataillon détaché à Rosette), 15e de dragons, 22e de chasseurs, 7e de hussards.

Division Bon, au Caire : 4e légère (détachée avec le général Marmont à Rosette), 18e de ligne (le troisième bataillon détaché à Mehalleh-Kebir, sous les ordres du général Fugières), 32e de ligne (le troisième bataillon détaché à Alfieli, sous les ordres du général Rampon), 3e, 14e et 20e dragons.

Division Dugua, à Mansourah : 2e légère (le troisième bataillon détaché au Caire), 25e de ligne, 65e de ligne (le troisième bataillon détaché à Kelioub, sous les ordres du général Murat).

Division Kléber, commandée par le général Lannes, au vieux Caire : 22e légère (le troisième bataillon à El-Hanka), 13e de

ligne (le troisième bataillon à Damiette, sous les ordres du général Vial), 69e de ligne (en garnison à Alexandrie). 1798—an VII. Égypte.

Afin d'étendre ses relations au delà de l'Égypte, et de conserver les rapports anciennement établis, Bonaparte avait écrit au schérif de la Mecque pour l'informer de l'entrée des Français au Caire. Il s'efforçait de persuader à ce prince que son intention était de vivre dans la plus parfaite intelligence avec les sectateurs de la foi musulmane ; il lui demandait de faire connaître s'il désirait que la caravane d'Égypte fût escortée par les troupes françaises, ou seulement par un corps de cavalerie des gens du pays, commandé par l'émir-hadji ou prince de la caravane, que lui, général en chef, avait choisi. (C'était Moustapha-Bey, kiaya du pacha d'Égypte.) « Dans tous les cas, ajoutait Bonaparte, faites connaître à tous les négociants et fidèles que les musulmans n'ont pas de meilleurs amis que nous ; de même que les schérifs, les mollahs, les imans, et tous ceux qui emploient leur temps et leurs moyens à instruire les peuples, n'ont pas de plus zélés protecteurs. »

Une lettre beaucoup plus importante, adressée au pacha de Saint-Jean-d'Acre, en Syrie, fut confiée au chef de bataillon Calmet-Beauvoisins, officier de l'état-major général. Il était chargé de la remettre directement au pacha Achmet-Djezar [1] ; et ses instructions portaient qu'il s'embarquerait à Damiette, sur un bâtiment turc ou grec ; qu'il se rendrait à Jaffa, et de là à Saint-Jean-d'Acre, où il solliciterait une audience de Djezar ; qu'en remettant à celui-ci la lettre du général en chef, il lui réitérerait de vive voix que les musulmans n'ont pas, en Europe, d'amis plus véritables que les Français, etc., etc. ; en un mot, cet envoyé de Bonaparte ne devait omettre aucune des considérations qui pussent rassurer le pacha sur la présence et les intentions de l'armée française en Égypte. Le sieur Beauvoisins devait en outre voir à Jaffa les familles européennes, et

[1] Ce mot, dans les langues arabe et turque, signifie *boucher* ; Achmet avait, dit-on, exercé ce métier avant son élévation. Il tirait vanité de ce surnom, qu'il adopta, et qui se trouvait d'ailleurs en harmonie avec la férocité de son caractère. Nous aurons occasion par la suite d'entrer dans de plus grands détails sur cet homme extraordinaire, lorsque nous relaterons l'expédition de Syrie.

1798.—an VII. Égypte. principalement le vice-consul français, pour se procurer des renseignements sur ce qui se passait alors à Constantinople et sur ce qui se faisait en Syrie.

La lettre adressée au pacha Achmet-Djezar était ainsi conçue :

« En venant en Égypte faire la guerre aux beys, j'ai fait une chose juste et conforme à tes intérêts, puisqu'ils étaient tes ennemis. Je ne suis point venu faire la guerre aux musulmans; tu dois savoir que mon premier soin, en entrant à Malte, a été de mettre en liberté plus de 2,000 Turcs, qui depuis plusieurs années gémissaient dans l'esclavage. En arrivant en Égypte, j'ai rassuré le peuple, protégé les muphtis, les imans et les mosquées; les pélerins de la Mecque n'ont jamais été accueillis avec plus de soin et d'amitié que je ne l'ai fait, et la fète du Prophète vient d'être célébrée avec plus de splendeur que jamais. Je t'envoie cette lettre par un officier qui te fera connaître de vive voix mon intention de vivre en bonne intelligence avec toi, en nous rendant réciproquement tous les services que peuvent exiger le commerce et le bien de tes États; car les musulmans n'ont pas de plus grands amis que les Français.

« *Signé* BONAPARTE. »

Nous dirons plus tard quelle fut l'issue de la mission du chef de bataillon Beauvoisins.

Le général en chef savait par expérience que l'éclat des fètes publiques présente un ressort politique que l'on peut souvent faire mouvoir avec succès ; aussi s'empressa-t-il d'en faire célébrer plusieurs avec une grande solennité, et à des intervalles très-rapprochés. La première de ces fètes eut lieu à l'occasion du débordement périodique du Nil, et de l'arrivée des eaux de ce fleuve au Caire. Accompagné de l'état-major général, du kiaya ou lieutenant du pacha, du divan, du mollah principal, de plusieurs autres chefs ou personnages distingués, et environné d'une foule immense, Bonaparte se rendit, le 18 août (1er fructidor), à l'entrée du canal, et ce fut en sa présence que se fit la cérémonie de la rupture de la digue qui retient les eaux du Nil, jusqu'à ce qu'elles aient acquis la hauteur nécessaire pour qu'on puisse naviguer dans la ville. Bonaparte fit distribuer de l'argent au peuple, et revêtit lui-même d'une pelisse noire le

molfah chargé de veiller à la conservation du mekias ou nilomètre [1], et d'une pelisse blanche le nakib-redjah ou intendant des eaux. On distribua également des pelisses et des caftans aux principaux officiers civils et militaires du pays [2]. 1798—an VII. Égypte.

Deux jours après, Bonaparte fit célébrer, avec toute la pompe orientale et le faste européen, la fête du législateur de l'Orient, Mahomet; elle dura jusqu'au 24 août. Les maisons occupées par les autorités françaises furent illuminées comme celles des musulmans. Il y eut parade extraordinaire de la garnison au Caire, et tous les officiers généraux et supérieurs s'empressèrent d'aller en visite solennelle présenter leurs félicitations au scheick El-Bekri, chef de la famille reconnue la première parmi les nombreux descendants du Prophète. Le général en chef s'y rendit lui-même, et accepta le magnifique repas à l'orientale que lui offrit le scheick, nommé le matin nakib-el-ascheraf, ou chef des schérifs, en remplacement d'Osman-Effendi, qui avait pris la fuite.

Le soin que Bonaparte prenait d'assurer la conquête de l'Égypte, en cherchant à gagner les esprits de la multitude, ne lui fit point perdre de vue les intérêts des sciences et des arts et les promesses qu'il avait faites aux savants et aux artistes qui l'avaient accompagné dans son expédition. Le 21 août, lendemain de la fête du Prophète, il arrêta la formation d'un institut, destiné à s'occuper du progrès et de la propagation des lumières en Égypte, de la recherche, de l'étude et de la publication des faits naturels, industriels et historiques de ce pays. Il fut divisé

[1] C'est un petit édifice où se trouve une colonne destinée à mesurer la hauteur des eaux du fleuve. *Voyez* Volney et les autres voyageurs.

[2] L'auteur d'une relation de cette fête assure qu'en cette occasion les habitants du Caire chantaient les louanges du Prophète et de l'armée française, en maudissant les beys et leur tyrannie : « Oui, disaient ils, vous êtes venus nous délivrer par l'ordre de Dieu miséricordieux ; car vous avez pour vous la victoire et le plus beau Nil qu'il y ait eu depuis un siècle : ce sont deux bienfaits que Dieu seul peut accorder. »

S'il est vrai que le peuple du Caire ait tenu ce langage, il faut convenir que c'était sans doute pour inspirer plus de confiance aux vainqueurs. La terrible insurrection dont nous allons bientôt rendre compte permet au moins de ne pas croire à la sincérité de l'enthousiasme de ces habitants, le jour de la fête du Nil.

1798—an VII. Égypte. en quatre sections ou classes : mathématiques, physique, économie politique, littérature et beaux-arts. Les individus qui le composaient furent pris parmi ceux de la commission des sciences et arts déjà organisée à Toulon : Bonaparte crut devoir leur adjoindre quelques officiers et administrateurs de l'armée.

Voici les noms des membres de cette corporation savante :

Classe de mathématiques.

Andréossi, Bonaparte, Costaz, Fourier, Girard, Lepère, Leroi, Malus, Monge, Nouet, Quesnot, Say. (Ce dernier fut remplacé depuis par le sieur Lancret.)

Classe de physique et histoire naturelle.

Berthollet, Champy, Conté, Delile, Descotils, Desgenettes, Dolomieu, Dubois (remplacé depuis par le chirurgien en chef Larrey), Geoffroy, Savigny.

Classe d'économie politique.

Caffarelli, Gloutier, Poussielgue, Sulkowski, Sucy (remplacé depuis par le sieur Bourienne), Tallien [1].

Classe de littérature et des arts.

Denon, Dutertre, Norry, Parseval-Grandmaison, Redouté, Rigel, Venture, don Raphaël, prêtre grec.

L'institut d'Égypte tint sa première séance dans une maison

[1] Tallien avait été nommé, dans les élections de mars 1798, membre du conseil des Cinq-Cents; mais, le Directoire n'ayant pas confirmé ce choix, cet ex-conventionnel demanda et obtint l'autorisation de faire partie de l'expédition d'Égypte.

Nous saisissons ici l'occasion de rectifier quelques-uns des détails que nous avons donnés, dans le deuxième volume de cet ouvrage, sur l'affaire de Quiberon. Tallien se conduisit en cette circonstance avec toute la modération qu'on pouvait apporter dans une mission aussi difficile que celle dont il était chargé. Il s'empressa d'abandonner, aussitôt qu'il le put, le théâtre sanglant sur lequel des Français venaient de s'entr'égorger. De retour à Paris, le 9 thermidor (27 juillet), sept jours après le combat de Quiberon, il fut, par conséquent, étranger à toutes les mesures prises envers les malheureux émigrés tombés au pouvoir des républicains. On lui fit même un crime de la conduite modérée qu'il avait tenue, et de ses démarches en faveur de quelques-unes des victimes de cette funeste catastrophe.

du Caire que le général en chef mit à sa disposition, le 24 août, Monge fut nommé président, Bonaparte vice-président, et Fourier secrétaire perpétuel. 1798 — an VI, Égypte

La fête de la fondation de la république française fut célébrée au Caire, le 1er vendémiaire de l'an VII, avec toute la pompe européenne. Bonaparte avait ordonné que l'on élevât, sur la place d'Esbekieh, une pyramide à sept faces. Sur les cinq premières étaient inscrits les noms des soldats des cinq divisions de l'armée morts dans les combats précédents; la sixième face était consacrée à la marine ; la septième à l'état-major général, à la cavalerie et au génie.

Cette pyramide était entourée circulairement de colonnes en nombre égal à celui des départements qui formaient alors la France républicaine. A l'un des points de la circonférence, on avait élevé un arc de triomphe, sur lequel était représentée la bataille des Pyramides, peinte en grisaille par le sieur Rigaud, membre de la commission des sciences et des arts.

A six heures du matin, toutes les troupes de la garnison du Caire, du vieux Caire et de Boulaq se rendirent en armes et en grande tenue sur la place d'Esbekieh.

A sept heures, le général en chef, entouré de ses aides de camp, et accompagné par les généraux, les officiers d'état-major, les chefs des administrations, les membres de l'institut, de la commission des sciences et des arts, les scheicks du divan du Caire, les députations des divans des provinces voisines, le kiaya du pacha, les agas et autres officiers de la milice urbaine ; le général en chef, disons-nous, parut sur la place, et sa présence fut annoncée par des salves d'artillerie. Parvenu au pied de la pyramide, il prononça d'une voix solennelle le discours suivant :

« Soldats,

« Nous célébrons le premier jour de l'an VII de la république.

« Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée; mais vous prîtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de nos ennemis.

« Un an après, vous battiez les Autrichiens à Dego.

« L'année suivante, vous étiez sur le sommet des Alpes.

1798—an VII. Égypte.

« Vous luttiez contre Mantoue il y a deux ans, et vous remportiez la célèbre victoire de Saint-Georges.

« L'an passé, vous étiez aux sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne.

« Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent?

« Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde.

« Soldats, votre destinée est belle, parce que vous êtes dignes de ce que vous avez fait et de l'opinion que l'on a de vous. Vous mourrez avec honneur comme les braves dont les noms sont inscrits sur cette pyramide, ou vous retournerez dans votre patrie couverts de lauriers et de l'admiration de tous les peuples.

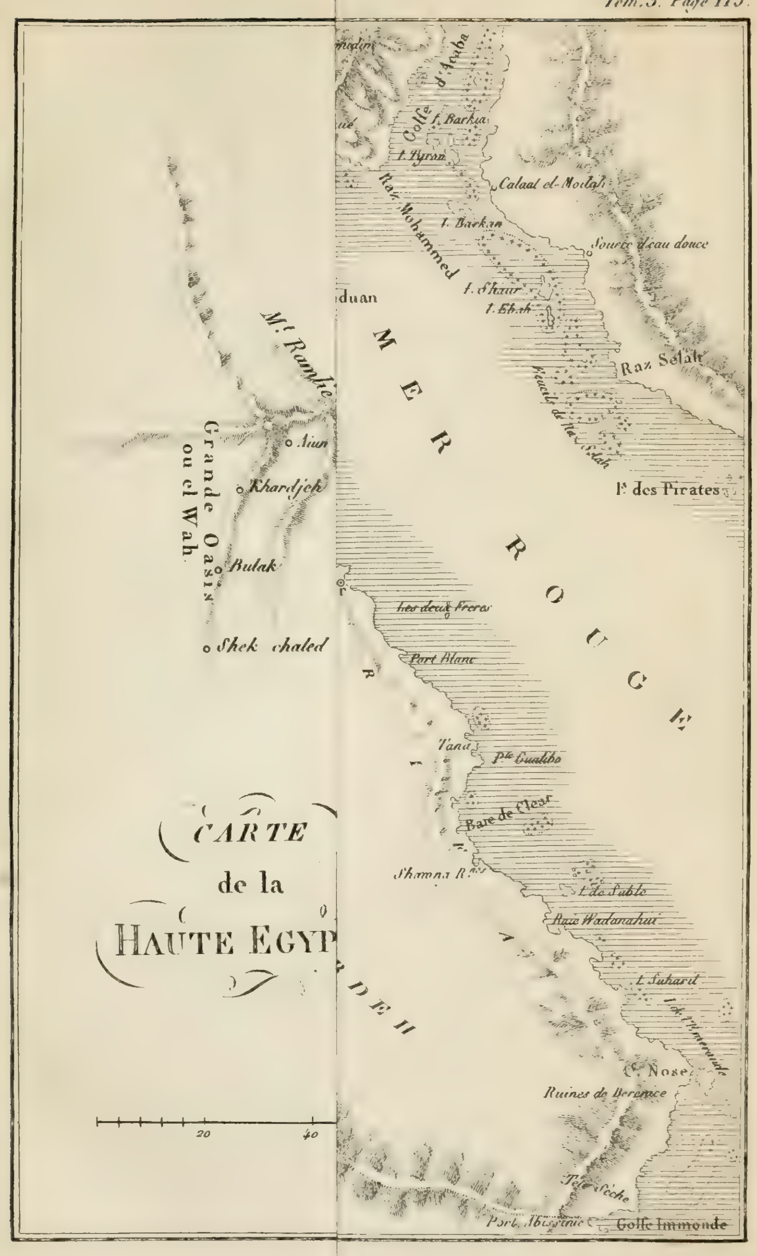
« Depuis cinq mois que nous sommes éloignés de l'Europe, nous avons été l'objet perpétuel des sollicitudes de nos compatriotes. Dans ce jour, quarante millions de citoyens célèbrent l'ère des gouvernements représentatifs, quarante millions de citoyens pensent à vous; tous disent : C'est à leurs travaux, à leur sang que nous devrons la paix générale, le repos, la prospérité du commerce et les bienfaits de la liberté civile. »

Après ce discours, souvent interrompu par les acclamations des soldats, Bonaparte fit exécuter des évolutions et des exercices à feu.

Pendant ce temps, un détachement envoyé à cet effet allait planter sur la plus haute des pyramides de Giseh le drapeau tricolore.

Un repas de deux cents couverts, auquel furent invités les principaux chefs et habitants du Caire, suivit immédiatement cette première partie de la fête. Il eut lieu dans une des salles du palais qu'habitait le général en chef, et qui était ornée de drapeaux aux couleurs françaises et musulmanes. On y voyait des trophées surmontés du bonnet de la liberté et du croissant, et l'alliance non moins bizarre des tables de la Déclaration des droits de l'homme et du Coran.

A quatre heures du soir, commencèrent des courses à cheval et à pied. On doit remarquer que le premier prix de la course


CARTE
de la
HAUTE EGYP
Golfe d'Acaba
I. Barkua
I. Tyran
Raz Mohammed
Calaat el-Moilah
I. Barkan
Source d'eau douce
I. Shaur
I. Ebah
Raz Selah
I. des Pirates
MER ROUGE
Mt Ramlie
Aiun
Grande Oasis ou el Wah
Khardjeh
Bulak
Shek chaled
Iles deux Freres
Port Blanc
Tana
Pte Gualibo
Bare de Clear
I. de Sable
Raz Wadanahui
I. Suharit
C. Nose
Ruines de Berenice
Tete Seche
Port Abissinie
Golfe Immonde
20
40


CARTE
de la
HAUTE EGYPTE
MER ROUGE
ARABES BENI WASSEL
ARABES ABABDEH
NUBIE
Grande Oasis ou el Wah
Mt Ramlie
Minieh
Siout
Girge
Kéné
Koptos
Ruines de Thèbes
Luxor
Esna ou Esneh
Edfou
Gebel Selseleh
Sienne ou Assouan
Kosseir
Vieux Kosseir
Didyme
Gebel Sefafid
Golfe d'Acaba
Raz Mohammed
I. Sheduan
Ie de Sable
Ie Jafatina
Ie des Pirates
Raz Salah
Port Blanc
Baie de l'Est
C. Nose
Ruines de Berenice
Golfe Immonde
Kharidjeh
Bulak
Shek chaled
Saadab
Ibouhours
20
40
60 Kilometres

des chevaux fut gagné par un cheval français appartenant au commissaire ordonnateur en chef Sucy. 1798 — AN VII. Égypte.

Lorsque la nuit parut, toute la place fut illuminée, ainsi que les colonnes, la pyramide et l'arc de triomphe. Un feu d'artifice fut tiré à huit heures du soir; des danses, des farandoles et une seconde salve d'artillerie terminèrent cette fête brillante, qui offrit aux Égyptiens un spectacle entièrement nouveau pour eux.

D'après l'ordre de Bonaparte et par les soins de Kléber, la fête du 1er vendémiaire fut également célébrée avec pompe à Alexandrie. La garnison de cette ville se réunit et manœuvra autour de la colonne de Pompée, sur laquelle on planta le pavillon tricolore: on pavoisa tous les vaisseaux et les bâtiments du port; et l'obélisque, appelé aiguille de Cléopâtre, fut illuminé.

Suite des opérations militaires; Desaix s'avance dans la haute Égypte; affaires dans le Delta; combats de Mit-Kramr; combats sur le lac Menzaleh; bataille de Sédiman. — Une légion, dite nautique, fut formée à Alexandrie par les soins du général Kléber. Elle était entièrement composée de marins échappés au désastre d'Aboukir, et le commandement en fut confié au capitaine de frégate Martinet, qui s'était distingué à bord du vaisseau *le Franklin*, comme on a pu le voir dans le récit du combat naval du 1er août. Ce nouveau corps fut cantonné au fort d'Aboukir, à Damanhour et le long du canal d'Alexandrie. 7 octobre. (16 vend.)

Cependant Mourad-Bey, réfugié dans l'Égypte supérieure après la bataille des Pyramides, avait cherché à mettre à profit le repos momentané qu'on lui avait laissé. Tous les mameloucks dispersés dans la basse et la haute Égypte, à l'exception de ceux qui avaient accompagné le bey Ibrahim en Syrie, s'étaient réunis à Mourad, et celui-ci s'était encore renforcé de plusieurs tribus de Bédouins accourus pour faire cause commune avec les vaincus. Le bey avait établi son camp auprès du village de Behneseh, qui se trouve près du désert, à la hauteur d'Abou-Girgé, entre la montagne et le Bahr-Jussef, et avait réuni, sur ce dernier canal qui porte les eaux du Nil dans la province de Faioum les djermes où étaient ses provisions: ses

1798 — an VII. Égypte. bâtiments de guerre étaient au delà de la ville de Minieh.

Le général Desaix se mit en marche, dès le 23 août (12 fructidor), de la province de Giseh, où il était resté depuis la bataille des Pyramides. Une partie de ses troupes remonta le Nil, embarquée sur un chebeck, une demi-galère et six avisos, et l'autre suivit la rive gauche du fleuve, malgré l'inondation, qui était alors dans sa plus grande crue. La division arriva à Benisouef le 26 août; et, s'avançant avec la plus grande peine sur le canal de Jussef, elle réussit, après avoir traversé huit autres petits canaux et un lac, ayant de l'eau jusqu'au-dessus de la ceinture, à atteindre le village de Behneseh, où les mameloucks ne l'attendirent point. Mourad-Bey fit repasser son monde sur l'autre rive du canal, et redescendit vers la province de Faïoum, qui est à l'ouest de Benisouef. Les Français ne purent arriver qu'au moment où le dernier chameau traversait le canal.

Instruit par les habitants que douze barques chargées étaient peu éloignées, Desaix marcha vers elles, et réussit à s'en emparer, malgré le feu des mameloucks qui étaient sur la rive gauche du canal. Sur la première de ces barques se trouvaient quelques mameloucks qui se jetèrent à la nage. Deux furent pris par l'aide de camp de Desaix, le capitaine Rapp[1], qui les désarma courageusement, car ils refusaient de se rendre. Les barques étaient chargées de vivres et de quelques effets des mameloucks : une d'entre elles portait six pièces de canon et des munitions. La nuit qui survint ne permit point de poursuivre l'ennemi dans sa fuite. Desaix apprit à Behneseh que Mourad-Bey, après avoir passé un mois dans ce village, en était parti il y avait huit jours pour aller à Illaoun, à l'entrée du Faïoum; que le bey Mohammed-Elfi était resté avec un parti de mameloucks, en intermédiaire d'Illaoun et de Behneseh, et que les beys Osman, Rodoan, Omar, et les mameloucks du bey Ibrahim, surnommé *le Petit*, avaient été chargés de garder ce dernier poste, au nombre de 400, avec deux tribus d'Arabes. Ces derniers étaient présents à Siout depuis trois

[1] Depuis lieutenant général, aide de camp de l'empereur, comte, et gouverneur de Dantzig pendant le siége de cette place en 1813. Pair sous la restauration, il mourut en 1821.

jours, et devaient protéger l'arrivée des subsistances de cet endroit, à Behneseh, par le canal de Jussef. Desaix n'avait avec lui, dans cette expédition, que le premier bataillon de la 21e demi-brigade. Le reste de la division était encore en arrière. 1798 — an VII. Égypte.

La flottille des mameloucks, qui se trouvait au-dessus d'Abou-Girgé, s'avançait sur ces entrefaites pour protéger les mouvements de Mourad; Desaix marcha sur Tarouth-el-Schérif pour aller à sa rencontre. Chemin faisant, différents détachements français arrêtèrent vingt-sept barques chargées de grains et de légumes. Hassan-Bey, qui se trouvait sur la flottille ennemie, ayant appris que les Français avaient chassé les mameloucks de Behneseh et s'étaient emparés d'une grande partie du convoi de vivres, remonta le Nil avec tous les bâtiments de guerre, leur fit continuer leur marche vers Syène ou Assouan; et, débarquant à Siout, il alla rejoindre Mourad dans le Faïoum.

Avant de continuer le récit de la glorieuse expédition de Desaix dans la haute Égypte, nous devons dire ce qui se passait vers cette époque dans quelques provinces du Delta.

Vers le commencement de septembre, plusieurs tentatives de révolte avaient prouvé aux Français qu'un peuple barbare, façonné à l'esclavage et dirigé par un fanatisme aveugle, n'était pas aussi disposé qu'ils le pensaient d'abord à supporter le frein bienfaisant de la civilisation européenne. Les mots de *liberté* et d'*indépendance*, inconnus dans l'Orient, sonnaient mal aux oreilles des sectateurs de l'islamisme, des sujets d'un gouvernement théocratique, où la soumission que l'on doit aux chefs de l'État se confond avec le respect que commande la croyance religieuse. Cet amalgame incohérent de certaines formes républicaines avec quelques-uns des principes et des actes du despotisme, introduit dans l'administration de l'Égypte, n'avait point encore convaincu les Égyptiens que la domination d'une nation de Francs fût préférable au joug arbitraire, mais consacré par le temps, des mameloucks. Avec le peu d'idées politiques qu'avaient les habitants à demi sauvages de cette ancienne terre classique des hautes sciences, des beaux-arts et de la civilisation, peu leur importait d'être gouvernés par un

1798 an VII Égypte. délégué du Grand Seigneur ou par des esclaves affranchis, tels que les mameloucks ; mais pouvait-on espérer que tous les sophismes, tous les spécieux raisonnements, toutes les protestations, les démonstrations même de modération, de douceur et de tolérance, eussent assez de force pour étouffer les préjugés religieux qui contraignaient les Égyptiens à repousser avec une sorte d'indignation la prétendue protection qui leur était offerte par des infidèles ?

Le général Menou, chargé, comme on l'a vu, du gouvernement de la province de Rosette, après avoir donné ses premiers soins à la sûreté de cette ville et de la partie des côtes de l'Égypte qui l'avoisine, résolut de parcourir le territoire dont l'administration lui avait été confiée : il avait été joint par le général Marmont, chargé par le général en chef d'une mission spéciale. Ces deux officiers, accompagnés de plusieurs membres de la commission des sciences et de l'institut d'Égypte, qui voulaient profiter de l'occasion de visiter le pays et d'y faire les recherches relatives à leur objet, partirent de Rosette le 10 septembre (20 fructidor).

Tant que la petite caravane française suivit les bords du Nil, elle n'eut rien à redouter de la part des habitants des villages qui s'y trouvent : ceux de Berimbal, de Metoubis et de Fouah rivalisèrent de zèle pour bien accueillir les généraux et leur escorte ; mais il n'en fut pas de même lorsqu'on s'enfonça dans l'intérieur des terres.

La rive droite du Nil, dans cette partie du Delta, est d'une fertilité dont rien n'approche. Aucune autre contrée ne donne l'idée d'une semblable abondance. Malheureusement, en s'éloignant du fleuve, le coup d'œil change ; et, à deux ou trois lieues, on ne trouve plus que des terrains, de bonne qualité, il est vrai, mais sans culture, et des vestiges de canaux qui, conduisant autrefois les eaux sur ce sol, y portaient la fécondité.

Le canal du Saidi, qui prend ses eaux au Nil, un peu au-dessous de Désouck, traverse cependant une partie du Delta, et va se jeter dans le lac de Bourlos, situé à l'est de Rosette ; il sert à inonder une quantité de terres assez considérable, et ses bords sont fertilisés. Pour reconnaître, ainsi qu'ils l'avaient

projeté, l'est de la province de Rosette, les deux généraux 1798 an VII. Égypte.
Menou et Marmont voulurent suivre la rive droite du canal; mais les inondations les en empêchèrent : il fallut passer au travers des eaux sur de petites digues larges de deux pieds, qui servent à soutenir les eaux dans les points les plus élevés, pour ménager ensuite aux terrains inférieurs des arrosements successifs.

C'est sur ces digues faciles à rompre, difficiles à parcourir, que la colonne française arriva au village de Cafr'-Schabbas-Ammer, le 15 septembre (29 fructidor). Confiants dans la manière dont tous les villages les avaient reçus, les deux généraux devancèrent leur escorte, accompagnés seulement de sept à huit cavaliers. Ils allaient entrer dans le village, lorsqu'ils furent assaillis par une troupe nombreuse d'habitants armés de fusils et de lances. Les cavaliers qui escortaient les généraux étaient les savants et artistes dont nous avons parlé plus haut : ils prennent la fuite à la vue des agresseurs. Dans le même temps, un autre rassemblement d'Égyptiens s'avance au milieu des eaux pour s'emparer de la digue par laquelle les Français devaient se retirer. Ce nouvel incident détermine Menou et Marmont à suivre les fuyards. Un peintre, nommé Joly, qui faisait partie de ces derniers, perdant tout à fait la tête, descendit de cheval, croyant échapper plus facilement au danger. Ce fut vainement que le général Marmont voulut le faire monter en croupe derrière lui : frappé de stupeur, il ne pouvait plus faire usage de ses jambes; on est forcé de l'abandonner, et il est massacré à vingt pas derrière ses compagnons. Ceux-ci eurent bientôt rejoint le gros de la troupe.

Les deux généraux, laissant un détachement pour garder les équipages, s'avancèrent de nouveau avec environ 140 soldats. Mais les paysans avaient déjà coupé la digue en cinq à six endroits, et il fallut passer dans l'eau jusqu'au-dessus de la ceinture. Ce ne fut qu'avec les plus grandes peines que cette petite troupe put déboucher sur le village. Les paysans, embusqués derrière une butte de terre, ne tinrent qu'un moment, et se retirèrent dans les maisons et dans les tours qui défendent Cafr'-Schabbas-Ammer.

Pour expliquer la nouvelle résistance que les Français éprou-

vèrent dans ce village, il convient de donner une idée de la manière dont il est construit.

Il forme un carré de soixante toises de face environ, entouré d'un mur de brique, épais de quatre pieds, et de douze à quinze d'élévation. On ne peut y entrer que par deux portes, qui ferment les extrémités de la rue principale. Ses quatre faces sont flanquées par quatre tours saillantes, garnies de créneaux qui permettent de tirer sous tous les angles. Trois de ces tours ont dix-huit pieds d'élévation, la quatrième en a trente-cinq ; ses murs, bien solides, parfaitement construits, sont crénelés aux différents étages ; elle se trouve séparée du village par une enceinte intérieure de vingt à vingt-cinq pieds d'élévation, qui la joint à une tour carrée de la même courtine. L'entrée extérieure et l'entrée intérieure sont sous le feu des tours, et défendues par de bonnes portes de quatre pouces d'épaisseur. Au milieu de chaque courtine est une tour carrée, élevée également de dix-huit pieds, qui n'est point saillante, mais qui domine la campagne.

Les maisons de l'intérieur du village sont si basses, qu'un homme passe la sommité de leur toit d'un pied et demi ; celles qui sont adossées à l'enceinte sont un peu plus élevées, et servent à placer des hommes destinés à tirer par-dessus la muraille[1].

Le général Marmont, à la tête d'une compagnie de carabiniers de la 4e demi-brigade légère, marcha jusqu'à la porte même de la grande tour ; mais l'élévation de celle-ci, la force de la porte, les coups de fusil qui partent des créneaux, les pierres qui sont lancées avec vigueur, paralysent un moment l'effort des braves. Pendant ce temps, le général Menou était entré dans le village : son cheval est tué par une balle, et lui-même tombe dans un fossé de trois pieds de profondeur. Marmont, autant pour épargner ses soldats que pour précipiter l'évacuation du village par les habitants, fait mettre le feu à plusieurs

[1] Nous sommes entrés dans ces détails pour donner une idée de plusieurs villages d'Egypte dont les habitants, dirigés par des scheicks (ou chefs de tribus) plus courageux et plus énergiques que les autres, opposaient quelquefois, par le moyen de ces fortifications, une résistance utile aux mesures toujours vexatoires et tyranniques des mameloucks.

maisons, et démolir une partie de l'enceinte. Cependant le feu des tours continue jusqu'à la nuit. 1798 an VI. Égypte.

Vers onze heures du soir, une autre troupe de paysans bien armés accourut des villages circonvoisins au secours des assiégés. Trente soldats embusqués sur une des digues mirent en fuite cette colonne ennemie. A minuit, le feu de la grande tour et d'une autre qui tenait encore cessa tout à coup; les fellahs se sauvèrent à travers l'inondation, et il fut impossible de les poursuivre au milieu des eaux et des ténèbres.

Les Français achevèrent d'incendier le village, et détruisirent la tour principale. Trois carabiniers furent tués, et dix-neuf blessés. Les fellahs perdirent une trentaine d'hommes. Les deux généraux Menou et Marmont, ayant reconnu que la saison n'était pas favorable pour une incursion dans le Delta, remirent cette opération à la fin de l'inondation, et rentrèrent à Rosette.

Des événements de même nature se passèrent, vers la même époque, dans les provinces de Mansourah, de Damiette et de Menzaleh.

Une partie des Arabes de la province de Charquieh et ceux qui habitent les rives du lac Menzaleh s'étaient rassemblés sous la conduite d'un chef puissant dans ces contrées, nommé Hassan-Toubar, allié et principal agent des mameloucks. Ils firent une première tentative sur Damiette, le 16 septembre; mais repoussés par la garnison de cette ville, commandée par le général Vial, ces Arabes se réunirent au village de Schouara, qui n'est qu'à une petite distance de Damiette.

Le général Vial résolut de les chasser de ce poste, et se réunit à cet effet au général Andréossi, chargé par le général en chef de faire une reconnaissance générale du lac Menzaleh. Ils partirent l'un et l'autre de Damiette, Vial par terre, et Andréossi avec une flottille réunie dans ce port pour la mission dont il était chargé.

La colonne de Vial, forte de 400 hommes environ, rencontra l'ennemi en avant de Schouara, au nombre de 12 à 1,500, rangés sur une ligne depuis le lac Menzaleh jusqu'au Nil, en arrière d'un bois de palmiers qui avoisine le village. Les Arabes firent une décharge aussitôt qu'ils aperçurent les Français. Le

1798— an VII. Égypte.

général défendit de répondre à ce feu, s'empara du bois, et envoya une demi-compagnie de grenadiers de la 25ᵉ demi-brigade, avec une pièce de canon, pour tourner le bois, enlever vingt-cinq barques que l'ennemi avait sur le lac, et par le moyen desquelles il espérait pouvoir opérer sa retraite, si les Français l'y forçaient. Ce mouvement fut aperçu des Arabes, qui s'avancèrent alors vers leurs bateaux; mais le général Vial, débouchant en ce moment sur la grande route, envoya 100 hommes pour soutenir les grenadiers et pour culbuter dans les rizières les Arabes déjà en désordre. Ceux de ces derniers qui étaient sur la droite de la route se jetèrent dans Schouara; quelques-uns voulurent gagner le village de Minieh, à la droite du général Vial; mais ils y trouvèrent des tirailleurs français qui les repoussèrent. Tous les bateaux s'étant mis au large, il ne fut pas possible de les approcher. Beaucoup d'Arabes se jetèrent à la nage, et joignirent ces barques; les autres prirent la fuite, et traversèrent plusieurs canaux ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

Le général Vial rassembla tous ses tirailleurs; et, malgré tous les canaux qui retardaient sa marche, il se porta sur Schouara pour attaquer de suite ce village; mais à peine eut-il le temps de faire ses dispositions : les soldats français, emportés par leur bouillante ardeur, se précipitèrent sur les Arabes sans attendre même qu'on leur indiquât la meilleure direction à prendre. Une partie perça par le grand chemin; l'autre gagna l'extrémité des retranchements qui couvraient le village, en chassa l'ennemi, et le culbuta bientôt sur le Nil, à l'endroit où deux canaux formaient un angle.

Cependant la flottille qui remontait le Nil avait été retardée par le courant et le manque de vent. Le général Andréossi, impatient, avait mis son monde sur des canots de débarquement, et il arrivait au moment où les Arabes, culbutés sur le fleuve, se sauvaient à la nage et étaient fusillés par les soldats de Vial. Andréossi débarqua sur la rive droite, et se réunit à la troupe de terre. Quelques dragons poursuivirent ceux des Arabes qui se sauvaient par la grande route, en sabrèrent plusieurs, et rapportèrent l'étendard d'une tribu. Schouara fut pillé et brûlé, ainsi qu'un autre village voisin, auquel on ne

mit cependant le feu que pour en chasser quelques Arabes qui s'y étaient retranchés et ne voulaient pas se rendre. Le résultat de cet engagement fut deux pièces de canon du calibre de 5, en assez bon état, trois drapeaux ou étendards, dix barques ou djermes, plusieurs chevaux, des bestiaux, quelques tentes et quelques barils de poudre. La perte des Arabes fut évaluée à 300 hommes tués ou noyés. Les Français n'eurent qu'une vingtaine de blessés. Le sergent Lefort, de la 13e demi-brigade; Jaussoux, grenadier de la 25e, et Sans-Peur, dragon du 18e régiment, furent recommandés par le général Vial au général en chef, comme ayant pris les trois drapeaux ou étendards dont nous venons de parler, après avoir tué les Arabes qui les portaient. Le capitaine du génie Sabathier s'était également distingué d'une manière particulière. 1798 — an VII. Égypte.

Le général Verdier, avec une colonne de 600 hommes, chargé de marcher sur le village d'Hanout, dans la province de Mansoura, s'acquitta de cette mission avec bravoure et succès, malgré la résistance des Arabes, dont il tua une cinquantaine, sans autre perte que celle d'un grenadier de la 25e, blessé au genou.

Plusieurs autres expéditions, peu importantes d'ailleurs par leurs résultats, eurent également lieu dans la basse Égypte, à la fin d'août, et pendant le mois de septembre. Partout les Arabes et les fellahs révoltés furent battus; mais l'insurrection était comme l'hydre aux cent têtes, qui se reproduisaient à mesure qu'on les coupait. Les bataillons français, disséminés dans les provinces du Delta, étaient souvent insuffisants pour les marches et les courses continuelles qu'exigeaient les soulèvements qui se manifestaient à la fois sur presque tous les points de cette partie de l'Égypte.

Nous avons dit que le général Murat commandait une de ces provinces. Ayant été informé, dans les derniers jours de septembre, qu'un grand rassemblement d'Arabes se trouvait aux environs de la ville de Mit-Kramr, située sur la branche du Nil dite de Damiette, Murat se concerta avec le général Lanusse, qui commandait dans son voisinage, pour marcher ensemble sur ce nouveau foyer d'insurrection.

Les deux généraux, ayant réuni leurs troupes au nombre

1798—an VII. Égypte.

d'à peu près 900 hommes, partirent du village de Banha le 29 septembre. Ils atteignirent l'ennemi au village de Mit-el-Haroun, le battirent, et lui prirent deux pieces de 4. Les Arabes se retirèrent en assez bon ordre sur une élévation que les gens du pays appellent Gebel-al-Tell, et dont le pied est inondé par le débordement du Nil. Cet obstacle n'arrêta point la marche des Français; en un moment la montagne fut escaladée, l'ennemi mis en fuite, et le drapeau tricolore arboré sur le sommet. Les Arabes avaient leurs troupeaux et leurs bagages dans une plaine qui se trouve en arrière de la montagne : ils gagnèrent cette partie à la nage. Les Français, quoique déjà très-fatigués d'une marche pénible, n'hésitèrent point à poursuivre les fuyards, et marchèrent pendant une demi-lieue ayant de l'eau jusqu'aux aisselles, ou de la vase jusqu'à la ceinture. Ils ne purent joindre qu'une partie des Arabes, qu'ils taillèrent en pièces; le reste parvint à s'échapper, abandonnant aux vainqueurs leur camp, leurs bagages et d'immenses troupeaux. Sans s'arrêter à ramasser ce butin, les deux généraux continuèrent de suivre l'ennemi jusqu'au village d'El-Hoaber, dans la province de Mansourah, où la rupture d'une digue et la chute du jour les forcèrent d'arrêter leurs troupes. Celles-ci passèrent la nuit dans cette position.

Le lendemain, les deux colonnes de Murat et de Lanusse reprirent le chemin de Mit-Kramr, et ramassèrent les bestiaux et tout ce qu'ils avaient pris la veille. Il y avait plus de six mille moutons, une grande quantité d'ânes et une cinquantaine de chameaux. On fut obligé de tuer une partie de ce bétail, qui ne put suivre la marche des colonnes. Plus de 100 Arabes étaient restés sur le champ de bataille; un bien plus grand nombre s'étaient noyés ou abîmés dans les marais. La perte des Français ne consista qu'en quelques blessés; mais presque tous les soldats étaient sans chaussures : ils les avaient laissées dans les marais en poursuivant les Arabes. Murat fit dans son rapport le plus grand éloge de la conduite des troupes dans cette affaire, et cita particulièrement le chef de bataillon d'état-major Netervoold, Suédois d'origine, comme un officier d'une haute distinction.

Le général Andréossi, de retour à Damiette après l'expedi-

tion de Schouara, s'occupa activement de la mission qui lui était confiée, c'est-à-dire l'exploration du lac Menzaleh, et la reconnaissance de la partie droite des côtes d'Égypte qui s'étend depuis le fort Lerbeh, à l'embouchure, ou *bogaz,* de la branche de Damiette, jusqu'à Tineh, où se trouvait autrefois l'embouchure d'une autre branche du Nil qui n'existe plus, et que les anciens appelaient branche de Péluse, parce qu'elle se jetait dans la Méditerranée, près de la ville de ce nom, dont il ne reste plus aujourd'hui que des ruines. 1798—an VII. Égypte.

La flottille d'Andréossi, composée de seize djermes, dont trois armées, partit de Damiette le 3 octobre (11 vendémiaire), à deux heures du matin, descendit le Nil et passa le bogaz à sept heures. Le général se mit en marche vers la même heure, avec 100 hommes, en suivant par terre la plage qui sépare le lac Menzaleh de la mer; le reste des troupes, d'un nombre pareil au détachement, était sur les djermes. A trois heures et demie, la flottille et la faible colonne d'Andréossi étaient rendues au petit hameau de Dibeh, où le lac communique avec la mer par une bouche qui porte le nom du hameau. Le bogaz avait été passé sans difficulté. Pendant cette marche de huit heures et demie sur une langue de terre aride, où l'on ne trouve pas une goutte d'eau douce ni le moindre abri, les soldats français ne firent entendre aucun murmure.

Le 4, à la pointe du jour, Andréossi sonda le bogaz de Dibeh, les entrées des canaux qui se trouvent à son débouché, et qui sont formés par plusieurs îles adjacentes, et fit fouiller, pour y trouver de l'eau, une trentaine de cabanes qui sont à la pointe de l'île de l'ouest en face de la bouche de Dibeh; on en trouva plusieurs jarres. Ce ramassis de cabanes faites en nattes, et qu'on prendrait de loin pour des villages sans minarets, ne sont habitées que par des pêcheurs. Ces espèces de hameaux, portent le nom générique de *mahouadeh,* qui signifie pêcherie. Vers le milieu du jour, le général se mit en route, et pénétra dans le canal de droite au sortir du bogaz de Dibeh, compris entre l'île de l'est et la terre qui tient au continent de Damiette. Ce canal a depuis quatre cents jusqu'à six cents toises de largeur. La moindre profondeur d'eau est de trois pieds; et la véritable passe de la navigation, qui se trouve au tiers de la

1798 — an VII. Égypte.

largeur, sur la gauche, a jusqu'à onze pieds d'eau ; le fond est de vase noire ou argile extrêmement tenace.

Le général Andreossi prenait la direction de Matarieh, lorsqu'à trois heures de l'après-midi on aperçut au sud-est un très-grand nombre de voiles allant à l'est, et cachées en partie par les îles derrière lesquelles elles se trouvaient. Ces îles, ainsi que toutes celles où la flottille avait navigué jusqu'alors, sont basses, sans culture et stériles. L'intention du général était de se porter entre Matarieh et les barques emmenant, d'après les conjectures, les mécontents de la nombreuse population de ce même village, et de négocier avec les habitants qui y restaient. Les pilotes du pays, qui s'étaient déjà effrayés, ainsi que l'interprète du général, à l'apparition d'un si grand nombre de djermes ennemies, conduisirent la flottille en arrière de la pointe de Matarieh, dans l'intérieur du golfe de ce nom, en sorte que les Français aperçurent, par le travers de la presqu'île, les minarets du bourg de Menzaleh. Dans le même moment, les djermes ennemies débouchèrent de derrière les îles, et se dirigèrent sur la flottille. Le jour baissait, les Français se trouvaient à cinq lieues de Damiette, sur un lac, et au milieu de plages inconnues, entre les mains de pilotes qui, d'après les signes qu'ils faisaient, croyaient à chaque instant voir tomber leurs têtes. Andréossi, se trouvant avoir trop peu de troupes, résolut de rabattre vers Damiette. Les djermes ennemies firent route parallèlement à la flottille, et pénétrèrent, en passant encore deux îles, dans le même canal où naviguaient les Français; et bientôt ceux-ci se trouvèrent en présence de plus de cent barques.

Aussitôt mille cris barbares, poussés avec l'accent de la fureur, se firent entendre ; l'ennemi joignait à ce vacarme effroyable les sons aigus d'instruments de cuivre et le bruit d'une sorte de tambourin. A ces premières démonstrations succéda bientôt une vive fusillade.

Cependant le général avait fait diminuer de voiles, pour laisser arriver trois djermes qui se trouvaient très en arrière, et il avait fait mettre, en attendant, les autres djermes à la traîne les unes des autres, attachées par de bonnes amarres : résolu, ayant ainsi ses embarcations réunies en masse, de combattre ses agresseurs, qui continuaient à tirer, mais sans succès. Les

djermes arrivèrent et s'amarrèrent à celles qui les précédaient. 1798 an VII Égypte.
Alors les Français, rangés sur leurs bâtiments, firent un feu de file bien nourri, appuyé de six coups de canon. Ce feu, exécuté dans l'obscurité, étonna l'ennemi, qui, au lieu de continuer à marcher à la hauteur de la flottille, se contenta de harceler la queue de cette colonne de bâtiments, en la suivant jusqu'au mouillage du village de Minieh, à l'est de Damiette, au même endroit où il avait débarqué quelques jours auparavant, pour venir attaquer le général Vial. Là recommencèrent les mêmes vociférations, qui furent entendues de Damiette. Les barques ennemies s'approchèrent de terre, et ceux qui les montaient feignirent de vouloir débarquer, comptant sans doute que les Français allaient abandonner leurs djermes; mais le général fit rester les troupes à bord, préférant se défendre des deux côtés plutôt que d'exposer les soldats qui auraient débarqué au feu des djermes. Alors les Français recommencèrent le feu qu'ils avaient fait deux heures auparavant, autant pour repousser l'ennemi que pour avertir le général Vial de la présence de la flottille sur ce point. Mais Vial avait eu la précaution de faire observer le lac pendant le jour, et ayant disposé, vers le soir, des patrouilles, une d'elles se présenta à Minieh vers dix heures et demie. L'ennemi se fit entendre jusqu'à minuit, et se retira au lever de la lune, ne laissant que quelques djermes à une certaine distance pour observer la flottille.

Lorsque le général Andréossi prit position devant Minieh, il avait envoyé quelques hommes pour reconnaître le terrain attenant au mouillage : on trouva un canal d'eau douce. Alors Andréossi fit prévenir qu'on pouvait boire à discrétion l'eau qui était dans les djermes. Les soldats répondirent : « Nous n'avons plus soif ni faim; nous ne demandons qu'à combattre. » Ces paroles furent rapportées au général par le chef de bataillon Deslonges, de la 25e demi-brigade, officier distingué, dont la haute valeur servait d'exemple aux soldats sous ses ordres. Les Arabes fellahs perdirent un certain nombre des leurs dans cette affaire, où les Français n'eurent pas même un seul homme blessé. Le chef de ce rassemblement ennemi était ce même Hassan-Toubar dont nous avons parlé plus haut. Quelques jours après, le général Dugua fit écrire à ce scheick par un de ses amis,

1798—an VII. Égypte. pour l'engager à entrer en accommodement avec les Français. Voici sa réponse : « Je ne veux voir les Français ni de loin ni de près ; s'ils me donnent la certitude de rester tranquilles chez moi (au bourg de Menzaleh), je leur payerai le tribut que je payais aux mameloucks, mais je ne veux aucune communication avec ces infidèles. »

Trois jours après cette incursion sur le lac Menzaleh, le général Andréossi, qui se trouvait indisposé, envoya le chef de bataillon des pontonniers Tirlet[1], avec le capitaine du génie Sabathier, pour continuer les opérations relatives à la reconnaissance du lac ; ces officiers rentrèrent à la nuit sans avoir aperçu aucun mouvement de la part de l'ennemi. Cependant, le 8 octobre, à une heure du matin, un nombre de barques encore plus grand que dans la journée du 4, se présenta devant la flottille française, toujours mouillée à Minieh ; mais le feu des djermes, soutenu par celui d'une pièce de 8, qui avait été disposée sur la rive pour protéger le mouillage, parvint à éloigner l'ennemi, qui se retira en désordre.

En envoyant le général Andréossi pour faire la reconnaissance du lac Menzaleh, Bonaparte connaissait d'avance une partie des obstacles que cet officier rencontrerait dans son opération : c'est pourquoi il avait ordonné au général Dugua, gouverneur de la province de Mansourah, de détacher une forte colonne pour s'emparer du bourg de Menzaleh, résidence du scheick Hassan-Toubar, et principal repaire de ces Arabes fellahs dont les djermes infestaient le lac.

Le général Damas fut chargé de cette opération, au retour d'une expédition qu'il venait de faire sur le canal d'Achmoun, au village de Damanet, où il avait dispersé un rassemblement de fellahs insurgés. Il arriva à Menzaleh le 7 octobre, sans rencontrer d'obstacles, et fut joint dans ce village par le général Andréossi, dont la flottille fut obligée de mouiller à une lieue de la côte, parce qu'il est impossible aux bateaux d'en approcher plus près, à cause des bas-fonds.

Le résultat des deux opérations combinées fut de contraindre

[1] Depuis lieutenant général d'artillerie. C'est le même officier que nous avons déjà cité honorablement en rapportant le passage du Rhin par l'armée de Sambre-et-Meuse, en 1796.

les djermes ennemies à fuir jusques auprès de l'ancienne bouche Pélusiaque, et de donner aux Français la facilité d'établir des postes militaires à Matarieh et à Menzaleh, pour la protection de la flottille destinée à croiser sur le lac. 1798—an VII. Égypte.

Nous avons laissé le général Desaix sur le canal de Jussef, se disposant à aller attaquer Mourad-Bey dans la province de Faïoum. La navigation de la flottille sur laquelle se trouvaient les troupes de la division française était extrêmement difficile. Le canal serpentant dans les terres, les vents faisaient échouer les bâtiments presqu'à chaque instant. Les soldats étaient très-souvent dans la nécessité de tirer les barques et de se plonger, à cet effet, jusqu'à la ceinture, dans une eau vaseuse. Rien ne peut se comparer à la fatigue qu'ils éprouvèrent dans cette marche de plusieurs jours et de plusieurs nuits, sans presque aucune relâche. Vis-à-vis du village de Melaoueh, Desaix renvoya dix des plus grandes djermes qui ne pouvaient pas suivre, en y faisant placer les nombreux malades de sa colonne, par le canal du même nom qui aboutit au Nil. Les malades devaient être conduits à Benisouef, pour y être soignés et se trouver à portée de rejoindre la division après leur guérison. Les Français arrivèrent à Behneseh, où ils espéraient rencontrer les mameloucks, comme quelques paysans l'avaient annoncé; mais ils n'y trouvèrent aucun ennemi. Ce ne fut qu'au village de Benkiah, le 4 octobre, qu'on aperçut les premiers détachements de Mourad, au nombre de 150 mameloucks et autant d'Arabes. Une colonne de 400 Français, marchant le long du canal à la hauteur de la flottille, força ces détachements à s'éloigner, et permit à la division de suivre sa route.

Le 5 octobre, les Français virent paraître un corps de 600 mameloucks, qui, placés en assez bon ordre sur la rive droite du canal, passant en cette partie sur la lisière du désert, se disposaient à faire feu sur la flottille. Il était impossible de débarquer en cet endroit, à cause des inondations; Desaix fit rétrograder les bâtiments à une demi-lieue, pour mettre les troupes à terre et marcher sur l'ennemi; celui-ci envoya un détachement afin de troubler cette opération, mais les carabiniers de la 21e légère ne permirent pas aux mameloucks d'approcher de la rive: la division put débarquer sans empêchement, et se forma aus-

1798 – an VII. Egypte.

sitôt. Desaix fit aussi mettre à terre deux pièces de canon attelées, et les troupes s'avancèrent dans le désert en côtoyant l'inondation.

Cependant les mameloucks se retiraient lentement devant les Français; les pelotons de ceux-ci, qui marchaient en avant-garde, firent pendant plus de quatre heures un feu continuel sur cette cavalerie, qui essayait de riposter sans charger, et qui perdit quelques chevaux; elle était commandée par le bey Mohammed-Elfy, créature et favori de Mourad. Desaix s'arrêta pour attendre ses barques, qui suivaient, gardées par 200 hommes et montées par 200 hommes blessés ou malades. La division bivouaqua dans le désert.

Le lendemain, 6 octobre, les troupes se remirent en marche un peu avant le jour, et la flottille suivit, malgré les vents contraires. Bientôt on aperçut l'armée de Mourad placée sur toutes les hauteurs parallèles du Nil : Desaix marcha sur-le-champ pour le déposter, et y réussit après quelque résistance. Mourad reforma ses troupes dans la plaine en arrière des hauteurs, sur une ligne très-étendue.

Desaix forma sa division en carré, éclairé par deux pelotons, dans le même ordre, de 200 hommes chacun. Ces deux petits carrés soutenaient, l'un devant, l'autre derrière, deux autres pelotons de tirailleurs, opposés aux tirailleurs ennemis, qui venaient tirer jusque sur le grand carré. Lorsque les Français furent arrivés à une certaine distance du centre ennemi, ils firent halte pour se reposer et se rafraîchir un instant, car ils marchaient depuis trois heures; ils purent alors apercevoir Mourad-Bey sur le devant de sa tente, entouré de ses beys et kachefs, et des principaux officiers de sa maison. La division ne tarda pas à se remettre en mouvement au pas de charge. Les mameloucks n'osèrent point attendre le choc, et se replièrent après avoir reçu plusieurs coups de canon tirés avec une étonnante précision par l'artillerie légère, qui leur tua quelques hommes et quelques chevaux. Desaix fit marcher inutilement à leur poursuite le reste de la journée.

Le 7, la division aperçut les mameloucks qui venaient à elle. L'intention de Mourad était d'attirer les Français dans le désert afin de les éloigner de leur flottille et de leurs provisions.

Desaix avait trop d'expérience pour ne pas pénétrer le dessein de son adversaire ; c'est pourquoi, après avoir repoussé les mameloucks, il se rapprocha du canal pour couvrir ses bâtiments : l'ennemi ne tarda pas à revenir en poussant de grands cris, mais le feu des pelotons avancés suffit pour le tenir à une distance respectueuse. Les Français, qui avaient consommé leurs vivres dans les deux journées précédentes, en prirent sur les bâtiments pour deux autres jours. Dans les affaires qui venaient d'avoir lieu, la division n'avait eu qu'une dizaine de blessés. La perte de l'ennemi avait été bien plus considérable : les paysans l'estimèrent à plus de 150 hommes. 1798 - an VII. Égypte.

Le lendemain, 8 octobre, au matin, la division se remit en marche. Desaix venait d'être informé que Mourad-Bey se retranchait au village de Sédiman, où il avait rassemblé toutes ses ressources, tous les Arabes de son parti, et que, fort de 4 à 5,000 chevaux, il se disposait à tenter un vigoureux effort. Le général français résolut d'attaquer Sédiman par le côté qui touche le désert, et s'éloigna à cet effet de l'inondation. Le pays est formé de monticules irréguliers ; une vallée assez profonde séparait les deux partis.

Les Français étaient formés à peu près dans le même ordre que dans la journée du 6. Après deux heures de marche, Desaix vit la cavalerie ennemie s'avancer rapidement vers lui, au son d'une musique barbare. Les pelotons avancés étaient à peine repliés sur les petits carrés, et les deux pièces d'artillerie légère mises en batterie, lorsque les mameloucks se précipitèrent de toutes parts sur les Français. Ceux-ci les virent arriver avec le plus grand sang-froid. Desaix avait commandé aux grenadiers de la 21e légère de faire feu : « A vingt pas, général, répondirent ces braves, nous ne tirerons pas avant ! » Le canon éloigna les mameloucks du front du grand carré ; mais ils se jetèrent sur les deux petits carrés placés aux angles, l'un devant, l'autre derrière. Le capitaine Vallette, qui commandait celui de droite, ordonna à ses chasseurs (de la 21e légère) de ne faire feu qu'à dix pas et de croiser la baïonnette. Cet ordre fut exécuté : l'ennemi, trop nombreux pour être arrêté d'abord par un feu trop court et trop peu nourri, arrive jusque sur les baïonnettes : il ne peut rompre le petit carré, le feu des second et troisième rangs

1798 an VII. Égypte. le foudroie, et les baïonnettes du premier éventrent ses chevaux. Les mameldoucks jettent alors sur leurs adversaires fusils, tromblons, haches, pistolets, masses d'armes, et jusqu'à leurs sabres et leurs poignards : plusieurs soldats succombent sous ce nouveau genre de traits ; les mamelouks pénètrent dans le carré ; douze Français tombent morts, trente sont blessés ; mais l'ennemi paye cher cet avantage : autant des siens mordent la poussière. Bientôt la mitraille et le feu du grand carré parviennent à dégager les intrépides chasseurs du capitaine Vallette, qui rentrent dans ce carré après avoir dépouillé ceux de leurs riches adversaires qui sont restés sur le terrain. La conduite de ces trop braves soldats qui, pour la plupart, n'avaient voulu se battre qu'à la baïonnette, est au-dessus de tout éloge.

Pendant que cela se passait au petit carré de droite, d'autres mameloucks, aussi nombreux que les premiers, s'étaient avancés sur le carré de gauche, commandé par les capitaines Sacrost, de la 21ᵉ, et Geoffroy, de la 61ᵉ. Mais le feu de cette troupe, beaucoup plus prompt et mieux nourri que celui du carré de droite, repoussa la charge. L'ennemi se porta alors sur le côté du grand carré formé par la 88ᵉ ; il fut reçu de même. Le chef de cette demi-brigade, Conroux, fut blessé à l'épaule droite.

Cependant, avant de marcher sur le gros des troupes ennemies, il fallait transporter les blessés. Malgré toute la diligence que mirent les Français à cette opération, Mourad-Bey eut le temps de faire placer 4 pièces de canon sur un monticule : déjà ces pièces faisaient un grand ravage, mais Desaix ordonna de marcher dessus au pas de charge. La mitraille ne put arrêter la marche du carré, non plus qu'une charge vigoureuse entamée sur le front de la 88ᵉ, au milieu de la course. L'ennemi, étonné de cette intrépidité, s'enfuit dans le plus grand désordre ; et le capitaine Rapp, aide de camp de Desaix, à la tête des tirailleurs, s'empara des 4 pièces. Embarrassé de ses blessés, et voulant reposer ses soldats haletants de soif et de fatigue, Desaix arrêta la division sur les bords de l'inondation du Faïoum. Dans toute cette partie, on ne peut approcher aucun village. Après quelques instants de repos, les troupes marchèrent sur Sédiman, évacué par les troupes de Mourad, pour que les blessés y fussent pansés et transportés ensuite sur les djermes de la flottille.

Les Français avaient perdu dans le combat 40 hommes tués et 80 blessés. Le capitaine Humbert, de la 21e légère, fut au nombre des morts ; cinq autres officiers reçurent des blessures dangereuses. Plus de 300 mamelouks restèrent sur le champ de bataille, et Mourad emmena un plus grand nombre de blessés; la plaine était couverte de cadavres de chevaux. Les beys et les kachefs, autant par bravoure personnelle que pour animer leurs gens, s'étaient plus particulièrement exposés au danger; aussi plusieurs d'entre eux reçurent-ils la mort ou des blessures graves. Les beys Sélim-Aboudia, Osman-Bardizy, Osman-Tamburdji étaient au nombre des tués. Mohammed-Elfi-Bey avait reçu un coup de feu à la cuisse. 1798—an VII. Égypte.

Les chefs de bataillon Eppler et Morand[1], les capitaines Vallette, Sacrost, Geoffroy, les lieutenants Horman et Nicolier, les sergents Pierre-Laurent, Jérôme, les sous-officiers et soldats Parilès, Rougereau, Richoux, Tremier, Girard, Tissot, Châtelain, Demonge, Marchand, Duchêne et Morin, méritèrent une mention plus particulière dans les rapports des généraux et chefs de corps. Nous n'avons pas besoin de dire que ces derniers donnèrent de nouvelles preuves de leur sang-froid ordinaire, notamment le général Friant, l'adjudant général Donzelot, et les chefs de brigade Robin et Conroux.

L'Égypte n'avait point encore vu de combat plus opiniâtre et plus meurtrier, et, ce qui rend encore le succès obtenu par les Français plus remarquable, c'est que les troupes de Mourad-Bey étaient six fois plus nombreuses que celles de Desaix : celui-ci avait à peine 2,000 hommes. Le résultat de cette action brillante fut la séparation des Arabes d'avec les mamelouks, et l'occupation de la fertile province de Faioum, où Desaix alla s'établir pour reposer ses troupes. Les mamelouks se retirèrent d'abord derrière le lac de Gaza, et de là au village de Delgé, à la hauteur de celui de Melaoueh, sur le Nil. Un autre avantage de la victoire de Sédimanfut de convaincre Mourad-Bey de l'impossibilité de vaincre l'infanterie française en bataille rangée. Il faut attribuer à l'expérience qu'il fit dans cette journée de l'intrépidité surnaturelle de nos soldats,

[1] Depuis lieutenant général.

1798 – an VII. Égypte. le parti pris par ce chef des mameloucks de ne plus se mesurer franchement avec eux. Il résolut de les harceler, de fuir quand il serait poursuivi, et de ne se laisser jamais approcher d'assez près pour être contraint d'engager un combat désavantageux. Cette tactique de Mourad était celle des Arabes. Ce ne fut pas sans une extrême répugnance que ce guerrier se soumit à des manœuvres si opposées à son courage impétueux et à son audace naturelle. Quoi qu'il en soit, cette nouvelle manière de faire la guerre aux Français tint ceux-ci dans un mouvement continuel, et leur fit éprouver, dans les marches et contre-marches auxquelles ils furent forcés, plus de mal qu'ils n'en auraient eu dans des combats réguliers.

22 octobre. (1er brum.) Égypte. *Révolte du Caire; mort du général Dupuy, du colonel Sulkowski, etc.* — Deux mois étaient écoulés depuis l'entrée des Français dans le Caire, et jusqu'alors la population de cette immense capitale avait paru étrangère à toutes les trames ourdies contre les nouveaux dominateurs de l'Égypte par les agents secrets des beys, des Turcs et des Anglais.

Bonaparte n'avait négligé aucun des moyens qui pouvaient établir la confiance chez les principaux habitants, paralyser les intrigues des ennemis des Français, et rendre sans effet les déclamations frénétiques des ulémas, des imans et autres ministres de la religion mahométane. Le divan établi par lui était consulté sur les moindres intérêts, et il s'empressait de faire droit aux demandes ou réclamations légales que lui adressait cette assemblée municipale. Il avait mis ses soins à respecter lui-même et à faire respecter par tous ce qui tenait aux usages religieux et civils. Cette conduite avait concilié au général en chef l'estime et la vénération de plusieurs personnages en crédit parmi le peuple, et, dans leur reconnaissance, ils l'avaient appelé Ali. Le nom du gendre de Mahomet, digne successeur de l'auteur du Coran, et prophète comme lui, leur avait paru le plus convenable pour exprimer l'opinion qu'ils avaient conçue du caractère et des grandes qualités du vainqueur des mameloucks.

Mais plusieurs des chefs de la religion, et tous les sectateurs austères de l'islamisme, étaient loin de partager l'enthousiasme de ceux dont nous venons de parler. Au lieu de regarder comme


Ile de
Roudah
Maison de
Mourad-Bey
Djerme
Pyramide
de Cheops
le Nil

un bienfait la protection que le général français accordait aux musulmans, ils ne voyaient dans ses démarches qu'une profanation insultante, un grand avilissement. Les ennemis de la république trouvèrent donc parmi ces fanatiques des gens disposés à se rendre les instruments de leur haine et de leurs machinations. Les dernières classes du peuple ne tardèrent pas à recevoir l'impulsion qui leur fut donnée dans ce sens. L'esprit d'insurrection se propagea avec activité : les meneurs n'attendaient plus qu'une occasion favorable pour jeter le masque et lever l'étendard de la révolte, lorsque, malheureusement, cette occasion fut hâtée par les Français eux-mêmes. 1798 – an VII. Égypte.

En Égypte, comme dans toutes les contrées de l'Orient où règne le despotisme, presque toutes les propriétés ne sont que des concessions temporaires du gouvernement : elles peuvent être retirées ou renouvelées, suivant le caprice du maître absolu, à la mort du titulaire.

Bonaparte n'avait point trouvé dans les finances de l'Égypte les ressources qu'il en espérait. La cessation du commerce extérieur, les trésors emportés par les mameloucks, la méfiance générale des propriétaires et des gens riches, avaient fait disparaître une grande partie du numéraire, dans un pays d'ailleurs où ce dernier n'est pas très-abondant, et où toutes les impositions légales se payent en nature. Pour se procurer l'argent nécessaire aux besoins de l'armée, il aurait fallu recourir à la voie des avanies, moyen odieux, précaire, et qui aurait trop rappelé les mameloucks, dont il importait de faire oublier les mesures vexatoires. Le sieur Poussielgue, nommé administrateur général des finances, proposa au général en chef d'établir le droit d'enregistrement, de soumettre toutes les concessions dont nous venons de parler plus haut à une révision, et de faire enregistrer tous les actes portant confirmation. Ce moyen fiscal, absolument inconnu dans l'Orient, fut regardé comme une avanie déguisée, et excita un mécontentement général, notamment au Caire, séjour habituel de presque tous les grands concessionnaires de l'Égypte. Les mêmes hommes qui par amour pour la tranquillité avaient résisté aux insinuations des malveillants, tant qu'ils avaient cru leurs propres droits en sûreté, partagèrent les ressentiments des ennemis

1798 an VII. Égypte. des Français quand ils se virent attaqués dans leurs intérêts. Cette disposition d'esprit chez les grands propriétaires, patrons des classes inférieures du peuple, gagna promptement celles-ci. Les malveillants, et surtout certains ministres des mosquées, trouvèrent l'occasion favorable pour mettre en œuvre le grand ressort de la religion. Les temples retentirent de prédications séditieuses, où l'on faisait intervenir l'autorité de Dieu et de son prophète. Le fanatisme égara bientôt toutes les têtes ; et le désir de secouer un joug qu'on lui représentait comme plus odieux encore que celui des beys, réunit sous l'étendard de la foi musulmane le peuple entier de la capitale de l'Égypte.

Le 21 octobre, à la pointe du jour, des rassemblements se formèrent dans les divers quartiers du Caire. Une foule considérable se porta en tumulte au palais où le divan était assemblé, pour inviter celui-ci à se transporter en corps chez le général en chef, à l'effet de lui demander le rapport de son arrêté sur l'enregistrement des propriétés. Mais, par l'effet de l'exaltation que produisent toujours dans l'esprit de la multitude les grands rassemblements séditieux, le peuple du Caire se crut assez fort pour pouvoir braver le ressentiment des Français, et pour entreprendre de chasser de la ville cette poignée d'hommes qu'il regardait comme les oppresseurs les plus odieux. Se fiant à la faiblesse numérique de la garnison et à l'éloignement des différents postes occupés par elle, des détachements nombreux se portèrent simultanément dans les quartiers particulièrement habités ou fréquentés par les Français, et massacrèrent tous ceux de ces derniers qu'ils rencontrèrent, ainsi que les individus qu'ils soupçonnaient d'être leurs partisans. La maison occupée par le général du génie Caffarelli fut investie et mise au pillage. Fort heureusement, cet officier était sorti dès le matin pour aller, avec le général en chef et presque tous les officiers de l'état-major, visiter l'île de Roudah, où il était question de faire quelques établissements militaires. Deux ingénieurs des ponts et chaussées, Thévenot et Duval, se trouvaient seuls dans la maison de Caffarelli, au moment où les révoltés s'y présentèrent en poussant des hurlements effroyables. Les deux officiers, n'écoutant que leur courage, rassemblèrent les domestiques du général et voulurent opposer une

vive résistance à ces furieux ; mais que pouvaient quelques hommes contre une masse de fanatiques excités par la religion, la soif de la vengeance et du pillage ? Forcés dans les derniers appartements de la maison, les ingénieurs et leurs auxiliaires ne peuvent éviter la mort et sont mis en pièces.

Dans le même temps, une autre troupe de révoltés se portait sur la maison Cassim-Bey, dans un quartier assez éloigné de ceux occupés par les Français. Ce local avait été donné par Bonaparte aux membres de l'institut et de la commission des arts et des sciences pour s'y réunir. Obligés de se défendre dans cet asile consacré à l'étude, les savants et les artistes prirent les armes, et, secondés par leurs domestiques, ils se barricadèrent. Malgré l'immense supériorité des assaillants, les dignes compagnons des guerriers français donnèrent la preuve que la bravoure et l'intrépidité s'allient fort bien au savoir et aux talents libéraux ; ils se défendirent avec tant d'opiniâtreté et de présence d'esprit, que l'attaque dirigée contre eux ne put avoir aucun succès. Les membres de l'institut et de la commission restèrent sous les armes jusqu'au moment où, ayant reçu quelque renfort, ils se virent délivrés de l'espèce de siége qu'ils avaient soutenu pendant toute la journée.

Cependant le général Dupuy, commandant du Caire, avait été promptement averti des rassemblements formés par la populace. Moins alarmé qu'il n'aurait dû l'être sur un pareil mouvement, il s'était contenté d'abord d'ordonner quelques patrouilles, qui furent bientôt insuffisantes pour dissiper les séditieux. Mais apprenant, par les rapports qui lui arrivaient de tous les côtés, que l'insurrection avait un caractère sérieux, Dupuy quitta son hôtel, accompagné de son aide de camp, le capitaine Maury, du négociant Baudeuf, qui lui servait d'interprete, et d'un piquet de dragons ; ordonnant en même temps à la 32[e] demi-brigade, casernée sur la place de Birket-el-Fyl, de prendre les armes et de se tenir prête à marcher, le général prit sa direction sur le grand cimetière, appelé la *Ville des tombeaux*, où se trouvait, suivant les rapports, un des plus considérables rassemblements. La plupart des rues étaient obstruées par une foule immense, et un grand nombre d'habitants postes dans les maisons tiraient sur les Français, ou

1798 - an VII. Égypte.

les accablaient de pierres et de morceaux de bois. Toutefois le général Dupuy s'était avancé jusqu'auprès du quartier des Francs, en chassant ou dissipant à coups de sabre tout ce qui se présentait sur son passage. Il allait entrer dans la rue dite des Vénitiens, lorsqu'il se vit arrêté par un groupe de populace qui barrait la rue et paraissait vouloir disputer vivement le passage. Le négociant Baudeuf voulut haranguer les révoltés, mais sa voix fut couverte à l'instant par les hurlements de ceux-ci. Emporté par son bouillant courage, et méprisant trop peut-être le genre d'ennemis qu'il avait à combattre, le général ordonne aux dragons de le suivre, et se précipite avec eux sur le rassemblement sans attendre l'arrivée de l'infanterie, dont le feu eût été nécessaire pour ébranler préalablement la masse qu'il s'agissait de charger. Le premier choc de Dupuy et de son escorte fit d'abord reculer les premiers assaillants, mais la rue était trop étroite pour laisser écouler le groupe en retraite. Le général, qui s'était ouvert avec les plus grandes peines un passage à travers les révoltés, est bientôt entouré par eux et couvert de blessures; un coup de lance l'atteint au-dessous de l'aisselle gauche et lui coupe l'artère. L'aide de camp Maury, cherchant à parer les coups portés à son général, est lui-même renversé de cheval. Dupuy, quoique blessé à mort, voit le danger de son aide de camp, et se baisse pour lui tendre la main et l'aider à se remettre en selle : ce mouvement fait sortir à gros bouillons le sang de la plaie de ce général, qui tombe lui-même évanoui. Les dragons parviennent cependant à écarter les assaillants; on transporte Dupuy dans la maison du colonel Junot, aide de camp de Bonaparte, et il expire quelques minutes après, en regrettant de n'avoir pas pris plus tôt des mesures vigoureuses pour s'opposer à une sédition qui faisait des progrès aussi terribles.

La nouvelle de la mort du général Dupuy se répandit en un instant dans presque tous les quartiers de la ville; le canon d'alarme se fit entendre, et le général Bon prit le commandement des troupes qui se rassemblaient de toutes parts. De nombreux détachements d'infanterie, dirigés dans les rues principales, firent un feu aussi vif que meurtrier sur les révoltés. Plus de 15,000 de ces derniers, chassés et poursuivis la baïon-

nette dans les reins, se réfugièrent dans la grande mosquée, dite El-Héazar, où ils se retranchèrent, résolus de s'y défendre jusqu'à la mort, cherchant à rallier tous ceux des habitants qui n'avaient point encore osé se réunir à eux, et que les imans et les mollahs, placés sur les galeries des minarets, appelaient à la vengeance commune. 1798 – an VII. Égypte.

D'un autre côté, les Arabes du désert, prévenus sans doute de l'insurrection, s'étaient avancés jusque sous les murs de la ville, et cherchaient à y pénétrer pour se réunir aux révoltés, profiter du désordre général et se livrer au pillage.

Le bruit du canon d'alarme, et des exprès qui lui furent d'abord envoyés, avertirent Bonaparte de ce qui se passait au Caire. Il se hâta d'accourir de l'île de Roudah avec les officiers et les guides de l'armée qui l'accompagnaient. Arrivé à l'une des portes du vieux Caire, il y trouva un rassemblement considérable, qui l'empêcha de pénétrer ; s'étant présenté ensuite à la porte dite de l'Institut, il rencontra un obstacle semblable, et ne put rentrer au Caire que par la porte de Boulaq. Les communications des différents quartiers de la ville entre eux étant interrompues, le général en chef donna le commandement de la partie qu'il occupait à son aide de camp Junot, et fit disposer des postes autour de la place Ezbekieh. Sur ces entrefaites, un convoi de malades de la division Reynier, venant de Belbeïs, fut attaqué par les Arabes au moment où, ignorant ce qui se passait, il allait entrer dans la ville. Les assaillants eurent bientôt dispersé la faible escorte de ce convoi, et tous les malades furent égorgés sans qu'il en échappât un seul.

A la chute du jour, Bonaparte avait réussi à faire mettre plusieurs canons en batterie à l'entrée des rues principales, et la nuit se passa sous les armes. La plus grande partie des insurgés, selon l'usage général en Orient de ne rien entreprendre après le coucher du soleil, s'étaient retirés dans les maisons, et ceux qui occupaient la grande mosquée avaient cessé de faire feu sur les Français. Cette espèce de suspension d'hostilités dura toute la nuit; mais le lendemain, à la pointe du jour, les insurgés se rassemblèrent de nouveau; et, maîtres de plusieurs issues de la ville, ils en facilitèrent l'entrée aux Arabes et aux révoltés du dehors. Ce secours remplit la ville d'Arabes et de

1798 an VII. Égypte. paysans armés de bâtons, de piques, de sabres, de poignards, et même de fusils. Mais, pendant la nuit, Bonaparte avait fait toutes les dispositions nécessaires pour repousser les nouvelles attaques des Égyptiens. Une colonne d'infanterie marcha sur le grand cimetière, qui se trouvait occupé par un fort rassemblement; ceux qui le formaient furent dispersés ou taillés en pièces. La grande rue dite *du Petit-Thouars* (en mémoire du brave capitaine du *Tonnant*, tué au combat d'Aboukir) devint aussi le théâtre d'un carnage non moins sanglant. Une compagnie de grenadiers et une batterie d'obusiers se trouvaient placés au débouché de cette rue sur la place d'Ezbekieh. Les insurgés, voyant qu'ils s'exposeraient à une mort certaine en s'avançant par une voie aussi dangereuse, s'étaient glissés par des chemins détournés, à travers les jardins et les cours des maisons, dans une mosquée qui se trouve au premier tournant de la rue, et de là faisaient feu sur la batterie et sur les grenadiers. Ceux-ci marchèrent sur la mosquée, en enfoncèrent les portes à coups de hache, et, chassant dans la rue les hommes qu'elle renfermait, les obligèrent à essuyer le feu de la batterie, en même temps qu'ils les fusillaient du poste dont eux, grenadiers, venaient de s'emparer. La rue fut jonchée des cadavres de ces fanatiques.

Pendant que ceci se passait dans l'intérieur, les généraux Dumas (Alexandre), Lannes et Vaux étaient sortis de la ville, avec des détachements de cavalerie et d'infanterie, pour battre la campagne. Ils repoussèrent et dispersèrent une grande partie des Arabes bédouins et fellahs qui accouraient encore de tous côtés pour pénétrer dans le Caire. Le chef de brigade Sulkowski, aide de camp de Bonaparte, avait été envoyé, avec un détachement des guides, sur le chemin de Belbeïs. Il rentrait en ville, après avoir mis en fuite tous les partis qui s'étaient trouvés sur son passage, lorsqu'il rencontra, à la porte d'El-Nan, la populace de ce quartier qui s'y était rassemblée. Trop brave pour craindre d'affronter de si misérables adversaires, quel que fût leur nombre, Sulkowski s'élance avec ses guides à travers les flots de la multitude, et veut se frayer un passage pour gagner le quartier général; mais son cheval, effrayé par les cris affreux que poussent les révoltés tombant sous les coups redou-

blés du cimeterre de son maître, se cabre, s'abat, et renverse celui-ci. La tourbe se précipite alors sur le vaillant Sulkowski, qui, dans la position où il se trouve, ne pouvant plus opposer qu'une vaine résistance, est massacré avant que les guides qui l'accompagnent aient pu le dégager. La perte de ce jeune héros fut vivement sentie par le général en chef et par toute l'armée. Sulkowski, issu d'une des plus nobles familles de la Pologne, n'avait pas voulu demeurer le témoin passif de l'asservissement de sa patrie; il était venu chercher la liberté et la gloire dans les rangs des guerriers français, qu'il étonna souvent par son dévouement et sa rare intrépidité.

1798 — an VII. Égypte.

Les révoltés étaient toujours maîtres de la grande mosquée, et paraissaient vouloir s'y maintenir jusqu'à la dernière extrémité. Toutes les issues de ce poste redoutable étaient barricadées et fortement gardées; il eût fallu perdre beaucoup de monde pour tenter de s'en emparer de vive force, et encore le succès eût-il été douteux. Bonaparte donna l'ordre au général Dommartin de se diriger vers la citadelle, et d'établir plusieurs batteries sur le revers du Mokattam, chaîne de montagnes dont la partie orientale domine le Caire, et au pied de laquelle est bâti le château ou citadelle de cette ville, à l'effet de foudroyer le principal repaire des insurgés. Pendant que le général d'artillerie s'occupait de remplir cette mission importante, le général en chef envoya à plusieurs reprises des parlementaires, choisis parmi les principaux habitants restés fidèles, pour offrir aux insurgés un pardon généreux, s'ils consentaient à déposer les armes. Il voulait épargner à la capitale de l'Égypte les suites de la mesure terrible qu'il venait de prendre. Cette dernière démarche de Bonaparte fut considérée par les révoltés comme un acte de faiblesse; et, se confiant dans leur supériorité numérique, ils se refusèrent à toutes les propositions qui leur furent faites. Le général en chef se vit donc forcé à user de tous ses moyens militaires pour réduire des hommes aussi déterminés. Des colonnes de grenadiers s'avancèrent par les rues qui conduisent à la grande mosquée, à l'effet de cerner cet édifice, et pour empêcher qu'aucun de ceux qu'il renfermait ne tentât de s'échapper. Le général Dommartin démasqua alors ses batteries; le commandant de la citadelle fit également tirer les siennes, et

1798—an VII. Égypte.

bientôt les bombes, les boulets et les obus renversèrent ou incendièrent plusieurs maisons, et endommagèrent la mosquée. Le bombardement avait commencé à quatre heures du soir : par un hasard assez extraordinaire, le ciel, presque toujours serein dans cette saison, vint à s'obscurcir, et le tonnerre mêla ses bruyants éclats à ceux de l'artillerie française. Cet incident parut frapper l'imagination superstitieuse des Égyptiens, et contribua peut-être plus que toute autre chose à ramener la tranquillité dans les autres quartiers du Caire.

Le bombardement continuait à faire de grands ravages sur le point de la ville où il était dirigé. La crainte d'être ensevelis sous les décombres de la grande mosquée réduisit les révoltes à la nécessité d'implorer la générosité de Bonaparte, en lui promettant pour l'avenir une soumission exemplaire. Cette détermination était tardive ; et, dans l'opinion de Bonaparte, un châtiment sévère pouvait seul lui répondre des dispositions futures des rebelles. Il répondit aux envoyés de ceux-ci : « Vous avez refusé ma clémence quand je vous l'offrais : l'heure de la vengeance est sonnée : vous avez commencé, c'est à moi de finir. » Les hommes qui occupaient la grande mosquée durent alors chercher dans leur désespoir les derniers moyens de salut. Ils essayèrent une sortie, et cherchèrent à se faire jour les armes à la main ; mais, reçus à la baïonnette par les grenadiers, ils ne trouvèrent que la mort. Alors les principaux chefs de l'insurrection, se dévouant pour le salut de la multitude, s'avancèrent désarmés vers les soldats, et implorèrent leur pitié par les démonstrations les plus pressantes, en poussant tous ensemble le cri *Amman !* ce qui signifie, Miséricorde. Il était huit heures du soir. Bonaparte, satisfait d'avoir enfin réduit ce dernier et redoutable rassemblement, ordonna d'épargner les suppliants, fit cesser le feu, et reçut à quartier tout ce qui restait encore de révoltés.

Ceux-ci avaient perdu de 3 à 4,000 hommes dans les deux journées des 21 et 22 octobre, et le nombre des Français tués ou mis hors de combat ne s'était pas élevé au-dessus de 300. Mais si l'on considère la force effective de l'armée d'Égypte, l'éloignement où elle se trouvait de la mère patrie, et ce qui lui restait encore à faire pour étendre et consolider sa conquête,

on ne pourra pas se dissimuler que la révolte du Caire dut occasionner aux Français un dommage notable. A la vérité, Bonaparte tira de sa victoire un avantage précieux : celui d'imprimer dans l'esprit des Égyptiens, et particulierement des habitants du Caire, une grande idée des forces qu'il avait à sa disposition.

Le 24 octobre, les proclamations suivantes, imprimées en arabe, furent publiées et affichées dans les rues du Caire[1] :

Les gens de loi de la ville du Caire aux habitants des provinces.

« Nous supplions le Tout-Puissant de vous préserver de la sédition et du désordre caché et public, et de vous éloigner de ceux qui cherchent à faire le mal sur la terre.

« Savoir faisons aux habitants des provinces qu'il est arrivé quelque désordre dans la ville du Caire, de la part de la vile populace et des méchants qui se sont mêlés avec elle; ils ont mis la désunion entre les troupes françaises et les sujets, et cela a occasionné la mort de beaucoup de musulmans. Mais la main bienfaisante et invisible de Dieu est venue bientôt apaiser la sédition; et, par notre intercession auprès du général en chef Bonaparte, les malheurs qui doivent suivre la révolte ont été arrêtés. Il a empêché les troupes de brûler la ville et de la piller, car il est plein de sagesse, bienfaisant et miséricordieux envers les musulmans; il est le protecteur particulier des pauvres, et sans lui tous les habitants du Caire n'existeraient plus.

« Gardez-vous donc bien d'exciter le désordre, afin que vous jouissiez dans vos foyers de la tranquillité et de la sécurité; n'écoutez point les conseils des méchants et les projets des séditieux; ne soyez point du nombre de ces insensés malheureux qui ne savent point prévoir les conséquences; rappelez-vous que Dieu donne l'empire à qui il veut, et ordonne ce qui lui

[1] Bonaparte avait apporté d'Europe plusieurs presses et des caractères arabes.

La direction de l'imprimerie principale établie au Caire avait été confiée au sieur Marcel, que nous avons vu depuis à Paris à la tête de l'imprimerie impériale.

1798 – an VII Égypte. plaît. Tous ceux qui ont été les auteurs du désordre ont péri, et cette terre en a été heureusement délivrée.

« Nous vous conjurons donc de prendre garde à vous jeter dans le précipice ; occupez-vous des moyens de gagner votre vie, et des devoirs qui vous sont imposés par votre religion. Cette sainte religion nous ordonne de vous donner ces conseils. »

Les scheicks de la ville du Caire au peuple d'Égypte:

« O vous, musulmans, habitants des villes et des places frontières! ô vous, habitants des villages, fellahs et Arabes! sachez qu'Ibrahim-Bey et Mourad-Bey ont répandu dans toute l'Égypte des écrits tendant à exciter le peuple à la révolte, et ils ont fait entendre frauduleusement et malignement que ces écrits viennent de Sa Majesté impériale et de quelques-uns de ses visirs.

« Si vous cherchez la raison de ces mensonges politiques, vous la trouverez dans leur dépit et leur rage contre les ulémas et les sujets qui n'ont pas voulu les suivre, et qui n'ont pas abandonné leur patrie et leur famille. Ils se sont proposé par là de jeter des semences de méfiance et de désordre parmi le peuple et l'armée française, afin d'avoir la satisfaction de voir détruire le pays et tous les habitants, tant est profonde la douleur qu'ils ont de voir leur puissance détruite en Égypte! En effet, s'il était vrai que ces écrits vinssent de la part de Sa Majesté impériale, le sultan des sultans, nous les aurions vus apportés authentiquement par ses agahs.

« Vous n'ignorez pas que les Français ont été de tout temps, parmi toutes les nations européennes, les seuls amis des musulmans et de l'islamisme, et les ennemis des idolâtres et de leurs superstitions; ils sont les fidèles et les zélés alliés de Notre Seigneur le sultan; toujours prêts à lui donner des témoignages de leur affection et à venir à son secours, ils aiment ceux qui l'aiment, et sont les ennemis de ses ennemis; ce qui est la cause de la haine qui existe entre eux et les Russes, qui méditent la prise de Constantinople, et emploient tous les moyens que la ruse et l'astuce peuvent leur fournir pour envahir le pays de l'islamisme; mais l'attachement des Français pour la Sublime Porte et les puissants secours qu'ils lui donneront confondront leurs mauvais desseins. Les Russes désireraient s'emparer de

Sainte-Sophie et des autres temples dédiés au culte du vrai Dieu, pour en faire des églises consacrées aux exercices profanes de leur perverse croyance; mais, s'il plaît au ciel, les Français aideront Notre Seigneur le sultan à se rendre maître de leur pays et à en exterminer la race. 1798—an VII. Égypte.

« Nous vous invitons, habitants de l'Égypte, à ne point vous livrer à des projets de désordre, de sédition et de révolte; ne cherchez pas à nuire aux troupes françaises. Le résultat d'une conduite contraire à nos conseils attirerait sur vous les malheurs, la mort et la destruction. N'écoutez pas les discours des méchants, et les insinuations perfides de ces gens turbulents et factieux qui ne se plaisent que dans les excès et dans les crimes; vous auriez trop lieu de vous en repentir.

« N'oubliez pas aussi qu'il est de votre devoir de payer les droits et les impositions que vous devez au gouvernement et aux propriétaires des terres, afin que vous jouissiez, au milieu de votre famille et dans le sein de votre patrie, du repos et de la sécurité. Le général en chef Bonaparte nous a promis de ne jamais inquiéter personne dans l'exercice de l'islamisme, et de ne rien faire de contraire à ses saintes lois. Il nous a également promis d'alléger les charges du peuple, de diminuer les impositions, et d'abolir les droits arbitraires que la tyrannie avait inventés.

« Cessez enfin de fonder vos espérances sur Ibrahim et Mourad, et mettez toute votre confiance en Celui qui dispose à son gré des empires et qui a créé les humains. Le plus religieux des prophètes a dit : La sédition est endormie; maudit soit celui qui la réveillera! »

Ces deux proclamations étaient signées par les principaux gens de loi et scheicks de la ville du Caire; des exemplaires en furent envoyés dans toutes les provinces de l'Égypte.

Quatorze scheicks et gens de loi avaient été désignés par la voix publique comme les principaux auteurs de la sédition qui venait d'avoir lieu; onze d'entre eux furent condamnés à mort par Bonaparte lui-même[1], et leurs biens meubles et im-

[1] Voici le texte de ce jugement prévôtal :

Au Caire, le 15 brumaire an VII.

Bonaparte, général en chef, ordonne,

Les nommés (*suivent les noms des individus au nombre indiqué*),

1798 — an VI. Égypte.

meubles confisqués au profit de la république; six seulement furent fusillés sur la place d'Ezbekieh, les cinq autres étant contumaces. Parmi les condamnés se trouvait un des membres du divan formé par Bonaparte, et plusieurs autres avaient été compromis. Cette assemblée fut dissoute.

A cette époque, plusieurs bâtiments de guerre turcs et russes vinrent se réunir à la croisière anglaise devant Aboukir et Alexandrie. Les Anglais renouvelèrent sans succès leurs tentatives d'attaque ou de débarquement sur ces deux derniers points. Les Arabes, qui s'étaient approchés du Caire pendant l'insurrection de cette ville, repoussés, comme nous l'avons dit, par les détachements envoyés par Bonaparte à l'extérieur, se jetèrent dans la province de Charquieh, et vinrent attaquer Belbeïs au nombre de 2,500 hommes, tant à pied qu'à cheval. Le général Reynier, qui n'avait avec lui qu'un bataillon de la 9e demi-brigade, quelques chasseurs, hussards et sapeurs, une seule pièce de 3, et fort peu de munitions, chassa ces ennemis dans le désert, et leur tua une trentaine d'hommes et de chevaux.

Le général Lanusse, dans une expédition sur le village de Cafr'Chaïr, délivra les provinces du Delta d'un scheick fameux par ses brigandages. Cet homme, nommé Abou-Chaïr, faisait sa résidence habituelle dans une espèce de château fort, d'où il sortait de temps à autre pour désoler la contrée. Attaqué par un détachement que le général Lanusse commandait en personne, il fut tué en cherchant à traverser à la nage un canal qui entourait le château.

Abou-Chaïr était possesseur d'un trésor et de biens considérables; plus de vingt villages étaient sa propriété, et l'on trouva chez lui des caisses remplies d'argent monnayé et d'argenterie, beaucoup d'effets pillés sur les Français, une grande quantité d'armes de toute espèce, et 30 chevaux fort beaux. Ce grand brigand pouvait mettre en un moment 1200 hommes sur pied quand il le voulait; mais il n'en avait alors qu'une centaine, dont une partie parvint à s'échapper. Le détachement du géné-

étant reconnus comme les auteurs de la révolte qui a eu lieu au Caire, le 30 vendémiaire, sont condamnés à mort. Leurs biens meubles et immeubles seront confisqués, etc.

ral Lanusse n'était que de 130 hommes. La tête d'Abou-Chaïr fut promenée dans les différents villages de son domaine. 1798—an VII. Égypte.

Le général de brigade d'Estaing fut nommé commandant du Caire après la mort du général Dupuy ; et, quelques jours après la révolte de cette ville, la tranquillité s'y trouvait entièrement rétablie. La confiance ne tarda pas à renaître entre les habitants et les Français. Le soin que prit Bonaparte de ne faire peser sa vengeance que sur les principaux moteurs de l'insurrection lui ramena l'affection de la multitude, qui parut se repentir d'avoir cédé trop facilement aux insinuations perfides des agents soudoyés par les beys, le Grand Seigneur et les Anglais. Ce changement dans les esprits permit aux Français de se livrer à l'exécution du dessein qu'ils avaient de rendre leur séjour au Caire aussi agréable et aussi utile que possible. Le sieur Dargeavel, employé dans l'administration civile du pays conquis, avait présenté au général en chef le plan d'un *Tivoli*, dans lequel on trouverait réunis tous les agréments et les plaisirs que les habitants de Paris et les étrangers vont chercher dans les établissements de ce genre qui ornent la capitale de la France. Un palais du bey et son jardin furent mis à la disposition de cet entrepreneur, qui réalisa son projet avec autant de succès que les ressources locales purent le lui permettre. Des salles de jeu, de billard, un cabinet de lecture, des orchestres pour les danses, une promenade variée, des divertissements de tous genres, un café, un établissement de restaurateur, des feux d'artifice, présentèrent aux Français, dans le Tivoli du Caire, les délices de celui de Paris. On vit paraître dans le même temps deux journaux imprimés au Caire, et rédigés par des membres de l'institut et de la commission des sciences et des arts, la *Décade égyptienne* et le *Courrier d'Égypte*.

Le chef du corps des aérostiers[1], le sieur Conté, doué du génie le plus industrieux, étonna les Français eux-mêmes par

[1] Nous avons omis jusqu'à présent de parler de ce corps faisant partie des ouvriers militaires de l'armée. Les hommes qui le composaient n'eurent presque pas l'occasion de se livrer à leur destination primitive ; mais ils rendirent les services les plus essentiels et les plus importants, dans les différentes entreprises dont nous venons de parler, sous la direction de leur ingénieux chef.

1798. an VII. Égypte. la multitude de ses inventions et par ses talents en physique et en mécanique. Par les soins de cet homme vraiment extraordinaire, le Caire vit bientôt s'élever dans ses murs des fonderies, des usines et manufactures de tous genres, d'où sortirent des canons, des boulets, de l'acier, des sabres, des instruments d'optique et de mathématiques, des draps, des toiles vernissées, du carton, du papier, enfin presque tous les produits des arts européens. L'œil étonné des Égyptiens vit pour la première fois sur les hauteurs du Mokattam des moulins à vent.

Les sieurs Champy père et fils avaient établi, de leur côté, des ateliers pour la fabrication de la poudre à canon ; cette dernière était d'une qualité bien supérieure à celle des Égyptiens. Enfin, ce fut alors que l'armée dut reconnaître toute la sage perspicacité de Bonaparte, quand il avait eu la pensée d'amener avec lui dans l'Orient une compagnie aussi recommandable de savants et d'artistes.

Satisfait du calme des habitants du Caire, Bonaparte ne voulut pas priver plus longtemps cette ville et l'Égypte entière d'une assemblée représentative qui pût discuter avec lui les intérêts nationaux, en rattachant continuellement le peuple à la domination française. Deux mois après la dissolution du premier divan, Bonaparte ordonna la formation d'une nouvelle assemblée des principaux scheicks, tant du Caire que des autres provinces, au nombre de soixante. Parmi ceux-ci il devait être choisi un comité ou divan permanent, spécialement chargé de l'administration de la justice et des intérêts des habitants de l'Égypte. Un commissaire français fut attaché à ce comité avec voix délibérative, et pour rendre compte de ses opérations au général en chef. Il était, en outre, chargé de requérir au besoin toutes les mesures relatives aux intérêts de l'armée.

La réorganisation du divan d'Égypte fut annoncée aux habitants du Caire par une proclamation que nous allons rapporter :

« Habitants du Caire,

« Des hommes pervers avaient égaré une partie d'entre vous ; ils ont péri. Dieu m'a ordonné d'être clément et miséricordieux pour le peuple. j'ai été clément et miséricordieux envers vous.

« J'ai été fâché contre vous de votre révolte; je vous ai privés pendant deux mois de votre divan; mais aujourd'hui je vous le restitue : votre bonne conduite efface la tache de votre révolte. 1798 - an VII Égypte.

« Schérifs, ulémas, orateurs des mosquées, faites bien connaître au peuple que ceux qui, de gaieté de cœur, se déclareraient mes ennemis n'auront de refuge ni dans ce monde ni dans l'autre. Y aurait-il un homme assez aveugle pour ne pas voir que le destin lui-même dirige toutes mes opérations? Y aurait-il quelqu'un assez incrédule pour révoquer en doute que tout dans ce vaste univers est soumis à l'empire du destin?

« Faites connaître au peuple que, depuis que le monde est monde, il était écrit qu'après avoir détruit les ennemis de l'islamisme, fait abattre les croix, je viendrais remplir la tâche qui m'a été imposée. Faites voir au peuple que, dans le saint livre du Coran, dans plus de vingt passages, ce qui arrive a été prévu, et ce qui arrivera est également expliqué.

« Que ceux que la crainte seule de nos armes empêche de nous maudire changent : car, en faisant au ciel des vœux contre nous, ils sollicitent leur condamnation; que les vrais croyants fassent des vœux pour la prospérité de nos armes.

« Je pourrais demander à chacun de vous compte des sentiments les plus secrets de son cœur; car je sais tout, même ce que vous n'avez dit à personne. Mais un jour viendra que tout le monde verra avec évidence que je suis conduit par des ordres supérieurs, et que tous les efforts humains ne peuvent rien contre moi. Heureux ceux qui, de bonne foi, sont les premiers à se mettre avec moi!

« *Signé* BONAPARTE. »

CHAPITRE XIV.

SUITE DE L'ANNÉE 1798.

Système de défense du Caire et des places d'Égypte situées sur la Méditerranée. Suite des opérations militaires. Occupation de Suez sur la mer Rouge, etc. — Déclaration de guerre du roi de Naples à la France. Occupation de Rome et d'une partie des États du pape par l'armée napolitaine, etc., etc., etc. — Troubles dans le Piémont. Occupation de la citadelle de Turin. Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont. Établissement d'un gouvernement provisoire, etc. — Suite des opérations de l'armée de Championnet. Reprise de Rome. Marche sur Naples, etc., etc., etc. — Suite des opérations militaires d'Égypte. Declaration de guerre de la Porte Ottomane à la république française, et firman du Grand Seigneur à ce sujet. Voyage de Bonaparte à Suez; description des pyramides de Gizeh, etc.

1798 – an VII. Novembre. (Brumaire.) Égypte.

Système de défense du Caire et des places d'Égypte situées sur la Méditerranée. Suite des opérations militaires. Occupation de Suez sur la mer Rouge, etc. — Tandis que Bonaparte cherchait, par sa modération et la discipline de ses troupes, à capter la bienveillance et l'affection du peuple égyptien, il s'occupait également des mesures nécessaires pour prévenir un second soulèvement. Déjà les places d'Alexandrie, de Rosette et de Damiette avaient été mises à l'abri des tentatives qui pouvaient être faites contre elles, tant du côté de la mer que de celui de terre. L'insurrection du Caire fit sentir au général en chef la nécessité d'un système de fortifications qui pût à l'avenir préserver cette capitale des suites de pareils mouvements. Le général Caffarelli eut ordre de reconnaître et de désigner des emplacements pour la construction de divers ouvrages autour de la ville, à l'effet de la mettre à l'abri de toute entreprise au dehors et dans l'intérieur. Un fort fut établi sur un monticule situé entre le faubourg de Boulaq et le Caire. Cet ouvrage fut appelé *fort Camin*, du nom d'un adjudant général tué par les Arabes. Cet

officier était à bord d'un bâtiment venant de France au mois 1798 an VII. Égypte.
d'août précédent; poursuivi par les Anglais lorsqu'il était déjà en vue d'Alexandrie, le vaisseau français fut obligé de venir mouiller à la Tour des Arabes, et d'y débarquer les passagers qu'il avait à son bord : ceux-ci furent pris ou massacrés par les Arabes; Camin était au nombre des derniers. Sur la droite de ce premier fort, et vers l'endroit où l'aide de camp Sulkowski avait été tué, on mit en état de défense un ancien château qui, par sa position, dominait une partie de la ville : cet ouvrage reçut le nom du brave polonais. Des redoutes furent construites sur l'emplacement des batteries que le général Dommartin avait établies pour foudroyer la grande mosquée d'El-Héazar, et non loin de ces redoutes fut élevé un autre ouvrage, qui fut appelé *fort Dupuy*, en mémoire du général de ce nom.

Le général Caffarelli ajouta plusieurs ouvrages à ceux qui existaient déjà au château ou citadelle du Caire. Toutes les constructions inutiles qui l'environnaient furent abattues. Des batteries furent placées sur l'aqueduc qui se trouve entre le vieux Caire et la ville proprement dite. Sur une élévation située entre la maison appelée *Ferme d'Ibrahim-Bey,* et celle où l'institut tenait ses séances, on construisit un nouveau fort, qui reçut le nom de cette société savante : ce fut un hommage rendu par Bonaparte aux membres qui la composaient, pour la conduite valeureuse qu'ils avaient tenue pendant l'insurrection. Une route militaire et une chaussée à parapets furent tracées entre Boulaq et le Caire, à gauche du fort Camin, afin d'avoir une communication assurée de la ville à la ferme d'Ibrahim et à Boulaq. Un large fossé fut creusé des deux côtés de la chaussée. La place d'Ezbekieh fut débarrassée de tous les petits bâtiments qui en obstruaient les avenues. On agrandit même la principale entrée, afin d'avoir constamment un débouché sûr et facile hors de cette place.

Un pont de bateaux fut établi pour communiquer de la ferme d'Ibrahim à l'île de Roudah, sur la petite branche du Nil : la ferme d'Ibrahim avait été convertie en hôpital pour les blessés. Un second pont volant, servant de communication entre l'île et le village de Gizeh, fut établi sur la branche principale du fleuve. Gizeh fut entouré d'une bonne muraille crénelée, qui le

1798 — an VII. Égypte.

mettait à l'abri d'un coup de main. Plusieurs autres ouvrages furent ajoutés par la suite à ceux dont nous venons de parler, et reçurent également les noms de plusieurs officiers généraux et supérieurs, morts dans différentes actions, ou massacrés par l'ennemi.

On a vu plus haut que le général Marmont avait été envoyé par Bonaparte, avec une colonne mobile, pour protéger la navigation sur le canal qui conduit les eaux du Nil à Alexandrie dans le temps de l'inondation, et pour accélérer les mesures prises pour la défense de la côte d'Égypte, depuis Marabou jusqu'à Rosette. Après s'être acquitté de cette mission avec tout le zèle et l'intelligence qu'on était en droit d'attendre de lui, Marmont s'était rendu à Alexandrie. Les démonstrations de l'escadre anglaise stationnée devant le port, et la jonction de plusieurs bâtiments russes et turcs à cette station, faisant craindre une attaque prochaine, exigeaient la présence de forces supplémentaires pour repousser l'agression. D'un autre côté, le général Kléber, par des raisons de santé, ou plutôt par suite de tracasseries particulières, avait demandé et obtenu la permission de quitter le commandement de la ville pour venir au Caire.

Le général Manscourt, qui commandait sous Kléber, n'étant point jugé capable de remplir seul une tâche aussi difficile, Marmont fut nommé par Bonaparte pour remplacer cet officier, et pour presser l'achèvement de tous les ouvrages destinés à la défense d'Alexandrie.

Cette ville, défendue par des points isolés, forts de position et bien retranchés, ne peut pas être soumise à un système de fortifications uniformes et ordinaires, et c'est peut-être la place qui exige le plus de combinaisons de guerre de campagne.

Bonaparte, indépendamment des ouvrages déjà existants, avait ordonné la construction d'un fort à la batterie dite *des Bains de Cléopâtre;* d'un second, sur la montagne dite *d'Observation;* d'un troisième, à la colonne de Pompée; d'un quatrième, à la hauteur de Cléopâtre, et d'une redoute au Pharillon. Une muraille, partant de la montagne d'Observation jusqu'à la mer, devait mettre les troupes qui occupaient cet

espace, et les magasins, à l'abri de toute insulte, et des retranchements devaient couvrir la montagne dite *du Général*. 1798 an VII Égypte.

La hauteur de Cléopâtre, la montagne d'Observation, le fort de la Colonne, celui qu'on appelait *Triangulaire*, et le fort des Bains, sont des positions qui se soutiennent réciproquement, et qui présentent un système de défense aussi redoutable que la ligne des forts extérieurs à Toulon, qui s'étendent de Lamalgue à Pharon.

Les murailles d'enceinte des villes de Rosette et Damiette furent également réparées et retranchées; des forts et des redoutes furent construits aux embouchures du Nil, qui se trouvent près de ces deux places.

Quelques opérations militaires eurent lieu dans les provinces après la pacification du Caire.

Un rassemblement considérable d'Arabes s'étant montré dans la province de Gizeh, Bonaparte envoya contre eux le général Alexandre Dumas avec un fort détachement de cavalerie. Les Français dépassèrent les grandes Pyramides, et s'avancèrent jusqu'à celles de la plaine de Sakarah; mais l'ennemi n'osa point les attendre, et ce fut en vain que l'aide de camp Beaumont les poursuivit fort avant dans le désert.

Depuis la bataille de Sédiman, le général Desaix n'avait point été inquiété dans la province de Faioum, où sa division se trouvait en grande partie cantonnée. La saison ne permettant pas de faire de grands mouvements par terre, et les canaux ne se trouvant plus navigables, Desaix s'était vu lui-même dans l'impossibilité de marcher sur Mourad-Bey, qui se tenait toujours sur les lisières du désert, mais qui ne pouvait rien entreprendre par le même motif. Le général avait employé ce temps d'inaction à organiser sa province et à rassembler des subsistances pour sa division et pour le Caire. Cependant, le 9 novembre, 500 mameloucks, avec un pareil nombre d'Arabes à cheval, et 2,000 fellahs à pied qui s'étaient joints à eux, voulant profiter d'une tournée que Desaix faisait alors dans le pays pour châtier quelques villages rebelles, se portèrent tout à coup sur la ville de Faioum, qui n'avait pour se défendre qu'un détachement de 250 hommes que le général Desaix y avait laissés à l'effet de garder un pareil nombre de malades de sa

1798—an VII. Égypte.

division. Ces troupes étaient réunies dans une maison fortifiée. Le général Robin y commandait; mais, étant momentanément aveugle par suite de la maladie d'yeux si commune en Égypte, le chef de bataillon Eppler, de la 21e demi-brigade légère, le suppléait.

Déjà l'ennemi avait fait replier quelques avant postes, et entrait dans la ville en poussant de grands cris, lorsque le commandant Eppler, se présentant devant lui avec 200 hommes, l'attaqua avec impétuosité, le culbuta, et le contraignit à s'enfuir. Tous ceux qui avaient pénétré dans la ville furent tués à coups de baïonnette. Les mameloucks essayèrent de faire volte-face sur les pelotons qui les poursuivaient avec ardeur; mais, accueillis par la fusillade la mieux nourrie, ils s'empressèrent de gagner le désert. Près de 200 cadavres ennemis jonchèrent les rues et les environs de Faïoum, et le nombre des blessés qu'on ne put connaître dut être très-considérable. Les Français n'avaient eu que 4 hommes tués et 15 blessés. Les habitants de la ville étaient restés neutres pendant l'action.

Il y eut encore, sur plusieurs autres points, différentes actions qui ne nous paraissent pas d'un assez grand intérêt pour être rapportées.

Les membres de l'institut et de la commission des sciences et arts mirent à profit la tranquillité qui commençait à régner dans les provinces, pour se livrer, chacun dans son genre, à la recherche de cette foule de faits et d'observations dont la collection est aujourd'hui le seul résultat que la France ait retiré de l'expédition d'Égypte. Déjà plusieurs savants et artistes avaient fait des excursions plus ou moins heureuses sur divers points de cette terre classique. Malus et Favre reconnurent l'ancienne branche du Nil, appelée *Tanitique*. Dolomieu et Denon avaient parcouru la province de Rosette et une partie du Delta, et se trouvaient alors dans la haute Égypte avec le général Desaix. Berthollet et Fourrier visitèrent la vallée où se trouvent les lacs de natron, et recueillirent d'importants détails sur leur singularité physique. Le général Andréossi venait de lever la carte du lac Menzaleh. Desgenettes, médecin en chef de l'armée, et ses courageux collaborateurs, ne cessaient point d'étudier, avec la plus grande sagacité, le caractère des maladies

particulières au climat d'Égypte, et essayaient déjà, dans les villes d'Alexandrie, de Rosette et de Damiette, de combattre avec succès ce terrible fléau connu sous le nom de *peste*. Une administration générale sanitaire, dirigée par le sieur Blanc, homme très-recommandable par ses connaissances en cette partie, son dévouement et son activité, avait organisé des lazarets dans les ports que nous venons de nommer, et dans l'île de Roudah, pour préserver le Caire et les provinces de la funeste contagion.

1798 an VII. Égypte.

Bonaparte crut devoir appeler toute l'expérience et l'attention des hommes distingués qu'il avait avec lui, sur la possibilité de joindre la mer Rouge à la Méditerranée, au moyen d'un canal pratiqué sur l'isthme de Suez. Une ancienne tradition voulait que la jonction des deux mers eût été pratiquée dans ces temps d'antique et glorieuse mémoire, où l'Égypte, par sa civilisation, son commerce, ses richesses, les sciences et les arts qu'elle cultivait alors avec tant de succès, était le pays le plus florissant du monde connu. On ajoutait encore que ce canal, détruit ensuite par la main des siècles, avait été entrepris de nouveau, mais non achevé, sous le gouvernement des califes de la dynastie fatimite. Quoi qu'il en soit, la création d'une communication entre la Méditerranée et la mer Rouge était un projet dont l'exécution eût pu rendre à l'Égypte son ancienne splendeur, et donner à la France un avantage immense dans ses relations commerciales avec l'Afrique et l'Asie. Il était digne de Bonaparte de tenter cette grande et noble entreprise, si toutefois elle était reconnue praticable; mais il fallait d'abord se rendre maître du port de Suez avant de commencer les premières recherches.

La petite ville de Suez est située sur la côte septentrionale de la mer Rouge, à trente lieues environ du Caire, et à une distance à peu près pareille de la Méditerranée. Le désert qui l'environne est habité par des tribus assez nombreuses et assez redoutables, puisque les caravanes qui se rendent à la Mecque sont obligées de leur payer un droit de passage. Ces mêmes tribus avaient souvent inquiété le général Reynier dans la province de Charquieh; et, quoiqu'il les eût toujours repoussées, elles continuaient encore à faire des excursions sur la lisière du

1798 – an VII. Égypte. territoire cultivé. Dans sa résolution d'occuper le port de Suez, Bonaparte dut envoyer des forces assez considérables pour tenir en échec les Arabes, et s'assurer la possession de ce point important. Le général Bon fut chargé du commandement de l'expédition, composée des deux bataillons de la 32[e] demi-brigade, d'une compagnie turque formée au Caire, d'un petit détachement de sapeurs, deux pieces d'artillerie et 10 matelots, sous la conduite de l'enseigne Collot ; le général était en outre accompagné de l'aide de camp du général en chef Eugène Beauharnais, de deux officiers du génie, d'un dessinateur, et d'un muallem ou intendant cophte.

Cette colonne partit du Caire, le 2 novembre, et s'avança dans le désert avec un convoi de chameaux qui portaient ses provisions et l'eau nécessaire à ses besoins; car il était à craindre que les Arabes ne comblassent le peu de puits qu'on rencontre en chemin, et qui sont souvent insuffisants, même pour une troupe peu nombreuse.

Après quatre jours d'une traversée que le mauvais état des chameaux rendit encore plus pénible, le général Bon atteignit le village d'Adjeroud sans avoir fait d'autre rencontre que celle d'un camp arabe, à trois heures de chemin de Birket-el-Hadji (où l'on voit encore quelques vestiges de l'ancienne Héliopolis) : les Arabes avaient pris la fuite à l'approche de la colonne française.

Le général Bon annonça d'Adjeroud, où il passa la nuit du 7 au 8 novembre, son arrivée à Suez, par une proclamation que des gens du pays portèrent aux scheicks de cette ville. Le lendemain, les Français rencontrèrent en route une députation qui venait assurer le général de la soumission et de la fidélité des habitants. A dix heures du matin, l'avant-garde de la colonne, commandée par Eugène Beauharnais, entra dans Suez, et fut bientôt suivie du reste des troupes.

On ne trouva dans le port que quatre bâtiments désarmés et cinq à six barques. Neuf bâtiments marchands étaient mouillés dans la rade : le général Bon promit à ces derniers protection et sûreté, et s'occupa sur-le-champ du soin de placer la garnison à l'abri des ennemis du dehors et de l'intérieur.

Les principaux habitants de Suez avaient pris la fuite avant

l'arrivée des Français, et notamment l'homme qui commandait pour les beys. Ils avaient emmené avec eux leurs femmes et les ouvriers de la marine, et il n'était resté que quelques petits marchands et autres individus pauvres, au nombre de deux cents. Toutefois les maisons abandonnées se trouvèrent remplies d'une grande quantité d'approvisionnements et de marchandises, surtout en farines, légumes, cordages et gréements de marine. On s'empara aussi de quelques canons en assez mauvais état. 1798—an VII. Égypte.

L'ordre des dates nous oblige maintenant d'appeler l'attention du lecteur sur les événements militaires qui se passaient en Europe au moment où nous écrivons.

Déclaration de guerre du roi de Naples à la France; occupation de Rome et d'une partie des États du pape par l'armée napolitaine, etc. — Nous avons dit que l'Angleterre était la seule des puissances européennes qui n'eût point cessé de rester armée contre la république, après le traité de Campo-Formio. Le cabinet de Saint-James, depuis l'ouverture des conférences de Rastadt, avait redoublé d'intrigues et d'efforts pour replonger l'Europe entière dans les calamités de la guerre. On verra plus tard quelle fut l'issue des tentatives de ce cabinet, et comment, avec son or, il réussit de nouveau à soulever une partie de l'Europe contre la France républicaine, plus redoutable à ses yeux que ne l'avait jamais été cette nation, lors du gouvernement monarchique. Nous devons nous borner maintenant à raconter comment la nation napolitaine fut entraînée dans une guerre séparée, que son gouvernement avait évitée jusqu'alors au moyen de grands sacrifices et de concessions arrachées à la crainte du péril où l'aurait exposé une conduite moins prudente. 29 novembr. (9 frim.) Italie.

En effet, la terreur seule avait pu forcer la cour de Naples à traiter avec le général Bonaparte; mais lorsque le gouvernement napolitain se vit délivré de la présence d'un adversaire aussi redoutable, et qu'il jeta les yeux sur le petit nombre des troupes laissées à la défense du pays conquis, il se crut assez fort pour oublier ses promesses et violer la foi jurée : le ministre Acton reprit toute son audace, et prêta son appui aux vues du cabinet britannique. Le roi Ferdinand, par suite de

1798 an VII. Italie. ses inclinations pacifiques, opposa d'abord quelque résistance aux nouveaux projets formés par la reine et son favori pour faire la guerre à la république française; mais ce prince faible se laissa bientôt persuader par une femme qu'il adorait, et par un ministre qui n'avait point perdu sa confiance. On ne parla plus dans Naples que de combattre les Français, et le gouvernement ne s'occupa plus que des moyens de le faire avec avantage.

On croira facilement que les émissaires secrets, que l'Angleterre n'avait point cessé d'entretenir à Naples, étaient les premiers auteurs de ces nouvelles dispositions de la cour. Les Anglais, reçus jusqu'alors avec une indifférence apparente, furent comblés de prévenances et d'égards, et ils s'empressèrent d'attiser les feux renaissants de la discorde et de la haine. Un traité d'alliance fut promptement conclu entre les cabinets de Londres et de Naples : l'un promettait de riches subsides, l'autre s'engageait à fournir des soldats. L'Angleterre se chargeait en outre d'entretenir à ses frais tous les agents que le roi de Naples devait envoyer en Italie pour préparer les peuples à un soulèvement général contre les Français.

Fière de l'appui de la Grande-Bretagne, la cour de Naples ne craignit point de lever enfin le masque; et le premier acte d'hostilité qu'elle commit envers la république, fut d'ouvrir, au mépris du traité conclu à Paris, ses ports aux vaisseaux anglais. Nous avons dit plus haut comment l'escadre de Nelson avait été accueillie dans les ports napolitains avant d'avoir joint l'armée navale française sur les côtes d'Égypte. Après la victoire d'Aboukir, l'amiral anglais fut reçu en triomphateur par la cour de Naples, et les Français qui se trouvaient en cette dernière ville eurent la douleur de voir entrer dans le port les vaisseaux britanniques traînant à leur suite les tristes débris de la flotte de Brueys. La présence de Nelson n'aurait pas excité un plus vif enthousiasme en Angleterre : la reine Caroline, surtout, fit éclater une joie qui démontrait assez combien était forte la haine qu'elle portait à la France républicaine. Le roi lui-même avait été au-devant de l'amiral jusqu'à plus de deux lieues en mer. On accabla d'honneurs l'homme qui venait d'anéantir la marine française dans la Méditerranée. Son front

défiguré, et couvert de cicatrices encore récentes, s'embell. même aux yeux de lady Hamilton, épouse du ministre anglais près de la cour de Naples et l'une des femmes les plus séduisantes de l'Europe; cette dame conçut dès lors pour le héros d'Aboukir une passion violente qui rappelle celle de Cléopâtre pour Antoine, et à laquelle la mort seule a pu mettre fin. 1798—an VII. Italie.

Cependant l'ambassadeur de la république française, Garat, protestait, au nom de son gouvernement, contre une violation aussi manifeste du traité de paix subsistant encore; la cour de Naples répondit à cette protestation par un mensonge : elle assura qu'en recevant Nelson dans le port de Naples, le roi cédait à la menace faite par cet amiral d'incendier la ville, si on refusait de le laisser entrer, lui et ses vaisseaux. Dans le même temps, les Français isolés qui se trouvaient à Naples, et ceux des habitants de cette ville qu'on regardait comme partisans des idées révolutionnaires, éprouvaient des persécutions indirectes. Les réclamations qui furent faites à ce sujet restèrent sans effet. Ce fut sans doute dans la crainte de voir rompre trop promptement les conférences de Rastadt, et d'être engagé de nouveau dans une guerre continentale, à laquelle il n'était pas préparé, que le Directoire exécutif supporta avec tant de patience les insultes du cabinet napolitain.

Les troupes réunies à Rome, et qui seules auraient pu être employées contre Naples, étaient trop peu nombreuses pour qu'on tentât prématurément cette expédition. Cette dernière considération devait contribuer à augmenter l'audace des Napolitains.

Les subsides anglais arrivèrent et mirent le ministre Acton à même d'organiser une armée de 60,000 hommes. Des armes, des munitions, des habillements, furent envoyés de Londres. Le roi Ferdinand, qui se regardait déjà comme le libérateur de l'Italie, ne voulut négliger aucun des moyens qui pouvaient assurer le succès de cette haute entreprise : une ordonnance de ce monarque prescrivit à toutes les caisses publiques de verser au trésor royal tout le numéraire qu'elles contenaient. Des bons ou billets royaux, qui furent créés à cet effet, devaient être donnés en échange. L'argenterie des églises et celle des particuliers furent requises pour la même destination.

1798 – an VII. Italie.

L'état-major général napolitain ne présentant aucun officier qui fût jugé digne de commander l'armée, le roi s'adressa à l'empereur d'Autriche pour obtenir, de son choix, un général capable de vaincre les Français : Mack fut envoyé. C'était un de ces faiseurs de plans militaires qui, sans consulter l'expérience, ont la prétention de diriger les armées d'après une théorie formée dans le cabinet plutôt que sur le champ de bataille, et qui, mis à l'œuvre, ne retirent presque toujours que honte et confusion de l'application de leurs principes plus souvent erronés que vrais. Mack se rendit à Naples, escorté de ses plans de campagne : l'ostentation de sa science militaire était bien propre à porter jusqu'au délire l'enthousiasme de la cour napolitaine. Le roi, la reine, le ministre Acton, lady Hamilton, qui jouait aussi un rôle fort important dans les conjonctures présentes, tous les courtisans enfin, ne se lassaient point d'écouter avec admiration le récit pompeux des opérations que le général autrichien allait entreprendre, à la tête de la nombreuse armée dont on lui confiait, à tant de titres, la direction.

La confiance du roi Ferdinand ou plutôt de la reine Caroline dans le génie de Mack était si grande, que le gouvernement napolitain n'attendit point que le cabinet autrichien prît, suivant sa promesse tacite, l'initiative des hostilités; et d'ailleurs le parti anglais, qui maintenant se trouvait tout-puissant à Naples, eut bientôt dissipé les scrupules qui semblaient empêcher encore le roi de déclarer ainsi la guerre *ex abrupto* à la république française. Il importait peu au cabinet de Saint-James de voir triompher d'abord les Napolitains; il lui suffisait de voir la guerre rallumée en Italie, afin d'amener la dissolution du congrès de Rastadt, et de vaincre enfin l'irrésolution de l'Autriche.

L'armée napolitaine, sous les ordres de Mack, déboucha, le 24 novembre, par trois points à la fois, sur le territoire romain. L'aile droite longea l'Adriatique, passa le Tronto, chassa d'Ascoli un faible détachement français qui s'y trouvait, et prit sa direction sur Porto-di-Fermo; le centre descendit des Apennins par Aquila, et marcha sur Rieti; un corps détaché en partisans sortit de Sulmona après avoir longé le lac de Celano, vint à Tivoli pour s'avancer ensuite sur Terni; enfin, l'aile

gauche, où se trouvaient le roi et le général en chef Mack, passa le Garigliano sur trois colonnes, à Isola, Ceprano, Santa-Agata, et marcha droit sur Rome par les marais Pontins, Valmontone et Frascati. 1798—an VII. Italie.

Les troupes françaises formant l'armée de Rome s'élevaient à peine à 16,000 hommes, disséminés sur un vaste terrain. Tous les corps étaient incomplets, l'artillerie mal attelée, les magasins vides. La droite de cette armée occupait Terracina, Piserno, Prossedi, Frosinone, Veroli et Tivoli; le centre était à Rieti; Assoli, Fermo, Macerata et Ancône étaient occupés par les troupes de la gauche. Les communications étaient rendues difficiles par la chaîne de montagnes qui séparait ces différents corps.

Un ordre du Directoire vint encore, presque à la veille de l'attaque, affaiblir les moyens de résistance. Malgré ses représentations, le général en chef fut obligé d'envoyer 3,000 hommes à Corfou pour renforcer la garnison de cette place.

Attaquant sans déclaration préalable des forces inférieures et ainsi décousues, le général Mack n'eut pas de grands efforts à faire, avec les nombreuses troupes qu'il avait sous ses ordres, pour surprendre l'armée française, et la tourner en deçà et au delà des montagnes. En effet, au premier choc, les postes épars se replièrent, et les Napolitains durent compter sur un succès rapide et continu.

Cependant Championnet, nommé général en chef de l'armée de Rome, venait d'arriver dans cette ville pour y apprendre la nouvelle de l'envahissement du territoire romain par l'armée napolitaine. Le château Saint-Ange tira le canon d'alarme, la générale fut battue dans la ville, et le nouveau général se hâta de prendre les dispositions que lui permettait l'imminence du danger. Le peu de troupes françaises et polonaises qui formaient la garnison de Rome se mit sur-le-champ en mouvement avec de l'artillerie, pour se porter sur les points principaux d'attaque. Championnet partit à la tête de cette colonne, après avoir ordonné de couper le pont de Tivoli sur le Teverone. Les instructions données par le Directoire à ce général portaient : de se replier d'abord, dans le cas d'une attaque de la part de l'armée napolitaine, jusque sur les frontières de la république cisalpine.

1798—an VII. Italie.

afin de venir s'appuyer à l'armée que commandait le général Joubert; mais Championnet crut devoir éluder un ordre qui lui semblait déshonorant pour les braves troupes sous ses ordres. Il se borna donc à faire évacuer Rome, dont il regardait la défense comme impraticable avec le peu de forces dont il pouvait disposer, et mit garnison dans le château Saint-Ange, qu'il lui importait de conserver.

La gauche de l'armée française, forcée d'abandonner Ascoli, s'était repliée sur Fermo, au bord de l'Adriatique. Là, les généraux Casabianca, Rusca et Monnier avaient rassemblé les détachements dispersés dans les montagnes; et, se portant ensuite avec vivacité sur la droite de l'armée napolitaine, ils l'avaient repoussée. Les 17e et 73e demi-brigades de ligne, appuyées par le 19e de dragons, réussirent à reprendre le village d'Ascoli. Une poignée de braves des troupes du centre, sous les ordres du général Lemoine, avaient opposé jusqu'alors une vive résistance à l'ennemi, dans l'étroite plaine de Terni; mais ils allaient céder au nombre, lorsque le général Dufresse, à la tête de la 97e demi-brigade, arriva de Spoleto à marche forcée. Les soldats français, presque sans cartouches, marchèrent au pas de charge et à la baïonnette sur les Napolitains, les culbutèrent et restèrent maîtres de Terni.

Ces succès inattendus dégagèrent la droite de l'armée française. Ce corps était le plus avancé, puisqu'il occupait Terracina et Veroli, et sa retraite devenait difficile devant les 40,000 hommes que commandaient Mack et le roi Ferdinand en personne : il fallait parcourir un long espace; cependant la retraite s'effectua avec tout le calme et la précision convenables. L'évacuation de Rome fut protégée, et le général Championnet put emmener avec lui les membres du gouvernement républicain et ceux qui avaient à redouter la persécution d'un roi qui s'annonçait comme le vengeur de la religion outragée dans la personne de son pontife suprême. Championnet promit solennellement, au commandant de la garnison qu'il laissait dans le château Saint-Ange, de rentrer vainqueur dans Rome, au bout de vingt jours [1]. La retraite se continua dans le meilleur ordre, et les

[1] Ce général tint parole. Dix-sept jours après son départ de Rome, il revint victorieux, ainsi que nous le dirons plus bas.

Français vinrent s'adosser aux montagnes, après avoir placé une avant-garde à Nepi et à Rignano, afin de tenir l'ennemi en échec, et pour observer en même temps l'ancienne route de Rome à Civita-Castellana, et celle qui conduit à Florence. Le gros des troupes prit position en arrière du ravin de Civita-Castellana, dont Championnet fit occuper le château fortifié. Le pont de Borghetto, sur le Tibre, fut retranché; le général Lemoine occupa Rieti, et le général Rusca se plaça sur le Tronto, où il se fortifia : le quartier général s'établit à Terni. 1798—an VII. Italie.

Pendant que Championnet effectuait ainsi sa retraite pour être bientôt en mesure de prendre sa revanche sur le présomptueux Mack, celui-ci s'était avancé sur Rome; et le roi Ferdinand fit son entrée solennelle dans cette ville le 29 novembre, à cinq heures du soir, au milieu des acclamations délirantes de ce même peuple, qui naguère paraissait avoir applaudi à l'établissement du gouvernement républicain dans ses murs. Le roi descendit au palais Farnèse, dont il était propriétaire, et reçut le lendemain les félicitations des grands, des prélats et des députés des différentes classes d'habitants. Les princes Aldobrandini Borghèse, Gabrielli, les marquis Camillo Massimi et Ricci furent nommés, par Ferdinand, membres du gouvernement provisoire; et le chevalier Valentino prit le commandement de la garde bourgeoise.

La populace n'avait pas plus tôt vu partir les Français, qu'elle s'était répandue dans les rues de la ville, et avait détruit tout ce qui pouvait rappeler la présence de ces dominateurs à Rome. Les armoiries de la république romaine et celles de France furent arrachées des édifices qui les portaient. Les arbres de la liberté furent abattus; on leur substitua des croix expiatoires. Le mausolée élevé à la mémoire du général Duphot fut renversé, et les cendres de ce guerrier, deux fois outragé par les Romains, furent jetées au vent. Ces excès, commis par des fanatiques et les plus vils de tous les hommes, seraient peut-être excusables, s'ils ne s'étaient point passés sous les yeux et avec l'approbation tacite d'un prince dont le devoir était de les réprimer; il laissa même ses soldats se réunir à ces misérables pour exercer une barbarie sans exemple sur les juifs. Un grand nombre de ces derniers furent impitoyablement égorgés ou jetés dans le Tibre.

1798 an VII. Italie. Les deux frères Corona, Napolitains, dont l'un avait été ministre de la police de la république romaine, furent condamnés, par ordre du roi, à être fusillés. Tous ceux des habitants que l'on soupçonnait d'être attachés aux Français furent recherchés, emprisonnés et persécutés de la manière la plus odieuse.

L'heureuse entrée de Ferdinand dans Rome avait tellement étourdi ce prince, que, sans songer au voisinage de l'armée française, qui pouvait, d'un moment à l'autre, le forcer d'abandonner sa conquête, il s'empressa d'inviter le pape à revenir reprendre son gouvernement spirituel et temporel. Voici quelques passages de la lettre qu'il lui écrivit à ce sujet :

« Votre Sainteté apprendra sans doute, avec la plus grande satisfaction, que, par le secours de notre divin Maître, et sous l'auguste protection du bienheureux saint Janvier, je suis entré sans résistance, en triomphant, dans la capitale de la chrétienté.

« C'est pour votre gloire, encore plus que pour la mienne, que j'ai reconquis cette cité superbe, que des impies vous ont forcé d'abandonner, mais au sein de laquelle vous pouvez maintenant revenir sans crainte, et reprendre votre autorité personnelle, à l'abri de mes armes.

« Quittez promptement votre trop modeste retraite ; et, porté sur les ailes de nos chérubins qui transportèrent autrefois Notre-Dame de Lorette, partez, et descendez dans ce Vatican que doit purifier votre présence. Tout est prêt pour y recevoir Votre Sainteté ; elle pourra encore célébrer l'office divin, le jour de la naissance du Sauveur, qui, pour elle, sera l'époque d'une nouvelle existence. »

9 décembre. (19 frim.) *Troubles dans le Piémont. Occupation de la citadelle de Turin. Le roi de Sardaigne abandonne le Piémont. Établissement d'un gouvernement provisoire, etc.* — Pendant que le roi de Naples, en déclarant la guerre à la France républicaine, allait ainsi au-devant d'une révolution qui, par le voisinage de la république romaine, devait tôt ou tard éclater dans ses propres États, au nord de l'Italie un autre monarque succombait avant d'avoir tenté quelques efforts pour retenir la puissance qu'on voulait lui ravir.

On a vu, dans les volumes précédents, à quel prix le roi de

Sardaigne avait acheté la paix accordée par Bonaparte, lorsque, 1798—an VII. Italie.
après avoir battu Colli et Beaulieu, le général français se hâtait de marcher à la poursuite du dernier, et préludait aux exploits qui devaient assurer la conquête de l'Italie. Le roi de Sardaigne était resté fidèle au traité conclu avec le Directoire; il avait eu la sagesse de croire que, dans la crise où l'Europe se trouvait alors, il était de l'intérêt des monarques du troisième ordre de conserver la paix avec tous les peuples, et de ne plus jouer aucun rôle actif dans la lutte de la France avec les grandes puissances. Mais, après la mort de ce prince, Charles-Emmanuel, son fils, entouré d'autres conseillers, jugea qu'il ne lui convenait pas de suivre la ligne qui lui était tracée : il ne put se voir, sans humiliation, dans la dépendance des républicains, que les préjugés de la naissance et ceux de l'éducation lui rendaient odieux.

Le roi de Naples dut nécessairement trouver dans celui de Sardaigne un approbateur zélé de tous les efforts qu'il se proposait de faire pour secouer le joug des Français et devenir le libérateur de l'Italie. Toutefois Charles-Emmanuel, retenu par la crainte que lui inspirait le voisinage de l'armée française, stationnée dans la république cisalpine, balançait encore à se déclarer et à entrer dans cette nouvelle coalition des mécontents de l'Italie contre la domination française. Les préparatifs de guerre du gouvernement napolitain, et les sollicitations de l'empereur de Russie, que l'or de l'Angleterre venait enfin de décider à prendre une part active dans la querelle des souverains avec la république, fixèrent enfin l'irrésolution du monarque piémontais. Paul Ier fit donner à Charles-Emmanuel l'assurance qu'une armée russe formidable allait bientôt se diriger vers l'Italie, afin de rendre aux souverains de ce pays leur autorité trop longtemps compromise. Des mesures furent prises, dès lors, pour armer secrètement les Piémontais, pour exciter leur patriotisme, pour les engager à se défaire des soldats français vivant sans défiance au milieu d'eux. Une lettre du prince Pignatelli, Napolitain, à l'un des ministres de Sardaigne, fut répandue avec profusion. Elle offrait ce passage remarquable : « Les Napolitains, commandés par le général Mack, sonneront les premiers la mort sur l'ennemi commun; et, du sommet du

1798 – an VII. Italie.

Capitole, nous annoncerons à l'Europe que l'heure du réveil est arrivée : alors, infortunés Piémontais, agitez vos chaînes pour en frapper vos oppresseurs ! »

Quelque temps avant ces menées sourdes, le roi de Sardaigne avait ordonné une levée de soldats. L'ambassadeur de France, Ginguené, s'étant plaint de cette infraction au traité de paix; le roi s'en excusa auprès du Directoire, en prétextant les inquiétudes que lui donnait l'ambition des républiques cisalpine et ligurienne[1]. Le Directoire génois avait, en effet, commis différents actes d'hostilité contre le Piémont; mais les préparatifs de guerre, ordonnés par Charles-Emmanuel, annonçaient un but plus vaste que celui de se défendre contre les faibles entreprises des Liguriens : aussi le gouvernement français fut-il mécontent de l'explication donnée; et, ne voyant dans le souverain du Piémont que l'allié du roi de Naples, il se disposait à déclarer la guerre au premier, en même temps qu'il envoyait le général Championnet à Rome pour repousser l'attaque du second.

Cependant le séjour des Français en Piémont avait propagé dans ce pays les idées révolutionnaires et donné au système républicain un grand nombre de partisans. Ceux-ci s'étaient déjà mis en insurrection ouverte contre leur souverain, et recrutaient les troupes de la république ligurienne. Déjà plusieurs combats avaient eu lieu entre ces insurgés, unis aux Génois, et l'armée royale. Nous venons de dire que ces mouvements avaient servi de prétexte au roi Charles-Emmanuel pour augmenter ses forces en ordonnant la levée de toutes les milices du royaume. Les généraux piémontais avaient reçu l'ordre de pousser avec vigueur cette guerre territoriale; les mesures prises à cet effet tournèrent contre le monarque lui-même. Les insurgés piémontais,

[1] On donnait alors ce dernier nom à la république de Gênes. Le mouvement qui s'était déclaré à la fois contre tous les gouvernements aristocratiques de l'Europe avait aussi eu lieu dans Gênes. Le peuple, secrètement excité par les Français, s'était insurgé contre le sénat de cette ville, et une révolution promptement terminée avait été la suite de cette émeute. Un gouvernement, calqué sur celui qui avait été institué en France par l'acte constitutionnel de 1795, subordonna aux lois de la France un territoire dont la possession était indispensable à cette nation pour conserver ses conquêtes et sa domination en Italie.

se voyant menacés, levèrent tout à fait le masque, et prirent 1798 - an VII. Italie.
le titre assez bizarre d'*armée infernale, patriotique et indestructible du Midi*. Des succès couronnèrent d'abord leur audace. Les troupes royales furent battues sur divers points. Dans cette circonstance, la république cisalpine, excitée par les agents du Directoire français, ordonna au général Lahoz de s'avancer, à la tête de ses troupes, sur les frontières du Piémont. Ainsi, pressé par les troupes liguriennes, par ses sujets révoltés et par l'armée cisalpine, le roi de Sardaigne, afin d'éviter un danger instant, réclama la médiation de l'ambassadeur français. Celui-ci, servant les intentions secrètes de son gouvernement, fit consentir Charles-Emmanuel à recevoir garnison française dans la citadelle de Turin. Cette mesure parut ramener, pendant quelque temps, la tranquillité dans le Piémont. Par les soins du ministre de France, les insurgés mirent bas les armes, et les troupes liguriennes évacuèrent le territoire qu'elles avaient envahi. Soit que le roi de Sardaigne ne fût point la dupe de la protection apparente que lui assurait le Directoire français; soit que, toujours excité par les agents de l'Angleterre et la cour de Naples, il espérât, avec le secours de celle-ci, secouer un joug odieux, ce monarque ne tarda point à renouer ses premières intelligences avec les ennemis de la république. C'est alors que le Directoire français crut devoir déclarer la guerre à Charles-Emmanuel.

D'après cette détermination, le général Joubert, commandant en chef les troupes françaises dans la Lombardie et dans le Piémont, reçut l'ordre de commencer les hostilités. Des colonnes, parties de la Lombardie, se dirigèrent, à marches forcées, sur Alexandrie et Novare. Le général Sauret, qui commandait la division dite du Piémont, concentra ses troupes autour de Tortone et d'Alexandrie. Déjà les Français étaient sur le point d'envahir toutes les villes du Piémont, lorsque le roi Charles-Emmanuel s'adressa au ministre Eymar, qui avait remplacé Ginguené dans l'ambassade de Turin, pour l'engager à fléchir la colère de son gouvernement. Un arrangement provisoire fut consenti entre le ministre français et le souverain piémontais. Celui-ci s'engageait à fournir à la république une somme de huit millions à titre d'emprunt, et comme garant de la promesse qu'il faisait de rester neutre dans la nouvelle guerre allu-

1798—an VII. Italie. mée en Italie; le roi rendit même un édit qui ordonnait la vente des biens ecclésiastiques, afin d'effectuer le payement de la somme demandée.

Cet accommodement n'eut pas de suites plus heureuses que les précédents. Les ennemis de la république suscitèrent de nouveaux soulèvements contre les Français; des individus de cette nation furent assassinés dans un grand nombre de villages piémontais; les routes furent infestées de brigands, qui tuaient tous les soldats isoles; des cris de vengeance se firent entendre dans les rangs de l'armée française.

Le général Joubert répondit à cet appel, et publia, le 5 décembre, l'ordre du jour suivant :

« Enfin la cour de Turin a comblé la mesure; elle vient de se démasquer. Depuis longtemps de grands crimes ont été commis. Le sang des républicains français et *piémontais* se versait à grands flots par les ordres de cette cour perfide. Le gouvernement français, ami de la paix, croyait la ramener par des voies conciliatrices : son désir prononcé était de cicatriser les plaies d'une longue guerre, et de rendre la tranquillité au Piémont, en resserrant de jour en jour son alliance avec lui; mais son espoir a été lâchement trahi, et il commande aujourd'hui à son général de venger l'honneur de la *grande nation*, de ne plus croire une cour infidèle à ses traités, et d'assurer au Piémont la paix et le bonheur. Tels sont les motifs de l'entrée de l'armée française dans le Piémont, etc. »

Ce même jour, 5 décembre, la division du général Victor, cantonnée dans le Modénais, et la réserve de Milan, commandée par le général Dessoles, se réunirent à Pavie, à Abbiate-Grasso et à Buffalora, sur le bords du Tésin. Le 9, au matin, ces forces se dirigèrent sur Novare, tandis que l'adjudant général Louis à Suse, le général Casa-bianca à Coni, et le général Montrichard à Alexandrie, s'assuraient de ces trois places et de la personne des gouverneurs. L'adjudant général Musnier la Converserie, qui commandait le détachement spécialement dirigé sur Novare, s'empara de cette place par ruse. Quinze grenadiers, ayant à leur tète un officier d'état-major, placés dans des voitures en forme de convoi, demandèrent à entrer dans la place : la porte leur fut ouverte sans défiance.

Arrivés en face du corps de garde, les grenadiers se jettent hors des voitures, s'emparent du faisceau d'armes, et constituent la garde prisonnière. Le portier-consigne voulut refermer précipitamment la porte ; il n'était plus temps. Les Français s'en saisirent ; et, à un signal convenu, le 15ᵉ régiment de chasseurs à cheval, qui avait suivi les grenadiers a quelque distance, entra ventre à terre dans la ville, et s'empara de la place d'armes et de ses principales issues. Une nombreuse colonne d'infanterie vint ensuite cerner les casernes, et força la garnison, forte de 1,200 hommes, à mettre bas les armes et à se rendre prisonnière de guerre. 1798 an VII. Italie.

Le 7 décembre, une autre colonne, commandée par le général Montrichard, se porta d'Alexandrie, par Asti, sur Turin; la division Victor et la réserve du général Dessoles marchèrent sur Verceil. Quelques troupes piémontaises qui se trouvaient de ce côté voulurent d'abord faire quelque résistance; mais au premier feu elles lâchèrent pied et se retirèrent sur Turin. Les divisions françaises les suivirent, et entrèrent en même temps qu'elles dans la capitale du Piémont. Les troupes républicaines furent accueillies avec de grandes acclamations de la part du peuple, toujours empressé de se réjouir des changements politiques. La ville fut illuminée pendant la nuit, et la populace se livra aux excès qui accompagnent presque toujours des événements de cette nature. L'effigie du monarque fut promenée dans les rues, et brûlée ensuite sur la place publique. Ces démonstrations d'un prétendu patriotisme étaient d'autant plus indécentes, que le roi, retiré dans son palais, pouvait entendre les vociférations de ce même peuple qui, deux jours auparavant, se prosternait sur son passage.

L'occupation rapide de Turin avait frappé de stupeur le roi et toute sa cour. Au lieu de songer à fuir, Charles-Emmanuel resta dans son palais, et consentit à conclure avec l'adjudant général Clausel un acte par lequel il renonçait à tous ses droits sur le Piémont, et ordonnait à l'armée piémontaise de se considérer comme faisant partie de l'armée française en Italie et désavouait positivement tous les actes de son gouvernement antérieurs à l'arrivée des Français. Le roi ordonnait également au gouverneur de la ville de Turin de recevoir et faire exécuter

1798 – an VII. Italie. ponctuellement tous les ordres que le général français, commandant dans la citadelle, jugerait à propos de lui donner. Dans cet acte extraordinaire, Charles-Emmanuel, en recevant l'autorisation de se retirer en Sardaigne, passant par Parme, stipulait, pour qu'il ne fût rien changé aux dispositions qui regardaient la sûreté de sa personne et de sa famille, que, jusqu'à son départ, ses palais et ses maisons de plaisance ne fussent point occupés par les troupes françaises, et qu'enfin il lui fût délivré les passe-ports et l'escorte nécessaires pour arriver, lui et sa famille, au lieu de sa retraite. Par un dernier article, ce prince, faible et vraiment digne de pitié, s'engageait à ne jamais recevoir dans les ports de l'île de Sardaigne les vaisseaux des puissances qui seraient en guerre avec la république française.

Sur ces entrefaites, le général en chef Joubert s'était mis lui-même en marche, et s'était avancé jusqu'à Novare, d'où il avait envoyé occuper le château d'Arona, sur le lac Majeur. Il reçut à Chivasso, où il s'était porté ensuite, l'acte de renonciation du roi de Sardaigne, que nous venons de rapporter. Le général accéléra sa marche et arriva le 9 décembre, à deux heures du matin, dans la citadelle de Turin. Le désarmement des troupes piémontaises fut aussitôt ordonné et effectué dans toutes les places, tandis que les colonnes des généraux Victor et Montrichard prenaient position sur les hauteurs de la Superga, qui dominent la ville de Turin. Joubert se rendit au palais du roi, et lui notifia les intentions du Directoire français à son égard. Charles-Emmanuel ne vit point entrer sans quelque émotion le général français dans son appartement. Toutefois il le reçut avec la résignation qui semblait être commune à tous les souverains de cette époque. C'est dans cette entrevue que fut ratifié et signé de part et d'autre l'acte de renonciation conclu précédemment. Quelques heures furent accordées au roi pour sortir de sa capitale avec sa famille et un certain nombre de personnes de sa suite. Ce départ eut lieu à dix heures du soir, avec l'appareil, en quelque sorte, d'un convoi funèbre. Une trentaine de voitures, ayant chacune deux domestiques derrière portant des torches à la main, escortées par des détachements de dragons et de chasseurs à cheval, également munis de ces flambeaux fu-

nèbres, s'avançant lentement et en silence dans les rues de la ville, pendant une nuit obscure et pluvieuse : tel fut le spectacle qu'offrit à ses sujets et à l'armée française le roi de Sardaigne en quittant la capitale de ses États. 1798 - an VII. Italie.

Charles-Emmanuel se retira d'abord à Florence, où il arriva le 20 décembre. Cet asile, donné par le grand-duc à un roi malheureux, son parent, fut dans la suite le prétexte de la guerre que le Directoire déclara au souverain de la Toscane.

Trois jours suffirent aux Français pour se rendre entièrement maîtres du Piémont. Les derrières et les communications des troupes alliées entre elles étaient assurés. Une armée auxiliaire, composée de beaux et vaillants soldats, un des plus grands arsenaux de l'Europe, dix-huit cents pièces de canon trouvées dans la seule ville de Turin, plus de cent mille fusils, des munitions et des approvisionnements immenses en tout genre, restaient désormais à l'entière disposition du Directoire exécutif. Certes, une pareille conquête, faite à si peu de frais, ne pouvait pas être un acheminement à la paix générale, qui se traitait alors à Rastadt : elle devint, au contraire, une nouvelle source de haine, et exaspéra davantage encore l'animosité des puissances de l'Europe contre la république.

En attendant que le gouvernement français eût décidé du sort du Piémont, le général Joubert, de concert avec le ministre Eymar, devenu commissaire extraordinaire du Directoire, organisa une commission provisoire, composée de quinze individus, pour administrer ce pays.

L'acte d'organisation, sous la date du 9 décembre, était ainsi conçu :

« Vu la renonciation que Sa Majesté le roi de Sardaigne a faite de l'exercice de son pouvoir, et l'ordre qu'elle a donné à ses sujets d'obéir au gouvernement provisoire qui sera établi par le général français ;

« Considérant que, pour assurer la tranquillité et le bonheur du peuple piémontais, il ne peut trop s'empresser de faire choix d'hommes qui, par des talents éprouvés, par des vertus reconnues, et par leur attachement à la cause de la liberté, ont donné les plus sûrs garants de leur amour pour le bien public, et du zèle qu'ils mettront à remplir les devoirs sacrés qui leur

1798 - an VII. Italie. seront confiés, conformément aux intentions du gouvernement français, ordonne :

« 1° Le gouvernement provisoire administratif du Piémont sera composé de quinze membres ;

« 2° Sont nommés membres du gouvernement provisoire les citoyens Favrat, Botton, Saint-Martin de la Motte, Fasella, Bertolotti, Bossi, Colla, Fava, Bon, Galli, ci-devant président de la chambre; Braida, Cavalli; Baudisson, professeur en droit; Rossi, ci-devant secrétaire d'État; Sartoris, médecin ;

« 3° Les membres du gouvernement provisoire seront chargés de toutes les branches d'administration, et de la nomination à toutes les places civiles. Le général en chef se réserve la nomination des municipalités des villes et places qui seront occupées par les troupes françaises ;

« 4° Les membres du gouvernement provisoire opineront en conseil pour toutes les affaires générales ;

« 5° Ils se diviseront en comités pour délibérer sur les différentes branches d'administration et de police ;

« 6° Aucun arrêté ne pourra être pris, soit sur les affaires générales, soit sur celles qui seront traitées dans les comités, qu'à la pluralité absolue des suffrages ;

« 7° Aussitôt que les membres du gouvernement provisoire seront installés, ils s'occuperont, de concert avec les agents ou officiers français nommés à cet effet, de la vérification des différentes caisses publiques, et se feront remettre les archives des différents départements de l'administration royale. »

31 décembr. (11 nivôse.) *Suite des opérations de l'armée de Championnet; défaite de l'armée napolitaine; reprise de Rome; marche de l'armée française sur Naples, etc., etc.* — Dans le même temps que le roi de Naples et son général Mack s'étaient avancés sur Rome et s'emparaient de cette ville, l'amiral Nelson s'était chargé de faire transporter et de débarquer dans le port de Livourne 7,000 hommes de troupes napolitaines, destinées à faire insurger la Toscane et à couper les communications de l'armée française avec le nord de l'Italie. Ainsi, les Anglais ne perdaient aucune occasion de prouver à la France qu'elle avait en eux d'infatigables ennemis. Le corps de troupes débarquées à Livourne rendait la position du général Championnet de plus en

plus critique. Ses communications se trouvaient menacées de toutes parts ; et ses forces, disséminées et si inférieures à celles de l'ennemi, pouvaient d'autant mieux être battues en détail, qu'il y avait peu d'espérance d'en pouvoir réunir la masse. Mais le général français avait un courage et une activité tels, qu'il ne perdit point l'espoir de sauver l'armée sous ses ordres, et même de la conduire à la victoire. Après avoir établi ses avant-postes, il avait pensé à protéger ses derrières, en plaçant des éclaireurs à Perosa, et il résolut d'attendre, dans les dernières positions qu'il venait d'occuper, que l'ennemi s'avançât pour le combattre.

Le général Mack, au lieu de profiter de sa supériorité pour suivre ses premiers succès en attaquant la faible armée française, avait passé plusieurs jours à Rome sans entreprendre autre chose que de faire sommer le château Saint-Ange.

Cette forteresse avait pour commandant un chef de bataillon de la 3e demi-brigade de ligne, nommé Walter, qui répondit d'une manière convenable à la sommation intempestive du général en chef des Napolitains. Enfin, après avoir longtemps et mûrement médité sur le parti qu'il allait prendre, Mack se décida à réunir les 40,000 hommes qui formaient la gauche de son armée pour s'avancer contre la droite des Français, à l'effet de nettoyer la grande route de Rome à Florence, d'enlever Civita-Castellana et de forcer le pont de Borghetto sur le Tibre. Il eût été beaucoup plus militaire de ne faire qu'une fausse attaque sur Civita-Castellana, de marcher avec une très-forte colonne par la route de Rome à Cantalupo, en remontant la rive gauche du Tibre, et d'attaquer la position de Terni, où se trouvait le quartier général de l'armée française. Cette opération aurait coupé cette dernière armée en deux, et eût probablement causé sa perte ; mais, pour tenter cette opération vraiment stratégique, il fallait un général moins systématique et plus habitué à la pratique de la guerre, que ne l'était Mack, malgré ses grandes méditations et ses plans gigantesques.

Quoi qu'il en soit, les 40,000 Napolitains marchèrent vers la droite de l'armée française, qu'ils attaquèrent sur cinq colonnes, parties le même jour des environs de Bacano. Le général Macdonald, qui commandait les troupes attaquées ainsi par le gé-

1798—an VII. Italie. néral Mack, ne s'effraya point de la supériorité numérique des assaillants. Environné de tous les côtés, il déploya toute son habileté pour sortir d'une position aussi fâcheuse, et réussit, par ses manœuvres savantes, à rendre nul le dessein de l'ennemi.

Le général de brigade Kellermann commandait l'avant-garde, placée en avant du village de Nepi, et résista à la première colonne, qui l'attaqua avec résolution. Ce général n'avait avec lui que trois escadrons du 19e régiment de chasseurs à cheval, deux pièces d'artillerie légère et deux bataillons d'infanterie de la 15e légère et de la 11e de ligne. Cependant il sut inspirer une telle ardeur à ses soldats, qu'après un combat dont le commencement avait été rude à soutenir, cette poignée de braves parvint à repousser et à mettre en déroute les 8,000 hommes qui composaient la colonne ennemie. Les Napolitains, vaincus, laissèrent sur le champ de bataille 500 hommes tués ou blessés, quinze pièces de canon de tout calibre, trente caissons de munitions, 2,000 prisonniers, dont 50 officiers (plusieurs de grades supérieurs), des drapeaux, des étendards, trois mille fusils, enfin tous leurs bagages et effets de campement. Les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Monte-Rosi, où, bientôt atteints, ils furent culbutés de nouveau et dispersés.

La seconde colonne de l'armée napolitaine avait suivi l'ancien chemin de Rome, et s'était portée sur Rignano, où se trouvait la 15e demi-brigade légère, aux ordres de son chef Lahure. L'attaque faite par cette colonne n'eut pas plus de succès que celle de la première. Lahure s'était d'abord replié sur le pont de Civita-Castellana : il y soutint pendant plusieurs heures le choc des Napolitains ; et, bientôt renforcé par un détachement que lui envoya le général Macdonald, il repoussa la colonne, et lui fit éprouver une perte considérable.

Le général polonais Kniasewitz attaqua lui-même la troisième colonne ennemie, au moment où elle débouchait par Fabrica sur Santa-Maria di Falori. Il avait sous ses ordres la légion de son nom, la légion romaine, les 2e et 3e bataillons de la 30e demi-brigade de ligne, 2 escadrons du 16e régiment de dragons, une compagnie du 19e de chasseurs à cheval et trois pièces d'artillerie légère. Ces troupes chargèrent les Napolitains avec tant d'impétuosité, que ceux-ci, frappés de terreur, lâchè-

rent pied au premier choc, et s'enfuirent en désordre, abandonnant huit pièces de canon, quinze caissons de munitions et une cinquantaine de prisonniers, dont deux officiers supérieurs. 1798—an VII. Italie.

Au moment où Macdonald avait été informé du projet d'attaque de l'ennemi, il avait donné ordre au général Maurice Mathieu de se porter en toute diligence sur le village de Vignanello, à l'effet d'y couper la colonne ennemie qui devait se diriger sur ce point, afin de gagner la position d'Orte et d'y passer le Tibre. Le général Maurice Mathieu rencontra effectivement l'ennemi; et, malgré la lassitude des soldats de la 11[e] demi-brigade, qu'il avait sous ses ordres, il attaqua si vigoureusement les Napolitains, qu'il les obligea de se jeter dans Vignanello, village fort de sa position sur une hauteur, et ceint en outre d'une bonne muraille. Les habitants se réunirent aux soldats ennemis pour défendre ce poste; mais le feu du canon et de la mousqueterie, et la menace que fit le général Mathieu de passer au fil de l'épée tous ceux qui seraient pris les armes à la main, forcèrent les Napolitains à sortir du village. Les Français marchèrent ensuite sur Borghetto, afin de couvrir les approches du pont qui se trouve en cet endroit.

Enfin, la 5[e] colonne de l'armée de Mack, marchant pour flanquer la droite des quatre autres, avait traversé le Tibre sur un bac à la hauteur de Pouzano, et devait se porter sur Magliano; mais, ayant été informé des échecs éprouvés par les autres colonnes, le commandant de celle-ci ne jugea point à-propos de se rendre à sa destination, et revint passer le Tibre à Pouzano, afin de se réunir au gros des troupes napolitaines.

Ainsi, dans cette journée du 5 décembre, le général Macdonald, par la manière dont il avait su distribuer ses troupes et mettre à profit leur bonne disposition, avait eu la gloire de repousser avec 6,000 hommes toutes les attaques dirigées contre lui par un général qui en commandait 40,000. Les soldats français, et principalement ceux qui avaient combattu à Nepi, prouvèrent qu'ils étaient encore les guerriers de Lodi et d'Arcole. Le général Championnet fit connaître, dans son rapport au Directoire, les noms de tous les officiers qui s'étaient distingués dans ces différentes affaires, et signala particulièrement le chef d'escadron Bru, dont la belle conduite lui mérita l'honneur d'être

nommé chef de brigade sur le champ de bataille. Les autres officiers étaient le chef de bataillon Villeneuve ; les capitaines Jelsch, Esse, Derouche, Fermot, Lelcior ; les lieutenants Espoulier, Delfortain, Faile, Serre, Callandre et Estaffort ; les sous-lieutenants Coget, le Maire, la Forge, de Doucerin, Regnier et Siber, maréchaux des logis de chasseurs à cheval.

Cette attaque des Napolitains contre la droite de l'armée française devait faire présumer que Mack ne tarderait pas à se porter sur les autres points de la ligne française. Mais ce général, rebuté sans doute par le peu de succès de sa première attaque, s'était retiré sur les hauteurs de Calvi ; et, craignant à son tour d'être poussé par son adversaire, il s'était retranché dans sa position. Cependant, après cinq jours d'inaction, pendant lesquels il poussa quelques reconnaissances sur le chemin de Cantalupo, il fit partir une colonne de 8 à 10,000 hommes, afin d'occuper ce dernier village et de s'assurer un passage sur le Tibre. Une autre colonne occupa Civita-Castellana, et il fit venir de Rome l'artillerie nécessaire à cette colonne, qui était partie de Rieti. Son projet était, après avoir jeté de nombreux détachements dans la montagne de Buono, de se diriger de Cantalupo sur Terni, par Aspra et Colli-Sepoli, afin d'essayer d'enfoncer le centre de l'armée française, et de couper de nouveau ses communications.

Averti à temps des mouvements que faisait l'ennemi, le général Championnet prit la résolution de concentrer ses troupes, afin de conserver les moyens de paralyser les efforts de Mack, et de le combattre avec avantage si l'occasion se présentait. Le général Lemoine reçut, en conséquence, l'ordre de se porter sur Rieti et Civita-Ducale. Ces deux villes, dont la dernière dépend du territoire napolitain, furent occupées ; et Lemoine fit camper plusieurs bataillons en avant de Rieti, afin d'inquiéter les postes de l'ennemi à Cantalupo. Un fort détachement fut jeté dans Contigliano, sur le revers de la montagne, à l'effet de menacer la position de Calvi. Le général en chef ordonnait en même temps à Macdonald de chasser l'ennemi de la montagne de Buono, de replier insensiblement ses troupes en deçà du pont de Borghetto, sur la rive gauche du Tibre, et de laisser une garnison dans le fort de Civita-Castellana.

Cependant une colonne de troupes napolitaines, commandées par le général autrichien Mœsk, descendant de Calvi sur Otricoli, manœuvrait pour tourner la division Macdonald par sa gauche et s'emparer du pont de Borghetto. Mais l'ennemi rencontra sur ce dernier point la brigade du général Mathieu; et, n'osant attaquer ni la gauche de Macdonald ni le pont, il se porta sur Calvi, où il s'établit, partie dans la ville, et partie dans une position retranchée par la nature du terrain. Suivant les instructions de Mack, le général Mœsk envoya un détachement pour occuper Magliano, village dominant toute la partie littorale du Tibre, où se trouvait placée la division Macdonald, et qui était conséquemment un poste fort essentiel pour les Napolitains. Macdonald, voyant que l'occupation de ce point nuisait fort à ses communications avec Otricoli, donna l'ordre au général Mathieu d'attaquer Magliano et d'en débusquer le détachement ennemi. Ce général s'acquitta de sa mission avec succès, battit les Napolitains, leur fit 400 prisonniers, s'empara de leur camp tout tendu et muni de tous les objets nécessaires, et occupa Magliano. 1798 — an VII. Italie.

Ce premier échec ne détourna point le général Mœsk du dessein de couper les communications de Macdonald. Il se porta avec toutes ses forces sur Otricoli, au delà de Borghetto, sur la route de Narni. Ce poste fut surpris, et le détachement de 50 hommes qui l'occupait fut impitoyablement massacré. Les Napolitains montrèrent dans cette circonstance une rage et une animosité telles, qu'après avoir traité la ville comme si elle eût été prise d'assaut, ils mirent le feu à l'hôpital, où se trouvaient réunis les blessés des affaires précédentes, Français et Napolitains. Cette atrocité, jointe à la menace précédemment faite par le général Mack d'égorger tous les malades que les Français avaient laissés dans les hôpitaux de Rome[1], exaspéra tellement

[1] Dans la sommation que Mack avait fait faire au commandant français du château Saint-Ange, le général napolitain Bourcard déclarait : « que tous les Français malades aux hôpitaux de Rome, ainsi que les gardes que le général en chef y avait laissées, étaient considérés comme otages, et que chaque coup de canon tiré sur les troupes napolitaines serait marqué par la mort d'un soldat français, qu'on livrerait à la *juste indignation des habitants*.

1798 — an VII Italie.

les soldats républicains contre l'armée napolitaine, que depuis cette époque ils ne respirèrent plus que la vengeance et montrèrent, dans tous les combats qui suivirent, une fureur que le général Championnet se vit dans l'obligation de réprimer par un ordre du jour.

L'occupation d'Otricoli par les Napolitains compromettait la sûreté des communications de l'armée française. Cependant Championnet ne voulut point faire attaquer le corps nombreux du général Mœsk par la division Macdonald, avant d'avoir renforcé celui-ci par des troupes tirées de la gauche de l'armée. La position des Napolitains était, en effet, formidable : Mœsk occupait non-seulement la ville, mais encore les hauteurs qui l'avoisinent ; il avait prolongé ses ailes des deux côtés de la route de Borghetto, la droite appuyée au Tibre, et la gauche à des ravins d'un accès difficile. La majeure partie de son artillerie et toute sa cavalerie étaient placées en réserve en arrière d'Otricoli, sur la route de Narni : dans cette position, il pouvait facilement attaquer le parc d'artillerie de la division Macdonald, établi à un demi-mille d'Otricoli, et peut-être même s'en emparer ; mais Macdonald, plein de confiance dans la valeur de ses troupes, et voulant empêcher son ennemi de reconnaître le petit nombre de soldats qui lui étaient opposés, fit attaquer les Napolitains.

Le général Mathieu, à la tête de quatre compagnies de la 30e demi-brigade, de quatre compagnies de la légion polonaise, d'un bataillon de la 12e, et d'un escadron du 16e de dragons, forma cette troupe en petites colonnes, et, dirigeant son artillerie et sa principale attaque sur la grande route, il repoussa l'ennemi sur tous les points, s'empara d'Otricoli, fit plus de 2,000 prisonniers, enleva huit pièces de canon, prit trois drapeaux, plus de 500 chevaux,

Mack adressa copie de cette sommation au général Championnet, et Macdonald se chargea d'y répondre. Il annonça au général autrichien que le moindre attentat commis sur les malades français serait l'arrêt de mort de l'armée napolitaine. « Les Français républicains, disait Macdonald, ne sont point des assassins ; mais les prisonniers qui sont entre nos mains répondent sur leur tête de la sûreté des Français qui sont à Rome. . . . . Votre lettre sera connue aujourd'hui de toute l'armée, pour ajouter encore à l'indignation et à l'horreur que nous ont inspirées vos menaces, que nous méprisons autant que nous en craignons peu l'effet. »

et tout l'état-major du régiment de la Principessa, cavalerie; il culbuta le reste dans les ravins, où les Polonais, placés en tirailleurs, tuèrent encore beaucoup de monde. Cet avantage remarquable ne coûta aux Français que quelques hommes de la 30e demi-brigade, et une cinquantaine de Polonais, qui furent tués à l'attaque d'Otricoli, ou les Napolitains se défendirent avec quelque fermeté. Le prince de *Santa-Croce*, patriote romain, employé comme adjudant général auprès du général Mathieu, se distingua dans le combat, et eut la jambe cassée par un biscaïen. 1798 - an VII. Italie.

Les communications se trouvaient rétablies par la reprise d'Otricoli; mais les débris de la division Mœsk s'étaient repliés sur Calvi, et l'ennemi occupait toujours en force la montagne de Buono : Macdonald ne voulut point lui donner de relâche, et le fit attaquer avec la plus grande vigueur dans ces positions. Le brave général Mathieu fut encore chargé de cette expédition. Une colonne composée d'un fort bataillon de la 11e de ligne et d'un escadron du 16e régiment de dragons se mit en marche pendant la nuit, malgre un temps affreux, par un chemin presque impraticable. Arrivés, à la pointe du jour, devant les avant-postes napolitains, les Français culbutent ceux-ci, forcent le camp retranche, font de nombreux prisonniers, et poursuivent, la baïonnette aux reins, les Napolitains jusque sous les murs de Calvi. Défendue par la nature, cette ville avait 4,000 hommes de garnison, qu'augmentèrent bientôt tous les fuyards napolitains. Macdonald avait aussi dirigé la brigade du général Kniasewitz sur le même point, en la faisant déboucher par Magliano. Le général Mathieu fit occuper par de petits détachements les hauteurs qui dominent la ville, et envoya sommer le général ennemi de se rendre : celui-ci fit des propositions qu'on ne pouvait pas admettre. Pendant les pourparlers, le général Mathieu fit battre en brèche la muraille du jardin d'un couvent, afin de pénétrer de vive force.

Sur ces entrefaites, le général Macdonald arriva, et fit connaître au commandant napolitain son *ultimatum* ainsi conçu : « La colonne prisonnière à discrétion, ou passée au fil de l'épée. » Elle se rendit sur-le-champ, quoique le général Mœsk fût instruit que le général Mack marchait à son secours.

1798—an VII. Italie.

Ce dernier succès, dû presque tout entier à l'audace du général Mathieu, apporta de grands changements dans les combinaisons du géneral en chef des Napolitains. Informé, en chemin, que Calvi était rendu, et que le corps du général Mœsk était détruit ou prisonnier, ainsi que cet officier, il retourna sur ses pas. Arrivé à Cantalupo, au lieu de chercher à repousser le général Rey, qui marchait sur ce point, et à couper le centre de l'armée française, comme c'était son premier projet, il ordonna une retraite générale, et se porta en toute hâte sur Rome, ne laissant qu'une forte arrière-garde devant le général Rey, qui s'attacha sur-le-champ à la poursuite des Napolitains.

La détermination de Mack avait été hâtée par la nouvelle que reçut ce général de l'échec éprouvé par l'un de ses lieutenants, le chevalier Micheroux, qui commandait une division de l'armée napolitaine, et par la prise de la forteresse de Civitella del Tronto.

Le général Duhesme, récemment passé de l'armée du Rhin à celle de Rome, commandait la division formant la gauche de cette armée. Son premier soin avait été de rétablir la discipline parmi ses troupes, et de leur donner l'organisation que la dispersion où elles se trouvaient rendait indispensable. Il fut bien secondé en cela par son chef d'état-major Thiébault, et par le chef de brigade Broussier. Le général en chef avait prescrit à Duhesme de ne rien entreprendre de sérieux, et de considérer sa division comme un corps de partisans placé sur les deux frontières des États romains et du royaume de Naples, et particulièrement destinés à contrarier les habitants des deux pays également insurgés contre les Français. Toutefois l'occupation de Civitella del Tronto ayant paru nécessaire au général Duhesme pour s'en faire un point d'appui contre l'ennemi qu'il avait à combattre, il jugea convenable d'investir cette ville dès le 7 décembre.

Civitella, forteresse regardée avec raison comme le boulevard de la province des Abruzzes, est située au sommet d'une montagne assez haute. Les fortifications, bien revêtues et flanquées à leurs angles, ne sont dominées d'aucun côté, et protégent la ville, qui, bien fermée et entourée d'un torrent très-profond, est elle-même à l'abri d'un coup de main. Le fort,

muni d'une douzaine de pièces de gros calibre en bronze, ne manquait d'ailleurs d'aucun des objets nécessaires pour soutenir un long siége. Cependant le général Monnier, que Duhesme avait chargé de cette expédition, intimida tellement la garnison napolitaine qui défendait Civitella, qu'après dix-huit heures d'investissement, et sans aucun des moyens en artillerie qui eussent pu mettre les Français à même de prendre le fort de vive force, le commandant demanda de lui-même à parlementer et à se rendre, lui et sa troupe, prisonniers de guerre. 1798 – an VII. Italie.

Cependant la colonne du général Rey avait débouché sur Terni, et Championnet lui fit prendre position sur Osteria di Vaccone. Tous les préparatifs furent faits pour attaquer le camp de Cantalupo. Championnet ignorait encore que Mack eût pris la résolution de lever ce camp pour se retirer à marches forcées sur Rome.

Dans ce mouvement offensif de l'armée française, Macdonald dut abandonner son quartier général de Civita-Castellana, et laissa seulement 150 hommes de la 11e demi-brigade, commandés par le capitaine Muller, pour garder le fortin de cette ville, avec ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le pont de Borghetto fut mis en état de défense, et armé de douze pièces de canon. Le général Kellermann fut laissé sur ce point avec quatre bataillons, deux escadrons du 4e régiment de chasseurs à cheval, et une demi-compagnie d'artillerie légère. Ce général avait l'ordre de déboucher au premier signal. Macdonald, avec le reste de sa division, traversa les montagnes de Buono et marcha sur Cantalupo, par Calvi et Collevecchio. Mais comme, dans cette marche, il ne pouvait pas se faire suivre par son artillerie et ses bagages, il les fit rétrograder, par Otricoli et Narni, sur Terni, d'où ils rejoignirent ensuite la division. Les troupes postées à Osteria di Vaccone se porterent directement sur Cantalupo, en suivant la grande route. Une colonne commandée par le général Lemoine, après avoir masqué le débouché de Civita-Ducale, marcha sur les derrières de l'ennemi, par la route de Rieti à Rome, afin de lui couper la retraite, tandis que les forces réunies sur Cantalupo devaient le combattre.

Telles étaient les dispositions prises par le général Champion-

1798 - an VII. Italie. net au 15 décembre; mais, ainsi qu'on vient de le voir plus haut, au lieu d'attendre les Français à Cantalupo, Mack n'avait pas plus tôt aperçu le mouvement de la colonne du général Rey, qu'il avait abandonné cette position. Il est assez difficile d'expliquer comment, à une distance aussi rapprochée, les Français avaient pu ignorer la retraite du général napolitain. Quoi qu'il en soit, la division Macdonald rencontra celle du général Rey, au moment ou celui-ci débouchait de Cantalupo pour suivre l'arriere-garde des Napolitains à travers la Sabine jusqu'a Rome. La division Macdonald suivit le mouvement du general Rey, et fut bivouaquer le même jour sous Monte-Rotondo, ou l'avant-garde française engagea le combat avec l'arriere-garde ennemie. Celle-ci fut si vivement poussée, qu'elle arriva sous les murs de Rome en même temps que le corps d'armée du général Mack. Ces troupes traverserent rapidement la ville, de la porte de Salara à la porte Latina, par laquelle elles sortirent pour aller camper sur l'autre rive du Teverone.

Ainsi la promesse que le général Championnet avait faite a la garnison du château Saint-Ange, en évacuant Rome, reçut son accomplissement. Les troupes françaises rentrèrent dans cette capitale du monde chrétien le 15 décembre, apres dix-sept jours d'absence, pendant lesquels elles avaient detruit plus de 15,000 Napolitains, pris quarante pièces de canon, presque tous les équipages dont cette armée était si abondamment pourvue, et vingt drapeaux.

Au moment même où l'aile droite de l'armée s'avançait pour entrer dans Rome, un incident singulier avait failli retarder cette opération. Le général Championnet avait reçu à son quartier general la nouvelle qu'une colonne de 7,000 Napolitains venant de Baccano, et commandée par le général Damas, émigré français, s'avançait sur Rome, et demandait qu'on lui permît de traverser cette ville pour rejoindre l'armée ennemie. Championnet envoya sur-le-champ son chef d'état-major, le général Bonnami, pour reconnaître l'état des choses et prendre les mesures qu'exigeait la prudence. Bonnami rencontra au Ponte-Salaro sur le Teverone, près d'un des faubourgs de Rome, la cavalerie du général Rey, qui commençait à entrer en ville. Il engagea ce général a pousser des partis au delà de la porte

Latine, sur les routes d'Albano et de Frascati; lui-même se mit à la tête d'un fort détachement de cette cavalerie, et, traversant le Ponte-Molle, il marcha à la rencontre du général Damas et de sa colonne. Le général Rey, avec le reste de sa troupe, et le général Macdonald, avec la cavalerie légère, suivirent ce mouvement. Bonnami eut bientôt atteint la division napolitaine, et jugeant qu'il était nécessaire de prolonger le pourparler, afin de donner aux troupes qui le suivaient le temps d'arriver, il s'avança en parlementaire vers le général Damas, et lui demanda ce qu'il désirait. » Obtenir passage pour ma division, dit le Français émigré, ou me l'ouvrir l'épée à la main! » Bonnami s'étudia à lui démontrer que la première demande n'était pas admissible, et que sa résolution serait d'une exécution bien difficile, attendu que les soldats républicains étaient assez nombreux pour y mettre obstacle. Le général français finit par sommer M. de Damas de mettre bas les armes. « Quand on a 7,000 hommes et des cartouches, répliqua celui-ci, on ne pose pas les armes. — Eh bien, dit Bonnami, nous nous battons! » Le général Damas demanda alors un délai de six heures pour assembler un conseil de guerre et délibérer sur la proposition qui lui était faite. Bonnami, craignant que l'infanterie française n'arrivât pas à temps, mais voulant toutefois intimider son ennemi, ne lui accorda qu'une heure. Cependant les colonnes d'infanterie du général Macdonald commençaient à défiler, l'heure était écoulée, et le général Damas ne donnant point de réponse, Bonnami engagea le général Rey à marcher avec sa cavalerie sur la colonne napolitaine. Mais le général Damas avait su mettre à profit le délai qui lui avait été accordé, pour faire ses dispositions de retraite. Sachant que le général Kellermann se trouvait dans la direction qu'il avait prise d'abord, il fit un mouvement oblique pour gagner la route d'Orbitello, où il espérait pouvoir s'embarquer. Il fut suivi par le général Rey et Bonnami, à la tête de deux détachements du 16ᵉ de dragons et du 7ᵉ de chasseurs à cheval, et atteint près de Storta. Chargée avec impétuosité par cette cavalerie, l'arrière-garde du général Damas fut obligée de s'arrêter pour se défendre. Les Français, encouragés par la présence de tous les généraux accourus sur les lieux, culbutèrent cette ar-

1798 an vii Italie.

1798—an VII Italie. rière-garde, lui prirent cinq pièces de canon, et poursuivirent les vaincus jusqu'à la nuit. Le général Damas profita de l'obscurité et de la connaissance qu'il avait des localités pour continuer sa retraite. Les Français, harassés de fatigues, retournèrent sur Storta. Le général Championnet avait été si satisfait de la conduite de Bonnami, qui n'était encore qu'adjudant général, qu'il le nomma général de brigade sur le champ de bataille. En effet, si cet officier n'eût point, par son assurance, dissimulé au général Damas la faiblesse de l'avant-garde française, celle-ci aurait eu quelque peine à se débarrasser d'un ennemi aussi nombreux.

Les généraux français entrèrent le soir même de cette journée dans Rome. A onze heures du soir, le bruit se répandit qu'une autre colonne ennemie attaquait la porte Latine. La 11e demi-brigade de ligne et quelques escadrons de cavalerie légère commandés par le capitaine Jacquet, faisant fonction de chef d'escadron (grade qu'il obtint sur le champ de bataille même à la suite de cette brillante affaire), se portèrent aussitôt sur le point menacé : c'était un renfort que le général Mack envoyait au général Damas pour le dégager. Malgré l'obscurité, les Français chargèrent cette colonne et la forcèrent d'autant mieux à la retraite, que l'officier qui la commandait apprit à ce moment que Damas s'était retiré sur Orbitello.

Ainsi par les manœuvres habiles du général Championnet, et sans avoir combattu en bataille rangée, le roi de Naples et son savant général avaient été dans la nécessité d'abandonner leur conquête et de s'éloigner en toute hâte. Mack se retira sur les bords du Garigliano et du Volturno, et Ferdinand, humilié et vaincu, courut s'enfermer dans la forteresse de Caserte. Il faut bien convenir que les Napolitains avaient mis autant de mollesse et de négligence dans leurs attaques combinées, de précipitation dans leur retraite et de désordre dans leur fuite, que les Français avaient apporté de vigueur dans la défense des positions qu'ils occupaient, de célérité dans leur ralliement, de science dans leur défensive, d'audace et de valeur dans leur offensive. Un seul général ennemi, et c'était un Français, Damas, avait montré des talents et du caractère, et c'est aussi le seul qui exécuta, aussi heureusement que possible, le mouvement rétrograde commandé par les circonstances.

Le général Championnet, en s'occupant à Rome de retablir le gouvernement républicain, donna aussi ses ordres pour établir les troupes dans les positions les plus militaires et les plus avantageuses. Un camp fut tracé en avant de la ville pour en garder toutes les avenues; la réserve fut placée sur les hauteurs de Ponte-Molle; un corps d'observation s'établit sur la rive droite du Teverone, en même temps que le poste établi à Tivoli recevait des renforts. Le général Rey fut chargé d'aller à la poursuite de l'ennemi, qui avait abandonné les positions de Frascati et d'Albano, et de ne pas lui donner un seul instant de relâche. 1798—an VII. Italie.

Cependant le général Kellermann était toujours à Borghetto, et Macdonald l'avait informé de la direction prise par le général Damas en se retirant. Il réunit ses troupes et se dirigea par Romiglione sur Toscanella, où il rencontra la colonne napolitaine. Damas fit encore une résistance fort honorable; mais, convaincu que les troupes qu'il commandait ne pouvaient lutter avec avantage contre ses compatriotes, il ordonna la retraite. S'étant placé à l'arrière-garde, il combattit avec le plus grand courage, et reçut une blessure dangereuse par un éclat de mitraille. Les Napolitains, encouragés par l'exemple de leur brave chef, arrêtaient la marche des Français, lorsque Kellermann, chargeant à la tête de la cavalerie légère, termina un combat qui durait depuis deux heures sans que l'avantage se décidât pour l'un ou l'autre parti. Pendant cette dernière action, le gros de la colonne ennemie avait atteint Orbitello et s'était embarqué à la hâte sur quelques bâtiments napolitains. Poussé jusque dans la ville, Damas en ferma les portes, capitula avec Kellermann, et obtint la faculté de pouvoir se rembarquer avec son arrière-garde, sous la condition toutefois de remettre son artillerie entre les mains des Français.

Débarrassé de cet ennemi, Kellermann marcha sur Viterbe. Cette ville, qui était loin de prévoir le sort de l'armée napolitaine, s'était révoltée contre les Français, et avait emprisonné tous ceux qui s'y étaient réfugiés lors de l'évacuation de Rome. Les habitants avaient pillé leurs effets et les équipages de l'armée qui s'y trouvaient en dépôt: il suffit au général Kellermann de se présenter devant Viterbe pour s'en faire ouvrir les portes.

1798 – an VII. Italie. La terreur régnait dans la ville : on s'attendait aux actes de la plus terrible vengeance. Kellermann se contenta d'ordonner la restitution des objets volés, fit arrêter les principaux chefs de la sédition ; et après avoir pris toutes les mesures propres à maintenir la tranquillité après son départ, il vint rejoindre l'armée à Rome.

En supposant que le Directoire français eût eu depuis longtemps le dessein d'envahir le royaume de Naples, ou du moins d'y susciter une révolution populaire, les prétextes ne lui manquaient plus maintenant, et son entreprise était suffisamment légitimée par l'infructueuse agression que venait de tenter le gouvernement napolitain. Le général Championnet se prépara à cette expédition, quoique son armée fût peu nombreuse ; mais l'heureux essai qu'il venait de faire du dévouement et de la valeur de ses troupes lui promettait un succès éclatant. L'armée napolitaine, constamment battue, malgré sa supériorité numérique, ne présentait plus que des débris peu redoutables, et qu'il devenait facile d'anéantir : les chances de la guerre n'étaient plus douteuses.

Le général Mack avait évacué les États romains et continué sa retraite. Dans la situation critique où se trouvait l'armée napolitaine, son général n'avait cependant pas négligé de faire occuper les principaux passages par les corps les moins désorganisés, en y plaçant ce qui lui restait de sa nombreuse artillerie. Toutefois on ne pouvait espérer de rallier entièrement les troupes que lorsqu'elles seraient derrière le Volturno et les fortifications de Capoue. Le général autrichien leur avait donné cette direction, en laissant des postes considérables à Aquino, Ceprano, Fondi-Itri, et une garnison de 3,000 hommes dans la forteresse de Gaete. Les généraux qui commandaient les divisions de l'aile droite de l'armée napolitaine dans la Sabine et les Abruzzes, eurent ordre de se retirer en suivant les mouvements de la gauche, et de défendre les passages les plus difficiles, pour donner le temps aux grands équipages de filer et en sauver le plus possible.

Dans son dessein de poursuivre l'armée vaincue et d'envahir le royaume de Naples, Championnet crut cependant nécessaire de donner quelques jours de repos à ses troupes, et il employa

ce temps à réorganiser le gouvernement de la république romaine. Il eût été moins difficile qu'on ne peut le supposer de rattacher les Romains aux formes républicaines, et de s'assurer de leur affection envers les Français, si les excès dont nous avons parlé dans le précédent volume ne s'étaient point renouvelés. Malheureusement, avec l'armée française était rentrée cette tourbe de spéculateurs avides qui avaient déjà excité le mécontentement général, et qui regardaient comme leur patrimoine les richesses que renfermait la cité des Césars. Aux nouvelles vexations dont ces hommes ne tardèrent pas à se rendre coupables, on eût dit que les soldats de la république n'avaient vaincu que pour enrichir ces misérables. Le général Championnet, républicain aussi austère dans ses mœurs que dans ses principes politiques, se prononça vigoureusement contre ces individus, qu'il traita en public de voleurs et de pillards. Il écrivit les lettres les plus énergiques à l'ambassadeur français Bertholio, pour lui dénoncer les déprédations de toutes les classes, et pour le prévenir de la rigueur inflexible avec laquelle il se proposait de les poursuivre lui-même. La correspondance du défenseur de l'honneur français renfermait les plaintes les plus amères contre des vampires qui faisaient peser sur la nation entière des reproches honteux; mais le Directoire, trompé ou séduit, accordait une confiance absolue à ses agents, et l'impartiale sévérité de Championnet devint importune. Ce digne général apprit bientôt à ses dépens que, sous un gouvernement corrompu, les récriminations des honnêtes gens sont souvent punies comme des délits politiques.

1798 — an VII. Italie.

Championnet quitta Rome le 20 décembre, après avoir ordonné le désarmement de cette ville : il marchait avec la division Macdonald. Celle de cavalerie, aux ordres du général Rey, renforcée d'un bataillon polonais et de quelques pièces d'artillerie légère, était déjà à la poursuite de l'ennemi. Les Napolitains avaient fui à une grande distance, et le général Rey parvint sans obstacles jusqu'à Terracine, en passant par Albano, Velletri, Cisterna et les marais Pontins, et ramassant sur son chemin un grand nombre de traîneurs napolitains.

La brigade du général Maurice Mathieu (de la division Macdonald) arriva le 27 décembre à Ceprano, après avoir traversé

1798—an VII. Italie.

Genzano, Cisterna, Piperno, Prossedi et Frosinone. L'arrière-garde ennemie se trouvait encore campée sur la rive gauche du Garigliano, sur une hauteur qui domine Ceprano. Le général français attaqua cette troupe, la chassa de ses retranchements, et entra dans la ville pêle-mêle avec les Napolitains ; toutefois il ne put empêcher ceux-ci de traverser le pont de Garigliano, parce qu'ils étaient protégés par un autre corps de troupes et par de l'artillerie placée en batterie sur l'autre rive, à l'effet de défendre le passage de la rivière. Maurice Mathieu remit au lendemain l'attaque de cette nouvelle position. Au point du jour, les Français franchirent le pont, attaquèrent l'ennemi au pas de charge et le culbutèrent. Les Napolitains n'avaient pas même cherché à soutenir leur tête de pont, et s'étaient hâtés de fuir aux premières décharges de l'artillerie et de la mousqueterie : ils furent poursuivis jusque sur les bords de la Melfa. Le passage de cette rivière fut bientôt forcé, et les Français continuèrent leur marche. Le temps était affreux ; tous les chemins étaient rompus ou défoncés par la pluie et les torrents ; les soldats s'avançaient ayant souvent de l'eau jusqu'à la ceinture ; mais ils surmontèrent ces obstacles, et arrivèrent le 28 à l'embranchement de la grande route d'Isola et du chemin de traverse de Ceprano. Plusieurs détachements qui occupaient cette position y furent environnés et presque tous faits prisonniers. Après avoir laissé à Isola un détachement pour s'emparer des vivres et des munitions que les Napolitains y avaient abandonnés, le général Mathieu continua à s'avancer, et arriva le même jour à San-Germano qu'il occupa, et où il devait attendre le général Macdonald.

Ce dernier général, à son départ de Rome, avait d'abord suivi le général Mathieu jusqu'à Frosinone ; mais il était resté en cet endroit pour y attendre la colonne du chef de brigade Girardon, arrivant par Frascati et Anagni. Il s'était ensuite dirigé avec cette troupe par Veroli, Isola, Arpino et Arce, sur San-Germano, où il arriva deux jours après le général Maurice Mathieu. Championnet accompagnait, comme nous l'avons dit, la division Macdonald. Au moment où ces deux généraux entraient dans San-Germano, on leur annonça l'adjudant général prince Pignatelli, qui venait, de la part du général Mack, proposer un armistice de plusieurs jours, alléguant pour motifs que dans

une saison aussi rigoureuse, l'humanité commandait aux deux généraux en chef de donner quelque repos à leurs troupes. Championnet voulut bien consentir à une suspension d'armes de quarante-huit heures, en ordonnant toutefois au général Mathieu de pousser ses avant-postes jusqu'à deux milles de Calvi, sur la route de Capoue. A l'expiration des quarante-huit heures, la brigade Girardon, qui, dans son trajet de Frosinone à San-Germano, s'était emparée d'un parc d'artillerie napolitain de quatre-vingts pièces, placé à Castellucio, suivit le mouvement du général Mathieu, et vint camper à la gauche de ses troupes entre Calvi et Capoue.

1798—an VII. Italie.

Le quartier général s'établit deux jours plus tard à Spazaneri.

Pendant que la division Macdonald arrivait ainsi devant Capoue, la division Rey avait quitté Terracine le 30 décembre; un détachement de cavalerie, commandé par l'aide de camp Rey, parent du général, attaqua le poste de la Torella, qui sépare les États romains de ceux de Naples, et l'emporta après quelques minutes de combat. Les Napolitains qui défendaient ce poste se replièrent sur Fondi, qu'ils évacuèrent également après une faible résistance, pour se replier sur le passage d'Itri, position très-forte de sa nature, défendue par plusieurs batteries et quelques bataillons. Le bataillon polonais qui faisait partie des troupes du général Rey attaqua sur-le-champ ce poste. Après un combat où les Napolitains montrèrent plus de résolution que de coutume, les Polonais, guidés par le général Rey en personne, s'emparèrent des redoutes et restèrent maîtres du passage. Les Napolitains, suivis avec vigueur dans leur retraite, abandonnèrent leurs bagages, toute l'artillerie, et coururent se jeter en désordre dans la forteresse de Gaëte.

Sur ces entrefaites, les généraux Duhesme et Lemoine avaient exécuté les dispositions ordonnées par le général en chef. La division du premier, après s'être emparée, le 7 décembre, de Civitella del Tronto, s'était avancée, le 17, sur le Vomano, occupant Canzano, Guarda, Vomano et Monte-Pagano : elle avait rencontré l'ennemi dans cette dernière position. Le général Rusca attaqua les Napolitains, les dispersa et leur fit 300 prisonniers. Le 19, les avant-postes de la division étaient à

1798 – an VII. Italie. Monte-San-Angelo. Le chef de bataillon Coutard [1], qui commandait cette avant-garde, donna avis au général Duhesme que les paysans révoltés, au nombre de 3 à 4,000 hommes, ayant leurs curés à leur tête, avaient attaqué et occupé Teramo, et que 3,000 autres avaient brûlé le pont sur le Tronto, après avoir battu le détachement qui le défendait et pris les trois pièces de canon qui s'y trouvaient placées. Cette nouvelle était alarmante, dans un moment surtout où les Français avaient des forces si peu considérables sur ce point, et manœuvraient pour se joindre au gros de l'armée. Toutefois le général Duhesme ne se troubla point : il fit deux détachements pour aller contenir les insurgés de Teramo et du Tronto, et continua de s'avancer sur Pescara. Il arriva devant cette place le 23 décembre.

Pescara est situé à l'embouchure de la rivière du même nom, et a des ouvrages qui défendent le port et la baie de cette rivière. Le port est le plus considérable et le plus fréquenté de cette partie de la côte, où les Napolitains n'avaient point d'autre place d'armes. Celle-ci leur était d'autant plus importante, qu'il n'existe pas d'autre chemin praticable pour l'artillerie dans les Abruzzes, que celui qui longe la mer ; encore faut-il à chaque instant réparer les dégâts que font les torrents, et choisir les moments où ceux-ci sont guéables ; les autres chemins de communication ne peuvent être pratiqués, même par les voitures du pays, surtout pendant l'hiver. L'éboulement des terres, qui, dans cette saison et dans une contrée hérissée de collines, est presque continuel, rend les routes extrêmement difficiles, non-seulement pour la cavalerie, mais encore pour l'infanterie ; et c'est au point que quatre lieues de marche étaient une journée très-forte pour les troupes, quelque aguerries qu'elles fussent d'ailleurs.

Les fortifications de Pescara, revêtues à la moderne, étaient armées d'une bonne artillerie et défendues par 2,000 hommes de garnison. La place semblait donc exiger un siége régulier, et pour l'investir il fallait tenter le passage de la rivière de Pescara, que défendait un corps d'armée napolitain, et qui,

[1] Depuis lieutenant général.

accrue par les eaux, n'offrait aucun gué à quatre lieues au-dessus de son embouchure, et présentait partout de grandes difficultés à surmonter. 1798 — an VII. Italie.

Le général Duhesme parvint à franchir ces obstacles. Instruit, par un espion, que les troupes ennemies commençaient à se retirer et remontaient la rivière, il précipita sa marche et arriva en vue de Pescara ; mais, avant d'attaquer cette place, il crut convenable de sonder les dispositions du commandant et de la garnison. Un officier d'état-major qu'il envoya en parlementaire lui fit le rapport que la garnison s'élevait effectivement à 2,000 hommes, mais que les précautions prises par le gouverneur pour lui persuader que les troupes étaient plus nombreuses, démontraient les inquiétudes de celui-ci. Ce commandant, ancien brigadier des armées napolitaines, s'était servi d'une vieille ruse de guerre dont tout autre que l'intelligent parlementaire français aurait pu être dupe ; il avait fait passer sous les yeux de cet officier la musique du même régiment sous des uniformes différents.

Persuadé qu'il n'éprouverait pas une résistance bien vigoureuse, Duhesme envoya le général Monnier en avant de Spoltore et de Monte-Silvano, sur les hauteurs qui couronnent la tête de pont de Pescara, avec six compagnies de grenadiers, deux cents chevaux et la compagnie d'artillerie légère. Les autres troupes se réunirent à Pianella et Civita di Penna. Les avant-postes napolitains, attaqués par Monnier, furent repoussés jusque dans la ville, où ils répandirent l'alarme. Aussitôt le général Duhesme envoya sommer le gouverneur de se rendre, avec menace de faire livrer l'assaut, en cas de refus. Le vieux brigadier napolitain, sans réfléchir qu'en tout état de cause il pouvait se retirer de la place sans être inquiété, puisqu'elle n'était pas cernée, fit mettre bas les armes à sa garnison, qui consistait dans le régiment de la Reine et un bataillon de volontaires. Les Français trouvèrent dans Pescara soixante à soixante-dix pièces d'artillerie en bronze, quatre mortiers, vingt gros canons de fonte, treize cents quintaux de poudre. La capitulation de Pescara eut lieu le 24 septembre : c'était un coup de fortune pour l'aile gauche de l'armée française ; on ne pouvait pas trouver plus à propos une place d'armes

1798—an VII. Italie. mieux approvisionnée de tout ce qui manquait à la division Duhesme. Toutes les troupes y passèrent la Pescara, à l'exception de la brigade Rusca, qui continua sa route sur Torre di Passeri. Le général Duhesme établit son quartier général à Chieti, d'où il envoya le chef de brigade Broussier, avec six compagnies de grenadiers et quelque cavalerie, à la poursuite du corps napolitain dont nous avons parlé plus haut.

Pendant deux jours, presque toutes les communications furent interrompues. Le chef de brigade Broussier atteignit cependant la colonne ennemie, la dispersa et fit beaucoup de prisonniers : douze pièces d'artillerie et tous les caissons de cette colonne restèrent au pouvoir des Français.

La brigade du général Rusca, après avoir couru les plus grands dangers en traversant les torrents qui se trouvèrent sur son passage, parvint au pont de Torre di Passeri, où elle opéra sa jonction avec la colonne de Broussier. Ces troupes réunies se dirigèrent sur Bosio di Popolo. Rusca apprit chemin faisant, par un officier qui venait à sa rencontre, que le général Lemoine venait de s'emparer du poste que nous venons de nommer, et manœuvrait pour se réunir à la division Duhesme. L'officier était porteur d'une lettre adressée à ce dernier général, dans laquelle Championnet lui donnait l'ordre de s'avancer sur Capoue, conjointement avec la division Lemoine.

Nous suspendons ici le récit des opérations de l'armée française dans le royaume de Naples, pour continuer celui de la campagne d'Égypte jusqu'à la fin de 1798.

31 décembre. (11 nivôse.) Égypte. *Suite des opérations administratives et militaires en Égypte; déclaration de guerre du gouvernement turc à la France; firman du Grand Seigneur à ce sujet; voyage de Bonaparte à Suez, etc.* — Des accidents de peste assez graves se manifestèrent, dans les mois de novembre et de décembre, dans les places d'Alexandrie, de Damiette et du Caire. Partout les moyens les plus efficaces furent mis en usage pour combattre ce terrible fléau et empêcher sa propagation dans l'armée et parmi les habitants. Le directeur général des établissements sanitaires, Blanc, les docteurs Desgenettes et Larrey, et les agents et officiers de santé sous leurs ordres, rivalisèrent de zèle et de dévouement dans ces circonstances fâcheuses. Vers

la fin de décembre, on était parvenu à neutraliser le mal, et les précautions étaient prises pour diminuer ses ravages, dans le cas où il paraîtrait sur d'autres points. Nous avons cru devoir signaler cet avantage remporté par la civilisation sur les préjugés et l'incurie des Orientaux à l'égard d'un fléau qu'ils ne savent point arrêter dans sa marche destructrice.

Nous avons déjà fait observer que Bonaparte, en prenant les mesures les plus convenables à la consolidation de la conquête de l'Égypte, s'appliquait aussi à favoriser les entreprises qui pouvaient contribuer à la prospérité de ce pays.

Les négociants européens qui se trouvaient au Caire résolurent de former une compagnie de commerce, dont ils présentèrent le plan au général en chef, avec le préambule suivant :

« Le commerce qu'interrompt le bruit des armes, mais qui devient florissant aux jours tranquilles de l'ordre et de la confiance, languissait encore dans l'inaction. Averti qu'il obtiendrait de l'appui et des encouragements, pourquoi n'osait-il pas cependant se livrer à ses occupations accoutumées? C'est que les habitants de l'Égypte, témoins de choses si nouvelles et si extraordinaires pour eux, surpris et incertains, étaient comme au sortir d'un songe, et n'avaient plus nulle fixité dans leurs idées et dans leurs combinaisons commerciales. Il était besoin de leur donner en quelque sorte l'impulsion et l'exemple : et c'est là le but qu'on s'est proposé. Des négociants européens se sont réunis pour former le plan d'une compagnie qui fît naître cette émulation louable des talents et de l'industrie, et qui servît comme de guide dans la route que tracent les circonstances. Assurée de la bienveillance du gouvernement, jalouse de concourir de toutes ses forces à la prospérité de la colonie, et composée principalement d'hommes recommandables par leur expérience et leurs connaissances locales, il est à croire que de grands succès la dédommageront de leurs travaux. »

La durée de cette compagnie devait être de trois ans ; le fonds capital de trois cent mille francs était divisé en actions de trois mille francs.

Le prospectus et le règlement furent imprimés en français

1798 - an VII. Égypte.

et en arabe : la souscription fut promptement remplie, et Bonaparte ordonna au payeur général Estève de prendre dix actions pour le compte de l'armée.

L'administrateur général des finances, Poussielgue, s'occupait, avec la plus grande activité et une intelligence rare, de tous les détails de sa place. Par ses soins, la caisse de l'armée se trouvait en état de faire face à toutes les dépenses commandées par les circonstances, sans employer les moyens vexatoires qui avaient si longtemps signalé le gouvernement des beys.

Le commissaire ordonnateur Daure avait remplacé l'ordonnateur en chef Sucy, qui avait obtenu la permission de retourner en France pour cause de maladie. Dans un ouvrage consacré à la gloire nationale, l'éloge d'un administrateur recommandable sous tous les rapports ne paraîtra pas déplacé, et nous dirons, de l'ordonnateur Daure, qu'il seconda parfaitement toutes les opérations du général en chef Bonaparte, et par la suite celles de Kléber, successeur du premier.

Les généraux Murat, Lanusse, Fugières, Leclerc et Belliard eurent dans le courant de décembre quelques affaires peu importantes avec les Arabes et avec les fellahs, qui refusaient d'acquitter les contributions imposées; toutefois la tranquillité se rétablit dans les provinces gouvernées par ces officiers généraux, au moyen des colonnes mobiles, qui parcouraient le pays et dissipaient tous les rassemblements au moment où ils se manifestaient.

Cependant Bonaparte avait été jusqu'alors vaguement informé des dispositions du gouvernement ottoman à l'égard de la France. Quelques lettres venues des îles de Rhodes et de Chypre lui avaient appris les vexations que les gouverneurs de ces pays avaient fait éprouver aux Français qui s'y trouvaient, et surtout aux consuls et autres agents du gouvernement républicain : toutefois aucun acte officiel de la Sublime Porte n'était encore parvenu à la connaissance du général français. Les communications indirectes faites par les Anglais, et les bruits qui circulaient par suite des nouvelles venues de Syrie, pouvaient être considérés comme des manœuvres tendant à faire insurger les habitants de l'Égypte contre la domination française, sans fournir la preuve que le Grand Seigneur eût

déclaré la guerre à la république française, et eût déjà pris des mesures pour tenter de remettre l'Égypte sous l'autorité de son pacha, ou plutôt sous celle des beys. 1798 — an VII Égypte.

Plein de confiance dans l'habileté diplomatique de Talleyrand-Périgord, ministre des relations extérieures de la république, que le Directoire avait dû envoyer à Constantinople comme ambassadeur, Bonaparte se refusait à croire que le gouvernement turc voulût courir les chances d'une guerre sans profit réel pour lui, puisqu'en enlevant l'Égypte aux beys, les Français ne causaient à la Sublime Porte qu'un faible dommage, qu'il était aisé de compenser. Dans cette idée, il résolut de faire partir pour Constantinople la caravelle turque retenue jusqu'alors dans le port d'Alexandrie, en ordonnant au capitaine de prendre à son bord le sieur Beauchamp, consul de Mascate, qui se trouvait actuellement en Égypte, et qu'il chargeait d'une mission particulière auprès de l'ambassadeur français et du grand vizir. Les instructions données à cet agent prouvent, d'une manière évidente, ce que nous venons d'avancer sur l'opinion qu'avait Bonaparte des dispositions du cabinet ottoman.

« A votre arrivée à Constantinople, était-il dit dans ses instructions, qui sont sous la date du 21 frimaire (11 décembre 1798), vous ferez connaître à notre ministre notre situation dans ce pays-ci. De concert, vous demanderez que les Français qui ont été arrêtés par divers gouverneurs soient mis en liberté, et vous ferez connaître le contraste de la conduite de ces gouverneurs avec la nôtre. Vous ferez connaître à la Porte que nous voulons être ses amis; que notre expédition d'Égypte a eu pour but de punir les mameloucks, les Anglais, et d'empêcher le partage de l'empire ottoman que les deux empereurs (de Russie et d'Autriche) ont résolu; que nous lui prêterons secours contre eux, si elle le croit nécessaire; vous demanderez impérieusement, et avec beaucoup de fierté, qu'on relâche tous les Français arrêtés, qu'autrement, cela serait regardé comme une déclaration de guerre; vous direz que j'ai écrit plusieurs fois au grand vizir sans avoir obtenu de réponse; et qu'enfin la Porte peut choisir en moi, ou un ami capable de la faire triompher de tous ses ennemis, ou un ennemi aussi

redoutable que ses ennemis...... Si la Porte ne nous a point déclaré la guerre, vous paraîtrez à Constantinople comme pour demander qu'on relâche les consuls français arrêtés, et qu'on laisse libre le commerce entre l'Égypte et le reste de l'empire ottoman; si la guerre était déclarée, et que la Porte eût fait arrêter notre ministre et les Français, vous lui direz que je lui renvoie sa caravelle comme une preuve du désir qu'a le gouvernement français de voir se renouveler la bonne intelligence entre les deux États, et en même temps vous demanderez notre ministre et les Français qui sont à Constantinople. Vous ferez au gouvernement turc plusieurs notes pour détruire ce que l'Angleterre et la Russie auraient pu imaginer contre nous, et vous reviendrez. »

Le consul Beauchamp était en outre porteur d'une lettre pour le grand vizir, dans laquelle Bonaparte rappelait à ce ministre les lettres qu'il lui avait adressées précédemment, et lui faisait connaître l'objet de la mission du consul.

La caravelle n'appareilla d'Alexandrie que dans le courant de janvier 1799. Le sieur Beauchamp, remis d'abord aux Anglais par le capitaine turc, fut envoyé, par ces derniers, prisonnier de guerre à Constantinople, et renfermé ensuite, d'après l'ordre du gouvernement ottoman, dans un des châteaux forts de la mer Noire.

Mais tandis que Bonaparte se berçait ainsi d'un espoir chimérique, le Directoire avait laissé le champ libre à la politique anglaise, en ne faisant aucun effort pour en balancer les effets à Constantinople. Le négociateur, Talleyrand-Périgord, qui devait être envoyé auprès du sultan, n'avait point quitté Paris; les Anglais avaient mis à profit la négligence du gouvernement républicain. Leur ministre à Constantinople, secondé par l'envoyé de Russie, avait employé tous les ressorts de la politique la plus astucieuse, pour persuader au Grand Seigneur qu'il était de son intérêt de déclarer la guerre à la France, et de lever une armée pour forcer Bonaparte à évacuer l'Égypte. Ruffin, chargé d'affaires de France auprès de la Porte, n'avait point le crédit nécessaire pour détruire l'effet des insinuations du ministre anglais, et pour démontrer au gouvernement turc que son véritable intérêt était, au contraire, de s'opposer plutôt à la

domination maritime des Anglais, qu'aux efforts faits par les Français, ses anciens et fidèles alliés, pour rendre au commerce toute sa liberté. Il ne fut donc pas difficile aux ministres d'Angleterre et de Russie de faire prendre au divan toutes les déterminations qu'ils voulurent lui suggérer. Ils décidèrent le sultan Sélim III à faire enfermer au château des Sept-Tours la légation française, et à publier contre la France le manifeste outrageant que nous allons transcrire plus bas, et qui avait été rédigé, en quelque sorte, dans les bureaux de la légation anglaise, à Constantinople. Ce manifeste fut répandu avec profusion dans toutes les provinces de la domination ottomane, et surtout en Égypte, par la voie des Arabes, avec lesquels on sait déjà que les Anglais étaient en correspondance, au moyen de leur croisière sur les côtes de ce pays.

1798 — an VII. Égypte.

En transmettant cette pièce officielle, et plusieurs autres de même nature, au bey Ibrahim, réfugié en Syrie, le grand vizir écrivait à ce chef des mameloucks une lettre que nous allons rapporter, comme un document qui ne sera pas sans intérêt pour nos lecteurs :

« Très-honoré et très-distingué bey,

« Par la relation d'un des scheicks du Caire, nommé Es-seyd-Bar, qui a pris la fuite après la sédition arrivée au Caire, relation que vous avez adressée au très-honoré vizir Ibrahim-Pacha, gouverneur de Damas et général des troupes contre l'Égypte, et que celui-ci a fait parvenir à la Sublime Porte, nous avons été informé qu'un Maugrabin ayant été la première cause de la révolte, les habitants de quatre ou cinq quartiers du Caire s'étaient réunis, et qu'il y avait eu un combat qui a duré quatre ou cinq heures; que, dans ce combat, un général nommé Dupuy, choisi par le chef de l'armée française, Bonaparte, pour commander la ville, avait péri avec environ 1,000 infidèles; que, dans ce combat, 2 ou 300 musulmans seulement avaient obtenu l'honneur de mourir pour la foi; que le susdit général en chef, étant survenu, avait pris des moyens de conciliation, dans l'embarras où il était de pouvoir venir à bout de la populace ameutée; qu'à la suite la crainte qui s'était emparée du cœur de ces infidèles leur avait fait concevoir le

1798 — an VII Égypte. projet de se défaire de tous les scheicks et de tous les gens marquants, et qu'ils commençaient à le mettre à exécution, en employant la plus affreuse tyrannie.

« La Sublime Porte est également informée, dans le plus grand détail, de la conduite pleine de zèle que vous et Mourad avez tenue à l'arrivée des Français à Alexandrie et à leur irruption en Égypte. Elle voit avec satisfaction que, sans faiblesse et sans découragement, vous continuez, tant vous que le bey ci-dessus nommé, à faire tous vos efforts pour chasser de l'Égypte ces infidèles, dignes de la malédiction du ciel; et elle est persuadée que, pour la délivrance de l'Égypte, ce qui est le vœu du plus grand des monarques, vous et Mourad, vous emploierez fidèlement tous vos moyens et toutes les facultés qui sont en votre pouvoir.

« Nous avons été aussi instruits avant la révolte du Caire, par la relation qui vous est parvenue de Mourad, et que vous nous avez transmise, que, dans le combat qu'il livra aux Français auprès d'Illaoun [1], la victoire s'étant déclarée de son côté, il avait fait périr, par le sabre de ses braves, environ 2 ou 300 de ces infidèles, voués aux flammes de l'enfer; c'est ce que le susdit bey nous a confirmé dans une supplique qu'il nous a fait parvenir par l'entremise du consul d'Angleterre, et dans laquelle il engage la Sublime Porte à expédier elle-même une armée contre ces mécréants; mais, par la demande qu'il a faite, il paraît que ce bey n'avait encore reçu aucun des firmans et des lettres qui lui annonçaient les dispositions et les préparatifs que la Sublime Porte faisait pour exterminer ces infidèles, et arracher l'Égypte de leurs mains impies, en même temps qu'elle lui recommandait de s'armer de courage et de zèle, en attendant l'arrivée des Français.

« Maintenant je lui écris dans ce sens, et ma lettre lui parviendra par l'entremise du susdit consul [2]. De votre côté, ayez soin de le tenir bien informé de tout ce que l'on se propose de faire. Quant à vous, ne laissez point abattre votre zèle, et at-

[1] C'est sans doute le combat de Sédiman que désigne ainsi le grand vizir.

[2] Ce consul était à bord de l'escadre anglaise qui croisait sur les côtes d'Égypte.

tendez avec constance et fermeté le résultat des soins que prend la Sublime Porte. 1798. An VII Égypte.

« Il me reste à vous entretenir de l'ex-pacha du Caire, le très-honoré vizir El-Hadj-Abou-Beker-Pacha; il ne doit pas regarder sa déposition comme une disgrâce. En effet, sa maison a été divisée par l'événement du Caire, et jusqu'à présent il lui a été impossible de la refaire et de ramasser des troupes. Cependant les circonstances dans lesquelles se trouve l'Égypte exigent que ce gouvernement soit donné à un vizir qui ait un grand état de maison et des troupes; ce qui a déterminé la Sublime Porte à donner l'Égypte au ci-devant gouverneur de Damas, le très-honoré El-Hadji-Abdallah-Pacha. Il est donc nécessaire que vous vous disposiez à marcher en Égypte avec ce général, et que vous et Mourad-Bey, en vous réunissant à lui de cœur et d'esprit, vous combiniez ensemble les meilleurs moyens d'écraser ces infidèles. Il lui a été recommandé, en diverses occasions, de bien s'entendre avec vous. Du côté de terre, on envoie au susdit général de grandes armées, qui se réuniront aux troupes qu'il a déjà, et par mer on lui fait passer toutes les provisions de bouche qui peuvent être nécessaires à la subsistance de ses troupes. Continuez donc avec zèle vos préparatifs; excitez l'ardeur des beys, kachefs, des troupes et des Arabes, en leur faisant comprendre combien il est glorieux pour eux de combattre pour la cause de Dieu; entretenez une correspondance suivie, soit avec le susdit général, soit avec Mourad-Bey; et à l'arrivée du pacha généralissime, réunissez-vous à lui avec cette franchise, cette droiture et ce zèle qui vous caractérisent : partez ensemble pour le Caire avec le corps de troupes qui vous reste, et avec celles que vous avez pu encore recueillir, ainsi qu'avec tous les beys, kachefs et scheicks arabes. C'est principalement pour vous dire que la Porte attend de vous de nouvelles preuves de votre courage et de votre dévouement, que je vous ai fait et expédié cette lettre. S'il plaît à Dieu, à sa réception, vous vous disposerez à faire tout ce qui vous est ici recommandé. »

« *P. S.* Mon très-honoré et très-distingué bey,

« Outre les écrits que renferme ce pli, on a fait faire aussi,

1798 — an VII. Égypte. d'une autre part, dix pièces en arabe : vous recevrez cinq de ces dernières, et les cinq autres ont été expédiées à Mourad-Bey; vous aurez soin de donner la plus grande authenticité, soit aux écrits renfermés dans mon pli, soit aux autres pièces; vous y ajouterez, dans l'occasion, des écrits que vous fabriquerez dans le sens que les circonstances exigent, et vous ferez distribuer le tout aux Arabes. Jusqu'à présent nous ignorons la conduite qu'ils ont tenue, et dans quelles dispositions ils sont maintenant; c'est ce que je désire que vous me fassiez connaître dans le plus grand détail. »

Le manifeste ou firman du Grand Seigneur faisait, ainsi que nous l'avons dit plus haut, partie des pièces adressées au bey Ibrahim par le grand vizir. En voici le texte littéral :

Firman de Sa Hautesse.

« Au nom de Dieu clément et miséricordieux, gloire au Seigneur, maître des mondes,

« Salut et paix sur notre prophete Mahomet, le premier et le dernier des prophètes; sur sa famille et sur les compagnons de sa mission.

« Le peuple français (Dieu veuille détruire leur pays de fond en comble, et couvrir d'ignominie leurs drapeaux!) est une nation d'infidèles obstinés et de scélérats sans frein. Ils nient l'unité de cet Être suprême qui a créé le ciel et la terre; ils ne croient point à la mission du Prophète, destiné à être l'intercesseur des fidèles au jugement dernier, ou, pour mieux dire, ils se moquent de toutes les religions, ils rejettent la croyance d'une autre vie, de ses récompenses et de ses supplices; ils ne croient ni à la résurrection des corps, ni au jugement dernier, et ils pensent qu'un aveugle hasard préside à leur vie et à leur mort; qu'ils doivent leur existence à la pure matière, et qu'après que la terre a reçu leurs corps, il n'y a plus ni résurrection, ni compte à rendre, ni demande, ni réponse.

« En conséquence, ils se sont emparés des biens de leurs temples, ils ont dépouillé leurs croix de leurs ornements, et ils ont chassé leurs vicaires, leurs prêtres et leurs religieux.

« Les livres divins, inspirés aux prophètes, ne sont, à leur dire, que mensonge et imposture, et ils regardent le Coran,

l'Ancien Testament et l'Évangile comme des fables. Les prophètes tels que Moïse, Jésus et Mahomet ne sont, selon eux, que des hommes comme les autres, qui n'ont jamais eu de mission, et qui n'ont pu en imposer qu'à des ignorants. Ils pensent que les hommes, étant nés égaux, doivent être également libres, que toute distinction entre eux est injuste, et que chacun doit être le maître de son opinion et de sa manière de vivre.

1798 — en Égypte.

« C'est sur d'aussi faux principes qu'ils ont bâti une nouvelle constitution et fait des lois, auxquelles a présidé l'esprit infernal. Ils ont détruit les fondements de toutes les religions, ils ont légitimé tout ce qui était défendu; ils ont laissé un libre cours aux désirs effrénés de la concupiscence; ils se sont perdus dans un dédale d'erreurs inextricables; et, en égarant la vile populace, ils en ont fait un peuple de pervers et de scélérats.

« Un de leurs principes diaboliques est de souffler partout le feu de la discorde, de mettre la désunion parmi les souverains, de troubler les empires et d'exciter les sujets à la révolte par des écrits mensongers et sophistiques, dans lesquels ils disent, avec impudence : Nous sommes frères et amis, les mêmes intérêts nous unissent, et nous avons les mêmes opinions religieuses.

« Ensuite viennent de futiles promesses ou des menaces inquiétantes; en un mot, ils ont appris à distiller le crime et à se servir habilement de la fraude et du parjure. Ils se sont enfoncés dans une mer de vices et d'erreurs; ils se sont réunis sous les drapeaux du démon, et ils ne se plaisent que dans le désordre, ne suivant que les inspirations de l'enfer. Leur conscience n'est jamais troublée par les remords et la crainte de faire le mal.

« Aucun dogme, aucune opinion religieuse ne les réunit; ils regardent le larcin et le pillage comme un butin légal, la calomnie comme la plus belle éloquence, et ils ont détruit tous les habitants de la France qui n'ont pas voulu adopter leurs nouveaux et absurdes principes.

« Toutes les nations européennes ont été alarmées de leur audace et de leurs forfaits, et alors ils se sont mis à aboyer comme des chiens, à hurler comme des loups, et, dans leur rage, ils se sont jetés sur tous les royaumes et sur toutes les républiques pour détruire leurs gouvernements et leurs religions, pour en-

1798 — an VII Égypte. lever leurs femmes et leurs enfants. Des rivières de sang ont abreuvé la terre, et les Français ont enfin réussi dans leurs criminels desseins, vis-à-vis de quelques nations qui ont été forcées de se soumettre.

« Mais, en preuve de leurs trahisons et de leurs noirs projets contre le peuple musulman, on peut citer une lettre adressée à Bonaparte, général en chef de leurs armées réprouvées, par les directeurs de leur infâme république; l'un de nos agents secrets nous en a envoyé une copie, et nous allons vous la traduire littéralement, en vous invitant à la bien méditer :

« Vous n'ignorez pas combien les musulmans tiennent à leur « religion : lorsque vous aurez pénétré sur leurs terres, il faut « vous faire un plan de conduite adapté à leurs forces, à « leurs préjugés, à leurs mœurs. Vis-à-vis des faibles, vous em-« ploierez les armes, les massacres et le pillage; quant à ceux « qui ont le moyen de résister, vous vous servirez des filets de « la ruse et de la fourberie pour les empêcher de nuire, en res-« pectant leur religion, leurs femmes et leurs propriétés, jus-« qu'à ce que vous en soyez entièrement maître.

« Un bon moyen encore à employer, c'est de semer adroite-« ment les haines, les dissensions et les guerres intestines parmi « les diverses peuplades qui habitent les pays de l'islamisme. « Vous exciterez les mauvais sujets et la vile populace contre « les schérifs et les gens vertueux; vous inspirerez partout l'es-« prit de rébellion aux bons et aux méchants, et surtout aux « tribus arabes, à leurs scheicks, et à ceux parmi eux qui font « le métier de détrousser les voyageurs; vous ferez aussi vos « efforts pour allumer le feu de la discorde parmi les khans de « la Perse et parmi leurs sujets; vous tâcherez de les engager « à des agressions contre les Ottomans. Les querelles, les dé-« sordres, les guerres, les combats sont utiles et même néces-« saires à nos vues. Dans cet état de choses, les gens puissants « s'accoutument à secouer le joug; les sujets n'obéissent plus à « leurs commandants : de cette manière, les liens de la disci-« pline se rompent, et l'État se dissout. Lorsqu'il n'existera plus « d'union entre eux, et que leurs biens et leurs trésors seront « épuisés, alors il vous sera aisé de les assujettir et d'asservir « leur pays.

« Dans les moments où les dissensions de la guerre civile se« ront allumées entre eux, il faut que les Français prêtent « main-forte aux faibles, parce que, lorsque les puissants seront « écrasés et qu'il ne restera plus que des gens faibles, ceux-ci « seront bien aisément nos victimes.

« Mais attendu que nous avons secoué le joug de tout préjugé « religieux, que nous avons foulé aux pieds toutes les lois di« vines et humaines, et que nous ne pourrions jamais compter sur « les musulmans, qui sont si zélés pour leur religion, dès que « nous les aurons domptés par les moyens de ruse indiqués ci« dessus, alors nous détruirons la Mecque et la Caaba, Médine « et le mausolée de leur prophète, Jérusalem, toutes les mos« quées, tous les lieux de leur vénération. Ensuite nous ordon« nerons un massacre général, et nous n'épargnerons que les « jeunes filles et les jeunes garçons; après quoi nous partagerons « entre nous leurs dépouilles et leurs terres. Quant à ce qui res« tera du peuple, il nous sera aisé alors de lui faire adopter nos « principes, notre constitution et notre langue. L'islamisme et « ses lois disparaîtront de dessus la terre dans les quatre parties « du monde. »

« C'est ainsi que finit cette lettre infâme; et puisse le Dieu tout-puissant que nous adorons tourner contre eux leurs possédés desseins. Nous vous avons fait une peinture fidèle des Français, de leurs ruses et de leurs fourberies, des moyens qu'ils employaient pour vous perdre. Jugez donc maintenant si tout musulman, si tout professeur de l'unité n'est pas tenu de prendre les armes contre ces insignes athées.

« O vous donc, défenseurs de l'islamisme! ô vous, héros protecteurs de la foi! ô vous, adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abd-Allah, réunissez-vous et marchez au combat, sous la protection du Très-Haut! Ces chiens enragés s'imaginent sans doute que le peuple vrai croyant ressemble à ces infidèles qu'ils ont combattus, qu'ils ont trompés, et à qui ils ont fait adopter leurs faux principes. Mais ils ignorent, les maudits, que l'islamisme est gravé dans nos cœurs, et qu'il circule dans nos veines avec notre sang. Nous serait-il possible d'abandonner notre sainte religion, après avoir été éclairés de la divine lumière? Non, non! Dieu ne

1798 — an VII. Égypte.

permettra pas que nous soyons un instant ébranlés ; nous serons fidèles à la foi que nous avons jurée. Le Très-Haut a dit dans le livre de la vérité : Les vrais croyants ne prendront jamais les incrédules pour amis. Soyez donc sur vos gardes ; méfiez-vous des piéges et des embûches qu'ils vous tendent, et ne soyez effrayés ni de leur nombre ni de leurs vêtements hideux. Le lion ne se met point en peine du nombre de renards qui méditent de l'assaillir, et le faucon ne s'effraye point d'un essaim de corbeaux qui croassent contre lui.

« Soyez unis, prêtez-vous aide et assistance les uns aux autres : Le fidèle, selon l'expression de notre divin Prophète, doit être l'appui des fidèles, comme les murs d'un édifice qui se soutiennent l'un par l'autre. Oubliez surtout tout sujet de querelle et de dissension qui pourrait exister parmi vous ; que les intérêts de la cause du Ciel changent cette haine en bonne harmonie ; chassez loin de vous, quelque part que vous soyez, ceux qui se plaisent à semer la médisance et la calomnie. Mais n'éloignez pas sans raison légitime le musulman étranger qui vient se réunir à vous de bonne foi ; car l'islamisme fait de tous les fidèles une même famille. Cependant ne cessez pas d'avoir les yeux ouverts, et d'observer tout ce qui se passe autour de vous ; car les perfides Français pourront bien, à force d'argent, chercher à gagner ceux dont la foi est faible, l'esprit leger et le caractère factieux. Ils essayeront sans doute de lancer de pareils traits au milieu de vous, et alors il est de votre devoir de vous empresser de les éloigner, ou plutôt de les exterminer. En un mot, ne formez qu'un faisceau pour raffermir et faire triompher notre sainte religion, et soyez toujours sur vos gardes contre les piéges et les embûches que vous tendront ces infidèles ; car il est clair et très-prouvé que tous les malheurs qu'a essuyés l'islamisme depuis quelque temps ne viennent que d'eux seuls. Mais, grâce au ciel, vos sabres sont tranchants, vos flèches sont aiguës, vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre, et toutes sortes d'armes meurtrières, maniées par d'habiles cavaliers, sauront bien atteindre l'infidèle et le précipiter dans les flammes de l'enfer. N'en doutez pas, le ciel est pour vous : l'œil de Dieu veille à votre conservation et à votre gloire. Avec la puissante protection du Prophète, ces

armées d'athées se dissiperont devant vous et seront exterminées. Cette heure va bientôt sonner.

« Nous avons eu ordre de la Sublime Porte de rassembler les troupes de toutes les provinces de l'empire, et, dans peu, des armées aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre en même temps que des vaisseaux aussi hauts que des montagnes couvriront la surface des mers : des canons qui lancent l'éclair et la foudre ; des héros qui méprisent la mort pour le triomphe de la cause de Dieu ; des guerriers qui, par zèle pour leur religion, savent affronter et le fer et le feu, vont se mettre à leur poursuite, et il nous est, s'il plaît à Dieu, réservé de présider à leur entière destruction, comme la poussière que les vents dispersent et dissipent. Il ne restera plus aucun vestige de ces infidèles ; car la promesse de Dieu est formelle ; l'espoir du méchant sera trompé, et les méchants périront.

« Gloire au Seigneur des mondes ! »

On a vu plus haut que Bonaparte avait dépêché un officier de son état-major, le chef de bataillon Beauvoisins, auprès d'Achmet-Djezzar, pacha d'Acre, en Syrie, pour engager ce vizir à conserver des relations de paix et de bonne intelligence avec les Français vainqueurs des mameloucks. L'envoyé du général en chef ne put obtenir audience de Djezzar ; il ne lui fut pas même permis de sortir du bâtiment qui l'avait conduit dans le port de Saint-Jean-d'Acre, et le pacha, sans répondre à la mission dont cet officier était porteur, lui donna à peine quelques heures pour remettre à la voile et revenir en Égypte. Ce refus méprisant d'entrer en correspondance avec le chef de l'armée française dut exciter, comme on le croira facilement, tout le courroux de Bonaparte ; toutefois, dans l'impuissance où celui-ci se trouvait de se venger d'abord de l'insolence de Djezzar, il fit peser son ressentiment sur l'officier qu'il avait chargé de s'aboucher avec ce pacha. Le chef de bataillon Beauvoisins, à son retour au Caire, fut disgracié, bientôt après destitué, sous le prétexte d'avoir manqué à la discipline en quittant le poste qui lui avait été confié à l'avancée [1].

[1] Cet officier avait été nommé commandant de place à Belbeis, capitale de la province de Charquieh. Il fut atteint, dans ce poste, de la maladie

1798 — an VII. Égypte.

Dès ce moment, Bonaparte médita le projet d'une expédition en Syrie, autant pour achever de disperser les mameloucks d'Ibrahim, que pour faire repentir le pacha d'Acre d'avoir dédaigné l'alliance des Français. Il espérait même, en prenant ainsi l'initiative des hostilités contre un vizir presque rebelle à l'autorité du Grand Seigneur, déterminer encore mieux celui-ci à entrer en accommodement avec la république. Toutefois la révolte du Caire avait fait connaître au général français le danger de confier la défense de l'Égypte à des forces trop peu considérables.

Pour mettre son plan à exécution, Bonaparte se trouvait dans la nécessité de former un corps d'armée de 15,000 hommes, ce qui était plus que la moitié des troupes dont il pouvait disposer : le reste suffisait-il pour contenir le pays conquis, les Arabes et les autres ennemis de l'extérieur ? Cette question était difficile à résoudre dans les circonstances présentes ; et les idées de Bonaparte n'étant point encore assez fixées sur l'opportunité de l'expédition, ce général voulut tenter une dernière démarche auprès de Djezzar, en lui écrivant la lettre suivante :

« Je ne veux pas vous faire la guerre, si vous n'êtes pas mon ennemi ; mais il est temps que vous vous expliquiez. Si vous continuez à donner refuge et à garder sur les frontières de l'Égypte Ibrahim-Bey, je regarderai cela comme une hostilité, et j'irai à Acre ; si vous voulez vivre en paix avec moi, vous éloignerez Ibrahim-Bey à quarante lieues des frontières d'Égypte, et vous laisserez libre le commerce entre Damiette et la

ophthalmique si commune en Égypte ; il demanda et obtint du général Reynier, sous le commandement immédiat duquel il se trouvait, la permission de venir au Caire pour rétablir sa santé. Bonaparte trouva mauvais que Beauvoisins ne se fût point adressé directement à lui ; et, saisissant cette occasion favorable de punir cet officier du peu de succès de la mission qu'il lui avait confiée auprès de Djezzar, il mit sa destitution à l'ordre du jour de l'armée et le renvoya en France. C'est dans cette circonstance que l'adjudant général Beauvais, ayant voulu prendre la défense de son ami, reçut sa démission et quitta l'armée. Ces deux officiers, dans leur traversée d'Égypte en France, furent pris par un corsaire barbaresque, livrés à l'amiral turc qui assiégeait alors Corfou, et envoyés par celui-ci à Constantinople, où ils restèrent renfermés au château des Sept-Tours, jusqu'au commencement de l'année 1801.

Syrie. Alors, je vous promets de respecter vos États, et de laisser la liberté entière au commerce entre l'Égypte et la Syrie, soit par terre, soit par mer. » 1798 — an VII Égypte.

Cette lettre, portée par deux Arabes au pacha d'Acre, resta sans réponse, comme celle qui avait été remise précédemment par le chef de bataillon Beauvoisins.

Cependant, les succès remportés dans la haute Égypte par Desaix, la tranquillité à peu près rétablie dans les autres provinces, et l'inaction de l'escadre ennemie en station devant Alexandrie, firent entrevoir à Bonaparte la possibilité d'exécuter son entreprise sur la Syrie.

Un de ses premiers soins fut de faire occuper le village de Katieh par un détachement de la division Reynier, aux ordres du général Lagrange. Ce poste est situé à trois journées de marche de Salahieh, sur le chemin qui conduit de la province de Charquieh en Syrie, en passant par El-Arich, et en longeant la côte de la Méditerranée. L'intention de Bonaparte était de faire construire en cet endroit un fort capable de mettre 4 à 500 hommes à l'abri d'une attaque de vive force, et par conséquent de faire de Katieh une première place d'armes et un point d'appui pour les troupes marchant sur la Syrie. Le chef de brigade du génie Samson fut envoyé du Caire pour construire le nouveau fort, qui devait renfermer des magasins d'approvisionnements et deux fours pour la confection du biscuit. Comme Katieh est peu éloigné de la mer et ne se trouve qu'à une grande journée de l'extrémité du lac Menzaleh, l'approvisionnement de cette place devait se faire par Damiette; ce qui évitait la difficulté des transports par Salahieh.

Nous avons dit qu'en envoyant le général Bon prendre possession de Suez, le général en chef avait eu pour but de s'assurer d'un point important et de faire reconnaître les traces de l'ancien canal qui unissait autrefois la mer Rouge à la Méditerranée. Bonaparte voulut entreprendre lui-même cette reconnaissance, aussi utile sous le rapport de la géographie ancienne et moderne, qu'importante sous celui des grands résultats qu'elle pouvait amener. En conséquence, il partit du Caire, le 25 décembre, accompagné d'une partie des officiers de son état-major des membres de l'institut d'Égypte, Monge, Berthollet,

1798 — an VII Égypte. Costaz, Bourienne; et, escorté par ses guides à cheval, il vint camper le soir même à Birket-el-Hadji ou lac des Pèlerins.

Le lendemain, il bivouaqua à dix lieues dans le désert, et arriva le 27 à Suez.

Bonaparte, sans perdre un seul moment, s'empressa de reconnaître la ville, le port et la côte qui l'avoisine, et d'ordonner tout ce que les besoins de la place pouvaient exiger sous les rapports des fortifications, de la marine et du commerce; il traversa ensuite la mer Rouge près de Suez, à un gué qui n'est praticable qu'à marée basse, pour se rendre au lieu que l'on appelle encore en arabe les *Sources de Moïse*, et où se trouvaient, suivant la tradition des habitants du pays, les rochers que le conducteur du peuple de Dieu frappa d'une baguette pour en faire sortir des eaux vives et limpides : ces sources, au nombre de cinq, s'échappent en bouillonnant du sommet de petits monticules de sable; l'eau en est potable, mais un peu saumâtre. Les Français remarquèrent les vestiges d'un petit aqueduc moderne qui conduisait cette eau à des citernes creusées sur le rivage de la mer, et destinées sans doute à servir d'aiguade aux bâtiments qui visitent cette partie de la mer Rouge, distante de trois quarts de lieue des sources de Moïse. A son retour à Suez, Bonaparte et son escorte coururent un danger imminent, et faillirent éprouver le sort du roi Pharaon et de son armée marchant à la poursuite des tribus d'Israël. Le gué que la caravane avait passé le matin sans difficulté était couvert par la marée haute : on fut obligé de remonter vers le fond du golfe. Mais l'Arabe qui servait de guide ayant mal calculé la hauteur du flux sur cette côte extrêmement basse, le général en chef fut sur le point d'être submergé; un guide de son escorte le sauva en le prenant sur ses épaules et l'emportant avec rapidité.

Bonaparte se convainquit à Suez que les barques seules peuvent arriver dans le port, mais que des frégates peuvent mouiller auprès d'une pointe de sable qui s'avance à une lieue dans la mer. Cette pointe est découverte à marée basse, et le général en chef se proposa d'y faire construire une batterie pour protéger le mouillage et défendre la rade. Il prit ensuite des mesures pour assurer et garantir le transport des marchandises

et autres objets, de Suez au Caire et à Belbeis. Sur ces entre-faites, des bâtiments arrivèrent de Djedda à Suez. Le général en chef quitta cette ville le 31 décembre. 1798 — an VII Égypte.

Tandis qu'une partie des Français qui l'avaient accompagné se rendaient directement à Adjeroud, Bonaparte côtoya la mer Rouge vers le nord. A deux lieues et demie de Suez, il rencontra les premiers vestiges de l'ancien canal de Suez. Charmé de cette découverte, ainsi que les savants qui l'accompagnaient, il suivit les traces du canal pendant l'espace de quatre heures, jusqu'à l'entrée des lacs nommé Ammers, où elles parurent se terminer. Le général rejoignit le reste de son escorte à Adjeroud.

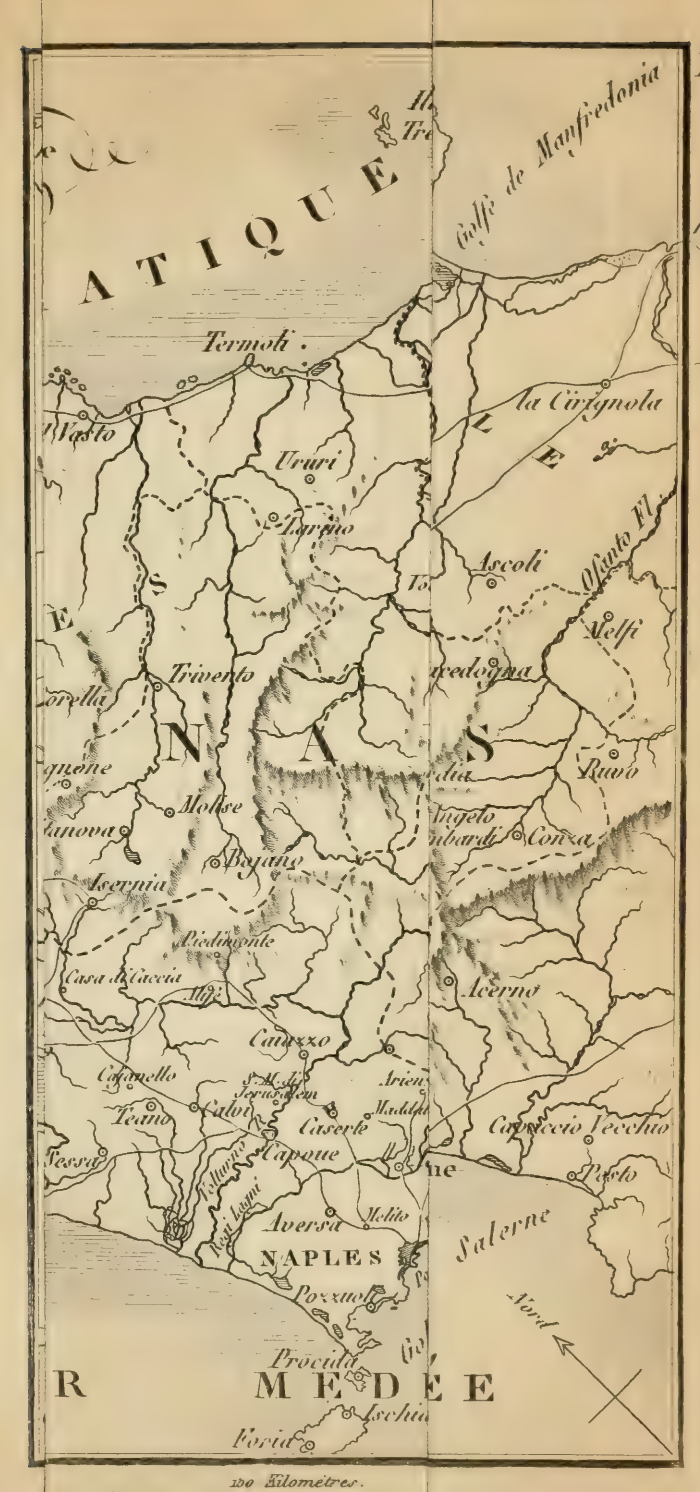
Avant de retourner au Caire, Bonaparte voulut achever la reconnaissance qu'il avait commencée, et se rendit à cet effet à Belbeïs pour de la visiter la partie du canal qui avait été dérivé du Nil. D'après les recherches et les observations les plus exactes, il ne parut pas aux savants investigateurs que les traces reconnues dussent appartenir au canal creusé par les anciens Égyptiens. Tous furent de l'opinion qui rapportait la confection de ces travaux au temps des califes fatimites. On ne put d'ailleurs suivre assez complétement les traces du canal dans cette partie, pour décider s'il avait réellement servi de communication entre les deux mers. En dernière analyse, les vestiges du canal de Suez ne se remarquent que pendant à peu près cinq lieues au nord de Suez; après s'être perdus dans les sables immenses et toujours mouvants du désert, ils ne reparaissent de nouveau que dans l'oasis d'Houareb, à quelques lieues de Belbeïs.

Bonaparte ordonna à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées Lepère de se rendre à Suez et d'en partir ensuite avec une escorte suffisante pour lever géométriquement et niveler tout le cours du canal, opération destinée à résoudre le problème de l'existence d'un des plus grands travaux qu'aient exécutés les hommes civilisés.

Ce fut dans son voyage de Suez que le général en chef apprit l'occupation du fort d'El-Arich (sur le chemin de Syrie en Égypte, à cinq ou six journées de Katieh) par un détachement de mameloucks d'Ibrahim-Bey et des troupes de Djezzar. Cette

1798 - an VII. Égypte.

nouvelle, jointe à la connaissance qu'il avait déjà du firman du Grand Seigneur, que nous avons relaté plus haut, ne permit plus à Bonaparte de douter des dispositions hostiles de la Sublime Porte et du pacha d'Acre ; et il dut s'occuper sans délai de conduire l'armée française sur de nouveaux champs de bataille.


Tom.
Page
ATIQUE
Golfe de Manfredonia
Barle
Termoli
Vasto
la Cirignola
Ururi
Larino
Ascoli
Ofanto Fl.
Melfi
Trivento
N A S
Ruvo
Molise
Conza
Bojano
Isernia
Piedimonte
Casa di Caccia
Acerno
Caiazzo
Calvi
Teano
Caserte
Capoue
Sessa
Capaccio Vecchio
Pesto
Aversa
Melito
NAPLES
Salerne
Pozzuoli
Nord
Procida
Ischia
Foria
R M E D É E
100 Kilomètres.



CARTE
d'une Partie du Royaume
DE NAPLES.
GOLFE ADRIATIQUE
ÉTAT DE L'ÉGLISE
ROYAUME DE NAPLES
ABRUZZE
CAMPAGNE DE ROME
POUILLE
MER MÉDITERRANÉE
Golfe de Naples
Golfe de Salerne
Golfe de Manfredonia
Iles de Tremiti
Mt. Gargano
Ancone
Sinigaglia
Loreto
Recanati
Iesi
Macerata
Fermo
Cingoli
Ripatransone
Offida
Tolentino
Giulianova
Ascoli
Teramo
Camerino
Fabriano
Matelica
Nocera
Norcia
Assisi
Foligno
Spoleto
Todi
Terni
Rieti
Narni
Amatrice
Aquila
Popolo
Sulmona
Chieti
Pescara
Ortona
Lanciano
il Vasto
Termoli
Manfredonia
S. Severo
Foggia
Lucera
Troja
Ascoli
Melfi
Ariano
Benevento
Avellino
Salerne
Capoue
Caserte
Nola
Aversa
NAPLES
Pozzuoli
Procida
Ischia
Caprì
Sorrento
Amalfi
Terracine
Fondi
Gaëte
Velletri
Albano
Frascati
ROME
Tivoli
Palestrina
Anagni
Ostia
Nettuno
Astura
Civita Vecchia
Corneto
Toscanella
Viterbe
Bagnarea
Sora
Venafro
S. Germano
Isernia
Agnone
Molise
Trivento
Civita Borella
Pescina
Lac de Celano
Civita Ducale
Leonessa
Introdoco
20
60
100 Kilometres
Nord

CHAPITRE V.

ANNÉE 1799.

Suite des opérations de l'armée française dans le royaume de Naples; reddition de Gaete; capitulation de Capoue. Armistice entre les armées française et napolitaine, etc. — Insurrection des lazaroni dans Naples; fuite du général Mack; rupture de l'armistice. Combats sous les murs de Naples, etc. — Attaque et prise de Naples par l'armée française. Création de la république parthénopéenne, etc. — Ouverture de la campagne en Allemagne. Combat de Feldkirch; bataille de Stockach, etc.

Suite des opérations dans le royaume de Naples. Reddition de Gaëte; capitulation de Capoue. Armistice entre les armées française et napolitaine, etc. — Nous avons dit précédemment que le général en chef Championnet avait donné l'ordre aux divisions Duhesme et Lemoine de se réunir et de s'avancer ensemble sur Capoue. Les deux généraux s'empressèrent d'exécuter ce mouvement. La division Duhesme marcha sur trois colonnes, qui arrivèrent le 9 janvier à Sulmona[1]. Le général

1799 — an VII
14 janvier.
(25 nivôse.)
Italie.

[1] Nous ne devons point passer sous silence un trait qui honore singulièrement l'humaine prévoyance du lieutenant général Thiébault. Cet officier distingué, alors chef d'état-major du général Duhesme, en arrivant à Sulmona, apprend que soixante blessés ou malades de la division Lemoine ont été abandonnés dans une maison de la ville. La colonne où se trouvait le commandant Thiébault était la dernière qui dût traverser la ville, et il était à craindre que les malheureux blessés ou malades, après le départ des Français, ne tombassent entre les mains des insurgés. Thiébault n'avait aucun moyen de transport, tous ceux qui auraient pu se trouver dans la ville ayant été enlevés par les colonnes précédentes, ou cachés par les habitants; mais ce commandant s'avisa d'un expédient qui lui réussit. Il convoqua, sous le prétexte d'une communication importante qu'il avait à leur faire, tous les habitants valides au-dessus de l'âge de dix-huit ans. Quand ceux-ci furent rassemblés dans l'église principale, Thiébault choisit trois cent soixante d'entre eux, les plus robustes, et leur donna l'ordre de porter les soixante

1799 – an VII. Italie.

Duhesme courut quelques dangers en sortant de cette dernière ville. Il s'était porté en avant pour communiquer avec le général Lemoine, lorsqu'il fut assailli tout à coup par une troupe de paysans insurgés. Il n'avait avec lui que quelques ordonnances, avec lesquelles il se fit jour l'épée à la main, pour rejoindre ses troupes, non sans recevoir plusieurs blessures, dont heureusement aucune ne fut dangereuse. Depuis la prise de Pescara et la dispersion de la dernière colonne napolitaine par le chef de brigade Broussier, la division n'eut plus d'affaires qu'avec des rassemblements de paysans, espèce de *guerillas* plus redoutables dans ces contrées que des troupes régulières. Il est à remarquer que, dans cette campagne, les difficultés commencèrent quand il n'y eut plus d'armée napolitaine.

Tandis que les deux divisions Duhesme et Lemoine s'approchaient ainsi du quartier général, Championnet avait ordonné au général Macdonald de reconnaître la place de Capoue, afin qu'on pût en commencer le siége. Macdonald prit avec lui, pour cette opération, le général Maurice Mathieu et sa brigade, et marchant sur trois colonnes, il s'approcha de Capoue, le 3 janvier. La première colonne s'était dirigée par la droite de la route; la seconde, destinée à l'attaque principale, s'avança, précédée d'un escadron de cavalerie et de deux pièces d'artillerie légère, par la grande route; et la troisième, marchant à travers champs, se dirigea sur les retranchements de la droite de l'ennemi.

Deux escadrons des régiments 16e de dragons et 13e de chasseurs à cheval furent placés à droite et à gauche des colonnes d'attaque pour les flanquer et pour surveiller l'ennemi, qui cherchait à s'étendre, à l'effet d'envelopper la brigade entière. L'attaque fut des plus vives. La 30e demi-brigade se porta avec la plus grande intrépidité sur la gauche du camp retranché de l'ennemi; la 97e, à la droite du même camp, et la colonne principale, formée d'une partie de ces deux demi-brigades et dirigée

Français malades jusqu'à Capoue. La nuit fut employée à faire des brancards, sur lesquels on plaça des matelas; et, le lendemain matin, les soixante Français partirent au centre de la colonne, chacun sur un brancard, auquel six porteurs étaient attachés. Thiébault conduisit ainsi son précieux convoi jusqu'à Capoue, sans perdre un seul des malades qui le composaient.

par le général Maurice Mathieu, après avoir chargé et enlevé quelques pièces d'artillerie mises en batterie sur la route, marcha au pas de charge sur le retranchement qui la défendait, et en chassa l'ennemi. Le 16[e] de dragons chargea à son tour les Napolitains, et les mena le sabre aux reins jusqu'aux coupures et abattis qui défendaient les approches du camp. Ces derniers obstacles n'auraient point arrêté les intrépides dragons, si le canon des remparts ne les eût forcés à rebrousser chemin; mais, en se retirant, ils chargèrent et sabrèrent encore plusieurs détachements ennemis qui cherchaient à joindre le gros des troupes. Cette attaque, à laquelle Mack, retranché avec tous les débris de son armée devant Capoue, était loin de s'attendre, fit prendre à ce général la résolution d'abandonner son camp, et de retirer ses troupes dans la ville, laissant seulement quelques bataillons dans la forte redoute dite de *San-Antonio*. Cette redoute se trouvait fortement pressée par la 30[e] demi-brigade, d'une part, et par les grenadiers de la 97[e] de l'autre; mais le feu croisé de deux bastions qui la protégeaient, ainsi que la grande route, fit beaucoup de mal aux colonnes françaises.

1799 — an VII.
Italie.

Persuadé que les troupes qu'il avait devant lui étaient appuyées par d'autres qui, se succédant dans l'attaque, finiraient par le forcer, et voyant d'ailleurs que ce premier essai des Français avait introduit le désordre parmi ses Napolitains, le général Mack se servit d'une ruse de guerre, qui sauva momentanément son armée et empêcha peut-être la prise de Capoue dans cette même journée. Au moment où le général Macdonald, enhardi par le succès qu'il venait d'obtenir, allait donner l'ordre d'aborder à la baïonnette les derniers retranchements de l'ennemi, le général en chef des Napolitains envoya son aide de camp, le prince Pignatelli, au général français, pour lui demander une suspension d'armes. Macdonald repousa sèchement cette proposition; mais Pignatelli insista, en disant que l'ambassadeur de la république cisalpine, arrivant de Naples, demandait passage pour se rendre à Milan; et il ajoutait que ce passage ne serait accordé qu'autant que les Français consentiraient à la suspension d'armes. Macdonald informa de suite son général en chef de cet incident, et Championnet, par égard pour la république cisalpine, voulut bien

1799 — an VII. Italie. accorder l'armistice, mais seulement pour le temps nécessaire à l'ambassadeur pour traverser les avant-postes des deux armées. Les hostilités furent donc suspendues. Mack profita de cet intervalle pour distribuer ses troupes dans des positions plus avantageuses, et pour rallier tous les détachements dispersés. Toutefois, à peine l'ambassadeur cisalpin eut-il dépassé les avant-postes, que le combat recommença avec la plus grande vigueur et devint général. La redoute de San-Antonio et tous les retranchements furent enlevés; mais, lorsque les troupes napolitaines furent toutes retirées dans la ville, le canon des remparts tira avec plus de vivacité que jamais, et comme les Français n'étaient point encore en mesure de riposter avec avantage, ils essuyèrent une perte assez considérable. Le général Maurice Mathieu eut le bras fracassé d'un biscaïen; son aide de camp Trinqualie eut un cheval tué sous lui; plusieurs officiers supérieurs et d'état-major et un certain nombre de soldats furent blessés.

Macdonald, satisfait du résultat de sa reconnaissance, et convaincu de l'impossibilité de pénétrer de vive force dans la place avec le peu de moyens qu'il avait à sa disposition, ordonna la retraite, emmenant avec lui l'artillerie prise dans les retranchements. Cette affaire, meurtrière pour l'ennemi, coûta près de 300 hommes aux Français, et l'armée fut privée pendant le reste de la campagne du brave général Maurice Mathieu, que sa blessure empêcha momentanément de servir.

Sur ces entrefaites, le général Rey, ayant reçu l'ordre de tenter un coup de main sur Gaete, se présenta devant cette place, défendue par 4,000 hommes, soixante-dix pièces de canon et douze mortiers, avec des vivres et des munitions pour plus d'un an. Son port renfermait en outre sept felouques armées en guerre, beaucoup de bâtiments de transport, un équipage de pont, et des bateaux chargés de blé. Le gouverneur, sommé de se rendre, fit réponse qu'il était dans l'intention de se défendre. Le général Rey, dont l'artillerie était d'ailleurs peu nombreuse, fit mettre un seul obusier en batterie et jeter quelques obus dans la place. Le feu, qui se manifesta dans plusieurs maisons, frappa de terreur les habitants et sema le désordre parmi la garnison. Le général ennemi demanda alors à capituler. Rey lui

fait dire de se rendre sans condition, ou de s'attendre à être traité avec toute la rigueur militaire. Le Napolitain obéit. La garnison demeura prisonnière ; mais le gouverneur et soixante-trois officiers obtinrent la honteuse faveur de retourner dans leurs foyers, sous promesse de ne pas servir contre la république française. On trouva dans la place, outre les objets dont nous avons déja parlé, vingt mille fusils et plus de cent milliers de poudre. 1799 — [illegible]

Championnet avait attendu, pour attaquer Capoue dans les règles, que les autres divisions de son armée l'eussent rejoint. Celle du général Rey arriva la première. Elle fut placée le long du Volturno, appuyant sa droite à la mer et sa gauche à Itri. Le général Kellermann, avec les troupes sous ses ordres, ne tarda point à venir se joindre à l'armée, et fut établi dans le terrain qui sépare la route de Calvi de celle d'Itri, à un demi-mille de l'embranchement, sa gauche se liant avec la droite de la brigade du général Mathieu, qui avait repris sa position en avant de Calvi.

Cependant le général en chef français n'avait point encore reçu de nouvelles des divisions Duhesme et Lemoine, depuis qu'en partant de Rome il leur avait transmis ses instructions. Les paysans insurgés interceptaient les communications. Vingt courriers envoyés à ces divisions n'avaient pas pu les joindre ou avaient été enlevés. Les deux Abruzzes, citerieure et ultérieure, étant en insurrection ouverte, Championnet pouvait craindre que ces deux divisions ne se trouvassent bloquées, et lui-même se voyait entouré d'un peuple qui supportait le joug français avec une grande impatience, excité sans cesse par les déclamations fanatiques des prêtres et par les intrigues des nobles. L'aide de camp Claye avait été envoyé récemment vers le général Lemoine, et Championnet lui avait recommandé de tout tenter pour parvenir à son but. Cet officier, aussi intelligent que brave, ne prenant conseil que de son dévouement, refusa l'escorte de grenadiers qu'on voulait lui donner, se travestit, et, prenant pour guide un paysan qu'il crut mettre dans ses intérêts en lui donnant beaucoup d'or, il arriva dans un village où il croyait pouvoir se reposer. Mais, trahi par le perfide auquel il s'était confié, le malheureux Claye fut arrêté,

1799 — an VII Italie. dépouillé et coupé en morceaux par des hommes plus semblables à des cannibales qu'à des peuples civilisés. Tel avait été le sort de la plupart des Français isolés tombés au pouvoir des paysans napolitains.

Enfin le chef d'escadron Gauthrin, à la tête d'un parti de cavalerie, s'étant dirigé par Venafro et Isernia sur Sulmona, était parvenu jusqu'aux grand'gardes du général Lemoine, et plus heureux que tous les autres officiers qui l'avaient précédé, échappant aux embuscades et aux poignards des insurgés, il était revenu au quartier général informer le général en chef que l'aile gauche de l'armée s'avançait par Venafro. Nous avons rendu compte du mouvement de la division Duhesme sur cette ville. Le général Lemoine n'avait pas eu moins de difficultés à surmonter : il lui avait fallu traverser la plus forte chaîne des Apennins, par des chemins affreux et couverts, en certains endroits, de plus de quatre pieds de neige. Les habitants de ces montagnes, encore plus féroces que ceux de la plaine, allaient à la chasse des soldats égarés, et les égorgeaient souvent à vingt pas des colonnes. Les communications avec Aquila n'avaient pu être entretenues que par de forts détachements qui affaiblissaient d'autant la division; encore avait-on été obligé d'y renoncer. Cependant, malgré toutes ces difficultés, Lemoine était arrivé, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à Bosio di Popolo. L'ennemi occupait en force le village; il était pour lui de la plus haute importance pour empêcher la jonction des deux divisions française (Duhesme et Lemoine) : aussi ce poste fut-il défendu avec opiniâtreté. Il fallait passer le Pescara sur un pont retranché. Une compagnie de grenadiers, commandée par le capitaine Point, s'avança à la baïonnette, et ne fut point arrêtée par la mort de son digne chef, qui fut tué à la première décharge. Le pont fut emporté et le village forcé. Lemoine, impatient d'opérer sa jonction, ne s'amusa point à poursuivre les Napolitains et s'avança rapidement sur Venafro. C'est dans cette marche qu'il fut rencontré par le chef d'escadron Gauthrin.

L'armée française étant sur le point d'être réunie, Championnet se décida à faire une nouvelle attaque sur Capoue, afin d'accélérer la reddition ou la prise de cet important rempart, le seul qui restât aux Napolitains pour couvrir leur capitale.

Le général français jugea convenable d'opérer le passage du Volturno, au-dessus de la ville, afin de surprendre les troupes ennemies campées en arrière de la place, sur la route d'Aversa, en même temps qu'il ferait attaquer de nouveau le camp qui défendait les approches sur la rive droite du fleuve, camp que Mack avait fait réoccuper après la retraite de Macdonald. En conséquence, la division de ce dernier général eut ordre de descendre de Calvi et de venir occuper Caiazzo, la montagne dite de Jérusalem, appuyant sa droite à la grande route de Capoue, et resserrant la ville le plus près possible. La division Rey fut placée à la même hauteur, longeant le Volturno jusqu'à la mer. Une forte réserve resta à Calvi; le quartier général était à Teano. 1799 — an VI Italie.

Le projet de Championnet était d'attendre à Cajanello, et à l'embranchement des routes de Capoue à Venafro et Santo-Germano, l'arrivée des deux divisions de l'aile gauche (Duhesme et Lemoine). Jusqu'à l'arrivée des troupes de Lemoine, le général Forest occupa, avec un régiment de troupes légères, le poste intermédiaire de Verrano, afin de tenir la communication de Calvi à Venafro. Le général d'artillerie Éblé partit de suite pour Gaëte, où il devait monter et expédier de suite l'équipage de siége nécessaire pour réduire Capoue, si Mack s'obstinait à garder cette place. Le général Boisgerard, commandant en chef l'arme du génie, s'étant approché de la place pour reconnaître les points d'attaque les plus favorables, reçut, auprès du village de Caiazzo, une blessure dont il mourut quelques jours après. Cet officier général, dont le nom a déjà été cité honorablement dans cet ouvrage, et qui avait fait les premières campagnes avec autant d'habileté que de bonheur, fut sincèrement regretté par ses camarades et par toute l'armée. Malgré ce funeste événement, la reconnaissance avait eu lieu, et la première parallèle était déjà désignée.

Championnet se rendit alors à Venafro pour y conférer avec le général Lemoine, dont il venait d'apprendre l'arrivée. Il espérait aussi trouver dans cette ville le général Duhesme; mais celui-ci avait été retardé dans sa marche par les combats journaliers qu'il avait eus à soutenir contre les bandes insurgées. Le général en chef trouva la division Lemoine campée en avant

1799 — an VII. Italie.

de Venafro, et ordonna sur-le-champ le mouvement que ses troupes devaient faire le lendemain. L'infanterie, aux ordres du général Dufresse, devait traverser le Volturno au pont de la Casa di Caccia, et se diriger ensuite sur Alife et Piedimonte; la cavalerie, commandée par le chef de brigade Poitou, devait occuper Venafro avec deux pièces d'artillerie et envoyer de fréquents détachements dans la direction de Sulmona, pour essayer d'établir une communication avec le général Duhesme; enfin le reste de l'artillerie de la division, ne pouvant en suivre le mouvement par la rive gauche du Volturno, devait être conduit sous escorte au général Forest, qui l'attacherait à sa cavalerie, et se tiendrait prêt à marcher, au premier signal, sur Alife, par le gué del Lago. Ces dispositions prises, le général en chef revint à son quartier général.

Cependant, pendant la courte absence que venait de faire Championnet, de vives alarmes s'étaient répandues parmi les troupes qui observaient Capoue. Le général Rey avait dépêché ordonnance sur ordonnance à Teano pour informer le général en chef qu'un rassemblement immense d'insurgés se trouvait à Sessa, qu'ils menaçaient de couper les ponts sur le Garigliano, et que bientôt ils attaqueraient le quartier général. De forts détachements furent envoyés de suite au général Rey, qui reçut l'ordre de faire les plus grands efforts pour empêcher les paysans napolitains de s'avancer; mais déjà l'ennemi se trouvait trop nombreux : les détachements envoyés contre lui furent battus et repoussés. Fiers de ce succès, les insurgés se portent au pont de Garigliano, le coupent, pillent le parc de réserve de l'armée, mettent le feu aux caissons, et commettent les plus grandes cruautés envers les Français tombés entre leurs mains. Gourdel, aide de camp du général en chef, envoyé auprès du général Rey; un chef de bataillon d'infanterie légère, et plusieurs autres officiers et soldats blessés et restés sur le champ de bataille, sont attachés à des arbres et brûlés vifs, tandis qu'à l'exemple des sauvages du Nouveau-monde, les Napolitains poussent autour de leurs victimes des cris de joie et de victoire.

Au moment même où Championnet allait prendre les mesures les plus vigoureuses pour remédier à ce terrible incident,

on vit sortir de Capoue, en parlementaires, des officiers supé- 1799 — an VII Italie.
rieurs chargés par le vice-roi de Naples, Pignatelli, de proposer un armistice, afin, dirent-ils, d'arriver à la conclusion d'une paix solide et durable. Ils offraient de rendre la ville, et demandaient qu'une ligne militaire fût tracée pour que les deux armées pussent y attendre la décision de leurs gouvernements respectifs. Ces propositions, faites dans la circonstance critique où se trouvaient les Français, étaient fort acceptables. Toutefois Championnet, pour imposer encore plus aux parlementaires et dissimuler tout ce que sa situation présente avait de difficile, refusa d'entrer dans aucune discussion, à moins que les parlementaires ne fussent autorisés à traiter de la soumission et de la reddition de Naples. Les officiers napolitains se retirèrent, et revinrent le lendemain faire les mêmes propositions; ils furent éconduits comme la veille. Ceci se passait pendant le trajet de Venafro à Teano. En arrivant à ce quartier général, Championnet le trouva occupé par les insurgés, et les officiers qu'il y avait laissés avaient pris la fuite pour éviter de tomber au pouvoir des Napolitains. Déjà un grand nombre de ces derniers couronnaient les hauteurs, et se préparaient à attaquer le général en chef et son escorte; Championnet fit alors avancer quelques troupes de la réserve. Le chef de brigade Nerin, à la tête de deux bataillons de la 97e demi-brigade, marcha sur les insurgés et les eut bientôt mis en fuite. On apprit, le soir même, que l'insurrection était générale, que toutes les communes avaient pris les armes, et que des officiers de ligne napolitains s'étaient mis à la tête de ces milices. Le général Lemoine mandait qu'il était assailli dans son quartier général de Piedimonte au delà du Volturno, et que sa position devenait très-critique. D'un autre côté, le chef de brigade Poitou ne recevait aucune nouvelle du général Duhesme. Détachements, ordonnances, émissaires, rien n'avait pu pénétrer jusqu'à cette division. Il était présumable qu'entouré par les paysans, Duhesme se trouvait lui-même dans un grand embarras. Santo-Germano et toutes les communes environnantes étaient sous les armes; les équipages du général en chef et du quartier général y avaient été pillés et brûlés.

Les paysans avaient reçu l'ordre de la cour de Naples de

1799—an VII. Italie.

faire aux Français une guerre d'extermination ; on trouva, quelque temps après les événements que nous retraçons, dans une correspondance interceptée, une ordonnance signée Ferdinand, portant qu'*aussitôt que les Français auront mis le pied sur le sol napolitain, toutes les communes doivent se lever en masse et commencer le massacre.* On a lieu de s'étonner encore aujourd'hui qu'un prince, qui avait ouvert la campagne avec 70,000 hommes contre 16,000, ait pu commander dans ses États une mesure aussi contraire aux lois de l'honneur, lorsqu'il avait tous les moyens de combattre avec gloire et de faire une guerre généreuse. N'était-ce pas provoquer les plus terribles représailles ?

Ces ordres donnés par le souverain ne furent que trop bien exécutés. Les Français n'osèrent plus sortir de leurs camps que par gros détachements, qui continuaient d'affaiblir leurs forces. On manquait de vivres, et l'incendie du parc de réserve avait réduit les soldats à un seul paquet de cartouches. Les communications avec Rome étaient fermées; la jonction du général Duhesme devenait de plus en plus problématique. Les mouvements de l'ennemi et les positions occupées par les insurgés ne permettaient pas de douter qu'une attaque générale aurait lieu incessamment. Championnet reçut la nouvelle que les 7,000 hommes débarqués à Livourne par l'escadre de Nelson, et qui jusqu'alors s'étaient tenus dans une inaction complète, s'étaient rembarqués pour venir descendre à l'embouchure du Garigliano, et que, réunis aux insurgés, ils devaient marcher sur les derrières de l'armée française, tandis que le général Mack, débouchant de Capoue, l'attaquerait de front.

Dans cette position, une des plus critiques où puisse jamais se trouver une armée, Championnet, familiarisé avec des dangers pareils, ne désespéra point de sa fortune. Sûr du dévouement de ses troupes, de leur intrépidité, il résolut d'attendre les assaillants, et de leur faire payer cher la victoire qu'ils se promettaient. Le détachement de cavalerie du général Forest eut ordre de renforcer le général Lemoine sur la rive gauche du Volturno, et les troupes de celui-ci devaient se tenir serrées et prêtes à agir suivant les circonstances. Le chef de brigade Poitou, avec son régiment et ses deux pièces d'artillerie, dut quitter

Venafro pour venir à Calvi augmenter la réserve. Toute la ligne était sur le *qui-vive* : les Français avaient juré de vaincre ou de périr. 1799 — an VII. Italie.

Mais, lorsque l'armée républicaine n'avait plus, pour ainsi dire, d'autre ressource que son désespoir, les mêmes parlementaires que le général en chef regrettait de n'avoir pas accueillis les jours précédents se présentèrent de nouveau aux avant-postes. Conduits devant Championnet, ils lui dirent qu'ils étaient autorisés par le vice-roi à consentir à toute demande de la part du chef de l'armée française, excepté à la reddition de la ville de Naples. Cette nouvelle démarche des chefs napolitains parut si extraordinaire à Championnet, qu'il hésita quelque temps à accepter les propositions qui lui étaient faites, dans la crainte qu'elles ne cachassent un piége tendu à sa bonne foi. Cependant, après avoir pris l'avis des généraux réunis en conseil de guerre, il chargea son chef d'état-major, le général Bonnami, de traiter avec les deux envoyés napolitains, le prince de Miliano et le duc de Gesso; et la convention suivante fut arrêtée entre ces trois plénipotentiaires :

Art. 1er. La ville de Capoue, telle qu'elle se trouve avec ses magasins de tout genre, sera remise demain, 11 janvier, à dix heures du matin, à l'armée française. Il est bien entendu que l'artillerie et les munitions de guerre qui auraient pu en être tirées pour le camp retranché seront restituées. Un officier d'état-major et un commissaire des guerres français entreront ce soir dans la place pour vérifier l'état des magasins et des munitions et les recevoir.

Art. 2. L'armée française, appuyant sa droite à la Méditerranée, occupera la rive droite de l'embouchure des lacs napolitains, Acerra et la chaussée de Naples qui passe par Acerra, Acinzo et Benevente ; elle tiendra garnison dans toutes les villes et villages de ce pays.

Art. 3. La ligne de démarcation se continuera depuis Benevente jusqu'aux bouches de l'Ofanto, prenant la rive gauche de cette rivière et la rive droite du Lombardo.

Art. 4. Les troupes napolitaines qui pourraient se trouver encore sur le territoire de la république romaine l'évacueront aussitôt

1799 — an VII. Italie.

Art. 5. Les ports des Deux-Siciles seront déclarés neutres, ceux du royaume de Naples, aussitôt après la signature du présent acte, et ceux de la Sicile, aussitôt que le roi de Naples aura envoyé de Palerme son ambassadeur à Paris, pour traiter de la paix. En conséquence, il ne sortira des ports des deux royaumes aucun vaisseau de guerre napolitain, de même qu'il n'y sera reçu aucun vaisseau des puissances en guerre avec la république française, et tous les vaisseaux de ces puissances qui s'y trouveraient en ce moment en sortiront aussitôt.

Art. 6. Pendant tout le temps que durera l'armistice, il ne sera fait aucun changement aux autorités administratives sur le territoire occupé par les Français.

Art. 7. Aucun individu ne sera inquiété pour ses opinions politiques.

Art. 8. Le roi des Deux-Siciles payera à la république française dix millions de livres tournois, dont cinq le 26 nivôse, présent mois, correspondant au 15 janvier 1799, et les cinq autres le 9 pluviôse, correspondant au 25 janvier, même année. Ces payements se feront à Capoue, et le ducat sera reçu à raison de quatre livres de France.

Art. 9. Les relations ordinaires de commerce entre Naples et le territoire occupé par l'armée française subsisteront comme par le passé, avec la réserve que l'approvisionnement de cette armée n'en souffrira pas. Il est également convenu que la réciprocité du commerce de l'armée française avec le territoire occupé par les Napolitains aura lieu, avec exemption de tout droit.

Art. 10. Le présent traité d'armistice sera soumis à l'approbation des gouvernements des deux puissances. Si l'un ou l'autre refuse de le ratifier, les généraux commandants s'en donneront réciproquement avis, trois jours avant de recommencer les hostilités.

Fait au camp sous Capoue, le 10 janvier 1799 (17 nivôse an VII de la république française).

Signé Championnet, le prince de Miliano
et le duc de Gesso.

Dans la nuit même qui suivit la signature de cet acte, le gé-

néral Éblé entra dans Capoue, accompagné d'un commissaire des guerres, à l'effet de prendre possession des magasins, et de surveiller l'exécution de l'article qui mettait les Français en possession de toute l'artillerie, des arsenaux, etc. Le lendemain, 11 janvier, Capoue reçut garnison française. Le chef de brigade de la 30e demi-brigade, Darnaud, qui, au combat de Cajazzo, avait été fait prisonnier, et venait d'être rendu, fut nommé commandant de la place. Le reste des troupes prit position en avant de Capoue.

Ainsi, par l'événement le plus inattendu, l'armée française se trouvait délivrée du plus grand péril qu'elle eût encore couru. Qui croirait cependant que le Directoire exécutif, trompé par des rapports fallacieux, ou cédant aux intrigues de quelques ennemis secrets de Championnet, fut assez injuste pour blâmer ouvertement et presque sans mesure la conduite de ce général dans une circonstance aussi remarquable, et que l'heureux armistice, conclu sous les murs de Capoue, devint un des motifs, un des prétextes apparents que le gouvernement républicain allégua pour justifier la disgrâce de ce brave et digne chef des guerriers français? Mais si la conduite du Directoire en cette occasion paraît étrange, comment se rendre raison de celle du général Mack? Ce dernier pouvait-il ignorer les progrès des Napolitains insurgés et la position de l'armée française? Quelle raison put le déterminer à proposer un armistice aussi intempestif? Si l'on écarte le soupçon de séduction ou de corruption, il faudra toujours convenir qu'une pareille démarche suffit seule pour démontrer combien était mal fondée la grande réputation militaire dont le général autrichien jouissait alors chez les puissances liguées contre la France.

Débarrassé de l'ennemi qu'il avait en tête, par l'armistice qu'il venait de conclure, Championnet put s'occuper sérieusement du châtiment des Napolitains insurgés. Le général Rey se mit en mouvement avec sa division. Itri et Fondi, principaux refuges des bandes napolitaines, furent occupés, ainsi que les villes et villages qui se trouvaient sur cette route. Informé que les insurgés s'étaient retirés à Traëta, petite ville située dans les montagnes, sur la rive droite du Garigliano, le général Rey marcha sur ce point, attaqua les paysans napolitains, et dis-

1799 — an VII. Italie. persa ce rassemblement. Mais son aide de camp, le capitaine Tremeau, s'étant attaché à la poursuite des fuyards avec un détachement de 30 à 40 hommes seulement, se trouva tout à coup entouré, et fut massacré ainsi que tous les siens. Rey se porta ensuite sur Castelforte, où se trouvait une bande considérable. Les insurgés se défendirent en désespérés. La position de Castel forte ne permettant pas au général français de faire usage de son artillerie, il fut obligé de faire donner plusieurs assauts à cette place par l'infanterie française et polonaise. Après de pénibles efforts, ces bataillons réussirent à pénétrer dans la ville, dont une des portes fut enfoncée à coups de hache. Le massacre du capitaine Tremeau et de son détachement avait tellement irrité le général Rey, qu'il fit fusiller tous les habitants pris les armes à la main et mettre le feu à leurs maisons. La prise de Castelforte était d'autant plus intéressante pour les Français, qu'ils y trouvèrent un petit parc d'artillerie de montagne et des magasins considérables de vivres.

Cependant la division du général Duhesme avait manœuvré de son côté pour étouffer l'insurrection. L'abandon de Sulmona par la dernière colonne de cette division avait été le signal d'une levée en masse dans les deux Abruzzes. Le tocsin sonna dans toutes les paroisses. Les curés, les prêtres et les moines prêchèrent, le crucifix en main, de nouvelles vêpres siciliennes. Le chef principal de ces insurgés était un certain Progni, ancien voleur de profession, et connu par plusieurs assassinats célèbres dans le pays. Des officiers de l'armée napolitaine ne rougirent pas de servir sous les ordres d'un pareil homme.

Le général Monnier faillit être pris par un parti de ces paysans, qui suivaient les colonnes françaises à la manière des Arabes bédouins, pour tomber à l'improviste sur ceux qui avaient le malheur de rester en arrière.

Progni avait résolu de surprendre le quartier général de Duhesme, et indiqua, à cet effet, la ville de Chieti pour la réunion de ses diverses bandes. Le chef d'état-major Thiébault ayant été averti à temps de ce projet par des espions qu'il avait dans le pays, Duhesme put faire toutes les dispositions nécessaires pour déjouer le dessein de Progni; l'activité du

général et la bravoure des troupes en imposèrent assez au chef des bandes napolitaines, pour que celui-ci renonçât à son entreprise. 1799 — an VII. Italie.

La division se mit en marche, et la première colonne, commandée par le général Monnier, ayant trouvé sur son passage un corps nombreux d'insurgés qui avaient pris une position assez militaire en avant d'Isernia, les attaqua, les mit en déroute, et brûla un village où leur gauche se trouvait appuyée. Toutefois il fallut de grands efforts pour les chasser ensuite de la ville d'Isernia, dans laquelle ils s'étaient retirés et barricadés de manière à rendre nul l'effet du canon. Les Français escaladèrent les murailles; mais il fallut faire le siége des maisons, des églises et autres édifices, qu'ils avaient crénelés, et d'où partait un feu très-meurtrier. Toutes les ressources qu'enfante le désespoir furent employées par les insurgés pour défendre ces derniers retranchements. Des pierres, des poutres, des tisons enflammés, l'eau et l'huile bouillantes, rendaient l'abord des rues plus difficile et plus dangereux que ne l'avait été celui des remparts. Un grand nombre de braves périrent dans cette occasion. Enfin, de siége en siége, les Français parvinrent à se rendre entièrement maîtres d'Isernia. On conçoit tout ce qu'une pareille résistance dut provoquer d'excès de la part des soldats irrités. Tous les Napolitains qui furent pris les armes à la main devinrent les victimes de la fureur des troupes françaises. Il fut impossible au général Duhesme d'arrèter le massacre et le pillage des maisons : toutefois il empêcha que les soldats n'incendiassent la ville.

Cet engagement fut le dernier que le général Duhesme eut à soutenir dans sa marche pour rejoindre le gros de l'armée. Un nombre considérable d'insurgés avaient péri dans Isernia ou dans les environs de cette ville; le reste se dispersa dans les montagnes. Une bande avait vainement tenté d'arrèter la 73e demi-brigade à Rionogo, au moment où celle-ci traversait le défilé qui est en avant de ce village. Les insurgés furent repoussés, et les Français trouvèrent dans Rionogo plusieurs canons et plus de trois mille fusils que ces paysans avaient abandonnés. N'étant plus retardée dans son mouvement, la division atteignit Venafro, le 14 janvier, quatre jours après la

1799 — an VII. Italie. capitulation de Capoue. Le général Duhesme se rendit le même jour auprès de Championnet, qui avait établi son quartier général à Caserte, maison de plaisance du roi de Naples.

21 janvier. (2 pluv.) Italie. *Insurrection des lazaroni dans Naples; fuite du général Mack; rupture de l'armistice; combats sous les murs de Naples, etc.* — Lorsque le général Duhesme rejoignait ainsi l'armée sous Capoue, une mésintelligence, dont les causes n'ont point été connues éclatait entre le général en chef Championnet et le général de division Macdonald. Celui-ci crut devoir donner sa démission immédiatement après la capitulation de Capoue; et le général de brigade Dufresse, qui jusqu'alors avait été employé à la suite du quartier général, fut désigné pour remplacer le démissionnaire dans le commandement de sa division. Le général Lemoine fut en même temps envoyé à Paris, afin de pressentir le Directoire sur le parti à prendre vis-à-vis du roi de Naples, et sur la forme du gouvernement qu'il conviendrait de donner aux Napolitains, dans le cas où le Directoire jugerait à propos de les affranchir de l'autorité de ce souverain.

La réunion de tous les corps de l'armée permit enfin au général Championnet de s'occuper de sa réorganisation. La division aux ordres du général Dufresse appuya sa droite à la mer, et fut chargée de garder sur la rivière de Régi Lagni, les ponts Salin, Rono et Carbonara; celle du général Duhesme occupa Acerra, Maddaleni, Arienzo, et garda le ponte Napoli. La réserve, commandée par le général Rey, ayant sous ses ordres le général Forest, fut établie au quartier général de Caserte. Le chef de brigade Broussier fut détaché sur Benevente, à l'effet d'y enlever un trésor qu'on savait y être gardé. Précédé par le chef de bataillon Chabrier de l'arme du génie, Broussier partit de Maddaleni avec la 17e demi-brigade de ligne et un détachement du 7e régiment de chasseurs à cheval.

Pour arriver à Benevente, il fallait traverser les gorges de l'Apennin connues sous le nom célèbre des *Fourches caudines*. Les officiers qui commandaient les bandes d'insurgés, connaissant toute l'importance de ce défilé, avaient fait occuper les hauteurs qui le dominent et qui en défendent l'approche aussi bien que le passage. La 17e pénétra d'abord dans le défilé,

et parvint, non sans peine, à le franchir malgré la résistance 1799 — an VII. Italie.
et tous les efforts des paysans armés qui le gardaient. Quarante soldats et cinq officiers français perdirent la vie dans cette rencontre. Le chef de brigade Broussier s'empara de Benevente et de ce que cette ville renfermait.

Pendant ce temps, le général Championnet crut qu'il était de l'intérêt de la France républicaine de préparer sourdement la révolution du royaume de Naples. Il organisa un comité à la tête duquel il plaça un nommé Lambert, Napolitain d'origine, patriote réfugié, et qui avait une certaine influence sur les mécontents du pays. Une correspondance fut bientôt établie entre ces derniers et le comité insurrecteur, qui fut informé journellement de ce qui se passait à Naples. Des émissaires secrets furent chargés de porter aux mécontents des instructions sur la conduite qu'ils avaient à tenir, et d'augmenter le nombre de ceux qui se préparaient à seconder les vues de la France.

Une circonstance particulière accéléra le mouvement révolutionnaire qu'on voulait opérer dans la capitale des Deux-Siciles. L'ordonnateur Arcambal avait été envoyé à Naples avec un sauf-conduit, pour hâter la rentrée de l'argent promis dans l'acte de Capoue. Cet administrateur fut parfaitement accueilli par le vice-roi; mais sa présence, et surtout l'objet de sa mission, excita les murmures du peuple napolitain. Celui-ci s'assembla tumultueusement, et faillit assommer l'ordonnateur français, qui ne dut la vie qu'au dévouement de quelques partisans de la révolution. Dès ce moment, les deux partis furent en présence dans Naples. Un patriote fut massacré; il n'en fallut pas davantage pour jeter le peuple dans le délire de l'anarchie. Les uns voulurent venger la victime, les autres se déclarèrent pour l'assassin : la lutte devint terrible.

Les lazaroni [1] s'emparèrent de toutes les armes, et signa-

[1] On donne le nom de lazaroni à la partie des habitants de Naples la plus robuste et la plus pauvre. Ce nom vient du pauvre Lazare dont il est parlé dans l'Évangile. Les lazaroni ont des lois particulières; ils s'assemblent toutes les fois qu'ils le jugent convenable, et le gouvernement n'a point la force de s'y opposer. Ils sont si nombreux, que les magistrats ne réussiraient point à les disperser. Ils aident la police dans les émeutes par-

1799 – an VII. Italie. lèrent Mack comme un traître, et les officiers de son armée comme des *jacobins* séduits par l'or des Français. Ils se disposèrent à arracher le général autrichien de son hôtel pour l'immoler à leur juste fureur ; le vice-roi lui-même devint l'objet de leur animadversion : à peine eut-il le temps de se jeter dans un canot du port de Naples pour se sauver en Sicile. Les soldats de l'armée napolitaine, étrangers pour la plupart à la ville où ils se trouvaient, effrayés du mouvement des lazaroni, crurent ne pouvoir pas prendre d'autre parti que celui de se jeter comme déserteurs dans les rangs français : ils furent accueillis avec bonté : on protégea leur fuite, et en deux jours cette armée, levée avec tant d'appareil et à si grands frais, fut complétement anéantie.

Le général Mack n'ayant plus un seul soldat pour se défendre, abandonné à la vindicte des lazaroni, qui menaçaient de le brûler vif dans son hôtel, eut recours, dans sa détresse, au gé-

tielles, dont les fautes du gouvernement ne sont pas la cause. Les lazaroni sont très-attachés au lien fraternel qui les unit, et sont peu jaloux des priviléges des classes supérieures. Rarement ils commettent des désordres, et sont, en général, bons et honnêtes. Il ne faut point les confondre, en raison de leur pauvreté, avec la lie de la populace napolitaine, qui se compose de filous plus industrieux que ceux de Paris et de Londres.

Les lazaroni se choisissent un chef, pour lequel la cour affecte beaucoup d'égards. Il a le titre de *capo lazaro*. Son devoir est de faire respecter ses associés, et d'empêcher qu'il ne leur soit fait aucun tort. Il est sans exemple qu'un *capo lazaro* se soit laissé corrompre. Il nomme ses assesseurs ; c'est un véritable tribun du peuple, sans robe magistrale et sans licteurs. Il a le droit de faire des représentations aux ministres du roi ; il se fait alors accompagner par un certain nombre de lazaroni. Il a le droit d'assister à certaines cérémonies publiques. Lorsque la reine accouche, il se présente au palais, en grand cortége, pour s'assurer du sexe de l'enfant. Le *capo lazaro* assiste au tirage du *loto* et à plusieurs cérémonies religieuses. Ses vêtements ne diffèrent point de ceux des lazaroni ordinaires; mais il est partout respecté comme le chef de quarante mille hommes, auxquels se réuniraient au besoin les bateliers, les pêcheurs de Chiaïa, et un grand nombre d'individus des autres classes inférieures de la société.

Il ne faut pas croire que les lazaroni soient constamment déguenillés. Les dimanches et fêtes, ils sont vêtus avec propreté, et même avec une certaine élégance, mais toujours dans leur costume particulier, avec des mouchoirs de soie, et des boucles d'argent aux souliers et aux jarretières.

néral Championnet, et lui fit demander un asile. Pressé de fuir, il arriva au quartier général de Caserte, presque sur les pas de l'officier qu'il avait envoyé en avant. Le caractère franc et généreux du général en chef français lui fit accueillir son ennemi avec la loyauté qui est l'apanage du vrai guerrier. Championnet promit au général autrichien un passe-port et une escorte pour l'accompagner jusqu'à Milan, où il demandait à se retirer, et où, quelque temps après, le Directoire français eut la déloyauté de le faire arrêter comme prisonnier de guerre. 1799 — an VI. Italie.

Les lazaroni, furieux de voir échapper celui qu'ils regardaient comme l'auteur de tous les malheurs publics, se portèrent sur un des avant-postes français, placé au pont Rotto : ils culbutèrent les gardes avancées, les grand'gardes, et parvinrent jusqu'à la ligne, qui avait déjà pris les armes. Le chef de brigade Poitou, sans donner à cette multitude en désordre le temps de se reconnaître, la charge avec impétuosité, la disperse après en avoir tué une partie; mais il ne dépasse point la ligne de démarcation.

Cette agression imprévue des lazaroni rompait nécessairement l'armistice ; elle devint le signal de l'attaque de Naples. Le général Championnet se crut délié envers le roi Ferdinand, et ne balança point à envahir sa capitale. Les divisions reçurent en conséquence l'ordre de se mettre en mouvement.

Il était convenu, entre le général en chef et les partisans des Français que renfermait la ville, que ceux-ci chercheraient à s'emparer du château Saint-Elme, au moment où les troupes françaises s'ébranleraient pour attaquer Naples. Cette convention fut mise à exécution : les mesures étaient déjà prises à l'avance. Le 20 janvier, l'armée française se mit en marche vers Naples. La division commandée par le général Dufresse se porta en avant d'Aversa et campa sur deux lignes ; l'avant-garde, commandée par le général Kellermann, fut poussée jusqu'au delà de Melito, et dut investir la ville du côté du couchant : cette division s'était emparée de deux équipages de pont, d'un train d'artillerie nombreux, et d'une grande quantité de caissons et de munitions. La division Duhesme s'avança, par la route d'Acerra, vers la porte Capuana, afin d'appuyer sa droite à Capo di Chino. Duhesme rencontra de grandes difficultés dans

1799 - an VII. Italie. l'exécution du mouvement qui lui était ordonné, et fut obligé de forcer plusieurs villages qui lui opposèrent une vive résistance : au moment où il s'avançait sur celui d'Arpago, une nuée de lazaroni attaqua et déborda sa colonne. Le général Monnier, qui commandait l'avant-garde sans s'arrêter à tirailler, fit marcher la troupe la baïonnette en avant, perça la masse que lui présentait l'ennemi, et pénétra, malgré le feu le plus vif, jusqu'à l'artillerie des lazaroni, dont il s'empara. La division continua sa marche sur la place dite Capuana, où elle s'empara encore de quelques canons; mais, à l'entrée de cette place, se trouvait un petit pont que défendait le feu de quelques maisons crénelées. Ce feu était si vif, que le général Monnier, blessé dangereusement, fut mis hors de combat, ainsi qu'un grand nombre des braves qui étaient à la tête de sa colonne. L'avant-garde dut se replier. Toutefois, le général Duhesme s'étant avancé au soutien de cette troupe, l'aide de camp Ordonneau força le passage à la tête de deux compagnies de grenadiers; mais, parvenu sur la place Capuana, cet officier reconnut l'impossibilité de s'y maintenir. La place Capuana forme un ovale en dehors de l'enceinte de Naples, qui a sur ce point une porte flanquée de deux tours d'ancienne construction; une multitude furieuse était accumulée jusque sur le faîte des bâtiments qui entourent la place : ce faîte, disposé en terrasse, permettait aux Napolitains de faire un feu plongeant sur les grenadiers français. Le général Duhesme, qui était accouru sur les lieux, ayant vu tomber son aide de camp Ordonneau, blessé par un biscaïen, fit retirer ses grenadiers.

La nuit s'approchait, et les lazaroni, fiers de voir les Français s'éloigner des murs de la ville, se détachèrent en grand nombre pour les poursuivre; ils mirent en même temps douze pièces de canon en batterie, dont le feu atteignit la colonne française. Il fallait se retirer tout à fait, ou s'emparer de cette artillerie meurtrière. Duhesme ordonna au commandant Thiébault, son chef d'état-major, de s'avancer avec les grenadiers des 64e et 73e demi-brigades de ligne, en deux petites colonnes, sur la droite et sur la gauche, tandis que les chasseurs à cheval du 25e régiment chargeraient l'ennemi, et le prendraient en flanc et à dos. Thiébault exécuta son mouvement avec autant de

précision que de fermeté. En un moment la batterie fut enle- 1799 — an VII. Italie.
vée, et les lazaroni qui la défendaient mis en fuite. Les Français restèrent maîtres de la place Capuana ; le commandant Thiébault fit mettre le feu aux maisons qui entouraient cette place, et d'où les lazaroni avaient fait, pendant la journée, tant de mal aux Français. Cette mesure était nécessaire autant par le motif d'enlever à l'ennemi la faculté d'occuper de nouveau ces maisons, que pour faire croire aux villages des environs, où le tocsin ne cessait de se faire entendre, que l'armée française était dans Naples. Ce fut à la lueur de cet incendie que les troupes du général Duhesme prirent une position militaire pour passer la nuit. La conduite distinguée du chef de bataillon Thiébault, dans l'attaque de la place Capuana, le fit nommer adjudant général par Championnet, le soir même, et sur le champ de bataille [1].

Toute l'artillerie des lazaroni se trouvait prise. On en compta vingt-sept pièces, qui toutes avaient été enlevées à la baïonnette. Le champ de bataille et les faubourgs étaient couverts des cadavres ennemis. Les soldats français n'accordèrent de quartier qu'à 5 ou 600 Suisses qui avaient combattu dans les rangs des lazaroni. Toutefois, les vainqueurs avaient aussi éprouvé une perte considérable. Plus de 300 hommes tués ou hors de combat compensaient bien l'avantage de rester maîtres des faubourgs et de la place Capuana. Le général de brigade Rusca éprouva moins de difficulté pour s'emparer de la portion d'investissement qui lui avait été indiquée : dès quatre heures du soir, il était établi au poste de Capo di Chino.

La division du général Dufresse, où se trouvait le général en chef Championnet, n'avait eu que quelques escarmouches avec les lazaroni : après les avoir mis en fuite, elle s'était établie aux postes d'Aversa, de Melito et de Capo di Monte. Les lazaroni, repoussés de ce dernier point, se réunirent aux paysans d'un village qui est au pied du Vésuve, et, faisant un long circuit, s'avancèrent sur les derrières de la division Du-

[1] Le général Duhesme, en complimentant à ce sujet son chef d'état-major, lui dit ces paroles aussi spirituelles que flatteuses pour celui à qui elles étaient adressées : « Voilà ce qui s'appelle arriver à un beau grade par une belle porte (la porte Capuana) ! »

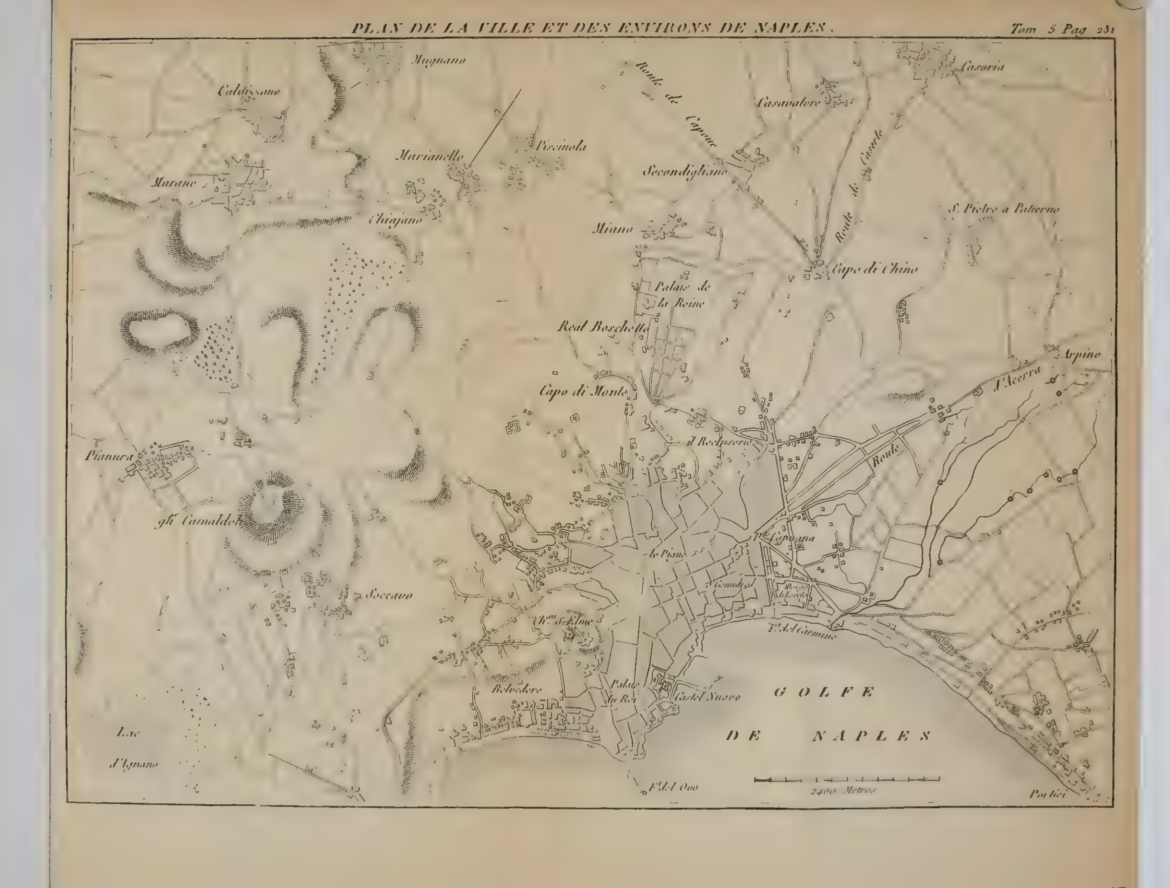
1799 - an VII. Italie.

besme, et vinrent attaquer ce général dans son quartier; mais le chef de brigade Broussier, qui revenait à ce moment de Benevente, ayant rencontré cette colonne ennemie, la chargea, la mit en fuite et la rejeta jusque dans la ville.

Broussier, instruit de la marche de l'armée sur Naples, avait quitté Benevente le 20 janvier. A peine était-il sorti de cette ville, qu'il fut attaqué par les paysans qui occupaient toutes les hauteurs environnantes. La 17e demi-brigade se fit jour à la baïonnette, mais elle perdit beaucoup de monde. Arrivé aux *Fourches caudines*, le chef de brigade ne vit pas sans alarme que le défilé était occupé par l'ennemi, et qu'il était presque impossible de le forcer. S'apercevant en même temps que cette fatale circonstance affectait le moral de ses soldats, déjà un peu fatigués du combat meurtrier qu'ils venaient de livrer aux insurgés, et qu'il était conséquemment dangereux, dans de pareilles dispositions, de faire attaquer de nouveau ces derniers, Broussier, aussi judicieux qu'intrépide, eut recours a la ruse pour attirer son ennemi dans la plaine et le faire tomber dans une embuscade : il fit coucher le second bataillon de sa demi-brigade dans un fossé couvert par un épais buisson, et qui se trouvait sur le bord de la route; en même temps il donna ordre à un détachement de grenadiers et de chasseurs de faire une attaque momentanée, et de simuler ensuite une fuite complète, tandis que lui-même réunirait ses hommes à cheval derrière une ferme, en arrière du bataillon embusqué. Cette ruse eut un plein succès. L'ennemi s'avança sur les prétendus fuyards, en poussant de grands cris : quand il fut à deux pas de l'embuscade, les soldats couchés dans le fossé se lèvent tout à coup, et font une décharge à bout portant sur les paysans qui s'avançaient vers eux. On peut se faire une idée de l'effet que produit sur cette multitude une agression aussi imprévue : le chef de brigade Broussier paraît alors avec les chasseurs du 7e régiment, et charge avec impétuosité, tandis que l'infanterie continue de marcher à la baïonnette sur les insurgés mis dans le plus grand désordre; leur déroute devient complète : poursuivis pendant l'espace de trois milles, ils ne peuvent parvenir à se rallier; plus de 800 d'entre eux restèrent morts sur le champ de bataille. Le commandant Boyer, aide

Casoria
Marano
Route de Caserte
S. Pietro a Patierno
Capo di Chino
Arpino
d'Acerra
Route
Pianura
gli Camald
mine
LFE
NAPLES
Lac
d'Agnano
2400 Mètres
Portici

PLAN DE LA VILLE ET DES ENVIRONS DE NAPLES.



de camp du général Duhesme, se trouvait à cette action, et y fit preuve d'une valeur extraordinaire. Entouré d'un groupe d'insurgés, il en tua douze de sa main, et mit les autres en fuite. Ceux des ennemis qui étaient restés à la garde des hauteurs, témoins de la déroute et du massacre de leurs camarades qui avaient donné dans le piége, furent frappés de terreur, et laissèrent le passage libre sans réfléchir à tout l'avantage de la position qu'ils occupaient. Le combat avait eu lieu précisément sur le même terrain où les Romains passèrent sous le joug des Samnites. Plus prudent et plus habile que les deux consuls Véturius et Posthumius, le chef de brigade Broussier avait été aussi plus heureux. Le grade de général fut la récompense de sa belle conduite. Avec moins de 1,500 hommes, il venait de défaire et de disperser un corps de plus de 12,000 insurgés. 1799 — an VII. Italie.

Nous avons dit qu'en arrivant devant Naples, Broussier avait encore battu et dissipé un rassemblement de lazaroni et de paysans qui menaçaient le quartier général de Duhesme. Le lendemain de cette dernière action, le même chef de brigade eut ordre d'attaquer sur la gauche le grand pont situé près du quartier de la Madeleine, et qui sépare la ville de Naples de ses faubourgs. Ce pont était protégé par le fort del Carmine, et défendu par un bataillon d'Albanais à la solde du roi de Naples, un corps considérable de lazaroni et six pièces de canon. Cependant une charge au pas de course et à la baïonnette, faite par six compagnies de grenadiers des 17ᵉ, 64ᵉ et 73ᵉ demi-brigades, décida, après six heures d'un combat opiniâtre, la victoire en faveur des Français. Les lazaroni prirent la fuite, les Albanais seuls résistaient encore; mais lorsque les grenadiers s'avancèrent sur eux pour les percer de leurs baïonnettes, le bataillon demanda quartier en se jetant tout entier aux genoux des vainqueurs. Broussier les reçut prisonniers de guerre.

Attaque et prise de Naples par l'armée française; création de la république parthénopéenne, etc. — L'armée des lazaroni, battue sur tous les points, ne présentait plus qu'une faible résistance. Un détachement, commandé par le général Kellermann, fut envoyé par Championnet du côté de la mer, pour s'emparer des forts del Ovo et Nuovo, tandis que le 24 janvier. (4 pluv.) Italie.

1799—an VII. Italie.

général Rusca se rendrait maître du fort ou bastion del Carmine. Toutes les approches de Naples se trouvaient déjà au pouvoir des Français. Le général Éblé, commandant l'artillerie de l'armée, reçut l'ordre de faire avancer les pièces destinées à foudroyer la ville, et toute l'armée attendait avec impatience le signal d'une attaque générale. Naples, investie par des troupes dont la force numérique s'élevait à peine au vingtième de la population de cette grande cité, devait s'attendre a tous les excès qui se commettent dans une ville prise d'assaut. Cependant le général Championnet, avant d'en venir à cette extrémité, voulut tenter des moyens moins rigoureux; il fit une proclamation pour éclairer les Napolitains sur leurs véritables intérêts, et chargea le chef d'escadron Gauthrin, son aide de camp, de la porter aux magistrats de Naples. Mais ces magistrats n'avaient plus d'autorité; l'anarchie la plus effrénée régnait seule dans l'intérieur de cette malheureuse cité. Les habitants honnêtes et paisibles étaient renfermés dans leurs maisons et gémissaient sur leur position. Les seuls lazaroni, qui n'avaient rien à perdre, restaient encore armés, et leurs chefs avaient juré de se défendre jusqu'à la mort. Le chef d'escadron Gauthrin fut reçu à coups de fusil par ces furieux; une balle rompit l'arçon de sa selle, et il fut obligé de revenir sur ses pas. Toutefois le général Championnet remit l'attaque au lendemain, espérant toujours que l'appareil des forces déployées contre la ville et la crainte d'un sac général amèneraient les habitants à une soumission nécessaire. Pendant ce temps, les Français élevèrent quelques retranchements et batteries, et s'approchèrent le plus près possible de l'enceinte de la ville.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier, le tocsin se fit entendre dans Naples avec une véhémence qui dénotait le désordre et le désespoir auxquels cette cité était en proie. Les lazaroni tentèrent des sorties multipliées sur divers points, et furent partout repoussés avec une perte considérable. On apprit que les habitants partisans des Français s'étaient, d'après la promesse qu'ils en avaient faite, rendus maîtres du château Saint-Elme, et n'attendaient plus que le signal pour diriger le canon de ce fort sur la ville même. Championnet ju-

gea qu'il était opportun d'ordonner une attaque générale. 1799 — an VII. Italie.

A la pointe du jour, le général Broussier, avec la 17e de ligne, les grenadiers de la 73e et le 7e régiment de chasseurs à cheval, força l'entrée de la ville par le port de la Madeleine, et vint achever l'investissement du fort del Carmine, que le général Rusca, avec une autre colonne de la division Duhesme, attaquait sur un autre point. Le général Kellermann, de son côté, après s'être avancé, comme nous l'avons dit, sur Castello-Nuovo, l'emporta à la baïonnette. Deux bataillons de la 12e demi-brigade de ligne, commandés par le chef de brigade Girardon, après avoir marché sur le fort Saint-Elme pour s'y réunir aux patriotes napolitains, se précipitèrent ensuite dans les rues de la ville; tandis que le général Dufresse, à la tête d'une forte colonne, pénétrait par un autre point, et se portait au pas de charge sur le palais du roi. Une rage aveugle anima les lazaroni à la vue des Français presque maîtres de Naples; ils se défendirent avec un courage surnaturel, et c'est sur des cadavres amoncelés qu'il fallut s'avancer dans les rues. On fit, de part et d'autre, des prodiges de valeur. Il faudrait nommer tous les soldats, officiers et généraux, pour payer à chacun le tribut d'éloges que tous méritèrent dans cette sanglante journée.

Cependant le général en chef avait pénétré jusqu'à la place del Pigni; il y fut bientôt entouré par les habitants et quelques lazaroni qui n'avaient point pris part à l'insurrection. Championnet leur parla avec douceur, en leur exprimant la volonté de leur épargner les funestes résultats d'une résistance dont ils n'étaient point les auteurs; il leur fit la promesse solennelle de pourvoir à la subsistance du peuple, et de les dédommager de leurs pertes. Enfin, connaissant la vénération que tous les Napolitains portent au bienheureux Janvier (*san Gennaro*), patron de leur ville, il jura de faire respecter l'église et les reliques de ce saint, et de mettre tous ses soins à faire respecter la religion et ses ministres.

Ces paroles produisirent un effet magique; la confiance s'établit, se propagea; les têtes s'électrisèrent : on cria, *Vivent les Français!* Sur la demande de l'un des chefs des lazaroni, nommé Michel, une garde d'honneur fut placée à l'église du

1799 – an VII. Italie.

saint, et reçut pour consigne : *Respect à saint Janvier*[1]. La nouvelle de cette conduite inattendue se répandit à l'instant dans tous les quartiers de la ville ; les plus curieux d'entre les lazaroni se portent vers l'église pour vérifier le fait. Touchés du procédé du général en chef, ils mettent bas les armes, et réclament l'amitié des Français. Michel fait signifier à tous les lazaroni de cesser les hostilités : ses ordres sont exécutés. Bientôt à la consternation universelle succèdent les témoignages de l'allégresse publique. Le calme renaît de toutes parts, et la guerre est terminée.

L'armée française fut sur-le-champ répartie dans la ville, afin d'en assurer l'entière occupation et d'opérer le désarmement des lazaroni, que Championnet venait d'ordonner. Nous devons faire remarquer que, malgré la vive et sanglante résistance éprouvée et la perte d'un grand nombre de leurs camarades, les soldats français montrèrent dans cette occasion mémorable une modération et une discipline singulièrement exemplaires : aucun excès ne fut commis ; aucune maison ne fut pillée, et il n'y eut d'asiles violés que ceux où l'on fut obligé de forcer les lazaroni armés et faisant feu.

[1] Ce fut l'adjudant général Thiébault que le général en chef chargea de cette mission, qui n'était pas encore sans quelques dangers. Cet officier se rendit à l'église de Saint-Janvier avec une compagnie de grenadiers, et au milieu des flots d'une populace dont on ne peut pas se faire une idée, si l'on ne connaît pas la ville de Naples. Cette marche avait lieu à travers des quartiers où les Français n'avaient point encore pénétré, et où l'on ignorait s'il y avait paix, guerre ou amnistie. Les habitants qui suivaient Thiébault et son détachement paraissaient animés des différents sentiments de la terreur, de la haine et de la stupeur. Les uns criaient : *Vivent les Français !* Les autres parlaient de les mettre en pièces. Il est même à croire que l'effet aurait pu suivre ces dernières menaces, si l'adjudant général Thiébault n'eût pas pris la précaution de se faire précéder par Michel et quatre autres lazaroni, qui annonçaient hautement sa mission et la paix, et de jeter parmi cette multitude des pièces de monnaie qu'il avait sur lui, et que lui fournirent les officiers qui l'accompagnaient. Ces largesses, faites à propos et lorsque le tumulte prenait un caractère trop sérieux, permirent au détachement français de parvenir jusqu'à l'église, et à l'adjudant général de remplir, avec toute la dignité que les circonstances pouvaient permettre, une mission à laquelle le salut de l'armée était peut-être attaché, ainsi que l'entière soumission de Naples.

La perte de l'armée dans les trois attaques de Naples s'éleva à 600 soldats environ tués, ainsi que plusieurs officiers; le nombre des blessés fut aussi très-considérable. La perte des Napolitains fut immense : on employa plusieurs jours à déblayer les rues et les maisons encombrées de cadavres. Dans les différentes attaques, les Français avaient pris de vive force plus de soixante pièces de canon successivement mises en batterie, trois forts munis d'une nombreuse artillerie, six drapeaux et 4,000 hommes de troupes réglées. Dans les premiers moments, les soldats français ne faisaient point de quartier à tout combattant qui n'était point revêtu d'un uniforme. 1799 – an VII. Italie

Le 25 janvier, un *Te Deum* fut chanté solennellement dans toutes les églises de Naples, par ordre du général Championnet, pour rendre grâces à Dieu de la prise de cette ville et du retour du peuple napolitain à la liberté. Le même jour, la proclamation suivante fut affichée dans tous les quartiers de la ville, et envoyée dans toutes les villes et villages au pouvoir des Français :

« Napolitains,

« Vous êtes libres; profitez, jouissez de ce précieux avantage : c'est le seul prix que le gouvernement français veut obtenir de la conquête qu'il vient de faire. S'il existe parmi vous des hommes amoureux de l'ancien gouvernement, qu'ils fuient loin de vous. Si l'armée française prend aujourd'hui le titre d'*Armée de Naples*, c'est l'effet de son engagement solennel de ne servir désormais que votre cause, de ne prendre les armes que pour maintenir et consolider votre indépendance.

« Le peuple napolitain ne doit pas craindre que les Français attentent sur la liberté de son culte public ni sur les droits sacrés de sa propriété. Les autorités républicaines qui vont être créées rétabliront le bonheur et la tranquillité sur les bases d'une administration paternelle. Qu'elles dissipent les frayeurs de l'ignorance; qu'elles calment les fureurs du fanatisme avec un zèle égal à celui qu'employait la perfidie pour aigrir et irriter les Napolitains contre les Français. »

Le Directoire avait ordonné que l'armée de Rome, aussitôt

1799 — an VII. Italie. après l'envahissement de la capitale du royaume des Deux-Siciles, serait proclamée *armée de Naples.* En conséquence, le général en chef fit prendre les armes à toutes les troupes, et leur ordonna de se rendre en grande tenue au lieu qu'il avait fixé pour cette cérémonie. L'appareil militaire déployé, la bonne discipline des différents corps, leur attitude fière et imposante, la musique guerrière qui animait leur marche, les salves d'artillerie répétées au loin par les échos de la plage napolitaine, l'aspect du Vésuve, qui, pour la première fois, depuis cinq ans, vomissait ses flammes pittoresques ce jour-là même; la joie bruyante des patriotes napolitains, auxquels la valeur française venait de donner la liberté : cet ensemble d'actions et de sentiments divers formait un spectacle tout à fait extraordinaire et nouveau, et commandait l'intérêt dans tous les cœurs. Ce fut dans ces grandes circonstances, et sous le plus beau ciel de l'univers, que l'armée de Rome fut proclamée, par le général en chef Championnet, armée de Naples. Une décharge générale de mousqueterie et d'artillerie, qui termina cette cérémonie imposante, dut porter au roi Ferdinand, réfugié dans Palerme, l'accablante nouvelle que les républicains étaient maîtres de ses États.

Afin de faire cesser plus promptement l'anarchie qui régnait dans Naples depuis le départ de la cour, Championnet s'empressa d'organiser un gouvernement. Comme à cette époque, sans consulter le vœu général de la nation, le Directoire français constituait en républiques particulières les pays conquis, en les appelant assez plaisamment les *satellites de la grande république*, le général en chef choisit vingt et un citoyens pour composer provisoirement la représentation nationale de la nouvelle république, qui prit le nom de *Parthénopéenne.* Cette représentation devait rester investie de l'autorité législative et exécutive jusqu'à l'organisation complète et définitive du gouvernement républicain. Toutefois, les formes de l'administration civile ne paraissant pas suffisantes pour contenir une population aussi remuante que celle de Naples, le général Championnet arrêta que les décrets de l'Assemblée n'auraient force de loi que par la sanction du général en chef de l'armée française : c'était maintenir à Naples le régime militaire dans

toute sa vigueur. Cette mesure parut un crime aux yeux du Directoire de France. Tourmenté déjà par le sentiment de sa faiblesse, ce gouvernement craignait encore plus l'indépendance de ses généraux que les révoltes des peuples. Il parut avoir, dans cette occurrence, le pressentiment que sa chute serait peut-être accélérée par un général qui chercherait à s'affranchir de son autorité. Le Directoire, déjà prévenu défavorablement contre Championnet, fut encore exaspéré par sa conduite à Naples, et bientôt il saisit le premier prétexte qui se présenta pour faire éclater tout son ressentiment contre ce général.

Championnet, dans sa marche victorieuse sur Naples, avait été suivi, bien malgré lui, par cette même bande de spoliateurs qui avaient causé tant de désordre dans Rome. A peine la tranquillité commençait-elle à s'établir dans la nouvelle conquête, que s'organiserent les mêmes pillages et les mêmes dévastations qui avaient occasionné, à Rome, parmi les soldats francais, l'émeute que nous avons rapportée en son lieu. Les Napolitains firent entendre des plaintes semblables à celles des Romains. Les palais, les maisons des riches particuliers, les édifices publics étaient aussi devenus la proie des spéculateurs éhonté que protégeaient ouvertement les commissaires du Directoire français : Championnet ne put pas rester tranquille spectateur de ces coupables dilapidations. Religieux observateur de la promesse qu'il avait faite aux Napolitains d'assurer leur bonheur et leur tranquillité, il se déclara hautement l'ennemi des exacteurs. Dès ce moment il s'engagea une lutte scandaleuse entre les commissaires civils, qui soutenaient les hommes qu'ils appelaient *leurs employés*, et le général intègre qui voulait les punir. Dans l'excès de son indignation, oubliant trop peut-être l'obéissance qu'il devait à son gouvernement, et emporté par son zèle pour la gloire du nom français, Championnet prit un arrêté par lequel il chassait de Naples la commission et tous ses agents, et il se crut en droit d'employer les moyens militaires pour l'exécution de cette mesure.

Il n'en fallut pas davantage pour exciter toute la colère du Directoire francais, qui trouvait enfin l'occasion de punir le

1799 — an VII. Italie. galement, en quelque sorte, le général qui avait déja manifesté des sentiments d'indépendance.

Ce gouvernement, oubliant que lui-même avait précédemment autorisé Championnet, par un arrêté spécial, à traduire devant un conseil de guerre les spoliateurs, quels que fussent leurs grades, emplois ou profession, ordonna, par un nouvel acte, que ce général serait mis en état d'arrestation et traduit devant un conseil de guerre pour y être jugé et condamné comme coupable d'avoir employé la force pour empêcher l'action d'*un pouvoir légitime*. Le Directoire parut vouloir ajouter encore à la sévérité de la mesure qu'il prenait, en chargeant de son exécution, et nommant, pour remplacer Championnet, le général Macdonald, brouillé avec celui-ci à l'occasion de la capitulation de Capoue. Championnet se soumit sans résistance aux ordres du Directoire. Arrêté à Naples le 16 mars, il fut conduit en France. Malgré tous les moyens qu'il avait pour justifier sa conduite, peut-être eût-il été victime de la haine de ses ennemis, sans les changements qui survinrent plus tard dans le gouvernement directorial, et à la faveur desquels il fut acquitté honorablement et rendu à ses fonctions. Le général de division Duhesme, et les généraux Broussier et Bonnami, chef d'état-major général, avaient été enveloppés dans la glorieuse disgrâce du général en chef et partagèrent son sort.

Différents événements militaires avaient eu lieu pendant que le général Championnet s'occupait de l'organisation de la république parthénopéenne. Quelques expéditions avaient été dirigées, soit contre des bandes d'insurgés qui continuaient de troubler les provinces de la Pouille et des Abruzzes, soit dans les autres parties du royaume qui n'étaient point encore soumises à la domination française. Nous parlerons sommairement de ces actions partielles, qui peuvent se rattacher aux événements qui suivirent le commandement du général Macdonald, lorsque nous traiterons cette époque de la campagne de 1799.

25 mars. (5 germinal.) Allemagne. *Ouverture de la campagne en Allemagne, combat de Feldkirch, bataille de Stockach, etc.* — Le congrès de Rastadt était réuni depuis plus d'un an pour s'occuper, aux termes de l'article 20 du traité de Campo-Formio, de la pacification gé-

nérale entre l'empire germanique et la république française. Les considérations qui avaient déterminé l'empereur, et antérieurement d'autres puissances du continent, à traiter avec le Directoire, n'avaient point paru assez fortes ni assez urgentes aux cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg, pour qu'ils abandonnassent l'espoir de réduire une nation qui, par ses divisions intestines, l'ambition et les fautes de son gouvernement, semblait, au contraire, les inviter à préparer contre elle une nouvelle coalition. 1799 — an VII. Allemagne.

L'Angleterre surtout, exclue du congrès, fit de nouveaux efforts pour prouver à l'Europe qu'il ne pouvait y avoir de pacification générale sans son concours; et la conduite du Directoire vint hâter l'effet des intrigues ouvertes ou secrètes, des menées du gouvernement britannique, et des mesures hostiles de la Russie. L'Autriche, d'abord disposée, de bonne foi ou politiquement, à consolider le traité de Campo-Formio, fut justement alarmée par le détrônement du pape, du roi de Sardaigne, par l'invasion de Naples et par la multiplicité des républiques organisées par le Directoire. Il ne fut pas difficile de lui persuader que l'équilibre européen allait être rompu, et que les gouvernements monarchiques se trouvaient plus que jamais dans un péril imminent. L'Angleterre et la Russie trouvèrent donc bientôt un allié dévoué dans un monarque que son intérêt personnel avait engagé, comme plusieurs autres, à se séparer de la cause générale des souverains.

Ainsi, tandis que la Prusse restait sous le charme de son ambition flattée par le Directoire, l'Autriche faisait des armements considérables, bien que les conférences de Rastadt fussent toujours en activité. Toutefois, pour donner à la Russie le temps de préparer ses moyens, le cabinet de Vienne ne levait point encore entièrement le masque. Le gouvernement français, qui, de son côté, cherchait aussi à gagner du temps, se prêtait volontiers à la prolongation des conférences. Les notes diplomatiques se multipliaient, mais sans aucun résultat, parce que les deux partis se trompaient mutuellement.

Enfin, par une dernière note remise aux plénipotentiaires de l'empereur, le gouvernement français demanda une explication décisive sur les mouvements extraordinaires des troupes

1799 - an VII. Allemagne. autrichiennes, et sur la présence d'une armée sur le Danube : Le silence du cabinet de Vienne devint le prétexte d'une rupture ouverte, et le Directoire se détermina à commencer lui-même les hostilités.

Ce gouvernement n'ignorait point, au surplus, l'alliance secrète faite entre la Russie, l'Angleterre, Naples et l'Autriche, et s'il avait paru conserver quelque espoir de ramener cette dernière puissance à des intentions plus pacifiques, ce n'avait été, comme nous l'avons dit, que pour se mettre en mesure de prendre une vigoureuse offensive.

En effet, trois corps d'armée avaient été réunis à Mayence, sur le haut Rhin et en Suisse, sous le commandement des généraux Jourdan, Bernadotte et Masséna. Le général Schérer avait quitté le ministère de la guerre pour prendre le commandement de l'armée d'Italie.

La reprise des hostilités avec l'Autriche fut en quelque sorte dénoncée par les instructions suivantes que le Directoire transmit aux généraux commandant les armées de la république :

« Le gouvernement autrichien n'ayant pas répondu à la note pressante qui lui a été remise par les ministres plénipotentiaires français à Rastadt, et son silence devant être regardé, aux termes de cette note, comme une agression hostile,

« Le général en chef de l'armée de Mayence portera, sans délai, l'armée qu'il commande au delà des montagnes Noires, et occupera les sources du Necker et du Danube, et les positions indiquées par les instructions précédentes.

« Le général commandant l'armée d'Helvétie, appelé par le peuple grison pour purger le pays des factieux qui y ont appelé les troupes autrichiennes, s'emparera, avec un corps de troupes suffisant, du pays des Grisons. Il prendra sa ligne de défense militairement, et pourra même occuper, sur sa gauche, les pays appartenant à la maison d'Autriche dans le Vorarlberg, si cette ligne devient nécessaire à la sûreté de sa position. Il tiendra un autre corps de troupes aux environs de Schaffhausen, pour seconder les mouvements du Necker et du Danube.

« Comme le général de l'armée d'Helvétie aura été appelé par les Grisons pour délivrer leur pays de la force armée autrichienne

qui l'opprime, il enverra un officier de son état-major au général commandant les troupes autrichiennes, à Coire, pour lui signifier son entrée dans le pays des Grisons et lui intimer l'ordre de l'évacuer deux heures avant son entrée; faute de quoi, il se verra obligé de les repousser partout où il les trouvera. 1799 — an VII. Allemagne.

« Le général de l'armée d'observation organisera, avec la plus grande promptitude, l'armée qu'il commande, et conformément aux instructions qu'il a reçues, il se portera aussitôt que faire se pourra, entre le Mayn et le Necker, pour seconder les opérations de guerre de l'armée de Mayence.

« Les troupes de l'armée d'Italie placées dans la Valteline seconderont les mouvements de l'armée d'Helvétie, en se portant en même temps jusqu'à Sainte-Marie. »

Jourdan fut nommé par le Directoire commandant en chef des trois corps d'armée de Mayence, d'observation et d'Helvétie, et ce fut lui qui donna aux généraux Bernadotte et Masséna les ordres nécessaires pour l'ouverture de la campagne en Allemagne.

Bernadotte, qui commandait l'armée d'observation, s'avança en conséquence dans le Palatinat, occupa Mannheim, et s'approcha de la forteresse de Philippsbourg. Le commandant se mit à couvert par les inondations dont il s'entoura. Le général français, après avoir laissé un corps de troupes pour bloquer cette place, continua sa marche, passa à Heidelberg, et vint prendre poste à Heibronn le 4 mars, après avoir pénétré jusque dans la vallée du Necker.

Sur ces entrefaites, l'armée de Mayence, qui bientôt allait prendre le nom d'Armée du Danube, avait passé le Rhin le 1er mars. L'avant-garde, les deuxième et troisième divisions et la réserve, avaient traversé le fleuve sur le pont de Kehl : la première division, qui était cantonnée aux environs d'Huningue, déboucha par le pont de Bâle, et l'armée s'avança sur quatre colonnes : celle de droite, commandée par le général Férino, se dirigea, à travers la Forêt-Noire, sur Blomberg, tandis que le général Masséna, commandant l'armée d'Helvétie, devait porter, d'après les ordres du Directoire, une demi-brigade sur Schaffhausen, à l'effet d'établir et d'assurer les communications des deux armées d'Helvétie et du Danube; la seconde colonne, aux ordres du général d'Hautpoul, composée de la réserve et de

deux escadrons de hussards, se dirigea par la vallée de Freyburg et de Neustadt, sur Löffingen, Breunlingen et Hufingen; la troisième colonne, dirigée par le général en chef Jourdan en personne, et composée de l'avant-garde, de la deuxième division et du parc d'artillerie, se porta, par la vallée de la Kintzig, sur Villingen; enfin la quatrième colonne, aux ordres du général Saint-Cyr, se dirigea sur Rottweil, par Oberkirch, la vallée du Kniebis et Freudenstadt. Ce mouvement général eut lieu le 3 mars, et l'armée passa la nuit dans les positions où elle s'arrêta. Conformément aux ordres du Directoire, Jourdan fit distribuer sur son front de bandière, comme il l'avait déjà fait dans sa marche, une proclamation ou plutôt une espèce de manifeste, dans lequel le gouvernement français accusait l'Autriche d'avoir, la première, rompu le traité de Campo-Formio et forcé, par l'alliance qu'elle venait de faire avec la Russie, la république française à prendre les armes.

Cependant, l'archiduc Charles, qui commandait l'armée autrichienne, s'apercevant que le général Jourdan, par sa marche à travers les défilés de la Forêt-Noire, avait l'intention de s'avancer promptement sur le Danube, se hâta de rassembler la plus grande partie de ses forces sur la rive droite du Lech, et effectua le passage de cette rivière dans les journées des 4 et 5 mars. Le dessein de l'archiduc était de s'avancer rapidement vers la Souabe; pour appuyer sa droite, il jeta des troupes dans Ulm et marcha sur Memmingen, où le général Schmidt, chef de son état-major, établit, le 9 mars, le quartier général de l'armée autrichienne, qui s'était dirigé sur ce point par Donawerth, Güntzburg et Mindelheim.

Les mouvements simultanés des corps d'armée de Mayence et d'Helvétie indiquaient assez évidemment leur réunion prochaine pour s'avancer de concert et soutenir mutuellement leurs attaques; c'est pourquoi l'archiduc s'attacha particulièrement à distribuer ses troupes sur une ligne parallèle : il les plaça en conséquence dans des positions échelonnées dont l'extrémité gauche s'appuyait à Kempten, et la droite, comme nous venons de le dire, à la ville d'Ulm; le centre resta à Memmingen; et, pour s'opposer aux entreprises de Masséna, le prince détacha dans le pays des Grisons un corps de troupes sous les

ordres du général Auffenberg, tandis qu'un autre corps, placé dans le Vorarlberg et qui formait la gauche de l'armée autrichienne, devait manœuvrer de manière à tenir constamment le lac de Constance entre les deux corps d'armée français. 1799 — an VII Allemagne.

Jourdan, bien convaincu de son côté que de la liaison de l'armée du Danube avec les troupes de Masséna dépendait entièrement le succès de la campagne, prit la résolution de diminuer l'étendue de sa ligne et de resserrer ses troupes sur sa gauche, afin de conserver ses communications avec l'armée d'Helvétie, en restant maître de Schaffhausen. Le général Saint-Cyr, qui commandait l'aile gauche de l'armée, reçut en conséquence l'ordre de s'avancer sur Mösskirch, après avoir fait retrancher le défilé de Freudenstadt. Un corps de flanqueurs, commandé par le général de division Vandamme, fut laissé seulement sur la rive gauche du Danube. Les nouvelles que Jourdan reçut de Masséna contribuèrent beaucoup à faire accélérer ce mouvement.

Lorsque le général Jourdan s'était avancé vers le Danube, Masséna, suivant les instructions du Directoire, avait quitté son quartier général d'Altstetten, dans le Rheinthal, et s'était avancé vers le pays des Grisons. S'appuyant sur la neutralité des ligues Grises, il avait fait sommer le général Auffenberg d'évacuer ce territoire; mais n'ayant point obtenu satisfaction, le général français se mit en devoir d'attaquer les troupes autrichiennes, en prenant les dispositions suivantes.

La droite de son armée, commandée par le général de division Lecourbe, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Loison et Mainony, devait se porter sur les deux Engadines; le centre, commandé par le général Ménard et formé des brigades des généraux Lorge, Chabran et Demont, devait se diriger sur la rive droite du Rhin, depuis Reichenau jusqu'à la hauteur de Luciensteig; la gauche, aux ordres du général Xaintrailles, ayant sous lui les généraux Oudinot [1] et Ruby, devait marcher par la droite sur la même rive du Rhin, afin d'appuyer les opérations du centre. Elle devait en outre protéger le cours du fleuve jusqu'au lac de Constance et établir les communications avec

[1] Depuis duc de Reggio, maréchal de France, major général de la garde royale, commandant général de la garde nationale parisienne, etc., etc.

1799 an VII. Allemagne. l'armée du Danube, en portant, comme nous l'avons dit, une demi-brigade en avant de Schaffhausen.

Le 6 mars, les troupes se mirent en mouvement sur tous les points. Le général Demont, commandant une des colonnes du centre, se porta sur le Rhin par Vettis et le mont Kunkel; après avoir longé par des sentiers étroits des précipices affreux, il trouva l'ennemi retranché aux deux ponts de Reichenau, et il fallut toute l'intrépidité française pour forcer cette position formidable. Les Autrichiens, qui en connaissaient bien toute l'importance, revinrent trois fois à la charge pour la reprendre; mais ils furent constamment repoussés. L'objet du mouvement du général Demont étant de tourner l'ennemi dans la vallée de Disentis, il se dirigea sur ce point, battit les Autrichiens, fit prisonnier le lieutenant-colonel du régiment de Brechenville, qui avait commandé à Reichenau, enleva deux pièces de canon, deux drapeaux, et força tout ce qu'il y avait de troupes à mettre bas les armes.

La colonne commandée par le général Lorge devait passer le Rhin au gué de Fläsch, tandis que les généraux Ménard et Chabran le traverseraient vis-à-vis de Mayenfeld et Azmoos pour menacer de front la position des Autrichiens à Luciensteig, que la brigade Lorge devait attaquer par derrière. Ce dernier mouvement parut si important au général Masséna, qu'il vint lui-même à Azmoos pour accélérer la construction du pont de chevalets qu'il avait ordonnée. Ce pont n'était encore qu'à moitié construit lorsque les tirailleurs de la 109e demi-brigade s'élancèrent dans le Rhin, sans vouloir attendre que les travaux fussent terminés, et traversèrent le fleuve à deux gués qui avaient été reconnus la veille. Le Rhin se trouvait séparé dans cet endroit en deux bras. Le premier fut traversé assez heureusement; mais les eaux ayant grossi pendant la nuit, le second bras avait cessé d'être guéable, et plusieurs soldats furent emportés par le courant. Témoin de leurs dangers, Masséna fit entrer dans le fleuve un escadron de cavalerie pour rompre la rapidité de l'eau et sauver les fantassins qui se noyaient. Les tirailleurs revinrent sur la rive gauche, et, malgré leur intrépidité, il leur fallut attendre que le pont fût terminé.

La crue subite du Rhin avait également retardé le passage du général Lorge au gué de Fläsch. Masséna ordonna alors au général Ménard de faire une fausse attaque sur Mayenfeld, tandis qu'avec la brigade du général Lorge, qu'il fit venir a Azmoos, il attaquerait le front de la position de Luciensteig. A trois heures de l'après-midi, la tête de cette dernière colonne arriva au pied de Luciensteig, que Masséna fit attaquer sur-le-champ par trois points à la fois. Les Autrichiens avaient dans cette position 1,200 hommes et cinq pièces de canon, retranchés par des ouvrages de maçonnerie. Les Français firent d'abord quatre attaques infructueuses, et où ils perdirent beaucoup de monde; mais enfin, à l'entrée de la nuit, Masséna ayant fait avancer quelques compagnies de grenadiers qu'il tenait en réserve, les retranchements ennemis furent emportés à la baïonnette. Un grand nombre de soldats autrichiens se firent tuer plutôt que de se rendre. Le chef de bataillon du génie Marés, qui était resté pendant tout le temps de l'action a la tête des tirailleurs, fut le premier qui entra dans la redoute ennemie.

1799 — an VII Allemagne.

La position de Luciensteig était d'autant plus difficile à enlever, que cette espèce de fort, situé dans la partie élevée de la vallée entre deux escarpements qui la bouchent, était entouré d'un retranchement revêtu et fermé par un pont-levis. Les Français y firent prisonniers 800 hommes, parmi lesquels plusieurs officiers. Le commandant de cette troupe avait préféré mourir les armes à la main, à l'obligation de se rendre aux vainqueurs.

Ce même jour, le général Ruby prit position en avant de Schaffhausen, et la communication se trouva établie avec l'armée du Danube. Le général Oudinot, dont l'objet était de prendre position sur la route de Feldkirch avec une partie de sa brigade, et de se porter avec le reste sur le fort de Luciensteig, avait passé le Rhin au gué de Haag; il prit position sur la rive droite, après avoir repoussé quelques postes ennemis qui voulurent l'empêcher de s'y établir. La prise de Luciensteig rendit inutile le mouvement qu'il devait faire sur ce fort.

Le lendemain, 7 mars, le général Masséna partit de Luciensteig avec la brigade Lorge, marcha d'abord sur Mayenfeld, et ensuite sur la rivière de Lanquart, tandis que les généraux Mé-

1799 – an VII Allemagne. nard et Chabran se disposaient à passer le Rhin à Mayenfeld et à Zollbrück, que le général Lorge devait préalablement occuper. A l'approche des troupes françaises, l'ennemi avait abandonné les deux positions pour se retirer derrière la Lanquart, ne laissant que quelques postes, qui furent enlevés par un détachement des guides du général en chef, commandé par l'aide de camp Reille. Masséna se disposait déjà à attaquer les Autrichiens de l'autre côté, lorsqu'il apprit que le général Oudinot, qui se mettait en mouvement pour se porter sur la route de Feldkirch, était vivement attaqué par des forces supérieures : le général en chef lui envoya aussitôt le général Lorge avec une demi-brigade pour le soutenir, et s'avança avec le reste des troupes du centre pour forcer le passage de la Lanquart. L'ennemi n'attendit point l'attaque des Français, se retira dans la direction de Coire, et vint se placer en avant de Zizers, appuyant sa droite aux montagnes et sa gauche au Rhin. Masséna ne le laissa point dans cette position, le contraignit à continuer sa retraite jusqu'en avant de Coire, où il le fit attaquer de nouveau par la brigade du général Chabran. Cette brave troupe, composée des 37e et 103e demi-brigades, enfonça d'abord les rangs autrichiens à la baïonnette, et, secondée par la charge brillante que fit ensuite le 7e régiment de hussards, elle acheva de mettre la ligne ennemie dans une déroute complète. C'est en vain que les bataillons, dispersés et rompus, essayèrent de trouver leur salut dans la fuite : Masséna avait dirigé par leurs flancs des compagnies de grenadiers et d'éclaireurs pour leur couper la retraite sur le chemin du Tyrol. Le corps presque entier se vit ainsi contraint à mettre bas les armes; le général Auffenberg lui-même, ainsi que plusieurs autres officiers supérieurs, qui tentèrent vainement de se faire jour l'épée à la main, furent faits prisonniers par le chef de brigade de la 37e, Lacroix, vétéran de l'armée, âgé de plus de soixante ans, et dont les longs services n'avaient point diminué le courage et la vigueur. 3,000 prisonniers, trois drapeaux, seize pièces de canon, un grand nombre de caissons, des magasins considérables de farine et de fourrages, furent les trophées de cette journée, dans laquelle, indépendamment du général Chabran et du chef de brigade Lacroix, le chef de bataillon Ducos, aide de camp du général en chef, et

le capitaine Bergier, aide de camp du général Chabran, se distinguèrent particulièrement.

Cependant le général Hotze, qui occupait la forte position de Feldkirch, instruit du danger que courait le général Auffenberg, avait résolu de marcher à son secours; mais il ne pouvait le faire qu'en attaquant et dispersant au préalable les troupes du général Oudinot qu'il avait devant lui. Les bonnes dispositions du général français et le courage de ses soldats rendirent nuls les efforts de Hotze. Après un combat de quelques heures, Oudinot, s'apercevant que ses soldats n'avaient presque plus de cartouches, ordonna une charge générale à la baïonnette, et lui-même se précipita sur les Autrichiens avec quelques dragons qu'il avait avec lui. L'ennemi, repoussé et culbuté sur tous les points, fut poursuivi jusque sous les retranchements de Feldkirch. Cet avantage valut au général Oudinot quatre pièces de canon et 1,000 prisonniers; mais il fut acheté par la perte d'un grand nombre de braves, parmi lesquels se trouva le chef de la 14e demi-brigade, Muller, qui fut tué au pied des retranchements ennemis.

Tels avaient été les mouvements de l'armée d'Helvétie, qui engagèrent le général en chef Jourdan à opérer le mouvement dont nous avons parlé plus haut. L'intention du général de l'armée du Danube était d'appuyer de toute la masse de ses troupes les efforts faits par le corps d'armée d'Helvétie; toutefois, pour que les deux armées pussent agir avec avantage, il eût fallu que l'attaque dirigée contre les retranchements de Feldkirch eût réussi, que le général Hotze eût été chassé de ce point, et que Masséna eût pu communiquer avec l'armée du Danube par Bregentz, Lindau, Wasserburg et la rive orientale du lac de Constance. Tout mouvement offensif lui paraissant inutile tant que l'ennemi resterait maître de Feldkirch, Jourdan se borna donc d'abord à éloigner la gauche de l'archiduc, afin de pouvoir tourner lui-même le lac et faciliter à Masséna une attaque décisive sur Feldkirch.

Dans ce dessein, l'armée du Danube fit un mouvement par son aile gauche, et, le 14 mars, elle vint se placer, la droite au lac de Constance, le centre à Stockach, et la gauche au Danube. L'avant-garde s'avança jusqu'auprès de Mösskirch; les flanqueurs de gauche restèrent sur la rive gauche du Danube, et se

porterent à la hauteur de Friedingen ; le quartier général fut établi à Stockach. Les 15 et 16 mars furent employés à faire des reconnaissances ; mais le 17, l'armée se mit en marche de nouveau : la droite fut placée en arrière de Marckdorf, le centre à Pfüllendorf, et la gauche à Mengen. Jourdan établit son quartier général à Pfüllendorf.

L'armée du Danube ne se trouvait plus ainsi qu'à une journée de marche de l'armée de l'archiduc. Celui-ci, voulant conserver sa position parallèle, avait suivi tous les mouvements de Jourdan. Les deux partis étaient en présence, et bientôt un choc général allait devenir inévitable. Toutefois les deux généraux, n'ayant point encore reçu de leurs gouvernements respectifs l'ordre officiel d'attaquer, se contentaient d'être sur leurs gardes. Les patrouilles se retiraient sans escarmoucher, lorsqu'elles se trouvaient en présence.

Cet état d'incertitude semblait tenir, au surplus, au caractère et à la position des deux généraux. On a vu, par le récit des campagnes précédentes, que l'archiduc, fidèle au système tâtonnier de l'école autrichienne, n'avait point encore ce qu'une plus longue expérience lui donna par la suite : cette activité qui sait prévenir les desseins d'un ennemi. Quoique les forces commandées par le prince fussent supérieures à celles de Jourdan, il hésitait encore à frapper les premiers coups. Jourdan, de son côté, rendu encore plus circonspect par les derniers revers qu'il avait essuyés, trouvait une excuse dans la faiblesse de son armée, et craignait de se compromettre en attaquant un ennemi plus nombreux : les deux adversaires paraissaient donc attendre pour se mesurer que le sort de Feldkirch fût décidé. L'archiduc manœuvrait pour renforcer les troupes qui défendaient ce point, et Jourdan pour appuyer celles qui devaient s'en emparer : conduite assez bizarre des deux côtés, mais surtout de la part de l'archiduc, lorsqu'une action générale entre les deux armées pouvait trancher promptement et d'une manière décisive la difficulté.

Afin d'augmenter ses moyens, Jourdan envoyait courriers sur courriers au général Bernadotte, pour qu'il détachât quelques corps de l'armée d'observation et se mît à portée d'appuyer la gauche de l'armée du Danube ; mais le petit nombre

de troupes que commandait Bernadotte ne lui permettait pas d'obtempérer à ces demandes ; et loin d'être en mesure d'opérer la diversion que voulait Jourdan, il se voyait lui-même obligé de tenir une défensive assez désavantageuse.

Pendant que l'archiduc et Jourdan temporisaient ainsi, l'armée d'Helvétie avait renouvelé ses efforts contre l'importante position de Feldkirch. Masséna avait fait passer des renforts au général Oudinot, et celui-ci avait attaqué le général Hotze le 14 mars ; mais le général autrichien, renforcé et appuyé lui-même par les troupes de l'archiduc, n'eut point de peine à rendre nulles les tentatives des Français. Oudinot avait fait jeter un pont sur l'Ill sous le feu de l'artillerie ennemie, et ses troupes s'étaient emparées d'une partie des retranchements après des efforts incroyables ; mais il lui devint impossible de se maintenir ; et, pour ne pas perdre inutilement les braves qui s'opiniâtraient à repousser les Autrichiens, il ordonna la retraite.

Cet échec éprouvé par les troupes françaises convainquit l'archiduc de la bonté de sa ligne défensive du côté de Feldkirch ; il résolut en même temps de renforcer sa droite du côté de Stockach, en envoyant sur ce point son avant-garde, commandée par le général Nauendorf, et établit son quartier général à Ochsenhausen, où le gros de l'armée se concentra.

Jourdan vit dans ces mouvements de l'armée autrichienne les préparatifs d'une attaque prochaine, et se mit en devoir de la prévenir. Le 20 mars, l'armée française s'ébranla sur toute la ligne : l'avant-garde, commandée par le général Lefebvre, vint prendre position sur le ruisseau d'Ostrach, en arrière du village de Mengen. La division Férino s'établit sur le ruisseau d'Asch, qui prend sa source près de celle de l'Ostrach, et se jette dans le lac de Constance, près de Buchhorn : Férino devait occuper les débouchés sur Ravensburg. La division Souham vint camper en avant de Pfüllendorf, à cheval sur la route qui conduit de cette ville à Ostrach. La division Saint-Cyr, qui était à Mengen, dut se lier avec les troupes de l'avant-garde ; et les flanqueurs de gauche, commandés par le général Vandamme, qui se trouvaient, comme nous l'avons dit, sur la rive gauche du Danube, furent placés en arrière du ruisseau

1799 — an VII Allemagne. qui se jette dans ce fleuve, au-dessous de Sigmaringen. La réserve de cavalerie, commandée par le général d'Hautpoul, vint prendre position aux environs de Pfüllendorf. Cette réserve, ainsi que la seconde division, formaient la seconde ligne et devaient renforcer les autres divisions au moment de l'attaque.

En conformité des ordres qu'il avait reçus du Directoire, Jourdan, avant de commencer l'attaque, envoya demander au prince de Schwartzenberg, qui commandait l'avant-garde de l'archiduc, si la dépêche que le gouvernement français attendait de Vienne était arrivée[1]. Sur la réponse négative du prince, l'officier du général Jourdan déclara que les hostilités allaient commencer.

Les généraux Lefebvre, Gouvion-Saint-Cyr et Férino reçurent aussitôt l'ordre d'attaquer vigoureusement les avant-postes ennemis sur la rive droite de l'Ostrach et la rive gauche de l'Asch. Le général de brigade Tharreau, de la division Férino, commença l'attaque, avec une colonne composée d'infanterie et de quelques escadrons de cavalerie légère. Les Autrichiens, repoussés sur divers points, se replièrent en désordre sur le gros de leur division après une perte assez considérable en soldats et en officiers. Le capitaine de carabiniers d'infanterie légère Dubaland fut tué en poursuivant l'ennemi avec trop d'ardeur.

Le général Saint-Cyr eut un succès égal dans son attaque; il balaya la rive droite de l'Ostrach, et resta maître de tous les villages qui servaient d'appui aux Autrichiens.

Le général Lefebvre éprouva plus de difficultés. Les troupes qu'il avait devant lui, occupant des positions avantageuses, se défendirent avec vigueur et soutinrent jusqu'à la nuit un combat opiniâtre de part et d'autre. Enfin, une charge brillante qu'exécutèrent le chef d'escadron au 5e de hussards Everck, et le capitaine au 1er de chasseurs à cheval Baron, à la tête des pelotons de ces deux régiments, décida le succès; et les Français restèrent maîtres des positions de Holzkirchen,

[1] C'était la réponse à l'*ultimatum* que les plénipotentiaires français au congrès de Rastadt avaient présenté aux plénipotentiaires autrichiens et que ceux-ci avaient envoyé au cabinet de Vienne.

de l'abbaye de Siessen et de Bachhaupten. Toutefois, les Autrichiens se replièrent en bon ordre, et s'arrêtèrent en arrière de Bolstern, couvrant par des postes le village de Friedberg et communiquant par d'autres postes avec leur division de droite. Le général Jourdan fit prendre position à ses troupes sur les hauteurs d'Ostrach et de Mengen.

1799 — an VII Allemagne.

Le lendemain 21, l'archiduc voulut prendre sa revanche en attaquant à son tour les Français. Les troupes autrichiennes, divisées en trois colonnes principales, marchèrent sur la position centrale de Pfüllendorf. La colonne de gauche s'avança par le chemin d'Althausen à Pfüllendorf; le prince de Furstenberg, à la tête de la colonne de droite, suivit le cours du Danube en passant près de Mengen; l'archiduc conduisit en personne la colonne du centre par la chaussée de Sulgau, qui traverse les marais formés par l'Ostrach.

L'avant-garde de l'armée française, attaquée la première en avant de Friedberg, fut, au premier choc, obligée de se replier successivement sur Davidwiller, sur Ostrach et sur Einhard. Le général Lefebvre plaça quatre compagnies, sous les ordres du chef de bataillon Drouin, au pont d'Ostrach et à la tête de ce village, pour en défendre l'approche; dix autres compagnies, longeant la rive gauche de l'Ostrach, s'étendirent sur la gauche pour défendre les débouchés qui de Vangen et Einhard conduisent vers Magenbach. Le général Klein fut placé en arrière d'Ostrach, avec le 4e de hussards, le 1er de chasseurs et deux escadrons du 17e de dragons, tandis que l'artillerie légère et celle de position, établies sur des hauteurs, devaient défendre l'approche du village, en prenant en flanc les troupes ennemies qui se présentaient.

Les Autrichiens attaquèrent Ostrach avec une vigueur et un ensemble qui devaient leur assurer l'avantage. Les quatre compagnies qui défendaient le pont et l'entrée de ce village, protégées par le feu de l'artillerie, soutinrent le choc avec une grande résolution, et pendant trois heures continrent et repoussèrent l'ennemi. Le brave Drouin, commandant de cette troupe, l'encourageait par ses discours et l'exemple d'une intrépidité à toute épreuve; mais les Autrichiens, successivement renforcés par des troupes fraîches, finirent par s'empa-

1799 — an VII Allemagne.

rer du village. Lefebvre fit avancer la 67e demi-brigade pour le reprendre. Le chef de ce corps, Bontemps, exécuta une charge à la baïonnette qui jeta d'abord quelque désordre parmi l'ennemi; mais la supériorité numérique de celui-ci lui rendit bientôt l'avantage. Le général Lefebvre, qui avait marché lui-même à la tête des grenadiers, reçut une balle au bras gauche, qui l'obligea de quitter le champ de bataille. Le général de brigade Soult prit alors le commandement de l'avant-garde. Cependant les Autrichiens faisaient des progrès du côté de Magenbach. Les troupes que Lefebvre avait placées de ce côté, accablées par le nombre, se retiraient en désordre, lorsqu'elles furent rencontrées par l'adjudant général Molitor[1], que le général en chef avait détaché de Pfüllendorf avec quelques bataillons pour secourir l'avant-garde. Molitor voulut recommencer l'attaque; mais l'ennemi s'était déjà répandu dans les bois et s'y établissait en forces : il fut impossible de l'en chasser. Les Autrichiens profitèrent de leur avantage pour diriger quelque cavalerie sur les hauteurs où était placée l'artillerie de l'avant-garde : un combat très-vif s'engagea sur ce point entre les deux partis. Le général Klein, s'étant avancé contre les cavaliers ennemis, se battit en désespéré pour sauver les pièces françaises. Les chefs de brigade Merlin et Saint-Dizier, et le chef d'escadron Dubois de Crancé, furent blessés en combattant vaillamment à la tête des hussards et des chasseurs.

L'ennemi étendait continuellement ses ailes et couvrait la plaine de ses troupes; la partie n'étant plus égale, Jourdan ordonna au général Soult de faire replier l'avant-garde sur la position en avant de Pfüllendorf.

Cette retraite, qui devait s'opérer en face d'un ennemi vainqueur et nombreux, devenait extrêmement difficile; toutefois elle s'exécuta avec tout l'ordre et la précision qu'on pouvait désirer. Une compagnie du troisième bataillon de sapeurs, qui avait été chargée de couper les ponts sur l'Ostrach, fit cette opération sous le feu de la mitraille de l'ennemi. Le lieutenant

[1] Depuis comte, lieutenant général, maréchal, gouverneur des Invalides, grand chancelier de la Légion d'honneur.

Crête ne quitta les bords de la rivière que lorsque les ponts furent rompus. Les Autrichiens ayant passé l'Ostrach à la faveur de plusieurs gués qu'ils reconnurent praticables, il fallut encore en venir aux mains avant de prendre la position de Pfullendorf. Les généraux Soult et Leval, à la tête de l'arrière-garde, combattirent comme des grenadiers. Le chef de brigade Bontemps et le chef de bataillon Chaussard furent grièvement blessés. Jourdan, qui était venu présider lui-même à cette retraite difficile, eut un cheval tué sous lui par un boulet.

Pendant que ceci se passait en avant de Pfullendorf, le général Gouvion Saint-Cyr était également attaqué ; mais l'archiduc, ayant employé une grande partie de ses troupes pour déposter le général Lefebvre, n'avait pu diriger contre Saint-Cyr que des forces à peu près égales à celles de ce général : aussi celui-ci résista-t-il avec avantage. Plusieurs fois les Autrichiens furent repoussés des villages qu'ils s'efforçaient d'emporter. Ce fut principalement sur la grande route d'Ulm que le combat devint le plus opiniâtre. Le général de brigade Walther et l'adjudant général Billy repoussèrent l'ennemi dans ses attaques, et déjà Saint-Cyr, tranquille sur ce point, se disposait à marcher sur Friedberg, afin d'attaquer en flanc et tâcher même de tourner les troupes qui étaient aux prises avec le général Lefebvre, lorsqu'il apprit que la division de ce général était en pleine retraite sur Pfullendorf : Saint-Cyr sentit alors la nécessité de porter des forces sur sa droite. Déjà les Autrichiens, vainqueurs du général Lefebvre, marchaient en partie de ce côté et occupaient les villages situés sur la rive droite de l'Ostrach. Saint-Cyr réunit sa division sur la rive gauche, pour empêcher les Autrichiens de passer cette rivière de vive force ; mais ceux-ci, s'étendant sur leur gauche, passèrent l'Ostrach à la faveur des villages dont ils s'étaient emparés, et manœuvrèrent pour tourner la division et lui couper sa retraite sur Mösskirch. Saint-Cyr fit suivre le mouvement de l'ennemi par la brigade Legrand et fit appuyer à droite la brigade Walther.

L'ennemi faisait des progrès sur la droite de Saint-Cyr et commençait à pénétrer sur ses derrières par le village de Fulpengen, sur la grande route de Mösskirch. Le général français, voyant qu'il ne pouvait plus se maintenir dans la position qu'il

1799 — an VII
Allemagne.

venait de prendre, concentra ses troupes sur la gauche, et suivit le mouvement de la division Lefebvre sur Pfüllendorf.

Toujours circonspect, l'archiduc ne chercha pas à poursuivre les Français avec toute l'activité nécessaire dans une pareille circonstance, et laissa au général Jourdan le temps de se fortifier dans la position de Pfüllendorf. Cette position était cependant moins favorable encore que celle d'Ostrach, où les Français n'avaient pu se maintenir : c'est pourquoi Jourdan résolut de l'abandonner, et, le 22 mars, il vint s'établir entre le Danube et le lac de Constance, sa droite appuyée au lac près de Bodmann, son centre à Stockach, et sa gauche au fleuve, près de Friedingen. Mais cette nouvelle position, quoique la moins étendue de toutes celles qu'on pouvait prendre entre le lac de Constance et le Danube, ne paraissant pas encore assez avantageuse à Jourdan, il vint s'établir à Engen. La première division campa à Hohentwiel, la seconde, l'avant-garde et la réserve furent placées sur les hauteurs qui avoisinent Engen; la troisième division s'établit sur les hauteurs de Tuttlingen, en arrière des villages de Neuhaus et de Liptingen; les flanqueurs, toujours sur la rive gauche du Danube, occupèrent les environs de Friedingen.

Nous avons dit que le but principal de Jourdan était de faciliter l'attaque des retranchements de Feldkirch par le général Masséna, en éloignant l'archiduc du lac de Constance : cette diversion avait réussi en partie. Le général Hotze, en apprenant le mouvement offensif fait le 20 mars par l'armée du Danube, avait laissé aux généraux Jellachich, Bellegarde et Laudon, réunis à Feldkirch, le soin de défendre cette position et s'était avancé par Bregentz sur Lindau, avec un corps de 10,000 hommes, à l'effet de s'opposer au mouvement de la droite de l'armée française. Masséna, en profitant de cette diminution dans les forces autrichiennes qui défendaient Feldkirch, avait renouvelé ses efforts contre les retranchements qui couvraient cette ville. Le 22 mars, après un combat de plusieurs heures, Oudinot réussit à établir plusieurs batteries sur les hauteurs qui dominent,le flanc gauche de la position de Feldkirch; malheureusement il n'avait pas assez de forces pour se maintenir sur ces hauteurs; attaqué par le général Jellachich, il fut obligé de les

abandonner, après avoir fait la défense la plus honorable. 1799 — an VII Allemagne.

Masséna, apprenant le premier mouvement rétrograde de Jourdan sur Pfullendorf, pensa qu'il devait, à tout prix, forcer l'ennemi d'abandonner Feldkirch, avant que le retour du général Hotze sur ce point rendît l'attaque de cette position encore plus difficile. Il rassembla, en conséquence, toutes les troupes dont il pouvait disposer, et vint lui-même tenter cette entreprise. Feldkirch fut attaqué avec une opiniâtreté, une fureur dont les annales de la guerre offrent peu d'exemples : on connaît, à cet égard, le caractère de Masséna. Il fut impossible à toute la valeur française de forcer l'ennemi dans sa position, et ce ne fut qu'après avoir vu périr l'élite de ses troupes au pied des retranchements autrichiens, que le général français se détermina à abandonner son attaque. Plus de 2,000 hommes avaient été écrasés par la mitraille partie des redoutes ennemies.

La jonction des deux armées devenait désormais impraticable. Jourdan, retiré du côté d'Engen, ôtait à Masséna l'espérance de se maintenir au delà du Rhin ; l'armée d'Helvétie repassa donc ce fleuve pour occuper le pays des Grisons. Le général Oudinot fut laissé en arrière-garde à Rheineck, position avantageuse qui se trouve à l'embouchure du Rhin dans le lac de Constance. Le général Hotze, qui avait pris une part active aux succès remportés par l'archiduc sur la droite de l'armée du Danube, rentra alors avec son corps dans la position de Feldkirch.

Cependant l'archiduc, continuant son mouvement en avant, avait pris position le 23 aux environs de Stockach. Le lendemain, dès la pointe du jour, il poussa, sur tout le front de l'armée du Danube, de fortes reconnaissances, qu'il fit soutenir par des corps considérables : ces reconnaissances occasionnèrent un engagement qui faillit devenir général.

Le général Férino avait d'abord fait reployer ses troupes à l'approche de l'ennemi ; mais les Autrichiens, ayant poussé les avant-postes français avec trop d'ardeur, furent reçus vigoureusement par la 10e demi-brigade, que Férino fit marcher pour soutenir les postes en retraite. L'ennemi, qui ne s'attendait point à cet obstacle, se retira en désordre sans penser à renouveler ses attaques de ce côté. Celles qui furent faites sur la di-

1799 — an VII
Allemagne.

vision Souham n'eurent pas plus de succès. Les troupes légères de cette division se maintinrent dans les bois qu'elles occupaient en avant d'Engen, et repoussèrent même les Autrichiens jusqu'au village d'Aach, après leur avoir tué ou blessé beaucoup de monde. La gauche de l'armée, formée par la division Saint-Cyr, fut attaquée plus sérieusement. L'archiduc, ne pouvant point espérer de se porter sur la rive gauche du Danube, avant d'avoir forcé la division Saint-Cyr à se retirer, avait dirigé des troupes assez nombreuses sur le village de Liptingen, placé sur la route de Stockach à Tuttlingen. Ce village, défendu par un bataillon de la 1re demi-brigade de ligne et par de l'artillerie légère placée sur ses deux flancs, fut emporté après une vive résistance. Saint-Cyr fit retirer alors ses postes sur les hauteurs qui sont en avant du village de Tuttlingen, et que le gros de la division occupait. Les Autrichiens tentèrent vainement de forcer cette position. Les généraux Legrand et Compère, qui se trouvaient l'un et l'autre à l'entrée des bois dont les hauteurs sont couronnées, repoussèrent l'ennemi avec perte et le culbutèrent. Cette dernière action fut très-meurtrière : les Français y perdirent 400 hommes ; le général Compère y reçut une blessure grave à la tête, et le général Legrand, auquel le succès était dû en grande partie, eut la douleur de voir tomber à ses côtés son jeune frère, qui servait auprès de lui comme aide de camp. Les deux armées passèrent la nuit dans leurs positions respectives.

Cette reconnaissance générale des Autrichiens annonçait assez l'intention qu'avait l'archiduc d'attaquer le lendemain l'armée française. Jourdan, dans l'irrésolution de recevoir cette attaque ou de continuer son mouvement de retraite, consulta ses généraux ; ceux-ci répondirent que l'intérêt de la patrie et l'honneur de l'armée commandaient de combattre. Le général en chef considérant que, lors même qu'il ne remporterait pas la victoire, sa retraite était assurée par Schaffhausen et par les montagnes Noires, se détermina à courir les chances d'une bataille. Vaincu, il pouvait se retirer sans danger ; vainqueur, il éloignait l'archiduc du lac de Constance et ouvrait la campagne sous les plus heureux auspices.

Le 24 mars, dans la soirée, les dispositions suivantes furent

arrêtées : le général Férino devait se porter sur Stockach, en passant par Steusslingen ; le général Souham devait prendre la même direction par la route d'Engen ; Férino était désigné pour commander les deux divisions aussitôt qu'elles auraient opéré leur jonction. Le général Soult, commandant par intérim la division Lefebvre, et le général d'Hautpoul, commandant la réserve de cavalerie, devaient se diriger sur Emmingen, et de là sur Liptingen. Le général Gouvion Saint-Cyr, réunissant sous ses ordres les flanqueurs de gauche que commandait Vandamme, devait déboucher par Tuttlingen, Mühlheim et Friedingen, afin de reprendre le village de Liptingen, et s'avancer ensuite vers Stockach.

Le 25 mars, l'armée française se mit en mouvement, à la pointe du jour. Jourdan, accompagné de son chef d'état-major, le général Ernouf, du général d'artillerie Lamartillière, et de tous les officiers de l'état-major, marcha à la tête de l'avant-garde. Le général Soult, qui la commandait, rencontra les avant-postes ennemis à Emmingen. Les troupes commandées par le général Merfeld étaient placées en avant de Liptingen, et leur front se trouvait couvert par le village d'Emmingen, et par un bois, en partie marécageux, où se trouvaient embusqués 3,000 hommes d'infanterie, soutenus par douze pièces de canon. Le général Soult fit attaquer Emmingen par la 25e demi-brigade d'infanterie légère, tandis que le chef de brigade Sahuc, à la tête de trois escadrons de son régiment, 1er de chasseurs, se portait sur la droite pour charger un régiment de hulans qui défendait la gauche de l'infanterie autrichienne. Après une charge où Sahuc et un autre officier furent blessés et mis hors de combat, les chasseurs, conduits par le chef d'escadron Dubois de Crancé, dispersèrent les hulans, et le village d'Emmingen fut emporté. Soult fit alors déboucher toute sa division et s'avança pour attaquer les bois en avant de Liptingen. Le général Mortier, à la tête de la 25e demi-brigade légère, se porta à la droite du bois pour tourner la gauche des troupes qui l'occupaient. Cette attaque fut faite avec tant de résolution et d'intrépidité, que les Autrichiens ne purent résister, et laissèrent les Français pénétrer dans Liptingen. Dans le même moment, la brigade du général Leval, formée des 53e et 67e demi-

1799 — an VII
Allemagne

brigades, débouchait sur quatre colonnes, et s'avançait à droite et à gauche de ce village. Le général Merfeld, attaqué aussi vigoureusement, voulut se retirer en bon ordre ; mais les Français, poursuivant leur avantage, mirent ses troupes dans une déroute complète : elles s'enfoncèrent confusément dans les bois qui sont entre Liptingen et Stockach.

Le mouvement du général Saint-Cyr avait bien secondé cette attaque faite par la division d'avant-garde. La brigade du général Walther, ayant été réunie aux flanqueurs de gauche, sous le commandement du général Vandamme, celui-ci devait faire déboucher ses troupes par Mühlheim et Friedingen, en même temps que le général Legrand, à la tête des 8e et 50e demi-brigades de ligne, 8e et 10e régiments de chasseurs, devait s'avancer sur Liptingen par la grande route de Tuttlingen à Stockach. Le général Walther éprouva de grandes difficultés à la sortie de Mühlheim. Son artillerie fut démontée en un moment, par l'artillerie beaucoup plus nombreuse que l'ennemi avait à la lisière du bois de Liptingen; mais le général Vandamme, débouchant tout à coup par Friedingen, avec la 1re demi-brigade d'infanterie légère et quelques escadrons, tourna les troupes ennemies et rendit au général Walther la liberté de s'avancer.

Les dragons du 2e régiment entamèrent une charge vigoureuse sur les cuirassiers autrichiens et les hulans, et les mirent en fuite. Vandamme alors, bien secondé par les généraux Jardon et Walther, se jeta sur le flanc de l'ennemi, qu'il mit en déroute; et ce fut ainsi que les troupes de Saint-Cyr contribuèrent à la défaite du général Merfeld, qu'elles suivirent en tiraillant jusqu'à Schwondorf, sur le chemin de Tuttlingen à Mösskirch. La brigade du général Legrand, qui débouchait alors, augmenta encore le désordre de cette retraite tumultueuse, ramassa un grand nombre de prisonniers, et s'empara de deux pièces de canon.

Ce premier succès avait déjà jeté l'épouvante dans l'armée autrichienne. Supposant que les 1re et 2e divisions, qui avaient ordre de marcher sur Stockach, se trouveraient en mesure de soutenir le mouvement que venaient de faire les divisions d'avant-garde et de Saint-Cyr, Jourdan ordonna au général Soult

de pénétrer dans les bois où les troupes de Merfeld s'étaient jetées, et d'en chasser ces dernières tandis que le général Saint-Cyr allait se porter sur Mösskirch, à l'effet de tourner l'armée de l'archiduc, et d'être à même de tomber sur elle au moment où elle effectuerait sa retraite sur Pfullendorf; mais fort malheureusement les deux divisions Souham et Férino n'avaient pas pu exécuter encore leur mouvement sur Stockach, et se trouvaient dans l'impuissance de seconder les généraux Soult et Saint-Cyr. 1799 — an VII. Allemagne.

L'archiduc, qui, pendant toute cette journée, montra un sang-froid et un à-plomb dignes des plus grands éloges, avait jugé avec raison que de la conservation des bois où s'était retiré Merfeld dépendait tout le succès de la bataille. En conséquence, pendant que les troupes de ce général tiraillaient avec celles du général Legrand, le prince Charles s'était hâté d'envoyer des troupes fraîches dans les bois de Stockach, et il se rendit lui-même sur ce terrain pour diriger leur mouvement.

L'arrivée de ce renfort et la présence de l'archiduc rendirent le courage et l'espérance aux troupes dispersées du général Merfeld : elles se rallièrent; et, tandis que les bataillons se reformaient, le prince, voyant la division d'avant-garde s'avancer seule du côté de Stockach, résolut de marcher à sa rencontre.

Huit bataillons de grenadiers hongrois, faisant la tête d'une colonne formidable, eurent bientôt abordé la 25ᵉ demi-brigade légère, que le général Soult, dans l'ignorance où il était du dernier mouvement de l'archiduc, avait d'abord fait déboucher seule dans l'épaisseur du bois. Cette troupe, croyant n'avoir affaire qu'aux bataillons qu'elle venait de disperser, fondit avec confiance sur les grenadiers hongrois. Ceux-ci soutinrent le choc avec l'intrépidité qu'on devait attendre de pareils soldats, encouragés d'ailleurs par la certitude d'être fortement soutenus. Les Français virent tout à coup se déployer des forces bien plus nombreuses que celles qu'ils croyaient rencontrer, et cette circonstance inattendue causa d'abord parmi eux quelque hésitation. Le général Soult, s'en étant aperçu, fit marcher deux bataillons pour soutenir la 25ᵉ, qui, revenue de

sa première surprise, retourna à la charge avec une nouvelle ardeur. Le combat s'engagea plus vivement encore par une fusillade nourrie, meurtrière et très-prolongée. Les deux bataillons dont nous venons de parler appartenaient aux 53e et 67e demi-brigades. Les autres bataillons de ces deux corps, voyant les premiers engagés, ainsi que la 25e, témoignèrent au général Soult le désir de marcher à leur secours; mais déjà ce général avait reconnu le nombre et l'espèce d'ennemis qu'il avait devant lui; et, faisant avancer le reste de ses troupes, il vint se placer à la tête des combattants. Les trois demi-brigades, réunies, se reformèrent en colonne d'attaque et enfoncèrent la première ligne ennemie; mais elles furent arrêtées par une seconde ligne non moins formidable, et obligées de reculer un peu en désordre : elles vinrent se rallier avec quelques compagnies qui avaient été laissées auprès de l'artillerie.

Le prince Charles voulut profiter de ce mouvement rétrograde pour étendre ses ailes et tâcher de déborder la ligne française; mais Soult envoya quelques compagnies qui paralysèrent ce mouvement, et, ayant reformé ses colonnes, ce général ordonna une nouvelle attaque. Alors commença un des plus sanglants combats d'infanterie qui eussent encore eu lieu depuis le commencement de la guerre. L'archiduc mit lui-même pied à terre pour charger à la tête des grenadiers hongrois. Les princes d'Anhalt-Bernburg et de Fürstenberg suivirent cet exemple, et conduisirent de même leurs troupes : ces deux généraux furent tués. Les Français firent, de leur côté, tout ce qu'on pouvait attendre de leur valeur et de leur énergie dans une pareille lutte. Le général Leval, à la tête de sa brigade (53e et 67e demi-brigades), le général Mortier, conduisant la 25e, Soult, à la tête de quelques compagnies d'élite, chargèrent à plusieurs reprises avec la plus grande intrépidité, mais inutilement.

Les bataillons ennemis, incessamment renforcés par les troupes fraîches que l'archiduc tirait de Stockach, ne cédèrent point le terrain; et les Français se virent dans la nécessité de faire un nouveau mouvement rétrograde; ce ne fut, toutefois, que pour se rallier et pour prendre quelques instants de repos bien nécessaire après les efforts prodigieux qu'ils venaient de

faire. Leur courage était si peu abattu, que, malgré la vue des renforts qui arrivaient toujours à leurs adversaires, le cri unanime, *en avant!* se fit entendre dans tous les rangs, au moment où ils furent reformés. La charge fut donc battue une troisième fois, et exécutée avec la même résolution que les précédentes. 1799 — an VII. Allemagne.

L'archiduc, étonné d'une pareille opiniâtreté, craignit un moment de voir la victoire s'échapper de ses mains; mais, rassuré par la supériorité numérique des braves qu'il dirigeait, il ploya son centre, et étendit ses ailes dans le dessein d'envelopper la division française qui mettait tant d'acharnement à lui disputer l'avantage. Le général Soult, qui, dans cette journée mémorable, commença à donner de grandes preuves du beau talent militaire qu'il a développé par la suite, pénétra l'intention du prince, et, pour éviter le danger d'être tourné et cerné, arrêta la marche de ses colonnes, les ramena hors du bois, dans le meilleur ordre, et se retira sur la réserve de cavalerie qui était restée dans la plaine, en avant du village de Liptingen.

Tandis que la division d'avant-garde soutenait avec tant d'intrépidité et de gloire un combat aussi inégal, dans les bois de Stockach, le général en chef Jourdan, instruit de la position de Soult, avait envoyé au général Gouvion Saint-Cyr l'ordre de presser sa marche sur Mösskirch, de porter un corps de troupes, par les bois, sur les derrières de l'ennemi, et d'envoyer, sur Neuhausen, une demi-brigade d'infanterie. Le général en chef espérait que Saint-Cyr arriverait assez tôt à Mösskirch pour attaquer l'ennemi avant qu'il eût débouché du bois de Stockach, et pour donner, par conséquent, aux troupes du général Soult le temps de se former dans les bois, à droite et à gauche de la plaine de Liptingen. La cavalerie de l'avant-garde fut déployée dans cette plaine, et l'artillerie disposée de manière à battre tout ce qui sortirait du bois de Stockach. Deux régiments de cavalerie furent dirigés sur Emmingen, afin d'observer les débouchés par lesquels l'ennemi aurait pu se porter sur les derrières des troupes françaises. Cependant le général Saint-Cyr n'ayant pu marcher assez promptement pour atteindre Mösskirch aussitôt que l'avait espéré Jourdan, celui-ci se

1799—an VII. Allemagne.

vit attaqué dans la position de Liptingen par les troupes de l'archiduc, que le feu de l'artillerie et des tirailleurs de l'infanterie n'avaient point empêché de déboucher du bois de Sotckach. Elles vinrent s'établir, avec plusieurs pièces d'artillerie, en avant de ce bois, derrière lequel était un ravin. Fort heureusement, la demi-brigade détachée de la division Saint-Cyr arrivait, dans ce moment, à la gauche de la position. Dans cet état des choses, Jourdan crut devoir ordonner une nouvelle attaque générale.

La 8e demi-brigade eut ordre de pénétrer dans le ravin qui tournait le plateau sur lequel l'ennemi faisait marcher sa cavalerie. Le général Leval, qui se trouvait alors avec la 67e, à la tête du bois, à gauche de la plaine, dut attaquer l'infanterie, qui commençait à déboucher, et la rejeter sur la 8e demi-brigade; les 53e et 25e, placées dans le bois, à droite, devaient, de leur côté, faire le même mouvement que la 67e. Toutefois, cette attaque d'infanterie ne devait avoir lieu qu'après un mouvement de cavalerie, sur lequel Jourdan comptait principalement, et qu'allait exécuter la réserve du général d'Hautpoul, formée de la brigade des carabiniers et de deux régiments de cavalerie. Le 27e de dragons, les 4e et 5e de hussards, attachés à l'avant-garde, et qui se trouvaient déjà dans la plaine, comme nous l'avons dit plus haut, devaient soutenir le mouvement de la cavalerie de réserve.

L'ennemi continuait toujours à déboucher des bois, et déjà les 4e et 5e régiments de hussards, conduits par le général Mortier, avaient tenté sans succès une charge sur les troupes qui se formaient devant la ligne française. Le colonel Danglars, commandant la brigade des carabiniers, avait demandé au général d'Hautpoul la permission de charger, et l'avait obtenue, peut-être un peu trop tard. Il partit en conséquence à la tête du 1er régiment, tandis que le général d'Hautpoul le suivait avec le 2e régiment, qui se trouvait un peu en arrière de la ligne de bataille du 1er.

A cinquante pas au plus de la ligne ennemie, un escadron du 17e de dragons, qui s'y portait de son côté avec beaucoup d'ardeur, mais dans une direction oblique, masqua la droite du 1er régiment, ce qui la retarda et l'obligea d'arriver à l'ennemi au pas.

Un petit marais qui régnait sur le front des cuirassiers autri- 1799 - an VII Allemagne.
chiens n'empêcha point la charge des Français, mais en rompit l'ensemble et en fit perdre toute l'efficacité. Les carabiniers abordèrent franchement les cuirassiers ennemis, et, après une mêlée de huit à dix minutes, voyant leurs efforts inutiles et leur flanc compromis par la marche d'une colonne considérable qui s'avançait, ils se retirèrent dans le moment même où le 2e de carabiniers, conduit par d'Hautpoul, chargeait cette colonne d'infanterie, l'arrêtait et la sabrait dans un terrain bas et fangeux, où elle ne pouvait pas se déployer. Malgré cet effort, les troupes ennemies augmentant sans cesse, le 2e régiment dut se retirer, comme le 1er, après s'être rallié, et la brigade vint reprendre au pas la position qu'elle avait avant l'action. Le colonel Danglars, quoique blessé à la tête d'un coup de sabre, n'en continua pas moins de commander jusqu'à la fin de la journée[1].

La supériorité de l'ennemi lui permettait de gagner toujours du terrain, et il y eut du désordre dans quelques escadrons français. Le général en chef, s'étant porté au-devant de plusieurs cavaliers qui fuyaient, fut entraîné par eux; il aurait peut-être été pris par les cavaliers ennemis, sans une charge d'infanterie qui fut faite à propos, et qui le tira du danger qu'il courait.

Sur ces entrefaites, la 5e demi-brigade avait exécuté le mouvement qui lui avait été ordonné; déjà elle tournait le plateau occupé par l'ennemi, lorsqu'un corps de 4 à 5,000 hommes, débouchant tout à coup sur cette troupe, vint la forcer à rétrograder. Le chef de bataillon Marion, qui commandait les Français, fut blessé assez dangereusement, et fait prisonnier. La 8e demi-brigade se retira sur Neuhausen, afin de se réunir à la division du général Soult.

Il n'y eut plus jusqu'à la nuit d'autres engagements sur ce point, qu'une vive canonnade de part et d'autre. La division d'avant-garde et la réserve de cavalerie opérèrent leur retraite,

[1] Les détails de cette charge de la brigade des carabiniers ne sont pas les mêmes que ceux qui sont consignés dans le Précis des opérations de l'armée du Danube, publié en 1800; mais les renseignements positifs que nous avons obtenus nous ont mis à même de rectifier l'erreur où était tombé l'auteur de ce dernier ouvrage.

1799 — an VII. Allemagne. vinrent s'établir sur les hauteurs de Tuttlingen, et occupèrent le village de Liptingen.

Nous nous sommes plus particulièrement attachés, dans cet exposé de la bataille de Stockach, à décrire de suite ce qui se passa sur le point central, sans entrer dans le détail simultané des mouvements opérés par les autres divisions de l'armée française : le succès obtenu par les Autrichiens ayant entièrement dépendu des attaques soutenues par les troupes aux ordres du général Soult, nous n'avons point voulu détourner l'attention spéciale de nos lecteurs, en la portant sur des points moins importants, et interrompre ainsi intempestivement la narration principale. Toutefois nous devons parler maintenant des opérations des trois divisions Saint-Cyr, Souham et Férino.

On a vu plus haut que la division Saint-Cyr avait marché sur Mösskirch. Ce général dirigea, d'après les derniers ordres de Jourdan, le général Vandamme avec la 1re demi-brigade légère, six escadrons et trois pièces de canon, sur les derrières de l'ennemi, au moment où celui-ci commençait à déboucher du bois de Stockach. Ce détachement obtint d'abord quelques succès; mais l'archiduc fit avancer contre Vandamme des forces supérieures, qui l'obligèrent à la retraite. Ce fut alors que Jourdan, s'apercevant que les troupes autrichiennes s'étendaient du côté de Neuhausen, craignit avec raison que Saint-Cyr ne fût tourné vers Mösskirch, et lui envoya l'ordre précis d'opérer sa retraite sur la rive gauche du Danube, en venant passer ce fleuve à Sigmaringen. Saint-Cyr exécuta ce mouvement, dans la nuit du 25 au 26, avec beaucoup d'ordre et sans éprouver aucune perte.

La division Souham s'était mise en marche, ainsi que les autres, à la pointe du jour, et s'était d'abord dirigée sur Aach, afin de s'emparer de ce village, et s'avancer ensuite vers Stockach. La brigade du général Decaen, composée des 2e et 7e demi-brigades de ligne, et du 1er régiment de dragons, attaqua l'ennemi, et, après un combat très-vif, réussit à s'emparer du village et des hauteurs qui le dominent. Mais une colonne nombreuse, ayant tourné cette position, attaqua à son tour le général Decaen, et le contraignit à se retirer jusqu'au débouché du bois qui est en arrière d'Aach. Le général Souham,

instruit des progrès faits dans la matinée par la division d'avant-garde et celle du général Saint-Cyr, ne voulut point rester en arrière, et fit renouveler l'attaque du village d'Aach, qu'il ne pouvait pas laisser derrière lui : il ne fallut pas moins que toutes les forces de la division pour faire réussir cette tentative. Apres un combat très-opiniâtre et très-meurtrier, dans lequel le général Decaen fut blessé à la jambe d'un coup de feu, Aach fut emporté et les Autrichiens s'enfuirent en désordre jusque par-delà Eigeltingen, où le général Souham fit prendre position à ses troupes. Il est probable que ce succès ne fut obtenu qu'au moment où la division d'avant-garde et la réserve de cavalerie opéraient leur mouvement rétrograde sur les hauteurs de Tuttlingen ; autrement il serait difficile d'expliquer pourquoi le général Souham s'arrêta ainsi à Eigeltingen, au lieu de continuer son mouvement sur Stockach. Le chef de bataillon Coste, de la 83e demi-brigade, et l'aide de camp du général Decaen, Coëhorn [1], s'étaient particulièrement distingués dans l'attaque du village d'Aach. 1799 - an VII Allemagne.

La première division, commandée par le général Férino, et formant l'aile droite de l'armée, s'était mise en marche dès quatre heures du matin. La brigade de droite, conduite par le général Tharreau, avait commencé l'attaque en poussant les avant-postes ennemis sur Steusslingen, et s'était emparée de ce dernier village, qu'elle tourna sur ses deux flancs. La brigade du général Jacopin obtint un pareil avantage dans les marais qui sont à gauche de Steusslingen. L'ennemi, poussé la baïonnette aux reins, voulut se rallier dans un village situé au delà des marais ; mais, poursuivi avec une nouvelle vigueur, il continua sa retraite sur Orsingen, en suivant la chaussée de Stockach. Toutefois les troupes autrichiennes se rallièrent dans ce dernier village, où elles se trouvaient en communication avec celles qui tenaient tête au général Souham, dans le moment où celui-ci attaquait Eigeltingen. La division Férino se forma sur un plateau en avant d'Orsingen, et une canonnade assez forte s'engagea aussitôt de part et d'autre. Férino fit marcher une colonne sur des bois qui sont entre la chaussée d'Orsingen et la route qui con-

[1] Depuis mort général de brigade.

1799 — an VII. Allemagne.

duit d'Aach à Stockach, à l'effet de tourner Orsingen. Le combat devint très-vif et très-meutrier ; les troupes ennemies qui étaient dans le bois opposèrent la plus forte résistance : deux fois Férino fit avancer des troupes fraîches pour soutenir celles qui étaient engagées, et pour déposter les Autrichiens ; enfin, après une troisième charge, qui fut exécutée avec une impétuosité remarquable, l'ennemi fut culbuté, poursuivi jusqu'au delà de Nenzingen, et les Français s'établirent sur les hauteurs qui dominent ce village. Les Autrichiens, ralliés et renforcés, prirent position en formant une espèce de demi-cercle ou de fer à cheval à la droite de Stockach, derrière un petit ruisseau qui se jette dans la rivière de ce nom, et établirent sur leur front une batterie de vingt pièces de canon, qui ne permit pas aux troupes de Férino de déboucher du village de Nenzingen. C'est ici surtout qu'on peut avoir lieu de regretter que la division du centre (celle de Souham), parvenue à Eigeltingen, n'ait point continué de s'avancer, et que son général n'ait point cherché à s'approcher de Nenzingen, pour se lier avec le général Férino au moment où celui-ci s'emparait de ce village. Menacé alors sur Stockach par deux divisions, l'archiduc n'aurait pas pu disposer de toutes les forces qui venaient de contraindre les généraux Soult et Saint-Cyr à la retraite. Mais peut-être était-il trop tard. Dans tous les cas, on a lieu de s'étonner que le général en chef Jourdan ait préféré de suivre le mouvement de l'avant-garde plutôt que de marcher avec la division Souham, dont le mouvement n'était pas moins essentiel, et d'où il aurait pu diriger d'une manière plus décisive les deux divisions du centre et de la droite ; car on peut remarquer, d'après ce que nous venons d'exposer, qu'il était plus facile et plus prompt d'attaquer et de tourner l'ennemi par sa gauche que de percer par son centre.

Quoi qu'il en soit, les Autrichiens, qui s'aperçurent de ce défaut d'ensemble dans les mouvements du centre et de la droite, ne manquèrent pas d'en profiter en s'avançant à leur tour contre le général Férino. Tandis qu'un corps de troupes marchait droit sur les hauteurs de Nenzingen, une autre colonne se portait sur Wahlwies, afin de tourner la droite de la division française. Férino, voyant ce mouvement, détacha aussitôt la brigade Jacopin, en donnant à ce général l'ordre d'attaquer l'ennemi à la

baïonnette, dans le village même de Wahlwies. Les Autrichiens furent d'abord repoussés de ce village; mais, ayant reçu de nombreux renforts, ils le reprirent et s'y retranchèrent. Instruit du mouvement rétrograde des autres divisions de l'armée, Férino exécuta lui-même sa retraite.

Telle fut l'issue de la bataille de Stockach, où l'armée française, qui ne comptait pas 40,000 hommes, lutta longtemps avec avantage contre une armée de 70,000 combattants. La perte en morts fut immense de part et d'autre; ce qui ne paraît pas étonnant d'après l'acharnement avec lequel on s'était battu. Le nombre total des morts, dans les deux armées, fut évalué à près de 9,000 hommes, dont 5,000 et quelques du côté des Français.

Ceux-ci, quoique vaincus, rentrèrent dans les positions qu'ils occupaient le matin, et bivouaquèrent à Tuttlingen et à Engen. Mais Jourdan, convaincu qu'il ne pouvait pas reprendre l'offensive, se décida, le lendemain 26 mars, à faire un mouvement de retraite par sa droite sur Schaffhausen (Schaffouse), par Engen, Steusslingen et Singen et, par sa gauche, en défilant sur le pont de Tuttlingen. Il continua à marcher le lendemain, et porta l'armée jusqu'au débouché des montagnes Noires.

Nous parlerons plus tard des opérations militaires en Suisse et sur le Rhin.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Expédition de Syrie, prise du fort d'El-Arich, de Gaza, de Jaffa, etc. Combat de Caïffa. Investissement d'Acre, etc., etc., etc. — Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples; insurrection dans les provinces de la Pouille et de la Calabre; invasion de la Pouille, etc. — Ouverture de la campagne en Italie; batailles de Vérone, de Magnano. Occupation de la Toscane par les Français, etc. — Suite des opérations de l'armée d'Helvétie. Masséna nommé au commandement en chef des deux armées d'Helvétie et du Danube, après la démission du général Jourdan, etc.

1799 — an VII, 17 mars (11 germin.). Égypte.

Expédition de Syrie; prise du fort d'El-Arich, de Gaza, de Jaffa, etc.; combat de Caïffa; investissement d'Acre, etc. — La grande influence exercée sur la Sublime-Porte par les cabinets anglais et russe; la négligence que le Directoire français avait apportée dans ses relations diplomatiques avec le Grand Seigneur depuis le commencement de l'expédition d'Égypte; l'orgueil des Turcs humilié par la conquête d'un pays précédemment soumis à leurs lois; les préjugés et le fanatisme : tout devait s'opposer au succès des tentatives faites par le général Bonaparte pour conserver la paix avec l'empire ottoman. On a vu, précédemment, que la Porte préparait, dès la fin de l'année 1798, un armement considérable contre les Français maîtres de l'Égypte : nous parlerons plus tard, au paragraphe des événements maritimes, de l'expédition contre les îles ex-vénitiennes, cédées à la France par le traité de Campo-Formio. Une flotte turco-russe s'était emparée de toutes ces îles dans les premiers mois de 1799. Tous les agents consulaires, les négociants, et autres individus de la nation française établis dans les différentes Échelles et dans les villes de la domination turque, avaient été incarcérés, deportés dans des châteaux ou des forteresses sur les fron-

tieres de l'empire, persécutés de la manière la plus tyrannique. La legation française à Constantinople, d'après un usage de l'Orient que la politique européenne n'avait pu parvenir encore à faire abolir, se trouvait elle-même renfermée au château des Sept-Tours (la Bastille de Constantinople). Enfin, le bagne de la capitale des États ottomans était encombré de tous les prisonniers que les chances de la guerre déjà commencée, le hasard ou la perfidie, avaient livrés ou fait tomber entre les mains des Turcs.

1799 — an VII
Égypte.

Quel spectacle agréable offert aux regards des puissances coalisées contre la France républicaine! Les soldats qui les avaient loyalement et généreusement vaincues étaient réduits à la déplorable condition des malfaiteurs, et condamnés, contre les droits de la guerre et ceux de l'humanité, aux travaux les plus durs et les plus humiliants!

Alors même que les firmans du Grand Seigneur et les ordres du divan de Constantinople n'eussent pas provoqué les mesures hostiles d'Achmed-Djezzar, l'intérêt de ce pacha, son orgueil et sa méfiance naturelle, l'eussent engagé à regarder comme son ennemie personnelle une nation qui s'était emparée de l'Égypte sans une déclaration préalable; il devait supposer, avec raison, qu'après avoir affermi la domination française dans ce pays, Bonaparte tournerait ses armes vers la Syrie, et viendrait le priver d'un pouvoir qu'il ne devait lui-même qu'à la trahison, au brigandage et aux assassinats. Djezzar avait donc répondu avec empressement aux sollicitations d'Ibrahim-Bey, aux intentions de la Sublime-Porte, et aux intrigues des agents anglais. Toutes les ressources de son pachalick avaient été employées pour organiser des moyens de résistance dans le cas d'une invasion des Français en Syrie. La protection accordée aux mameloucks réfugiés, et la conduite tenue envers ses propres envoyés, avaient d'ailleurs suffisamment démontré à Bonaparte que la force des armes pouvait seule le débarrasser d'un voisin aussi dangereux.

Nous avons dit que Bonaparte méditait déjà depuis quelque temps le plan d'une expédition sur la Syrie, lorsque, pendant son voyage à Suez, il avait appris que le pacha d'Acre, ayant mis ses troupes en mouvement, leur avait fait occuper le fort

1799 - an VII. Égypte.

d'El-Arich, situé en Égypte vers les frontières de la Syrie. L'éloignement où ce fort se trouvait des dernières terres habitables de la province de Charquieh, le petit nombre des troupes de la division Reynier, qui occupait cette province, n'avaient pas permis à Bonaparte de s'emparer lui-même d'un point aussi important, et il s'était contenté, ainsi qu'on l'a vu, de faire fortifier le village de Katieh, sur la lisière du vaste désert qui sépare ce même village du fort d'El-Arich. Toutefois, la présence de son ennemi sur le sol égyptien détermina le général français à presser les préparatifs de l'expédition de Syrie. Des ordres furent promptement donnés pour rassembler toutes les troupes destinées à ce but. La division Reynier, qui se trouvait la plus rapprochée, dut se mettre la première en mouvement pour former l'avant-garde du corps d'armée. Bonaparte, en partant de Suez, poussa jusqu'à Salahieh, où se trouvait déjà la plus grande partie de cette division; et, de retour au Caire, il s'empressa de réunir les troupes qui devaient, dans ses espérances, le venger de Djezzar, anéantir le reste des mameloucks, et faire la conquête de la Syrie.

Quatre petites divisions d'infanterie, et un détachement de 900 chevaux, sous les ordres des généraux Reynier, Kléber, Bon, Lannes et Murat, formèrent cette armée d'expédition.

Les 9ᵉ et 85ᵉ demi-brigades de ligne composaient la division du général Reynier, ayant sous lui le général de brigade Lagrange.

Le général Kléber, dont les généraux de brigade étaient Verdier et Junot, avait sous son commandement les deux premiers bataillons des 2ᵉ légère, 25ᵉ et 75ᵉ de ligne.

La division du général Lannes comprenait les deux premiers bataillons de la 22ᵉ légère, des 13ᵉ et 69ᵉ de ligne. Ses généraux de brigade étaient Vaux, Robin et Rambaud.

Le général Bon avait sous ses ordres une partie des 4ᵉ demi-brigade légère, 18ᵉ et 32ᵉ de ligne, et les généraux de brigade Vial et Rampon.

Enfin, le général Murat commandait les détachements des divers régiments de cavalerie de l'armée d'Égypte, au nombre de 900 chevaux.

Les généraux Dommartin et Caffarelli prirent eux-mêmes la direction de l'artillerie et du génie du corps d'armée de Syrie.

Le parc d'artillerie était formé de quatre pièces de 12, trois de 8, cinq obusiers et trois petits mortiers de 5 pouces. Chaque division d'infanterie avait, en outre, deux pièces de 8, deux obusiers de 6 pouces, et deux pièces de 3; le corps des guides à cheval et à pied du général en chef, quatre pièces de 8 et deux obusiers de six pouces; la cavalerie du général Murat, quatre pièces de 4. 1799 — an VII Égypte.

Toutes ces forces réunies formaient un total d'à peu près 13,000 hommes, répartis ainsi qu'il suit :

Division Reynier.	2,160 hommes
Division Kléber.	2,349
Division Bon.	2,449
Division Lannes.	2,991
Cavalerie de Murat.	900
Artillerie.	1,385
Génie.	340
Corps des guides.	400
Dromadaires [1].	88
TOTAL.	13,065 hommes.

[1] Quelque temps après la révolte du Caire, Bonaparte, voulant mettre un frein aux incursions continuelles des Arabes bédouins, qui venaient jusque dans les faubourgs de cette ville commettre des vols et des assassinats, et qui échappaient presque toujours aux poursuites de la cavalerie française en raison de la vitesse de leurs chevaux, que ceux qui étaient montés par nos cavaliers ne pouvaient pas suivre, choisit dans les régiments de l'armée les hommes reconnus pour être les plus hardis et les plus intrépides, et en forma un corps particulier, auquel il donna des dromadaires pour montures. Cette espèce de chameau à deux bosses marche avec une vitesse non moins remarquable que celle des chevaux arabes, et se prête avec docilité à toutes les manœuvres qu'on veut lui faire exécuter. Les dromadaires exercés par les Français remplirent les espérances que le général en chef avait conçues de leur utilité. Deux hommes, placés dos à dos, montaient le même dromadaire, qu'on chargeait en outre de munitions et de vivres pour plusieurs jours. Lorsqu'une tribu arabe, dans les engagements journaliers qui avaient lieu autour du Caire, était parvenue à échapper à la poursuite de la cavalerie ordinaire, on mettait à ses trousses le corps des dromadaires; et, comme cet animal peut aisément fournir une course de vingt-quatre heures sans s'arrêter et sans prendre de nourriture, il était rare qu'on n'atteignît point les Arabes, dont les chevaux étaient fatigués d'un trajet aussi long. Lorsque les soldats français avaient

1799 — an VII. Égypte.

Le reste de l'armée, c'est-à-dire la 19[e] demi-brigade en entier, et les troisièmes bataillons de celles que nous venons de nommer, la légion nautique, les dépôts des régiments de cavalerie, la légion maltaise, fut ou resta réparti dans les villes du Caire, d'Alexandrie, de Rosette, de Damiette, et autres, pour former les garnisons et les colonnes mobiles destinées à protéger contre les incursions des Arabes et à retenir dans l'obéissance les provinces de la basse Égypte. Le général Desaix, avec sa division, resta dans la haute Egypte. Bonaparte, avant de partir pour la Syrie, s'occupa, en outre, du soin d'affermir l'administration intérieure du pays. Le commandement de la province du Caire fut confié au général Dugua, celui de la ville resta au général Destaing; Menou continua de commander la province de Rosette et une partie des côtes de la Méditerranée; les généraux Belliard, Lanusse, Fugières, Leclerc, Zayonscheck, et les adjudants généraux Almeyras et Boyer, commandaient les autres provinces.

De tous ces commandements, l'un des plus importants, dans les circonstances présentes, était sans doute celui d'Alexandrie, dont les Anglais bloquaient constamment le port, et qu'ils se préparaient à bombarder. Ce poste ne pouvait donc être confié qu'à un officier général actif, dévoué, et réunissant toutes les connaissances nécessaires pour le défendre avec succès. On sait que Marmont avait remplacé Kléber et le général Manscourt dans le commandement de la ville et des pays qui l'environnent. Bonaparte, qui eût fait difficilement un meilleur choix, laissa la défense d'Alexandrie entre les mains du général qui en avait préparé les moyens.

Pour parvenir jusqu'aux frontières de la Syrie, il faut traverser des déserts bien autrement difficiles et étendus que celui qui

joint les Arabes de cette manière, ils s'étudiaient particulièrement à entourer la tribu ou le détachement. Les dromadaires, fléchissant les genoux, permettaient à leurs cavaliers de descendre avec leurs armes, d'attaquer l'ennemi, et de le prendre avec ses femmes, ses enfants et ses bestiaux. Les plus grands succès justifièrent bientôt l'emploi de ce nouveau moyen militaire, qui épouvanta les Arabes bédouins, les força de renoncer à leurs brigandages, et à implorer une trêve, qu'ils rompirent rarement par la suite.


B A N I E
Bastia
Les Fourmis
CARTE
DE L'ILE DE CORFOU
et du Territoire de Butrinto
Un Myriametre.
8 Kilomètres.

Fano


EPIRE OU BASSE ALBANIE
CANAL DE CORFOU
MER IONIENNE
Butento
Perithia
Agratus
Spagus
Liapades
Vallée de Roppa
Roppa
Golfe de Corfou
Le Lazaret
CORFOU
Potamo
Strongoli
S.t Mathieu
CARTE
DE L'ILE DE CORFOU
et du Territoire de Butento
Un Myriamètre
8 kilometres

sépare Alexandrie de Rahmanieh. On avait reconnu que le transport des pièces nécessaires au siége des places fortes de Syrie serait impraticable à travers ces déserts, et l'on dut recourir à d'autres voies pour les faire arriver à leur destination. Bonaparte pensa à les faire embarquer sur quelques-unes des frégates qu'il avait encore à Alexandrie. Ce projet d'affronter ainsi la croisière anglaise était d'une exécution bien hasardeuse; mais le général ne trouva point de moyen préférable. En conséquence, le contre-amiral Perrée reçut l'ordre d'embarquer à Alexandrie l'artillerie de siége sur les frégates *la Junon*, *la Courageuse* et *l'Alceste*, d'appareiller avec ces bâtiments, complétement armés depuis quelque temps, de venir croiser sur les côtes de Syrie, et particulièrement devant Jaffa, et de se mettre en communication avec l'armée de terre, dont l'arrivée était calculée et indiquée.

1799 — an VII Égypte.

L'adjudant-général Almeyras, commandant à Damiette, eut ordre, de son côté, de presser les travaux des fortifications de cette place et des points de la côte qui en dépendent, de faire embarquer des vivres et des munitions nécessaires aux troupes de l'expédition, et de profiter de la communication par le lac de Menzaleh, pour faire conduire ces approvisionnements au port de Tineh, situé à l'extrémité orientale du lac, et d'où ils pouvaient ensuite être facilement transportés dans les magasins qui se construisaient à Katieh. C'était également par le lac Menzaleh que les troupes de la division Kléber, après s'être embarquées à Damiette, devaient se rendre à Katieh par Tineh. Leur arrivée à cette destination était fixée au 4 février.

Le général Reynier, dont la division faisait, comme nous l'avons dit, l'avant-garde de l'armée expéditionnaire, partit de Belbeïs avec son état-major, le 23 janvier, pour se rendre à Salahieh. Le 6 février, toutes ses troupes, réunies à Katieh, se mirent en mouvement pour traverser le désert qui conduit à El-Arich, occupé par 2,000 hommes environ des troupes du pacha Djezzar et d'Ibrahim-Bey.

La division française bivouaqua le soir de cette même journée au puits de Bir-el-Abd, où elle fut obligée de faire sa provision d'eau pour le lendemain, attendu qu'elle ne devait point en trouver jusqu'au puits de Messoudiéh, qu'elle n'atteignit que le

1799 — an VII. Égypte.

8, à midi. Quelques partis d'Arabes ou de mameloucks de la garnison d'El-Arich, qui s'étaient présentés en avant de ce puits, furent vivement repoussés par les tirailleurs français.

Ces deux premières journées de marche à travers le désert avaient déjà fatigué beaucoup les troupes de Reynier. Les mêmes tourments que la chaleur et la soif avaient fait éprouver aux Français dans la marche d'Alexandrie à Rahmanieh, s'étaient renouvelés pendant le trajet de Katieh au puits de Messoudiéh. Les soldats étaient haletants et avaient besoin d'un repos prolongé : aussi le général Reynier ne quitta-t-il le puits qu'à la chute du jour. La troupe, côtoyant la côte de la Méditerranée, dont Messoudiéh est très-rapproché, put avancer alors avec plus de rapidité. Elle atteignit à minuit un bois de palmiers qui se trouve près de l'embouchure du torrent d'El-Arich, à quelque distance de ce fort, et elle y prit position.

Le 9 février, dès la pointe du jour, le général Lagrange, à la tête de deux bataillons de la 85e, d'un autre de la 75e, d'un détachement de sapeurs et deux pieces de canon, se porta avec rapidité par la gauche d'El-Arich sur les hauteurs sablonneuses qui dominent le fort, tandis que Reynier s'avançait directement sur ce même fort, avec le neuvième et le deuxième bataillon de la 75e demi-brigade.

Les troupes de Djezzar occupaient une position avantageuse. Les maisons d'El-Arich, construites beaucoup plus solidement que la plupart de celles des autres villages égyptiens, étaient disposées en avant des faces nord et est du fort ou château. Le rempart qui dominait toutes ces maisons facilitait la défense du village, dont toutes les issues étaient fermées par des murs épais, et les habitations crénelées. Les troupes syriennes étaient distribuées sur les murailles. On y voyait flotter leurs drapeaux, qui pouvaient faire juger de leur nombre, et de la vigoureuse résistance qu'allaient éprouver les assaillants.

Il fallait s'emparer du village d'El-Arich, avant de s'occuper du siége du château. Espérant qu'une attaque forte et instantanée jetterait la confusion parmi les soldats ennemis, le général Reynier, après avoir d'abord engagé le combat par une canonnade, fit avancer ses troupes, au pas de charge, contre le village. Tandis que le général Lagrange tournait le fort, le capi-

taine Lamy, aide de camp du général Reynier, conduisait les deux bataillons de la 9e demi-brigade, et le deuxième de la 75e, à l'attaque de front. 1799 — an VII. Égypte.

La résistance de l'ennemi fut vive et prolongée. Enfin, quelques brèches ayant été pratiquées, les murs sont escaladés. Chargés à la baïonnette, les soldats qui les défendaient se laissent percer ou assommer plutôt que de se rendre. Les vainqueurs se précipitent dans le village et s'en croient déjà maîtres; mais de nouveaux obstacles les arrêtent. Les rues d'El-Arich sont étroites, et l'on y rencontre beaucoup d'impasses. Les soldats de Djezzar, retirés dans les maisons crénelées, font pleuvoir sur les assaillants, indépendamment d'une grêle de balles, des pierres ou des matières enflammées. Le courage des Français n'est point abattu par ce nouveau genre de difficultés : les portes des maisons sont enfoncées, les murs renversés, les Syriens massacrés.

On peut se faire une idée du carnage qui eut lieu dans cette circonstance. Les soldats ennemis refusaient de se rendre, et tout moyen de retraite leur était ôté, parce que, dès le commencement du combat, le commandant du fort avait pris la précaution d'en faire fermer les portes; aussi ces malheureux se défendirent-ils avec toute la fureur du désespoir. Quarante maugrabins [1], qui faisaient partie de la garnison et s'étaient réfugiés dans une citerne, ne consentirent à se rendre que lorsque les Français les eurent menacés de les brûler vifs ou de les étouffer dans leur asile.

Le château d'El-Arich avait pour enceinte un bon mur de maçonnerie de vingt-cinq à trente pieds d'élévation, flanqué de tours, et se trouvait par conséquent à l'abri d'une attaque de vive force. Reynier essaya de faire battre en brèche une des faces de ce fort avec des boulets de 8; mais le parc d'artillerie n'étant point encore arrivé, les munitions que la division avait avec elle furent bientôt épuisées. Le général se borna donc à former le blocus exact de la place, en attendant qu'il pût disposer des moyens nécessaires pour tenter un siége en règle. Les

[1] On appelle ainsi les soldats et les autres individus originaires des côtes d'Afrique, où se trouve situé le vaste pays connu sous le nom de Mauritanie, et qui comprend les royaumes de Fez, de Maroc, et les Régences barbaresques jusqu'aux frontières occidentales de l'Égypte.

1799 — an VII. Égypte.

troupes françaises s'établirent dans le village et derrière le fort.

Dans l'attaque qui venait d'avoir lieu, les Français avaient fait, en tués ou blessés, une perte fort considérable, si l'on considère leur nombre; mais jamais peut-être leur intrépidité ne s'était manifestée d'une manière plus éclatante. Le général Reynier, dans son rapport, rendit une justice éclatante aux braves qui avaient combattu sous ses ordres. Il cita avec éloges le chef de bataillon Sabathier, blessé pendant l'action; le capitaine Lamy, son aide de camp, qui avait marché avec les grenadiers; le capitaine des grenadiers du deuxième bataillon de la 9e, blessé d'un coup de feu; le capitaine Joubert, de la 85e, les sergents-majors Germain et Kaiser : ce dernier, chasseur intrepide, avait tiré avec le plus grand succès plus de cent cinquante coups de fusil qu'il faisait charger par ses camarades, moins habiles que lui; les caporaux Paul, Hancelin et Buret, de la 9e; Tirot, Otto, Bonnet, Sellier, Rioust, Bontemps, Laffin, Brachet, Sableau et Lamotte, grenadiers et soldats des 9e et 85e demi-brigades; les tambours Lavy et Quarçon, qui combattirent dans les rangs après avoir vu leurs caisses crevées, et tuèrent ou dispersèrent quinze soldats ennemis[1].

Le jour même du combat d'El-Arich, on avait signalé dans le désert, sur la route de Gaza, un corps d'infanterie et de cavalerie, escortant un convoi destiné à l'approvisionnement du fort, et le bruit se répandit qu'Ibrahim-Bey accourait au secours de la garnison. Reynier se tint sur ses gardes, et prit toutes les mesures nécessaires pour repousser cette attaque. Les premiers coureurs ennemis qui s'approchèrent du camp français furent repoussés avec perte. Les jours suivants les mameloucks (car on reconnut pour tels ces cavaliers) essayèrent inutilement de surprendre

[1] Reynier avait terminé son rapport en demandant les récompenses distinctives en usage alors (armes d'honneur) pour les braves dont il citait les noms. Quelques-unes furent accordées, un plus grand nombre refusées. Le général, plus exigeant et plus importun pour les siens que pour lui-même, se plaignit avec amertume de ce qu'on n'avait pas complétement fait droit à sa demande. Bonaparte n'aimait pas les représentations; aussi reçut-il froidement Reynier, quand celui-ci se présenta devant lui, au quartier-général d'El-Arich. On remarqua que cette froideur subsista jusqu'au départ de Bonaparte pour la France, à la fin de l'an VII (août 1799).

quelque partie du camp ; de nouveaux détachements arrivèrent de Syrie, et toutes ces troupes réunies prirent position dans un ravin situé au delà du vallon d'El-Arich. Reynier chercha à les surprendre dans la nuit du 12 au 13, mais elles s'étaient retirées, et ne revinrent occuper le ravin qu'au jour. Fier de sa nombreuse cavalerie, l'ennemi se rapprocha d'El-Arich jusqu'à une demi-lieue, en se plaçant sur un plateau couvert par une partie du ravin dont nous venons de parler : cette position était assez bien choisie.

Cependant le général Kléber arriva le 14 à El-Arich avec une partie de sa division. On a vu que la 75e était déjà avec le général Reynier. Celui-ci, voulant profiter de ce renfort, résolut d'attaquer les troupes d'Ibrahim dans leur camp. Dans la nuit du 14 au 15, Reynier mit en mouvement les deux bataillons de la 9e, ceux de la 85e, commandés par le général Lagrange, et dirigea leur marche de manière à tourner la gauche du ravin qui couvrait le camp ennemi. Les Français se trouvaient déjà à deux cents pas sur un des flancs du camp, lorsque quelques indices firent soupçonner à Reynier que l'ennemi était préparé à le recevoir de ce côté : ce général ordonna en conséquence à deux compagnies de grenadiers d'attaquer le camp au pas de charge et la baïonnette en avant, et lui-même continua à s'avancer sur les derrières du camp avec le reste des troupes formées en colonne serrée. Les mameloucks n'avaient point débridé leurs chevaux pendant la nuit ; cependant les grenadiers se précipitent sur eux avec tant d'impétuosité, que les premiers de ces cavaliers sont surpris et massacrés. L'ennemi cherche vainement à s'enfuir par la plaine sur Gaza ; Reynier, arrivé sur ce point, lui ferme le passage. La terreur s'empare de toute cette troupe, et, pour échapper à une mort qui leur paraît certaine, les mameloucks se précipitent dans le ravin qui borde leur camp ; quelque bons cavaliers qu'ils soient, ils ne peuvent arrêter leurs chevaux, qui, entraînés par la pente du terrain, se culbutent les uns sur les autres ; un désordre épouvantable a lieu dans le fond du ravin ; les Français, poursuivant leurs ennemis la baïonnette aux reins, descendent après les mameloucks : tous ceux de ces derniers qui refusent de se rendre sont massacrés. Un grand nombre de chameaux

1799 – an VII. Égypte.

et de chevaux, des munitions de guerre, des vivres en abondance, les équipages des mameloucks, tombèrent ainsi au pouvoir des Français. Parmi les personnages de marque qui furent tués dans cette circonstance, se trouvèrent Khassan-Bey, l'émir Barheim, Mahammed, kachef d'Ibrahim-Bey-le-Petit, et plusieurs autres kachefs et officiers de la milice des mameloucks. Ali, kachef de Khassan-Bey, fut fait prisonnier, ainsi qu'un grand nombre de simples mameloucks. Les Français s'emparèrent aussi de neuf étendards, dont deux de beys, et de l'armure complète de Khassan-Bey. La division eut à regretter la perte de plusieurs soldats, et surtout celle du capitaine adjoint à l'état-major, Olivier, qui fut tué d'un coup de fusil parti des rangs français pendant l'obscurité, malgré la défense expresse que le général Reynier avait faite de tirer.

Bonaparte arriva à El-Arich le surlendemain de cette glorieuse affaire. Il se trouvait encore le 9 février au Caire lorsqu'il reçut du général Marmont un exprès, qui lui annonça que, le 3, la croisière anglaise, renforcée de quelques bâtiments turcs et russes, avait commencé le bombardement du port et de la ville d'Alexandrie. Le général en chef pensa, avec quelque raison, que ce bombardement ne pouvait avoir d'autre but que de le détourner de l'expédition de Syrie, dont les préparatifs avaient alarmé les Anglais et leur allié le pacha d'Acre. Il prit donc le parti de laisser continuer un bombardement qui ne pouvait pas être fort dangereux, et qui n'eut effectivement d'autre résultat fâcheux que la perte de quelques-uns des bâtiments de transport qui se trouvaient dans le port, et qui furent coulés bas. Bonaparte avait quitté le Caire le 10 février, avec l'état-major général, pour venir coucher le même jour à Belbeïs; le lendemain, à Korain; le 12, à Salahieh; le 13, à Kantara, dans le désert; le 14, à Katieh; les 15 et 16, aux puits de Bir-el-Abd et de Messoudieh; et enfin le 17, à El-Arich, où se réunirent en même temps les divisions des généraux Bon et Lannes, et le parc d'artillerie de l'expédition.

Sur ces entrefaites, c'est-à-dire dès le 16, Reynier, de concert avec Kleber, avait de nouveau fait battre en brèche les

murailles du fort, commencer quelques boyaux d'approche, et sommer le commandant, Ibrahim-Aga; mais la découverte d'une mine poussée jusque sous l'une des tours donna une nouvelle confiance aux assiégés : Ibrahim ne fit aucune réponse à la sommation. Reynier fit alors serrer la place de plus près, et attendit les ordres de Bonaparte pour continuer d'agir. 1799 — an VII. Égypte.

Le 18 février, l'armée d'expédition, entièrement réunie, prit position en avant d'El-Arich, et campa sur les monticules de sable entre le village et la mer. Une partie de l'artillerie de position fut mise en batterie pour foudroyer le château, et, lorsque la brèche fut commencée, Bonaparte fit sommer de nouveau Ibrahim-Aga de se rendre. La garnison était composée d'Arnautes [1] ou Albanais, et de Maugrabins. Ces soldats, plus farouches encore que les janissaires et les mameloucks, ne connaissent aucun des usages et des principes des nations civilisées, pendant la guerre; ils se regardaient comme indépendants et n'obéissaient qu'autant qu'il leur plaisait aux ordres d'Ibrahim-Aga. Celui-ci se crut donc obligé de les consulter presque tous inviduellement, selon la coutume consacrée parmi cette milice indisciplinée, avant de répondre à la sommation du général en chef français. Il s'établit alors entre Bonaparte et Ibrahim-Aga une correspondance bizarre et curieuse qui suffirait seule pour donner une idée des hommes avec lesquels cet aga avait affaire. Les Arnautes et les Maugrabins voulaient qu'on les laissât sortir du fort avec leurs armes, leurs chevaux, leurs bagages, sans qu'il leur fût impose aucune espèce de condition. Le général en chef insistait, au contraire, pour que, selon les usages de la guerre, la garnison déposât ses armes et livrât ses chevaux et ses bagages. « Vous demandez les armes et les chevaux de la garnison, repondait Ibrahim; ceci nous a paru contraire aux principes de générosité que vous avez la réputation de professer, et c'est une chose qui ne s'est jamais vue. La mort nous paraît préférable à la honte, à l'hu-

[1] On appelle Arnautes les habitants de l'Albanie (l'ancienne Epire), et d'une partie de la Macédoine dans la Turquie d'Europe. Ce sont les descendants des anciens soldats du fameux Scanderberg. On les considère comme la meilleure troupe de l'empire turc. Djezzar-Pacha, qui connaissait leur valeur, en avait pris un corps à sa solde.

1799 — an VII. Égypte.

miliation de nous dessaisir de nos armes; et dussions-nous tous périr jusqu'au dernier, nous ne consentirons point à une condition que personne de nous n'a jamais acceptée. Voilà notre dernière résolution; si vous ne l'approuvez pas, nous nous résignerons à la volonté de Dieu. »

Bonaparte, ayant le plus grand intérêt à ménager ses soldats et ses munitions, s'était prêté patiemment à ces pourparlers extraordinaires. Deux fois le feu des batteries françaises avait été suspendu et il avait recommencé autant de fois. Enfin, connaissant toute l'importance que les Orientaux attachent à leurs armes, seule propriété dont le despotisme leur laisse la disposition, il consentit à se départir de ses premières conditions. Le 19 février, il fut conclu entre l'armée française et la garnison d'El-Arich une capitulation, portant que les troupes renfermées dans le fort en sortiraient pour se rendre, par le désert, à Bagdad; qu'il lui serait accordé un sauf-conduit et un drapeau tricolore pour traverser les postes français; que les chevaux et l'artillerie resteraient dans le fort; et qu'enfin les agas ou commandants des différents corps jureraient, pour eux et leurs troupes, de ne point servir dans l'armée de Djezzar, avant un an révolu [1]. Le même jour, à quatre heures du soir, le fort d'El-Arich fut évacué. Les Français y trouvèrent deux cent cinquante chevaux environ, deux

[1] Nous croyons devoir rapporter ici l'acte d'acceptation de la capitulation, et le serment prêté par Ibrahim-Aga de ne point servir Djezzar. Ces deux pièces ont un caractère d'originalité qui contraste singulièrement avec les usages européens.

Acceptation de la capitulation.

« Nous avons reçu la capitulation que vous nous avez transmise; nous consentons à remettre entre vos mains le château d'El-Arich; nous nous rendrons par le désert à Bagdad. Nous vous envoyons la liste des agas des troupes, qui vous promettent par serment, pour eux et leurs troupes, de ne point servir dans l'armée d'Ahmed Djezzar, et de ne point se rendre en Syrie, d'une année, à compter de ce jour. Nous recevrons de vous un sauf-conduit et un étendard; nous laisserons dans le château tous les approvisionnements qui s'y trouvent. La totalité des agas qui se trouvent dans le fort jure solennellement par nos seigneurs, Moussa (Moïse), Ibrahim (Abraham), et par le prophète, auquel Dieu soit toujours propice (Mahomet), et par le Khoran, d'exécuter fidèlement tous ces articles, et spécialement


KARAMANIE
Tarse
Adana
Issus
Alexandrette
Golfe d'Aias
C. Ras el Kansir
Antioche
Alep
el Bir
Euphrate Fl.
Route de Bagdad
Geboul
Dausar
Shogr
Oronte Fl.
Sermin
Route de Bassora par le grand Désert
Taibé
C. Ziaret
Laodicée
Apamée
Latmin
Anc.ne Route des Romains
Tortosa
Tadmor ou Palmyre
Ras el Heen
Akkar
Emese
Route de Djabar
Tripoli
Kanobin
Mt Liban
Qadis
Assia
Heliopolis
Kariatein
Bairout
Cara
Dair el Kamer
Saïde
DAMAS
Banias
Tyr
Cap Blanc
St Jn d'Acre
Zafet
Pt de Jacob
Caïffa
Chefamer
Cana
Tabarié
Mt Tabor
Nazareth
Dor
Bostra
Cæsarée
Pt de Medjamé
Zeta
Qaqoun
Naplous
Zarca
Zira
Jaffa
Jericho
Balka
Jerusalem
Chaubak
Bellehem
Rama
Hebron
Gaza
Beleqis
Kan Younes
Lebhem
Djimba
Hasse
Lac Asphaltite
Jourdain Fl.
Route de la Caravane de Damas à la Mekke
MER MÉDITERRANÉE
DÉSERT D'ARABIE
CARTE
de la
SYRIE
Echelle.
20
40
60
80
100 Kilom

1799 - an VI
Égypte.

pièces d'artillerie démontées, et un approvisonnement de vivres pour quinze jours. Une partie des Maugrabins, répugnant à se rendre à Bagdad, demanda et obtint la faveur de rester, en prenant du service dans l'armée française. Le 21 février, Bonaparte envoya au Caire les drapeaux enlevés à l'ennemi, et les mameloucks faits prisonniers dans le combat qui avait précédé son arrivée devant El-Arich.

Après la prise d'El-Arich, l'armée française resta encore campée autour de cette place pendant quatre jours, autant pour donner aux troupes le temps de se remettre de leurs fatigues que pour attendre les détachements qui pouvaient se trouver encore en arrière. Bonaparte ordonna qu'on rétablit et qu'on augmentât encore les fortifications d'El-Arich. Quelle que fût sa confiance dans la fortune et dans la valeur de son armée, il n'oublia point qu'un revers était possible, et, dans ce dernier cas, El-Arich, par sa position sur les frontières de l'Égypte et de la Syrie, par son voisinage de la mer, devenait un point extrêmement important : il fallait donc s'en assurer la possession; et l'on verra qu'en effet la prévoyance du général en chef ne fut pas inutile.

Le 22 février, Kléber, remplaçant le général Reynier dans le commandement de l'avant-garde, se mit en marche avec sa division et une partie de la cavalerie du général Murat. Il devait arriver le soir à Kan-Younes, premier village de la Palestine

de ne pas servir Djezzar. Le Très-Haut et son prophète sont témoins de notre bonne foi.

Signé IBRAHIM NIZAM, aga du château d'El-Arich; EL-HADJI-MOHAMMED, aga des Maugrabins; EL-HADJI-KADIK, aga des Arnautes; MOHAMMED, aga des munitionnaires. »

Serment particulier d'Ibrahim-Aga.

« Je, Ibrahim-Aga, commandant le fort d'El-Arich, assure et proteste sur mon âme que je suis l'affranchi de son excellence Bonaparte, général en chef de l'armée d'Orient (que Dieu éternise la victoire pour lui!); que, tant que je serai existant, je ne suivrai point le pacha Djezzar, et ne me mêlerai de rien de ce qui ne me concerne pas, ou qui pourrait faire tort au gouvernement français, et que je servirai, jusqu'après la prise de la ville d'Acre, le général susnommé; et qu'enfin je ne contreviendrai en rien à ce que je viens de dire.

« Dieu est témoin et garant de mes serments. »

1799 — an VII. Égypte. sur le chemin qui conduit à Jaffa et à Saint-Jean-d'Acre; mais, égarée par un guide ignorant ou perfide, l'avant-garde erra pendant quarante-huit heures dans le désert, et fut exposée à toutes les misères de la chaleur et de la soif. Dans ces contrées désertes, si l'on s'écarte de la route ordinaire des caravanes, on ne rencontre plus de puits, et il devient impossible de se procurer l'eau, dont une soif brûlante fait un besoin insurmontable. Furieux de ce contre-temps, et n'attribuant l'erreur du guide qu'au dessein manifeste de trahir, Kléber fit fusiller le malheureux qui l'avait ainsi fourvoyé.

Cependant Bonaparte, demeuré à El-Arich quelque temps après le départ des trois divisions Kléber, Bon et Lannes, était dans la persuasion qu'elles étaient réunies à Kan-Younes. En partant le 23 avec son quartier général, il se dirigea en droiture sur le village que nous venons de nommer; mais les divisions qui suivaient le mouvement de l'avant-garde s'étaient égarées, ainsi que cette dernière, dans les sables du désert. Bonaparte, au lieu de son armée, ne vit à Kan-Younes que les débris du corps des mameloucks qui s'y étaient retirés après le combat d'El-Arich. Surpris de cet événement, et conjecturant avec raison que l'armée s'était égarée dans le désert, Bonaparte hésita un moment sur le parti qu'il devait prendre en cette occurrence critique. Il n'avait avec lui que ses guides à cheval, et un faible détachement du corps des dromadaires; il devait craindre que les mameloucks, s'apercevant de la faiblesse de son escorte, ne tombassent sur lui et ne lui fissent courir le risque d'être fait prisonnier. Quelques officiers étaient d'avis de retourner sur El-Arich; mais Bonaparte, ne désespérant point de sa fortune, repoussa ce timide conseil: il sentait que le parti de la fuite présentait aussi l'inconvénient d'attirer sur lui les mameloucks. L'audace seule pouvait le tirer de ce mauvais pas: il s'arrêta donc à ce moyen plus honorable; et, se mettant à la tête de ses guides, il s'avança rapidement sur le village de Kan-Younes. La fortune seconda cette résolution téméraire: les mameloucks, prenant le faible détachement du général en chef pour l'avant-garde de l'armée, qu'ils supposaient suivre en totalité ce mouvement offensif, abandonnèrent le village sans combattre, et s'en-

fuirent à toute bride vers le camp d'Abdallah-Pacha, qui se faisait apercevoir à une lieue de là, sur la route de Gaza. 1799 — an VII. Égypte.

Il était impossible d'occuper Kan-Younes à la vue pour ainsi dire de l'ennemi, et sans avoir des nouvelles de la position de l'armée française; aussi Bonaparte prit-il le parti de se replier presque aussitôt sur le *Santon*, espèce de tombeau ou chapelle funéraire construite dans le désert, à trois lieues environ de Kan-Younes. Une avant-garde de cavalerie venait fort heureusement d'arriver à ce même endroit, et le général en chef apprit alors ce qui avait égaré l'armée. Kléber, après avoir fait fusiller son guide, avait forcé quelques Arabes rencontrés par ses coureurs de lui indiquer la direction à prendre pour parvenir à Kan-Younes. Ce général ne tarda pas à arriver au Santon, et fut suivi des autres divisions. Toutes les troupes étaient excédées de fatigue, de chaleur et de soif : en un moment les puits du Santon furent mis à sec; il fallut creuser assez profondément dans le sable pour trouver quelques gouttes d'une eau saumâtre, malsaine, et qui ne pouvait procurer qu'un bien faible soulagement aux besoins et aux souffrances de l'armée. Toutefois, nulle plainte, nul murmure ne se firent entendre : les soldats français, accoutumés à ce fâcheux ordre de choses, ne pouvaient pas se décourager aussi promptement, et ils apportaient autant d'intrépidité dans leur lutte avec la nature qu'en combattant les ennemis.

La division Reynier était restée en arrière-garde à El-Arich, pour y attendre que les prisonniers de guerre eussent entièrement évacué cette place, que les fortifications fussent réparées, et que le parc d'artillerie fût entièrement en état. Bonaparte écrivit à Reynier de lui envoyer les provisions et rafraîchissements dont l'armée avait un besoin pressant.

L'armée se remit en mouvement le 24 février, et vint à Kan-Younes, que les mameloucks, si audacieusement chassés la veille, n'avaient point réoccupé. Le camp du pacha Abdallah[1] était toujours dans la même position, et Kléber reçut

[1] Abdallah était pacha de Damas; il avait reçu du Grand Vizir l'ordre de marcher avec un corps de troupes pour s'opposer à l'invasion de la Syrie par les Français. Ce corps d'Abdallah formait le noyau de l'armée que la

1799 — an VII. Égypte

l'ordre de l'attaquer. Mais le pacha ne crut pas devoir accepter le combat ; il leva ses tentes, et se replia en toute hâte sur Gaza. Les Français trouvèrent, dans le camp abandonné, des approvisionnements dont ils profitèrent.

Soixante lieues d'un désert aride et brûlant venaient d'être traversées par l'armée française, et ce ne fut pas sans les démonstrations du contentement le plus vif que les soldats mirent le pied sur les terres fertiles qui avoisinent Gaza, et qu'ils aperçurent les sommets des montagnes boisées de la Syrie. Une pluie abondante qui vint rafraîchir l'air dans la matinée contribua encore à augmenter le charme qu'éprouvait l'armée au sortir du désert qu'elle venait de parcourir. Les soldats, se dépouillant de leurs vêtements, reçurent avec délices cette ondée bienfaisante, que le ciel semblait leur envoyer pour les rafraîchir et les purifier.

Le 25, l'armée, bien reposée, quitta son bivouac de Kan-Younes, et continua gaiement sa marche. Les hymnes républicaines, ces chants *tyrtéens* par lesquels la victoire était fixée depuis si longtemps sous les enseignes françaises, retentissaient alors dans les mêmes vallons où les croisés européens faisaient jadis entendre les cantiques de la foi chrétienne. Ce souvenir enflammait encore davantage l'ardeur des guerriers français ; l'amour de la liberté, la gloire de la patrie, provoquaient dans leurs cœurs le même élan qu'avaient fait naître chez nos aïeux l'espoir de conquérir le saint sépulcre et l'ardent désir de faire triompher la religion du Christ. C'est dans cette disposition d'esprit que l'armée aperçut, vers deux heures du soir, un corps ennemi placé sur les hauteurs en avant de Gaza.

Bonaparte, suivant sa tactique ordinaire contre les Orientaux, fit former en carré chacune des divisions. Celle du général Kléber, placée à la gauche, eut ordre de marcher vers Gaza, sur la droite de l'ennemi, formée par les mamelouks. La division Bon, placée au centre, marcha sur le front de la ligne d'Abdallah. La division du général Lannes, formant la

Porte préparait contre Bonaparte. Ibrahim Bey et ses mamelouks s'y étaient réunis.

droite, dut se diriger sur les hauteurs et essayer de tourner les positions qu'occupaient les troupes du pacha. Enfin, le général Murat, marchant avec sa cavalerie en avant de l'infanterie française, avec six pièces de canon, reçut l'ordre de commencer l'attaque en chargeant vigoureusement la cavalerie des mameloucks.

1799 — an VII. Égypte.

La plus grande indécision paraissait régner dans les mouvements de l'ennemi. Sa cavalerie avançait et reculait successivement, sans oser entamer franchement le combat qui lui était offert; enfin elle s'ébranla, et parut vouloir charger; mais, au moment où Murat s'avançait pour la recevoir, elle tourna bride tout à coup et s'enfuit au grand galop, comme pour prendre une autre position : le général Murat, dans l'espérance de l'atteindre et d'engager sérieusement l'action, la suivit, et ne tarda pas à la joindre. Mais les derniers cavaliers ennemis échangèrent seulement quelques coups de sabre avec le peloton d'avant-garde française; le gros de cette cavalerie continua son mouvement de retraite jusqu'à la nuit, et disparut. Le général Kléber avait réussi à couper quelques tirailleurs, et en avait tué une vingtaine. Cette division avait suivi au pas de course le mouvement de la cavalerie.

Abdallah, en se retirant ainsi précipitamment, avait abandonné la ville de Gaza, et n'avait pas même laissé de garnison dans le fort; l'armée française l'avait traversée, en poursuivant les mameloucks, et ne s'était arrêtée qu'à une lieue au delà. Elle prit position sur les hauteurs qui dominent Gaza, et le quartier-général fut établi près de cette ville, où l'on trouva cent mille rations de biscuit, du riz et de l'orge en abondance. Ces provisions ne pouvaient se rencontrer plus à propos pour ravitailler l'armée. Le fort de Gaza est une enceinte circulaire flanquée de tours, d'environ quarante toises de diamètre. Il renfermait seize mille livres de poudre, une grande quantité de cartouches, d'autres munitions de guerre, plusieurs pièces de canon mal montées.

La cavalerie d'Abdallah avait à peine quitté la ville, que les habitants s'étaient empressés d'envoyer une députation au général en chef. Cette mesure prudente les sauva du pillage. Bonaparte reçut les députés avec affabilité, les combla de présents,

1799 — an VII. Égypte. et les chargea de répandre dans tout le pays que les Français venaient comme amis des Syriens et non comme leurs ennemis. Afin de prouver cette intention par ses actions autant que par ses paroles, le général en chef veilla au maintien de la discipline la plus sévère parmi ses troupes, et, pendant les deux jours que l'armée séjourna à Gaza, il ne fut, en effet, commis aucun excès qui pût indisposer les habitants de cette ville. Dans cet intervalle de temps, Bonaparte s'occupa, avec son activité ordinaire, de l'organisation civile et militaire du pays. Il forma à Gaza, comme il l'avait fait en Égypte, un divan composé des principaux habitants, pour gouverner et rendre la justice au nom des Français.

Les approvisionnements trouvés à Gaza étaient d'autant plus nécessaires à l'armée, que les convois de vivres et de munitions, expédiés des magasins de Katieh, n'avaient pu suivre la marche des troupes dans le désert; ils étaient arriérés de plusieurs jours de marche, et, sans les magasins de Gaza, l'armée se serait trouvée dans une grande pénurie.

Bonaparte apprit, le 28 février, que l'ennemi rassemblait ses forces à Jaffa; et il donna l'ordre aux divisions de se remettre en marche pour s'approcher de cette dernière ville. Le chemin qui conduit de Gaza à Jaffa présente beaucoup de difficultés : il faut parcourir une plaine immense, aride, et couverte de petits monticules de sable mouvant, que la cavalerie surtout ne parvenait à franchir qu'avec peine. Les chameaux eux-mêmes, habitués à la marche du désert, ne traversent que très-lentement et avec effort cette masse de poussière. Pendant l'espace de trois lieues, on fut obligé de tripler les attelages de l'artillerie, et souvent encore il fallut que les soldats poussassent à la roue, pour dégager les pièces et les caissons.

L'armée bivouaqua le 1er mars à Ezdoffou-Azote, ou se trouvent des puits, qui purent fournir à ses besoins; le lendemain elle quitta ce sol ingrat pour se rapprocher de la mer, et elle en longea le rivage dans la direction de Ramleh, bourg habité presque en entier par des chrétiens. Les mameloucks postés à Ramleh l'avaient abandonné précipitamment a l'approche des Français, et ceux-ci y trouvèrent, comme à Gaza, des maga-

sins de vivres et de munitions. Même chose arriva au village de Lidda. Les Orientaux, en général, ne connaissent point l'usage européen d'évacuer les magasins à l'approche de l'ennemi; et, comme leurs troupes ne se retirent d'un poste militaire qu'à la dernière extrémité, elles n'emmènent avec elles que leurs chevaux, leurs bagages[1] et leurs armes.

1799 - an VII. Égypte.

Cependant les hordes d'Arabes bédouins que l'on a vues en Égypte harceler les colonnes françaises continuaient leur même tactique en Syrie, mais pourtant avec moins d'audace : on les voyait rôder, nuit et jour, à une certaine distance des colonnes, et autour des bivouacs et cantonnements. Différents accidents causés par leur voisinage obligèrent le général en chef à renouveler les ordres qu'il avait déjà donnés pour s'en garantir. Les divisions devaient toujours bivouaquer en carrés, ayant soin de placer au milieu les chevaux, les chameaux et dromadaires, et les bagages. Mais telle était l'audace et l'adresse extraordinaire de ces brigands du désert, que les précautions dont nous parlons ne garantissaient pas toujours de leurs entreprises. Il fallut organiser encore des détachements permanents, dont l'occupation constante était de donner la chasse aux Bédouins, le jour et la nuit.

La division Kléber, formant toujours l'avant-garde, continua sa marche le 3 mars, et arriva sous les murs de Jaffa. Les mameloucks et la cavalerie d'Abdallah, campés en avant de la ville, n'osèrent point venir à la rencontre des Français, et rentrèrent précipitamment dans Jaffa. Les troupes destinées à la défense de cette place étaient composées d'un ramas d'individus de différentes contrées : on y voyait des Maugrabins, des Albanais, des Kurdes, des Alepins, des Damasquins, des Natoliens, des Caramaniens et des Nègres. Toutefois, cette réunion de soldats, étrangers pour la plupart les uns aux autres, ne manquait pas de résolution; et il fallait en avoir, en effet, pour essayer de défendre une place aussi mauvaise que Jaffa. Cette ville, dont le sort devait être si terrible, n'était proté-

[1] Ces bagages ne sont pas tels qu'on pourrait l'imaginer d'après ceux des Européens. Chaque cavalier ou soldat porte avec lui les siens, et souvent ses provisions pour plusieurs jours. Les bagages dont nous parlons consistent presque exclusivement en objets de campement.

1799 an VII Égypte.

gée que par une muraille sans fossé, et qui pouvait facilement être renversée à coups de canon. Mais le fanatisme religieux animait toute cette milice; et ils ne craignirent point d'attendre l'armée française derrière un aussi faible rempart.

Kléber, arrivé devant Jaffa, commença l'investissement de cette place. Il fut remplacé le lendemain par les deux divisions Bon et Lannes, parce qu'ayant appris que les Naplousains, qui habitent les revers des montagnes sur la rive droite du Jourdain, se rassemblaient pour s'opposer à la marche de l'armée, Bonaparte ordonna à l'avant-garde de se porter plus loin pour couvrir le siége. Kléber prit position sur le torrent de la Hoya, a deux lieues environ de Saint-Jean-d'Acre, tandis que le général Bon investissait la partie orientale de Jaffa, et le général Lannes la partie occidentale.

Le 4, le général Murat, avec un détachement de sa cavalerie, fit une reconnaissance exacte de tous les environs et des approches de la place. Cette opération fut troublée sur différents points par le feu meurtrier de l'artillerie que le gouverneur de Jaffa, Abou-Saab, avait fait mettre en état sur les remparts et dans les tours qui les flanquaient, au nombre d'une quarantaine de pièces à peu près. Toutefois la reconnaissance fut achevée, et Murat remarqua qu'outre son enceinte de murailles et de tours, Jaffa avait encore deux petits forts pour la défense du port et de la rade. Il fut décidé que la principale attaque serait dirigée au sud de la ville, contre les parties les plus fortes et les plus élevées. On n'a point expliqué pourquoi Bonaparte, d'après l'avis du général Caffarelli, choisissait ainsi l'endroit le plus difficile de la place: peut-être espérait-il attirer plus particulièrement l'attention des assiégés sur ce point, et profiter de leur sécurité sur les endroits faibles pour y tenter une fausse attaque. Jaffa enlevé, pour ainsi dire par surprise, rend cette conjecture assez plausible.

Quoi qu'il en soit, dans la nuit qui suivit la reconnaissance de la place, on commença l'ouverture de la tranchée. Une batterie de brèche et deux contre-batteries furent établies contre une tour carrée qui dominait tout le front de l'attaque. Une seconde batterie, établie au nord de la place, fut destinée a

tenir la garnison divisée, en l'occupant sur deux points à la fois. Les journées des 5 et 6 mars furent employées à avancer et perfectionner les travaux. L'ennemi chercha vainement à retarder les progrès des assiégeants. Deux sorties faites presque coup sur coup furent repoussées vigoureusement, et l'ennemi rentra dans la place après avoir perdu plusieurs des siens. 1799 — an VII Égypte.

Le 7 mars, à la pointe du jour, tout était préparé pour tirer sur la place et former la brèche. Bonaparte, voulant éviter de perdre des soldats à l'attaque d'une bicoque, ordonna au général Berthier de tenter les voies de négociation avant de faire commencer le feu. Ce chef de l'état-major général envoya, en conséquence, au commandant de Jaffa la sommation suivante :

« Dieu est clément et miséricordieux.

« Le général en chef Bonaparte me charge de vous faire connaître que le pacha Djezzar a commencé les hostilités en Égypte, en s'emparant du fort d'El-Arich; que Dieu, qui seconde la justice, a donné la victoire à l'armée française, qui a repris le fort d'El-Arich; que c'est par suite de la même opération qu'il est entré dans la Palestine, d'où il veut chasser les troupes de Djezzar-Pacha, qui n'aurait jamais dû y entrer; que la place de Jaffa est cernée de tous côtés; que les batteries de plein fouet à bombes et à brèche vont, dans deux heures, en renverser la muraille et en ruiner les défenses; que son cœur est touché des maux qu'éprouverait la ville entière en se laissant prendre d'assaut; qu'il offre sauvegarde à sa garnison, protection aux habitants de la ville; qu'il retarde, en conséquence, le commandement du feu jusqu'à sept heures du matin. »

Abou-Saab, pour toute réponse, fit couper la tête au Turc porteur de cette sommation, et fit jeter son corps à la mer.

A sept heures du matin, l'ennemi n'ayant point répondu à la sommation du général Berthier, les pièces de 12, les seules qu'on eût pour battre en brèche, commencèrent à foudroyer la tour carrée, dont les murs élevés paraissaient peu solides et très-susceptibles d'être entamés. En effet, à quatre heures du soir, le général Bonaparte, qui s'était transporté dans la

1799 — an VII. Égypte.

tranchée, jugea la breche praticable, et ordonna l'assaut. Les carabiniers de la 22[e] demi-brigade légère s'élancent aussitôt pour exécuter cet ordre, qu'ils attendaient avec une noble impatience. Le général Rambeaud, l'adjudant général Netherwood et l'officier du génie Vernois les accompagnent; les ouvriers d'artillerie et du génie les soutiennent, et les chasseurs de la 22[e] suivent. Tous ces braves gravissaient à l'envi la breche, sous le feu de quelques batteries de flanc qu'on n'avait pas pu éteindre. Un combat terrible s'engage sur les murs écroules; le chef de brigade de la 22[e], Lejeune, officier de la plus haute espérance, marchant à la tête de sa troupe, est renversé d'un coup de feu, en excitant par son exemple les intrépides carabiniers. L'ennemi faisait des efforts inouïs pour se maintenir, et peut-être même allait-il réussir à repousser ses valeureux assaillants, lorsqu'un événement imprévu décida le succès de l'attaque.

Quelques soldats de la division Bon, en rôdant le matin autour de la fausse attaque, avaient découvert une espèce de breche sur le bord de la mer, et ils en avaient profité pour pénétrer audacieusement dans l'intérieur de la place; mais, repoussés par les habitants, la plupart avaient été égorgés. Ceux qui étaient parvenus à s'échapper accoururent au camp de la division, en demandant a grands cris que l'on vengeât leurs camarades indignement massacrés : c'était au moment où Bonaparte venait d'ordonner l'assaut. Le général Bon envoie reconnaître la brèche; on la juge praticable, et l'ordre est donné pour pénétrer dans la ville par ce côté. La garnison, occupée presque tout entière à repousser la principale attaque, n'avait que très-peu de monde sur ce point. En un instant les troupes du général Bon ont franchi la muraille, et se logent sur le port, après avoir renversé tout ce qui s'opposait à leur passage.

Le bruit se répand aussitôt dans la division Lannes que les soldats du général Bon sont dans Jaffa. Les carabiniers de la 22[e], qui forment la tête de l'attaque, redoublent d'efforts en apprenant qu'ils sont prévenus : appuyés fortement par le reste de la division, ils culbutent enfin les troupes qu'ils ont devant eux, et qui sont forcées de s'affaiblir pour faire face

du côté du port. La tour carrée est prise, et tous ceux qui la défendent sont égorgés ou jetés en bas de la muraille. Les troupes qui suivent ces premiers assaillants, secondées par le feu des batteries qui mitraillent l'ennemi dans la place, avançaient aussi dans l'intérieur ; et bientôt de rue en rue, de maison en maison, la division Lannes opère sa jonction avec celle du général Bon. La garnison cernée, pressée de toutes parts, refuse de mettre bas les armes.

1799 — an VII
Égypte.

Alors commença l'épouvantable carnage des troupes de cette garnison et des habitants de Jaffa. Les soldats du général Lannes avaient à venger les pertes nombreuses que la division venait d'éprouver sur la brèche et dans la tour carrée; de leur côté, ceux du général Bon étaient animés par le souvenir si récent de la mort de leurs camarades, massacrés dans la place. Dans ce désordre affreux, occasionné par la fureur des assaillants et le désespoir des assaillis, il devint impossible aux généranx français de faire entendre la voix de l'humanité, de faire respecter leur autorité. Les soldats ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils furent las de tuer et épuisés par la fatigue. Les débris de la garnison, réfugiés dans les mosquées, mirent alors bas les armes en demandant quartier. Ces malheureux furent amenés devant le général en chef, qui s'entretenait avec le général Lannes, assis sur une petite pièce de 3, devant la principale brèche. Les Égyptiens furent soigneusement séparés des Maugrabins, Albanais, et autres soldats des nations que nous avons nommées plus haut, et ceux-ci furent confiés à la garde d'un fort detachement.

L'armée victorieuse bivouaqua dans l'intérieur de la place, sur ces trophées de carnage qu'elle venait d'élever à sa vengeance. Le pillage des maisons fut continué pendant toute la nuit, et se prolongea jusqu'au 9 d'une manière vraiment effrayante. Peu de villes prises d'assaut ont présenté un spectacle plus hideux des dévastations et des tristes résultats de la guerre. Des cris sourds et lamentables se faisaient entendre incessamment dans toutes les rues, dans toutes les maisons; ils étaient poussés par ceux des habitants échappés aux premiers massacres, qui cherchaient à défendre encore leurs propriétés; par des pères ou des époux qui s'efforçaient de soustraire à la violence des soldats leurs filles ou leurs femmes immobiles de terreur, et dont

19.

1799 — an VII. Égypte. les yeux desséchés par la plus profonde affliction ne pouvaient plus répandre de larmes.

Cette conduite des soldats français, vainqueurs si généreux en Égypte, que le motif de la vengeance ne peut pas même justifier, ne devint pas moins funeste à ceux-ci qu'aux malheureux qui en étaient les victimes. La peste, ce terrible fléau de l'Orient, commença, dès le lendemain même de la prise de Jaffa, à exercer ses ravages sur l'armée.

Quoique la contagion régnât à cette époque sur les côtes de la Syrie, les Français avaient été assez heureux pour ne pas éprouver ses atteintes; mais le pillage effréné auquel se livrerent les soldats développa en un instant les miasmes délétères que contenaient les fourrures et les vêtements qui tentaient leur cupidité : l'effet mortel en fut rapide. Le malade qui en était atteint se voyait sur-le-champ couvert de pétéchies et de bubons. Le cri effrayant, *c'est la peste !* se répandit dans l'armée, et vint frapper de terreur les courages les plus indomptés, les imaginations les plus vigoureuses. L'adjudant général Grézieu, sous-chef de l'état-major général et que Bonaparte venait de désigner pour gouverneur de Ramleh, s'abandonna tellement à ce sentiment d'effroi, qu'il sortit de sa tente pour aller s'enfermer dans une maison, d'où il ne voulut communiquer à l'extérieur que par une espèce de guichet. Cette précaution devint inutile; il mourut le lendemain [1].

Deux jours après la prise de Jaffa, Bonaparte avait déjà organisé l'administration civile et militaire du pays conquis. Le général Menou fut nommé gouverneur général de la Palestine. Cet officier se trouvait toujours à Rosette; et, par une bizarrerie inexcusable dans un homme de son âge et de son caractère, il s'était fait musulman. Il parut peu flatté de la marque honorable de confiance que lui donnait le général en chef. Aussi, prévoyant peut-être l'issue de l'expédition, ne se pressa-

[1] La mort de l'adjudant général Grézieu fut au moins profitable à l'armée, en ce qu'elle guérit la terreur du soldat. Voyant que les précautions ne servaient à rien, et ne faisaient, au contraire, qu'aggraver la maladie, les Français imitèrent le fatalisme des Turcs, et retrouvèrent ainsi leur énergie; ils raffermirent leur moral contre un mal qui, dès lors, eut pour eux des suites moins funestes.

t il point de se rendre à son poste : l'armée le rencontra à Katieh, lorsque déjà elle revenait au Caire.

Un divan composé, suivant l'usage, des hommes les plus notables du pays, fut établi à Jaffa, et devait avoir la suprématie sur ceux de Ramleh et de Gaza. Le général Robin fut nommé gouverneur particulier de Jaffa. Bonaparte nomma le sieur Gloutier, membre de la commission et de l'institut des sciences et arts d'Égypte, administrateur général des finances de la Palestine; place que les circonstances ne permirent point à ce savant distingué d'exercer.

Les Français avaient trouvé dans Jaffa quarante pièces d'artillerie, canons ou obusiers, formant l'équipage de campagne envoyé au pacha Djezzar par le Grand Seigneur, et une vingtaine de pièces de rempart, tant en fer qu'en bronze. Il y avait aussi dans le port quinze petits bâtiments de commerce, la plupart chargés de vivres. Bonaparte donna les ordres pour mettre la place et le port en état de défense et pour établir dans la ville un hôpital et des magasins. On a vu que le contre-amiral Perrée avait reçu l'ordre de sortir d'Alexandrie et de se rendre à Jaffa avec sa petite escadre. Bonaparte voulait faire de Jaffa le port et l'entrepôt de tout ce qu'il comptait recevoir de Damiette et d'Alexandrie ; et comme la rade, peu sûre, était exposée en outre aux incursions des bâtiments anglais, il prit toutes les mesures nécessaires pour la mettre en état de défense.

La conquète de Jaffa était regardée par l'armée comme l'événement le plus heureux qu'elle pût désirer. Le général Kléber, placé à Miski, écrivit à Bonaparte pour lui donner des détails sur la situation où il se trouvait [1]. Les Naplousains continuaient de montrer les intentions les plus hostiles. Plusieurs reconnaissances poussées à fond avaient démontré que les pachas de la

[1] On a beaucoup parlé d'une prétendue mésintelligence qui aurait régné entre Bonaparte et Kléber, presque dès le commencement de l'expédition. Nous avons déjà fait remarquer la fausseté de cette assertion ; il nous serait facile de multiplier nos preuves. Dans la lettre dont il est question ici, Kléber disait :

« Vous avez fait une fière brèche aux remparts d'Acre, par la manière brillante dont vous venez d'emporter la place de Jaffa. Recevez-en mes félicitations sincères, etc. »

1799 an VII Égypte. Syrie entière se donnaient de grands mouvements pour organiser leurs forces et accourir au secours de Saint-Jean-d'Acre. Naplous paraissait devoir être le rendez-vous général. Couverte par une grande forêt de chênes (la seule qui se trouve en Syrie), située dans un vallon formé par trois montagnes qui l'entourent, et défendue seulement par les murs des jardins qui l'environnent, et par des coupures, cette ville est à dix lieues de Jaffa, quatorze de Jérusalem, et à seize de Saint-Jean-d'Acre. Kléber annonçait à Bonaparte le dessein de marcher sur les Naplousains, après toutefois s'être emparé de la forêt de chênes.

Mais Bonaparte avait pris la résolution de marcher sans délai sur Acre. Il lui tardait de se rendre maître de ce boulevard de la Syrie : les efforts que faisaient les Anglais pour mettre cette ville dans un état respectable de défense étaient connus : la promptitude seule pouvait suppléer la faiblesse de ses moyens. Au lieu donc de recourir à la force pour soumettre les Naplousains, il résolut d'endormir leur sécurité par des négociations, et envoya au général Kléber le proclamation que nous allons rapporter, pour la transmettre aux scheiks, ulémas et officiers militaires de Naplous :

« Je me suis emparé de Gaza, Ramleh, Lidda, Jaffa et de toute la Palestine. Je n'ai aucune intention de faire la guerre aux habitants de Naplous; car je ne viens en ces contrées que pour repousser les mameloucks et Djezzar-Pacha, dont je sais que vous êtes les ennemis. J'offre donc aux habitants, par la présente lettre, la paix ou la guerre : s'ils veulent la paix, qu'ils chassent les mameloucks de chez eux, et me le fassent connaître en promettant de ne commettre aucune hostilité contre moi; s'ils veulent la guerre, je la porterai moi-même. Je suis clément et miséricordieux envers mes amis, mais terrible, comme le feu du ciel, envers mes ennemis. »

Une proclamation dans le même sens fut envoyée aux habitants de Jérusalem, cette antique et sainte cité dont la possession paraissait flatter singulièrement l'ambition du général en chef, et qu'il ne put cependant pas obtenir, quoiqu'il ne s'en trouvât éloigné par la suite que de quelques lieues.

En se déterminant à marcher directement sur Saint-Jean-d'Acre, Bonaparte ordonna au général Reynier, qui avait quitté

El-Arich, de se rendre à Jaffa avec sa division. Le mouvement 1799 — an VII. Égypte.
de l'armée sur Acre n'était pas sans inconvénient : elle s'avançait pour assiéger une ville qui se préparait à une vigoureuse résistance, elle avait sur ses flancs une armée qui pouvait d'un moment à l'autre venir l'attaquer. Trop peu nombreuses pour être morcelées, les troupes françaises devaient encore garder et traîner avec elles les prisonniers faits à Gaza, à Ramleh, et en dernier lieu à Jaffa. On savait par expérience qu'il était imprudent de se fier à la parole donnée par ces défenseurs de la Syrie. Ils ne pouvaient être renvoyés sans qu'on eût à craindre qu'ils ne profitassent de leur liberté pour se jeter dans l'armée des Naplousains, des pachas de Damas ou d'Alep, et qu'ils n'augmentassent ainsi le nombre déjà supérieur des ennemis que les Français avaient à combattre. D'un autre côté, la rareté des subsistances, la difficulté de s'en procurer dans un pays ennemi, et d'en faire venir à travers le désert, augmentaient encore la difficulté du transport de ces prisonniers sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. La guerre a des extrémités atroces, et c'est surtout dans le développement de ce fléau que la terrible maxime, *nécessité contraint la loi*, reçoit son application. On prit donc la barbare résolution de se défaire, par le fer et par le feu, des malheureux prisonniers qu'on ne pouvait nourrir, ni renvoyer libres, sans compromettre également le salut de l'armée[1].

Le 14 mars, les deux divisions Lannes et Bon partirent de Jaffa pour venir joindre l'avant-garde à Miski. Le général Kléber avait envoyé une reconnaissance vers Naplous ; mais, aux approches de la forêt de chênes dont nous avons déjà parlé, les

[1] Loin de nous la pensée de vouloir atténuer l'horreur d'une telle mesure ! mais qu'il nous soit permis de récriminer sur le soin que nos éternels rivaux, les Anglais, ont pris de présenter cette détermination du chef de l'armée française sous les couleurs sombres d'une indignation peut-être trop exagérée. Combien d'exemples, pris surtout dans leur histoire, pourraient entrer en parallèle ! Les *généreux* conquérants de l'Indoustan pensent-ils que nous, contemporains, nous ayons pu oublier le régime affreux des pontons, où tant de soldats et marins français ont éprouvé le supplice d'une mort lente et calculée ?.....

Jetons donc un voile funèbre sur le sort des prisonniers syriens à Jaffa et sur le traitement des prisonniers français en Angleterre ! Gémissons sur les atrocités de la guerre et sur les crimes de la politique !.....

1799 — an VII Égypte.

Français rencontrèrent l'ennemi en force, furent repoussés, et obligés de se replier en toute hâte sur le gros de la division. On sut que les Naplousains présentaient un corps d'armée assez considérable, et qu'Abdallah-Pacha était sur le point d'opérer sa jonction avec eux.

Cette nouvelle, transmise au général en chef, engagea celui-ci à presser sa marche ; et, le 15, l'armée s'avança sur Zeta. Vers midi, les gardes avancées eurent connaissance d'un corps nombreux de cavalerie. C'était celui d'Abdallah, qui, pour retarder la marche des Français, était accouru prendre position sur les hauteurs de Qâquoun, s'appuyant aux montagnes de Naplous, occupées par les troupes de cette dernière ville. Bonaparte ordonna sur-le-champ un mouvement à droite ; et, s'éloignant momentanément des bords de la mer, il fit ses dispositions pour attaquer promptement le pacha.

Les divisions Kléber et Bon, formées en carrés, durent marcher sur la cavalerie d'Abdallah, tandis que la division Lannes, appuyant sur la droite du pacha, manœuvrerait de manière à couper celui-ci des Naplousains. Le général Lannes reçut l'ordre de se borner à ce mouvement, sans entreprendre de suivre les Naplousains dans les gorges de leurs montagnes. La marche des deux carrés Bon et Kléber suffit pour dissiper et mettre en fuite la cavalerie d'Abdallah ; il en fut de même de la division Lannes vis-à-vis des Naplousains. Toutefois les troupes de cette division, emportées par leur ardeur, oubliant l'ordre qui leur avait été donné, s'élancèrent à la poursuite des Naplousains, et s'engagèrent imprudemment dans les défilés des montagnes. L'ennemi, faisant alors volte-face, attaqua à son tour les Français, les força de rétrograder, et les poursuivit vivement jusqu'au débouché des montagnes. Le chef de brigade de la 69e, Barthélemi, fut tué dans cette retraite, avec 50 ou 60 de ses soldats. Cet échec, que les Français devaient à l'imprudence et à la désobéissance de quelques-uns d'entre eux, leur était d'autant plus funeste, qu'exaltant la fierté et la confiance des Naplousains, elle éloignait toute espèce d'accommodement avec eux.

L'armée et le quartier général français bivouaquèrent, dans la soirée du 15, à la tour de Zeta, à une lieue de Qâquoun, et vinrent s'établir, le 16, à Nabata, village situé au débouché des

gorges du mont Carmel, sur la plaine de Saint-Jean-d'Acre. L'avant-garde s'avança le même jour jusqu'à Caïffa, ville placée au pied du Carmel, fermée d'une bonne muraille flanquée de tours, et que le pacha d'Acre venait de faire évacuer, après en avoir désarmé le château, qui défend le port et la rade. Les Français y trouvèrent de grands magasins de riz et de biscuit, que Djezzar n'avait pas pris le soin de faire évacuer ou de détruire. Bonaparte mit garnison dans Caïffa, y fit construire des fours, organiser des hôpitaux. La situation de cette place la rendait un point très-important pour l'armée française. Le commandement en fut confié au chef d'escadron des dromadaires, Lambert, qui réunit aussi celui d'un petit fort, situé sur le revers du mont Carmel, dans une position qui domine Caïffa.

En arrivant sur cette place, l'avant-garde avait aperçu une division anglaise qui, croisant sur les côtes de Syrie, avait mouillé la veille dans la rade de Caïffa. Elle était commandée par le commodore sir Sidney Smith, et faisait partie de l'escadre qui venait de tenter le bombardement d'Alexandrie; elle s'en était détachée pour venir secourir le pacha Djezzar. On put distinguer en mer les deux vaisseaux de ligne *le Theseus* et *le Tigre*. Les chaloupes de ce dernier s'avancèrent même assez près du rivage pour reconnaître l'avant-garde française défilant au pied du mont Carmel, et tentèrent, par le feu, d'inquiéter sa marche.

Le 17 mars, l'armée se mit en mouvement pour s'avancer sur Saint-Jean-d'Acre. Les mauvais chemins et le temps brumeux ne permirent aux divisions d'arriver que fort tard à l'embouchure de la rivière Kerdanneh, qui coule à quinze cents toises de la place dans un fond très-marécageux. Un moulin, en fort bon état, qui se trouvait sur cette rivière, fut occupé sur-le-champ par un poste français, afin de servir à la mouture des grains destinés à la subsistance de l'armée.

L'intention de Bonaparte était de bivouaquer le soir même sous les murs d'Acre. Mais il fallait traverser le Kerdanneh; et ce passage était d'autant plus difficile, que des tirailleurs ennemis, fantassins et cavalerie, occupaient la rive opposée. Le général Andréossi reçut l'ordre de reconnaître et de sonder les gués, et passa la rivière avec le deuxième bataillon de la 4e demi-brigade légère. La nuit s'approchait : Andréossi parvint

1799. an VII. Égypte.

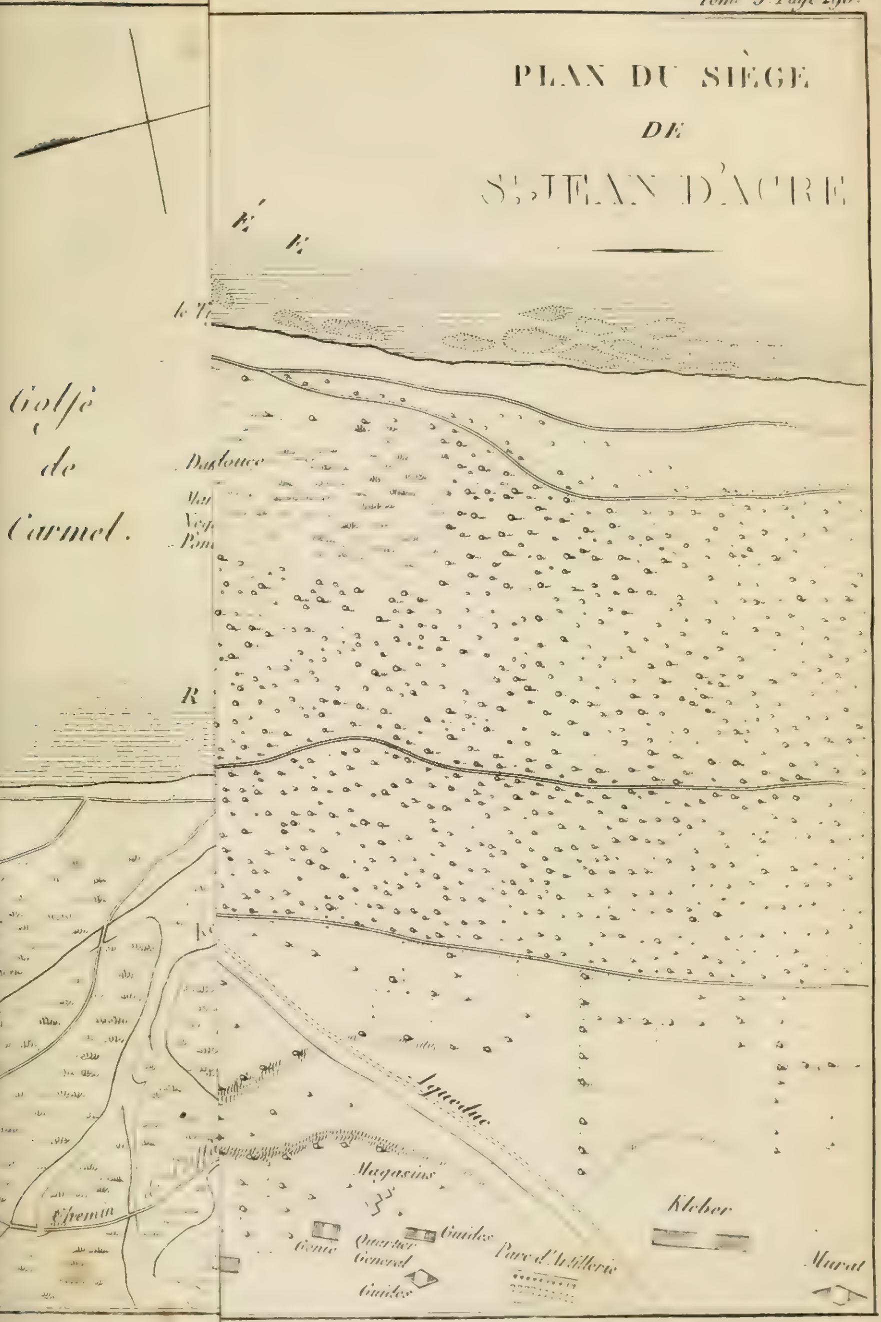
à s'emparer d'une hauteur sur laquelle l'ennemi paraissait avoir eu un camp retranché. Le chef de brigade Bessières, avec une partie des guides à cheval et deux pièces d'artillerie, vint se placer entre la rivière, qu'il traversa, et la hauteur dont nous parlons. Toutefois on fut obligé de remettre au lendemain le passage des divisions, et pendant toute la nuit on s'occupa de construire un pont propre à faciliter cette opération.

Elle s'effectua le 18, à la pointe du jour. Bonaparte se porta de suite sur une hauteur qui dominait Saint-Jean-d'Acre à 1,000 toises de distance, et il fit l'examen de cette place avec une attention particulière. Il vit que les troupes du pacha occupaient tous les jardins qui entourent la ville, et donna sur-le-champ l'ordre d'attaquer ces différents détachements et de les rejeter dans Acre. L'exécution de cette mesure n'éprouva presque point de difficultés; l'ennemi fut chercher un abri plus sûr dans l'intérieur de la place.

Bonaparte fit alors avancer l'armée sur la même hauteur d'ou il venait de faire une première reconnaissance d'Acre. Cette position s'étendant au bord de la mer, et se prolongeant au nord jusqu'au cap Blanc, domine, à l'ouest, une plaine bornée par la chaîne des montagnes qui sont entre la ville et le Jourdain. Le général en chef fit en outre occuper le château de Chefanner, clef des débouchés de la route de Damas qu'il était important d'éclairer.

L'armée française était remplie d'une noble ardeur, et se confiait dans les événements de cette nouvelle guerre : les derniers succès avaient encore exalté son courage, et l'aspect des murs de Saint-Jean-d'Acre ne pouvait point ralentir ses espérances. En effet, les fortifications de cette place paraissaient aussi faibles que celles de Jaffa; et l'on devait présumer que le siége en serait aussi court, et se terminerait d'une manière aussi heureuse.

Toutefois les circonstances n'étaient malheureusement pas les mêmes. Indépendamment de sa nombreuse garnison, Saint-Jean-d'Acre renfermait deux hommes, qui, seuls, valaient une armée musulmane, et allaient opposer aux vaillants efforts des assiégeants toutes les difficultés, tous les obstacles que le génie et l'art des Européens peuvent susciter pour la défense des places



PLAN DU SIÈGE
DE
St. JEAN D'ACRE
Golfe
de
Carmel.
Aqueduc
Magasins
Kleber
Génie
Quartier
Général
Guides
Guides
Parc d'Artillerie
Murat
Chemin


PLAN DU SIÈGE
DE
S.T JEAN D'ACRE
Nord
MER MÉDITERRANÉE
S.T JEAN D'ACRE
Golfe de Carmel.
RADE D'ACRE
Marais d'eau douce
Aqueduc
Village ruiné
Phare
Tour du Diable
Ancienne Tour
Bon
Lannes
Reynier
Kleber
Murat
Magasins
Hopital
100 200 400 600 800 1000 Metres

assiégées. Le premier des deux personnages dont nous parlons, et qui devaient donner au siége d'Acre une si grande célébrité, était le commodore Sidney Smith, commandant la division navale anglaise; le second était un Français, nommé Phelipeaux, que nous avons déjà signalé comme l'un des principaux chefs de l'insurrection royale du Berry en 1795. Renfermé avec sir Sidney dans la prison du Temple, à Paris, en 1797, Phelipeaux, par ses intrigues et son adresse, avait puissamment contribué à l'évasion du commodore. Unis par le double lien de la reconnaissance et des bienfaits, ces deux hommes ne s'étaient plus quittés depuis cette époque. Phelipeaux avait suivi son ami dans l'Orient; il l'avait accompagné dans sa mission extraordinaire à Constantinople, et dans ses croisières sur les côtes d'Égypte et de Syrie. Officier du régiment d'artillerie de Besançon (3e) avant la révolution, fort instruit dans cette arme, Phelipeaux fut présenté par le commodore à Djezzar-Pacha, comme l'homme le plus capable de diriger la défense de la place d'Acre. Le général français ne tarda point à s'apercevoir qu'il avait un adversaire redoutable dans la personne d'un compatriote, d'un ancien camarade [1].

1799 — an VII. Égypte.

En effet, Phelipeaux, qui avait reçu de l'Angleterre, par les soins de sir Sidney, le brevet de colonel d'artillerie, ne fut pas plus tôt agréé par le pacha, qu'il s'occupa du soin de réparer la place d'Acre, fortifiée, à la manière du XIIe siècle, avec de mauvaises courtines flanquées de tours carrées. De grands ouvrages supplémentaires furent entrepris; et l'ingénieur-artilleur français établit une nouvelle ligne de fortifications presque complète derrière la vieille enceinte de la ville. Le commodore avait fait fournir, par *le Theseus* et *le Tigre*, l'artillerie, les munitions, et tout ce qui était nécessaire pour augmenter et compléter les moyens de défense.

Cependant, les travaux entrepris par Phelipeaux et les secours fournis par les Anglais eussent été probablement insuffi-

[1] Phelipeaux avait connu Bonaparte lorsque celui-ci était encore dans l'artillerie; et cette circonstance, éveillant dans le cœur de l'ami de Sidney Smith les sentiments d'une noble émulation, contribua beaucoup aux efforts extraordinaires qu'il fit pour faire échouer l'entreprise de son illustre rival.

1799 — an VII. Égypte.

sants pour mettre Djezzar dans le cas de repousser victorieusement une attaque régulière, si la fortune n'avait pas réservé aux ennemis des Français une circonstance heureuse qui, en augmentant les moyens dont pouvait disposer le défenseur d'Acre, allait diminuer ceux sur lesquels comptait Bonaparte. Au moment même où celui-ci s'occupait de l'investissement d'Acre, la flottille qui portait l'artillerie de siége et les munitions tomba au pouvoir des Anglais. Les bâtiments de cette flottille doublaient le mont Carmel, lorsqu'ils furent aperçus par le vaisseau le *Tigre*, qui croisait vis-à-vis de Caïffa. Poursuivis, et atteints par le canon, sept de ces bâtiments furent forcés d'amener leur pavillon; une corvette et deux barques réussirent seules à s'échapper. Cette perte était irréparable : elle avait été pressentie par Bonaparte; car, le 18 février, il écrivait au contre-amiral Gantheaume d'empêcher le capitaine de frégate Stendelet, qui commandait la flottille, de sortir de Damiette; et, dans le cas où le départ aurait eu déjà lieu, d'envoyer à ce même capitaine l'ordre de revenir, après avoir déposé son chargement à Jaffa [1].

La capture de l'artillerie de siége française et des munitions décida du sort de Saint-Jean-d'Acre. Le colonel Phelipeaux s'empressa de faire servir à la défense de la place les moyens mêmes qui devaient causer sa destruction. Les pièces, les madriers pour les plates-formes, les munitions furent débarqués sur-le-champ et distribués dans divers postes. Les bâtiments qui portaient ces différents objets furent armés et employés à inquiéter les postes français sur la côte, intercepter les communications et les convois par mer. Le commandant de Caïffa réussit un jour à s'emparer de l'un de ces bâtiments croiseurs.

[1] La division du contre-amiral Perrée était bien chargée d'une partie de l'artillerie de siége; mais il avait fallu prévoir le cas où cet amiral n'arriverait point en temps utile à Jaffa. En conséquence, on avait réuni un autre parc de siége qu'on avait embarqué sur les bâtiments de la flottille que l'adjudant général Almeyras faisait équiper à Damiette. Les bâtiments capturés par les Anglais étaient *la Negresse*, *la Foudre*, *la Dangereuse*, *la Marie*, *la Vierge de Grâce*, *les Deux Frères* et *la Tauride*. Les officiers pris à bord de ces bâtiments furent renvoyés par Sidney Smith, sous la promesse de ne pas porter les armes jusqu'à parfait échange.

La confiance du général en chef dans le succès de son attaque ne parut pas diminuée par la perte de son artillerie de siége. Le 19 mars, il adressa aux habitants du pachalik de Djezzar une proclamation, dans laquelle on doit remarquer ces passages : « Dieu donne la victoire à qui il veut; il n'en doit compte à personne : les peuples doivent se soumettre à sa volonté. En entrant avec mon armée dans le gouvernement d'Acre, mon intention est de punir Djezzar-Pacha de ce qu'il ose me provoquer à la guerre, et de vous délivrer des vexations qu'il exerce envers le peuple. Dieu, qui tôt ou tard punit les tyrans, a décidé *que la fin du règne de Djezzar est arrivée*. Vous, bons musulmans, vous ne devez pas prendre l'épouvante ; car je suis l'ami de tous ceux qui ne commettent pas de mauvaises actions, et vivent tranquilles... » 1799 — an VII Égypte.

Le même jour, le général en chef, accompagné des généraux Dommartin et Caffarelli, fit de la place une reconnaissance plus exacte, dont le résultat fut la résolution d'attaquer le front est de la ville, embrassant l'angle saillant du rectangle, dont deux côtés, baignés par la mer, et flanqués par le feu des deux vaisseaux anglais *le Theseus* et *le Tigre*, rendaient très-difficile le développement des attaques.

Le chef de brigade du génie Samson fut chargé de reconnaître la contrescarpe, et effectua, pendant la nuit, cette opération. En se traînant sur ses mains et sur ses genoux, il parvint, malgré tous les obstacles qui s'opposaient à sa marche lente et périlleuse, assez près des remparts pour s'apercevoir qu'il n'en était plus séparé que par le fossé. Au moment où il sentait, en tâtonnant, un talus plus rapide, qui lui fit conclure que le fossé était sans revêtement, une balle lui traversa la main de part en part. Un seul cri pouvait perdre l'investigateur : Samson eut la présence d'esprit et le courage de supporter la douleur sans plainte et de continuer sa mission. Toutefois la difficulté de sa posture et la grande obscurité de la nuit l'empêchèrent de reconnaître parfaitement la situation de la contrescarpe et de mesurer sa hauteur.

L'ouverture de la tranchée fut commencée, le 20 mars, à environ cent cinquante toises de la place, en profitant des jardins, des fossés de l'ancienne ville, et d'un aqueduc qui traversait

1799 — an VII Égypte.

les glacis. La ville était serrée de manière à repousser les sorties avec avantage et à empêcher toute communication. On travailla bientôt avec ardeur aux batteries de brèche et contre-batteries. L'ardent et infatigable général Caffarelli semblait avoir communiqué à tous les travailleurs le feu et l'activité de son caractère : cet excès de zèle devint même funeste aux assiégeants. Les chemins couverts ne furent point perfectionnés ; les soldats de tranchée étaient obligés de marcher courbés pour n'être pas vus des assiégés.

Les difficultés qu'on éprouva dans les différents travaux convainquirent enfin l'armée que le siége d'Acre serait plus long que celui de Jaffa, et les soldats durent s'occuper de leurs logements avec cette active industrie qui leur est familière, et dont les troupes françaises avaient déjà donné, en Égypte, des preuves remarquables. En quelques jours ils eurent pratiqué, dans le sol sur lequel ils étaient campés, des cavités qui leur servirent de baraques ; il les tapissèrent et les couvrirent de branchages d'arbres, abattus dans les montagnes voisines. La petite rivière de Kerdanneh fournissait l'eau à la gauche de l'armée, et le ruisseau de Tanauh, à la droite. Les convois de vivres attendus d'Égypte n'étaient pas encore arrivés ; mais, au moyen des magasins trouvés à Jaffa, Caïffa, et dans le fort de Chef-amer, où l'on plaça les maugrabins qui avaient pris parti pour les Français à El-Arich [1], les troupes n'éprouvèrent point de disette.

Une autre circonstance contribua aussi à rendre, dans les commencements du siége, la situation des soldats français très-supportable. Plusieurs des villages qui environnent la ville de Saint-Jean-d'Acre et d'autres plus éloignés, vers le Liban, sont habités par des Druses, nation syrienne qui professe le culte chrétien dans un rite particulier, et avec un certain mélange

[1] Si le massacre des hommes pris à Jaffa eût été aussi odieusement réfléchi qu'on a voulu le représenter, qui empêchait le général en chef de joindre ces maugrabins d'El-Arich aux victimes d'une fureur atroce et aveugle? C'était donc moins la soif qu'on lui a supposée pour le sang, que des considérations, affreuses sans doute, mais commandées par une terrible nécessité, qui avaient fait ordonner la mort de ces infortunés.

de paganisme. Soit par haine des mahométans, soit par attachement pour des hommes de la même religion qu'eux, les Druses témoignèrent beaucoup d'empressement à communiquer avec les Français ; ils accoururent en foule au camp, apportant des provisions de différentes espèces, et bientôt il s'établit sur les bords du Kerdanneh un marché fort bien approvisionné, au moyen duquel l'armée put se procurer à bas prix toutes les choses nécessaires à la vie. 1799 — an VII. Égypte.

Bonaparte voulut serrer encore plus fortement le lien fraternel qui unissait les soldats et les Druses. Un homme encore en grande vénération parmi ce peuple, le scheick Daher, avait étendu autrefois sa domination sur une grande partie de la contrée soumise, à l'époque dont nous parlons, au pacha Djezzar. Défait par les Turcs, Daher eut la tête tranchée, et Djezzar, qui commandait les troupes du Grand Seigneur, obtint les États du scheick en récompense de cette expédition. Il était donc naturel que les Druses détestassent le pacha d'Acre, élevé sur les ruines de la fortune de leur prince. Le fils de Daher était venu, à la tête des Druses du Liban, implorer la protection et l'appui du général en chef français. Bonaparte accueillit le jeune Daher avec une extrême bienveillance, le combla de présents, ainsi que les hommes de sa suite, et lui promit de le rendre aussi puissant que l'avait été son père. Il commença par le faire scheick ou prince de la Tiberiade, et annonça cette nomination au peuple druse par la proclamation suivante:

« Omar Daher, qui, pendant tant d'années, a commandé à Acre, dans la Tibériade et dans la Galilée, homme recommandable par ses grandes actions, les talents distingués qu'il avait reçus de Dieu, et la bonne conduite qu'il a tenue en tout temps envers les Français, dont il a constamment encouragé le commerce ; Daher a été détruit et remplacé par Djezzar-Pacha, homme féroce et ennemi du peuple : Dieu, qui tôt ou tard punit les méchants, veut aujourd'hui que les choses changent. J'ai donc choisi Abbâs-el-Daher, fils d'Omar Daher, en considération de son mérite personnel, et convaincu qu'il sera, comme son père, ennemi des vexations et bienfaiteur du peuple, pour commander dans toute la Tibériade : en attendant que je puisse le faire aussi grand que son père, j'ordonne par la pré-

1799 — an VII. Égypte. sente au scheick El-Beled et au peuple de la Tibériade de reconnaître le scheick Abbas-el-Daher pour leur scheick : nous l'avons en conséquence revêtu d'une pelisse. J'ordonne également au scheick El-Beled de Nazareth de lui faire remettre les maisons, jardins et autres biens que son père le scheick Omar Daher possédait à Nazareth. »

Dans une autre proclamation, Bonaparte promettait de rendre la nation druse indépendante, d'alléger pour elle le fardeau des tributs, et de lui rendre le port de Baïrout et autres villes nécessaires pour les débouchés de son commerce. Cette conduite du général en chef lui gagna entièrement l'affection des Druses ; elle ne se démentit point pendant toute la durée du siége, et ce peuple ne cessa point de rendre les plus grands services aux Français[1].

Cependant les travaux du siége étaient poussés avec une vigueur qui ne se ralentissait pas. Le 26 mars, les assiégés, conduits par Djezzar en personne, tentèrent une sortie pour détruire les ouvrages commencés ; ils furent presque aussitôt repoussés et contraints à rentrer en désordre dans la place. La tranchée n'était ouverte que depuis sept jours, et déjà les batteries de brèche et les contre-batteries, armées seulement, comme devant Jaffa, de quatre pièces de 12, huit pièces de 8 et quatre obusiers, étaient prêtes a commencer le feu. Le 28, cette artillerie fut démasquée, et l'on battit en brèche la tour contre laquelle se dirigeait la principale attaque. Quoique les canons qui armaient cette tour fussent d'un calibre plus fort que ceux des Français, les assiégeants réussirent pourtant à les démonter, et à trois heures du soir la tour présentait une brèche assez grande. Dans l'incertitude où étaient les

[1] Quelques historiens ont avancé que les Druses descendaient d'une colonie de croisés français, en s'appuyant sur une étymologie fausse, sur la ressemblance du mot *druse* avec le nom de Dreux, qui était celui d'un seigneur croisé, le comte de Dreux, supposé avoir été le chef de cette colonie française dans le Liban. Il est fâcheux pour les ingénieux auteurs de cette fable qu'un voyageur, antérieur au temps des croisades, ait consigné dans son itinéraire le nom de *Druse*, comme celui du peuple qu'on veut faire descendre des Français, et qui existait, par conséquent, longtemps avant que les prédications de l'ermite Pierre eussent conduit les croisés en Palestine.

ingénieurs sur l'existence d'une contrescarpe, ils avaient cependant poussé un rameau de mine pour la faire sauter. Cette mine joua; mais elle ne fit qu'un entonnoir dans le glacis. On crut toutefois que la contrescarpe était entamée, et un cri de joie se fit entendre dans l'armée française. Les grenadiers, excités par le souvenir glorieux de l'assaut de Jaffa, et se persuadant qu'il ne leur serait pas plus difficile de monter à celui d'Acre, sollicitaient comme une grâce qu'on leur permît de tenter cette entreprise. 1799—an VII Égypte.

Depuis le matin, Bonaparte et son état-major étaient dans la tranchée. Le général en chef hésitait à donner l'ordre de l'assaut; enfin, pressé par le capitaine d'état-major Mailly-Château-Renaud, qui était de tranchée, et qui vint lui dire qu'il ne pouvait plus retenir les grenadiers, Bonaparte se décida, vers quatre heures, à donner cet ordre. A l'instant même, les grenadiers de la 69e demi-brigade s'élancent vers la brèche; mais, à leur grande surprise, ils sont arrêtés par l'escarpement du fossé, dont on n'a point reconnu l'existence. La mine n'avait, pour ainsi dire, point fait d'effet, et le revêtement n'était point entamé.

Ces braves grenadiers ne se laissent point abattre par cet obstacle inattendu. A l'aide des échelles dont ils sont porteurs ils descendent dans le fossé, abordent la brèche, et se préparent à pénétrer dans la tour, malgré le feu terrible que les assiégés dirigent contre eux par la brèche et du haut des remparts. Le capitaine d'état-major Mailly, monté le premier, est atteint d'une balle et renversé dans le fossé [1]. Si les grenadiers

[1] Le capitaine Mailly, officier d'une très-grande espérance, vaillant et beau comme Achille, avait un frère, qui, destiné à la carrière des consulats, l'avait accompagné en Égypte. Ce jeune homme fut envoyé par Bonaparte à Saint-Jean-d'Acre, quelque temps avant l'expédition de Syrie, pour renouveler, auprès du pacha, la démarche dans laquelle avait échoué le chef de bataillon Beauvoisins. Djezzar avait retenu le jeune Mailly prisonnier jusqu'à l'arrivée des Français devant Acre. A cette époque, le barbare fit couper la tête à son prisonnier, ordonna qu'elle fût mise dans un sac, ainsi que le corps, et que ce sac fût jeté à la mer. Quelques jours avant l'assaut, des soldats, se promenant sur le rivage de la mer, aperçoivent comme une espèce de ballot, que les flots s'efforçaient de rejeter sur le rivage; ils s'en emparent, et bientôt, à l'ouverture du sac, un spectacle horrible s'offre à

1799—an VII. Égypte.

assaillants avaient pu être soutenus par les autres troupes commandées pour l'assaut, peut-être eussent-ils réussi à escalader la tour; mais, séparés de ces mêmes troupes par le fatal escarpement, ils ne pouvaient espérer d'être appuyés, et cependant ces guerriers intrépides n'en continuaient pas moins leurs efforts pour avancer.

L'attitude menaçante de ces grenadiers, et surtout le souvenir de la sanglante victoire remportée par eux à Jaffa, avaient inspiré tant d'effroi aux troupes de Djezzar, qu'au moment où les Français descendirent dans le fossé, elles avaient évacué la tour. Mais le pacha, dans cette circonstance critique qui pouvait décider de son sort, les avait ramenées sur la brèche, en tirant deux coups de pistolet et en s'écriant : « Lâches, que craignez-vous? Regardez, ils ont fui. » En effet, les soldats qui devaient suivre les grenadiers de la 69e, n'ayant point comme eux les moyens de descendre dans le fossé, et restant exposés à tout le feu des remparts sur le glacis, cherchaient à se mettre à couvert dans la tranchée. Mais les grenadiers conduits par Mailly étaient toujours au pied de la tour,

leurs regards avides : c'étaient le cadavre et la tête du malheureux Mailly. Son frère, en apprenant cette affreuse nouvelle, se livre d'abord aux premiers transports d'un juste désespoir; mais il pense que la chance des combats va lui offrir dans peu une noble occasion de se venger : cette idée modère l'effet de sa douleur. Depuis ce moment, il attendait avec la plus vive impatience la circonstance que nous venons de relater. Le général Berthier, de son côté, avait promis au capitaine Mailly le grade de chef d'escadron à la première affaire. La blessure que cet officier reçut sur la brèche n'avait d'autre inconvénient que de l'empêcher de marcher, la balle l'ayant frappé au pied; mais, lorsque les grenadiers se virent forcés d'abandonner le fossé, l'infortuné blessé implora le secours d'un de ces braves, qui consentit à le porter, et qui devint victime de ce généreux dévouement. Ne marchant qu'avec peine au milieu des décombres de la brèche, le grenadier fut atteint d'une balle, qui le renversa avec le précieux fardeau qu'il avait sur ses épaules, et Mailly resta dans le fossé, sans qu'il fût possible de le secourir. Pendant une partie de la soirée on put entendre de la tranchée et des remparts les cris plaintifs et déchirants du capitaine Mailly, implorant la mort, qui seule pouvait venir à son secours, et dont la marche lui paraissait trop lente. Ses vœux furent enfin exaucés. Pendant la nuit, les Turcs, descendant par la brèche dans le fossé, vinrent, suivant l'usage des Orientaux à la guerre, trancher la tête, non-seulement à Mailly vivant, mais encore au grenadier et aux autres Français étendus morts.

faisant des efforts inouïs pour gravir l'intervalle de douze à quinze pieds qui les séparait de la brèche. Alors tous les coups des Turcs sont dirigés sur ces assaillants : la plupart tombent renversés du haut des échelles ; les adjudants généraux Escale et Laugier sont tués. Les assiégés font pleuvoir une grêle de pierres, de grenades, de morceaux de bois goudronnés et enflammés ; ils emploient même la résine et l'huile bouillante. Il fallut bien se décider à la retraite. Les grenadiers rentrèrent dans le chemin couvert non sans peine, et avec le regret de n'avoir pu mettre à fin leur glorieuse tentative. Les Turcs, descendus dans le fossé, coupèrent la tête aux malheureux qui y étaient restés, et Djezzar fit présenter ces hideux trophées de sa victoire au commodore Sidney Smith, qui les repoussa avec horreur et indignation.

1799 — an VII. Égypte.

La rapidité avec laquelle les Français s'étaient emparés de Jaffa leur avait inspiré une confiance, devenue, comme on vient de le voir, bien funeste. C'est parce qu'ils avaient regardé le siége de Saint-Jean-d'Acre comme une entreprise facile, qu'ils avaient précipité leurs mesures d'attaque et brusqué un assaut. Les difficultés qui venaient de s'offrir changèrent toutes les idées et firent sentir le besoin de la prudence et de la circonspection dans l'attaque d'une place qui, loin de pouvoir être emportée par un coup de main, avait, au contraire, tant de moyens de défense. Bonaparte, qui venait de se convaincre que le génie européen secondait les efforts de Djezzar, sentit la nécessité d'une attaque régulière. Les travaux furent donc repris avec ardeur, et, la nuit même qui suivit l'assaut, on prolongea de plusieurs toises les sapes et les chemins couverts.

Toutefois, si la forte résistance qu'ils venaient d'éprouver avait diminué la trop grande confiance des Français, celle du pacha et de ses soldats s'était singulièrement accrue. C'est un fait généralement reconnu, que les Turcs, et les peuples de l'Orient en général, placés derrière des murailles se regardent comme invincibles. Depuis qu'ils avaient repoussé les Français à l'assaut, les soldats de Djezzar étaient plus que jamais dans cette croyance. Le pacha et Phelipeaux voulurent mettre à profit l'enthousiasme de ce premier succès, en ordonnant une

1799 — an VII. Égypte.

sortie. Le 30 mars, à midi, les assiégés, protégés par une vive canonnade, se précipitèrent hors de la place et attaquèrent vigoureusement les travaux de tranchée. Leur premier choc fut si violent, que les soldats français ne purent le soutenir et se replièrent. L'entrée de la galerie de mine, et un boyau qui se trouvait devant la batterie de brèche, restèrent au pouvoir de l'ennemi.

Mais ce premier avantage ne fut pas de longue durée. Le général Vial, qui commandait la tranchée, eut bientôt rallié les soldats, revenus de leur première surprise. Le poste du Santon [1], qui s'était replié au moment où l'ennemi s'était emparé du boyau devant la batterie de brèche, fut repris, malgré la résistance des Turcs qui l'occupaient, et plusieurs de ces derniers, coupés du fossé par les grenadiers français, furent tués ou faits prisonniers. Il était plus difficile de chasser les assaillants de l'entrée de la galerie de mine : soutenus par l'artillerie de la place, ils repoussèrent d'abord tous les efforts faits pour les déposter. Le chef de l'état-major du génie, de Troye, s'étant avancé avec plusieurs soldats de son arme, fut renversé mort, ainsi qu'une douzaine des siens. Le général Vial se vit dans l'obligation d'appeler à son aide quelques troupes de la division Lannes. Les Turcs, attaqués de front tandis que la brigade du général Robin les prenait en flanc sur la droite, abandonnèrent enfin la galerie de mine et les petits postes qui étaient à côté; mais ils firent leur retraite en bon ordre, et s'arrêterent même dans les cimetières de la ville pour tirailler avec les Français. Les décharges meurtrières qui partaient des remparts empêchèrent qu'on ne les poursuivît avec plus de chaleur, et ils purent rentrer dans la ville sans être inquiétés.

La 32e demi-brigade, qui avait à la tranchée 450 hommes, s'était montrée, dans cette journée, digne de sa réputation : aussi fit-elle une perte considérable : 12 à 15 hommes, parmi lesquels se trouvait le capitaine de grenadiers Guillet, avaient été tués, et 49 grièvement blessés. Le valeureux chef

[1] Nous avons déjà dit qu'on donne ce nom aux tombeaux ou petites chapelles funéraires consacrés aux saints de la foi musulmane.

de cette demi-brigade, d'Armagnac, se couvrit de gloire. Le sous-lieutenant Valat et le sergent Taberly méritèrent une mention particulière dans le rapport du général de division. Valat, dangereusement blessé d'un coup de feu, n'avait point voulu abandonner son poste; et Taberly, resté seul au milieu de son peloton, dont les soldats étaient tués ou renversés autour de lui, avait continué de se battre en héros, en amoncelant les corps de ses adversaires sur ceux de sa troupe. Valat, sur la demande du général Bon, fut fait lieutenant, et Taberly, sous lieutenant. 1799 – an VII. Égypte.

La 18e demi-brigade, qui avait aussi 450 hommes de tranchée, étant protégée par l'aqueduc dont nous avons parlé plus haut, éprouva une perte moins considérable que la 32e; mais elle n'avait pas combattu avec moins de vaillance. Le sous-lieutenant Molidor s'était surtout distingué : blessé une première fois dans le poste du boyau, il l'avait été une seconde dans un poste appelé le Puits, où son détachement s'était replié, et il ne s'était retiré que parce que, frappé au bras, il ne pouvait plus faire usage de ses armes.

[1] Cependant tous les partisans de Djezzar en Syrie, et le pacha de Damas, nommé généralissime de l'armée du Grand Seigneur, faisaient des rassemblements de troupes, et se disposaient à marcher au secours de la place assiégée. Les Druses rapportaient que l'armée d'Abdallah, réunie à celle des Naplousains, tenterait bientôt un grand effort pour faire lever le siége. Tout prenait une attitude menaçante autour de la faible armée française, et la situation de cette dernière allait devenir singulièrement critique. Nous raconterons, dans un autre article, les événements importants qui se préparaient alors sur ce théâtre de la guerre, et nous revenons en Italie, où des faits d'un intérêt peut-être encore plus direct nous rappellent.

Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples; insurrection dans les provinces de la Pouille et de la Calabre; 2 avril. (12 germ.) Italie.

[1] Le *Tableau des siéges* fait mention d'un deuxième assaut livré aux murs d'Acre, le 31 mars; mais, ne trouvant aucune trace de cette action dans les Mémoires de Berthier, ni dans les précieux documents que nous avons sous les yeux, nous pensons que les compilateurs de ce recueil ont été induits en erreur.

1799 — an VII. Italie.

invasion de la Pouille, etc., etc. — Un mois s'était écoulé depuis l'occupation de Naples par l'armée française. Fort malheureusement pour les intérêts de la France dans ce pays, le temps que Championnet avait cru devoir donner à l'établissement du régime républicain à Naples, et ses dissensions avec le commissaire du Directoire, Faypoult, avaient empêché ce général en chef de porter une attention sérieuse sur ce qui se passait dans les provinces du royaume que n'avait point envahies l'armée victorieuse. La surprise et la terreur, répandues d'abord dans les deux provinces de la Pouille et de la Calabre par la prise de Naples, avaient, il est vrai, favorisé la cause des Français. Ceux des habitants de ces contrées, qui, par inclination ou par calcul, avaient cru devoir embrasser les principes révolutionnaires, profitant de la stupeur générale, proclamèrent la république dans la plupart des villes. La cocarde tricolore fut arborée, on planta des arbres de la liberté, et l'on détruisit, suivant l'usage, tout ce qui pouvait rappeler le gouvernement royal. Les amis de ce dernier gouvernement, trop pusillanimes pour s'opposer au torrent de la révolution nouvelle, se tinrent pendant quelque temps dans une complète inaction: mais l'absence des Français, attendus toutefois de jour en jour dans cette partie du royaume, ayant empêché qu'on pût organiser une administration régulière, des intrigants, encore plus inhabiles qu'ils n'étaient ambitieux, s'emparèrent presque partout de l'autorité; et les désordres de l'anarchie remplacèrent le calme du gouvernement royal. Les nombreux partisans que le monarque napolitain, retiré en Sicile, conservait sur le continent, mirent à profit ces diverses circonstances pour susciter des ennemis à la république. L'inaction dans laquelle l'armée française restait à Naples ayant rendu aux hommes dont nous parlons la confiance et l'audace, ils ne tardèrent point à fomenter l'esprit de révolte en représentant au peuple que l'inaction des Français provenait de leur faiblesse, et que dès lors il devenait facile de secouer leur joug. En peu d'instants l'étendard royal fut relevé dans toute l'étendue des deux provinces de la Pouille et de la Calabre. Excités par les prêtres et gagnés par les nobles, les paysans se levèrent en masse, et une guerre à mort fut déclarée à tous ceux qui les premiers

avaient embrassé le parti de la révolution. Le pillage, les dévastations, le meurtre, et tous les excès qui accompagnent d'ordinaire les mouvements de cette nature, signalèrent bientôt ce commencement de guerre civile. La cocarde tricolore fut proscrite, les arbres de la liberté furent coupés, et, par une réaction soudaine, naturelle dans un pays aussi volcanique au moral qu'au physique, on vit succéder généralement tous les attributs de la royauté à ceux du républicanisme. 1799 — an VII. Italie.

Cette insurrection complète de la Pouille et de la Calabre était d'autant plus fâcheuse pour l'armée française, que la première de ces provinces était, par la richesse de ses productions agricoles, considérée comme le grenier de Naples, et que l'interruption des communications pouvait occasionner une famine prochaine dans cette cité populeuse; il devenait donc urgent de prendre des mesures vigoureuses pour ramener l'ordre dans les provinces révoltées, et rendre à Naples la faculté de s'approvisionner par elles.

Championnet donna l'ordre au général Duhesme de se porter, avec sa division, dans la province de la Pouille, et au général Olivier de marcher, avec ses troupes, sur la Calabre. Ce dernier général était, en outre, chargé d'organiser tout le pays qui se trouve entre Naples et Reggio, sur les côtes de la Méditerranée, tandis que Duhesme avait la même mission pour tout le pays que baigne l'Adriatique, et devait en outre ouvrir une communication bien assurée avec la Pouille. Les deux généraux devaient opérer leur jonction sur les côtes de la mer dite Ionienne; et les instructions de Duhesme, qui prendrait alors le commandement supérieur des deux divisions, portaient qu'il se fortifierait dans une position telle, qu'il pût, au besoin, se porter sur les trois mers, c'est-à-dire la Méditerranée proprement dite, l'Adriatique, et la mer dite Ionienne. Les deux divisions partirent de Naples le 19 février, et se dirigèrent, l'une sur la Pouille, l'autre sur la Calabre. L'expédition du général Olivier ayant été presque nulle, nous ne parlerons que de celle du général Duhesme.

Convaincu que du maintien d'une discipline sévère dépendait principalement le succès de sa mission, Duhesme fit fusiller, le jour même de son départ, trois soldats convaincus de pillage,

1799 - an VII. Italie. et, par une fermeté qui ne se démentit point, par les soins qu'il prit pour que ses principes austères fussent bien connus dans les campagnes, ce général put espérer que les habitants des contrées qu'il allait parcourir verraient dans lui, non un chef de dévastateurs, mais un homme bien déterminé à faire respecter religieusement leurs personnes et leurs propriétés.

L'organisation des gardes nationales, des autorités municipales, la reprise de la cocarde tricolore, une nouvelle érection d'arbres de la liberté, les renseignements à prendre dans les communes à portée de la marche des troupes, les instructions à donner aux agents civils et militaires; tous ces objets demandaient un travail aussi important qu'immense dans ses détails. Duhesme forma auprès de sa personne une commission, qui fut uniquement chargée de ces diverses opérations. Cette mesure produisit tout le bien qu'on pouvait en espérer, par le rétablissement de la confiance et de la tranquillité.

Il était nécessaire de châtier quelques communes dont la rébellion avait un caractère plus violent que les autres, et, dans sa marche, le général Duhesme s'occupa de ce soin. Les troupes de l'avant-garde formaient pendant le jour des colonnes mobiles, et faisaient pendant la nuit l'expédition indiquée : le lendemain, elles marchaient en arrière-garde. Par ce moyen, Duhesme soumit ces communes insurgées; et une trentaine d'individus, convaincus d'avoir été les principaux moteurs des troubles, y furent arrêtés et condamnés à mort par jugement d'une commission militaire, toujours en permanence auprès de chaque colonne.

Pour ôter aux habitants la possibilité de reconnaître la faiblesse des troupes françaises, Duhesme multipliait ses colonnes et les faisait marcher sur plusieurs points à la fois. Il avait, à cet effet, partagé sa division en trois colonnes principales : la première, formée de la brigade Broussier, se dirigea sur Avellino, Ariano, Bovino, pour gagner Foggia, où elle arriva le 23 février; la 2ᵉ, composée de la 64ᵉ demi-brigade et d'une partie du 16ᵉ régiment de dragons, passant par Arienzo, Benevente, Troja, se rendit le même jour à Lucera; la 3ᵉ, formant réserve, se composait de la 73ᵉ demi-brigade, du parc d'artillerie et de l'autre partie du 16ᵉ de dragons : elle suivit la première co-

lonne à un jour de distance, et opéra son mouvement sur Foggia, en passant par Arienzo, Benevente, Ariano et Bovino. 1799 — an VII Italie.

Le succès des mesures adoptées par le général Duhesme fut aussi prompt que l'avait été le mouvement de ses troupes. Troja, Lucera et Bovino, trois points insurgés, et d'autant plus importants qu'ils sont les clefs de la province de la Pouille, se soumirent avant même l'arrivée des troupes françaises. Duhesme fut reçu, à Foggia, en libérateur. Cette ville, ainsi que Barletta et Manfredonia, renfermait un grand nombre de partisans du système français, et se trouvait sur le point d'être attaquée par les royalistes, comme n'ayant pas voulu prendre une part décidée à l'insurrection.

L'habileté développée par le général Duhesme dans ses mesures politiques contribua beaucoup à lui concilier les esprits. Il fit servir à ses desseins la superstition et l'influence des prêtres, armes terribles d'une contre-révolution. En flattant l'ambition des curés et la vanité des évêques, il en obtint tout ce qu'il voulut. Par une singularité fort remarquable dans l'histoire de ce temps, on vit des ministres de l'Église romaine donner des mandements et débiter des sermons, dans lesquels ils prêchaient la liberté et l'égalité, démontraient l'accord de la morale du Christ avec la morale républicaine, et le rapport entre les dogmes de la liberté et ceux de l'Évangile. La révolution, ainsi présentée par eux comme la sœur, l'amie et la protectrice de la religion catholique, perdit, aux yeux d'un peuple fanatique, la couleur odieuse que ces mêmes hommes lui avaient donnée quelque temps auparavant. C'est de cette manière que Duhesme parvint à détruire momentanément les préjugés contre les Français, regardés comme des conquérants barbares, impies, destructeurs de toute harmonie sociale, de tout culte religieux. Cette influence, exercée par le général sur la classe des ecclésiastiques, fut telle, qu'il obtint un mandement par lequel des évêques annonçaient qu'ils refuseraient l'absolution à tous ceux qui n'obéiraient pas aux ordres donnés par le chef français pour un désarmement général. Un système de justice et de modération fut suivi dans la levée des impositions. Duhesme s'appliqua à ne demander que le strict nécessaire, et ménagea surtout les endroits de passage. En inspirant ainsi la confiance

1799 — an VII. Italie.

et la justifiant par une conduite soutenue, le général réussit sans beaucoup d'efforts [1].

Tous les pays situés entre Naples et la Pouille furent bientôt soumis et pacifiés. Partout les signes de la liberté furent rétablis, et les communications renouées avec la capitale; mais la situation intérieure de la Pouille n'était pas satisfaisante. Les villes de Foggia, de Manfredonia et de Barletta étaient les seul points où fussent arborés les attributs de la république : tout le reste était en pleine révolte, et rejetait toute idée de soumission. Les Français étaient sans cesse exposés aux embûches des insurgés, que n'intimidait pas la présence des troupes. Duhesme sentit la nécessité de faire un grand exemple : les villes de San-Severo et Trani lui en offrirent l'occasion ; l'une et l'autre étaient un point principal de rassemblement. En soumettant d'abord San-Severo, le général rétablissait ses communications avec la province des Abruzzes, dont il ne connaissait pas la situation, et d'où il attendait des nouvelles et quelques troupes. Les Français marchèrent donc d'abord sur San-Severo.

Les rebelles qui se trouvaient réunis dans cette petite ville avaient pris le titre d'armée coalisée de la Pouille et des Abruzzes. Cette troupe se composait de quelques débris de l'armée napolitaine, de forçats, dont le roi avait fait briser les chaînes quelque temps avant de quitter Naples, de la population entière de San-Severo, et des royalistes prononcés qui avaient été chassés des villes soumises. Tout cela formait un corps d'à peu près 12,000 hommes, occupant une position dont le choix annonçait, dans les principaux chefs, quelques connaissances militaires. C'était un mamelon couvert d'oliviers, et dominant une plaine étendue et unie. L'artillerie des insurgés était placée de manière à commander la principale entrée de la plaine, que tenait une cavalerie assez nombreuse.

[1] Nous sommes entrés dans tous ces détails pour faire remarquer le bien qu'un général sage peut opérer en pays conquis, quand il sait concilier à propos les intérêts de son gouvernement avec ceux des habitants, et réprimer avec fermeté les abus de l'administration subalterne et les excès des soldats, qui ont presque toujours leur source dans la mauvaise conduite des chefs.

Le 25 février, Duhesme marcha sur cette position, laissant à Foggia le général Broussier, pour contenir la populace en fermentation, par suite de la nouvelle du mouvement de San-Severo. Le général Forest, parti de Lucera avec 500 hommes, infanterie et cavalerie, arriva le premier au rendez-vous; et comme il manœuvrait pour s'étendre sur la gauche de la position afin de la tourner, les insurgés accoururent avec audace, en poussant de grands cris : au même instant le tocsin se faisait entendre à San-Severo et dans toute la campagne environnante. Le général Duhesme ne tarda point à joindre le général Forest, et à contenir ce premier élan des Napolitains, sans toutefois leur faire perdre du terrain. L'attaque commença et l'ennemi se défendit avec résolution; mais bientôt tout l'acharnement de ces troupes mal formées ne put résister à l'intrépidité et aux manœuvres de corps réguliers : les Français dispersèrent ce grand rassemblement et le mirent en fuite. Le général Forest, achevant le mouvement qu'il avait commencé, arriva à l'instant où les Napolitains, débandés, débouchaient dans la plaine, et leur coupa la retraite. Le reste de la journée ne fut plus qu'un massacre horrible, qui ne se termina qu'alors que les Français se laissèrent fléchir par un groupe de femmes et d'enfants accourus de San-Severo pour implorer la grâce de leurs époux, de leurs pères, de leurs fils. 3,000 insurgés restèrent sur le champ de bataille; leur cavalerie perdit ses étendards pendant l'action; l'infanterie avait des nappes d'autel en guise de drapeaux.

1799 — an VII. Italie.

Duhesme avait résolu de brûler San-Severo, comme principal foyer de l'insurrection générale, et parce que les habitants avaient fusillé tous ceux qui penchaient pour la soumission, et massacré des prêtres et leur évêque, qui avaient prêché dans le même sens. Mais le sort d'une population de 20,000 âmes toucha le cœur du général français : Duhesme pardonna à l'égarement du patriotisme.

Cette victoire produisit l'effet le plus rapide, et, secondant merveilleusement les mesures déjà prises, elle amena les résultats les plus satisfaisants. Tous les habitants du Gargano, des monts Liburniens, de Corvino, etc., envoyèrent des députés et fournirent des otages en preuve de leur soumission. Duhesme put communiquer avec Pescara, et exécuter les ordres que ve-

nait de lui transmettre le général en chef, pour faire faire à Manfredonia un chargement de vivres destinés à la division française qui occupait les îles de la mer Ionienne (Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, etc.)[1].

Il ne restait plus aux insurgés que Trani, Andria et Molfeta, points occupés par 10 ou 12,000 hommes qui, profitant de l'éloignement des troupes françaises, exerçaient impunément leurs brigandages. Les autres communes de la province suppliaient le général Duhesme d'achever la destruction de ces bandes. La ville de Lecci, entre autres, avait envoyé des députés pour annoncer qu'elle n'attendait, pour se soumettre, que d'être délivrée des brigands qui l'opprimaient. Duhesme ne différa pas plus longtemps la réduction des trois villes que nous venons de nommer.

La circonstance était d'autant plus favorable, que les renforts attendus des Abruzzes venaient d'arriver; le général français fit donc ses dispositions pour attaquer ce reste d'insurgés. Le général Forest eut ordre de se porter en colonne mobile sur Termoli, le général Broussier fut chargé de soumettre Trani, et l'adjudant général Thiébault dut marcher sur Andria. La brigade Broussier avait pris position le 4 mars à la Cirignola, et la réserve dirigée par Duhesme devait suivre ce mouvement, lorsque ce général reçut l'ordre d'évacuer la Pouille, et de revenir le plus promptement possible sur Naples. Ce mouvement

[1] Duhesme chargea l'adjudant général Thiébault, son chef d'etat-major, de ce ravitaillement. En quelques heures, douze barques furent préparées, prêtes à mettre à la voile, chargées de grains, de salaisons, de liquides. Au moment du départ de ce convoi, l'adjudant général Thiébault fut informé qu'une polacre portant huit canons, montée par quatre-vingts hommes d'équipage, mouillée près de l'un des villages du mont Gargano, n'attendait qu'un vent favorable pour se rendre à Trieste. Sur ce bâtiment était un habitant de Manfredonia avec toute sa fortune, et beaucoup d'effets appartenant au roi de Naples. Thiébault fit sur-le-champ armer deux barques, sur chacune desquelles il fit embarquer dix-huit grenadiers de la 17e dont la moitié étaient déguisés en pêcheurs et armés de pistolets; il monta lui même sur un des bâtiments, et confia le commandement de l'autre au capitaine du génie Couchaud. La polacre fut prise à l'abordage pendant la nuit, et entra le matin dans le port de Manfredonia. Thiébault la fit monter par quarante soldats, et donna des ordres pour qu'elle fût, sans retard, complétement armée en guerre et approvisionnée de vivres pour un mois.

était la suite des changements survenus dans l'armée de Naples. 1799 — an VII. Italie.
Le général Macdonald avait remplacé, comme nous l'avons annoncé, le général Championnet dans le commandement en chef des troupes, et il avait jugé convenable de concentrer ses forces autour de la capitale.

Cet ordre d'évacuation de la Pouille était d'autant plus intempestif, qu'on ne pouvait pas espérer d'y voir la tranquillité maintenue autrement que par la force ; sous un autre rapport, Naples tirant la plus grande partie de ses approvisionnements de cette province, il était très-important d'en conserver la possession. Toutefois, le général Duhesme ne balança point à exécuter les ordres qui lui étaient transmis ; mais, convaincu qu'il ne fallait pas perdre de vue la Pouille, il prit toutes les mesures qui pouvaient assurer les communications de la capitale avec cette province. Une petite garnison fut laissée à Foggia, le général Forest resta à Ariano, la réserve fut placée à Avellino, et la brigade du général Broussier à Nola. De la position qu'elle occupait ainsi sur les Apennins, la gauche de l'armée de Naples menaçait également les bords de l'Adriatique et ceux de la Méditerranée.

Les insurgés, qui occupaient Andria et Trani, considérèrent le départ de la division Duhesme comme une victoire complète, et leur audace s'en accrut ; ils réussirent si bien à persuader que le retour des Français était désormais impossible, que le nombre de leurs partisans augmenta singulièrement, et que bientôt ils purent menacer la garnison française. Enhardis par l'impunité, et excités par la vue de plusieurs vaisseaux ennemis qui croisaient sur leurs côtes et leur promettaient de prochains débarquements [1], ils s'avancèrent en force vers Foggia, et manœuvrèrent dans l'intention de couper de nouveau les communications de Naples avec la Pouille. Les dévastations exercées par ces insurgés devinrent si fréquentes, qu'il fallut se décider à les battre ou à leur abandonner entièrement la province. Ce dernier parti ne pouvant pas être adopté, les 17e et 64e demi-brigades, les grenadiers de la 73e, le 16e de dragons et six pièces d'artillerie

[1] C'étaient des bâtiments de l'armée navale turco-russe, qui venait de prendre Corfou et de s'emparer de la totalité des îles ex-vénitiennes cédées à la France par le traité de Campo-Formio, ou bien quelques frégates anglaises ou napolitaines.

1799 – an VII. Italie. légère, filèrent successivement sur la Cirignola où la division fut rassemblée et opéra sa jonction avec le détachement venu des Abruzzes sous la conduite du chef de brigade Berger, et la légion napolitaine de Caraffa. Le général Broussier fut mis à la tête de cette expédition : il eut besoin de faire les plus grands efforts pour surmonter les obstacles qui lui furent opposés ; car les insurgés étaient deux fois plus nombreux qu'ils ne l'avaient été à la première arrivée des troupes françaises dans la Pouille : ils avaient employé le temps qu'on leur avait laissé à rétablir les anciennes fortifications des places d'Andria et de Trani, et à en élever de nouvelles. Les portes de ces villes, à l'exception d'une seule, étaient murées ; on avait construit derrière chacune un large fossé, bordé d'un parapet ; les rues étaient coupées, les maisons crénelées et leurs portes barricadées.

La mission de Broussier était de s'emparer de ces villes ; les troupes les moins exercées furent employées à garder les communications. L'aide de camp Ordonneau, ayant amené les compagnies de grenadiers des 17e et 73e demi-brigades, le général se trouva en mesure d'attaquer, et marcha sur Andria, le 21 mars. Le lendemain, au point du jour, cette ville fut cernée ; les dragons, aux ordres du chef de brigade Leblanc, furent placés de manière à intercepter toute communication entre les insurgés d'Andria et ceux de Trani.

Une colonne, formée de deux bataillons de la 17e et de la légion Caraffa, fut chargée de l'attaque de la porte Comoza, tandis que le général Broussier, avec une autre partie des troupes, devait attaquer la porte de Trani, et qu'un bataillon, conduit par l'aide de camp du général Duhesme, Ordonneau, s'avançait vers la porte de Barra. L'attaque du général Broussier fut très-vive et déjà les échelles allaient être dressées contre la muraille, lorsqu'un obus renversa heureusement la porte de Trani. Les Français se précipitèrent par cette ouverture, et, après un combat meurtrier, soutenu au passage du fossé creusé derrière la porte, ils pénétrèrent jusque sur la place où ils s'établirent. Plus de douze officiers, un grand nombre de soldats, furent grièvement blessés en cette occasion, et notamment le capitaine d'artillerie légère, Bourgain, officier de distinction, qui avait rendu les plus grands services à la division

depuis le commencement de la campagne. La colonne conduite par Ordonneau n'ayant pu, malgré les plus grands efforts, réussir à enfoncer la porte de Barra, était venue s'appuyer aux troupes de Broussier, et était entrée dans la ville avec elle. Le chef de brigade Berger, qui commandait l'attaque de la porte Comoza, avait d'abord échoué dans une première tentative; mais, ayant ordonné l'assaut, il monta le premier sur la muraille, et, malgré une blessure dangereuse qu'il reçut, s'empara d'un drapeau, et vint se réunir aux deux autres colonnes à travers une grêle de balles dirigées sur lui de toutes les maisons crénelées.

1799 — an VII. Italie.

Il n'avait fallu rien moins que toute l'intrépidité des troupes françaises, et l'opiniâtreté de leurs chefs, pour ne pas abandonner cette attaque meurtrière, même après que les portes de la ville eurent été forcées. Dix hommes barricadés dans une maison furent assiégés par un bataillon entier, et tinrent jusqu'à la dernière extrémité. Cette rage frénétique des habitants d'Andria répondit parfaitement aux mesures prises par les chefs de l'insurrection pour l'exciter.

Un autel surmonté d'un grand crucifix avait été dressé sur la place, et, la veille du combat, on avait publié les prétendus miracles opérés par le signe de la rédemption des hommes. Une lettre qu'on avait placée dans une des mains du Christ annonçait au peuple que les coups des Français seraient impuissants contre lui, et qu'il devait d'autant moins craindre, que des renforts considérables allaient arriver. En effet, cette dernière prédiction se trouva justifiée par l'envoi de 400 hommes d'élite détachés en poste de l'armée que les insurgés rassemblaient du côté de Bitonto. Après une longue lutte dans les rues et dans les maisons, Andria fut enfin complétement occupée par les Français; mais la prise de cette ville leur coûta 30 officiers et 250 sous-officiers et soldats. Cette perte considérable porta au plus haut degré chez les soldats la soif de la vengeance, et celle qu'ils exercèrent fut terrible et atroce. 6,000 habitants furent passés au fil de l'épée, et toute la ville devint la proie des flammes. Les vieillards, les enfants, les femmes et douze des habitants incarcérés, pour leur opinion, par leurs concitoyens, échappèrent seuls à cet épouvantable massacre.

1799 — an VII. Italie. Cependant un exemple aussi terrible, loin d'intimider les habitants de Trani, sembla redoubler, au contraire, leur fanatisme et leur dévouement. Cette ville était regardée comme le boulevard de l'insurrection, et comme la principale place d'armes des révoltés. Entourée d'un mur bastionné, protégée par un petit fort régulier, et défendue par plus de 8,000 hommes familiarisés avec les armes, puisque la plus grande partie étaient des matelots, des corsaires et d'anciens soldats de l'armée napolitaine, la place de Trani eût exigé peut-être un siége régulier, dans tout autre moment. La défense devait être d'autant plus opiniâtre, que de très-bons officiers s'y étaient rendus pour diriger les opérations des insurgés. Ceux-ci avaient en outre dans le port une petite flottille, composée de plusieurs barques et brigantins armés de canons. Cette circonstance, qui rendait nécessaire l'emploi d'un même moyen pour bloquer le port, força le général Broussier à retarder de quelques jours l'attaque de Trani, et il ne se mit en marche que le 31 mars.

Les troupes françaises, partagées en trois colonnes, se dirigèrent sur Trani par trois chemins différents afin d'investir complétement cette ville. Dans la journée du 1er avril, les premiers postes français étaient à portée de pistolet de la place. La nuit fut employée à établir plusieurs batteries, sous la direction du capitaine du génie Couchaud, qui fit, en cette occasion, le double métier d'ingénieur et d'officier d'artillerie. Le 2 avril, au point du jour, ces batteries commencèrent à jouer sur la ville, du côté de Bisceglia, tandis que, sur un autre point, la légion napolitaine de Caraffa et le bataillon commandé par le chef Barrère engageaient avec les assiégés un feu violent de mousqueterie. Ces deux attaques avaient pour but de masquer la principale, conduite par Broussier en personne. Ce général s'avança avec quelques compagnies de grenadiers, qu'il fit soutenir par la 64e demi-brigade, et qui portaient avec eux des fascines pour combler le fossé, et des échelles pour monter à l'assaut. Les assiégés avaient pénétré l'intention du général français, et s'étaient portés en force sur le point menacé. Les premiers grenadiers qui parurent en vue de la muraille furent tués ou blessés par le

feu de la mousqueterie parti des remparts. Le capitaine de grenadiers Vernet, atteint de deux balles à la fois, fut renversé au milieu de ses soldats : les grenadiers, étonnés, s'arrêtèrent ; et le général Broussier les dirigea alors sur un petit fortin bâti sur le bord de la mer, et que les assiégés avaient négligé d'occuper en force ; mais déjà les intrépides chasseurs de la 7e légère, faisant partie des détachements du colonel Berger venus des Abruzzes, avaient remarqué cette faute de l'ennemi : ils s'étaient jetés à la mer, ayant de l'eau jusqu'aux aisselles, et avaient grimpé sur le fortin par les embrasures. Les insurgés, en voyant les chasseurs escalader le fort par la mer, jetèrent de grands cris : alors les grenadiers, excités par l'audace des chasseurs, s'avancèrent vers la muraille, dressèrent leurs échelles et montèrent hardiment à l'assaut. L'aide de camp Exelmans [1], qui s'était mis à leur tête, fit aussitôt tourner les pièces du fort contre les insurgés. En même temps, la légion Caraffa recevait l'ordre d'appuyer cette attaque, tandis que la flottille, réunie par le général Broussier, s'approchait du port pour le bloquer et empêcher les bâtiments ennemis d'agir. Tous ces mouvements furent exécutés et les Français étaient sur les remparts de Trani ; mais cette ville tenait encore ; ses maisons, comme celles d'Andria, étaient crénelées, les rues défendues par du canon et des coupures : il fallait perdre beaucoup de monde pour surmonter ces obstacles. Broussier s'avise d'un expédient qui doit épargner ses intrépides soldats : il fait enfoncer les premières maisons, et les soldats français montent sur les faîtes, qui sont disposés en terrasses, suivant la construction de la plupart des maisons en Italie. En marchant de terrasse en terrasse, les grenadiers balayent successivement tous les rebelles qui s'y trouvent, et rendent nuls tous les moyens intérieurs de résistance.

Cependant, le fort de Trani était encore occupé, et tirait avec la plus grande vivacité sur les assiégeants, placés sur les terrasses ; mais ceux-ci, continuant toujours à s'avancer de

[1] Depuis lieutenant général, et mort maréchal, grand chancelier de la Légion d'honneur, en 1853.

1799—an VII Italie. la même manière, arrivent près du fort, et engagent la fusillade avec les insurgés qui le défendent. C'était un spectacle assez extraordinaire que celui d'un combat livré pour ainsi dire, dans les airs, sur les toits d'une ville. Le succès ne tarda pas à couronner les efforts des valeureux Français. Les défenseurs du fort, étonnés de tant d'audace, presque tous blessés, se précipitent dans les barques qui garnissaient le port et forcent de rames pour échapper et gagner la pleine mer; mais la flottille française était en mesure d'agir avec avantage. La plupart des barques ennemies sont prises à l'abordage ou coulées bas, d'autres échouent sur le rivage, où les dragons du 16e régiment sabrent tous ceux qui cherchent à gagner la terre. Onze embarcations seulement se sauvèrent à Molfeta, et y furent prises par les habitants, qui venaient de se déclarer pour les Français. Le sort de Trani fut le même que celui d'Andria. Cette ville fut réduite en cendres, et tout ce qui était en état de porter les armes, passé au fil de l'épée : châtiment terrible, sans doute, mais devenu indispensable par l'obstination des rebelles, et pour ne pas éterniser une guerre désastreuse!..... Les Français trouvèrent dans Trani cinquante pièces de canon, douze drapeaux, une grande quantité de munitions, de fusils, et d'armes de tous genres.

Le général Broussier [1] se rendit, après cette expédition, dans la terre de Bari, dont les habitants étaient restés fidèles au parti des Français, mais dans le voisinage de laquelle était un corps d'insurgés commandés par un homme qui se disait faussement le prince héréditaire du royaume des Deux-Siciles. La ville de Carbonara était le quartier général de ce rassemblement, et passait, dans le pays même, pour avoir été dans tous les temps le repaire des brigands et des assassins qui désolent cette malheureuse contrée. Broussier envoya contre ces rebelles le chef de brigade Charlot. Attaqués à l'improviste, ils firent cependant une résistance vigoureuse; mais, enfoncés par les troupes françaises, ils se débandèrent, abandonnèrent deux pièces de canon, et se retirèrent sur Ceglie, où ils furent attaqués de nouveau et mis en fuite : Carbonara et Ce-

[1] Mort lieutenant général, en 1814.

glie furent pillées, brûlées, et les habitants fusillés. Au milieu de ces scènes d'horreur que reproduisait la résistance des villes, nous devons citer un trait d'humanité qui honore les soldats français. Un dragon du 16e régiment, nommé Charles, apercevant un enfant de cinq ans enveloppé par les flammes d'une maison incendiée, et sur le point de périr, met pied à terre, se précipite au milieu du feu, au risque d'être écrasé par la maison qui s'écroulait, enlève l'enfant et l'apporte, sain et sauf, au milieu des rangs des dragons. 1799—an VII. Italie.

Tous ces avantages remportés sur les insurgés, et les exécutions qui en avaient été la suite, épouvantèrent tellement les partisans du roi des Deux-Siciles, qu'ils disparurent ou s'éloignèrent à une grande distance des cantonnements français. La province de la Pouille était désormais à couvert, et l'on pouvait considérer l'approvisionnement de la ville de Naples comme assuré. Toutefois, le général Duhesme, ayant appris qu'il se formait encore de nouveaux rassemblements du côté de Bitetto et de Rutigliano, se disposait à diriger des troupes sur ces deux points, lorsqu'il reçut, ainsi que le général Broussier, l'ordre de quitter son commandement, et de se rendre à Naples. Ces deux braves officiers, qui, toujours en action, n'avaient pris aucune part dans les différends élevés à Naples entre le général Championnet et le commissaire civil Faypoult, furent cependant impliqués dans cette malheureuse affaire par les intrigues de ce commissaire. Partageant la noble disgrâce de Championnet, Duhesme et Broussier furent destitués comme lui, et remplacés dans leur commandement : le premier, par le général Olivier ; et le second, par le général Sarrazin. Ces deux généraux, en prenant la direction des troupes qui occupaient encore la Pouille, reçurent l'ordre d'effectuer définitivement l'évacuation de cette province, et de ramener les troupes vers Naples. Nous dirons plus tard quelles étaient les causes de cette mesure, et comment elle fut mise à exécution.

Ouverture de la campagne en Italie; bataille de Vérone, de Magnano; occupation de la Toscane par les Français, etc. — Nous sommes arrivés à une époque bien désastreuse pour les armes françaises ; elles vont éprouver sur ce même sol, témoin des exploits les plus extraordinaires des temps mo- 6 avril. (16 germin.) Italie.

1799—an VII. Italie.

dernes, des défaites sanglantes et multipliées; et les ennemis de la république concevront l'espoir d'anéantir toutes ses institutions, et de ramener les peuples affranchis ou conquis sous le joug monarchique de leurs anciens maîtres, ou sous la domination oligarchique de leurs précédents magistrats.

L'Autriche, décidée à recommencer la guerre avec la France, avait pensé, avec raison, que c'était surtout en Italie qu'il lui convenait de porter ses principales forces et de tenter les efforts les plus vigoureux. L'éloignement du général qui avait si promptement détruit quatre armées impériales inspirait au cabinet de Vienne la plus grande confiance. De son côté, le Directoire, privé de l'appui du guerrier dont tant de victoires signalées avaient rendu le nom si redoutable, avait d'abord placé à la tête de l'armée d'Italie l'un des généraux qui avaient le mieux secondé Bonaparte dans les dernières campagnes, celui qui, surtout dans l'expédition du Tyrol, avait donné des preuves d'une haute capacité. Loin de se trouver humilié de la préférence accordée à son jeune compagnon d'armes, Serrurier, déjà officier général lorsque le nouveau commandant en chef dont nous venons de parler, Joubert, commençait à peine sa carrière militaire; Serrurier, dont la division s'était associée d'une manière si brillante à tous les exploits de l'armée d'Italie, particulièrement dans le siége de Mantoue, approuve hautement le choix du Directoire, le fortifie de toute son influence, demande et regarde comme une faveur l'honneur de servir sous les ordres du général en qui ce gouvernement paraît avoir placé ses espérances : exemple remarquable de patriotisme, de modestie et de grandeur d'âme, bien rare dans l'antiquité même, et chez les modernes surtout! Ce dut être aussi l'hommage le plus flatteur pour Joubert, et le plus propre à lui attirer la confiance et le respect de ses subordonnés.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans le même temps, l'illustre général de l'armée du Rhin s'honorait, au profit de la patrie, par la même abnégation de tout intérêt personnel. Il avait été destitué de son commandement en chef, pour avoir révélé trop tard la trahison de Pichegru. Mais pouvait-il, avant d'avoir des preuves de la dernière évidence, signaler à toute la France, comme un traître, son camarade, son ami, le guerrier qui, après

avoir garanti de l'invasion étrangère le sol de la patrie, avait si glorieusement soumis la Hollande? Moreau n'avait fait au Directoire cette incroyable révélation qu'à la dernière extrémité, le cœur navré d'amertume, et l'esprit intimement convaincu. Quoi qu'il en soit, privé du commandement en chef, il avait accepté les fonctions d'inspecteur général à l'armée d'Italie, et il les remplissait de telle sorte, que son amour-propre ne paraissait point blessé d'être réduit à un rôle secondaire, après avoir occupé la première place avec tant de distinction.

On a vu, au commencement de ce volume, que le général Joubert, à peine arrivé en Italie, avait, d'après les ordres du Directoire, envahi la capitale et les places du Piémont, et détrôné le roi Charles-Emmanuel IV. Cette expédition avait été conduite avec autant de secret que d'habileté : ce qu'elle peut avoir d'odieux ne doit point retomber sur le général, qui ne faisait qu'obéir à des ordres rigoureux, que de graves conjonctures politiques pouvaient peut-être justifier, et rendaient nécessaires dans les intérêts de la France.

Le général Serrurier recevait en même temps l'ordre de réunir sa division à Modène, de franchir les Apennins, et de s'établir dans la république de Lucques, en passant par Pistoïa. Des députés envoyés par le grand-duc de Toscane, justement alarmé de cette invasion, vinrent trouver le général français à Pistoïa, et promirent, au nom de leur souverain, de donner pleine et entière satisfaction au Directoire sur l'objet de ses récriminations [1]. Serrurier occupa la ville de Lucques sans éprouver la moindre résistance; il y arriva en poste, précédé et suivi d'un détachement du 9e de dragons. Suivant l'usage consacré à cette époque de renverser les gouvernements établis, celui de la petite république de Lucques le fut aussi. Au lieu du gonfalonier ou premier magistrat, et des sénateurs patriciens qui les régissaient depuis plusieurs siècles,

[1] Les prétendus griefs du Directoire français étaient d'avoir laissé les Napolitains occuper le port de Livourne et d'avoir donné asile au pape Pie VI. Le grand-duc Ferdinand envoya son ministre, Manfredini, à Paris, pour offrir toutes les réparations que le gouvernement français pourrait exiger. Cette dernière démarche fut inutile, comme on le verra plus tard.

1799 an VII. Italie. on donna aux Lucquois un Directoire, des ministres, un corps législatif divisé en deux conseils : le tout à l'instar de la constitution de l'an III, modèle unique de tous les gouvernements imposés par le Directoire de France.

Cependant le cabinet de Vienne avait envoyé en Italie une armée nombreuse, composée de l'élite de ses troupes : le général Mélas la commandait, et elle était cantonnée dans les États de terre-ferme de l'ancienne république de Venise, cédés à l'Autriche par le traité de Campo-Formio. Forte de plus de 60,000 hommes, cette armée occupait les belles positions situées sur le bas Adige, et qu'avait gardées, défendues ou réattaquées Bonaparte, dans la campagne de 1796. Le Directoire ne pouvait opposer à des forces aussi considérables qu'une armée d'à peu près 40,000 hommes disséminée sur un grand espace, et occupée à contenir dans l'obéissance des peuples qui commençaient à supporter difficilement le nouveau joug qu'on leur avait imposé. Le général Joubert, contrarié dans ses vues généreuses, et fatigué des dégoûts que lui faisaient éprouver tous ces agents immoraux que, sous le nom de commissaires, le Directoire envoyait auprès des généraux en chef et des administrations des pays conquis, moins pour surveiller leurs opérations que pour exercer des vexations et des déprédations de tout genre ; Joubert écrivait à son gouvernement qu'il lui était impossible de faire le bien et de maintenir la gloire du nom français avec de tels auxiliaires. En adressant de Turin, où il avait établi son quartier général, sa démission au Directoire, Joubert désignait le général Moreau pour son sucesseur, consultant en cela les intérêts de l'armée : « C'est le seul homme, disait-il dans sa lettre, que je reconnaisse vraiment digne du commandement, le seul dont la réputation militaire offre, à mon avis, la garantie nécessaire dans les grandes circonstances où se trouve placée la république. » Moreau accepta provisoirement le périlleux fardeau que lui remit Joubert en quittant Turin. Aimé du soldat, dont il savait prévoir et satisfaire les besoins, Moreau eût peut-être évité une partie des désastres dont la France etait alors menacée ; mais le Directoire se montra très-éloigné d'approuver le choix fait par Joubert. Il offrit d'abord le commandement de l'armée d'Italie au général Bernadotte, dont la réputation commençait

dès lors à balancer celle des premiers généraux de la répu- 1799 — an VII. Italie.
blique; mais ce général adroit, connaissant la situation des affaires en Italie, craignant d'exposer sa bonne renommée à un échec, s'était refusé au désir du Directoire, et avait préféré le commandement de l'armée d'observation rassemblée dans le Palatinat. Le général Schérer, alors ministre de la guerre, s'était mis de lui-même sur les rangs, et fixa le choix du Directoire, qui crut pouvoir tirer un parti utile du vainqueur de Loano. L'opinion publique n'était point en faveur du nouveau général en chef. On lui reprochait un défaut peu compatible avec l'imperturbable sang-froid qu'exige toujours le commandement des troupes [1]. Il était soupçonné d'avoir, ainsi que l'un des cinq directeurs, fermé les yeux sur ce système de pillage et de dévastation qui avait excité l'indignation des peuples de la Suisse et de l'Italie, et fait gémir les soldats et les officiers français fidèles aux sentiments de l'honneur et de la véritable gloire nationale. Ces préventions fâcheuses suivirent Schérer à l'armée d'Italie [2].

A peine le nouveau général en chef eut-il pris les rênes du commandement sur ce théâtre de la guerre, qu'un mécontentement général se manifesta dans l'armée et dans toutes les parties de l'Italie soumises à la domination ou à l'influence française. On vit arriver, à la suite de Schérer, une seconde ligne de ces déprédateurs qui dévoraient depuis si longtemps le pays avec un cynisme sans exemple. Le premier acte du général, en arrivant à Turin, fut d'exiger du gouvernement provisoire du Piémont une contribution extraordinaire de six cent mille francs. Contraints à payer, avec les formes les plus impératives et les plus vexatoires, les Piémontais appelèrent, sur les exacteurs, la vengeance de l'Autriche. Loin de chercher à apaiser ou à diminuer les plaintes qui s'élevaient de toutes parts, les commissaires du Directoire, par leur morgue et leur insolence, attisèrent le feu de la révolte, qui commençait à se déclarer depuis les Alpes jusqu'au détroit de Messine, et étouffèrent les sen-

[1] *Haud tolerabili vini cupiditate fœdavit.* QUINT. CURT., lib. 5.

[2] Il y avait beaucoup d'injustice dans ces reproches et dans ces préventions. Schérer est mort en 1804, dans sa terre de Chauny, et n'a laissé qu'une fortune médiocre.

1799 — an VII. Italie.

timents de bienveillance qui restaient encore dans le cœur des partisans de la république. Les insurrections qui éclatèrent à la fois sur divers points durent être moins attribuées aux intrigues des agents de la seconde coalition qu'à la conduite impolitique des délégués du Directoire.

Cependant Schérer avait réuni les troupes qui devaient composer son armée : d'après les ordres du Directoire, il vint prendre des positions sur les frontières de la république cisalpine, et chercha à se mettre en communication avec l'armée de Naples, commandée par Macdonald, et qui avait été mise sous sa direction supérieure. Il est certain que si cette dernière armée avait pu, sans danger, abandonner sa conquête, et se joindre avec l'armée d'Italie, les Français se seraient trouvés à même d'opposer des forces à peu près égales à celles que les Autrichiens avaient réunies dans les États de Venise. Nous avons fait voir que les troupes aux ordres du général Macdonald étaient déjà insuffisantes pour contenir le pays, à l'occupation duquel le Directoire attachait une haute importance. Il était donc impossible de distraire quelques détachements de cette armée; et l'on verra plus tard qu'alors que sa participation fut jugée indispensable pour repousser les efforts de l'ennemi dans la haute Italie, il fallut que Macdonald évacuât entièrement le royaume de Naples.

Malgré sa supériorité numérique au commencement de la campagne, l'armée autrichienne ne se hâtait point de commencer les hostilités, et, à la fin de mars, les deux armées étaient encore cantonnées dans leurs positions respectives. Ce retard du côté des Autrichiens peut être attribué à la double intention d'attendre l'arrivée du corps auxiliaire promis par l'empereur Paul Ier, et le résultat des premières opérations en Allemagne. L'arrivée des premières colonnes russes ne devait avoir lieu que le 12 avril, et cette circonstance détermina le général français à prendre l'initiative, en attaquant les Autrichiens sur le bas Adige, et en manœuvrant de manière à les rejeter sur la Brenta.

Les deux armées occupaient, au 25 mars, les positions suivantes :

L'armée autrichienne, que commandait par intérim le géné-

ral Kray pendant l'indisposition du général en chef Mélas, était campée sur la rive gauche de l'Adige, derrière les places de Vérone et Legnago, dont les fortifications étaient réparées. Un camp était placé à Par-d'Arqua, dans la Polésine[1], à deux milles du confluent de la Polesella et du canal Bianco; un second à Bevilacqua, dans le Véronais, à cinq milles au delà de Legnago; un troisième, à Conselve, dans le Padouan; un quatrième, enfin, vers Bussolengo, près du lac de Garda; différents détachements occupaient les villages de Santa-Lucia et de San-Massimo, en avant de Vérone; un autre, assez considérable, était posté sur les hauteurs de Pastringo : cette dernière position, naturellement formidable, avait été encore fortifiée par une double ligne de retranchements et de redoutes bien garnis d'artillerie. Six bataillons, placés à Bussolengo, liaient la communication avec Vienne[2]. 1799 — an VII. Italie.

Deux ponts de bateaux avaient été jetés sur l'Adige : l'un, vis-à-vis de Polo; l'autre, vers Santa-Lucia[3], dans la direction de Pastringo, à douze milles de Vérone : tous les deux étaient défendus par une double tête de pont, garnie d'artillerie. D'autres retranchements occupaient, avec du canon, les hauteurs intérieures entre Lazise et Calmisino. Ainsi la droite de l'ennemi touchait au lac de Garda, sa gauche à l'Adige; le centre occupait Vérone, San-Massimo et Santa-Lucia. Un corps d'avant-garde occupait Legnago et les postes qui se trouvent en avant de cette place.

Schérer avait établi son armée derrière les places de Peschiera et de Mantoue, où était le quartier général. Regardant les montagnes du Bergamasque et du Bressan comme impraticables dans cette saison, il n'avait laissé dans Brescia et Bergame que quatre bataillons. Il pensait d'ailleurs que son flanc gauche serait suffisamment garanti par la division de l'armée d'Helvétie, commandée par le général Dessolles, qui occupait

[1] La Polésine ancienne, province vénitienne dont Rovigo était la capitale.

[2] *Voyez* la carte placée tome IV, page 3.

[3] Ce n'est pas le village du même nom dont nous venons de parler, qui est auprès de Vérone sur la rive droite de l'Adige, et que nous allons encore désigner plus bas.

1799 — an VII. Italie.

la Valteline, et par les troupes de la même armée, que le général Lecourbe avait ordre de lui envoyer à sa première réquisition.

Ayant pris la résolution d'attaquer l'armée autrichienne, le général Schérer divisa la sienne en deux corps. Le premier, composé des divisions Montrichard, Victor et Hatry, sous la direction du général Moreau, devait effectuer une fausse attaque sur Vérone et sur Legnago, afin d'arrêter et de tenir en échec les secours que l'ennemi pouvait diriger de ces places sur Pastringo, par la rive droite de l'Adige; le second corps, composé de trois divisions commandées par les généraux Delmas, Grenier et Serrurier, sous la direction du général en chef lui-même, devait attaquer et tourner les positions de la droite des Autrichiens sur le lac de Garda.

Le 26 mars, à la naissance du jour, les redoutes et le camp retranché des Autrichiens furent attaqués par les divisions Delmas et Grenier. Cette entreprise n'était pas facile : chacune des redoutes fut assaillie au pas de charge avec une grande résolution, et malgré tout le feu de la mitraille ennemie. Après quatre heures d'un combat sanglant, les Français s'emparèrent des positions occupées par les Autrichiens et de leurs deux ponts sur l'Adige. Poursuivis alors sur la rive gauche, une partie des vaincus fut menée, l'épée dans les reins, jusqu'à la Chiusa, et se retira en désordre à Peri.

Pendant cette attaque, la division Serrurier balayait la chaîne de montagnes qui, partant de Lazise, remonte jusqu'à Rivoli et à la Corona. Les postes autrichiens, dans cette partie, coupés par le mouvement des deux autres divisions françaises, se retirèrent, après avoir toutefois tenté de se défendre, et suivirent la marche rétrograde des troupes du camp retranché. Le général Serrurier s'arrêta sur le plateau de Rivoli, dans cette même position rendue si célèbre par la victoire que Bonaparte y avait remportée en 1796. Le nouveau succès obtenu dans les montagnes qui bordent le lac de Garda avait été secondé par la flottille que les Français entretenaient sur le lac, et que commandaient le capitaine de frégate Sibile et le lieutenant Pons.

Dans le même temps que la gauche de l'armée française culbutait ainsi la droite de l'armée ennemie, les divisions Victor

et Hatry d'une part, et celle du général Montrichard, placée à l'extrême droite, dirigées par Moreau, avaient combattu les troupes sorties de Vérone et de Legnago. Celles de Vérone s'étaient postées à Santa-Lucia et à San-Massimo ; elles furent attaquées vigoureusement par les généraux Victor et Hatry. Santa-Lucia fut enfin emportée après quelques heures d'un combat opiniâtre. Les généraux ennemis Minckwitz et Liptay furent blessés dangereusement dans cette action. San-Massimo, disputé avec plus d'acharnement encore, finit par rester aux Autrichiens, après avoir été pris et repris jusqu'à sept fois. Le général autrichien Kaim y fut également blessé. Les Français bivouaquèrent autour de Santa-Lucia.

Le général Montrichard avait d'abord réussi à culbuter les troupes sorties de Legnago, et les avait poursuivies jusque sur les glacis de cette place; mais le général Kray ayant dirigé sur ce point des forces considérables, les Français se virent attaqués par des troupes fraîches; et, après une résistance qui se prolongea jusqu'à la nuit tombante, ils furent obligés de se retirer dans leur position du matin.

Ainsi, par ce premier mouvement offensif de l'armée française, Schérer avait battu, repoussé ou contenu les forces autrichiennes. S'il faut en croire le rapport de ce général, l'armée ennemie aurait essuyé une perte très-considérable[1]. Le général autrichien Dewins fut tué. La perte des Français fut estimée de 2 à 3,000 hommes : les généraux français Delmas et Dalesme avaient été blessés. Le général Schérer fit une mention particulière du général de brigade Pigeon, des adjudants généraux Argod et Blondeau, des chefs de brigade Morel et Petit, des chefs d'escadron Lepic[2] et Coindet, des chefs de bataillon Ledoux et Dumesnil, du capitaine Blondeau, frère de l'adjudant général, et des capitaines Roche et Héron. Lepic et Coindet furent promus au grade de chefs de brigade sur le champ de bataille[3].

[1] Schérer écrivit au Directoire que l'armée autrichienne avait perdu près de neuf mille hommes, dont quatre mille cinq cents prisonniers, deux drapeaux et douze pièces de canon.

[2] Depuis lieutenant général, etc.

[3] Parmi plusieurs traits de courage et de dévouement qui signalèrent

1799 — an VII. Italie. Cependant Schérer ne sut pas mettre à profit les avantages qu'il avait remportés dans cette journée du 26 mars. Effrayé par les rapports qu'il reçut de l'armée d'Helvétie, et qui lui annonçaient l'impossibilité où se trouvaient les généraux Dessolles et Lecourbe d'appuyer son mouvement offensif, il résolut de concentrer ses forces, et donna l'ordre aux divisions qui avaient passé l'Adige de revenir sur la rive droite, en se retirant par Peschiera. Le motif de Schérer, en prenant cette mesure que rien ne devait faire précipiter encore, fut la crainte de voir couper ses divisions de gauche depuis qu'elles ne se trouvaient plus appuyées dans la Valteline par le général Dessolles. Moreau n'était point de cet avis; il avait judicieusement proposé au général Schérer de conserver sa position devant Vérone, et de s'y maintenir, tandis que les divisions de gauche attaqueraient cette ville par la rive gauche de l'Adige pour en chasser les troupes ennemies. Schérer persista dans son dessein, et voulut effectuer sa retraite.

Le général Kray avait conduit en personne les troupes de renfort devant lesquelles s'était retirée la division Montrichard, et il s'était bien aperçu que le principal effort de la droite des Français avait eu Vérone pour direction, et non Legnago. En conséquence, après avoir repoussé Montrichard, il était revenu sur Vérone pour être en mesure de s'opposer avec succès à une seconde attaque des Français sur ce point. Peut-être ce mouvement du général Kray avait-il contribué à faire prendre à Schérer la résolution de faire quitter à Moreau la position de Santa-Lucia.

Afin de masquer son mouvement de retraite, Schérer donna

cette journée, à laquelle on donna le nom de bataille de Vérone, nous rapporterons celui-ci. A l'attaque du camp retranché de Pastringo, une compagnie de grenadiers marchait sur une redoute dont le feu était extrêmement meurtrier. Un jeune conscrit s'était glissé dans les rangs de ces vieux soldats, et marchait intrépidement avec eux; quelques grenadiers, l'apercevant à leurs côtés, lui dirent : « Jeune homme, que viens-tu faire parmi nous? ce n'est point ta place; retourne à ton rang, et laisse-nous faire. » Le conscrit, humilié de l'apostrophe, s'élance avec la rapidité de l'éclair, escalade en un moment l'épaulement de la redoute, et se met à crier à ceux qu'il a laissés derrière lui : « A bas les grenadiers! à moi les conscrits! la redoute est à nous. »

l'ordre au général Serrurier d'exécuter une fausse attaque sur Vérone, en lui recommandant de n'engager ses troupes qu'autant qu'il le faudrait pour amuser et retenir l'ennemi. Serrurier, après avoir laissé quelques bataillons à la garde des ponts de Polo et de Pastringo, passa l'Adige avec le reste de sa division, et s'avança, en suivant le cours de cette rivière, jusque vis-à-vis de Bussolengo. Les Français attaquèrent avec intrépidité, et déjà ils marchaient sur les hauteurs qui couvraient le flanc droit des Autrichiens, et par conséquent la route de Vérone et le camp qu'occupait le gros de l'armée, lorsque, s'abandonnant imprudemment et malgré les ordres du général Serrurier, à une poursuite irrégulière, ils trouvèrent devant eux la division du feld-maréchal lieutenant Frœlich, que le général Kray envoyait pour secourir le point attaqué. Ces troupes, qui sortaient de Vérone, et où se trouvaient les généraux Chasteler et Lattermann, attaquèrent les Français sur trois colonnes. L'infanterie du général Serrurier, malgré le désordre où son trop d'ardeur l'avait jetée, tint ferme pendant quelque temps; mais bientôt, accablée et rompue par les forces supérieures qu'elle avait devant elle, elle fut mise en déroute, et ramenée au pas de charge. Le 9e régiment de dragons et quelques détachements de cavalerie piémontaise essayèrent d'arrêter les Autrichiens; ils furent obligés de suivre le mouvement de retraite, qui se fit assez heureusement pour qu'une partie des troupes françaises pût repasser l'Adige. Un corps de pontonniers, soutenu par un détachement qu'envoya le général Kray sur les derrières des Français, dès le commencement de l'action, avait détruit un des ponts que le général Serrurier avait sur ce fleuve. Une partie de la division, coupée et enveloppée, fut obligée de se rendre prisonnière de guerre, après avoir vainement essayé de se défendre ou de se jeter dans les montagnes[1]. L'armée française perdit près de 5,000 hommes par

[1] Cette partie de la division se composait de bataillons piémontais placés, ainsi que quelques escadrons commandés par le marquis de Saluces, sous les ordres du général Serrurier.

M. le comte Mathieu Dumas, dans son Précis militaire de la campagne de 1799, porte la perte de la division Serrurier dans cette affaire à sept mille hommes. Ce nombre est évidemment exagéré, et l'auteur a été trompé

1799 — an VII Italie. cette espèce d'échauffourée, que ne put empêcher la prudence reconnue du général Serrurier.

Les cinq autres divisions étaient arrivées, sur ces entrefaites, dans leurs nouvelles positions. Le centre se trouvait près d'Isola della Scala, une division en réserve sur sa droite; deux divisions aux ordres de Moreau, en équerre sur le flanc gauche, occupant le village de Buttapreda et les sources du Tartaro, veillaient sur tout ce qui pouvait sortir de Vérone. Schérer avait établi son quartier à Isola della Scala. Ainsi les forces françaises se trouvaient concentrées entre l'Adige, qui coulait sur son front, et le Tartaro sur ses derrières. Cette position couvrait Mantoue, et donnait à Schérer la facilité d'attaquer l'ennemi quand il le jugerait convenable.

La retraite de l'armée française fit faire aux Autrichiens un mouvement en avant. Après avoir passé l'Adige, ils occupèrent Castelnuovo, et vinrent cerner en partie la place de Peschiera, ou Schérer avait eu soin de jeter une garnison suffisante. Le corps principal de l'armée ennemie fut établi en avant de Vérone, la droite appuyée à Santa-Lucia, et la gauche à Tomba. En s'avançant, comme il l'avait fait, jusque sous le canon de Peschiera, l'intention du général Kray était de resserrer la gauche des Français, et d'essayer même de la tourner. Dans ce dessein, et pour distraire l'attention de Schérer, le général autrichien avait envoyé un fort détachement sur le Pô inférieur, jusqu'à Ostiglia.

L'ennemi fit, dans la soirée du 4 avril, plusieurs fortes reconnaissances sur le front des positions occupées par les divisions que commandait le général Moreau. Celui-ci, qui s'était porté de suite aux avant-postes, quand il avait été informé de la présence des troupes autrichiennes, reconnut que c'était le mouvement préparatoire d'une attaque générale très-prochaine. Il en fit donner avis au général en chef, en lui demandant ses

par les rapports étrangers, auxquels il a donné trop de croyance. Un officier digne de foi, présent à l'action, nous a assuré sur son honneur que la perte ne s'éleva pas à plus de cinq mille hommes; et cette version est d'autant plus admissible, que l'on verra plus bas la division Serrurier agir avec assez de vigueur pour faire supposer qu'elle n'avait pas éprouvé une diminution aussi considérable que l'avance le général Mathieu Dumas.

ordres, soit pour recevoir la bataille dans la position qu'il occupait, soit pour prévenir l'ennemi en marchant lui-même au-devant de lui. 1799 — Italie.

Le général en chef français avait résolu de livrer bataille à l'armée autrichienne, et l'on vient de voir plus haut que le général Kray était dans les mêmes intentions : une dépêche interceptée lui ayant appris que Schérer se proposait de tenter de nouveau le passage de l'Adige, il s'était mis en mesure de faire échouer cette entreprise. Les troupes autrichiennes avaient pris une ligne parallèle à celle de l'armée française; ainsi les deux généraux allaient présenter à la fois et recevoir le combat.

Schérer donna l'ordre aux divisions Victor et Grenier de s'avancer vers San-Giacomo, sur la gauche du corps autrichien posté en avant de Vérone, en côtoyant les bords de l'Adige pour tenir en respect les troupes qui tenteraient de percer de ce côté. Le général Delmas, qui, malgré ses blessures du 26 mars, avait voulu conserver le commandement de sa division, devait remplacer à Buttapreda la division Montrichard, pour ensuite protéger, en marchant sur Dossobono, l'attaque des divisions Victor et Grenier, et au besoin celle du général Moreau. Celui-ci, avec les divisions Hatry et Montrichard, était chargé d'attaquer l'ennemi à Somma-Campagna et à Sonna, tandis que le général Serrurier, placé avec les débris de sa division sous les ordres du général Moreau, devait s'emparer de Villa-Franca.

L'attaque avait été fixée à six heures du matin, le 5 avril; mais les mauvais chemins ayant retardé la marche des divisions Grenier et Delmas, elles ne purent arriver à leur destination qu'à onze heures. A cette époque de la journée, les deux armées se trouvèrent en présence, et le combat s'engagea sur tous les points.

Les troupes autrichiennes étaient divisées en trois fortes colonnes sous les ordres des généraux Kaim, Mercantin et Zopf. Les divisions Grenier et Victor s'avancèrent, suivant leurs instructions, sur San-Giacomo, en chassèrent l'ennemi et occupèrent ce village. Pendant que cette attaque réussissait sur la droite, deux colonnes ennemies s'étaient portées, par un mouvement circulaire, sur le camp d'où le général Moreau était parti le matin pour attaquer celui-ci par ses derrières, en même

1799 — an VII. Italie.

temps que la division Delmas était attaquée sur son front, à mesure qu'elle se formait à la tête du village de Buttapreda. Cette position critique ne troubla point le général Moreau, et il s'en tira par une manœuvre habile. Au lieu de continuer à se porter directement sur Somma-Campagna et Sonna, il laissa ces deux villages sur la gauche, et, par un mouvement à droite, il attaqua lui-même les deux colonnes autrichiennes. Celles-ci, prises par leur flanc droit, voulurent rétrograder sur leur position du matin; mais elles furent enfoncées, dispersées dans la plaine, et obligées de se retirer en grand désordre sur Vérone. Dans ce moment, le général Serrurier exécutait son attaque sur Villa-Franca. Repoussé d'abord, il réussit cependant, après une charge vigoureuse à la baïonnette, à s'emparer de ce bourg, et à faire à l'ennemi environ 900 prisonniers.

Cependant l'attaque des Autrichiens contre la division Delmas continuait, et celle-ci était presque débordée. Toutefois, quoique le général français ne fût parvenu à réunir la totalité de ses troupes qu'à deux heures après midi, il se battit avec tant de courage et de sang-froid, qu'il repoussa toutes les attaques, s'empara de cinq pièces de canon et fit 1,200 prisonniers.

Les choses se passaient autrement à la droite de l'armée française. Le général Kray avait envoyé une colonne de troupes fraiches sur San-Giacomo, où bientôt Victor et Grenier se virent attaqués avec la plus grande vigueur. Débordés sur leur flanc droit, accablés par une supériorité de forces irrésistible, les Français, sur ce point, furent obligés de se replier sur Isola della Scala. La division Delmas, jusqu'alors fortement engagee avec l'ennemi, ne put, après l'avantage qu'elle venait d'obtenir, que se déployer en arrière à droite pour protéger la retraite des deux autres divisions sur Due-Cestelli et Castiglione-Mantovano.

Sur ces entrefaites, le général Moreau, après son succès sur les troupes autrichiennes qui lui étaient opposées, avait suivi celles-ci jusque sous les murs de Vérone, et il se préparait à attaquer l'ennemi qui s'y était rallié, lorsque le général Schérer, après l'échec éprouvé par les deux divisions Grenier et Victor,

voyant son flanc droit entièrement découvert, lui envoya l'ordre d'opérer sa retraite. Moreau devait toutefois conserver son terrain jusqu'à la nuit tombante, afin de laisser au reste de l'armée le temps d'effectuer en bon ordre son mouvement rétrograde. Cette mesure fut mise à exécution avec tant de bonheur que, n'ayant quitté le champ de bataille qu'à sept heures du soir, Moreau fit sa retraite sans perdre un seul homme, quoiqu'il fût harcelé par les troupes légères de l'ennemi. 1799 — an VII. Italie.

La bataille de Magnano, ainsi appelée parce que le quartier général français avait été établi la veille dans ce village, occasionna une perte considérable aux deux partis. On a vu que les Français avaient fait 2,000 prisonniers et pris sept pièces de canon aux Autrichiens; ceux-ci perdirent en outre 3,000 hommes, tués sur le champ de bataille. Le feld-maréchal-lieutenant Mercantin, deux généraux-majors et sept officiers de l'état-major avaient été blessés grièvement.

Du côté des Français, le nombre des morts et des prisonniers fut à peu près le même que celui de l'ennemi; mais la perte en artillerie fut un peu plus considérable. Les généraux Beaumont, Dalesme et Pigeon étaient au nombre des blessés, et le brave général Delmas avait été frappé de nouveau par une balle

Le grand résultat de la bataille de Magnano fut la retraite de l'armée française vers le Mincio; augure, bien encourageant pour les Autrichiens, des triomphes qu'ils allaient remporter en Italie.

Décidé à prendre la ligne du Mincio, le général Schérer dut songer à mettre Mantoue dans un état de défense respectable. En conséquence, indépendamment de la garnison qui se trouvait déjà dans cette place, il y fit entrer 6,600 hommes, et il la fit approvisionner de munitions de guerre et de bouche pour plus d'un an. Cette augmentation de la garnison de Mantoue, et les pertes faites en morts, blessés ou prisonniers, dans les journées des 26 mars et 5 avril, réduisaient l'armée française à moins de 28,000 hommes. Schérer fut donc obligé de supprimer trois de ses divisions, et d'en distribuer les troupes dans les trois autres qui restaient: c'était sans doute le cas d'attirer à lui l'armée de Naples, qui se trouvait aussi sous son commandement, et dont la présence dans le royaume des Deux-Siciles

1799 — an VII. Italie. était beaucoup plus funeste qu'avantageuse aux intérêts de la république. En se décidant à attaquer le premier les Autrichiens, Schérer aurait dû également ordonner au général Gauthier, qui commandait une division sur les frontières du grand-duché de Toscane, de venir le joindre avec ses troupes pour renforcer d'autant son armée, puisque ces renforts pouvaient le mettre à même, sinon de vaincre l'ennemi, au moins de se maintenir contre ses efforts; mais l'insatiable avidité du Directoire en avait ordonné autrement. Les instructions du général en chef lui prescrivaient d'envahir le grand-duché de Toscane, et, pour frapper des contributions extraordinaires sur Florence et les autres villes de cet Etat, Schérer s'était privé des moyens de conserver l'Italie à la république.

En effet, pendant que les Français perdaient ainsi le terrain situé entre l'Adige et le Mincio, le grand-duché de Toscane, respecté naguère par Bonaparte, était envahi par la division du général Gauthier. Un des premiers soins de Schérer, en arrivant en Italie, avait été de signifier au grand-duc Ferdinand la résolution prise par le Directoire de s'emparer des États de ce prince. Le ministre Manfredini avait offert en vain toutes les réparations que pouvait exiger le gouvernement français : nous avons rapporté plus haut quels étaient les torts dont on avait déclaré le grand-duc coupable envers la république. Ce prince, obligé d'obéir à la nécessité, jugea convenable d'apprendre lui-même à ses sujets le changement qu'ils allaient éprouver, et il fit publier la touchante proclamation que nous plaçons ici, comme un monument précieux des vertus de ce digne souverain :

« Au moment de l'entrée des troupes françaises à Florence, nous regardons comme une preuve de fidélité, d'attachement et d'affection de la part de nos chers sujets, si, en secondant nos paternelles intentions, ils conservent la plus parfaite tranquillité et respectent la division française et tous les individus qui la composent, en s'abstenant de tout acte qui pourrait donner lieu à quelque plainte que ce soit. Cette conduite sage leur assurera, s'il est possible, de nouveaux droits à notre bienveillance. »

Cette proclamation fut publiée en même temps que plusieurs autres des généraux Scherer et Gauthier, dans lesquelles ces

derniers s'efforçaient de persuader au peuple toscan que les Français n'envahissaient le grand-duché que pour son bonheur et sa prospérité.

Le 29 mars, 3,000 hommes, sous les ordres du général Gauthier, se présentèrent aux portes de Florence. Ce détachement se composait d'infanterie et de cavalerie, et avait en tête plusieurs pièces de canon. Le général, qui s'attendait peut-être à trouver des obstacles par la résistance des Florentins, rangea sa troupe en bataille, et fit sommer la ville de se rendre; mesure bien inutile, puisque toutes les portes étaient déjà ouvertes par l'ordre du grand-duc. Les troupes françaises entrèrent dans Florence comme dans une ville amie, et le général Gauthier fit occuper sur-le-champ les portes, le vieux palais, les deux châteaux et les établissements publics. Les troupes toscanes placées à ces différents postes déposèrent leurs armes et furent réunies dans des quartiers particuliers. Deux piquets de troupes françaises furent établis sur les places de Sainte-Croix et de Sainte-Marie-Majeure, et l'on plaça une garde devant le palais Pitti, qu'occupait encore le grand-duc. Ce prince passa la nuit dans Florence, et ne quitta la ville que le lendemain avec la grande-duchesse et ses enfants, pour se rendre, sous l'escorte d'un détachement français, hors du territoire occupé par l'armée française. Cette noble famille se retira à Venise, pour passer de là en Autriche.

Le pape Pie VI, qui se trouvait, comme on le sait déjà, dans le grand-duché, fut considéré comme prisonnier de guerre[1].

Dans le même temps que le général Gauthier s'emparait ainsi de Florence, 4,000 hommes, commandés par le général Miollis, prenaient possession du pont de Livourne, après avoir désarmé la garnison toscane. Tous les émigrés français qui se trouvaient

[1] Victime de la haine que lui portait le Directoire, particulièrement le chef de la secte des théophilanthropes, Laréveillère-Lépaux, ce respectable vieillard fut arraché du couvent où il s'était retiré, et où il ne s'occupait plus que des intérêts célestes. On le conduisit à Parme, en lui promettant de le laisser vivre tranquille dans cette résidence; mais des ordres vinrent bientôt de Paris pour lui faire traverser les routes glacées des Alpes, et le renfermer d'abord à Briançon, ensuite à Valence, où il mourut des suites des persécutions qu'il avait éprouvées, et des fatigues d'un voyage pénible, bien au dessus de ses forces.

1799 - an VII. Italie. dans la ville reçurent l'ordre d'en sortir en vingt-quatre heures, sous peine d'être fusillés. La plus grande partie des Anglais que Livourne renfermait également s'étaient déjà embarqués à la première nouvelle de l'approche des Français; mais toutes les marchandises qui leur appartenaient, aussi bien que celles des Autrichiens, des Russes, des Portugais, des Turcs, et autres peuples en guerre avec la France, furent confisquées, et l'on annula tous les actes de vente et les marchés qui pouvaient avoir été conclus depuis quinze jours.

Un commissaire du Directoire français, Rheinhart, fut chargé de l'organisation civile du grand-duché de Toscane. Le régime français fut mis en vigeur, chaque ville eut sa municipalité, et le savant Fontana fut nommé président de celle de Florence. Mais ces institutions étaient déjà menacées dans leur existence et l'on verra plus loin avec quelle rapidité elles furent anéanties.

21 avril (3 floréal). Suisse. Allemagne. *Suite des opérations de l'armée d'Helvétie; Masséna est nommé commandant en chef des deux armées d'Helvétie et du Danube, après la démission du général Jourdan, etc.* — On a vu, dans l'article précédent, que le général Schérer, en attaquant les Autrichiens sur l'Adige, avait compté sur la coopération des troupes que les généraux Lecourbe et Dessolles commandaient à la droite de l'armée d'Helvétie; nous devons expliquer pourquoi le mouvement qu'espérait le général de l'armée d'Italie n'avait pas eu lieu.

Après la destruction du corps de troupes autrichiennes commandé par le général Auffenberg dans le pays des Grisons, la droite de l'armée du Danube, aux ordres du général Lecourbe, s'était avancée rapidement vers cette partie du Tyrol qui confine aux Grisons et à la Valteline. Les succès obtenus par cette division auraient eu de grands résultats pour l'armée d'Italie, si les revers de l'armée du Danube n'avaient pas mis le général Lecourbe dans la nécessité de faire un mouvement rétrograde, ainsi que nous allons le rapporter.

Le but du général Masséna, en ordonnant au général Lecourbe de s'avancer dans l'Engadine et dans la Valteline, avait été de faire remonter ses troupes jusqu'aux sources de l'Inn et de l'Adige, et de se trouver ainsi en possession d'une position

regardée comme la clef de l'Allemagne et de l'Italie. Pour assurer son flanc avant de pénétrer plus avant, Lecourbe avait envoyé le général Casabianca dans la haute Engadine pour s'emparer du poste de Bormio. Le général autrichien Laudon, qui le défendait, se retira dans le Wintschgau, où le général Bellegarde, commandant une division dans cette contrée, fut obligé de faire marcher une partie de sa réserve, pour s'opposer à la marche des Français. 1799 - an VII. Suisse. Allemagne.

A cette époque, le général Lecourbe, ayant reçu quelques bataillons de renfort, combina une attaque générale sur toute la ligne ennemie qu'il avait devant lui. Les généraux Loison et Dessolles eurent ordre de se diriger sur le Münster-Thal, que le général Laudon occupait encore avec 5,000 hommes. Lecourbe marcha lui-même sur Martinsbrück avec le reste de ses troupes. L'attaque dirigée sur ce dernier point manqua, parce que la brigade de gauche ne put faire sa jonction à temps. Après un combat très-meurtrier qui dura jusqu'au soir, les Français furent obligés de se retirer, et bivouaquèrent à quelque distance du village.

Lecourbe était dans l'intention de renouveler son attaque le lendemain 16 mars; mais il fut lui-même prévenu par l'ennemi, qui déboucha de Martinsbrück, en même temps que deux autres colonnes se portaient sur Schuls et Zernetz, situés sur la rive gauche de l'Inn. Le général Laudon, ayant évité les colonnes de Loison et de Dessolles, s'était porté en personne sur le poste de Schuls que défendait le général Mainoni, avec trois compagnies de grenadiers. Surpris par l'ennemi, qui déboucha à l'improviste par les montagnes, Mainoni eut à peine le temps de se reconnaître, et fut fait prisonnier avec son aide de camp et presque tous les officiers : la plupart des grenadiers réussirent à s'échapper par le chemin qui conduit à Fettan. Lecourbe, en apprenant cet événement, accourut aussitôt avec un bataillon de la 38e demi-brigade. Le village fut repris; mais il fut impossible d'enlever aux Autrichiens les prisonniers qu'ils venaient de faire. Les deux attaques vers Martinsbrück et sur Zernetz avaient été repoussées avec avantage.

Toutefois, le mouvement offensif que venait de faire le général Laudon sur les troupes de Lecourbe ne garantissait point

1799 — an VII. Suisse. Allemagne.

le premier du danger qu'il courait. En effet, tandis qu'il dégarnissait le Münster-Thal, les généraux Dessolles et Loison, achevant leur mouvement, se disposaient à l'attaquer. Pour pénétrer dans le Münster-Thal, les Français avaient eu à surmonter des obstacles et des dangers propres à effrayer les voyageurs les plus intrépides. Il fallait gravir, à travers les neiges et les glaces, une des plus hautes montagnes des Alpes dites *Juliennes,* le Wormser-Ioch, qui sépare les sources de l'Adda de celle de l'Adige. Les passages praticables sont si étroits, qu'à peine deux hommes peuvent y passer de front. Cependant les troupes françaises parvinrent au sommet de la montagne, et réussirent à y transporter deux pièces de 3. L'ennemi occupait au bas de la montagne des retranchements formidables, garnis de 18 pièces de canon. La gauche de ces retranchements était appuyée à un torrent, dont la direction suivait le flanc de sa ligne. Après avoir reconnu cette position, le général Dessolles resserra ses postes, et manœuvra pour s'avancer le plus près possible. Les troupes françaises se laissèrent glisser, ou plutôt se précipitèrent des hauteurs qu'elles venaient de gravir. Dessolles, ralliant tout ce qui avait pu descendre ainsi, rangea son monde sur le bord du torrent dont nous venons de parler, et commença l'attaque. La 12ᵉ demi-brigade s'élança la première, culbuta les premiers postes sans brûler une amorce, et pénétra, à l'abri du feu d'artillerie, jusqu'à la hauteur des retranchements de Glurns; elle déboucha ensuite et tourna la première redoute, tandis que le premier bataillon de la 39ᵉ demi-brigade marchait en bataille sur le front de cette même redoute, qui fut enlevée dans un instant. La 12ᵉ demi-brigade, continuant son mouvement oblique, était déjà parvenue sur les derrières de l'ennemi. Alors le général Dessolles, s'avançant avec le reste de ses troupes, attaqua de front les retranchements de Glurns et de Taufers. Les Autrichiens s'y défendirent avec opiniâtreté ; mais, étant entourés de toutes parts, ils furent obligés de se rendre. Cette journée, qui fit beaucoup d'honneur au général Dessolles, valut aux Français plus de 4,000 prisonniers, 18 pièces de canon avec leurs attelages et leur caissons : 1,200 morts autrichiens restèrent sur le champ de bataille.

Le général Laudon, revenant sur ces entrefaites de son expé-

dition sur Schuls, faillit tomber lui-même entre les mains des Français. En effet, tandis que Dessolles s'emparait des retranchements de Glurns et de Taufers, le général Loison, de son côté, avait entouré Nauders; et le général Lecourbe, ayant renouvelé son attaque sur Saint-Martinsbrück, s'était emparé de ce poste et avait poursuivi vivement l'ennemi dans sa retraite sur le Münster-Thal. Pressé en tout sens par les troupes françaises, le général Laudon, avec un petit nombre de fantassins et quelque cavalerie légère, ne réussit qu'avec peine à percer le cordon qui l'entourait, auprès de Glurns, et se retira dans la vallée de Venusta, sur laquelle le général Bellegarde s'avançait de son côté pour le dégager. Le général Lecourbe se porta alors jusqu'à Schluderns, et se trouva ainsi maître des deux vallées du Tyrol.

Cependant Masséna avait appris la perte de la bataille de Stockach et le mouvement rétrograde qui en avait été la suite. Voyant dès lors que le général Lecourbe occupait des positions trop avancées, où il pouvait se trouver compromis, il ordonna à celui-ci de suivre le mouvement de retraite qu'il était obligé de faire lui-même.

En conséquence, le général Lecourbe se retira dans l'Engadine, après avoir brûlé le pont de Finstermünz. Dessolles, qui s'était replié sur le Münster-Thal, où il s'était retranché dans les défilés, fut attaqué par les troupes réunies de Laudon et de Bellegarde, et fit sa retraite dans la haute Engadine. Masséna manœuvra alors pour concentrer ses troupes, attendant pour agir que l'armée du Danube eût fait un mouvement en avant ou en arrière.

Nous avons déjà dit que le général en chef Jourdan s'était décidé, après la bataille de Stockach, à faire rétrograder ses troupes jusqu'au débouché des montagnes Noires. Au 1er avril, il prit les dispositions suivantes : la première division devait se retirer sur Neustadt, et manœuvrer de manière à interdire à l'ennemi l'entrée de la vallée de ce nom; la deuxième division reçut l'ordre de camper sur les hauteurs dites Brenzebene; la troisième devait garder la forte position de Triberg et les autres postes qui pouvaient garantir la droite de l'armée. La division d'avant-garde fut chargée de garder Schramberg, afin d'appuyer

1799 — an VII
Suisse.
Allemagne.

la gauche du camp et d'occuper les bois qui couvraient le pont sur la Kintzig, près de Schiltach. Le général Vandamme eut ordre de s'établir dans les défilés qui conduisaient sur Schiltach, tandis que le général Saint-Cyr devait porter une brigade sur Freudenstadt et le Kniebis. Comme il était impossible de faire subsister la cavalerie dans ces montagnes, et que d'ailleurs son service y était à peu près inutile, Jourdan la fit rétrograder jusqu'à Offenburg, et établit lui-même son quartier général à Hornberg.

L'échec éprouvé par l'armée du Danube pouvait être attribué en grande partie à la disproportion qui existait entre les forces françaises et celles des Autrichiens : les mêmes causes que nous avons déjà signalées avaient amené les mêmes résultats. Indépendamment de l'infériorité numérique des troupes républicaines, celles-ci n'avaient point cette discipline si nécessaire aux succès, et cet état de choses provenait encore de l'incurie du Directoire. Au Rhin comme en Italie, les soldats français éprouvaient les plus grandes privations, et ils se voyaient dans la nécessité de remédier eux-mêmes a la coupable imprévoyance d'un gouvernement dont ils étaient cependant le seul appui. De là cette habitude du pillage qui faisait le désespoir des officiers. On trouve, dans les rapports que les généraux en chef adressaient à ce sujet au Directoire, des plaintes plus ou moins virulentes sur ce fléau destructeur des armées; et si le respect que ces chefs devaient aux membres du gouvernement les retenait au point de ne pas accuser certains d'entre eux de favoriser les malversateurs, ils se répandaient en reproches sur les agents, et notamment sur le ministre de la guerre, qu'ils déclaraient devoir être responsable des événements. On a prétendu même que si Schérer, alors ministre, sollicita si vivement le poste de général en chef de l'armée d'Italie, ce fut pour se mettre à l'abri de cette responsabilité, qui aurait pu lui devenir funeste. Quoi qu'il en soit, les deux généraux des armées du Danube et d'Helvétie, lassés de voir leurs plaintes sans effet, transmirent en même temps leur démission au Directoire, en la motivant sur l'impossibilité où ils étaient de rien faire d'utile pour la république avec des troupes qu'on laissait mourir de faim et sans vêtements. Le Directoire ne voulut recevoir que

la seule démission du général Jourdan, et, en conjurant avec instance Masséna de rester à son poste, il confia à ce dernier le commandement en chef des deux armées du Danube et d'Helvétie. Jourdan quitta son quartier général pour reprendre son poste au conseil des Cinq-Cents, et remit provisoirement le commandement de l'armée entre les mains du général Ernouf, son chef d'état-major.

Informé que l'archiduc se disposait à attaquer l'armée du Danube dans la journée du 3 avril, Ernouf prit le parti d'ordonner la retraite sur Kehl et Neu-Brisach, où il attendit l'arrivée du général Masséna pour lui remettre le commandement. La république se trouvait alors dans une position assez critique. Tandis que son armée en Italie était forcée d'abandonner une partie de ses conquêtes, ses troupes d'Allemagne revenaient sur ce fleuve, d'où elles étaient parties avec l'espérance de la victoire. Toutefois l'archiduc, en voyant reculer devant lui des adversaires encore redoutables, quoiqu'il fût dans ses intérêts de mettre sa supériorité à profit dans une occasion aussi favorable, fit à peine quelques mouvements pour troubler la retraite de l'armée du Danube [1].

Les opérations sur le Rhin parurent suspendues après la retraite de l'armée du Danube. Masséna dut modérer son impétuosité naturelle, par la considération de la faiblesse numérique de ses troupes, et s'occuper spécialement de la défense du cours du Rhin. Voulant conserver ses lignes en rapport avec celles que prenait l'armée d'Italie, il s'appliqua à fortifier toutes ses positions, déterminé à ne les abandonner qu'autant qu'il y serait engagé par des événements étrangers à ses propres troupes. Il établit son quartier général à Bâle, et donna aux divisions de l'armée d'Helvétie l'ordre de se maintenir, autant qu'elles le pourraient,

[1] L'archiduc a cherché son excuse dans le défaut de vivres et de munitions; mais on sait avec quel soin la prévoyante Autriche prépare toujours à l'avance ces deux objets, si nécessaires à la guerre. Le prince aurait dû nous faire connaître, au moins, les causes qui avaient pu entraver, à cet égard, l'activité ordinaire de l'administration autrichienne. Dans l'obscurité où il nous laisse, nous ne pouvons nous empêcher de voir encore ici cette irrésolution que nous avons déjà reconnue dans ses opérations, et dont il ne s'était pas encore corrigé à cette époque.

1799 — an VII. Suisse. Allemagne.

à la hauteur des positions de l'armée d'Italie. Il fit occuper le Rheinthal, et particulièrement la forte position de Rheineck, à l'extrémité supérieure du lac de Constance. La ville de ce nom fut mise dans un état de défense respectable; celle de Schaffhausen, retranchée et fortifiée autant que le permettait sa situation, fut gardée par une division française. Bâle, mise à l'abri de toute insulte, reçut aussi une garnison suffisante pour répondre de sa sûreté. Enfin, Masséna distribua ses troupes dans tous les postes avantageux qui se rencontrent sur la rive gauche du Rhin.

Les deux armées française et autrichienne restèrent dans l'inaction pendant à peu près la première quinzaine d'avril. L'archiduc se borna à faire faire quelques reconnaissances dans le Brisgau et aux environs du lac de Constance; il chercha en même temps à faire naître quelques inquiétudes sur ses desseins ultérieurs, en occupant les hauteurs qui dominent Constance, et en faisant avancer près de cette place la flottille autrichienne sous les ordres du colonel Williams. Enfin, l'archiduc se détermina à faire faire un mouvement offensif sur Schaffhausen: le corps d'armée aux ordres du général Nauendorf eut ordre d'investir cette place et de s'en emparer. A midi, l'avant-garde autrichienne, commandée par les généraux Kienmayer et prince de Lichtenstein, parut sur les hauteurs qui environnent Schaffhausen, et deux trompettes furent envoyés successivement pour sommer le commandant français de rendre la place. Sur le refus de celui-ci, le général Nauendorf fit commencer une vive canonnade en même temps que ses troupes s'engageaient avec les avant-postes français; ces derniers se replièrent après avoir perdu quelques hommes tués ou blessés; et les Autrichiens, s'avançant à leur poursuite, parvinrent jusqu'aux portes de la ville, qu'ils enfoncèrent. Un combat assez vif s'engagea alors dans les rues; mais le commandant français, qui avait ordre de ne prolonger sa résistance qu'autant que l'ennemi ne serait pas en forces très-supérieures, fit retirer ses troupes à travers la ville jusque sur la rive gauche du Rhin, après avoir eu soin de détruire le pont.

Pendant ce temps, la ville de Constance était également attaquée, et se défendait avec vigueur. Les troupes autrichiennes

renouvelèrent plusieurs fois cette attaque, que protégeait la flottille du colonel Williams, et toujours sans succès. Cet événement fut le dernier qui eut lieu sur le Rhin, dans le cours du mois d'avril. Les deux partis continuèrent à se fortifier dans les postes qu'ils occupaient sur les deux rives du fleuve. 1799 — an VII. Suisse. Allemagne.

Cependant la guerre se faisait alors avec plus d'activité dans la partie de la Suisse qui se rapproche des frontières du Tyrol et de l'Italie. Sans lui laisser un instant de repos, le général Bellegarde, après avoir envoyé plusieurs détachements pour appuyer les opérations du général Kray sur l'Adige et le Mincio, se trouvait encore en mesure de harceler le général Dessolles, qu'il avait contraint à se retirer sur Zernetz. D'après ses ordres, le colonel Strauch, ayant pénétré dans la vallée de l'Oglio, réussit à déposter les Français de Menzano, et à s'emparer du défilé entre Edolo et Ponte di Legno. Toutefois, le général autrichien échoua dans les diverses tentatives qu'il fit pour expulser le général Lecourbe de l'Engadine. Une attaque générale avait été ordonnée, dans la nuit du 21 au 22 avril, sur les points principaux occupés par le général français. Une colonne réussit à s'emparer du village de Remus, après en avoir déposté les Français; mais un bataillon de la 44e demi-brigade, commandé par le chef Sodeur, marcha sur l'ennemi et le rejeta dans les montagnes dont il venait de descendre, après avoir repris au pas de charge le village de Remus. Les Français obtinrent encore un plus grand succès dans un autre poste qu'ils occupaient non loin de ce dernier. Le major Schmidt, qui commandait cette attaque, après avoir été vivement repoussé et enveloppé, ainsi que le bataillon sous ses ordres, fut obligé de se rendre prisonnier.

Pour empêcher les Français d'augmenter leurs forces en Suisse, l'archiduc avait étendu sa ligne sur le bas Rhin, et semblait menacer les places de Mannheim, Mayence, Ehrenbreitstein, et même Dusseldorf. Il faisait passer quelques renforts aux paysans armés du Bergstrass, et donnait ordre au général Sztarray de pousser ses avant-postes jusqu'aux environs de Francfort.

Masséna, après avoir terminé ses mesures de défense sur le Rhin, transporta son quartier général de Bâle à Zurich, en cherchant à retenir, autant qu'il était en son pouvoir, les Au-

1799 — an VII. Suisse. Allemagne.

trichiens dans l'angle rentrant du Brisgau, en les menaçant continuellement sur la rive droite, où les places d'Huningue, de Neu-Brisach et de Kehl lui présentaient un passage continuel.

Tous ces mouvements peu décisifs en Suisse et sur le Rhin démontraient assez que la France et l'Autriche allaient diriger leur principale attention et leurs plus grands efforts du côté de l'Italie. On va voir, en effet, que les opérations sur ce point se poussaient avec la plus grande vigueur.

CHAPITRE VII.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Suite des opérations militaires en Italie. L'armée russe entre en campagne. Moreau remplace Schérer. Bataille de Cassano. Milan occupé par l'armée austro-russe, etc. — Continuation du siége de Saint-Jean d'Acre; combats de Nazareth, ou Loubi, et de Cana. Bataille du Mont-Thabor; Acre ravitaillée et secourue par les Anglais. Levée du siége; retraite de l'armée française, etc. — Suite des opérations militaires dans la haute Égypte; combats de Soccaki, de Tahta; bataille de Samnhoud. Mourad-Bey chassé du Saïd; combats de Thèbes, de Kéné, d'Aboumanah, de Benouth, de Bénehadi, etc. Occupation du port de Kosseïr, sur la mer Rouge, etc. — Suite des opérations en Italie; retraite de l'armée française sous Alexandrie; Prise de Peschiera, de Pizzighettone par les Autro-Russes; combat entre Valence et Alexandrie; retraite des Français sous Coni, etc. — Suite des opérations en Suisse; prise des retranchements de Luciensteig par les Autrichiens. Les Français évacuent le pays des Grisons; combat sur la Thur; combat de Zurich : cette ville est occupée par l'archiduc Charles, etc., etc., etc.

Suite des opérations militaires en Italie; l'armée russe entre en campagne; Moreau remplace Schérer; bataille de Cassano; Milan occupé par l'armée austro-russe, etc. — Nous avons dit dans le chapitre précédent qu'après la bataille de Magnano, Schérer crut devoir faire prendre à son armée la ligne du Mincio. En conséquence, le lendemain même de l'action, 6 avril, les positions de Villa-Franca et d'Isola della Scala furent évacuées, et les troupes firent leur retraite sur Roverbella, où l'arrière-garde s'arrêta dans la journée du 7 avril. Mais, tandis que le gros de l'armée française effectuait son passage à Goito, le général Kray faisait traverser le Mincio, vers Valeggio, à une forte avant-garde autrichienne destinée à commencer l'investissement de Peschiera. Les troupes des généraux Zopf et Kaim achevèrent de bloquer cette forteresse sur la rive droite, et investirent la partie orientale de Mantoue, de manière à couper

1799 — an VII.
28 avril.
9 floréal.
Italie.

1799 — an VII. Italie.

les communications avec Ferrare. Le général Klenau s'empara de Governolo ; et le général Bellegarde, commandant, comme on l'a vu plus haut, dans le Tyrol, fit marcher un corps de troupes par la vallée de Rocca-d'Anfo, et le dirigea sur Brescia, en arrière du flanc gauche de l'armée française.

Ce dernier mouvement, que le général Schérer ne sut ni prévoir ni empêcher, fut d'une très-grande conséquence pour l'armée française. Le 8 avril, à la pointe du jour, toute la chaîne des postes français et cisalpins, depuis Barnico jusqu'aux lacs d'Idro et de Garda, fut attaquée par les Autrichiens. Les troupes, étant trop peu nombreuses pour soutenir cette attaque avec quelque avantage sur une ligne aussi étendue, abandonnèrent leurs positions et se retirèrent sur Brescia, laissant l'ennemi maître des retranchements de San-Antonio, et du petit fort de Rocca-d'Anfo, situé sur la rive droite du lac d'Idro.

Ainsi débordé sur sa gauche, et sur le point d'être tourné, Schérer resta convaincu que la ligne du Mincio n'était plus tenable, et se détermina à la quitter. Les divisions reçurent l'ordre de se retirer derrière l'Oglio, en même temps que les autres troupes disponibles dans l'intérieur de l'Italie s'avançaient à marches forcées sur l'Adda, pour garder les ponts de cette rivière et couvrir Milan.

L'abandon de la ligne du Mincio sans combat préalable porta un grand découragement dans les rangs de l'armée française ; et ce mouvement rétrograde allait encore avoir pour résultat l'isolement de l'armée de Naples aux ordres de Macdonald, et la perte des communications avec Gènes, les États de Parme et la haute Toscane. Le gros de l'armée passa la Chiese le 8 avril, à Asola.

A mesure que les Français s'éloignaient ainsi de Mantoue, les Autrichiens resserraient cette place et en complétaient successivement l'investissement. Une flottille autrichienne, organisée sur le Pô, seconda différentes attaques entreprises par le général Klenau, chargé de s'emparer de tous les postes qui auraient pu servir au ravitaillement de Mantoue. Le même jour Schérer traversait la Chiese. Ponte-Molino, Lagoscuro et Borgoforte furent occupés par les Autrichiens, qui en surprirent les garnisons et les firent prisonnières. Klenau trouva à Lagos-

curo trente-deux barques chargées de deux cents pièces de canon en fer, destinées à armer des batteries sur le Pò; le même général prit à Borgoforte un équipage de pont qu'on y avait imprudemment laissé. 1799 — an VII Italie.

Pendant ce temps, la droite de l'armée ennemie s'avançait au delà du lac de Garda. Plusieurs engagements avaient eu lieu sur ce lac entre les flottilles française et autrichienne : l'avantage resta à cette dernière, qui força les bâtiments français de se réfugier sous le canon de Peschiera, où ils restèrent bloqués. Le siége de cette forteresse fut poussé avec vigueur; et Mantoue, désormais abandonnée à ses propres forces et déjà bloquée, commença à être bombardée par le général Saint-Julien. Le général Bellegarde continuait à manœuvrer dans le Tyrol, de manière à appuyer la droite du général Kray, et le général Wukassovich s'avançait vers Brescia. Cette ville était déjà menacée, lorsque le général Lecourbe envoya, de la Valteline, un corps de troupes qui attaqua les Autrichiens, les battit, et les força à renoncer momentanément a leur entreprise.

Quels que fussent déjà les progrès de l'armée autrichienne, le général Kray semblait attendre l'arrivée de l'armée russe pour pousser les Français avec plus de vigueur. Le 14 avril, ceux-ci etaient encore dans leurs dernières positions, c'est-à dire, leur gauche au delà de la Chiese, et la droite au delà de l'Oglio. L'avant-garde autrichienne était en avant de Goito, et le gros de l'armée ne passa le Mincio que le 15. Le général Kray fit prendre a ses troupes une position sur les bords de cette riviere, et occuper Monte-Olivetano et Campagnola.

Cependant, l'armée russe, commandée par l'un des généraux les plus estimés de cet empire, le feld-maréchal Souwarof, célèbre par ses succès contre les Turcs, avait traversé l'Allemagne, et venait de déboucher par les montagnes du Tyrol, à peu près dans le même temps que Schérer opérait sa retraite sur la Chiese et l'Adda. Le général en chef russe, à la tête de son avant-garde, entra dans Vérone le 14 avril, et arriva le lendemain au quartier général autrichien, à Campagnola. Souwarof prit alors le commandement suprême des troupes réunies sous la dénomination d'armée austro-russe; et lorsque le général Mélas, longtemps retenu sur les derrières par une maladie grave,

1799 — an VII. Italie. vint, quelques jours après, rejoindre l'armée autrichienne, il en reprit le commandement sous les ordres du feld-maréchal russe.

Souwarof arrivait à la direction des affaires militaires en Italie précédé d'une haute réputation, qu'il devait peut-être encore plus à la singularité de ses mœurs et de son caractère qu'à ses véritables talents pour la guerre. Cet homme, comblé des faveurs de son maître, et revêtu des dignités et des principaux honneurs militaires de l'empire russe, vivait avec la simplicité d'un Tatare, et combattait avec la vivacité d'un Cosaque. Religieux jusqu'au fanatisme, il inspirait ce dernier sentiment aux soldats sous ses ordres. Sorti lui-même des derniers rangs de l'armée, il n'oubliait point cette origine. Le culte superstitieux qu'il affichait, et cette espèce de courage sauvage et féroce qu'il savait montrer dans l'occasion, l'avaient fait adorer des guerriers non moins farouches et fanatiques qu'il conduisait. Ardent, infatigable, impassible dans le malheur, confondant dans sa manière de combattre les peuples civilisés et les hordes barbares, le vainqueur d'Ismaïlof, le héros de la Russie, s'était créé un système de guerre propre à déconcerter, par sa bizarrerie, les combinaisons savantes des tacticiens les plus expérimentés. L'armée autrichienne, placée sous le charme de cette renommée extraordinaire, vit dans Souwarof l'ange tout à la fois tutélaire et exterminateur dont l'épée flamboyante allait lui frayer le chemin de la victoire. L'enthousiasme des guerriers allemands fut porté au plus haut degré par le récit fastueux des brillantes campagnes de leur chef suprême; un fanatisme religieux et militaire embrasa tous les cœurs. Aucune circonstance plus favorable ne pouvait se présenter à Souwarof pour justifier cet enthousiasme et l'éclatante réputation qui le faisait naître. La faiblesse numérique des troupes françaises et cisalpines lui promettait des succès faciles, et le nom de son adversaire, déjà vaincu par la seule armée autrichienne, n'était pas assez imposant pour faire craindre que des manœuvres habiles pussent suppléer à l'infériorité des forces.

L'armée russe, composée de troupes d'élite, était de 40,000 hommes, et ce nombre, joint à celui de 60,000, formant l'effectif de l'armée que les Autrichiens avaient déjà en Italie, pré-

1799 — an VI. Italie.

sentait un total de 100,000 combattants. Affaiblis par les revers essuyés depuis l'ouverture de la campagne, les Français n'avaient guère plus de 28 à 30,000 hommes, non compris les troupes cisalpines, à opposer à une masse aussi effrayante que celle des Austro-Russes.

Souwarof s'empressa de mettre à profit sa grande supériorité, en suivant l'exécution du plan déjà commencé avec succès par le général Kray. Dès le 18 avril, il donna l'ordre aux troupes campées à Cavriana de s'avancer sur Brescia, que le général Schérer s'obstinait assez mal à propos à vouloir défendre. Le général Kray fut chargé par le généralissime de diriger cette attaque. Le 20, le corps autrichien du général Ott, soutenu par des pulks[1] de Cosaques et des détachements de grenadiers russes commandés par les généraux Bagration et Korsakof, se présenta devant Brescia. Le chef de brigade Boucret occupait cette ville avec environ 1,200 hommes. Sommé de se rendre, le commandant français répondit négativement et se prépara à résister. Après une vive canonnade, la porte dite de Peschiera fut enfoncée à coups de hache, et la garnison, abandonnant la ville, se renferma dans le château. Promptement attaqués dans cet asile et menacés d'être pris par escalade, les Français demandèrent à capituler et furent faits prisonniers. Les alliés trouvèrent, tant dans la ville que dans le château, quarante canons, dix-huit mortiers et une grande quantité d'armes et de munitions.

Sur ces entrefaites, le général Schérer s'était définitivement retiré derrière l'Adda, et n'avait laissé qu'une faible arrière-garde sur la rive gauche, entre Pizzighettone et Crémone. Cette dernière ville avait été évacuée le 16. Les mouvements progressifs de l'ennemi et un nouvel échec essuyé près de Crémone, firent bientôt rappeler l'arrière-garde derrière la rivière, où Schérer chercha à se fortifier. L'armée prit alors les positions suivantes :

La division Serrurier occupa la tête du pont de Lecco et se prolongea jusqu'à Vaprio. La division Grenier, chargée de défendre le pont de Cassano, devait se lier par sa gauche avec la droite du général Serrurier, et porter elle-même sa droite vis-

[1] On appelle ainsi les régiments de Cosaques.

1799 — an VII. Italie.

à-vis de Rivalta, pour se lier avec la gauche du général Victor, qui occupait le pont de Lodi en prolongeant son avant-garde vers le Pô. Schérer établit son quartier général à Lodi, espérant pouvoir tenir encore quinze jours dans sa nouvelle position, et recevoir à temps les secours que lui promettait le Directoire français Mais son adversaire n'était point d'humeur à lui donner ce relâche.

Souwarof, après la prise de Brescia, avait ordonné au général Kray de presser vigoureusement le siége de Peschiera. La seconde parallèle était déjà ouverte devant cette place, et la garnison avait en vain demandé à se retirer à Milan avec les honneurs de la guerre. Kray avait été établir son quartier général à Valeggio, et se trouvait également à portée de Peschiera et de Mantoue, dont l'investissement était complet. Le généralissime s'était porté à Montechiaro, à trois lieues de Brescia. Le 24 avril, le gros de l'armée ennemie passa l'Oglio sur deux colonnes. La première, aux ordres du général russe Rosemberg, marcha par Palazzolo du côté de Bergame; et la seconde, commandée par le général Mélas, s'avança par Ponte-d'Oglio, Martinengo, Sola, jusque sur le Serio. Des corps commandés par les généraux Kaim et Hohenzollern furent dirigés sur Plaisance et sur Crémone.

Schérer, craignant de voir forcer tous les ponts qu'il avait sur l'Adda, les fit rompre, et porta son quartier général à Milan. L'armée française en Italie ne s'était point encore trouvée dans une position aussi critique. Pressée par un ennemi quatre fois plus nombreux, elle avait encore à se défendre contre les mouvements insurrectionnels qui commençaient à se manifester dans les pays où elle se trouvait cantonnée. En effet, les revers que les Français venaient d'éprouver avaient rallumé toutes les passions. Les hommes dépouillés de leur influence, croyant le moment favorable pour la ressaisir, avaient levé l'étendard de la révolte. Des partis puissants étaient déjà formés jusque dans Milan; des rassemblements étaient organisés dans le pays d'alentour, et les paysans du Ferrarais avaient livré aux alliés la capitale de ce duché dont le château restait seul au pouvoir des Français. Les prétextes ne manquaient point pour exciter et fomenter l'insurrection : les longues exactions exer-

cées dans ces contrées par les agents du gouvernement français n'avaient que trop disposé les esprits à écouter les insinuations des émissaires que l'Autriche y avait dirigés.

Dans cet état de crise, Schérer eut du moins le bon esprit de reconnaître qu'il ne pouvait pas sauver l'armée française. Effrayé de l'immense responsabilité qui commençait à peser sur sa tête, et mettant tout amour-propre de côté, ce général envoya sa démission au Directoire, et remit provisoirement le commandement de l'armée à Moreau. C'était une singulière destinée que celle de l'ex-général de l'armée du Rhin : deux fois les hommes choisis par le Directoire français réparaient ainsi d'eux-mêmes l'injustice de ce gouvernement envers un guerrier que sa grande réputation appelait au commandement en chef des troupes en Italie. L'honorable confiance du général Schérer dans les talents du Fabius français reçut les mêmes applaudissements qu'avait excités la précédente déférence du général Joubert; et les directeurs, en cette circonstance, ne crurent pas devoir s'opposer au vœu général qui appelait Moreau à un poste peu envié. La nomination du nouveau commandant en chef eut une influence marquée sur le moral des soldats, consternés de leurs précédentes défaites. A la première revue qu'il passa des différentes divisions de l'armée, Moreau fut salué par les acclamations unanimes de *vive Moreau ! vive le sauveur de l'armée d'Italie! il nous sauvera comme il a sauvé l'armée du Rhin dans la forêt Noire.*

De pareils témoignages de confiance, en flattant l'amour-propre du général, ne lui fermèrent pas les yeux sur l'extrême difficulté de la tâche qui lui était imposée. Il savait qu'il lui était presque impossible de se maintenir contre une masse aussi forte que celle qu'il avait devant lui. Quelque temps avant l'arrivée du corps auxiliaire des Russes, lui-même avait proposé, dans un conseil de guerre convoqué par Schérer, de retirer toute l'armée française en Piémont, et d'éviter tout engagement ultérieur, jusqu'à ce que le Directoire eût réuni les moyens de reprendre une offensive vigoureuse. Mais au moment où il venait de prendre le commandement en chef, les circonstances n'étaient plus les mêmes. Une retraite précipitée compromettait l'armée de Naples, et la livrait, pour ainsi dire, à la discrétion de l'en-

1799 an VII. Italie. nemi. Cette considération puissante lui fit garder ses positions, et chercher à défendre le plus longtemps possible le passage de l'Adda, afin de donner à la division Dessolles, que devait envoyer Masséna, le temps d'arriver en ligne pour défendre la gauche, tandis que les troupes du général Gauthier, auquel l'ordre d'évacuer la Toscane fut transmis, arriveraient à marches forcées pour joindre la droite de l'armée.

Moreau prit les dispositions qu'il jugea les plus convenables pour assurer sa retraite et avoir les moyens de se rapprocher des Apennins et de la côte de Gênes, afin de faciliter la jonction de Macdonald avec l'armée d'Italie. La tête du pont de Cassano, déjà couverte par le Canale Ritorto, qu'occupaient des avant-postes retranchés, fut complétement fortifiée et garnie d'artillerie. La gauche, aux ordres de Serrurier, fut étendue jusque sur la rive droite de la branche orientale du lac de Como; la droite, aux ordres du général Delmas, fut renforcée par des troupes tirées du centre. C'est dans cette position que Moreau attendit les entreprises ultérieures de l'ennemi.

On ne peut guère se dissimuler que les dispositions prises par Moreau ne remplissaient point l'objet que ce général s'était proposé. En admettant la possibilité de se défendre avec 30,000 hommes contre des forces plus que triples, toujours est-il évident que la ligne française était trop étendue; puisque son point de retraite était Alexandrie, le général français devait concentrer ses troupes à Cassano et sur le Ritorto, au lieu de les disséminer, comme il le faisait, depuis le lac de Como jusqu'à Pizzighettone, dans un espace de près de vingt lieues de longueur : c'était suivre maladroitement les errements vicieux de son prédécesseur, et exposer la faible armée française à une entière destruction.

Cependant le maréchal Souwarof avait porté son quartier général à Treviglio. Bergame et son château, attaqués vivement, avaient été emportés malgré la vigoureuse résistance des troupes que Moreau avait commises à la défense de cette place. Le 25 avril, l'armée alliée arriva tout entière sur les bords de l'Adda. Le généralissime, ayant fait reconnaître et reconnu lui-même en partie la position de l'armée française, divisa ses troupes en trois fortes colonnes correspondantes aux trois points

principaux de la ligne française. La colonne de droite, commandée par le général russe Rosemberg, et dont le général Vukassovich dirigeait l'avant-garde, se porta vers la pointe du lac de Lecco, vis-à-vis du poste de ce nom; la colonne du centre, composée des divisions autrichiennes Zopf et Ott, se dirigea sur Vaprio; enfin, la colonne ou corps de gauche, conduit par le général Mélas, marcha par Treviglio et vint se placer vis-à-vis des retranchements de Cassano. Souwarof, dans l'intention d'attaquer le lendemain, fit bivouaquer ses troupes devant les avant-postes français. 1799 — an VII. Italie.

En effet, le 26, à la pointe du jour, les bataillons de grenadiers russes, aux ordres du prince Bagration, attaquèrent Lecco, et ne purent emporter ce poste, où ils éprouvèrent une perte très-considérable par l'effet de l'artillerie des retranchements, et par l'opiniâtre résistance des soldats français. Dans le même temps, le général Seckendorf, détaché du camp de Treviglio, marchait sur Crema, en chassait les Français, et poussait ses avant-postes jusqu'au pont de Lodi. Le général Hohenzollern, sortant de Crémone, avait passé le Pô pour faire une incursion dans le duché de Parme.

Toutefois les mouvements ordonnés par Souwarof ne purent être entièrement achevés dans la journée du 26, ce qui fit différer l'attaque générale jusqu'au lendemain.

Le général Serrurier, dont la division avait défendu les retranchements et la tête de pont de Lecco, en était parti, suivant les instructions qu'il avait reçues, avec les deux tiers de son monde, pour se rapprocher, en longeant la rive droite de l'Adda, du centre de l'armée; il ne laissa, dans Lecco, que la 18e demi-brigade légère et un détachement de dragons, sous les ordres du chef de brigade Soyez [1], et du capitaine d'état-major Delort [2].

Le général Vukassovich fit rétablir, dans la nuit du 26 au 27, le pont que les Français avaient détruit à Brivio, et s'en servit pour passer l'Adda, à la pointe du jour. Le marquis de Chasteler, quartier-maître général de l'armée alliée, avait également

[1] Depuis maréchal de camp.
[2] Depuis maréchal de camp.

1799 — an VII. Italie.

fait travailler à la construction d'un pont placé à deux milles au-dessous du château de Trezzo. La force du courant et l'escarpement des deux rives de l'Adda, en cet endroit, ne purent empêcher les travaux, et le pont fut achevé sans que les postes français en eussent aucun soupçon. Les divisions des généraux Zopf et Ott, masquées par le village de San-Gervasio, pendant l'établissement du pont, passèrent alors l'Adda, attaquèrent le château de Trezzo, battirent le détachement qui l'occupait, et le poursuivirent jusqu'à Pozzo : il n'était guère que cinq heures du matin lorsque ce dernier événement avait lieu.

Le général Moreau, averti de ces attaques sur sa gauche, fit marcher la division du général Grenier sur Brivio. Ces troupes rencontrèrent, chemin faisant, celles du général Serrurier, qui venaient d'être repoussées de Trezzo. Les deux généraux réunis attaquèrent alors les divisions ennemies qui avaient passé le pont construit par le général Chasteler. Une action très-vive s'engagea entre les deux partis. Les ennemis commençaient à plier, et déjà le général Grenier, par un mouvement habile, menaçait d'envelopper une des divisions ennemies qu'il avait débordée et presque tournée, lorsqu'un renfort, conduit par le général Chasteler, vint rétablir l'équilibre, et faire tourner la chance en faveur des Austro-Russes. Grenier, attaqué à son tour par des forces supérieures, n'en continua pas moins de combattre avec la plus grande vigueur. Le village de Pozzo, pris et repris plusieurs fois, finit par rester au pouvoir des alliés, après un carnage affreux, où les deux partis firent une perte à peu près égale. Un colonel autrichien y fut blessé mortellement, et le général français Becker y fut fait prisonnier [1]. Grenier, ayant rallié ses

[1] Le général Becker, après avoir enlevé un village dont les Autrichiens venaient de s'emparer, et fait quatre cents prisonniers sur des forces plus que triples des siennes, se trouva en présence d'une double ligne d'infanterie appuyée d'une nombreuse artillerie tirant à mitraille sur les faibles colonnes françaises. La gauche du général Becker était déjà débordée, et sa droite découverte par la retraite qu'opérait à ce moment la division Grenier. Voyant ainsi sa brigade compromise, Becker ordonna la retraite, qui fut exécutée dans le meilleur ordre possible : l'ennemi suivit ce mouvement, en continuant ses feux. Le général français, ayant eu déjà deux chevaux tués sous lui, fut atteint d'un biscaïen dans le bas-ventre, laissé pour mort sur le champ de bataille, et ramassé par les soins du général autri-

troupes au village de Vaprio, y fut attaqué derechef, et forcé de l'évacuer. Cette retraite devint très-fatale aux Français, en ce qu'elle sépara la division Grenier de celle du général Serrurier, comme nous le dirons plus bas. 1799 – an VII. Italie.

Pendant que ceci se passait à la gauche de la ligne française, le général Mélas avait attaqué les deux forts postes de Cassano et de Ritorto Canale. On sait que les Français avaient conservé, sur ce point, un pont qui débouchait sur la rive gauche, et dont ils occupaient fortement la tête. Trois bataillons de grenadiers autrichiens, conduits par Mélas en personne, s'avancèrent pour attaquer cette tête de pont. Après avoir combattu avec toute l'énergie du désespoir, et jonché la terre de grenadiers ennemis, les Français furent forcés dans leurs retranchements, et vinrent se placer à l'entrée du pont, où ils combattirent encore avec la dernière intrépidité, encouragés par la présence du général en chef, qui eut plusieurs de ses aides de camp tués à ses côtés. Cette résistance avait jeté quelque désordre dans les rangs ennemis; mais, renforcés par des troupes fraîches, et soutenus par le feu d'une artillerie nombreuse, les Autrichiens s'avancèrent à la baïonnette, se servant des corps de leurs camarades tués pour escalader le parapet. Cette dernière attaque fut si impétueuse, que Moreau ne crut pas devoir résister plus longtemps, et ordonna la retraite. Les Français passèrent le pont et en firent sauter une des arches. Les troupes se ralliaient sur la rive droite, lorsque la colonne ennemie, qui venait de passer l'Adda a San-Gervasio, vint prendre les Français à dos et en flanc. Le combat recommença, pour repousser ces nouveaux assaillants; mais, pendant ce temps, Mélas faisait rétablir le pont de Cassano, et bientôt sa colonne put traverser la rivière. Pris de front, en flanc et à dos, Moreau eut alors besoin de tout son sang-froid et de la valeur de ses troupes pour échapper au péril imminent où il se trouvait. Entouré, pour ainsi dire, sur tous les points, il faillit tomber lui-même au pouvoir des ennemis, et ne dut son salut qu'au dévouement des soldats qui se firent

chien Zopf, qui le fit transporter à son quartier général, partager son appartement, et panser par le meilleur chirurgien de sa division. Devenu depuis lieutenant général et comte de l'empire, le général Becker fut chargé, en 1815, d'accompagner Napoléon à bord du *Bellérophon*.

1799 an VII. Italie.

exterminer pour protéger sa retraite. Mélas, voyant son adversaire s'échapper, et sentant combien ses troupes, fatiguées d'une lutte aussi opiniâtre, avaient besoin de repos, donna l'ordre de cesser le combat, et s'arrêta sur les bords de la rivière, dans les villages de Cassano, d'Inzago et de Gorgonzola, où il établit son quartier général. Moreau se retira jusque derrière la rivière de Ticino ou Tésin, au delà de Milan.

La perte des Français, dans cette journée désastreuse, fut proportionnée à l'acharnement qu'ils avaient apporté dans la défensive. Deux généraux avaient été tués, 3,000 hommes faits prisonniers, parmi lesquels un grand nombre d'officiers, et le général Becker, déjà cité; 2,000 morts étaient restés sur le champ de bataille; et Moreau, obligé de se retirer précipitamment, avait abandonné plus de cent pièces de canon et plusieurs obusiers. Toutefois ces pertes, déjà si considérables, allaient être augmentées par les suites de l'isolement où se trouvait placé le général Serrurier après la retraite du général Grenier.

On a vu que, séparé du gros de l'armée française après l'évacuation du village de Vaprio, Serrurier devait nécessairement se trouver exposé à tous les efforts des troupes que commandaient les généraux Rosemberg et Vukassovich, qui avaient passé l'Adda à Brivio. Serrurier, attaqué avec chaleur, soutint ce combat disproportionné avec tant de bonheur et de résolution, que, le soir de la bataille, il était parvenu jusqu'au village de Verderio, sans avoir éprouvé une perte trop sensible. Ignorant la situation des affaires au centre, ce général s'était retranché dans cette position, et s'y défendit toute la nuit avec moins de 2,500 hommes qui lui restaient. Le lendemain, 28 avril, il espérait encore que le général Moreau, qui ne pouvait pas ignorer sa situation critique, viendrait le dégager; mais il apprit bientôt la retraite précipitée du général en chef, et, se voyant enveloppé par plus de 10,000 hommes, il réfléchit qu'en résistant plus longtemps il exposerait les braves qu'il commandait à une mort certaine et inutile. Toutefois, avant d'en venir à la fâcheuse résolution de mettre bas les armes, ce digne général assembla ses officiers, et ouvrit le premier l'avis de se frayer un passage, l'épée à la main, à travers les rangs pressés de l'ennemi. Cette détermination généreuse et hardie

ne fut point accueillie, et Serrurier dut alors former la demande d'une capitulation. Il obtint que tous les officiers, au nombre desquels se trouvait un général piémontais, auraient la liberté de se retirer en France sur leur parole, et que les soldats prisonniers seraient échangés les premiers contre un pareil nombre de soldats des armées alliées. Par cette capitulation, 2,500 hommes environ, quinze canons et plusieurs caissons de munitions tombèrent encore au pouvoir de l'ennemi[1]. Ainsi la détermination prise de défendre la ligne de l'Adda coûtait aux Français près de 9,000 hommes; perte énorme, et que ne pouvaient pas compenser les secours attendus par Moreau.

1799 an VII Italie.

Pendant que les Autrichiens effectuaient ainsi le passage de l'Adda, et forçaient le général Moreau à se retirer en toute hâte sur le Tésin, les Russes attaquaient de nouveau et avec acharnement la tête de pont de Lecco, qui avait résisté jusqu'à ce moment. Excités par les succès que leurs troupes venaient d'obtenir sur les autres points, ils se portèrent à cette attaque avec une audace dont il serait difficile de donner une idée; mais la résistance des soldats français était dans la même proportion que la téméraire intrépidité de leurs ennemis : aussi tous les environs de la redoute, toutes les avenues par où ils cherchaient à déboucher sur la tête du pont étaient non pas jonchées, mais encombrées de cadavres entassés les uns sur les autres; jamais un espace aussi resserré n'a présenté autant d'hommes tués, et ce combat de Lecco doit être un exemple mémorable de tout ce que l'attaque a de plus audacieux et de plus terrible, de tout ce que la défense a de plus énergique et de plus opiniâtre. Enfin, consternés par tant de pertes, il fallut bien que les soldats russes renonçassent à enlever les retranche-

[1] Après cette capitulation, le maréchal Souwarof fit l'accueil le plus distingué au général Serrurier, et l'invita à dîner. Pendant le repas, la conversation tomba naturellement sur les événements de la veille et sur la capitulation du matin. Souwarof, par un mouvement de jactance excusable dans un général tel que lui, dont l'instruction et les conceptions ne s'étendaient guère au delà d'un champ de bataille, demanda au général français où il comptait se retirer : « A Paris, répondit Serrurier. — Tant mieux, ajouta le généralissime; j'espère vous y voir bientôt. — Je l'espère de même, reprit le vaincu, avec autant de finesse que de dignité.

1799 – an VII. Italie. ments de vive force ; et, ce qui met le comble à la gloire de cette défense héroïque, le détachement du 9ᵉ de dragons laissé, comme nous l'avons dit, avec la 18ᵉ demi-brigade légère, à la défense de Lecco, et conduit par le capitaine Letort, sortit des retranchements après le dernier effort des Russes, les chargea, les mit en fuite, en tailla une partie en pièces, et ramena avec lui une trentaine de grenadiers, dont quelque-uns étaient décorés de la médaille d'Ismaïlof[1], preuve authentique de leur bravoure éprouvée.

Cependant, le petit nombre de Français qui venaient de résister si opiniâtrément à des efforts si extraordinaires, ne voyant rentrer aucune des ordonnances qui avaient été envoyées pour avoir des nouvelles et prendre les ordres du général de division Serrurier, en lui rendant compte de ce qui venait de se passer, commencèrent à considérer avec plus d'attention la situation critique dans laquelle ils se trouvaient. Toutes les munitions de guerre étaient épuisées, et, quoique depuis quelques heures les ennemis eussent cessé de tirer sur les retranchements, le colonel Soyez soupçonna les événements désastreux qui venaient d'avoir lieu sur la ligne française, et dès lors il songea à une résolution hardie. Profitant de l'obscurité de la nuit, il rassembla quelques barques qui se trouvaient sur le lac de Como, et y fit d'abord transporter tous ses blessés. La 18ᵉ légère s'embarqua ensuite promptement et dans le plus grand ordre : un profond silence dérobait ce mouvement aux ennemis. Au point du jour, toutes les embarcations étaient au large, à l'exception d'une seule, qui avait été laissée pour recevoir l'officier de génie, les artilleurs et les sapeurs, chargés de faire sauter la tête de pont. Cette dernière opération réussit complétement. Les pièces enclouées furent ensevelies sous les débris des retranchements détruits par la mine. La dernière barque rejoignit les autres, et pas un individu, quelque graves que fussent ses blessures, ne fut abandonné à l'ennemi. La troupe du colonel Soyez, après avoir couru quelques dangers, rejoignit l'armée sur les bords du Tésin.

[1] Les Russes sont dans l'usage, à la fin de chaque campagne, de distribuer des médailles à ceux de leurs soldats qui s'y sont le plus distingués.

Les tristes résultats de la bataille de Cassano ont attiré au général Moreau les reproches d'un grand nombre d'historiens militaires. Ils le blâment de n'avoir pas su prévoir ni empêcher l'établissement du pont que l'ennemi jeta sur l'Adda, dans la nuit du 26 au 27, à l'endroit le plus difficile de la rivière, sous un château gardé par des Français, et à peu de distance d'un de leurs camps. Cette opération de l'ennemi dénote, de la part des Français, une négligence de précautions et de surveillance qu'il est fâcheux d'imputer au général dont la prudence s'est rarement trouvée en défaut d'une manière aussi capitale.

1799 — an VII
Italie.

Moreau, en se retirant derrière le Tésin, annonçait qu'il désespérait de pouvoir défendre l'invasion de la capitale de la Lombardie. Il emmena avec lui les membres du Directoire cisalpin, et cette fuite des autorités constituées sema la terreur et l'effroi parmi tous ceux qui, ayant pris part à la première révolution, redoutaient, avec raison, la vengeance du gouvernement autrichien. La foule des malheureux habitants de Milan qui abandonnaient cette ville occasionna un tel désordre dans la division Grenier, formant l'arrière-garde, et chargée par conséquent de protéger leur marche, que cette troupe eût été infailliblement enlevée au passage du Tésin, si l'ennemi eût mis plus d'activité dans sa poursuite. Mais, cédant, comme tous les vainqueurs, au sentiment qui est l'écueil de la prévoyance de ceux-ci, Souwarof, fier d'entrer en triomphateur dans Milan, négligea les moyens de troubler la retraite des Français. Il prit possession de la capitale de la république cisalpine le 28 avril, au nom de l'empereur d'Allemagne, et il publia de suite la proclamation que l'on va lire, dans laquelle il est facile de remarquer les traits distinctifs du caractère original du héros moscovite :

« L'armée victorieuse de l'empereur apostolique et romain est ici : elle combat uniquement pour le rétablissement de la sainte religion, du clergé, de la noblesse, et de l'antique gouvernement de l'Italie.

« Peuples, unissez-vous à nous pour Dieu et pour la foi. Nous sommes arrivés avec une grande puissance à Milan et à Plaisance, pour vous secourir. »

1799 — an VII. Italie. Cependant les Français tenaient encore la citadelle de Milan; une garnison de 1,500 hommes l'occupait sous les ordres du général Béchant, qui avait promis au général en chef de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Nous allons suspendre le récit des opérations militaires en Italie, en Suisse et sur le Rhin, pour continuer celui des événements de l'Orient, où les armes françaises, par une fatalité remarquable, éprouvaient aussi des échecs assez fâcheux, mais au moins compensés par les brillants exploits dus à la rare et pour ainsi dire romanesque intrépidité des plus vaillants soldats du monde.

21 mai (2 prairial). Syrie. *Continuation du siége de Saint-Jean-d'Acre; combats de Nazareth, de Loubi, et de Cana; bataille du mont Thabor; Acre ravitaillée et secourue par les Anglais; levée du siége; retraite de l'armée française, etc.* — Le siége d'Acre, que Bonaparte s'était flatté de terminer en quelques jours, trainait en longueur. Encouragés par les succès obtenus dans la journée du 21 mars, Djezzar, Phelipeaux et les soldats musulmans redoublaient d'efforts pour prolonger leur résistance et sortir victorieux de leur lutte avec les Français. Les troupes du pacha, contre l'ordinaire de cette milice indisciplinée, exécutaient avec intelligence et la plus grande docilité les ordres et les dispositions de l'habile ingénieur européen qui les dirigeait. Des ouvrages immenses avaient été construits en peu de temps; jour et nuit l'ennemi s'occupait sans relâche de l'achèvement de l'enceinte nouvelle dont nous avons parlé et qui s'élevait derrière les anciennes murailles. Plusieurs sapes conduites entre la ville et le camp étaient même destinées à détruire, par des contre-attaques, les ouvrages des assiégeants. Tout annonçait la résolution bien prise de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité.

De leur côté, les Français travaillaient avec ardeur à perfectionner leurs ouvrages et à se mettre dans le cas d'attaquer avec succès; mais on sait fort bien qu'il n'en est pas d'un siége comme d'une bataille. Dans le premier, le courage n'étant que secondaire doit être toujours soutenu par les moyens physiques et matériels, qui sont indispensables pour renverser les murailles et triompher des obstacles opposés par l'art. Or, l'armée

française manquait, malheureusement, de tout ce qui constitue l'attirail d'un siége régulier ; elle avait perdu avec la flottille sortie de Damiette toutes les pièces de grosse artillerie ; la tour carrée n'avait été battue en brèche que par des pièces de campagne, et l'expérience venait de démontrer combien ce moyen était insuffisant. Les munitions commençaient même à manquer par la difficulté des communications ; les boulets étaient devenus si rares, qu'on laissait passer des jours entiers sans répondre au feu de la place et des deux vaisseaux anglais, qui ne cessaient point de tirer sur les ouvrages de tranchée. Pour remédier autant que possible à cette pénurie de projectiles, Bonaparte fit mettre à l'ordre du jour l'invitation de ramasser avec soin tous les boulets de l'ennemi, et, pour intéresser les soldats dans cette recherche, il promit une prime proportionnée au calibre des projectiles apportés au parc d'artillerie.

Indépendamment de cette disette de munitions de guerre, celle des vivres commençait aussi à se faire sentir : les magasins de Caïffa étaient presque épuisés, et les paysans des environs d'Acre, qui d'abord s'étaient empressés de pourvoir le camp de subsistances, avaient sensiblement ralenti leur zèle depuis que le premier assaut repoussé leur eut fait craindre que la victoire ne restât à Djezzar. Les Druses seuls continuèrent à se montrer attachés à la cause des Français, et, à partir du 28 mars, il n'y eut plus que les individus de cette nation qui fréquentassent le camp et y apportassent des vivres. Le jeune scheick Daher montrait surtout un dévouement à toute épreuve ; et c'est aux soins de cet ami généreux que les Français durent de ne pas être atteints par la famine pendant une partie du siége.

Daher avait dans tout le pays qui entoure Saint-Jean-d'Acre des émissaires qui servaient utilement le général en chef. Ce fut par eux que Bonaparte apprit que les Syriens formaient des rassemblements considérables sur plusieurs points, et qu'ils devaient, après s'être réunis aux Naplousains, attaquer l'armée pour faire lever le siége d'Acre. Ils annoncèrent que Djezzar avait envoyé de tous les côtés des agents pour insurger tout le pays, en excitant les vrais croyants à prendre les armes pour exterminer les ennemis du saint prophète. L'or appuyait ces

1799 — an VII. Syrie. intrigues ; et déjà les villes de Saïde (Sidon), véritable chef-lieu du pachalik de Djezzar, d'Alep, de Damas, avaient fourni de nombreux contingents, qui s'avançaient avec d'autant plus de sécurité, que les envoyés du pacha leur annonçaient qu'il n'y avait pour eux aucun danger. « Les Français, disaient-ils, ne sont qu'une poignée d'hommes ; ils n'ont point d'artillerie, et Djezzar est soutenu par de nombreuses troupes anglaises ; il suffira de vous montrer et d'agir pour exterminer l'impie Bonaparte et son armée. »

Ces rapports, exagérés encore par l'emphase orientale, causèrent quelque inquiétude au général en chef ; et pour s'assurer du véritable état des choses, en même temps qu'il diminuait le nombre des bouches inutiles autour de la place, Bonaparte résolut de faire quelques détachements destinés à parcourir le pays, et à reconnaître la force et la position des ennemis nouveaux qu'on lui annonçait. Ainsi, le général Vial fut envoyé vers le nord, pour prendre possession de Sour (l'ancienne Tyr) ; le général Murat prit sa direction vers le nord-est, pour s'assurer du poste de Zafet, et le général Junot marcha vers le sud, avec l'ordre de s'emparer de Nazareth et d'observer tout le pays environnant.

Vial rencontra peu de difficultés dans sa mission. Après avoir traversé les montagnes du cap Blanc avec assez de peine, il était arrivé, le 3 avril, en vue de la ville de Sour. A son approche, la plupart des habitants, effrayés, prirent la fuite. Le général français employa ceux qui étaient restés à aller rassurer ceux qui s'étaient enfuis. Il fit promettre à ces derniers paix et protection, s'ils rentraient dans leurs foyers ; et il eut la satisfaction de les voir revenir en foule. Vial laissa dans la ville une garnison de 200 Mutualis, tribu particulière qui avait embrassé le parti des Français, et rentra au camp sous Acre, avec le reste de son détachement, le 6 avril.

Murat ne fut pas moins heureux que Vial dans son expédition : il parvint sans malencontre jusqu'au fort de Zafet, et quelques coups de canon suffirent pour en chasser la garnison. Composée presque en entier de Maugrabins, cette troupe savait qu'un grand nombre des leurs avaient pris parti pour les Français : cet exemple les décida, et ils proposèrent à Murat de se

mettre sous ses ordres. Ce général accepta, mais, ne se fiant pas à leur fidélité, il les dirigea sur le camp de Saint-Jean-d'Acre, tandis qu'il laissait dans Zafet une garnison plus sûre. L'occupation de ce poste fournit aux Français des vivres assez abondants. Murat continua sa marche, et, après avoir laissé sur sa gauche un lac appelé par les Arabes Bahr-el-Houley, il pénétra, par la plaine d'Iacoub (Jacob), jusqu'au lac de Tibériade (en arabe, Bahr-el-Tabarieh), et fit faire halte à ses troupes sur les bords du Jourdain : quelques coureurs poussèrent même jusqu'au pont d'Iacoub sur le même fleuve, et cette reconnaissance n'ayant rien fait apercevoir qui pût faire croire au rassemblement de troupes dont on menaçait l'armée, Murat revint sur Zafet, et bientôt après au camp d'Acre, où il était de retour le 6 avril.

Cependant il existait réellement un fort rassemblement vers le point que Murat avait été chargé de reconnaître, et l'événement prouva bientôt que ce général avait abandonné trop précipitamment le pont d'Iacoub. Le jour même où son détachement rentrait au camp d'Acre, les troupes de Damas, conduites par le fils du pacha de cette ville, effectuèrent le passage du Jourdain sur les deux ponts d'Iacoub et d'El-Medjameh, et établirent leurs magasins dans la ville de Tabarieh (l'ancienne Tibériade).

Junot, suivant les instructions qu'il avait reçues, s'était emparé de Nazareth, et avait ce même jour, 6 avril, envoyé dans un village à quelque distance de cette dernière ville un détachement de soixante-dix chevaux, sous la conduite du scheick Daher et de son frère. Arrivé dans la plaine qui sépare les montagnes de Naplous et celle de Nazareth, Daher aperçut une avant-garde de l'armée de Damas, au nombre d'environ 500 chevaux. Trop faible pour aller à la rencontre de cette troupe, Daher se jeta dans les montagnes, et fit donner avis à Junot de sa rencontre, et de la position dans laquelle il se trouvait. Junot, à cette nouvelle, partit de Nazareth le 8 avril, avec 150 grenadiers de la 19e de ligne, 150 carabiniers de la 2e légère, commandés par le chef de brigade Desnoyers, et à peu près 100 chevaux, commandés par le chef de brigade du 14e de dragons, Duvivier. Il fut rejoint par le

1799—an VII. Syrie. scheick Daher et son frère, et quelques-uns de leurs cavaliers.

Junot arriva au village de Cana à huit heures. Le scheick El-Beled[1] vint au-devant du général pour l'engager à ne pas avancer plus loin, attendu, disait-il, que l'ennemi se trouvait dans la plaine au nombre de 2 ou 3,000 mille chevaux. Cet avis ne pouvait pas intimider Junot, qui continua sa marche. Avant de partir de Nazareth, il avait eu soin de faire prévenir le général en chef de la présence des Damasquins, et de sa résolution de s'avancer à leur rencontre en attendant l'arrivée des secours qu'il sollicitait.

Arrivés au débouché de la vallée de Cana à Loubi, les Français virent effectivement 2 ou 3,000 cavaliers divisés en plusieurs corps, et caracolant dans la plaine qui se trouve entre Loubi et le mont Thabor. Pour mieux juger de leur nombre, Junot monta sur la hauteur où est situé le village de Loubi, et, n'ayant point reconnu qu'ils fussent en effet plus nombreux qu'ils ne l'avaient paru au premier aspect, il plaça son infanterie en bataille sur quatre rangs, la cavalerie à gauche faisant face au mont Thabor. Dans cet ordre, il se disposait à s'avancer dans la plaine pour tourner la montagne, et pour s'assurer s'il n'existait point derrière le mont Thabor quelque réserve ennemie, lorsqu'il aperçut derrière lui, venant du village de Loubi, un corps de cavalerie ennemie, composée de mameloucks, de turkomans et de Maugrabins. Cette nouvelle troupe paraissait forte de 2,000 hommes au moins ; elle marchait en masse, et, contre la coutume des Orientaux, au petit pas et en bon ordre. On apercevait dans les rangs une grande quantité d'étendards, dont quatre ou cinq des plus apparents étaient portés devant les chefs.

Dans cet état de choses, Junot crut devoir faire quelques changements à ses dispositions premières. La cavalerie, qui était sur la gauche, passa à la droite, et il ordonna aux trois derniers rangs de son infanterie de faire demi-tour à droite. Le terrain que venait de quitter la cavalerie fut occupé par un détachement de grenadiers, placé en potence, de manière à pouvoir flanquer le nouveau front présenté à l'ennemi.

[1] On appelle ainsi le principal chef d'un village arabe.

Junot avait bien jugé, en apercevant le dernier corps ennemi, 1799 - an VII SYRIE.
que son attaque pourrait être la seule dangereuse, et qu'un rang de grenadiers suffirait de reste pour contenir les 2,000 cavaliers aperçus d'abord, et que l'on reconnut pour des Arabes, qui se contenteraient de harceler la troupe française pendant le combat. Le général recommanda aux soldats le silence le plus absolu. Le moment était difficile, et chacun sentit qu'il fallait entièrement s'en rapporter à son chef; aussi, pendant le combat, aucun soldat ne fit un mouvement qui ne lui fût commandé. La confiance et l'intrépidité paraissaient sur tous les visages. L'ennemi s'attendait à n'éprouver qu'une faible résistance de la part de cette poignée d'hommes, qu'il supposait immobiles de terreur; mais il fut bien déconcerté quand, s'étant avancé jusqu'à portée de pistolet sans essuyer aucun feu, il fut accueilli tout à coup par la décharge la plus vive et la plus meurtrière. En un instant plus de 300 des siens jonchèrent la terre en avant du front des Français, et il se retira à quelque distance.

Junot mit à profit le moment de répit que lui donna la surprise de ces nombreux adversaires, pour rétablir ses rangs, et surtout ceux de sa cavalerie, qui, n'ayant pas un feu aussi redoutable à opposer que celui de l'infanterie, avait reçu le choc des chevaux ennemis, et y avait résisté avec une fermeté digne des plus grands éloges. L'ennemi, bientôt revenu de son premier étonnement, et fort de sa supériorité, ne tarda pas à recommencer l'attaque. Junot, en le voyant s'ébranler, rappela d'un mot aux grenadiers et aux carabiniers que leur sang-froid venait de les sauver, et qu'il importait de le conserver. Cette exhortation était inutile : les troupes de Damas furent reçues à cette seconde charge avec plus d'intrépidité encore, si cela était possible, et perdirent 200 hommes.

Dans cette charge, un maréchal des logis du 3e régiment de dragons arracha un des principaux étendards à un cavalier ennemi, qui le défendit vaillamment. Les deux guerriers restèrent pendant plusieurs minutes serrés corps à corps, l'un voulant enlever l'étendard, et l'autre employant toutes ses forces pour le conserver. Pendant cette lutte singulière les deux chevaux s'abattirent, mais les deux cavaliers ne vidèrent point les

1799 - an VII Syrie. arçons. Enfin le Français, plus leste que le mamelouck, gêné dans ses vêtements, dégage sa main droite et passe son sabre au travers du corps de son adversaire, qui, en perdant la vie, tenait encore son étendard.

Une centaine des plus hardis de la troupe ennemie ne se retirèrent point avec le gros de leurs camarades, et revinrent encore escarmoucher, au moment où Junot commençait lui-même son mouvement de retraite dans l'ordre le plus parfait. C'est alors seulement que quelques carabiniers de la 2e légère s'élancèrent hors des rangs pour avoir l'honneur d'un combat corps à corps avec les cavaliers ennemis. Il y eut en effet sept ou huit engagements partiels, dans lesquels les Turcs ou les mameloucks furent toujours vaincus.

Junot s'était écarté un moment de son infanterie pour voir de plus près la lutte de ses intrépides carabiniers avec les cavaliers dont nous parlons; deux de ces derniers, reconnaissant le général à son panache et à ses marques distinctives, se précipitent sur lui avec furie. Junot, d'un coup de pistolet, renverse le premier qui se présente, et assène un coup de sabre sur la tête du second, qui fuit à toute bride.

Le combat avait commencé entre neuf et dix heures du matin, et Junot n'opéra sa retraite qu'à trois heures de l'après-midi, après avoir eu l'attention de faire construire un brancard pour emporter un carabinier qui avait eu la cuisse cassée d'un coup de feu. Les chefs de brigade Duvivier et Desnoyers s'étaient particulièrement distingués dans cette brillante action, qui rappelle véritablement les combats héroïques du Tasse, les exploits fameux des croisés français. Les Français n'y eurent que 12 hommes tués et 48 blessés, dont aucun ne le fut assez grièvement pour ne pas suivre la retraite, qui s'opéra sur Cana. Junot, dans son rapport, fit une mention particulière de son aide de camp, Teinturier; des maréchaux de logis de dragons Rousse et Decamps; du sergent-major Franquet et du caporal Lacroix. Le capitaine Gilbert, du troisième de dragons, fut au nombre des tués [1].

[1] Cette relation a été rédigée d'après le propre récit du général Junot, confirmé par plusieurs témoins oculaires et acteurs de ce combat mémorable.

Sur ces entrefaites, les travaux du siége d'Acre n'avaient point été discontinués. L'artillerie avait battu en brèche et fait sauter une partie de la contrescarpe, et l'on se préparait à faire un nouvel effort pour se loger dans la tour carrée. Mais les Turcs l'avaient tellement remplie de bois, de sacs à terre, et même de balles de coton, que l'entreprise échoua, et qu'il fut résolu qu'on attendrait l'arrivée de quelques pièces d'un plus fort calibre que celles dont on disposait, et d'autres munitions, pour renouveler une attaque. On travailla à pousser un rameau, à l'effet d'établir une mine sous la tour pour la faire sauter. 1799 - an VII. Syrie.

Djezzar avait souvent cherché à troubler les travaux par des sorties qui n'avaient eu aucun résultat important; mais lorsqu'il apprit la marche des troupes d'Alep et de Damas sur Acre, ce pacha sentit la nécessité d'occuper assez les assiégeants pour les empêcher de se porter au-devant de ces puissants renforts, avant que ceux-ci ne fussent réunis en armée de secours. Le 7 avril, les assiégés firent une sortie générale sur trois colonnes, à la tête desquelles se trouvait un détachement anglais tiré des équipages et des garnisons des vaisseaux du commodore Smith. Ces troupes s'avancèrent sous la protection de l'artillerie des remparts servie par des canonniers anglais.

Les colonnes ennemies attaquèrent avec vigueur les premiers postes et les travaux avancés. Les détachements qui gardaient ces ouvrages, trop inférieurs pour résister au choc, se replièrent; mais l'artillerie française dirigea, des places d'armes et des parallèles, un feu si bien nourri sur les assaillants, que les premiers rangs de ceux-ci furent renversés. Les deux colonnes de droite et de gauche firent demi-tour pour gagner les remparts, celle du centre s'obstina seule à avancer; elle était conduite par le major anglais Thomas Asfield, et devait s'emparer de l'entrée du rameau de mine. S'avançant rapidement à la tête de quelques braves de sa nation, à travers une grêle de balles et de mitraille, Asfield touchait déjà à l'entrée de la mine, lorsqu'il fut renversé mort aux pieds des siens. Cet événement fut le signal d'une déroute complète. Les soldats anglais et musulmans, ayant perdu toute leur audace, rentrèrent précipitamment dans la place, laissant les revers des parallèles couverts de leurs morts et de leurs blessés.

1799 – an VII. Syrie. Cependant le rapport du combat de Nazareth était parvenu au général en chef, qui sentit la nécessité d'envoyer des secours au général Junot, et de s'opposer à l'irruption des troupes de Damas et d'Alep. Le général Kléber reçut en conséquence l'ordre de partir avec sa division, dont faisait partie le détachement commandé par Junot, et de joindre en toute hâte ce dernier à Nazareth.

Kléber se mit en marche le 9 avril au matin, et fut bivouaquer le soir même à Bedaoui, près de Safarieh; il arriva le lendemain à Nazareth. Ayant été informé par Junot que le corps avec lequel celui-ci avait été engagé n'avait point quitté sa position de Loubi, le général de division prit la résolution de marcher sur ce village. Le 11, les Français s'avancèrent jusqu'à la hauteur de Seid-Jarra, à un quart de lieue de Loubi et à une lieue et demie de Cana, et rencontrèrent l'armée des pachas forte de 5,000 chevaux et d'environ 1,000 fantassins, descendant dans la plaine et étendant ses ailes pour envelopper ses adversaires, qu'elle avait aperçus la première; mais Kléber ne lui donna pas le temps d'achever ce mouvement. Il fit attaquer de suite le village de Seid-Jarra, où s'était jetée l'infanterie ennemie, en même temps qu'une partie de la division, formée en carré, chargeait la cavalerie. Après un engagement assez vif, où les Français signalèrent leur intrépidité accoutumée, le village fut emporté et les troupes ennemies culbutées et forcées de se retirer en désordre jusqu'au bord du Jourdain. Dans ce combat, Junot eut deux chevaux et un dromadaire tués sous lui, et reçut trois balles mortes dans ses habits.

Le manque de munitions empêcha le général Kléber de poursuivre vivement les vaincus. Il se replia sur Nazareth et fit fortifier la position de Safarieh. Quant aux troupes ennemies, les unes se retirèrent sur Tabarieh, les autres vers le pont d'El-Medjameh, le plus grand nombre vers le Bayzard. Ce dernier point devint le rendez-vous général des différents rassemblements. L'armée dite *des pachas*, composée des mamelouks d'Ibrahim-Bey, des janissaires de Damas, de ceux d'Alep, et des Arabes de différentes tribus de Syrie, opéra sa jonction avec celle des Naplousains, et ces deux corps réunis vinrent camper le 14 avril dans la plaine de Fouli, autrefois nommée Esdrelon.

Le capitaine Simon, laissé par le général Murat à Safet pour 1799 - an VII Syrie.
en commander la garnison, fut attaqué vers ce temps par un détachement assez considérable; il abandonna la défense du village pour ne s'occuper que de celle du fort, où il retira tout son monde. Ce fut en vain que l'ennemi tenta l'escalade à plusieurs reprises; toujours repoussés avec perte, les Turcs se vengèrent de cette résistance en brûlant le village, en ravageant le pays et en tenant le capitaine Simon étroitement bloqué.

Le général Kléber informa le général en chef de ce dernier événement, et de l'impossibilité où il se trouvait de secourir le capitaine; il lui annonça également qu'il avait reconnu l'armée ennemie, qu'elle pouvait monter à une trentaine de mille hommes, dont 20,000 au moins de cavalerie, en le prévenant en même temps des mouvements qu'il allait faire pour tourner le gros de cette armée et tenter de surprendre son camp. Ce général terminait sa dépêche en exposant qu'il convenait de renforcer sa division pour la mettre à même d'opérer avec succès.

Bonaparte acheva de se convaincre, par ce dernier rapport, qu'il était urgent d'en venir à une action générale et décisive, pour éloigner une masse aussi formidable, qui pouvait venir l'attaquer lui-même dans son camp. Il conjecturait qu'une fois vaincues, ces hordes indisciplinées, qu'on ne peut conduire malgré elles à de nouveaux combats, perdraient promptement toute la confiance que Djezzar était parvenu à leur inspirer, et le désir de se mesurer derechef avec des adversaires aussi redoutables que les Français. Mais, en reconnaissant la nécessité d'une grande bataille, le général en chef avait trop d'expérience pour ne pas voir tout l'inconvénient de la livrer sous les murs de Saint-Jean-d'Acre, où les assiégés pouvaient seconder les efforts des pachas réunis. Il résolut donc de prendre avec lui toutes les troupes du siége dont il pouvait disposer à la rigueur sans compromettre cette opération, et de les conduire à l'ennemi extérieur pour forcer celui-ci à repasser irrévocablement le Jourdain.

Murat fut d'abord envoyé en avant avec 1,000 hommes d'infanterie, une pièce d'artillerie légère et un détachement de dragons, avec ordre de marcher à grandes journées sur le pont d'Iacoub, de s'en emparer, de prendre à revers les troupes qui

1799 — an VII Syrie.

bloquaient Ssafet, et d'opérer, s'il était possible, sa jonction avec la division Kléber. Bonaparte, ne laissant devant Acre que les divisions Lannes et Reynier, partit le 15 avril avec le reste de la cavalerie, la division Bon tout entière, et huit pièces d'artillerie, et vint prendre position sur les hauteurs de Safarieh, où il bivouaqua. Le 16, à la pointe du jour, il marcha sur Fouli, en suivant les gorges qui tournent les montagnes, parce que l'artillerie ne pouvait pas franchir ces dernières. A dix heures du matin, il arriva sur des hauteurs d'où il put découvrir la plaine de Fouli ou d'Esdrelon, et le mont Thabor. Il aperçut, à trois lieues de distance environ, la division Kléber, forte à peine de 2,000 hommes, aux prises avec la masse entière de l'armée ennemie. A deux lieues en arrière du champ de bataille, le camp des mameloucks se faisait remarquer au pied des montagnes de Naplous.

A la vue de l'ennemi, et surtout à l'aspect des dangers que courait la division Kléber, le petit corps d'armée conduit par Bonaparte demanda à grands cris de marcher de suite au combat pour secourir et délivrer ses compagnons d'armes. Le général contint cet enthousiasme, du plus favorable augure, ordonna aux troupes de prendre quelques instants de repos, devenu nécessaire par la marche fatigante de la matinée, et prépara ses dispositions pour l'attaque. Il forma deux grands carrés de tout son monde, et les dirrigea de manière à présenter, avec la division Kléber, les trois angles d'un triangle équilatéral de deux mille toises de côté. Par cette manœuvre, l'ennemi se trouvait au centre de la figure, et Bonaparte espérait l'isoler de son camp, lui couper la retraite sur Tabarieh, où étaient ses magasins, et le rejeter sur le Jourdain, où il devait être prévenu par le corps détaché sous les ordres de Murat. On va voir le prompt et mémorable résultat de ces savantes dispositions.

Le général Kléber avait reçu dans son camp de Nazareth des munitions, quatre pièces de canon, et un renfort de cavalerie ; il en était parti le 15 et s'était avancé vers Fouli, dans l'intention d'attaquer l'ennemi le lendemain à la pointe du jour, quelle que fût d'ailleurs la force de ce dernier ; mais, égaré par ses guides, il n'arriva sur le camp ennemi qu'à six heures du matin, et ne put par conséquent effectuer la surprise qu'il

avait projetée. Cependant, voulant mettre à profit un premier moment de confusion, il commença son attaque et s'empara d'un petit fortin, dans lequel il s'empressa de jeter une centaine d'hommes, commandés par le chef de brigade Venoux. Ce fortin dominait la plaine, était inaccessible à la cavalerie, servait naturellement de point d'appui, et, en cas d'échec, pouvait protéger le mouvement de retraite de la division. Kléber avait partagé ses troupes en deux carrés, et s'avança dans la plaine, où le combat fut bientôt engagé; 4,000 cavaliers ennemis y étaient déjà descendus, et furent promptement suivis de 3,000 autres, puis d'un troisième corps, enfin de la masse entière de cavalerie. Jamais les Français ne s'étaient vus assaillis par des forces aussi nombreuses, et sans doute il fallait tout leur héroïsme pour ne pas céder à un premier mouvement de surprise et de terreur. Indépendamment de cette nuée d'hommes à cheval, l'ennemi avait encore un grand nombre de fantassins, qui engagèrent une fusillade très-vive avec les tirailleurs que Kléber avait jetés sur le front de ses carrés.

Il y a peu d'exemples d'une scène pareille à celle qui s'offrait alors aux regards de Bonaparte et de sa troupe, placés, comme nous venons de le dire, sur les hauteurs qui dominent la plaine de Fouli : une poignée de Français affrontant ainsi, avec une fermeté au delà de toute expression, une masse immense d'ennemis déterminés qui l'enveloppaient de toutes parts! Pendant longtemps les Turcs essayèrent d'entamer les deux carrés par des charges, tantôt partielles et tantôt générales, qu'ils fournissaient en poussant, à la manière des Barbares, les cris les plus épouvantables. Chaque fois, la contenance stoïque des valeureux Français, les feux de file et celui de l'artillerie chargée à mitraille, forçaient l'ennemi à reculer, et portaient dans ses rangs pressés un ravage terrible. Vers le milieu du jour, les carrés français se trouvaient naturellement retranchés derrière un rempart de cadavres d'hommes et de chevaux. Toutefois, Kléber, s'apercevant que l'un de ces carrés, celui de Junot, était trop petit pour renfermer les chevaux, caissons, et autres équipages, prit le parti de ne former qu'un seul carré des deux, et continua, après ce mouvement que ne put empêcher l'ennemi, d'opposer une résistance insurmonta-

1799— an VII Syrie. ble, tout en recommandant de ménager avec soin les munitions. Kleber savait que les musulmans, suivant leur usage, cesseraient de combattre au coucher du soleil, et il voulait se maintenir jusqu'à ce moment de la journée, afin de mettre à profit la retraite, toujours un peu désordonnée, de l'ennemi, en se jetant avec impétuosité à sa poursuite.

Il était à peu près une heure de l'après-midi, lorsque le canon se fit entendre dans le lointain. Les soldats de Kléber, accablés des fatigues d'un combat aussi opiniâtre que celui qu'ils soutenaient depuis le matin, ressentent une nouvelle ardeur à ce signal inattendu : tous s'écrient avec enthousiasme et le front rayonnant d'espérance : c'est Bonaparte! Aux acclamations d'allégresse qui s'élèvent spontanément des carrés français, l'ennemi, qui, dans ce moment même, tentait encore un effort, l'ennemi étonné s'arrête, et bientôt l'effroi le plus prononcé va succéder à son irrésolution.

En effet, le bruit entendu était celui d'une salve ordonnée par Bonaparte, au moment ou, après avoir fait toutes ses dispositions, il avait ébranlé ses deux carrés. Le général en chef voulait, par cette décharge, informer Kléber du secours qu'il lui portait. Celui-ci, saisissant parfaitement l'intention de Bonaparte, et cédant à l'impatience de ses soldats, prend aussitôt l'offensive. Le général Verdier, à la tête de quatre compagnies de grenadiers, se détache du carré, et attaque audacieusement le village de Fouli, occupé par l'infanterie ennemie; Kléber fait soutenir cette attaque par un piquet de cavalerie que commande Junot. En quelques minutes le village est emporté à la baïonnette, et tous ceux qui cherchent encore à le défendre sont massacrés.

A ce moment même, Bonaparte arrivait sur le champ de bataille. La 32[e] demi-brigade, conduite par l'intrépide général Rampon, s'élance au pas de charge et attaque l'ennemi en flanc et à dos. Le général Vial, à la tête de la 18[e], marche sur le village de Noures, pour pousser l'ennemi vers le Jourdain par le chemin d'Erbed; enfin les guides à pied et la cavalerie se portent précipitamment vers Djenine, pour couper la retraite sur ce point.

Si 2,000 hommes immobiles dans la plaine de Fouli n'avaient

pu être entamés par l'innombrable cavalerie ennemie, celle-ci pouvait-elle espérer d'arrêter dans leur élan les nouveaux braves qui venaient de paraître devant elle? En un instant le plus grand désordre s'introduit dans les rangs de cette troupe indisciplinée. L'ennemi, poursuivi, prévenu dans toutes les directions, ne sait plus de quel côté fuir pour échapper aux Français, qui le poursuivent de toutes parts. Coupé vers les montagnes de Naplous, coupé de Djenine, de son camp, de ses magasins, il parvient cependant à s'échapper en se précipitant derrière le mont Thabor, d'où, toujours poursuivi, il gagne, pendant la nuit, le pont d'El-Medjameh. La terreur des fuyards était si forte, qu'encombrés au passage du pont, un grand nombre se jetèrent dans le Jourdain pour gagner plus promptement l'autre rive, et s'y noyèrent.

L'armée française, harassée des fatigues de la journée, s'arrêta au pied du mont Thabor; elle y passa la nuit du 16 au 17 avril, et c'est de ce lieu solennel, à jamais célèbre dans les fastes de la gloire nationale, que Bonaparte adressa l'ordre du jour aux différents corps de l'armée d'Orient en Syrie, dans la basse et la haute Égypte. Résultat brillant d'une admirable combinaison de mouvements, la victoire du mont Thabor était véritablement le plus beau fait d'armes des troupes, qui, depuis leur entrée en Égypte, n'avaient point cessé de triompher. Il faut convenir que si la froide intrépidité de Kléber avait commencé le succès, le génie actif de Bonaparte l'avait seul terminé; et cependant il est bien remarquable que, dans son rapport au Directoire, le général en chef eut la rare modestie d'attribuer presque toute la gloire de cette journée à son lieutenant.

Dans les règles d'une justice distributive, nous devons dire que le général Murat, de son côté, avait contribué à rendre la victoire décisive. Parti du camp d'Acre le 13 avril, il avait débloqué le château de Ssafet, chassé l'ennemi du pont d'Iacoub, surpris le fils du pacha de Damas, à la tête d'un fort détachement, et poursuivi ses troupes jusque sur la grande route qui conduit à cette capitale de la Syrie. Ce dernier avantage, remporté la veille de la bataille du mont Thabor, avait privé l'ennemi d'un de ses principaux points de retraite. Réuni le soir de la bataille à un détachement de cavalerie commandé

1799 — an VII. Syrie.

par l'adjudant général Letureq, que Bonaparte avait envoyé sur le camp des mameloucks, Murat avait tué un grand nombre de ces derniers, fait 300 prisonniers, arrêté un convoi de 500 chameaux, et enlevé tous les riches bagages, les munitions, les vivres qui se trouvaient dans le camp. Le lendemain 17, le même général courut s'emparer des magasins immenses que l'ennemi avait formés à Tabarieh : la garnison s'enfuit à son approche. Les provisions trouvées dans cette ville étaient en si grande quantité, que le commissaire des guerres Miot écrivit à l'ordonnateur en chef Daure qu'il lui était impossible d'en dresser des états, mais qu'il y en avait assez pour nourrir toute l'armée pendant un an.

La bataille du mont Thabor venait de coûter à l'ennemi plus de 6,000 hommes; les Français en avaient perdu à peine 200 : fait incroyable, s'il n'était pas attesté par des témoignages irrécusables! Les troupes musulmanes, terrifiées, se dispersèrent dans les différentes provinces d'où elles étaient sorties, et ne parurent plus pendant toute la durée du siége. Bonaparte laissa le général Kléber, avec sa division, à Nazareth, lui ordonna de continuer à occuper les ponts d'Iacoub et d'El-Medjameh, les forts de Ssafet et de Tabarieh, et de garder avec soin la ligne du Jourdain. Après ces dispositions, le général en chef rentra, avec le reste des troupes, dans son camp sous Saint-Jean-d'Acre, le 20 avril.

L'éclatante victoire remportée sur les alliés de Djezzar ranima la confiance et excita le zèle des troupes de siége; l'abondance revint dans le camp, par suite de la prise des immenses magasins de Tabarieh : aussi les travaux furent-ils repris avec plus de vivacité que jamais. Le jour même du retour du général en chef devant Acre fut marqué par un événement heureux. Bonaparte venait d'apprendre et d'annoncer à l'armée que le contre-amiral Perrée, débarrassé de la croisière anglaise devant Alexandrie, était sorti de ce port avec les trois frégates *la Courageuse*, *l'Alceste* et *la Junon*, et était arrivé devant Jaffa, où il avait débarqué de l'artillerie de siége avec des munitions suffisantes. Ce convoi, attendu depuis si longtemps, arriva bientôt au camp, et répandit une allégresse universelle dans l'armée.

La mine à laquelle les assiégeants travaillaient depuis longtemps pour faire sauter la tour carrée fut enfin achevée le 24 avril : on y mit le feu ; mais un souterrain dont on n'avait point connaissance, et qui se trouvait sous la mine même, absorba l'effet de l'explosion. Un seul côté de la tour sauta, et la brèche ne se trouva guère plus praticable qu'auparavant. Ainsi, le hasard servit les assiégés mieux que n'auraient pu le faire toutes leurs combinaisons. 1799 an VII Syrie.

Toutefois, Bonaparte voulant au moins profiter de la première terreur que l'explosion, quoique imparfaite, avait dû occasionner, ordonna de reconnaître comment la tour se trouvait liée au corps de la place. 30 grenadiers parvinrent à se loger dans les décombres sous la voûte du premier étage ; mais l'ennemi, qui communiquait par la gorge et occupait les débris des voûtes supérieures, lança dans l'étage inférieur des matières inflammables, qui forcèrent les grenadiers d'évacuer ce poste.

Le 25, les batteries continuèrent à démolir la tour en brèche. Le soir, les travailleurs essayèrent de se loger dans le premier étage, et y restèrent jusqu'à une heure du matin ; mais l'ennemi renouvela la scène de la veille avec le même succès. Écrasés par les obus, les grenades, et autres matières enflammées qui pleuvaient sur eux des étages supérieurs, les travailleurs furent encore obligés d'abandonner la tour. Le général Vaux fut dangereusement blessé en cette occasion.

Le 27 avril fut une journée de deuil pour toute l'armée : elle avait à pleurer la perte du général Caffarelli-Dufalga, commandant l'arme du génie[1].

[1] Ce brave officier, que ses talents distingués et surtout ses qualités toutes chevaleresques rendaient cher à tous les Français de l'Orient, était malade depuis le 9 avril. Ce jour-là, en visitant la tranchée, il s'était approché du puits que l'on creusait pour faire la nouvelle mine. Ayant appuyé son bras droit sur le revers du boyau, il ne voulut pas le retirer, ainsi que l'engageaient à le faire les soldats de garde, en l'assurant que l'ennemi tirait avec beaucoup d'adresse sur le plus petit point qu'on lui offrait. A peine lui avait-on donné cette avis, qu'il fut en effet atteint d'une balle, qui lui fracassa le coude. Le chirurgien en chef Larrey jugea l'amputation nécessaire, et, dix-huit jours après, Caffarelli mourut des suites de cette opération. Il fut enterré devant les tentes du quartier général. Cette perte fut rendue plus sensible encore par celle du chef de l'etat-major de la même arme, Say, qui mourut le 29, également des suites de l'amputation du bras gauche.

1799 an VII. Syrie.

Cependant les assiégés, pour défendre leur front d'attaque, dont presque toutes les pièces étaient démontées, étaient parvenus à établir une place d'armes en avant de leur droite. Ils travaillèrent ensuite à en établir une seconde sur la gauche vis-à-vis du sérail de Djezzar. Les batteries y furent établies; et, à la faveur de leur feu et de celui de la mousqueterie, ces ouvrages purent flanquer avec avantage la tour et la brèche. Des cavaliers furent élevés, des sapes furent prolongées pour augmenter les feux de revers; enfin les assiégés s'appliquèrent à marcher en contre-attaque sur les boyaux des assiégeants.

L'ennemi avait un très-grand avantage pour pousser ses ouvrages extérieurs, par la protection du feu de mousqueterie partant de ses tours et de ses murailles, d'où il plongeait facilement sur les assiégeants. Pour éteindre ces feux et parvenir à se loger dans ces ouvrages, il aurait fallu une grande supériorité d'artillerie et beaucoup plus de munitions que n'en avaient les Français. On parvenait quelquefois à enlever quelques-uns de ces travaux après des prodiges de valeur; mais les moyens de s'y maintenir manquaient, et l'ennemi ne tardait pas à y rentrer.

Le dernier espoir des assiégeants reposait presque entièrement sur l'effet de la grosse artillerie, qui ne put être mise en batterie que le 1er mai. Quatre pièces firent ce même jour un feu terrible contre la place; mais on commit la faute de s'obstiner à ne battre encore que cette fatale tour, où l'on n'avait pu parvenir jusqu'alors à se loger. Elle fut démolie presque en entier, et vingt grenadiers furent commandés pour s'en emparer; mais l'ennemi, profitant du boyau qu'il avait poussé dans le fossé, fusilla les grenadiers presque à bout portant, et les contraignit de se retirer dans la tranchée.

Dans ce même moment les assiégés, ayant opéré une sortie sur leur droite pour attaquer les ouvrages français, commençaient à faire quelques progrès, lorsque deux compagnies de grenadiers s'avancèrent, et les attaquèrent eux-mêmes si brusquement, qu'une grande partie furent coupés de la place et culbutés dans la mer. Djezzar perdit dans cette sortie 500 de ses plus braves soldats.

Il était bien reconnu que la tour carrée, qu'on avait attaquée

jusqu'alors comme le vrai point de défense de la place, n'offrait aucun débouché, quoiqu'elle fût presque entièrement détruite. Bonaparte ordonna donc qu'on fît une seconde brèche dans la courtine de l'est, et une sape pour marcher sur les fossés, y attacher le mineur, et faire sauter la contrescarpe. Les travaux des assiégeants et des assiégés se poussèrent, jusqu'au 4 mai, avec une égale ardeur; mais l'armée vint à manquer de poudre et de munitions, et l'on fut obligé de ralentir le feu des batteries de brèche. L'invitation déjà faite aux soldats de ramasser tous les boulets lancés par les assiégés et par les vaisseaux anglais fut renouvelée. Cette circonstance donna lieu à un spectacle peut-être unique. Excités par la prime qui leur était promise, les soldats épiaient avec une particulière attention chaque décharge des canons ennemis, et s'élançaient avec empressement de la tranchée ou de leurs baraques, pour courir après les boulets qui leur étaient adressés.

1799 — an VII Syrie.

L'ennemi mit à profit le ralentissement du feu des batteries françaises pour travailler aux sapes avec une nouvelle ardeur. Il s'appliqua surtout à pousser rapidement celle de droite, dont le but était de couper la communication de la sape des assiégeants avec la nouvelle mine.

Afin de détruire ces nouveaux ouvrages, Bonaparte ordonna une attaque de nuit, qui devait se faire par les grenadiers de l'armée. Il comptait beaucoup sur le préjugé des musulmans, qui leur interdit le combat après le coucher du soleil; mais Sidney Smith et Phelipeaux étaient parvenus à faire comprendre à Djezzar tout l'inconvénient d'un pareil préjugé, vis-à-vis surtout des Européens; et les soldats de ce pacha se tenaient sur leurs gardes la nuit comme le jour, prêts à repousser vigoureusement les attaques des assiégeants. Djezzar avait même poussé les précautions jusqu'à faire établir tout autour des remparts un cordon de lanternes, pour éviter toute surprise dans l'obscurité. Toutefois l'attaque ordonnée par le général en chef eut d'abord un plein succès: la garde ennemie, assaillie avec vivacité, fut culbutée et en partie égorgée. Les Français s'emparèrent des ouvrages établis ou commencés, et enclouèrent même trois pièces d'artillerie; mais le feu de la place, disposé de manière à plonger dans ces ouvrages, ne permit pas aux grenadiers de s'y mainte-

nir assez longtemps pour les renverser et les détruire. A la pointe du jour, l'ennemi sortit de la ville, occupa de nouveau ses ouvrages et travailla à les réparer. Les assiégés cherchaient avec obstination tous les moyens possibles de cheminer sur le logement de la mine destinée à faire sauter la contrescarpe construite vis-à-vis de la nouvelle brèche de la courtine de l'est. Dans la matinée du 6 mai, Djezzar essaya encore une sortie, qui fut repoussée. Il prit alors le parti de faire couper la contrescarpe le plus près possible de la mine. A trois heures du soir, les assiégés débouchèrent par une sape ouverte sur le masque de la mine, et réussirent à s'en emparer. Ce fut inutilement que deux compagnies de grenadiers, pendant la nuit, chassèrent l'ennemi de son nouveau logement : le mal était fait, la mine éventée, les châssis défaits, et le puits comblé.

Cet événement était d'autant plus funeste, qu'il rendait inutiles les travaux commencés pour ouvrir la brèche sur la courtine de l'est; il fallut revenir à l'ancienne tour carrée, désormais le seul point où l'on pût continuer l'attaque. Bonaparte, qui semblait lutter opiniâtrément avec la fortune contraire, ne put être découragé par tous ces échecs, auxquels il n'était cependant pas accoutumé. Il ordonna que l'on fît, dans la nuit du 6 au 7, une nouvelle tentative pour s'emparer des places d'armes de l'ennemi, des boyaux que celui-ci avait établis pour flanquer la brèche, et particulièrement de celui qui couronnait le glacis de la première mine. Cette attaque, faite par les éclaireurs et les grenadiers de la 85[e] demi-brigade, réussit d'abord : tous les ouvrages furent emportés, à l'exception toutefois du boyau qui couronnait le glacis de l'ancienne mine, et qui prenait la brèche à revers; mais cet avantage momentané eut le résultat de ceux obtenus déjà de la même manière. Le feu plongeant des assiégés rendit nuls tous les efforts des soldats français; il fut impossible de détruire les ouvrages, et encore plus de s'y maintenir.

A partir de cette dernière tentative, de nouveaux obstacles allaient encore rendre plus difficile un siége dont la longueur, indépendamment des fatigues éprouvées, commençait à exciter les murmures du soldat. Le 7 mai, à midi, on aperçut du rivage de la mer plus de trente voiles à l'horizon; dans le même mo-

ment, les deux vaisseaux anglais stationnés devant le port d'A- 1799—an VII Syrie.
cre levèrent l'ancre et prirent le large. Par suite de l'imagination confiante des Français, le bruit se répandit tout à coup dans l'armée que la flotte signalée était composée de bâtiments apportant des renforts et des munitions au général en chef. Ce qui paraissait fortifier encore cette présomption, c'était la disparition subite de la division du commodore Sidney Smith, fuyant, pensait-on, pour ne pas tomber au pouvoir de la flotte française. Cette illusion, bien naturelle dans les circonstances où se trouvait placée l'armée, répandit une joie délirante dans tous les rangs; mais combien elle dura peu ! Le pavillon ottoman, réuni à celui des Anglais, se fit bientôt remarquer à la poupe et aux mâts des bâtiments malencontreux, qui, poussés par un vent favorable, s'avançaient à toutes voiles vers la place pour la ravitailler et la secourir.

En effet, la flotte aperçue n'était autre qu'un convoi de trente voiles turques, escorté par quelques bâtiments de guerre venant de l'île de Rhodes, et apportant aux assiégés un renfort de troupes, des munitions et des vivres. Les vaisseaux *le Theseus* et *le Tigre* n'avaient quitté le port que pour aller au-devant de ce convoi et rentrer avec lui. Il devenait urgent de chercher à s'emparer de la place avant que les troupes de secours fussent reunies à celles de la garnison; aussi le général en chef ordonna-t-il sur-le-champ qu'on renouvelât l'attaque des places d'armes et des boyaux du glacis par les 18e et 32e demi-brigades, sous les ordres des généraux Bon, Rampon et Vial : à dix heures du matin, tous les ouvrages étaient enlevés, comme dans les attaques précédentes. Cette fois, les Français pénétrèrent même jusque dans la tour, après avoir comblé les boyaux et les places d'armes des cadavres de leurs ennemis. Plusieurs drapeaux furent enlevés, des canons pris, d'autres encloués. La resistance des assiégés, le feu terrible de leurs remparts, rien n'avait pu arrêter l'impétueuse ardeur et le courage obstiné des braves soldats, des dignes officiers de la division Bon et de ses généraux. Jamais on ne vit déployer une audace et une valeur plus surnaturelles; jamais les champs de la Palestine n'avaient été témoins d'une lutte pareille et d'exploits aussi grands, alors même que l'enthousiasme religieux,

1799 — an VII. Syrie. dans son énergie la plus prononcée, excitait si puissamment les deux partis à faire triompher l'étendard de la croix ou celui du prophète. Généraux, officiers, soldats, tous combattaient pêle-mêle dans la tranchée, tous faisaient des prodiges. Le chef de la 18e demi-brigade, Boyer, succomba dans cette mêlée, avec dix-sept officiers et plus de cent cinquante soldats de son corps. Enfin la terrible tour était au pouvoir des assiégeants, qui s'y étaient logés en se servant, pour épaulement, des cadavres de leurs adversaires amoncelés dans les décombres. La nuit se passa dans cette situation de choses.

Le jour du 8 mai retrouva les deux partis aux prises, et le combat se renouvela avec plus d'acharnement encore. Un convoi de poudre et d'autres munitions venaient d'arriver de Gaza : Bonaparte fit battre à la fois en brèche et la courtine à la droite de la tour, et la tour elle-même dans sa partie supérieure. Au bout de deux heures de la plus violente canonnade, la courtine s'écroula en partie, et offrit trois brèches, qui furent jugées praticables ; Bonaparte vint lui-même les reconnaître, et ordonna à Lannes de conduire sa division à l'assaut. L'intrépide général y marche avec joie, précédé de ses éclaireurs et de ses grenadiers, à la tête desquels se place le général Rambeaud. Les soldats logés sur l'emplacement de la tour fusillent et balayent les remparts et la brèche pour empêcher la garnison de se porter à sa défense ou de tenter une sortie. Rambeaud et Lannes s'avancent au pas de charge ; leurs soldats se jettent dans les boyaux, escaladent le rempart, et 200 grenadiers, que précède toujours le valeureux Rambeaud, pénètrent enfin dans la place.

Alors des cris de victoire se font entendre, et les Français se flattent déjà d'être maîtres de Saint-Jean-d'Acre, lorsque les grenadiers sont tout à coup arrêtés par un obstacle auquel ils ne s'attendaient guère. Une seconde enceinte se présente à leurs regards : c'était celle que le colonel Phelipeaux avait fait construire derrière l'ancienne, et qui devait, dans cette journée, décider du sort de la ville. Pendant que les grenadiers, moins étonnés qu'excités encore par ce nouvel obstacle, se précipitent pour le franchir, les Turcs, qui tiennent encore dans les débris d'un bastion, et ceux qui sont postés dans les places d'armes, engagent un feu très-vif de mousqueterie, et, filant dans le fossé,

prennent la brèche à revers, arrêtent l'escalade et l'impulsion des troupes qui doivent soutenir les grenadiers de Lannes. Un nouveau feu, dirigé des maisons, des rues, des barricades et du sérail même de Djezzar, prend en face et à revers les grenadiers et ceux qui escaladent la première enceinte, et occasionne parmi ces derniers un mouvement d'hésitation qui paralyse leur ardeur. On a dit que quelques soldats anglais, revêtus d'uniformes français, après avoir réussi à se glisser dans les rangs des soldats au milieu du bruit et de la fumée, firent entendre ces cris si souvent funestes aux soldats français : *Nous sommes tournés, sauve qui peut!* Sidney Smith, a-t-on ajouté, crut devoir employer cette ruse de guerre, parce qu'il connaissait depuis longtemps l'effet terrible de ces mots dans une armée française. Nous nous refusons à croire à cette assertion très-invraisemblable : les Français étaient trop peu nombreux et se connaissaient trop bien entre eux pour se laisser abuser aussi grossièrement et pour céder à des insinuations que l'état même des choses rendait inutiles, pour ne pas dire trop dangereuses pour ceux qui les auraient faites.

N'obéissant plus à ce premier élan qui seul peut conduire au delà du possible, les soldats s'étaient arrêtés, incertains encore s'ils devaient avancer ou rétrograder. Mais les troupes qui se trouvaient à la brèche étaient redescendues promptement dans le fossé; celles qui étaient parvenues sur l'ancien rempart se crurent abandonnées, et commencèrent alors à revenir en désordre sur leurs pas. Deux canons et deux mortiers dont elles s'étaient emparées sur les remparts y furent laissés sans avoir même été encloués. Le général Lannes, placé encore sur la brèche, s'efforçait de rétablir l'ordre au milieu de cette funeste confusion. Il parvint à rallier les soldats dans le fossé; mais il ne put leur rendre cette première confiance et cette ardeur impétueuse qui les avaient portés sur le rempart. Bonaparte envoya vainement ses guides à pied pour soutenir les assaillants; il devenait impossible de rétablir avec avantage un combat où les soldats ne portaient plus le même enthousiasme. D'ailleurs, l'ennemi s'était rallié; une partie des renforts amenés par le convoi était débarquée, s'était jointe à la garnison, et tous ensemble garnissaient déjà le rempart de la seconde enceinte. Sur

1799—an VII. Syrie.

ces entrefaites, le général Lannes, blessé d'un coup de feu à la tête, se vit forcé d'abandonner le fossé, et les soldats le suivirent jusque dans les tranchées.

Cependant les 200 grenadiers qui avaient pénétré les premiers à travers la brèche, et s'étaient trouvés arrêtés par la deuxième enceinte, avaient profité du désordre et de la terreur que leur témérité avait inspirés aux soldats ennemis qu'ils avaient devant eux : encouragés par l'exemple et les exhortations du digne général qui marchait à leur tête, ils avaient escaladé cette seconde enceinte, et sans doute la place d'Acre allait être le prix glorieux de leur intrépidité, si le général Lannes eût pu les faire appuyer à temps. Déjà ils étaient parvenus jusque vis-à-vis du sérail du pacha; ne se voyant point suivis par leurs camarades, et perdant tout espoir d'être secourus, ces 200 héros et leur chef, dignes d'un meilleur sort, prirent toutefois la sublime résolution de se maintenir dans la place ou d'y périr jusqu'au dernier. Ils marchent sur une mosquée, dont ils s'emparent, s'y barricadent, et s'y défendent en lions contre les efforts des tigres nombreux que le pacha Djezzar dirige sur eux dans l'espoir de venger les pertes qu'il a essuyées dans cette journée désastreuse.

Déjà le noble Rambeaud et plusieurs de ses vaillants compagnons avaient succombé ; la mosquée allait être forcée, et c'en était fait du reste de ses défenseurs, si, par l'effet des sentiments humains et généreux qui caractérisent éminemment les guerriers civilisés, le commodore Sidney Smith, apprenant l'extrémité à laquelle cette poignée de braves se trouvait exposée, ne se fût empressé d'accourir avec un détachement de soldats anglais pour engager les grenadiers à se rendre, en leur démontrant toute l'inutilité de leur défense.

Le commodore devint ainsi le sauveur des grenadiers français; car il ne faut point douter que le féroce Djezzar, suivant, au surplus, en cela la pratique des Turcs et de presque tous les peuples de l'Orient, n'eût fait impitoyablement massacrer tous ceux que renfermait la mosquée; et les Français, qui ne l'ignoraient pas, étaient tous déterminés à se faire tuer plutôt que de rendre leurs armes aux soldats de ce pacha.

Après les pertes multipliées et irréparables que l'armée française

venait de faire, il était pour ainsi dire impossible de conserver l'espérance de réduire une place défendue avec tant d'acharnement, et sans cesse ravitaillée ou secourue du côté de la mer. Saint-Jean d'Acre, protégé par les Anglais, tirait de leurs bâtiments et des navires turcs tous les secours et toutes les ressources qui manquaient à l'armée assiégeante. Aussi pouvait-on dire sans exagération que, depuis l'arrivée du convoi et des derniers bâtiments turcs, le pacha était plus dans le cas de tenir les Français assiégés dans leur camp que ceux-ci de continuer le siége de la place. 1799 — an VII. Syrie.

Bonaparte ne pouvait pas s'étourdir sur les difficultés de sa position; mais ayant constamment réussi jusqu'alors dans ses entreprises, et se confiant, comme César, dans sa fortune, il n'était pas homme à renoncer ainsi à ses desseins sans avoir forcé, pour ainsi dire, le sort jusque dans ses derniers retranchements. Il ordonna de continuer le feu pendant la journée du 9 mai et la nuit suivante, conservant d'autant mieux quelque espérance, qu'il avait rappelé à lui la division Kléber, et que ce renfort lui paraissait suffisant pour contre-balancer les secours que Djezzar venait de recevoir.

Le 10 mai, à deux heures du matin, le général en chef vint dans la tranchée pour reconnaître par lui-même les progrès du feu de la veille et de la nuit. Il s'avança jusqu'au pied de la brèche; et, cherchant à exalter le dévouement de ses troupes par l'exemple de son intrépidité, il resta quelque temps en butte au feu des remparts, et donna ses ordres pour un nouvel assaut. Les éclaireurs des quatre divisions, les grenadiers des 75e et 19e demi-brigades de ligne, et les carabiniers de la 2e légère s'élancèrent sur la brèche. L'intention de Bonaparte était de surprendre les assiégés et de se loger en force sur le rempart détruit.

Le général Verdier, qui conduisait cet assaut, pénétra jusqu'au point indiqué. Les postes ennemis furent surpris et égorgés, et les Français s'avançaient avec audace dans l'espérance de pénétrer dans la place; mais les obstacles qui avaient empêché l'effet de l'assaut précédent subsistaient toujours, et les assaillants se virent contraints de rétrograder.

Le feu des batteries de brèche continua jusqu'à quatre heures

1799—an VII. Syrie.

du soir. A ce moment, les grenadiers de la 25e demi-brigade de ligne qui faisait partie de la division Kléber sollicitèrent et obtinrent l'honneur de monter à l'assaut à leur tour. Le chef de ce corps, au moment de partir pour cette noble entreprise, dit au général Murat, son ami : « Si la place d'Acre n'est pas prise ce soir, sois assuré que Venoux est mort. » Acre ne fut point enlevé, et Venoux périt en effet de la mort des braves, sur la brèche. Ses grenadiers furent arrêtés à la seconde enceinte; et, malgré tous leurs efforts pour la franchir, ils durent abandonner à la fin ce théâtre de carnage.

Ces derniers assauts, presque successifs, livrés et repoussés avec une opiniâtreté égale des deux côtés, avaient encore augmenté la perte des Français. Le nombre des morts s'élevait à plus de 500, et celui des blessés était bien plus considérable. Outre les officiers de marque que nous avons déjà cités, on avait encore à regretter la perte du général Bon, blessé à mort d'un coup de feu qui lui traversa le bas-ventre; de l'adjudant général Fouler, tué sur la brèche; du chef de bataillon Croisier, aide de camp du général en chef; des officiers d'état-major Netherwood, Pinault, Monpatris et Gerbault.

Toutefois ces pertes n'étaient pas les seules calamités qui affligeassent l'armée. Un fléau plus terrible et plus destructeur que celui de la guerre, la peste, étendait alors ses ravages dans le camp, et remplissait les esprits d'une sombre terreur. Cette maladie endémique était encore augmentée par l'infection des cadavres, turcs et français, putréfiés dans les fossés et dans les tranchées ennemies. Comme le feu de la place ne permettait pas d'y pénétrer pour les nettoyer et brûler ou couvrir les cadavres de terre, Bonaparte voulut entrer en négociation avec Djezzar à ce sujet : mais, dans le système de fatalisme des Orientaux, la peste était pour le pacha un auxiliaire trop puissant pour qu'il consentît à l'éloigner. Il fit d'abord tirer sur le parlementaire qui se présenta de la part de Bonaparte, et ne consentit à le recevoir ensuite dans la place que pour l'y retenir prisonnier.

Le 15 mai, Djezzar ordonna une sortie, qui fut repoussée, et n'eut d'autre résultat que de donner aux assiégés la facilité de jeter dans la tranchée et de répandre parmi les soldats fran-

çais une proclamation du Grand Vizir, imprimée en français et ainsi conçue : 1799 — an VII. Syrie.

Le ministre de la Sublime-Porte aux généraux, officiers et soldats de l'armée qui se trouvent en Égypte.

« Le Directoire français, oubliant entièrement le droit des gens, vous a induits en erreur, a surpris votre bonne foi, et, au mépris des lois de la guerre, vous a envoyés en Égypte, pays soumis à la domination de la Sublime Porte, en vous faisant accroire qu'elle-même avait pu consentir à l'envahissement de son territoire.

« Doutez-vous qu'en vous envoyant ainsi dans une région lointaine, son unique but n'ait pas été de vous exiler de France, de vous précipiter dans un abîme de dangers, et de vous faire périr tous tant que vous êtes? Si, dans une ignorance absolue de ce qui en est, vous êtes entrés sur les terres d'Égypte; si vous avez servi d'instruments à une violation des traités inouïe jusqu'à présent parmi les puissances, n'est-ce point un effet de la perfidie de vos directeurs? Oui, certes; mais il faut pourtant que l'Égypte soit délivrée d'une invasion aussi inique. Des armées innombrables marchent en ce moment, des flottes immenses couvrent déjà la mer. Ceux d'entre vous, de quelque grade qu'ils soient, qui voudront se soustraire au péril qui les menace, doivent, sans le moindre délai, manifester leurs intentions au commandant des forces de terre et de mer des puissances alliées : qu'ils soient sûrs qu'on les conduira dans les lieux où ils désireront aller, et qu'on leur fournira des passe-ports pour n'être pas inquiétés pendant leur route par les puissances alliées, ni par les bâtiments armés en course; qu'ils s'empressent donc de profiter à temps des dispositions bénignes de la Sublime Porte, et qu'ils regardent comme une occasion propice de se retirer de l'abîme affreux dans lequel ils sont plongés.

Signé « JUSSUF, *vizir.* »

Au bas était écrit :

« Je soussigné, ministre plénipotentiaire du roi d'Angleterre près la Porte Ottomane, et actuellement commandant de la

1799 — an VII. Syrie. flotte combinée devant Acre, certifie l'authenticité de cette proclamation et garantis son exécution.

« A bord du *Tigre*, le 10 mai 1799.

Signé « SIDNEY SMITH. »

A la lecture de la proclamation du vizir, ainsi apostillée par le commodore anglais, les soldats français ne purent contenir leur indignation, et demandèrent unanimement qu'il leur fût permis de venger cet outrage en se portant à un nouvel assaut, où ils voulaient prouver aux Turcs et à leurs alliés les Anglais que les vainqueurs d'Italie et d'Égypte préféraient la mort au déshonneur. Mais, depuis les assauts du 10 mai, Bonaparte, bien convaincu que tous les efforts étaient désormais inutiles pour prendre Saint-Jean-d'Acre, avait résolu de lever le siége, et l'armée dut ajourner les témoignages de son ressentiment.

La résistance prolongée et indomptable des Turcs renfermés dans Saint-Jean-d'Acre, et les pertes considérables essuyées par l'armée d'expédition, n'étaient pas les seules causes qui déterminèrent Bonaparte à prendre une résolution si coûteuse pour son amour-propre. Les nouvelles qu'il recevait journellement du Caire et d'Alexandrie lui annonçaient que la basse Égypte se préparait à un mouvement insurrectionnel, que les côtes étaient continuellement menacées d'un débarquement, et que sa présence dans le pays devenait d'une nécessité presque indispensable. Il avait appris, d'un autre côté, que l'armée des pachas, dispersée au mont Thabor, se rassemblait de nouveau dans les montagnes qui bordent le Jourdain; enfin il était informé, par une voie sûre, que le convoi entré le 8 mai dans le port d'Acre portait un détachement d'une armée turque, dont le rassemblement s'effectuait à Rhodes, et qui était destinée à être incessamment débarquée en Egypte.

Toutes ces nouvelles ne purent qu'affermir le général en chef dans une résolution devenue urgente par la situation même des choses devant Acre. Le rappel de la division Kléber au camp avait été le prélude de la retraite déjà méditée. Kléber avait reçu l'ordre de brûler les magasins établis à Sour, Ssafet, Tabarieh et Nazareth. Le dernier assaut livré à la place par les troupes de ce général avait été plutôt un coup de dé-

sespoir qu'une opération combinée; mais, afin d'assurer tous ses moyens de retraite en donnant le change à l'ennemi sur ses intentions, Bonaparte fit continuer le feu des batteries de brèche jusqu'au 16 mai, jour où il fit retirer sa grosse artillerie en la remplaçant par des pièces de campagne.

Le 17 mai, l'ordre du jour que nous allons rapporter fut publié dans toutes les divisions de l'armée.

« Soldats!

« Vous avez traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité qu'une armée d'Arabes.

« L'armée, qui était en marche pour envahir l'Égypte, est détruite; vous avez pris son général, son équipage de campagne, ses bagages, ses outres, ses chameaux;

« Vous vous êtes emparés de toutes les places fortes qui défendent les puits du désert;

« Vous avez dispersé aux champs du mont Thabor cette nuée d'hommes accourus de toutes les parties de l'Asie, dans l'espoir de piller l'Égypte.

« Les trente vaisseaux que vous avez vus arriver devant Acre, il y a douze jours, portaient l'armée qui devait assiéger Alexandrie; mais, obligée d'accourir à Acre, elle y a fini ses destins: une partie de ses drapeaux ornera votre entrée en Égypte.

« Enfin, après avoir, avec une poignée d'hommes, nourri la guerre pendant trois mois dans le cœur de la Syrie, pris quarante pièces de campagne, cinquante drapeaux, fait 6,000 prisonniers, rasé les fortifications de Gaza, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte; la saison des débarquements m'y rappelle.

« Encore quelques jours, et vous aviez l'espoir de prendre le pacha même au milieu de son palais; mais, dans cette saison, la prise du château d'Acre ne vaut pas la perte de quelques jours; les braves que je devais y perdre me sont aujourd'hui nécessaires pour des opérations essentielles.

« Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à parcourir. Après avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire contre nous, cette campagne, il nous faudra peut-être repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

« Vous y trouverez une nouvelle occasion de gloire; et

1799 — an VII. Syrie.

si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment et prennent part à leur tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire. »

Trois jours furent employés pour faire toutes les dispositions de retraite, et pendant ce temps l'artillerie de campagne placée dans les ouvrages ne cessa de tirer sur la place pour imposer à l'ennemi. Celui-ci, de son côté, comme s'il eût eu connaissance du projet du général en chef, fit dans ces trois jours plusieurs sorties, qui furent constamment repoussées avec l'intrépidité dont les soldats avaient donné des preuves si fréquentes. A la dernière de ces sorties, qui eut lieu dans la matinée du 20 mai, les Turcs éprouvèrent une perte assez considérable pour les mettre dans l'impossibilité d'en tenter une nouvelle, au moins pendant un certain temps. Cette circonstance était d'autant plus favorable au dessein de Bonaparte, que par là les soldats perdaient la crainte d'être poursuivis et harcelés dans leur retraite.

L'armée, après avoir laissé à Djezzar et aux Anglais ce dernier souvenir de sa valeur, après soixante jours de tranchée ouverte, leva enfin le siége de Saint-Jean-d'Acre. Moins heureuse que l'armée des croisés, elle ne put, comme elle, planter ses drapeaux sur les murs de l'antique Ptolémaïs, quoique ses exploits eussent au moins égalé ceux des anciens preux qui avaient marché sous les bannières du Christ. La division du général Lannes se mit en marche sur Tentoura (Dor), et fut suivie à quelque distance par les gros équipages de l'armée et par la division Bon, que commandait le brave Rampon, depuis la mort du général divisionnaire.

La division du général Kléber et la cavalerie prirent position : la première, en arrière du dépôt de tranchée ; la seconde, devant le pont de Kerdanneh, à quinze cents toises de la place. La division Reynier fut la dernière qui quitta la tranchée : elle se replia dans le plus grand silence, portant à bras l'artillerie de campagne, et dépassa la division Kléber, qui la suivit. Ce dernier général ne laissa derrière lui qu'une centaine de chevaux pour protéger les ouvriers chargés de détruire le pont de Kerdanneh.

Cette retraite fut effectuée pendant la nuit, parce que, ayant à parcourir un espace d'environ trois lieues sur le rivage de la mer, le général en chef craignait que ses colonnes ne fussent maltraitées par les chaloupes canonnières de l'ennemi, qui n'auraient pas manqué de suivre le mouvement, s'il se fût opéré de jour. Cette mesure donnant d'ailleurs une avance fort utile aux Français, les assiégés ne s'aperçurent de l'abandon de la tranchée qu'au jour. L'artillerie des remparts avait fait un feu terrible pendant toute la nuit; mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, les résultats du combat de la veille mettaient Djezzar dans la presque impossibilité de faire poursuivre l'armée française. 1799 – an VII. Syrie.

Celle-ci arriva le 21 à Tentoura, petit port où l'on avait débarqué précédemment des objets envoyés de Damiette et de Jaffa, et sur lequel Bonaparte venait de faire évacuer l'artillerie de siége et les quarante pièces de campagne turques prises à Jaffa. Il eût été bien intéressant de pouvoir emmener toute cette artillerie en Égypte, mais il était presque impossible de lui faire traverser le vaste désert qui sépare ce pays de la Syrie. Bonaparte voulut que les faibles moyens de transport qui se trouvaient encore disponibles fussent réservés de préférence pour les malades et les blessés. Toutes les pièces qu'on ne put emmener furent jetées à la mer, et les affûts et caissons brûlés sur le port de Tentoura.

Nous dirons plus tard quelles furent les suites de la retraite de l'armée française sur l'Égypte, et nous rapporterons en même temps les événements survenus dans la basse Egypte, et qui contribuèrent à la détermination prise par Bonaparte de lever le siége d'Acre et de revenir sur le Caire. Nous devons maintenant transporter nos lecteurs dans le Saïd ou haute Égypte, et leur retracer les exploits du général Desaix dans ces contrées: exploits bien propres à relever le courage de l'armée d'Orient, si l'échec éprouvé en Syrie avait pu l'abattre un seul instant.

Suite des opérations militaires dans la haute Égypte; combats de Souaki, de Thata; bataille de Samnhoud; Mourad-Bey chassé du Saïd; combats de Thèbes, de Kéné, d'Aboumanah, de Benouth, de Beniadi, etc.; occupation du port de Kosseïr sur la mer Rouge., etc., etc. — Au moment du dé- 29 mai (10 prairial). Égypte.

1799—an VII. Égypte. part de Bonaparte pour l'expédition de Syrie, la basse Égypte et le pays du milieu étaient soumis et paraissaient subir avec résignation le joug modéré qui leur était imposé; mais le Saïd ou haute Egypte n'était pas dans une situation aussi tranquille. Tandis que l'armée d'expédition se consumait en glorieux mais vains efforts pour achever la conquête de la Syrie, le général Desaix livrait de son côté des combats presque continuels; toutefois l'illustre adversaire de Mourad-Bey avait su maîtriser la fortune et se la rendre favorable.

Quoique battu complétement à la bataille de Sediman, le fier Mourad n'avait point renoncé au dessein de disputer opiniâtrément la possession du Saïd à Desaix. Nous avons déjà dit, au commencement de ce volume, que, profitant du moment où ce général venait de quitter le Faïoum pour parcourir, en remontant le Nil, les autres provinces et s'occuper du soin de les organiser et d'y lever les impôts, le bey, ayant réuni à ses mameloucks quelques tribus d'Arabes et plusieurs rassemblements de fellahs, s'était avancé vers Faïoum pour chercher à s'en emparer; nous avons également raconté la glorieuse résistance que le général Robin et le chef de brigade Eppler avaient opposée à cette tentative inutile. Desaix sentit la nécessité d'avoir constamment une masse réunie pour contenir et rejeter Mourad dans le désert toutes les fois qu'il se présenterait : il fit provisoirement de la ville de Benisouef sa principale place d'armes, et se rendit, à cette époque, auprès du général en chef, au Caire, afin de solliciter lui-même les renforts dont il avait besoin pour achever de soumettre toute la haute Égypte. Bonaparte, qui s'occupait alors des préparatifs de l'expédition de Syrie, ne crut pas devoir accorder à Desaix la totalité des forces que celui-ci demandait; mais le général Davoust, qui se trouvait en ce moment au Caire, partit de cette ville avec douze cents chevaux, 300 hommes d'infanterie, tirés des dépôts de la division, six pièces de canon, et six djermes ou canges[1] armés et bastingués. Ce renfort mettait le général Desaix à même de pousser ses progrès dans la haute

[1] Bateaux de guerre ou de commerce, particuliers à la navigation du Nil.

Égypte, de chercher et de combattre avec avantage les mameloucks et les troupes auxiliaires de Mourad. 1799—an VII. Égypte.

Telle était la situation des choses dans la haute Égypte vers le commencement de 1799. Tandis que Desaix activait ainsi ses dispositions contre Mourad, celui-ci songeait également à renouveler ses tentatives. Il était parvenu, malgré ses défaites précédentes, à rallier à son parti presque toutes les tribus arabes du Saïd; il s'était mis en correspondance avec les Anglais en croisière devant Alexandrie, et avec les insurrections partielles du Delta et des provinces de la basse Égypte. Ses émissaires, répandus jusqu'au delà des cataractes, inspiraient aux Nubiens la crainte d'une invasion dans leur pays de la part des nouveaux dominateurs de l'Égypte, et entraînaient les paisibles habitants du tropique dans une querelle qui leur était bien étrangère. Enfin les Arabes d'Yambo et de la Mecque, déjà prévenus par les firmans de la Porte Ottomane, débarquant au port de Kosseïr, accouraient en hâte vers le Nil. En attendant l'arrivée et la réunion de tous ces secours, Mourad-Bey avait établi son camp dans le désert, sur la rive gauche du canal de Jussef, et près des frontières du Faïoum; ses mameloucks se répandaient en éclaireurs dans le pays, et y levaient des contributions et des vivres.

Le premier soin de Desaix, à son retour du Caire, fut d'avancer dans la haute Égypte, afin d'isoler Mourad-Bey des secours que celui-ci attendait; mais, quelque rapidité que le général français voulût mettre dans ses mouvements, il ne pouvait pas se passer de sa flottille, dont la marche lente et contrariée n'était pas toujours en rapport avec l'impétuosité des troupes de terre : on était alors dans la saison où la baisse des eaux du Nil en rend la navigation difficile. Les vents du nord, toujours si nécessaires pour remonter ce fleuve, ne soufflaient plus que très-rarement : la mousson était terminée. Cependant l'armée ne pouvait pas marcher éloignée de la flottille, qui portait ses vivres, ses munitions et tous les objets de campagne. Les soldats, faisant une grande consommation de chaussure, manquaient souvent de souliers, et quoiqu'on fût dans le premier mois de l'année, et par conséquent en hiver, la chaleur du sable, pendant le jour, brûlait encore

1799 — an VII. Égypte.

la plante des pieds. Desaix, ayant donc pris un peu d'avance sur la flottille, fut obligé d'envoyer le général Davoust à la rencontre de celle-ci, afin de hâter l'approche de tous les moyens offensifs qu'elle portait.

Davoust revenait alors d'une reconnaissance que le général de division l'avait chargé de faire dans le pays où Mourad rassemblait ou entretenait des partisans. Ayant rencontré un rassemblement d'Arabes et de fellahs au village de Souaki, Davoust n'hésita point à attaquer cette troupe, quoiqu'elle lui présentât une force d'à peu près 2,000 chevaux et 5,000 hommes à pied. Les Arabes, auxquels Mourad-Bey avait fait annoncer que la division française était presque anéantie, furent très-surpris de se voir assaillis ainsi à l'improviste : ils se battirent toutefois avec quelque résolution; mais, après avoir contraint, par une charge impétueuse, la troupe à cheval à prendre la fuite, Davoust tomba sur les malheureux fellahs et en fit un carnage horrible.

Suivant l'ordre qu'il venait de recevoir, Davoust fut à la rencontre de la flottille, et se dirigea sur le village de Thata. Au moment où il allait entrer dans ce village, il fut averti qu'un corps considérable de cavalerie chargeait sa petite arrière-garde, formée d'un détachement du 20e de dragons. Faire faire un demi-tour à ses colonnes, et se précipiter sur l'imprudent ennemi qui l'attaquait, fut pour Davoust l'affaire d'un moment. Les assaillants (c'étaient des Arabes) furent taillés en pièces, et plus de 1,000 d'entre eux restèrent sur le champ de bataille. C'est en poursuivant le petit nombre des fuyards que Davoust aperçut la flottille à la hauteur de Siout. Le vent étant devenu plus favorable, la flottille avança, et arriva le 19 janvier, avec la colonne de cavalerie, à Girgé, où Desaix avait établi son quartier général.

Cependant Mourad-Bey avait levé son camp des frontières du Faïoum, et, remontant le Nil en longeant les terres habitées sur la rive gauche de ce fleuve, il était venu prendre position au village de Hou, à dix lieues environ au-dessus de Girgé. La population entière de tout le pays, à partir de ce village jusqu'aux cataractes, était réunie en armes autour du bey, qui avait avec lui, outre les mameloucks de sa maison, ceux de

plusieurs autres beys. Les troupes françaises ne s'élevaient guère qu'à 4,000 hommes, et Mourad se flattait de vaincre ces redoutables adversaires, dont le séjour prolongé à Girgé lui inspirait encore une plus grande confiance. Il résolut, en conséquence, de prendre lui-même l'offensive et de marcher sur Desaix. Ainsi, par un effet assez bizarre, le retard de sa flottille avait précisément fait atteindre au général français le but important de combattre Mourad, pour ainsi dire, corps à corps. Averti du mouvement de ce bey, Desaix résolut de le prévenir en se portant en avant de Girgé.

1799 — an VII. Égypte.

Partis de cette ville le 22 janvier, les Français rencontrèrent l'armée de Mourad auprès du village de Samnhoud. Nous venons de dire que cette dernière se composait, indépendamment de la maison de Mourad, des mameloucks d'Osman, des deux Hassan, et de plusieurs autres beys, des habitants insurgés du pays, et d'un grand nombre de tribus arabes. Il faut ajouter à ces troupes des Maugrabins, des Nubiens, et les Arabes de Djedda et d'Yambo, dont nous avons annoncé le débarquement à Kosseïr. Tous ces corps réunis montaient à près de 50,000 hommes. Quelque effrayant que pût paraître un pareil rassemblement, les combats précédents avaient inspiré aux Français tant d'assurance envers de tels adversaires, qu'à la vue de leur avant-garde, celle de Desaix n'hésita par un moment à charger celle de Mourad. Pendant que ces deux troupes en venaient aux mains, le général français disposa sa petite armée en trois carrés : la cavalerie au centre, aux ordres du général Davoust, était flanquée de huit pièces de canon à chacun de deux de ses angles ; à droite et à gauche, étaient les carrés d'infanterie, le premier commandé par le général Belliard, et le second par le général Friant.

Ces dispositions étaient à peine arrêtées, lorsque Desaix s'aperçut que l'immense cavalerie de Mourad, après s'être développée sur les ailes des Français, commençait à entourer tous les carrés : déjà même une colonne d'infanterie, composée en partie des Arabes d'Yambo et de la Mecque commandés par les schérifs et les cheicks de ces pays, après s'être jetée dans un canal profond et desséché qui se trouvait entre le village de Samnhoud et le carré du général Belliard, placée dans ce poste

1799— an VII. Égypte. comme dans un chemin couvert, faisait de là un feu terrible sur les soldats français. Cette fusillade occasionnant quelque désordre dans les rangs du carré, Desaix ordonna à son aide de camp Rapp de se mettre à la tête d'un escadron du 7e régiment de hussards et de charger l'ennemi en flanc, pendant que le capitaine Clément, avec les carabiniers de la 21e demi-brigade légère, s'avancerait en colonne serrée dans le canal, et enfoncerait les Arabes qui l'occupaient. Cette manœuvre eut tout le succès que Desaix pouvait en attendre : les Arabes abandonnèrent le canal. Un carabinier, qui était parvenu à enlever le drapeau des Mecquains, fut tué d'un coup de poignard, et sa perte fut la seule que les Français eurent à regretter dans cette action, qui les rendit maîtres du village de Samnhoud.

Cependant les Arabes n'avaient été que repoussés : peu découragés par cet échec, leurs colonnes nombreuses revinrent à la charge, en poussant, selon leur usage, des cris effroyables ; peu s'en fallut qu'ils ne reprissent le village. Le capitaine Clément et ses braves carabiniers eurent besoin de tout leur intrépide sang-froid pour résister à cette masse, qui menaçait de les écraser. Dans le même moment, les deux carrés d'infanterie étaient attaqués : celui de droite par les mameloucks, et celui de gauche par les Maugrabins, les Nubiens, et les fellahs insurgés. L'artillerie légère démasqua alors ses pièces, pour joindre son feu à celui de la mousqueterie des carrés ; et ces deux décharges combinées portèrent un tel ravage dans les rangs ennemis, qu'ils s'arrêtèrent et rétrogradèrent ensuite. Prompt à saisir tous les incidents du combat qui pouvaient lui en assurer le succès, Desaix ordonne au général Davoust de charger les mameloucks avec toute sa cavalerie. Cette charge fut si impétueuse, que les beys, et Mourad lui-même, désespérèrent de la soutenir, et tournèrent bride dans le plus grand désordre, entraînant dans leur fuite le reste de cette armée si nombreuse et si menaçante. Desaix les poursuivit jusqu'à plus de six heures de marche de Girgé, au village de Farchou, où la lassitude seule put engager les Français à s'arrêter.

Réduits, par cette défaite mémorable, à reprendre la guerre de partisans, les mameloucks et les Nubiens s'enfuirent jusqu'aux cataractes. Les rassemblements de fellahs se dispersèrent ;

les Arabes d'Yambo et de Djedda repassèrent sur la rive droite du Nil et prirent la direction de Kosseïr, pour de la regagner leur pays; les Maugrabins et une partie des Arabes du grand désert se répandirent dans la haute Égypte, pour y exercer leurs brigandages sur les malheureux habitants, au secours desquels ils disaient être venus. 1799—an VII. Égypte.

Desaix, décidé à ne pas s'arrêter tant qu'il n'aurait pas mis les mameloucks dans l'impossibilité de l'attaquer de nouveau, continua de les poursuivre le lendemain même de la bataille de Samnhoud. Il arriva le 29 janvier à Esneh, où il laissa le général Friant et sa brigade, se dirigea le lendemain vers Assouan, et entra le 2 février dans cette dernière ville de l'Égypte méridionale, après avoir essuyé des fatigues excessives en traversant des pays déserts, poussant toujours devant lui son ennemi.

Cet acharnement des Français, qui ne laissaient ainsi aucun instant de repos aux mameloucks, commençait à jeter ceux-ci dans le désespoir, et leur prouvait que l'intention de leurs adversaires était de rester entièrement maîtres du pays. En abandonnant le Caire et l'Égypte du milieu, Mourad avait cru que l'invasion des Français n'avait point d'autre motif que celui de piller et de ravager la partie la plus riche et la plus fertile de cette contrée, et qu'ils se rembarqueraient après avoir obtenu ce résultat. Il s'était donc flatté de rester maître de la haute Égypte, et la bataille de Sediman n'avait même pas pu faire évanouir cette illusion. Il fut bien étonné lorsque, après la bataille de Samnhoud, Desaix, non satisfait encore de l'immense terrain dont les Français acquéraient par là la possession, s'opiniâtrait à lui enlever celle du pays à moitié désert qui se trouve entre Esneh et Assouan. Convaincus à la fin qu'il n'y avait point de salut pour eux tant qu'ils se trouveraient sur le territoire égyptien, Mourad et les siens s'enfoncèrent dans l'affreux pays des Barabras, nation qui habite la partie basse de la Nubie, contiguë à l'Égypte, et qui est aussi connue sous le nom de Bribes[1].

Le 3 février, Desaix se dirrigea sur l'île de Philé. Cette île

[1] Ce peuple forme une race distincte de tout ce qui l'entoure, et son origine est encore inconnue.

1799 — an VII. Egypte.

est située sous le tropique, et servait autrefois de dernière limite au vaste empire romain. Les Français s'emparèrent d'une grande quantité de barques que les mameloucks avaient remontées avec des peines infinies jusqu'en cet endroit du Nil; mais la saison n'étant point favorable à la navigation, et Philé, défendue par les Barabras qui en sont les habitants, ne pouvant être enlevée par un coup de main, Desaix laissa au général Belliard le soin de s'en emparer. Glorieux sans doute d'avoir le premier donné aux conquêtes des Français républicains les mêmes bornes que les Romains avaient fixées aux leurs, il redescendit vers Esneh, où il arriva le 9 février avec sa cavalerie, qu'il avait partagée en deux colonnes sur l'une et l'autre rive du Nil: la première sous sa direction particulière, et la seconde sous celle de l'adjudant général Rabasse.

Cependant tous les mameloucks n'avaient point dépassé les cataractes. Hassan-Bey était resté dans le Saïd, et Mourad l'avait chargé d'entretenir des intelligences dans ce pays, et d'y ranimer les espérances de leurs partisans, par la promesse de secours considérables qui leur arriveraient incessamment. Hassan, en longeant la lisière des terrains habités, s'était approché d'Esneh: Desaix, informé de sa présence, envoya contre lui le général Davoust, à la tête du 22e de chasseurs et du 15e de dragons.

Davoust s'acquitta de cette mission avec son zèle et son intelligence accoutumés. Il chassa devant lui les mameloucks d'Hassan, et atteignit ce dernier au village de Luxor, auprès des ruines de Thèbes, sur la rive droite du Nil, aux confins mêmes du désert. Les mameloucks avaient avec eux un convoi considérable de vivres qu'ils avaient ramassés dans le pays, et toute leur ambition devait être de le sauver. Aussi, en voyant approcher la colonne française, Hassan fit enfoncer les chameaux dans le désert, et, voyant avec quelque satisfaction qu'il n'avait point affaire à la redoutable infanterie, il eut l'audace de venir lui-même au-devant de Davoust, qui s'avançait, de son côté, pour le combattre.

Le choc de ces deux corps de cavalerie, dont l'un était animé par le courage du désespoir, et l'autre par l'amour de la gloire, fut terrible. Le 15e régiment de dragons, qui formait la pre-

mière ligne française, fait un temps d'arrêt devant les mamelouks, pour décharger sur eux ses armes à feu, et renverse, par cette fusillade, le premier rang presque en entier. Les mamelouks, sans se déconcerter, entament la charge, et, suivant leur tactique, ils cherchent à déborder les ailes de la troupe française pour l'envelopper. Le 22e de chasseurs s'ébranle alors au grand trot pour paralyser cette manœuvre : la mêlée devient générale. Le chef d'escadron Fontette est tué d'un coup de sabre qui lui fend le crâne; Hassan-Bey a son cheval tué sous lui, et bientôt est blessé lui-même dangereusement. On combat corps à corps; le sol est jonché de cadavres d'hommes et de chevaux. Après trois heures d'un engagement aussi meurtrier, les mamelouks, ayant d'ailleurs atteint leur but, qui était de sauver leur convoi, abandonnent le champ de bataille, où ils laissent un grand nombre des leurs, parmi lesquels étaient plusieurs kachefs.

1799 – an VII Égypte.

La perte éprouvée par Davoust ne fut pas moins considérable que celle des mamelouks, dans cette action où la cavalerie française se vit seule engagée avec ces guerriers si redoutables à cheval : le jeune Montlegier, aide de camp du général Davoust, s'était distingué d'une manière particulière. Blessé au fort de la mêlée, et ayant eu son cheval tué sous lui, cet officier avait renversé un mamelouck d'un coup de pistolet, s'était emparé du cheval de celui-ci, et, échappant ainsi à la mort qui l'attendait sous les pieds des chevaux, il avait continué de combattre avec autant de bonheur que d'intrépidité.

Hassan-Bey se jeta sur les traces de son convoi, et se retira dans l'intérieur du désert, où il campa près d'une fontaine appelée la *Guitta*. Il était à présumer que, ne pouvant pas vivre longtemps au milieu des sables, Hassan-Bey remonterait la rive droite du Nil et traverserait ce fleuve pour se rendre dans un village qui était sa propriété, près d'Edfou. En conséquence, Desaix fit occuper ce village par un détachement de la 21e légère, fort de 160 hommes, et commandé par le capitaine Clément, son aide de camp. Lui-même, après avoir laissé une garnison à Esneh, partit pour Kous avec le général Davoust, qui revenait alors de son expédition contre Hassan-Bey.

Cependant les Arabes d'Yambo et les Mecquains, qui avaient

1799 — an VII. Égypte.

d'abord pris la direction de Kosseïr, s'étaient réunis aux Arabes Ababdeh, dans la vallée qui se trouve entre Kéné et Kosseir, et avaient formé le dessein d'enlever la première de ces deux villes. Desaix avait prévu ce mouvement, et déjà il avait envoyé d'Esneh le général Friant, pour le prévenir et occuper Kéné avec la plus grande partie de sa brigade. Toutefois, la 61e demi-brigade était à peine arrivée dans cette ville, que les Arabes et les Mecquains y accoururent pour s'en rendre maîtres; le combat s'engagea à la chute du jour : les Français s'y portèrent avec leur intrépidité ordinaire. Le chef de la demi-brigade, Conroux, officier plein d'ardeur et d'intelligence, y reçut sur la tête un coup de lance qui l'étendit à terre. Cette chute, excitant encore davantage la fureur des soldats français, devint bien fatale à l'ennemi. Les grenadiers se précipitent sur la masse épaisse qui les environne, l'enfoncent et la mettent dans le plus grand désordre : les Arabes prennent la fuite. L'obscurité était alors si grande, qu'on ne put les poursuivre. Revenus de leur première terreur, et n'étant pas accoutumés à cette circonspection de la part des Français, les Arabes s'imaginèrent que la crainte retenait ceux-ci, et, dès que la lune se fut montrée sur l'horizon, ils revinrent à la charge, en poussant les hurlements les plus épouvantables; mais les Français étaient restés sous les armes, prêts à recevoir ce choc. Le chef de bataillon Dorsenne remplaçait alors le chef de brigade Conroux : il accueillit les assaillants par une fusillade; et, marchant ensuite sur eux en colonne serrée, il les mit dans une déroute complète. 300 Mecquains, qui s'étaient retranchés, en fuyant, dans un petit bois de palmiers, y furent taillés en pièces. Le chef de bataillon Dorsenne fut blessé assez grièvement dans ce combat, qui finissait lorsque le général Friant arriva avec le reste de ses troupes.

Sur ces entrefaites, Desaix, parti le 15 février d'Esneh, était arrivé à Kous avec les 14e et 18e régiments de dragons; les 15e et 20e, sous les ordres du colonel Pinon, avaient été détachés, chemin faisant, vers Salehié, point extrêmement important, et qui était un des débouchés du désert de la Guitta. Toutefois, les combats précédents, et les courses que cette cavalerie venait de faire, l'avaient fatiguée. Un grand nombre

de dragons étaient démontés, et la plupart des autres avaient des chevaux qui ne pouvaient presque plus marcher. Desaix envoya les ordres les plus pressants aux intendants des provinces du Saïd, pour accélérer la levée des chevaux et la rentrée des impositions en argent, afin de mettre les soldats à même de se procurer les soulagements dont ils avaient besoin. Tout en suivant les opérations militaires, Desaix n'oubliait point les détails administratifs qui pouvaient en assurer le succès. 1799 — an VII. Égypte.

Après le combat de Kéné, les Arabes et les Mecquains, ralliés par le chérif Hassan, trompèrent la vigilance des Français en franchissant le désert à la hauteur du village d'Aboumanah. Le chérif, homme exalté, entreprenant, avait su réunir à sa troupe un grand nombre de fellahs et quelques mameloucks égarés et sans asile. Pour relever le courage de ses soldats, il leur avait prophétisé la destruction des Français, et leur avait annoncé l'arrivée prochaine d'un puissant renfort.

Desaix envoya sur ce rassemblement le général Friant, qui l'avait déjà vaincu en grande partie. Les Français, en arrivant devant Aboumanah, trouvèrent l'armée d'Hassan déjà rangée en bataille et les attendant de pied ferme. Mais cette contenance ne fut pas de longue durée; il suffit de quelques coups de canon et d'une charge à la baïonnette opérée par les grenadiers, que conduisit le chef de brigade Conroux, à peine guéri de la blessure qu'il avait reçue à Kéné, pour jeter l'épouvante parmi les troupes du chérif Hassan. Au premier choc, les fellahs et la cavalerie arabe prirent la fuite : les hommes d'Yambo tinrent seuls pendant quelque temps; mais, abordés au pas de charge, ils ne purent soutenir l'attaque, et abandonnèrent aussi le champ de bataille pour se retrancher dans le village, où ils furent presque tous taillés en pièces. Le chérif eut lui-même beaucoup de peine à se sauver et à regagner le désert, vers la Guitta.

Le chef de brigade de la 88ᵉ, Silly, s'était mis, sur ces entrefaites, à la poursuite de cette partie des vaincus qui avaient pris la fuite au commencement du combat, et il s'y était livré avec tant d'acharnement, qu'après avoir fait plus de six lieues dans le désert, il arriva au camp des Arabes d'Yambo, où, fort heureusement pour sa troupe, il trouva de l'eau, du pain et

1799 - an VII. Égypte. plusieurs autres provisions dont les soldats avaient le plus grand besoin. Ceux-ci en usèrent amplement; et le chef de brigade, emmenant avec lui tout ce qu'on put transporter de ces provisions, rejoignit le lendemain le général Friant, qui commençait à être tres-inquiet sur le sort de son détachement; car, ne le voyant point de retour la veille, ce général avait dû craindre qu'il n'eût été enveloppé par les Arabes, ou du moins qu'il ne se fût egaré dans les sables du désert.

Après le combat d'Aboumanah, le général Friant eut ordre de balayer toute la rive droite du Nil, en descendant jusqu'à Girgé, où il arriva le 23 février. Il laissa un bataillon de la 88e demi-brigade, sous les ordres du chef de brigade Morand, pour garder ce poste essentiel, et se dirigea, le 25, sur Farchou, d'où il renvoya les deux bataillons de la 61e demi-brigade sur Kéné.

Vers le même temps, le général Desaix apprit que les mameloucks réfugiés dans le pays des Barabras, après avoir levé un grand nombre d'hommes de ce pays et de Nubiens à cheval, s'étaient présentés tout à coup, le 25 février, vis-à-vis d'Esneh, sur la rive droite, dans l'intention de traverser le fleuve; mais que les 160 hommes commandés par l'aide de camp Clément s'étant mis en devoir de disputer le passage, les beys n'avaient point osé se mesurer avec eux, et étaient venus effectuer leur traversée au village d'Erment. Le général Belliard, dont ce corps ennemi avait trompé la vigilance à Assouan, en évitant cette ville par le désert de droite, se mit aussitôt à leur poursuite, sur l'avis qu'il reçut du général Desaix.

Le bey Mohammed-el-Elfi, créature de Mourad, et son favori, avait été séparé de ce dernier dans la déroute de Samnhoud, et était venu chercher un asile dans la petite oasis. Informé, par ses émissaires, qu'il ne paraissait plus de détachements français au-dessous de Girgé, il accourut s'établir à Siout, où il levait de l'argent et des chevaux. Les Arabes de Qoraim et de Beniouassel étaient venus le joindre. Ces tribus, jointes aux levées de fellahs que le bey fit dans le pays, le mirent bientôt dans le cas d'entreprendre quelques opérations de guerre, et il informa Mourad de sa nouvelle situation : c'était pour lui donner la main que celui-ci avait quitté subitement le pays des Barabras.

Desaix, en apprenant, à Kous, le rassemblement de Mohammed et le mouvement de Mourad, devina l'intention que les deux beys avaient d'opérer leur jonction à Siout. Il résolut donc de marcher sur cette dernière ville, afin de prévenir leur réunion, ou de combattre à la fois Mohammed et Mourad, si déjà elle était effectuée.

Le 2 mars, ce général passa sur la rive gauche du Nil et se porta sur Farchou, où il arriva le lendemain, laissant derrière lui, pour marcher plus vite, la flottille qui le suivait. Il s'avança, en effet, si rapidement, qu'il atteignit Siout avant que Mourad et Mohammed n'y fussent arrivés. Le dernier de ces beys avait fait une excursion dans le pays pour la levée d'impôts dont nous avons parlé; et la ville n'était occupée que par les fellahs insurgés, sous le commandement des principaux scheicks du pays.

Le général Friant, qui commandait l'avant-garde de la colonne de Desaix, forma trois petits détachements pour envelopper les fellahs et les empêcher de gagner le désert. En peu d'instants, le rassemblement fut mis en déroute et acculé au Nil. Les fellahs se jetèrent dans le fleuve, qu'ils tentèrent de traverser à la nage; mais la plupart périrent, entraînés par le courant ou fusillés par l'infanterie qui garnissait la rive.

Le général Friant, immédiatement après ce coup de main, s'étendit dans les terres qui séparent le Nil du désert, afin de couper les mameloucks et de rendre la réunion des deux beys impossible. Cette manœuvre eut un plein succès : Mohammed fut obligé de retourner dans la petite oasis, où il fut suivi par quelques kachefs et mameloucks du bey Osman-Djeddaoui, qui, ayant précédé la colonne de Mourad, s'en trouvèrent coupés.

Celui-ci fut rencontré le lendemain par Desaix auprès de Siout, mais il refusa le combat, et se retira avec environ 150 de ses mameloucks dans la grande oasis. Le reste de la troupe, c'est-à-dire un autre détachement de mameloucks, les Barabras et les Nubiens auxiliaires, se jetèrent dans le désert, au-dessus de Béniadi, et y éprouvèrent une telle famine, que la plupart des mameloucks désertèrent pour venir se réfugier et se cacher dans les villages autour de Siout. Forcés de vendre leurs

1799 — an VI. Égypte. armes pour subsister, presque tous prirent, dans la suite, du service dans l'armée française.

Mais ces derniers avantages, que venait de remporter Desaix, allaient être cruellement balancés par le désastre de la flottille, que ce général avait laissée derrière lui, comme nous venons de le dire. Elle était composée de la djerme *l'Italie*, et de plusieurs autres bateaux armés, qui portaient presque toutes les munitions de sa division, beaucoup d'objets d'artillerie, les blessés et les malades. Un vent violent, qui régnait depuis plusieurs jours dans la partie du nord, avait retardé la marche de ces bâtiments, en les empêchant de descendre plus bas que le village de Benouth.

Le chérif Hassan, que nous avons laissé fuyant dans le désert vers la Guitta, avait reçu d'Yambo un renfort de 1,500 hommes, auxquels s'étaient joints tous ceux qui avaient échappé au massacre d'Aboumanah. Il venait de se rapprocher du Nil, lorsque ses coureurs l'avertirent de la position critique de la flottille française : il fait aussitôt prévenir le bey Hassan, pour que celui-ci vienne le joindre avec ses mameloucks; et, marchant sur Benouth, il attaqua la flottille par une vive fusillade. Une bordée de la djerme *l'Italie* renverse les Arabes les plus rapprochés du rivage; mais cette perte n'arrête point ceux qui les suivent : ils se précipitent dans le fleuve, s'emparent de presque tous les bâtiments de transport, dont ils enlèvent les munitions, et s'en servent pour venir à l'abordage de *l'Italie*. Le capitaine de ce bâtiment, l'intrépide Morandi, redouble ses décharges à mitraille et sème la mort parmi les assaillants qui environnent déjà la djerme. Morandi conçoit un moment l'espoir de se faire jour à travers ces bâtiments, qui le pressent; mais presque tous ses matelots sont blessés : il ne peut pas manœuvrer assez promptement, et le vent jette le bâtiment sur un banc de sable, où il échoue. Les Arabes abordent alors de tous côtés. N'ayant plus d'espoir de salut, Morandi mit le feu lui-même à la sainte-barbe, et périt avec la consolation de venger sa mort et celle de son équipage par l'anéantissement de ses ennemis qui encombraient à cet instant son bord. Ainsi, la fatalité semblait poursuivre alors la marine française en Égypte, jusque dans ses débris. Hassan se crut appelé, après

une pareille victoire, à vaincre tous les Français; et, deux jours après, il annonça, d'un ton d'inspiré, qu'il allait anéantir la colonne qui dans ce moment même s'avançait vers les Arabes.

Cette colonne était celle du général Belliard, à qui Desaix avait envoyé l'ordre de chercher les Arabes d'Yambo et de les combattre partout où il les trouverait. Arrivé malheureusement trop tard pour empêcher les désastres de la flottille, Belliard se trouvait du moins à même de venger promptement et d'une manière éclatante les infortunés qui venaient de succomber.

Ce général avait appris, le 7 mars, entre Thèbes et Kous, le fatal événement de Benouth, la présence d'Hassan sur le Nil, et il s'était empressé de marcher à la rencontre de ce dernier. A son passage dans Kous, les habitants de ce bourg, presque tous chrétiens, et de la race égyptienne appelée cophte, vinrent au-devant de lui, lui parlèrent de la troupe du chérif avec une exagération qui prouvait leur propre terreur et l'intérêt qu'ils portaient aux Français, et lui annoncèrent que le matin même (8 mars) les mamelouks d'Hassan-Bey, au nombre de 500, s'étaient réunis aux Arabes d'Yambo, après avoir passé le Nil à Edfou. Les cophtes engageaient Belliard à ne point attaquer un ennemi plus fort que lui, et à ne point s'exposer à une destruction qui leur paraissait certaine; mais ce général n'était pas homme à se laisser intimider par de pareils avis, et plus les timides habitants de Kous lui peignaient avec détail les atrocités commises par les Arabes sur les Français échappés au désastre de la flottille, plus il ressentait le besoin de la vengeance.

L'orgueilleux chérif n'éprouvait pas une moindre impatience d'attaquer la colonne française, et les deux troupes se trouvèrent en présence, un peu au-dessous de Kous. Belliard forme aussitôt sa petite troupe en bataillon carré, flanqué seulement d'une pièce de 3 et de quinze hommes de cavalerie. Les Arabes engagent la fusillade. Belliard détache deux compagnies d'éclaireurs, qu'il soutient avec le carré, qui s'avance à leur suite. A la vue des tirailleurs français, Hassan détache lui-même 100 de ses plus braves fanatiques, et leur ordonne solennellement d'égorger les infidèles qui se présentent. Les tirail-

1799 – an VII. Égypte. leurs se réunissent et attendent de pied ferme le choc qui les menace. Alors s'engage un combat corps à corps, dont le succès était encore indécis, lorsque les quinze dragons qui flanquaient un des côtés du carré chargent avec impétuosité, séparent les combattants, sabrent un grand nombre d'Arabes, et donnent le temps aux éclaireurs de se reformer et d'attaquer à leur tour. Plus des deux tiers des Arabes agresseurs sont massacrés. L'adjudant-major Laprade en tue deux de sa main : trois drapeaux restent au pouvoir des éclaireurs.

Pendant cette première action, des coups de canon bien dirigés empêchaient le chérif de secourir ses séides engagés. Quand ceux-ci furent tués ou dispersés, Belliard fit avancer vivement le bataillon carré, qui, après avoir franchi plusieurs fossés et canaux, dont les Arabes disputèrent le passage, arriva devant Benouth, où était réuni le gros des troupes d'Hassan. Là de nouveaux obstacles bien plus difficiles à surmonter attendaient le général Belliard. Il ne s'agissait pas seulement d'attaquer un grand rassemblement de fantassins mal armés et une cavalerie sans tactique, il fallait encore affronter une artillerie bien servie et bien approvisionnée ; car Hassan avait fait débarquer et mettre en position les canons de la flottille de Morandi, et se servait des munitions trouvées à bord des bâtiments capturés. Les Arabes avaient établi sur la berge d'un canal large et profond une batterie, dont le feu jeta d'abord quelque désordre parmi les assaillants. Belliard fit former les carabiniers de la 21ᵉ légère en colonne d'attaque, et les fit marcher sur la batterie, en même temps que le reste du carré passait le canal et cherchait à tourner l'ennemi.

Les carabiniers, s'élançant au pas de charge, allaient s'emparer des canons, lorsque les mameloucks d'Hassan-Bey, qui venaient de faire un mouvement rapide sur les derrières de cette colonne d'attaque, la chargèrent avec impétuosité. C'est ici qu'on pourra surtout apprécier l'avantage immense de la valeur régulièrement dirigée sur le courage indiscipliné. Les carabiniers, loin d'être intimidés par cette charge, s'arrêtent brusquement, en faisant face en arrière, et font un feu de peloton si bien dirigé, que les mameloucks tournent bride, laissant un grand nombre d'hommes et de chevaux sur le terrain.

Les carabiniers font alors demi-tour, et, se précipitant sur la batterie, massacrent tous les Arabes qui la défendent, s'emparent des pièces et les pointent à l'instant même sur l'ennemi. Épouvantés par ce coup audacieux, les Arabes cherchent un refuge dans les maisons du village, s'amoncèlent dans la mosquée et dans un grand bâtiment appartenant aux mameloucks et servant autrefois de résidence au kachef qui gouvernait le pays pour les beys : Hassan avait fait créneler les murailles de ce dernier local, et y avait déposé tous ses bagages, ses munitions de guerre et de bouche.

1799 an VII. Égypte.

Sur ces entrefaites, Belliard ayant franchi le canal avec le reste de sa troupe, l'avait partagée en deux colonnes, l'une destinée à entourer la maison fortifiée, et l'autre à pénétrer dans le village pour enlever de vive force la mosquée et toutes les maisons occupées. Les Français s'avancent au pas de charge, et bientôt le combat devient une scène horrible de carnage. Les Arabes se défendent dans chaque maison et font feu de tous les côtés : excités par le plus ardent fanatisme, ils ne veulent ni fuir ni se rendre ; et les soldats français sont forcés d'employer à la fois le fer et la flamme pour les réduire ; mais c'est surtout la mosquée qui exige le plus d'efforts. Déjà le brave chef de la 21ᵉ légère, Eppler, entré le premier dans Benouth, avait été repoussé par une fusillade terrible, dirigée de toutes les ouvertures sur les carabiniers. Ceux-ci reviennent à la charge avec des brandons, mettent le feu à l'édifice, et tous les Arabes qu'il renferme périssent étouffés par la fumée et dévorés par les flammes. Toutes les autres maisons ont le même sort. En peu d'instants le village ne présente plus qu'un monceau de ruines fumantes, et les rues sont encombrées de cadavres. Depuis que les Français étaient maîtres de l'Égypte, il n'y avait pas encore eu d'exemple d'une scène aussi hideuse.

La grande maison des mameloucks restait encore occupée, intacte, et semblait braver tous les efforts des Français. C'est le chef Eppler que Belliard charge du soin de la réduire. Les carabiniers s'avancent sur la grande porte, et les sapeurs de la demi-brigade la brisent à coups de hache, pendant que les sapeurs du génie font écrouler la muraille de gauche et

1799 — an VII. Égypte.

que des soldats de la 21e mettent le feu à une petite mosquée ou chapelle attenante, qui servait de magasin de munitions à l'ennemi : la flamme gagne bientôt les poudres, la chapelle saute en l'air avec tous les Arabes qu'elle renferme ou qui l'entourent.

Ceux des ennemis qui occupaient le grand bâtiment, malgré ce dernier événement, et quoique réduits à la dernière extrémité, le fusil à la main, le sabre ou le poignard dans les dents, et entièrement nus, disputaient chaque pièce du local au chef de brigade Eppler, maître de la grande cour. On voyait à leur tête le chérif Hassan, les animant de sa voix et de son exemple. Ils furent à la fin poussés jusque dans des réduits, où ils furent tous massacrés. Le chérif fut trouvé parmi les morts, qui montaient à plus de 1,200, sans compter une immense quantité de blessés. Les vainqueurs avaient acheté chèrement ce succès ; ils eurent trente-trois hommes tués et une centaine de blessés. On comptait parmi les morts le capitaine des carabiniers Bulliand, renversé d'un coup de feu lors de la prise de la batterie ennemie. Toutefois cette perte était bien compensée par la destruction des Arabes d'Yambo et de leur redoutable chef, par le recouvrement de l'artillerie et de tous les bâtiments de la flottille, à l'exception de la djerme *l'Italie*. On doit ranger la journée de Benouth parmi les événements les plus glorieux de l'expédition d'Égypte.

En se trouvant maître de la flottille, le général Belliard s'aperçut avec douleur que toutes les munitions en avaient été débarquées, et que par conséquent elles venaient d'être détruites dans l'incendie et l'explosion de la chapelle qui leur servait de magasin. Celles de la troupe française étaient consommées, et cependant le général avait lieu de croire que le corps des Arabes d'Yambo et de la Mecque n'était pas entièrement détruit. Dans cette incertitude, il résolut de battre le pays jusqu'à Kéné, dont les habitants lui donnèrent les secours dont il avait besoin en vivres, et l'informèrent que ces mêmes mameloucks, qui avaient fui dès le commencement du combat de Benouth, avaient rallié les Arabes d'Yambo et de la Mecque, et qu'un nouveau rassemblement se disposait à quitter le puits de la Guitta pour se rapprocher du Nil.

1799 — an VII. Égypte.

Le général Belliard avait envoyé au général Desaix, alors à Siout, le rapport de l'affaire glorieuse qu'il venait d'avoir avec le chérif Hassan à Benouth, et l'avait instruit de sa propre situation. Desaix s'empressa de réunir toutes les munitions dont il pouvait disposer, les chargea sur des barques, et vint, en remontant le Nil, joindre Belliard à Kéné, le 30 mars, amenant avec lui deux bataillons de la brigade du général Friant. Le général de division sentit que, pour parvenir à détruire entièrement un ennemi qui, sans cesse défait, revenait sans cesse à la charge, il fallait le faire attaquer par plusieurs détachements successifs; et il fit par conséquent poursuivre les Arabes et les mameloucks dans diverses directions, afin de les forcer à rentrer dans le désert, en leur faisant perdre l'espoir de pouvoir s'établir sur le Nil.

Les Mecquains, dispersés après le combat de Benouth, s'étaient réunis de nouveau sous la direction d'un neveu du chérif Hassan, dans le pays entre Girgé et Kéné, où ils avaient été joints par Osman-Bey-el-Djeddaoui, vers Aboumanah. Le bey Hassan était toujours à la Guitta avec ses mameloucks et ceux d'un autre bey. Sans ces derniers, les Arabes d'Yambo et de la Mecque n'étaient qu'une troupe de vagabonds sans audace, et qui ne pouvaient pas causer une inquiétude sérieuse. Aussi Desaix se borna-t-il à diriger contre eux quelques-uns de ses détachements volants, mais il s'attacha à poursuivre lui-même plus particulièrement les mameloucks avec une colonne plus forte.

La circonstance était favorable, puisqu'une grande partie de ces anciens dominateurs de l'Égypte se trouvaient réunis à la Guitta, espèce d'oasis inhabitée, mais qui est cependant la station la plus importante de la vallée déserte qui communique du Nil au port de Kosseïr sur la mer Rouge. De la Guitta à Kosseïr on ne trouve, pendant trois journées et demie de marche, que deux mauvais puits d'eau saumâtre. Il était donc impossible qu'une troupe sans approvisionnements pût gagner Kosseïr sans éprouver les plus grands besoins; mais le chemin qui conduit de la Guitta au Nil offre plus de ressources. La Guitta est, comme nous l'avons dit, une citerne d'une assez grande capacité, auprès de laquelle se trouve une espèce de caravan-

1799—an VII. Égypte. serail pour les voyageurs; placée à dix lieues environ de distance du Nil, elle est le point de réunion de plusieurs vallées : la première, se dirigeant au sud-ouest, aboutit au village de Redizy : la seconde, à l'ouest, à celui de Nagadi; la troisième, au nord-ouest, conduit à Bir-el-Bahr [1], situé sur la limite du désert et des terres cultivées, à deux lieues du Nil. De Bir-el-Bahr partent trois chemins, dont l'un mène à Kous, l'autre à Keft, et le troisième à Kéné. Pour parvenir jusqu'aux mameloucks et les tenir comme bloqués, Desaix fit occuper tous ces débouchés. Le général Belliard eut ordre d'aller s'emparer de celui de Nagadi avec la 21e légere et le 20e régiment de dragons. Desaix, avec deux bataillons de la 61e, le 7e de hussards et le 18e de dragons, se mit en marche pour s'assurer de Bir-el-Bahr; il crut n'avoir pas assez de monde pour faire occuper Redizy, et ce fut un grave inconvénient. En effet, quoique ce débouché fût le moins important, puisqu'en le prenant les mameloucks s'isolaient des Arabes, nous verrons cependant que l'ennemi sut profiter de cette négligence.

Les mameloucks, instruits que les Français s'avançaient dans le désert, quittèrent leur asile et vinrent le 1er avril à la hauteur de Bir-el-Bahr, qu'ils laissèrent sur leur gauche, dans le dessein de rejoindre les Mecquains. Desaix marcha sur eux dès le lendemain et les joignit à une lieue de Bir-el-Bahr. Une partie de sa cavalerie formait l'avant-garde : emportés par leur ardeur et le désir de se mesurer seuls avec ces fiers adversaires, les cavaliers français ne voulurent point attendre l'arrivée du gros de la colonne, malgré les ordres précis du général Desaix. Le chef de brigade Duplessis, à la tête de cette avant-garde, charge impétueusement les mamelouks et les ébranle; mais il est renversé mort par la décharge d'un tromblon, et cet événement jette quelque désordre parmi les siens. Le général Davoust, qui commandait la cavalerie, accourt pour soutenir l'avant-garde; les mameloucks, chargés de nouveau par les dragons et les hussards réunis, sont culbutés, rejetés en désordre dans le désert, et vont chercher derechef un asile à la Guitta.

[1] Ce mot signifie *Puits du fleuve*. Il y en a peu qui aient été autant défigurés dans les relations. On lit *Birembal*, *Birebal*, *Birbal*, *Berabas*.

Le combat était terminé lorsque Desaix arriva avec son infanterie. Afin d'empêcher les mameloucks de rallier de nouveau les Arabes, il résolut de se rendre entièrement maître de la vallée qui conduit à Kosseïr, en faisant occuper ce point maritime, et en construisant un fort à Kéné : il revint donc sur ce dernier village, en ordonnant à Belliard de suivre les mameloucks dispersés à Bir-el-Bahr, et à Davoust de se porter sur Aboumanah, où il savait que les Arabes du chérif Hassan se trouvaient encore. 1799 - an VII Égypte.

Mais les mameloucks, devinant sans doute l'intention du général Desaix, n'avaient point séjourné à la Guitta. Profitant de la négligence que nous avons signalée plus haut, ils suivirent la vallée de Redizy, et gagnerent Assouan, en évitant avec soin les postes français placés sur les rives du Nil. Le général Belliard suivit leurs traces jusqu'à Kom-Ombos ; mais, ne pouvant pas rester plus longtemps éloigné du général Desaix, il les abandonna pour redescendre vers Kéné.

Cette retraite des mameloucks sur Assouan ou Syenne laissait les Mecquains d'Hassan livrés à eux-mêmes. Ces Arabes, effrayés de leur isolement, et surtout de la marche du général Davoust, voulaient se disperser dans l'intérieur des terres, et attendre le départ prochain de la caravane de la Mecque, pour se joindre aux pèlerins et retourner dans leur pays. Toutefois le neveu du chérif Hassan, jeune homme plein d'ardeur et non moins fanatique que son oncle, ne partagea point cette opinion. Il ranima le courage abattu de ses compagnons, et, leur promettant l'appui du prophète, jusque-là sourd à leurs prières, il les conduisit à Bardys, pendant que Desaix dirigeait une expédition sur Kosseïr, et que Belliard suivait les mameloucks fuyant vers Assouan.

Le chef de brigade Morand, qui commandait à Girgé, apprit la marche des Mecquains vers Bardys, et se porta aussitôt sur ce village, à la vue duquel il arriva le 5 avril. N'ayant avec lui qu'un détachement d'infanterie sans artillerie, il reconnut bientôt qu'il n'était pas assez fort pour repousser les Arabes et la population des villages qu'ils avaient entraînée dans leur parti, et se détermina à revenir sur Girgé, pour augmenter ses moyens d'attaque ; mais sa retraite ayant donné de l'audace aux Mec-

1799 — an VII. Égypte.

quains, il fut suivi si vivement, que ceux-ci arrivèrent devant Girgé presque aussitôt que le détachement y fut rentré : un parti pénétra même jusque dans l'intérieur de cette ville. Morand n'eut que le temps de diviser sa troupe en deux colonnes, l'une pour faire face à l'ennemi du dedans, et l'autre pour marcher sur celui du dehors. L'engagement ne fut pas long : tous les Arabes qui étaient entrés dans Girgé furent massacrés, et ceux de l'extérieur, après quelque résistance, furent culbutés et mis en fuite. Toutefois, le neveu d'Hassan parvint à rallier une partie de ces fanatiques, et les conduisit au village de Tahta, d'où le chef de brigade Lasalle, qui commandait dans ce dernier poste, venait de partir pour voler au secours du chef de brigade Pinon, menacé dans Siout par un rassemblement de fellahs ou Arabes indigènes révoltés.

Lasalle ne tarda pas à être informé de l'occupation de sa résidence ordinaire, et il apprit en même temps que tout le pays d'alentour était soulevé, par suite des prédications ou des menaces du jeune neveu du chérif Hassan. Il se mit aussitôt en marche, ayant avec lui un bataillon de la 88e demi-brigade, son régiment de chasseurs (le 22e), et une pièce de canon. Cette colonne arriva à Gehemi, grand village au-dessous de Tahta, où se trouvaient déjà les Mecquains. La cavalerie cerne toutes les issues du village, tandis que Lasalle pénètre dans l'intérieur avec son infanterie. Les Arabes se jettent dans un grand enclos qu'ils ont crénelé, et s'y défendent longtemps avec un acharnement pareil à celui qu'ils avaient montré à Benouth : plus de 300 d'entre eux y perdirent la vie ; et le neveu du chérif, renversé comme son oncle en combattant à la tête des siens, fut trouvé parmi les morts.

Les Français pouvaient espérer, après cette dernière action, qu'ils seraient délivrés, au moins pour longtemps, d'une horde de barbares devenue par ses excès un fléau plus redoutable encore pour les gens du pays que pour les soldats qui les combattaient. Mais plus de 200 de ces féroces Mecquains étaient encore parvenus à se soustraire au carnage et à se porter sur le village de Beniadi, où se trouvait déjà une partie du rassemblement considérable d'Arabes et de nègres de la caravane du Darfour, que Mourad-Bey avait organisé pendant son séjour dans la

grande oasis, et à la tête duquel il se disposait à marcher. 1798 — an VII. Égypte.

Cependant, le général Davoust, poursuivant les Arabes d'Yambo et de la Mecque depuis Aboumanah sans avoir pu les atteindre ni assister à leur défaite de Gehemi, marcha sur Beniadi, où cette fois il put les rencontrer, le 18 avril. Les Mecquains et d'autres Arabes à pied occupaient le village, tandis que les derrières, du côté du désert, étaient couverts par une grande quantité d'Arabes à cheval et quelques mameloucks. Davoust avait réuni à sa troupe plusieurs détachements, et la partagea en deux colonnes : la première devait pénétrer dans Beniadi ; la seconde, marcher droit contre la cavalerie ennemie. Le chef de brigade du 15e de dragons, Pinon, était à la tête des hussards, lorsqu'en passant près d'une maison, cet officier, que son zèle et ses talents rendaient cher à ses chefs et à toute l'armée, fut atteint d'une balle et tomba raide mort. L'adjudant général Rabasse n'en chargea pas moins avec la plus grande intrépidité la cavalerie de Mourad, fatiguée de la longue traite qu'elle venait de faire à travers le désert : aussi les mameloucks ne montrèrent-ils pas leur courage accoutumé ; à peine reçurent-ils le choc des cavaliers français, que, tournant bride aussitôt, ils s'enfuirent de nouveau avec leur chef vers l'oasis qu'ils venaient de quitter. Rabasse ne s'amusa point à les poursuivre, et revint sur-le-champ pour fermer les issues du village.

La première colonne y avait pénétré ; mais les maisons étaient crénelées, et les obstacles se multipliaient à mesure qu'on avançait dans les rues. Comme à Benouth, il fallut recourir à l'incendie pour vaincre la résistance de l'ennemi. Plus de 2,000 Arabes mecquains, maugrabins, darfouriens, mameloucks démontés et habitants de Beniadi, périrent ainsi dévorés par les flammes ; le village fut détruit en entier, et les Français y firent un butin considérable.

Le petit nombre d'ennemis qui échappèrent à ce dernier désastre cherchèrent un asile dans la province de Minyeh, en descendant le Nil, et tâchèrent de profiter de l'ignorance des habitants pour leur persuader que les Français venaient d'être vaincus, et pour les exciter à l'insurrection ; mais le chef de brigade Destrées, commandant de la province, marcha sur ces misérables débris, et les poussa vers le territoire de Benisouef,

1799 — an VII Égypte. dont les habitants n'étaient pas moins disposés que ceux de Minyeh à accueillir les ennemis des Français.

Destrées, n'étant point assez en force pour les suivre dans ce nouvel asile, en donna avis au général Davoust; et celui-ci marchait sur Benisouef, lorsqu'il fut obligé de s'arrêter en chemin pour punir les habitants d'Abou-Girgé, qui, dans la persuasion que les Français se retiraient vaincus, lui avaient refusé des vivres, et avaient même maltraité l'interprète qu'il leur avait envoyé. Toutefois, avant d'employer des voies rigoureuses, Davoust voulut se servir de celles de la douceur; il chargea un Cophte de représenter au scheick-el-beled d'Abou-Girgé son imprudence, et la nécessité de se soumettre. Ce second envoyé fut encore plus maltraité que le premier. Alors, les Français marchant à la baïonnette sur le village, tous les habitants, au nombre de plus de mille, furent égorgés et leurs maisons livrées aux flammes.

Ce terrible exemple produisit d'ailleurs un effet salutaire. Les Arabes et leurs partisans de Benisouef, effrayés par un pareil acte de vengeance, renoncèrent au projet de se défendre, et passèrent en désordre sur la rive droite du Nil. Trop faibles pour tenir encore la campagne, ils se dispersèrent et ne reparurent plus : événement d'autant plus heureux pour les Français, qu'à cette époque le général Dugua, qui commandait au Caire en l'absence du général en chef, alarmé des troubles qui se manifestaient dans la basse Égypte et dans celle du milieu, allait prendre le parti de réclamer les secours du général Desaix. Nous dirons, dans un autre article, quels étaient ces troubles, et comment, avec la participation du général Davoust, ils furent dissipés. Pendant que ce général délivrait ainsi les provinces de Minyeh et de Benisouef du ramas d'Arabes, de Maugrabins et de Darfouriens qui désolaient ces contrées, un dernier engagement achevait l'expulsion des mameloucks d'Osman et d'Hassan-Bey.

On a vu plus haut qu'après le combat de Bir-el-Bahr, ces mameloucks s'étaient retirés à Assouan ou Sienne, en s'y rabattant par la vallée de Redizy. Le chef de brigade Eppler avait été laissé par Belliard à Esneh, avec 500 hommes de la 21[e] demi-brigade, pour les observer, tandis que ce général allait lui-

même rejoindre le général Desaix à Kéné. Longtemps retenu par la nécessité d'imposer aux habitants du pays, Eppler n'avait point été en mesure d'inquiéter les mameloucks dans leur asile; mais, informé que les beys Osman et Hassan, un peu remis de leurs fatigues, commençaient à renouveler leurs courses aux environs, il donna ordre au capitaine Renaud de marcher sur Assouan avec 200 hommes, pour les chasser de ce poste et les rejeter au delà du tropique.

Renaud arriva près d'Assouan le 16 mai, et, étant averti, à une demi-lieue de cette ville, que les mameloucks venaient à sa rencontre, il se prépara à les bien recevoir. A peine achevait-il ses dispositions qu'il les vit, en effet, accourir à toute bride; mais, opposant à cette aveugle impétuosité un calme imperturbable, la petite troupe de Renaud reçut la charge en fusillant les mameloucks à bout portant : le premier rang fut mis presque tout entier hors de combat. Chargeant lui-même avec la plus grande vigueur, le capitaine français fit achever par la baïonnette ce que la mousqueterie avait commencé. Hassan-Bey eut son cheval tué sous lui, et fut blessé d'un coup de baïonnette; Osman, ayant reçu deux coups de feu, ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Ceux des mameloucks qui purent échapper se réfugièrent à Philé, d'où, chassés par la misère, ils vinrent quelque temps après se rendre, les uns après les autres, à la discrétion des vainqueurs.

Ainsi le général Desaix, ses dignes lieutenants, et les troupes intrépides qu'il avait sous ses ordres, venaient de terminer glorieusement la tâche difficile et périlleuse que leur avait imposée Bonaparte : la haute Égypte était conquise; les mameloucks et les Arabes ne pouvaient plus oser, au moins de longtemps, en venir disputer la possession aux Français. La grande nation des temps modernes avait planté ses drapeaux sur les limites où le peuple roi avait jadis fixé ses aigles. Toutefois, le plus vaillant des chefs mameloucks, Mourad-Bey, restait encore indompté, quoiqu'il eût fui le sol égyptien; et Desaix ne pouvait pas compter sur une grande tranquillité, tant que cet adversaire opiniâtre ne serait pas anéanti. Convaincu depuis longtemps de toute l'influence qu'exerçait Mourad dans le pays, alors même qu'il n'y paraissait pas en armes, Desaix résolut de

1799 - an VII. Égypte.

ne pas prendre de repos qu'il n'eût enfin mis ce bey dans l'impossibilité la plus absolue de recommencer ses hostilités ou de fomenter de nouveaux troubles. Il forma le dessein d'aller le relancer jusque dans son dernier refuge, la grande oasis ; et il se préparait à cette expédition en même temps qu'il ordonnait celle de Kosseïr, méditée depuis longtemps, lorsqu'un nouvel incident le contraignit à porter toute son attention sur cette dernière.

Kosseïr, situé sur la mer Rouge, est le point de communication entre l'Arabie et l'Égypte. C'était dans ce port que les Arabes d'Yambo et de la Mecque avaient débarqué pour venir joindre les mameloucks, et que les caravanes de Darfour et autres pays musulmans de l'intérieur de l'Afrique s'embarquent annuellement pour aller visiter le tombeau de leur prophète et les deux cités saintes de Médine et la Mecque. Bonaparte avait précédemment reconnu toute l'importance de ce passage ; mais les tentatives qu'il avait ordonnées pour s'en emparer avaient été prévenues ou rendues inutiles[1]. Depuis que, par la défaite des mameloucks et des Arabes, Desaix se trouvait, pour ainsi dire, sans ennemis dans la haute Égypte, les Anglais, qui veillaient sans cesse, et qui étaient comme les agents invisibles de cette résistance générale opposée aux Français, avaient judicieusement prévu que le général songerait à faire occuper Kosseïr. Ils s'em-

[1] Une flottille, équipée à Suez pour cette expédition, était arrivée devant Kosseïr, dès le 7 février ; mais il était trop tard, et déjà les Arabes d'Yambo et les Mecquains, commandés par le chérif Hassan, y avaient débarqué. Voyant le rivage de Kosseïr couvert d'un grand nombre d'hommes armés, les bâtiments français s'approchèrent pour reconnaître si cette troupe était amie ou ennemie. Reçue par une vive décharge d'artillerie, la flottille riposta par une bordée de toute la sienne. Le courant portait les bâtiments à terre, et, ne pouvant pas tenir sous voiles, ils durent s'embosser. Malheureusement, la djerme *le Tagliamento*, que montait le commandant, prit feu, et sauta presque aussitôt. Un chef de bataillon de la 25e demi-brigade, un capitaine de la 32e, un sergent, un caporal, quatorze soldats, huit canonniers, l'officier commandant la flottille, un aspirant de marine et vingt-neuf matelots périrent dans cette explosion. Quelques-uns étaient parvenus à se sauver sur le rivage ; mais ils y furent impitoyablement massacrés. Les autres bâtiments coupèrent alors leurs câbles et retournèrent à Suez. Cet accident funeste était encore une nouvelle preuve de la fatalité attachée à la marine française en Égypte.

pressèrent donc de former une expédition pour prévenir ce dernier, en s'emparant eux-mêmes de la ville et du port. Des bâtiments de cette nation se présentèrent devant Kosseïr, le 9 mai ; mais, soit imprévoyance, soit lâcheté, l'officier commandant l'expédition hésita à débarquer ses hommes, et se borna à s'aboucher avec quelques habitants du pays, à l'effet d'y entretenir quelques intelligences. 1799—an VII. Egypte.

Desaix, apprenant que les Anglais avaient paru en vue de Kosseïr, soupçonna l'intention d'un débarquement de leur part : il crut devoir, en conséquence, abandonner momentanément son projet contre Mourad ; et, se joignant au général Belliard, qui, dans le principe, devait être seul chargé de l'opération sur Kosseïr, il marcha à grandes journées, par le chemin de la Guitta, sur Kosseïr, où il arriva le 29 mai. Les Anglais croisaient toujours sur la côte ; et ce fut, pour ainsi dire, en leur présence que les Français prirent possession de ce port. Desaix y laissa le général Belliard et l'adjudant général Donzelot, après avoir donné les ordres nécessaires pour mettre le fort en état de commander l'entrée du port et les environs.

Dès ce moment, toutes les tribus arabes qui habitent le désert entre le Nil et la mer Rouge, et qui jusqu'alors avaient suivi le parti des mameloucks, s'en détachèrent entièrement, se rapprochèrent des Français, et parurent servir ces derniers avec le même zèle qu'ils avaient manifesté envers les anciens maîtres de l'Égypte. Il faut bien convenir que les belles qualités qui distinguaient si éminemment Desaix, son amour de la justice, sa loyauté, et l'inviolable générosité de son caractère avaient, plus que la force des armes, amené ce changement de dispositions dans les esprits. Ce général fut bientôt aimé, craint et respecté de tous les peuples qui avoisinent la haute Égypte ; et ces hommes à demi sauvages avaient une telle idée de ses vertus, qu'ils ne le désignaient jamais que sous le nom de *Sultan juste*. Le souvenir de cette dénomination, qui ne fut point une concession de la crainte ni l'hommage d'une basse flatterie, subsiste encore chez ces Arabes[1].

[1] Le *Sultan juste* figure dans les récits romanesques par lesquels ces peuples du désert, dont l'imagination est si vive et si brillante, charment

1799—an VII. Égypte. Les résultats de la sage et bienfaisante administration du général Desaix furent immenses pour les Français. Ceux-ci n'eurent plus d'ennemis à craindre du côté des Arabes. Le chérif de la Mecque lui-même, désavouant les incursions faites par ses sujets, parut oublier que les nouveaux dominateurs de l'Égypte étaient des infidèles. Il rechercha l'amitié de Desaix, entra en relation directe, et s'entendit avec lui pour donner au commerce des deux pays une nouvelle activité. Sûres désormais de trouver assistance et protection en traversant le sol occupé par les Français, les caravanes religieuses et marchandes reprirent leur cours accoutumé; et le port de Kosseïr redevint un entrepôt où l'on voyait s'échanger les cafés de Moka, les marchandises de la Perse et de l'Inde, contre les blés et d'autres productions de l'Égypte[1], avec autant de confiance que si la guerre eût cessé depuis longtemps.

Toutefois, les soins que Desaix crut devoir donner à l'administration de la haute Égypte ne lui avaient point fait perdre de vue son grand projet d'expédition contre Mourad-bey: les préparatifs en étaient même déjà faits, lorsque le général français apprit que le chef des mameloucks avait quitté la grande oasis pour se jeter dans la basse Égypte, et qu'il avait traversé les provinces de Siout, de Minyeh et de Faïoum avec une telle rapidité, qu'il n'avait pu être atteint par aucun des détachements stationnés dans ces contrées. Par cette marche précipitée, l'intention de Mourad était de se reunir avec un Arabe fanatique, qui se faisait appeler l'ange El-Mohdy, et dont nous parlerons bientôt dans un autre chapitre.

7 juin (19 prairial). Italie. *Suite des opérations militaires en Italie; retraite de l'armée française sous Alexandrie; prise de Peschiera, de Pizzi*

les loisirs de leur vie nomade; et c'est au rang des personnages les plus distingués et les plus classiques qu'ils le placent.

[1] On pourra se faire une idée de l'activité du commerce à Kosseïr, quand on saura que, dans l'espace de deux mois, les produits de la douane de ce port s'élevèrent à quatre vingt-dix-sept mille sept cent vingt-quatre francs, d'après un état que nous avons sous les yeux. La douane de Suez, établie depuis le mois de janvier 1799, n'avait produit, jusqu'au mois d'août de la même année, que la somme de cent dix-neuf mille six cent soixante-onze francs. Les droits de la douane française étaient beaucoup plus modérés que ceux qui avaient été imposés précédemment par les beys.

ghettone par les Austro-Russes; combat entre Valence et Alexandrie; retraite des Français sous Coni, sur le col de Tende, etc., etc. — Nous avons laissé le maréchal Souwarof recueillant à Milan les félicitations et l'hommage de la reconnaissance du parti nombreux que l'Autriche avait en Lombardie. Après ces premiers moments consacrés au triomphe de l'amour-propre du vieux guerrier, le généralissime des Austro-Russes, abandonnant au général Mélas le soin de s'occuper de la réorganisation administrative du pays conquis, poursuivit sa marche victorieuse et dirigea le gros de son armée sur Novare et sur Pavie. Développant alors le plan de campagne qu'il avait conçu, il porta ses forces sur quatre points à la fois, afin d'atteindre, par ces mouvements différents, les buts distincts et très-importants qui devaient assurer la réussite de l'ensemble. 1799 – an VII Italie

Il détacha au nord et sur la droite des colonnes pour occuper successivement les vallées au-dessus des lacs, pénétrer dans les gorges et dans les passages vers la Suisse, se lier à la gauche de l'armée de l'archiduc Charles, au delà du Saint-Gothard, faciliter les mouvements de ce prince, et contenir les troupes françaises déjà inquiétées par la fermentation qui commençait à se manifester dans les petits cantons.

Vers le sud, et par sa gauche, il envoya le général Ott, avec une division, pour soutenir le général Klenau, chargé d'observer l'arrivée de l'armée de Macdonald, se retirant de Naples, et de lui couper la retraite sur la haute Toscane et sur Gênes, en s'emparant des défilés des Apennins.

A l'est, et sur ses derrières, le généralissime renforça les troupes qui devaient assiéger Mantoue et s'emparer des villes de Bologne et de Ferrare. Le général Klenau, chargé de ces deux dernières opérations, devait y apporter la plus grande activité, comme étant préliminairement indispensables au succès de sa mission spéciale contre Macdonald.

Enfin, à l'ouest, et sur son front de bandière, Souwarof devait, avec ses forces principales, poursuivre avec vigueur le général Moreau, et lui faire abandonner les plaines du Piémont et le pays de Gênes, avant que l'armée française eût pu recevoir des renforts. Ainsi la guerre allait étendre ses ravages sur tous les points du vaste territoire contenu entre les Alpes et les Apen-

1799—an VII. Italie.

nins; et la plus belle partie de l'Italie, en proie aux factions et à tous les fléaux qui marchent à la suite des bouleversements politiques, allait être de nouveau inondée de sang et ravagée par des armées étrangères.

Les Austro-Russes occupèrent, dès le 3 mai, la ville de Pavie. En abandonnant ce poste, les Français avaient fait sauter une arche du pont sur le Tésin, que le général Souwarof s'empressa de faire rétablir. Le même jour, les villes de Plaisance et de Parme furent occupées par le prince de Hohenzollern, et le général Ott détacha une colonne de sa division pour aller s'emparer des villes de Reggio et de Modène.

La terreur inspirée par les armées ennemies, et peut-être aussi l'inconstance et la légèreté d'un peuple envers lequel les agents du Directoire français n'avaient pas toujours agi avec prudence et modération, favorisaient encore les progrès rapides des alliés. Souwarof, marchant au nom de la religion, et se déclarant l'ange exterminateur des républicains, était accueilli par les acclamations d'une population superstitieuse et dégoûtée du joug français. A mesure que le général Moreau précipitait sa retraite, on voyait les Italiens accourir au-devant du vainqueur, préparant des arcs de triomphe sur son passage, et le proclamant avec solennité le libérateur de l'Italie opprimée. Malheur aux Français qui se trouvaient alors isolés au milieu de cette explosion des passions et de la haine! ils étaient impitoyablement massacrés, et devenaient ainsi les victimes des fautes commises par le Directoire et par ses agents. Ce mouvement contre les anciens dominateurs fut presque universel dans la Lombardie et dans la Toscane. Dans tous les endroits où les soldats français n'étaient point en force, ils furent enveloppés et taillés en pièces par des bandes armées, sur les drapeaux desquelles on remarquait, d'un côté, une croix, et, de l'autre, les armes de l'Autriche.

Souwarof avait fait la guerre de Pologne en 1794. C'était un premier et heureux essai des moyens à employer pour étouffer les élans de la liberté chez un peuple envahi; aussi ce généralissime des Austro-Russes avait-il acquis l'expérience nécessaire pour diriger vers un but convenable à ses vues les mouvements insurrectionnels qui se manifestaient autour de lui. Il se servit de toute son influence pour propager encore plus l'esprit de re-

volte contre les Français, et le faire tourner au profit de la cause dont il se proclamait le défenseur. C'est à cet effet qu'il fit répandre dans toute l'Italie la proclamation dont nous allons citer quelques passages : 1799 — an VII. Italie.

« Peuples d'Italie !

« Aux armes ! aux armes ! accourez ; venez vous ranger sous les drapeaux de la religion et de la patrie, et vous triompherez d'une nation perfide. Les armées alliées des deux augustes empereurs combattent pour vous, versent leur sang pour la défense de la religion, pour recouvrer vos propriétés et pour le rétablissement de votre ancien gouvernement. Les Français ne cessent de vous opprimer ; ils vous accablent d'impôts, de réquisitions, et, sous le vain prétexte d'une liberté, d'une égalité chimériques, ils portent la désolation dans vos familles, arrachent les enfants à leurs pères, et les forcent à porter les armes contre leurs souverains légitimes. Peuples d'Italie, consolez-vous ! il est un Dieu qui vous protége, des armées qui vous défendent ; et ces armées sont innombrables. »

Dans ses proclamations, Bonaparte avait parlé de gloire et d'amour de la patrie aux Italiens, témoins des prodiges opérés par les soldats français avec ces deux véhicules ; Souwarof présentait à ces mêmes peuples les images de la religion et du trône restaurés et entourés par les baïonnettes victorieuses des Russes et des Autrichiens. Ce dernier langage, dans la circonstance où se trouvaient les habitants de la Lombardie, du Piémont et des autres États du nord et du milieu de l'Italie, devait être plus éloquent et plus persuasif pour eux que le souvenir des promesses qui leur avaient été faites d'assurer à jamais leur liberté et leur indépendance. Le généralissime trouva donc de nombreux partisans et un appui efficace dans ces mêmes habitants, dont une grande partie croyaient racheter leur conduite passée et se réconcilier avec le ciel en marchant à la suite des vainqueurs. Des bataillons, organisés et commandés par des officiers que Mélas avait envoyés dans les bourgs et villages, se joignirent à l'armée combinée, et prirent part à ses succès, en inquiétant et harcelant sans cesse les Français dans leurs communications.

1799 - an VII. Italie.

Cependant la retraite de l'armée française, après le passage de l'Adda et l'évacuation de Milan, s'était faite en bon ordre sur trois colonnes. Celle de droite avait marché de Lodi à Plaisance ; celle du centre, sur Voghera, par la route de Milan à Gênes ; celle de gauche, par Vigevano sur Novare, où Moreau avait établi son quartier général le 2 mai : ainsi les forces principales se trouvaient dans la direction de Gênes. Après ce mouvement, Moreau se rendit à Turin, où s'étaient déjà manifestés quelques troubles. Ayant rétabli l'ordre, il donna aux chefs militaires et civils les instructions nécessaires pour l'évacuation de cette capitale du Piémont, et fit mettre en état de défense la citadelle, dont il confia le commandement au général Fiorella. Des mesures furent prises pour contenir les partis qui cherchaient à empêcher l'arrivée des secours attendus de la France et de la Suisse, à travers les Alpes.

Les dernières pertes essuyées par l'armée en défendant le passage de l'Adda, et les garnisons jetées dans quelques places, laissaient à peine au général Moreau une vingtaine de mille hommes. Avec des forces aussi inférieures, il devenait bien difficile de garder les débouchés des Alpes, de défendre les places du Piémont, de couvrir le pays de Gênes et de conserver les moyens de pouvoir donner, en temps utile, la main au général Macdonald, opérant sa retraite du royaume de Naples. Moreau vit donc la nécessité de resserrer et de concentrer ses troupes ; et, quittant le 7 mai la ville de Turin, il retira tout à coup son aile gauche, et porta son quartier général à Alexandrie. Il fit prendre ensuite position sous les murs de Tortone au gros de ses troupes, dans la résolution de s'y maintenir le plus longtemps possible, en étendant sa droite vers les Apennins, afin de favoriser la jonction de l'armée de Naples.

Souwarof avait fait suivre les mouvements du général Moreau aussi rapidement que possible. Le prince de Hohenzollern, après avoir occupé Plaisance, remonta la rive droite du Pô, fit replier les avant-postes français jusqu'au delà de Voghera et assez près de Tortone. Vers le même temps, une forte colonne, commandée par le général Vukassowich, passait le Tésin vers le lac Majeur, s'emparait des postes d'Arona et de Mortara dans la Lumelline, trouvait Verceil sans défense, et

poursuivant sa marche, s'emparait d'Ivrée, de Crescentino, de Chivasso et de Trino, évacués par les troupes françaises. Vukassowich suivit ensuite la rive gauche du Pô; et, remontant le fleuve jusque sous les murs de Turin, il manœuvra pour déborder l'aile gauche de l'armée française, et forcer ainsi le général Moreau de revenir sur ses derrières. Souwarof fit occuper en outre la position de Bobbio sur la route de Plaisance à Gênes, pour se trouver en mesure de s'emparer des défilés des Apennins et d'empêcher la jonction des deux armées de Moreau et de Macdonald.

Pendant que Souwarof méditait les moyens d'attaquer Moreau avec succès dans la position défensive que celui-ci venait de prendre, le général Kray poussait avec vigueur les opérations de siége dont il était chargé. Il avait resserré Peschiera du côté de terre, tandis que la flottille autrichienne tenait cette place bloquée du côté du lac de Garda. Le 4 mai, les batteries des assiégeants commencèrent à jouer et continuèrent jusqu'au 7 à battre en brèche. Tout étant disposé pour tenter un assaut, le général Kray fit sommer l'adjudant général Coutheaux, commandant de la place, de se rendre. Cet officier, ne se croyant pas en mesure de résister, consentit à ouvrir les portes, sous la condition que la garnison, forte d'à peu près 1,000 hommes, sortirait avec les honneurs de la guerre, et serait escortée jusqu'aux frontières de France, en prenant toutefois l'engagement de ne point servir de six mois contre les alliés. Les Autrichiens trouvèrent dans Peschiera soixante-quinze canons, deux mille deux cents fusils, vingt chaloupes canonnières, une galère et deux chebecks.

Après cette reddition, le général Kray s'avança sur Mantoue avec son corps d'armée. Il s'établit à Borgoforte et aux environs, et resserra la place du côté du lac formé par le Mincio au moyen de la flottille française, dont il s'était emparé à Peschiera, et à laquelle il avait fait descendre la rivière.

Le même jour où Peschiera ouvrait ses portes au général Kray, la forteresse de Pizzighettone se rendait au général Kaim. Celui-ci avait ouvert la tranchée le 3 mai. Après quatre jours d'un bombardement assez vif, le commandant français refusait encore de se rendre, lorsque l'explosion soudaine d'un magasin

1799 — an VII. Italie. la poudre le força à capituler. La garnison, forte seulement de 600 hommes, obtint de sortir de la place aux mêmes conditions que celle de Peschiera. Avec plus de moyens de défense, et attaquées avec moins de vigueur, les places d'Urbino, de Ravenne, de Bologne et d'Ancône tenaient encore.

Ce fut à peu près vers cette époque que le jeune prince Constantin, fils de l'empereur de Russie Paul Ier, arriva au quartier général de Souwarof, alors à Pavie. Il venait faire ses premières armes sous les yeux et sous la direction du général que l'empereur, son père, regardait comme le premier de l'Europe, et auquel ce monarque avait recommandé de ne pas plus ménager son élève qu'un de ses officiers ordinaires. Aussi Souwarof, en abordant le prince, lui dit avec la brusque franchise qui lui était ordinaire : « Les dangers que va courir votre Altesse m'ordonnent de vaincre. Il me serait impossible de vous survivre, prince, s'il vous arrivait quelque malheur dans la carrière périlleuse que vous allez parcourir. » On croira aisément que la présence du jeune fils de Paul dans l'armée russe redoubla encore l'enthousiasme dont celle-ci était animée.

La circonstance de l'arrivée du prince Constantin fut un motif de plus pour Souwarof d'agir promptement et avec vigueur contre le général Moreau. Ce dernier, après avoir établi son quartier général à Alexandrie, avait d'abord concentré ses troupes dans la position de Marengo, entre ce village que Bonaparte devait rendre si illustre l'année suivante, et la place de Tortone ; il vint ensuite s'enfermer dans une espèce de camp retranché derrière le Pô et le Tanaro, entre Alexandrie et Valence. Souwarof manœuvra pour resserrer les Français, et résolut de faire un effort pour les chasser de la forte position qu'ils occupaient.

Dans la croyance que Moreau n'avait laissé dans Tortone qu'une faible garnison, le généralissime ordonna au prince Bagration, qui était à Pavie, de passer le Pô, et de se porter sur la première de ces villes ; mais, arrivé à Voghera, le prince apprit que les Français se trouvaient encore en mesure de défendre la ville de Tortone. Il en donna avis à Souwarof, qui s'avança avec le général Mélas et le gros de l'armée combinée, pour appuyer l'attaque projetée. Bagration tint Tortone blo-

quée pendant quatre jours; et, le 10 mai, le marquis de Chasteler, quartier-maître général de l'armée, en fit sauter les portes sous le feu de la citadelle, se rendit maître de la ville, et commença aussitôt le siége de cette même citadelle. Il fut convenu toutefois entre les deux partis que les alliés ne pourraient point l'attaquer du côté de la ville, sur laquelle le commandant français s'engagea pareillement à ne point tirer. 1799—an VII. Italie.

Le 11 mai, la plus grande partie des troupes alliées qui étaient au camp de Voghera, et auxquelles venait de se joindre la division du général Kaim, après la prise de Pizzighettone, passèrent la Scrivia, et vinrent camper à Torre di Garofoldo. La division du général Karackzay fut détachée pour s'emparer de Gavi, de Seravalle et de Novi.

Ces divers mouvements de l'ennemi ne purent point engager Moreau à renoncer au projet de se maintenir le plus longtemps possible sur la droite de la position qu'il occupait. Il devina que les nombreuses démonstrations que Souwarof faisait de ce côté n'étaient qu'une ruse de guerre pour attirer son attention, tandis que le véritable dessein du généralissime était de surprendre le passage du Pô à la gauche de l'armée française, et d'engager le général en chef lui-même dans une action générale et décisive. Moreau résolut en conséquence d'attendre son adversaire et de le voir manœuvrer. Placée entre Asti et Alexandrie, la droite de l'armée française était appuyée à cette dernière ville, et sa gauche à Valence. De forts détachements avaient été jetés tant à Casale qu'à Verua.

Dans son projet d'attaque sur la gauche des Français, Souwarof comptait beaucoup sur le concours des insurgés piémontais. A l'approche des Austro-Russes, plusieurs cantons s'étaient soulevés en faveur de ceux-ci.

Les habitants des environs de Mondovi, de Ceva, de Cherasco et d'Oneglia s'étaient levés en masse, et avaient déjà fait mettre bas les armes à un bataillon français qui rejoignait l'armée. Ces mouvements insurrectionnels, qui avaient lieu sur les derrières du général Moreau, mettaient celui-ci dans une position telle, que le moindre échec lui coupait la retraite en deçà et au delà des Apennins.

Souwarof fit attaquer la gauche de l'armée française dans

1799 – an VII. Italie. la matinée du 11 mai. Une forte colonne russe, sous les ordres du général Rosemberg, passa le Pô au-dessus de Valence, et attaqua les troupes de la division Grenier. Ce dernier général, ayant reçu l'ordre de ne point se compromettre, se tint d'abord sur la défensive; mais, s'apercevant que le mouvement du général russe n'était que partiel, et n'était point soutenu par d'autres troupes, il fit sortir du camp une colonne sous les ordres de l'adjudant général Garrau, qui marcha avec résolution sur les Russes, les battit, et les éloigna avec perte.

Le lendemain l'effort des Russes fut plus considérable. Une colonne de 7,000 hommes passa le Pô à Bassignana, près du confluent de ce fleuve et du Tanaro; marchant ensuite entre Valence et Alexandrie, afin de couper la ligne des Français, cette colonne attaqua de nouveau la division Grenier, qui soutint seule longtemps le choc des assaillants. Renforcé par quelques bataillons commandés par le chef de brigade Gardanne, Grenier commençait même à repousser l'ennemi, lorsque la division du général Victor, envoyée par le général en chef Moreau, vint mettre les Russes dans une position critique, en les prenant en flanc. Le combat devint très-vif de part et d'autre; plusieurs postes furent pris et repris avec un égal acharnement; enfin le général qui commandait les Russes ayant été tué, ceux-ci, épouvantés, s'enfuirent jusqu'au Pô, où le général Grenier, qui les poursuivit, en culbuta un grand nombre.

Cet échec, auquel Souwarof était loin de s'attendre, le fit renoncer à son projet d'attaque sur ce point; mais, voulant enfin contraindre le général Moreau à sortir de son camp retranché et à continuer sa retraite, il se décida à porter la plus grande partie de ses troupes sur la rive droite du Pô et à marcher sur Turin. Le 16 mai, le général Mélas effectua le passage et se dirigea sur Candia, tandis que le général Vukassowich devait attaquer Casale, Verua et Ponte-Stura. De son côté, le général Moreau ayant pénétré le dessein de son adversaire, et voulant tenter un coup de main pour délivrer Tortone et ramener les alliés sur son front, avait fait jeter, dans la nuit du 15 au 16, un pont sur la Bormida près d'Alexandrie. Il passa lui-même cette rivière à la tête d'une colonne de 7,000 hommes, attaqua et repoussa les postes avancés des Cosaques

sur Marengo et les poursuivit jusqu'à San-Giuliano, tandis que l'aile droite française, ayant passé le Tanaro, attaquait avec impétuosité les divisions ennemies des généraux Kaim et Lusignan. Cette dernière attaque eut d'abord un plein succès, et les deux généraux autrichiens se retirèrent avec perte; mais le prince Bagration, étant venu à leur secours avec sept bataillons russes, rallia les divisions rompues, les ramena au combat, et devint à son tour l'agresseur des Français; ceux-ci résistèrent longtemps avec avantage, mais de nouveaux bataillons renforcèrent l'ennemi, qui put prendre ses adversaires en flanc, les culbuter et les contraindre à la retraite, en partie sur leur front dans Alexandrie, et en partie dans la vallée de la Bormida et sur Ceva. Dans ce combat, les Français perdirent environ 1,800 hommes, tant tués que blessés, et près de 1,000 prisonniers. 1799 – an VII. Italie

Il paraissait difficile que Moreau pût rester désormais dans sa position. En effet, pendant qu'il avait combattu à Marengo, les généraux Mélas et Vukassowich avaient opéré leur mouvement; ce dernier avait chassé les Français de Casale, tandis que le prince Bagration et le général Karackzay s'étaient dirigés sur Novi, Gavi et Seravalle, et sur le chemin de Seravalle à Acqui. Le camp des Français se trouvant alors menacé sur tous les points, et Moreau n'ayant point de forces assez nombreuses pour résister, il se vit dans l'obligation d'abandonner sa ligne, et fit sa retraite le 19 mai, après avoir pourvu à la défense de la citadelle d'Alexandrie, et porté le gros de son armée par Asti et Cherasco sur Coni, où il arriva le 22. Un corps qu'il avait détaché sur sa droite pour occuper Ceva et Mondovi et rétablir les communications avec la rivière de Gênes, interrompues par les insurgés, fut poursuivi par le général Mélas, atteint et battu près de Montenotte. Toutefois, après cet échec, ce même corps se replia assez heureusement sur Mondovi, et occupa cette place.

Le général Moreau, en s'opiniâtrant à défendre son camp retranché entre le Pô et le Tanaro, avait atteint comme nous allons le démontrer, le but le plus important pour lui, dans les circonstances critiques où il se trouvait. Il avait donné au général Macdonald le temps nécessaire pour se rapprocher de l'armée d'Italie, achever sa retraite par la Toscane, et tenter

1799 — an VII. Italie.

sa jonction par le pays de Gênes, sans trouver d'autres obstacles jusqu'alors que les détachements peu considérables envoyés par Souwarof à sa rencontre. Le séjour de l'armée près d'Alexandrie avait en outre donné au général Pérignon, arrivé depuis peu de jours à Gênes avec une divison de l'intérieur, le temps et la facilité de fermer tous les débouchés d'Alexandrie du côté des montagnes. Ainsi, par cette sage temporisation, Moreau conservait une place importante, mise dans un état de défense respectable, et qui lui assurait les positions les plus avantageuses où les deux armées d'Italie et de Naples pussent opérer leur jonction.

Maintenant il est difficile d'imaginer comment, avec des forces aussi considérables que celles dont il pouvait disposer, le généralissime des Austro-Russes avait pu donner à Moreau le loisir d'obtenir des résultats aussi importants. Ceci tenait au système de guerre alors presque généralement usité en Europe, et dont cependant Bonaparte avait commencé à s'écarter : système dont on a reconnu depuis les inconvénients dans les mouvements plus rapides, et par conséquent plus décisifs, des grandes invasions actuelles. Il est évident qu'au lieu d'employer une partie de ses forces à faire les siéges de Mantoue, Milan, Tortone et Turin; au lieu de faire occuper les défilés de Pignerol et de l'Assiette, et d'envoyer à l'avance un détachement contre le général Macdonald, Souwarof aurait dû plutôt réunir ses masses, envelopper la faible armée de Moreau, ou du moins la contraindre à évacuer le Piémont et l'État de Gênes, trop heureuse si elle avait pu dans ce cas arriver en débris jusque dans le comté de Nice et sur les frontières de la Provence et du Dauphiné. Ce résultat ne devait pas être problématique aux yeux du vieux général des Austro-Russes; l'énorme supériorité de ses forces, et le soulèvement des peuples d'Italie, qui pouvait être mieux utilisé en le faisant servir au blocus étroit des places dont nous avons parlé, auraient assuré le succès de la grande opération dont il est question, et dès lors l'armée de Naples, restant entièrement isolée, ne trouvait plus d'issue, et se voyait réduite à capituler, ainsi que toutes les places de guerre occupées encore par les Français en Italie. Mais, comme nous venons de le dire Souwarof, n'était point à la hauteur de ces

conceptions hardies; il suivit l'ancienne méthode de ne s'avancer contre son ennemi qu'après s'être emparé des forteresses occupées par celui-ci et qu'on ne veut pas laisser derrière soi. 1799 — an VII. Italie.

Conséquemment à ce principe, après avoir forcé Moreau à lever son camp retranché, Souwarof crut devoir s'assurer d'Alexandrie avant de faire marcher ses colonnes à la poursuite des Français; lui-même s'avança sur cette ville, et y fit son entrée le 12 mai, accompagné du grand-duc Constantin et du général Mélas. Les Français s'étaient retirés dans la citadelle, dont le généralissime confia le blocus à une division russe. En même temps il dirigea la division du général Seckendorf du côté d'Acqui.

Pendant ce temps, les alliés continuaient toujours les opérations relatives à l'entière occupation du pays envahi. Le général Klenau, chargé d'agir sur la rive droite du Pô, vers la partie méridionale de l'Italie, avait d'abord fait cerner Ferrare par les bandes insurgées du pays; mais il jugea convenable de s'avancer lui-même sur cette ville, où déjà la disette de vivres commençait à se faire sentir. Le 22 mai, il y entra par capitulation, à la tête d'un corps de 2,000 hommes de troupes réglées, sous la condition que les portes en seraient fermées aux insurgés. Le commandant français, Lapointe, se retira dans la citadelle, avec la résolution de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité; mais, après deux jours de bombardement, le feu ayant pris à un magasin à poudre, la garnison, forte de 1,500 hommes, crut devoir capituler, à peu près aux mêmes conditions qu'on avait obtenues à Peschiera et à Pizzighettone. L'ennemi trouva dans Ferrare quatre-vingt-dix bouches à feu et des magasins considérables. C'était véritablement un chose déplorable que cette facilité avec laquelle plusieurs des forteresses occupées par les Français se rendaient à l'ennemi; et il est assez difficile d'expliquer les motifs de ces promptes redditions. Peut-être n'avait-on pas apporté une assez grande attention dans le choix des commandants qui se conduisaient ainsi. Nous devons le présumer, puisque nous verrons plus tard d'autres officiers de tête et de cœur résister plus longtemps et plus fortement, avec des moyens aussi faibles que ceux dans lesquels les commandants dont nous venons de parler plaçaient leur excuse.

1799 — an VII. Italie.

Le général Klenau, après la prise du château de Ferrare, s'avança dans le Bolonais pour presser la reddition du fort d'Urbino. Le lieutenant colonel Grils, détaché avec un bataillon sur Ravenne, prit possession de cette ville le 26, et y fit prisonniers 150 soldats piémontais qui s'y trouvaient. Étendant sa gauche jusqu'à Cervia, sur l'Adriatique, le général autrichien fit occuper Cesena et Rimini. L'occupation de ces deux derniers postes favorisa singulièrement les menées des alliés pour fomenter les divisions intestines, et augmenter encore la mésintelligence qui s'était déjà manifestée entre les troupes cisalpines et françaises. Les généraux Lahoz et Pino, qui commandaient deux brigades de soldats cisalpins à Pesaro, venaient d'être suspendus de leurs fonctions par le général de division français Montrichard, gouverneur du Bolonais : ils étaient soupçonnés de trahir les intérêts de la république. Lahoz, sur le point d'être arrêté, s'enfuit vers Fano, et se mit à la tête d'un corps insurgé. Cet intrigant, qui ne manquait point d'une certaine bravoure, devait sa fortune militaire aux Français, et paya ce bienfait de la plus odieuse ingratitude : autant il avait montré de zèle pour la république lors de la conquête de l'Italie par Bonaparte, en 1796, autant il manifesta par la suite de haine et d'acharnement contre elle. Nous aurons plusieurs fois l'occasion de signaler la conduite de ce lâche transfuge. Pino, loin de chercher dans la trahison les moyens de se venger, prouva qu'il avait été soupçonné injustement, en allant offrir ses services au général Monnier, commandant à Ancône, qui prit sur lui d'employer le généreux Cisalpin à la défense de cette place, alors assiégée et bombardée par une escadre turco-russe de sept vaisseaux de ligne et six frégates, sous les ordres du contre-amiral russe Pustokin. Nous relaterons plus tard les circonstances de ce siége mémorable.

Vers ce même temps, les troupes du général Klenau occupèrent encore Lugo et Forli, battirent une colonne mobile commandée par l'adjudant général Hullin[1], qu'elles poursuivirent jusqu'aux environs de Bologne.

[1] Depuis lieutenant général, ancien commandant de la place de Paris, etc.

Souwarof avait confié le siége du château de Milan au prince de Hohenzollern, et avait ajouté aux troupes que commandait déja ce général six bataillons de renfort; mais la présence de quelques troupes françaises de l'armée de Masséna dans les bailliages italiens vint suspendre momentanément les opérations de ce siége. Le prince de Rohan, émigré français au service de l'Autriche, commandait entre les lacs de Como et de Lugano un détachement de troupes de cette nation, renforcé par les insurgés du pays. Attaqué à plusieurs reprises, et avec succès, par des détachements du général Lecourbe, il était à craindre que M. de Rohan ne fût dans la nécessité d'abandonner entièrement sa position: c'est pourquoi le prince de Hohenzollern, convertissant en blocus le siége de la forteresse de Milan, et laissant dans cette partie le général Lattermann, s'avança vers la frontière des bailliages, pour secourir le corps menacé. Parti de Milan le 15 mai, il joignit le prince de Rohan après une marche forcée de seize heures, et rencontra les postes de celui-ci à Ponte-Tresa, sur la rivière ou le canal qui unit le lac de Lugano au lac Majeur. Les deux généraux attaquèrent ensemble, à Taverne, une forte colonne du corps de Lecourbe, commandée par le général Loison; mais ils furent repoussés avec perte jusque sous les murs de Lugano. Le 19 mai, les Autrichiens renouvelèrent leur attaque, et les Français battus à leur tour, se retirèrent sur Bellinzona, au delà du Mont-Cenere. Après avoir rétabli M. de Rohan à Lugano, en lui laissant quelques renforts, le prince de Hohenzollern ramena ses troupes à Milan, et ouvrit la tranchée devant le château, dans la nuit du 20 au 21 mai. Le 23, soixante pièces d'artillerie étaient en batterie et commencèrent à tirer sur la place. 1799 — an VII Italie.

Dès le lendemain, le commandant Bechaud, qui y commandait, demanda à capituler, et obtint pour sa garnison, forte de 2,000 hommes, les honneurs de la guerre, et un libre passage jusqu'aux frontières de France, sous la condition de ne point servir d'une année contre les armées impériales. Les Français, escortés par un détachement de cavalerie autrichienne, rentrèrent en France; mais les Piémontais qui faisaient partie de cette garnison se débandèrent en route et rentrèrent dans leurs foyers. Le général Lattermann conduisit la plus

1799 — an VII. Italie. grande partie des troupes qui venaient de faire le siége au général Kray devant Mantoue.

Souwarof connaissait toutes les ressources que pouvait lui fournir la possession de la ville de Turin pour pousser avec vigueur les siéges des forteresses d'Alexandrie, de Tortone et de Mantoue, et, d'un autre côté, méditant déjà de se porter lui-même à la rencontre de l'armée de Macdonald, il ne voulait pas laisser aux Français, par son absence, le loisir de secourir et de ravitailler ce point important. En conséquence, il fit filer le gros de ses troupes sur Turin, par les deux rives du Pô. Les grandes pluies retardèrent un peu la marche combinée des colonnes; mais le 26 mai, les divisions Kaim et Frœlich, sous la direction du général Mélas, ayant passé la Sesia, se réunirent sur la Stura. Le corps de Vukassowich, s'avançant par la rive gauche du Pô, vint occuper la hauteur des Capucins, qui domine la ville de Turin. Quoique ce dernier général n'eût avec lui aucun des moyens nécessaires pour entreprendre le siége de la citadelle, il eut cependant l'audace de sommer le général Fiorella de se rendre. Une telle proposition fut reçue comme elle devait l'être. La division russe du général Karackzay, après avoir passé la Stura et la Dora, prit position en avant de la Chartreuse.

Le même jour, 26 mai, Souwarof partit d'Alexandrie avec une forte colonne, et vint joindre les troupes qui investissaient déjà la ville. Seize pièces de canon qu'il avait amenées avec lui furent mises en batterie, et le général français reçut une seconde sommation, qui ne fut pas mieux accueillie que la première. Le généralissime fit bombarder Turin pendant toute la nuit du 26 au 27. Le feu ayant pris à quelques maisons près de la porte du Pô, le peuple s'ameuta, et quelques bourgeois armés, qui gardaient cette porte et celle dite *du Palais*, profitèrent du désordre pour les ouvrir toutes deux aux Russes. La garnison, forte de 3,000 hommes, et composée de Français et de Cisalpins, s'enferma précipitamment dans la citadelle; mais quelques cavaliers français, qui n'eurent pas le temps de gagner cet asile, furent hachés dans les rues par le peuple soulevé. La division Kaim occupa la ville; celle du prince Bagration, les dehors de la citadelle; et les divisions des généraux Zopf

et Frœlich formèrent un camp d'observation sur la route de Turin à Pignerol. Souwarof fit élever dans Turin même plusieurs batteries pour tirer sur la citadelle. Les Français répondirent par un feu terrible qui, endommageant un grand nombre de maisons, obligea le généralissime d'inviter le général Fiorella à cesser de tirer sur la ville, prenant lui-même l'engagement de faire retirer ses batteries et de choisir un autre point d'attaque. Cent dix-huit pièces de canon de siége, deux cents pièces de moindre calibre, une immense quantité de poudre, et des munitions de guerre de toute espèce, tels furent pour l'armée austro-russe les avantages de l'occupation de la ville de Turin. Souwarof confia le siége de la citadelle au général Kaim, et fit transporter sous les murs de Tortone et de Mantoue le surplus de l'artillerie employée à cet effet.

On se rappelle que le général Bellegarde avait eu, dans le pays des Grisons, la mission de manœuvrer pour opérer sa jonction avec l'armée alliée en Italie. Le succès de cette entreprise fut retardé pendant quelque temps; mais lorsque, affaibli par ses pertes successives, le général Moreau s'était vu forcé d'abandonner ses communications avec la Suisse, et par conséquent de s'éloigner du général Lecourbe, qui tenait tête au général Bellegarde, celui-ci descendit tout à coup du Saint-Gothard, avec dix-huit bataillons et 4,000 chevaux, pour venir établir son quartier général à Chiavenna, le 30 mai, et effectua ainsi heureusement la grande jonction de l'armée du prince Charles en Allemagne avec celle des alliés en Italie. Par suite de ce mouvement, le corps de Bellegarde se rendit bientôt devant Tortone, pour en accélérer le siége, après avoir successivement traversé Milan et Pavie. La division du général Haddick resta en communication à Domo-d'Ossola, prête à rejoindre également l'armée austro-russe, ou à remonter en Suisse, selon les circonstances.

Après l'occupation de la ville de Turin, Souwarof, dans le dessein d'assurer encore plus ses communications avec l'archiduc, dirigea des colonnes dans les vallées d'Aoste, de Maurienne, de Suse et même de Lucerna. Il menaçait de traverser les Alpes et de tourner par la Savoie la derniere ligne de défense de la Suisse, et cherchait ainsi à répandre l'alarme jusque sur

1799 - an VII. Italie. les frontières de France. Il ne resta à Turin que la seule division de Vukassowich, regardée comme suffisante pour resserrer la citadelle. Ce fut le prince Bagration qui marcha vers Suse; le colonel Zunato fut dirigé sur Pignerol, et Souwarof, avec le gros de l'armée, se mit en mouvement pour attaquer directement Moreau. La forte position de Suse fut enlevée en un jour; le détachement français qui la défendait, trop faible pour opposer une plus longue résistance, se replia sur le mont Cenis et sur le mont Genèvre. Le prince Bagration, poussant ses avantages, occupa la Brunette, le col de l'Assiette et Cesanne. Quelques partis de Cosaques pénétrèrent même jusqu'aux frontières du Dauphiné, où leur apparition répandit la plus grande terreur, et fit croire un moment que Souwarof s'avançait en personne, avec l'intention d'envahir la France par les départements des Hautes-Alpes et du Mont-Blanc.

L'expédition contre Pignerol présenta plus de difficultés aux troupes alliées. Elles ne pouvaient pas espérer d'être secondées par les habitants du pays et par ceux des quatre vallées occidentales du Piémont, dites *vaudoises,* parce qu'étant presque tous de la religion protestante, ces mêmes habitants avaient embrassé avec chaleur le parti des Français. 4,000 d'entre eux avaient pris les armes, et promettaient de défendre vigoureusement l'entrée de leurs vallées. Il fallut donc renforcer les troupes chargées de les soumettre, et l'ennemi perdit beaucoup de monde dans cette tentative. Toutefois, Pignerol ayant succombé, les Russes purent pénétrer dans les quatre vallées et forcer les habitants de déposer leurs armes. Souwarof, qui dans cette campagne parut vouloir imiter quelques-unes des mesures politiques de Bonaparte, adressa aux Vaudois désarmés une proclamation, dans laquelle il faut remarquer le passage suivant :

« Peuples! quel parti avez-vous embrassé? Montagnards égarés, vous protégez donc les Français dévastateurs, les ennemis de la paix publique, lorsque le repos seul peut assurer votre bien-être! Les Français se déclarent ennemis du Dieu crucifié; et l'attachement de vos pères à la doctrine chrétienne a toujours été la source de votre bonheur, et vous a procuré la protection de l'Angleterre. »

L'occupation de Pignerol mit le général Lusignan à même de pénétrer dans la vallée du Cluson, et de s'avancer avec ses troupes jusque sous Fenestrelle. Le général Frœlich, après s'être porté sur Fossano et Savigliano, poussa ses avant-postes jusque devant Coni. 1799 — AN VII. Italie.

Sur ces entrefaites, le général Moreau avait détaché de son armée la division Victor, chargée d'aller, en traversant le territoire génois, au-devant de l'armée de Macdonald. Le général Victor était parvenu à Mondovi, et se préparait à reprendre Ceva, occupé par l'ennemi, lorsqu'une colonne, détachée du corps de Vukassowich, vint au secours de cette dernière place, força les Français d'abandonner Mondovi, et la division Victor de continuer le mouvement qui lui était ordonné. Réunie alors à la division Frœlich, la colonne autrichienne occupa Carmagnola, Alba et Cherasco.

Souwarof s'etant porté, comme nous l'avons dit, sur le gros de l'armée française, arriva le 7 juin devant la position que cette dernière occupait sous Coni; mais Moreau, encore plus affaibli par le détachement qu'il venait de faire, ne s'était pas cru en mesure de pouvoir s'y défendre avec quelque apparence de succès, et s'était déjà retiré sur le col de Tende, en laissant une garnison dans le fort de Coni.

Ainsi, soixante-dix jours après le commencement des hostilités sur l'Adige, les Austro-Russes étaient arrivés à la vue des frontières de la France. L'Italie se trouvait conquise par Souwarof en moins de temps qu'il n'en avait fallu à Bonaparte dans la campagne de 1796; mais quelle différence de situation, de succès et de gloire! Qu'il nous soit permis de rappeler quelques détails à cet égard, moins pour réfuter les auteurs prétendus français, qui, dans l'aveuglement de leur haine, ont voulu comparer ces deux campagnes, et donner la palme au général russe, que pour placer sous les yeux de nos lecteurs le tableau exact et vrai de la position des deux généraux dans l'exécution d'une entreprise glorieuse de part et d'autre, mais non pas au même degré.

En 1796, trente et quelques mille Français occupaient, sans vêtements et sans vivres pour ainsi dire, les versants des Alpes, du côté de l'Italie. Ils avaient devant eux deux armées : celle

1799 - an VII. Italie.

du roi de Sardaigne, commandée par Colli, et celle de l'empereur d'Allemagne, aux ordres de Beaulieu, présentant ensemble un effectif de 100,000 combattants. A la tête de l'armée française vient se placer un général de vingt-sept ans, qui n'a pas même commandé jusqu'alors une division. Il montre à ses soldats, avec ce geste qui commande la victoire, les riches et fertiles plaines du Piémont et de la Lombardie; et les masses ennemies fuient culbutées et remplies de terreur. Le roi de Sardaigne implore la paix ; le généreux vainqueur la lui accorde. Beaulieu tente encore de se défendre sur le Pô, il est vaincu : sur l'Adda, sur le Mincio, il est vaincu. Il laisse assiéger Mantoue; et les montagnes du Tyrol peuvent seules lui offrir un refuge. Mais bientôt une seconde armée autrichienne, forte de 50,000 hommes, composée en grande partie de ces vieilles bandes qui n'ont point combattu sans gloire dans les premières années de la guerre, commandée par le vétéran et l'un des meilleurs généraux de l'empereur, accourt pour recueillir les débris de Beaulieu, et menace à son tour d'anéantir les vainqueurs un peu dispersés par suite de l'occupation du pays conquis : Bonaparte lève le siége de Mantoue, joint l'ennemi à Castiglione, le bat, coupe ses colonnes à Roveredo, lui fait 20,000 prisonniers, et force le vieux Wurmser à s'enfermer lui-même dans Mantoue. Cette seconde armée, sur laquelle un si grand espoir était fondé, est détruite comme la première. C'est encore en vain que l'Autriche, avec une persévérance digne d'éloges, envoie le maréchal Alvinzy avec une troisième armée, formée à Vienne, sous les yeux du souverain, excitée par tous les sentiments qui ordonnent de vaincre ou de mourir pour le salut de la patrie et l'honneur national : Arcole, Rivoli, la Favorite, voient encore se dissiper cette troisième masse avec non moins de rapidité que les premières. Wurmser, le fier Wurmser lui-même, est forcé de rendre hommage au génie de son adversaire; il capitule dans Mantoue, et l'Italie reste au pouvoir des Français.

Examinons maintenant comment Souwarof parvint à ravir cette belle conquête à la république.

Au commencement de la campagne, Scherer, placé sur l'Adige, n'a sous ses ordres qu'environ 40,000 hommes, dont il est loin d'exalter le courage, puisqu'il ne possède pas leur confiance.

60,000 Autrichiens, commandés par Kray, sont campés sur l'autre rive du fleuve, et menacent le front de la ligne française, tandis que, sur les confins du Tyrol et des Grisons, le corps du général Bellegarde inquiète son flanc gauche. Par une imprudence que nous avons signalée, le général français s'obstine à défendre deux fois le passage de l'Adige : il est vaincu, et devait l'être, avec les dispositions des soldats et des généraux à son égard. Deux défaites successives ont réduit son armée à 30,000 hommes, et Schérer donne sa démission. Moreau le remplace : l'ardeur et la confiance des troupes se raniment. Mais Souwarof, accouru du fond du Nord avec 40,000 Russes, vient se joindre aux nombreux Autrichiens, déjà vainqueurs, et prendre le commandement général. Moreau pourra-t-il, avec des forces aussi disproportionnées que les siennes, résister à l'énorme masse qu'il a devant lui ? Il a la noble audace de le tenter. Ce n'est qu'après la glorieuse lutte de Cassano qu'il se détermine à continuer une retraite devenue indispensable pour le salut de l'armée, pour celui de la patrie. L'Italie est évacuée presque tout entière; Moreau vient s'acculer aux Alpes. Mais qu'y a-t-il donc, après tout, de si extraordinaire dans les opérations du général russe, de ce fier rival que l'on veut comparer au héros de la campagne de 1796? Avec 100,000 hommes, il ne peut réussir à en envelopper 30,000. Il laisse échapper sa proie quand, dans une circonstance pareille, et avec moins de moyens peut-être, Bonaparte eût forcé une armée aussi faible que celle de Moreau à passer sous le joug. Nous ferons voir bientôt quels furent les résultats de cette conquête de soixante-dix jours et comment, sous les murs de Zurich, l'*enfant chéri de la victoire,* Masséna, si bien secondé par son lieutenant Lecourbe, eut la gloire d'abaisser l'orgueil de ces redoutables guerriers du Nord, qui s'étaient déjà flattés de fouler le sol français et de renverser les institutions républicaines. 1799 — an VII Italie.

Suite des opérations militaires en Suisse; les retranchements de Luciensteig emportés par les Autrichiens; les Français évacuent le pays des Grisons; combat sur la Thur; combat de Zurich; l'archiduc Charles occupe cette ville, etc., etc.— Si la guerre, comme on l'a vu dans l'article précédent, avait été poussée avec une grande vigueur en Italie, les opérations sur le Rhin, 8 juin (20 prairial). Suisse.

1799 — an VII. Suisse.

en Suisse, étaient loin d'avoir reçu une pareille impulsion à la même époque. Tout démontre que l'armée autrichienne, cantonnée sur la rive gauche du Rhin, avait attendu, pour agir, que l'armée combinée d'Italie fût en mesure de se lier avec elle, et de favoriser les entreprises que projetait l'archiduc sur le pays des Grisons. De son côté, le général Masséna, trop inférieur en forces pour hasarder de nouveau le passage du Rhin, avait jugé convenable de se tenir sur une stricte défensive, en attendant l'arrivée des secours promis par le Directoire. Quelques renforts arrivèrent enfin, et, réunis aux bataillons auxiliaires levés en Suisse, portèrent l'armée française d'Helvétie à un effectif de 55 à 60,000 hommes.

Cette force pouvait mettre le général en chef en état d'entreprendre un grand mouvement; mais, en considérant les nombreux revers essuyés par l'armée de Moreau, et la situation critique de cette dernière, Masséna ne crut pas devoir prendre une offensive hasardeuse, et se borna, pour le moment, à attendre le parti qu'allait adopter l'archiduc d'après les événements d'Italie.

En effet, sortant enfin de sa longue indécision, le prince Charles venait d'ordonner quelques mouvements de troupes pour se rapprocher de ce théâtre de la guerre active et pour se rendre maître des débouchés qui pouvaient assurer ses communications avec le maréchal Souwarof. Masséna vit alors dans quelle position il se trouvait lui-même placé. La retraite de Moreau laissait ouverts les lacs et les vallées qui conduisent aux principaux débouchés de la Suisse. De cette manière, la droite de l'armée du Danube, aux ordres de Lecourbe, perdait, pour ainsi dire, toutes ses communications, et se voyait enlever chaque jour ses convois de subsistances et autres transports. C'était en vain que, pour couvrir son flanc droit et les passages de la Valteline dans la haute Engadine, Lecourbe avait détaché le général Loison à Tirano, sur l'Adda : il allait reconnaître qu'il lui était impossible de résister aux attaques combinées contre lui.

L'archiduc chargea le général Hotze, commandant le camp retranché de 20,000 hommes, placé en avant de Feldkirch, des opérations contre le corps français dans le pays des Grisons. Hotze devait se concerter à cet effet avec le général Bel-

legarde, qui se trouvait, au commencement de mai, dans la basse Engadine. Ce dernier général n'avait point cessé d'inquiéter Lecourbe dans ses positions, et le principal but de tous ces mouvements avait été de lier la droite du corps qu'il commandait avec la gauche de celui qui était aux ordres de Hotze. C'est pour y parvenir qu'il avait fait de grands efforts pour s'emparer des hautes montagnes qui séparent les eaux de l'Inn de celles de la Lanquart et de l'Albula, deux rivières qui coulent vers le pays des Grisons et se jettent dans le Rhin, au-dessus et au-dessous de Coire; mais, jusque-là, Lecourbe avait opposé aux tentatives de Bellegarde une résistance mise tellement en harmonie avec la situation même du terrain, qu'il avait étudié en général habile, que son adversaire avait presque toujours échoué dans ses attaques. L'archiduc, voulant absolument pénétrer dans les Grisons, vit bien qu'il fallait le concours de forces plus imposantes, et ce fut alors qu'il fit avancer le général Hotze pour opérer, de concert avec Bellegarde, une attaque générale sur tous les points de la ligne française dans ce pays. 1799 – an VII. Suisse.

Le 1er mai, le général Bellegarde mit la plus grande partie de ses troupes en mouvement sur la basse Engadine, et engagea le combat avec celles des Français qui occupaient les positions de Velten, de Fettau et de Schuls. Ces postes, attaqués avec la plus grande vigueur, furent emportés à la baïonnette, et les détachements qui les occupaient contraints de se retirer dans les retranchements de Zernetz; mais tous les efforts des Autrichiens échouèrent contre ce dernier poste, où se trouvait le général Lecourbe en personne. Ils renouvelèrent leur attaque : cinq bataillons de grenadiers s'avançant au pas de charge, la baïonnette en avant, furent repoussés et mis en désordre. Les Français, sortis des retranchements pour les poursuivre, leur firent 500 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le jeune prince de Ligne, major du régiment de ce nom, et dix autres officiers.

Une attaque faite sur la position de la Veronka, à droite de Zernetz, n'eut pas plus de succès; quatre fois les Autrichiens voulurent l'emporter d'assaut, et quatre fois ils furent repoussés avec une perte considérable. Ils se jetèrent alors dans le vallon

1799 — an VII. Suisse.

de Scharla, et s'emparèrent de Traps, vieux château fort sur la rive droite de l'Inn.

Le même jour, le général Hotze s'était dirigé, avec des forces considérables, sur Balzers, à l'entrée de la vallée des Grisons. Le but principal de son mouvement était de s'emparer du fort et des retranchements de Luciensteig. Il divisa en conséquence ses troupes en deux colonnes : la première, dirigée par lui-même, devait s'avancer sur le défilé, tandis que la seconde devait déboucher par Fläsch, tourner l'Ehlberg par le vallon de la Lanquart, afin d'attaquer Luciensteig à revers et d'intercepter les secours.

Le général Menard, qui commandait dans le pays des Grisons, fut d'abord surpris par cette attaque inopinée : ses premiers postes, repoussés de l'Ehlberg, se replièrent sur Malans; mais la colonne autrichienne qui devait se réunir à celle du général Hotze pour attaquer Luciensteig à revers ne put point opérer son mouvement assez vite. Les Français, ralliés à Malans et à Mayenfeld, renforcés d'ailleurs par des troupes fraîches venues de Coire, attaquèrent à leur tour les Autrichiens dans la vallée. Le général Chabran, à la tête de la 109e demi-brigade de ligne, chargea ces derniers à la baïonnette, en les prenant en flanc, tandis que les autres troupes les assaillaient de front. Le régiment d'Orange, commandé par le brigadier général Saint-Julien, fut fait prisonnier presque en entier; l'ennemi eut beaucoup de peine à se sauver à travers les défilés. Les Français rentrèrent alors dans leurs premières positions.

Les habitants du pays des Grisons et des autres petits cantons devaient favoriser ce premier mouvement offensif des Autrichiens, si heureusement repoussé et rendu infructueux par l'énergie des troupes françaises; mais les insurgés n'étaient point encore en mesure : s'ils eussent été prêts à temps, les généraux français auraient plus difficilement fait échouer les attaques que les généraux Bellegarde et Hotze venaient de tenter. Dans le plan arrêté, ces paysans, armés et soudoyés par l'Autriche, devaient attaquer les Français sur leurs derrières et intercepter tous les points de retraite, s'ils étaient poussés sur leur front; mais la rapidité avec laquelle les généraux Lecourbe et Menard repoussèrent les Autrichiens fit avorter

tout ce plan d'attaque. Cependant, le lendemain, c'est-à-dire le 2 mai, environ 2,000 de ces paysans, déjà réunis, se portèrent tout à coup à Disentis et à Ilanz, où ils surprirent les détachements français, qui se retirèrent sans combattre. Les insurgés, commandés par des officiers autrichiens, manœuvrèrent alors pour couper les communications entre les généraux Menard et Lecourbe. Rassemblés jusqu'au nombre de 6,000, ils s'étendirent jusqu'au pont de Reichenau, en même temps qu'ils se fortifiaient à Disentis. 1799 — an VII. Suisse

Ce mouvement parut assez sérieux au général Masséna pour qu'il crût nécessaire de se porter lui-même sur les lieux. Il fit les dispositions nécessaires pour renforcer sa gauche; la garnison de Luciensteig fut augmentée, et Menard chargé de dissiper le rassemblement des paysans suisses et grisons. Ce dernier général vint attaquer le 4 mai, à six heures du soir, le poste de Reichenau, où les insurgés se défendirent avec résolution; mais, obligés de céder à la valeur française, ils se replièrent d'abord sur Ilanz, d'où ils furent chassés de nouveau, et poursuivis la baïonnette dans les reins jusqu'à Disentis. Les Français se mirent, le surlendemain, en devoir de forcer cette dernière position, occupée par la masse entière des paysans, et le général Menard dut faire les plus grands efforts pour s'en rendre maître. Après un combat soutenu avec acharnement par les insurgés, Disentis resta au pouvoir des Français. 200 paysans avaient été tués; le reste prit la fuite et se dispersa dans les montagnes.

Masséna avait chargé le général Soult de marcher sur les Suisses des petits cantons, rassemblés à Schweitz, auprès des lacs. La colonne française rencontra l'ennemi, retranché sur une hauteur en avant de Rosthurn. Sommés de mettre bas les armes, les insurgés firent d'abord quelques difficultés; mais enfin, convaincus qu'ils n'étaient pas assez en force pour résister, ils acceptèrent les conditions que Soult leur offrait, et s'engagèrent à rentrer dans leurs foyers après avoir déposé les armes. Le général Soult entra le 8 mai à Schweitz, et se disposa à marcher sur un autre rassemblement dans le canton d'Altorf. Il fallait traverser le lac de Lucerne. Le premier bataillon de la première demi-brigade débarqua à la hauteur de Seedorf,

1799 — an VII. Suisse.

et se porta sur Attinghausen, en suivant les deux rives de la Reuss. Le deuxième bataillon, suivi d'un détachement de chasseurs, de sapeurs, et d'un train d'artillerie, débarqua à la gauche de Fluelen, et se porta en avant pour couvrir la vallée de Schachen-Thal. Les insurgés, au nombre de plus de 4,000, bien armés, et ayant avec eux quatre pièces de canon, firent de vains efforts pour s'opposer au débarquement. Les Français, descendus à terre, chargèrent les Suisses à la baïonnette, en tuerent un bon nombre, dispersèrent le reste après s'être emparés de leur artillerie. Les débris de ce corps d'insurgés se retirèrent par Amsteg sur Wasen. Soult les poursuivit jusqu'à la vallée d'Urseren, en remontant la Reuss, pour empêcher qu'ils n'allassent s'emparer du passage du Saint-Gothard.

Ces événements se passaient en Suisse au moment où la retraite de Moreau, après la bataille de Cassano, permettait aux Austro-Russes de faire occuper la rive orientale du lac de Como, et par conséquent leur donnait la facilité de faire filer des troupes dans la Valteline. Le général major Strauch eut ordre de s'avancer de ce côté, et, ayant surpris les avant-postes du général Loison, il réussit à s'emparer du fort de Fuentes. Nous avons dit que Loison était à Tirano. Se croyant menacé par des forces supérieures, ce général se retira précipitamment par Chiavenna, non sans rencontrer de grands obstacles de terrain, qui l'obligerent de placer son artillerie sur des traineaux. Il parvint ainsi, en longeant la rive droite du Rhin jusqu'à Tusis, au dela du mont Splugen. Ce mouvement des alliés dans la Valteline compromettant désormais l'aile droite de l'armée du Danube, Masséna donna l'ordre aux divisions qui la composaient de se rapprocher du centre. Le général Lecourbe évacua la haute Engadine et porta rapidement sa division sur Bellinzona, d'où il se trouvait à portée de couvrir le passage du Saint-Gothard, et de contenir à la fois et les cantons révoltés et les bailliages italiens qui menaçaient de prendre part à l'insurrection.

Mais, tout en prenant ces dispositions sur sa droite, Masséna cherchait à attirer l'attention de l'archiduc sur sa gauche, pour le distraire du projet qu'il lui supposait avec raison sur

le pays des Grisons. Il fit faire des reconnaissances au delà du Rhin; 4,000 hommes s'avancèrent vers la Forêt-Noire, et manœuvrèrent comme s'ils étaient dans l'intention d'envahir le Brisgau; mais le prince Charles ne prit point le change sur ces démonstrations et ces attaques simulées : ferme dans son plan de reprendre le pays des Grisons, il ne donna qu'une médiocre attention à ce qui se passait plus haut, et fit au contraire passer de nouveaux renforts a Feldkirch. En même temps il donnait l'ordre aux généraux Bellegarde et Hotze de renouveler l'attaque de Luciensteig : elle devenait beaucoup plus facile depuis que Bellegarde s'était avancé jusqu'à Lentz, sur l'Albula, après la retraite des Français, et qu'il avait reçu de nombreux renforts d'insurgés, accourus pour se mettre sous la protection de ses armes. Hotze avait reçu de pareils renforts; et, comme il était d'origine suisse, cette circonstance lui donnait encore plus de crédit dans le pays. L'avoyer de Berne, Steiger, commandait un de ces corps de paysans suisses, et lui avait donné une organisation régulière, qui l'assimilait presque aux troupes de ligne. Steiger sollicita l'honneur de marcher le premier, avec son monde, à l'attaque des retranchements de Luciensteig.

1799 -- an VII.
Suisse.

Ce dernier poste était un des plus forts de la ligne française, autant par la nature de sa position que par les travaux que Masséna y avait fait faire pour en augmenter les défenses. Luciensteig est placé au debouché d'un défilé très-étroit et formé par des rochers taillés à pic et dont les arêtes du côté de l'est se lient avec les sommités escarpées qui ceignent et ferment la vallée. On avait barricadé par un retranchement revêtu ce défilé, qui a près d'une demi-lieue de longueur. Le retranchement se liait par d'autres aux rochers escarpés de Mayenfeld, et à un mamelon détaché, dont le pied est baigné par les eaux du Rhin. Fermé par un pont-levis jeté en travers de la route, le fort de Luciensteig était garni d'une nombreuse artillerie, bien disposée pour battre tous les points d'approche.

C'était par là qu'il fallait passer pour pénétrer dans le pays des Grisons, dont ce poste est la clef. Il s'agissait de tenir le général Masséna sur le qui-vive, et de l'empêcher de porter des secours sur le véritable point d'attaque. En conséquence,

1799 - an VII Suisse. l'archiduc fit faire de grands mouvements sur le front de sa ligne. Nauendorf, qui se trouvait à Engen, s'avança avec une forte avant-garde sur Schaffhausen, et avec une partie de son artillerie de reserve, comme pour effectuer le passage du Rhin. Masséna, en fortifiant le petit Bâle, s'était mis en mesure de paralyser cette démonstration, qui ne parut point, au surplus, lui causer une inquiétude sérieuse.

Le 14 mai était le jour fixé pour l'attaque de Luciensteig, et le général Hotze prit la veille les dispositions suivantes : il divisa son corps d'armée en quatre colonnes; la première devait faire d'abord une fausse attaque à la tête du défilé, et menacer les flancs de la position des Français; la seconde, passant sur les montagnes de Mayenfeld, devait faciliter, par les revers, l'attaque sur le front, qui devenait ainsi la principale; la troisième colonne était destinée à franchir la montagne de Zizers; la quatrième enfin, avec laquelle marchaient la cavalerie et l'artillerie, devait se frayer un chemin par le Schlopiner-Joch.

L'exécution de ces divers mouvements paraissait présenter de grandes difficultés; mais avec l'assistance et la coopération active des habitants, principalement de ceux du Montanfunerthal, qui servirent de guides aux soldats autrichiens à travers les sentiers étroits et escarpés qu'il fallut suivre, après onze heures de marche les colonnes ennemies atteignirent heureusement les différents points qui leur étaient indiqués. Le général Jellachich, chargé de l'attaque par les derrières de la position, parut le premier. Les Français ne s'attendaient guère à être attaqués par des chemins regardés comme impraticables. Le général Humbert, qui commandait le poste de Luciensteig, se disposait à repousser vigoureusement la troupe de Jellachich, lorsqu'il se vit obligé de partager ses forces et son attention pour faire face à la colonne commandée par Hotze en personne, qui attaquait par le défilé, en même temps que les deux autres colonnes, parvenues sur les sommités, augmentaient encore l'étonnement et les dangers des assaillis, par un feu violent d'artillerie, et même la fusillade, qu'elles dirigèrent à l'instant sur ceux-ci. Humbert était un de ces hommes de tête et de cœur que l'aspect des dangers les plus imminents ne

peut intimider : attaqué à la fois sur tant de points, il se portait partout où le feu lui paraissait le plus vif avec une activité surnaturelle, et se multipliait en quelque sorte. Partout les Français opposaient une résistance opiniâtre aux efforts réitérés des ennemis. Enfin, le général Hotze, ayant pénétré avec un bataillon jusqu'au pont-levis du retranchement, réussit à l'abattre à coups de canon, et entra dans l'intérieur la baïonnette en avant. De ce moment, le combat devint une véritable boucherie : la 14[e] demi-brigade, chargée de défendre le fort, se fit tailler en pièces avant de songer à se rendre. Les Autrichiens restèrent maitres du poste et de toute l'artillerie qui en garnissait les retranchements.

Il était désormais impossible au général Menard, avec sa seule division, de se maintenir dans le pays des Grisons contre les forces supérieures qui allaient déboucher sur lui. Il fit donc sa retraite en bon ordre au delà du Rhin, sur trois colonnes ; la première, passant par Sargans, se dirigea sur Wallenstadt ; la deuxième, ou celle du centre, traversa la gorge de Vettis ; et celle de gauche, la troisième, remontant le Rhin, se dirigea par Reichenau, Ilanz et Disentis. Le général Hotze, immédiatement après la prise de Luciensteig, s'étant porté sur le général Menard, atteignit l'extrême arrière-garde de celui-ci sur les bords de la Lanquart, et empêcha les Français d'achever la destruction des ponts sur cette rivière.

Sur ces entrefaites, pour appuyer le mouvement du général Hotze et en assurer le succès, le général Bellegarde avait eu l'intention de se porter dans la vallée des Grisons, et de manœuvrer de manière à couper aux Français leur retraite par la haute vallée du Rhin, à s'emparer des passages des petits cantons, et par conséquent des communications du Saint-Gothard. Sortant de la vallée de l'Inn, le général autrichien franchit la montagne d'Albula-Berg, afin de se porter sur Lentz ; mais ce mouvement ne se fit pas assez promptement pour permettre au général d'atteindre le but proposé. Il ne déboucha dans la vallée de l'Albula que le lendemain de la prise des retranchements de Luciensteig, et ses colonnes ne s'avancèrent qu'au moment où la gauche de la division française évacuait Coire et Reichenau. Cependant quatre compagnies de cette même divi-

1799—an VII. Suisse.

sion furent surprises à Reichenau et faites prisonnières. Bellegarde établit son quartier général, le 16 mai, à Coire. Dans le même temps, Hotze passait le Rhin avec une forte avant-garde, et, traversant Sargans, que les Français venaient d'incendier, il se portait sur le lac de Wallenstadt.

Bellegarde quitta Coire, remonta le Rhin pour suivre la troisième colonne de Menard, occupa la vallée de Disentis, se rendit maître des sommités du mont Sentis et des sources de la Reuss, et successivement de toutes les vallées qui débouchent en Italie par le Saint-Gothard, et des hauteurs qui dominent les sources du Rhin et de la Reuss.

L'évacuation du pays des Grisons contraignit Masséna à concentrer ses forces, afin de pouvoir s'opposer aux entreprises que l'archiduc allait former ultérieurement contre lui. Les troupes qui venaient d'évacuer les Grisons repassèrent le Saint-Gothard pour se rallier au gros de l'armée du Danube; la dernière colonne française arriva le 19 mai à Urseren, dans la vallée de la Reuss. De son côté, l'archiduc rapprochait du centre de son armée le corps du général Hotze, afin d'avoir sous la main tous les moyens nécessaires à une grande attaque, si l'occasion de l'engager se présentait.

Le général Nauendorf eut ordre de passer une seconde fois le Rhin à Schaffhausen et à Stein. Ce mouvement s'effectua le 22 mai, et le même jour, le général Hotze, qui venait d'occuper Saint-Gall, fit également passer le Rhin au reste de son corps d'armée sans éprouver aucune résistance. Le général Lorge, d'après l'ordre de Masséna, ayant évacué le Rheinthal, Hotze établit un poste à Wurdenberg, pénétra par les sources de la Thur dans le Toggenburg, et poussa ses avant-postes jusqu'à Saint-Jean. Une autre division, tenant le cours de la Thur, s'avança à marches forcées dans le Thurgau, pour se réunir à l'avant-garde de Nauendorf, qui avait pris poste à Andelfingen, afin de couvrir le passage du Rhin.

Masséna ne pouvait pas se dissimuler l'importance de cette liaison des troupes de Hotze avec celles de Nauendorf, et il dut prévoir qu'elle amènerait la prochaine attaque de ses propres lignes sur la Limmat. Pour s'y opposer et retarder le plus longtemps possible le grand mouvement offensif de l'archiduc,

Massena attaqua à la fois les deux corps autrichiens (Nauendorf et Hotze). Le 22 mai, deux fortes colonnes, conduites, l'une par le général en chef en personne, l'autre par le général Tharreau, marchèrent sur le général Nauendorf déjà établi au delà de la rive gauche de la Thur. Masséna devait prendre l'ennemi en flanc du côté d'Eglisau par Kaiserstuhl, tandis que Tharreau l'attaquerait de front près de Zurzach. Les avant-postes de Nauendorf furent d'abord repoussés : ce général fit avancer une partie de sa cavalerie sous la conduite des généraux Kienmayer et Giaczeck ; mais, après une charge assez vigoureusement entamée, ces deux généraux ayant été blessés, la cavalerie ennemie fut repoussée et jetée dans la Thur. Les Français rentrèrent dans Andelfingen, mais ils ne purent s'y maintenir sous le feu de l'artillerie autrichienne placée sur l'autre rive de la Thur. Les Autrichiens perdirent dans cet engagement 3 à 400 hommes tués, et 500 prisonniers, dont 300 de cavalerie.

1799 – an VII
Suisse

Rassuré sur ce point, Masséna se transporta à Winterthur avec son chef d'état-major le général Chérin, et ordonna une attaque sur la ligne ennemie depuis Frauenfeld jusqu'à Altikon. Le général Oudinot, à la tête de l'avant-garde, dut se porter sur le premier de ces villages, le général Ney sur le second, et le général Paillard marcher sur Andelfingen. Le général Soult fut chargé de soutenir ces trois attaques avec les troupes sous ses ordres. Le 26 mai, à la pointe du jour, les Français se mirent en mouvement, culbutèrent les avant-postes autrichiens, et le général Ney poursuivit avec tant d'impetuosité ceux qu'il avait devant lui, que la plupart des troupes légères de l'ennemi furent jetées dans la Thur, et s'y noyèrent avec leurs chevaux. Le général Paillard rencontra plus de résistance sur son point d'attaque. Les troupes ennemies y étaient plus rapprochées qu'à Frauenfeld, et, s'appuyant mutuellement, elles se maintinrent plus longtemps contre les efforts vigoureux des Français. Cependant le général Soult etant arrivé avec deux escadrons du 13e de dragons et la 23e demi-brigade de ligne, le combat devint extrêmement meurtrier des deux côtes. Les régiments de Kinsky, dragons, ceux de Gemmingen et de Kerpen, infanterie, enveloppés près de Schwarzenbach, sur la route de Constance, furent taillés en pièces et presque entiè-

1799 — an VII. Suisse

rement détruits. Le prince de Rosenberg, colonel des dragons de Kinsky, fut blessé grièvement dans cette journée, où l'on se battit depuis sept heures du matin jusqu'à cinq heures du soir. Les troupes impériales abandonnèrent la rive gauche de la Thur, après une perte considérable : deux pièces de canon, deux drapeaux, 1,500 prisonniers environ, au nombre desquels se trouvaient le colonel des hussards de Barco; le prince de Hohenlohe, capitaine dans ce régiment; le major du régiment de Seckler, hussards [1]. Les Français eurent un nombre à peu près égal de tués et de blessés : parmi les premiers se trouva l'adjudant général Weber, commandant la légion Helvétique.

Toutefois, l'avantage que les Français venaient de remporter ne devait pas avoir de grands résultats. En apprenant que les troupes de Nauendorf avaient quitté les rives de la Thur, l'archiduc accourut le lendemain avec un renfort de 1,200 hommes, reprit tous ses postes sur la rive gauche de cette rivière, et se porta à l'appui du général Hotze, qui venait lui-même d'attaquer les Français à Winterthur. Le combat durait depuis la pointe du jour, et déjà Hotze et le prince de Reuss avaient poussé les Français jusqu'à la montagne de Steig-Töss, lorsque l'archiduc arriva à une heure après midi, et commença de suite l'attaque de la montagne. Les Français avaient établi au sommet une batterie, dont le feu plongeait sur les assaillants; les bois de droite et de gauche étaient en outre garnis de tirailleurs français et suisses. Ces obstacles ne purent arrêter l'élan des troupes autrichiennes combattant sous les yeux de leur prince, et de l'autre côté les Français opposèrent la résistance la plus opiniâtre. Le général Ney reçut deux blessures et eut deux chevaux tués sous lui, et l'adjudant général Lorcet fut également blessé assez grièvement. La nuit ne faisait point cesser le combat; mais à dix heures du soir, Masséna s'apercevant que l'ennemi cherchait à tourner ses ailes, ordonna d'abandonner le Steig-

[1] C'est le même régiment dont un détachement avait assassiné les plénipotentiaires français au congrès de Rastadt, le 29 avril de cette même année 1799. Nous n'avons pas eu l'occasion de parler de cet événement, étranger à notre objet principal, quoiqu'il ait eu beaucoup d'influence sur les circonstances de l'époque que nous traitons. On peut en voir les détails dans Lacretelle et autres historiens.

Töss, et se replia à une très-petite distance sur la rive gauche de la Töss. Ce succès, qui fut acheté chèrement par les Autrichiens, eut pour résultat la jonction définitive du corps de Hotze au gros de l'armée ennemie. Celle-ci prit position sur la rive gauche de la Thur, et l'archiduc établit son quartier général à Winterthur.

1799 – an VII
Suisse.

Vers ce temps, le général Bellegarde, s'étant emparé du Saint-Gothard, excitait par sa présence les habitants des petits cantons à reprendre les armes contre les Français. Après plusieurs mouvements faits dans ce but, il se porta sur Glaris, que défendait le général Tharreau. Plusieurs bataillons autrichiens et de milice suisse, sous les ordres du colonel Cavasini, emportèrent ce poste et s'y maintinrent, malgré tous les efforts que firent les Français pour le reprendre. Le 28 mai, Bellegarde, continuant son mouvement en avant, attaqua les positions d'Airolo et de Schweitz. L'attaque faite sur le premier de ces deux postes échoua; mais Schweitz ayant été attaqué par des forces trop supérieures, les Français qui le défendaient furent obligés de se retirer, et vinrent se rallier aux troupes qui occupaient Lucerne. Lecourbe, instruit de ce dernier événement, accourut avec un renfort, attaqua à son tour les Autrichiens à Schweitz, et les repoussa jusqu'à Glaris. Il prit alors position à Wasen, dans la vallée d'Urseren, sur la route qui conduit de la Suisse à Milan, en passant par Airolo, Bellinzona, Lugano et Como.

Le cours de la Limmat forme la seconde des trois principales lignes de défense de la Suisse, du côté de l'Allemagne. Dans la position présente de l'armée autrichienne, cette ligne (de la Limmat) était compromise par la droite, et dès lors l'archiduc se trouvait à même de déborder les ailes de l'armée française. Masséna vint prendre une nouvelle position derrière la Glatt; mais cet habile général ne tarda pas à s'apercevoir que cette dernière ligne était insuffisante; et il vint s'établir dans le camp retranché qu'il avait fait construire devant Zurich. L'archiduc, dont tous ces mouvements de retraite augmentaient la confiance et l'activité, porta sur-le-champ un corps sur la Glatt, en avant de Bassersdorf et de Klotten, à une lieue et demie de Zurich, et poussa l'avant-garde du général Nauendorf jusque sur les hauteurs de Regensberg, à la vue de Baden.

1799 — an VII. Suisse.

Le 2 juin, les Autrichiens, concentrés dans leurs nouvelles positions, attaquèrent le camp retranché de Zurich. Après avoir harcelé pendant quelque temps les avant-postes de Masséna, ils se jetèrent tout à coup sur la droite de sa position, et attaquèrent avec vigueur la division du général Soult qui la défendait. Les villages de Wytikon, de Zollikon et de Riedsbach, pris et repris plusieurs fois à la baïonnette, furent le théâtre d'un combat des plus sanglants et des plus opiniâtres. Cependant, l'archiduc ayant envoyé des renforts à ses premières troupes, l'attaque recommença sur tous les points de la ligne. Masséna, de son côté, voyant que l'engagement prenait un caractère sérieux, fit sortir des troupes de ses retranchements, et fondit avec elles sur les assaillants. Ce mouvement impétueux s'exécuta avec tant d'ensemble et d'énergie, que les colonnes ennemies lâchèrent pied, et abandonnèrent tout le terrain dont elles s'étaient d'abord emparées. L'action fut très-meurtrière pour les deux partis, et les Français eurent surtout à regretter la perte du chef d'état-major général de l'armée, Chérin, officier d'une haute distinction, qui, blessé dangereusement d'un coup de feu en chargeant à la tête d'un escadron, mourut six jours après des suites de cette blessure[1].

Le même jour (2 juin), le général Lecourbe avait été attaqué dans la vallée d'Urseren, et le général Loison, obligé d'évacuer Airolo et l'Hospital, avait fait sa retraite jusqu'à Altorf. Toutefois, Lecourbe résista avec succès dans la position centrale de Wasen, et repoussa l'ennemi jusqu'à Goschenen, après un combat opiniâtre, où il fut blessé au bras, et le chef de bri-

[1] Après la mort de Hoche, son ami Chérin, qui était son chef d'état-major, était passé en la même qualité à l'armée d'Helvétie; Masséna, en prenant le commandement de l'armée du Danube, réunie à cette dernière, avait demandé au Directoire de conserver le chef d'état-major de cette armée, de préférence au général Ernouf, qui remplissait ces fonctions auprès du général Jourdan. Doué des plus belles qualités, et d'autant de talents pour la direction d'un état-major que les généraux Reynier et Alexandre Berthier, les seuls qu'on pût lui comparer à cette époque, Chérin emporta dans la tombe les vifs regrets de tous ceux qui l'avaient connu. Sa mémoire fut honorée publiquement par l'hommage qui fut rendu, dans le sein du corps législatif, à ses talents militaires, à son noble caractère, lorsque la nouvelle de sa mort parvint au gouvernement français.

gade Boulon à la cuisse. L'ennemi, poursuivi avec chaleur, laissa entre les mains des Français environ 2,000 des siens, qui ne purent effectuer leur retraite assez vite. Les Autrichiens voulurent renouveler l'attaque le lendemain sur Wasen et sur Altorf; Lecourbe les repoussa au delà de la Reuss, et, pour leur ôter l'envie de revenir à la charge, il fit rompre le pont jeté sur cette dernière rivière à Wasen. Loison se maintint dans Altorf, quoique blessé pendant l'action qui avait eu lieu sur ce point. La position des troupes de Lecourbe dans la vallée d'Urseren appuyait ainsi la droite de la nouvelle ligne de défense, au centre et en avant de laquelle se trouvait le camp retranché de Zurich.

1799 – an VII
Suisse.

Cependant l'archiduc avait réussi à porter une division de sa gauche sur la partie orientale du lac de Zurich : il avait fait occuper Staefa et plusieurs autres villages sur les bords de ce lac : le colonel Cavasini avait eu ordre de marcher de Glaris sur Notre-Dame-des-Limites, et s'y était établi, malgré les efforts des Français pour l'en empêcher. Enfin, le 4 juin, l'archiduc, déterminé à renouveler son attaque sur le camp retranché occupé par Masséna, poussa de nombreuses reconnaissances jusqu'en vue des avant-postes français, et fit occuper toutes les hauteurs qui pouvaient dominer la ligne de son adversaire. Cette reconnaissance générale de la position des Français donna au prince la mesure des difficultés que présentait l'attaque d'un camp, qui, déjà fort par la nature du terrain, l'était encore plus par les travaux que Masséna y avait fait faire.

Toutefois, le 7 juin, à la pointe du jour, l'archiduc attaqua, avec la plus grande partie de ses forces réunies, les retranchements français : une nombreuse artillerie soutenait cette attaque et commença l'engagement. Les Français répondirent à la canonnade ennemie par le feu de toutes leurs batteries : bientôt les deux partis en vinrent aux mains sous ce double et redoutable feu. Les Français repoussèrent d'abord les premières troupes autrichiennes; mais celles-ci arrivant successivement sur le terrain, le combat devint plus vif. Les Français, sortis de leurs retranchements, abordèrent les colonnes ennemies, les ébranlèrent, et auraient peut-être réussi à les repousser complétement, si l'archiduc, disposant son artillerie de manière à prendre son adversaire en écharpe, ne les eût point forcés à se

1799 — an VII. Suisse.

mettre à l'abri dans leurs retranchements. Il n'y eut plus alors qu'une forte canonnade sur toute la ligne jusqu'à la nuit. Peu d'affaires avaient été plus meurtrières que cette dernière, en raison de l'acharnement avec lequel on combattit de part et d'autre. Quoique la perte n'ait point été évaluée, il paraît cependant qu'elle fut plus forte du côté des Autrichiens ; et cela est facile à concevoir, puisque les Français combattirent longtemps sous la protection de leurs ouvrages. Les généraux Hotze, Wallis, Kerpen et Hiller furent grièvement blessés, ainsi que les généraux Oudinot et Humbert, du côté des Français. Masséna donna, sur le champ de bataille, au chef de brigade de la 27e, Brunet, le grade de général de brigade, et celui de chefs d'escadron aux capitaines Burthe et Soult : le premier, aide de camp du général en chef ; le second, du général Soult son frère.

Quoique Masséna eût réussi à conserver son camp devant Zurich, il n'en jugea pas moins convenable de prendre position sur la chaîne des montagnes de l'Albis, convaincu, comme il l'était, de l'impossibilité de se maintenir plus longtemps dans sa position de Zurich.

En conséquence, dans la nuit du 7 au 8, les troupes françaises évacuèrent le camp et la ville, et vinrent prendre position en arrière, leur droite appuyée au lac de Zug, et la gauche au Rhin. Masséna établit son quartier général à Bremgarten. L'intention de l'archiduc avait été de recommencer son attaque le lendemain du combat de Zurich ; mais lorsqu'il vit que le camp et les villes étaient évacués, il fit occuper les retranchements abandonnés et établit lui-même son quartier général à Zurich le 8 juin.

Telle était la position générale de l'armée française après son dernier mouvement. Un corps séparé, sous les ordres du général Xaintrailles, que Masséna avait précédemment chargé de dissiper les insurgés du Valais, occupait ce dernier canton, et devait chercher à maintenir quelques communications entre l'armée du Danube et celle d'Italie. L'aile droite de Masséna, formée de deux divisions réunies sous les ordres du général Lecourbe, s'appuyait au lac de Lucerne, dont elle n'occupait toutefois que la partie inférieure ; car le haut du lac était au pouvoir de l'ennemi, qui s'avançait sur la rive droite jusqu'à

Brunnen, où il avait un poste assez considérable et de l'artillerie. De là la ligne française s'étendait en avant du lac de Zug, et gagnait les bords de la Sil. Le centre de l'armée occupait les sommités de l'Albis jusqu'à l'extrémité septentrionale de l'Uetliberg, d'où la ligne, passant à Albisrieden, rejoignait par Altstetten les bords de la Limmat : de là les Français occupaient la rive gauche de cette rivière jusqu'à son confluent avec l'Aar, et la rive gauche de l'Aar jusqu'à son embouchure dans le Rhin. Un corps détaché, placé dans le Frickthal, défendait les bords du Rhin depuis l'Aar jusqu'à Rheinfelden. Enfin, l'aile gauche de l'armée, dont le quartier général était à Bâle, occupait la tête de pont du Petit-Bâle, et gardait une bonne position sur la rive droite du Rhin, entre Lorrach et Rheinfelden. 1799 - an VI, Suisse.

Au-dessous d'Huningue commençait l'arrondissement de la nouvelle armée du Rhin, dont nous parlerons par la suite, et qui, devenue indépendante de celle du Danube, avait devant elle le corps d'observation du général autrichien Sztarray.

CHAPITRE VII.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

Suite des événements militaires en Égypte pendant la campagne de Syrie; l'ange El-Mohdhy; mort de cet imposteur. Retraite de l'armée de Syrie; retour de Bonaparte au Caire, etc. — Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples; retraite de l'armée française, commandée par le général Macdonald; bataille de la Trebia, etc., etc. — Suites de la bataille de la Trebia et des opérations de l'armée d'Italie; la citadelle de Turin se rend aux alliés. Retraite de Macdonald dans l'état de Gênes. Jonction des deux armées de Naples et d'Italie; reddition de la citadelle d'Alexandrie; siége et capitulation de Mantoue, etc. — Relation des principaux événements maritimes jusque vers le milieu de 1799. Combat de la frégate *la Seine* contre trois frégates anglaises. Affaires de *la Sensible* et du *Lodi*. Prise du vaisseau anglais *le Leander*. — Seconde expédition d'Irlande. Belle défense du *Hoche*, de *la Bellone* et de *la Loire*. Prise à l'abordage de la frégate anglaise *l'Embuscade* par la corvette *la Bayonnaise*. — Invasion des îles Ioniennes par les Russes et les Turcs réunis. Reddition de la ville de Corfou, etc., etc., etc.

1799 — an VII
Juin (prairial).
Égypte.

Suite des événements militaires en Égypte pendant la campagne de Syrie; l'ange El-Mohdhy; mort de cet imposteur. Retraite de l'armée en Syrie; retour de Bonaparte au Caire, etc., etc. — Nous avons dit quelle était la situation intérieure de l'Égypte au moment du départ de l'expédition que Bonaparte avait préparée pour la Syrie, et nous avons rapporté les exploits glorieux de la division Desaix dans le Saïd pendant cette même expédition : il nous reste à parler des événements survenus dans la basse Égypte vers la même époque, à rendre compte des motifs qui avaient déterminé le bey Mourad à se rapprocher de cette contrée, et des causes qui avaient appelé le général Davoust dans les provinces qui avoisinent le Caire. Nous terminerons ensuite ce qui nous reste à dire de l'infructueuse campagne de Syrie, jusqu'au retour de l'armée sur le sol égyptien, et de Bonaparte au Caire.

Grâce aux soins et à l'activité du général Dugua, chargé par Bonaparte du commandement supérieur du Caire et des provinces environnantes pendant son absence, et à ceux de l'administrateur général Poussielgue, la tranquillité publique n'avait point été troublée dans la capitale de l'Égypte et dans son district particulier; mais il n'en fut pas de même dans quelques-unes des provinces de l'Égypte inférieure. Un seul homme faillit exciter un soulèvement général, dont l'explosion complète aurait pu conduire aux résultats les plus fâcheux. 1799 – an VII. Égypte.

En partant pour l'expédition de Syrie, le général en chef avait exigé que le lieutenant de l'ancien pacha d'Égypte, Mustapha-Bey, nommé par lui émir-hadji (prince de la caravane), l'accompagnât dans son expédition. Celui-ci, sous différents prétextes, avait retardé son voyage et s'était arrêté dans la province de Charquieh, où il s'était ménagé depuis longtemps des intelligences. Ayant réussi à réunir autour de lui une troupe de mécontents ou de gens séduits, il répandit une espèce de manifeste, dans lequel il déclarait qu'il n'avait pas cru faire une mauvaise action en servant les Français, tant que le Grand Seigneur, son maître, avait paru autoriser l'envahissement de l'Égypte sur les mameloucks usurpateurs; mais qu'ayant appris positivement, et par les voies les plus sûres, que la Sublime Porte avait déclaré la guerre aux nouveaux agresseurs, il était de son devoir, comme de celui de tout bon musulman, de prendre parti contre ces infidèles; et qu'en conséquence il faisait un appel à tous les vrais croyants, pour se réunir à lui et seconder les efforts du sultan protecteur des deux cités saintes, la Mecque et Médine. Sa bande se composa bientôt d'un grand nombre de fellahs, d'Arabes du désert, et même de mameloucks, dispersés ou cachés dans les provinces. Mustapha se crut alors en état de tenir la campagne : il parcourut tout le pays entre la branche orientale du Nil et le désert, et arrêta, à Mit-Kramr, deux barques, dans lesquelles il massacra vingt Français, et prit six pièces de canon destinées à l'armée de Syrie. Enfin, il souleva presque entièrement tout le Charquieh, et il devint impossible de descendre désormais le Nil avec sûreté, même avec de l'artillerie.

La province de Charquieh, après le départ du général Reynier, son gouverneur, et des troupes sous ses ordres, était restée

1799. — an VII. Égypte.

presque sans défense ; aussi, l'officier supérieur qui commandait la faible garnison de Belbeïs, le chef-lieu de la province, se vit-il dans la nécessité de réclamer les secours des généraux Fugières et Lanusse, gouverneurs des provinces voisines, pour se mettre à l'abri des entreprises de l'émir-hadji contre lui. Ces deux généraux étaient eux-mêmes aux prises avec des ennemis intérieurs, contre lesquels ils avaient besoin de déployer toutes leurs forces ; cependant Lanusse crut l'invitation qui lui était faite assez motivée et assez urgente pour ne pas refuser d'y obtempérer. Il entra dans le Charquieh, et s'attacha à la poursuite de Mustapha-Bey avec une colonne de 600 hommes. L'émir-hadji allait être atteint dans son camp de Djésireh-el-Bily, lorsque, averti de la marche des Francais par un Arabe, il s'enfuit avec sa bande, et parvint à éviter le châtiment qui l'attendait. Lanusse suivit pendant quelque temps les traces des rebelles ; mais l'émir, ayant déjà gagné les montagnes des Arabes Bilys, se réfugia dans le petit désert qui sépare la province de Charquieh de celle de Qélioubeh, où il résolut d'attendre Mohammed-Elfy-Bey et les débris de la troupe de ce dernier, échappés, comme on l'a vu, à la poursuite de Desaix dans la haute Égypte. La bande de Mustapha se dispersa en pelotons sur la branche du Nil dite de Damiette, et continua à rendre les communications très-difficiles. Lanusse, pressé de retourner dans le Delta pour arrêter les progrès de l'insurrection qui s'y manifestait et de l'ennemi nouveau qui désolait sa propre province, ne voulut pas cependant quitter le Charquieh sans avoir vengé les Français massacrés et l'enlèvement des canons à Mit-Kramr. Ce village fut brûlé et détruit de fond en comble. L'adjudant général Duranteau fut laissé dans le pays avec une petite colonne, pour poursuivre et dissiper les partisans qui infestaient la branche de Damiette.

L'ennemi que le général Lanusse allait combattre dans l'intérieur du Delta, plus redoutable sans doute que l'émir-hadji, était un fanatique qui se disait l'ange El-Mohdhy, dont la venue sur la terre est promise aux hommes dans le livre de la loi musulmane (le Coran)[1]. Cet habile imposteur, dont on n'a ja-

[1] Ce *Messie* doit, selon Mahomet, délivrer les vrais croyants et exterminer toute la race des infidèles.

mais bien connu l'origine, ayant débarqué tout à coup à Derne, s'était avancé à travers le désert jusque sur les terres d'Egypte, et avait annoncé avec assurance qu'il descendait du ciel pour remplir sa mission. A sa voix, la plus grande partie des tribus arabes du désert de Barca s'étaient rassemblées autour de lui, et, se croyant invincibles sous un tel chef, avaient marché à sa suite pour coopérer à l'anéantissement des Français. 1799 an VII. Egypte.

Il était nécessaire que des miracles appuyassent la divine mission de l'ange prétendu, et celui-ci n'ignorait pas l'efficacité d'un pareil moyen pour prolonger l'élan fanatique de ses sectateurs. Il essaya d'abord de leur faire croire que son corps était immatériel, malgré sa forme apparente; pour toute nourriture, il se bornait à tremper ses doigts dans un vase rempli de lait et se frottait légèrement les lèvres avec cette liqueur. Dépouillé de toute espèce de vêtement, il assurait que les balles des Français, loin de l'atteindre, retourneraient sur les infidèles, et qu'en jetant quelques grains de poussière devant les canons, il paralyserait l'effet de leur formidable artillerie. Il avait commencé par faire d'abondantes largesses à ceux qui, les premiers, s'étaient réunis à lui, en disant que c'était l'or du ciel qu'il leur distribuait.

Quelques jours avaient suffi à l'ange El-Mohdhy pour former une espèce d'armée, à laquelle vinrent se joindre les mameloucks d'Osman-Bey-el-Bardisi, et les Arabes des tribus Djeouabis, Ouadalis, Anadis et Foadis. Cette bande de fanatiques se porta dans le Delta, et, après avoir exercé les plus grands ravages sur son passage, elle se présenta, dans la nuit du 24 au 25 avril, devant la ville de Damanhour, défendue seulement par un détachement de soixante hommes de la légion nautique. L'ange, après avoir promis aux siens une victoire facile, leur ordonna de pénétrer dans la ville. Ce fut vainement que les malheureux marins, presque surpris, opposèrent au débordement de ces furieux une résistance héroïque. Retirés dans une mosquée, les Français s'y étaient barricadés et faisaient un feu terrible sur les assaillants. Le prétendu missionnaire divin ordonna qu'on incendiât l'édifice, et bientôt les flammes eurent dévoré le détachement et le lieutenant Martin qui le commandait.

Après ce premier essai du pouvoir de son guide céleste, la

1799 — an VII. Égypte. bande d'El-Mohdhy s'avança vers le Nil, dans l'intention de remonter ce fleuve ou de pénétrer dans le Delta. Le chef de brigade Lefebvre parcourait alors la province de Bahireh avec une colonne mobile de 200 hommes, pour la levée des contributions : il arriva à Damanhour quelques heures seulement après le départ des brigands, et il ne trouva dans cette ville, désertée par ses habitants, que les débris fumants de la mosquée où avaient péri les soldats de la légion nautique. Trop faible pour tenir la campagne et affronter l'ennemi, Lefebvre se dirigea sur Rahmanieh, et se renferma dans la redoute construite en cet endroit, déterminé à s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité, si l'ange venait l'y attaquer.

Cependant la nouvelle du désastre de Damanhour était parvenue à Alexandrie. Le général Marmont fit partir aussitôt le 3e bataillon de la 4e demi-brigade légère, trois compagnies de grenadiers et deux pièces de canon, sous les ordres du chef de bataillon Redon, pour renforcer la petite troupe du chef de brigade Lefebvre. Le commandant Redon se mit en marche le 27 avril au matin, et il n'était plus qu'à une lieue de Damanhour lorsqu'il aperçut les hordes d'El-Mohdhy, qui était revenu sur cette ville. Emporté par l'excès d'un courage imprudent, le chef de bataillon attaqua de suite son ennemi, sans considérer l'énorme supériorité de ce dernier ; mais, après un combat qui dura plus de cinq heures, accablé par le nombre, il fut obligé d'ordonner la retraite ; et, par une nouvelle faute, au lieu de se rapprocher du chef de brigade Lefebvre, comme il en avait reçu l'ordre, il reprit le chemin d'Alexandrie, non sans avoir éprouvé une perte assez forte.

Le général Marmont, très-mécontent du retour du commandant Redon, voulait, dans le premier moment, se porter lui-même sur Rahmanieh avec une partie de la garnison d'Alexandrie ; mais il fut retenu par la crainte que cette dernière ville ne fût attaquée, pendant son absence, par un corps de Maugrabins que l'on disait s'avancer à travers le désert sur la gauche d'Alexandrie. Il se borna donc à ordonner à l'adjudant général Jullien, commandant de Rosette, d'envoyer sur-le-champ 300 hommes et quatre pièces de canon à Rahmanieh. Ce secours arriva sans accident à sa destination, et le chef de brigade Le-

febvre, se voyant à la tête de 500 hommes et d'une artillerie 1799 — an VII Égypte.
convenable, se crut en mesure de pouvoir attaquer El-Mohdhy, et marcha, le 2 mai, contre cet imposteur. Nous avons dit que l'ange était revenu sur ses pas : les deux partis se rencontrèrent, le 3 mai, au village de Sanhour, à quelque distance de Damanhour. La troupe des fanatiques montait à près de 4,000 chevaux, et à 12 à 15,000 fellahs ou Arabes à pied. Cette masse énorme n'effraya point le chef de brigade Lefebvre, qui, plein de confiance dans la valeur de sa troupe, engagea le premier le combat. L'action fut terrible, et dura plus de sept heures. Les Arabes étaient si persuadés de l'infaillibilité des promesses de leur chef, qu'ils ne firent aucune attention aux morts et aux blessés qui succombaient dans leurs rangs. L'ange n'avait point oublié de les prévenir que tous ceux qu'ils verraient atteints ainsi par le fer et le feu des infidèles étaient des hommes d'une foi peu robuste et qui avaient besoin de cette épreuve expiatoire pour mériter la palme du martyre : aussi tous ces hommes crédules se battaient-ils avec la fureur la plus aveugle et le mépris le plus absolu de la mort. Les Français, formés en bataillon carré, se portaient successivement sur les différents pelotons ennemis, et semaient partout le carnage sans se laisser entamer. Peut-être auraient-ils forcé les fanatiques à la retraite, si l'ange El-Mohdhy n'eût employé un moyen assez sûr pour empêcher par lui-même les manœuvres de ses adversaires, et les contraindre à quitter le terrain sur lequel ils combattaient. On était alors dans la saison de la moisson, et les champs étaient couverts des différentes productions céréales du pays. El-Mohdhy, ayant examiné la direction du vent, prit cet avantage sur les Français, et fit mettre le feu aux guérets sur plusieurs points de l'immense plaine où l'action était engagée. Pour échapper à l'incendie et éviter la fumée, qui leur venait dans les yeux, les Français se jetèrent dans un champ d'oignons encore verts, où le feu ne pouvait plus les atteindre, et d'où ils continuèrent à canonner et fusiller leurs ennemis : ceux-ci ripostaient par une pièce de 8 prise à Damanhour, et qu'ils avaient placée sur un traîneau attelé de bœufs, parce que, dans leur première fureur, ils en avaient brûlé l'affût. Le combat se prolongea ainsi jusqu'à la nuit. Accablés de fatigue et ayant

1799 — an VII. Égypte. épuisé toutes leurs munitions, les Français songèrent alors à se retirer ; mais, pour effectuer cette retraite, il fallait encore un dernier effort, et se faire jour à travers la foule immense qui les entourait. Lefebvre fit disposer son artillerie aux quatre angles de son carré, et, s'avançant la baïonnette croisée, il passa sur le ventre des Arabes, et parvint à gagner Rahmanieh sans avoir perdu plus de 50 à 60 hommes. L'ennemi avait eu plus de 2,000 hommes tués ou blessés : parmi les premiers se trouvèrent Ibrahim-Tchorbadji et Abdallah-Bachi, scheicks de Damanhour, et Mourad-Abdallah, scheick des Arabes Anadis.

El-Mohdhy, après le combat de Sanhour, envoya un détachement de sa bande du côté de Rosette, qu'il savait dégarnie depuis que l'adjudant général Jullien avait été obligé de faire partir les trois quarts de sa garnison pour secourir Lefebvre. Quant à lui, il resta à Damanhour, dont il avait résolu de faire sa place d'armes, pour y attendre les renforts que ses nombreux émissaires devaient faire arriver de toutes les provinces de l'Égypte.

Cependant Marmont avait fait passer quelques troupes à l'adjudant général Jullien, pour remplacer la partie de la garnison de Rosette dirigée sur Rahmanieh. Lorsque le detachement de l'ange se présenta devant la première de ces villes, Jullien marcha à sa rencontre, le battit, et le força à se retirer avec quelque précipitation : El-Mohdhy allait bientôt être attaqué lui-même dans Damanhour, et chassé de cette place, sa première conquête.

Le général Dugua, apprenant au Caire l'apparition et les progrès du nouveau prophète qui menaçait d'envahir l'Égypte, prit sur-le-champ toutes les mesures convenables pour étouffer dans son principe ce foyer d'insurrection générale. C'est ainsi qu'il avait envoyé au général Lanusse l'ordre d'abandonner son entreprise sur l'émir-hadji, pour se porter sans délai sur la branche occidentale du Nil, en traversant le Delta. Un pareil ordre fut transmis au général Fugières, commandant dans la province de Garbieh ; et celui-ci était déjà à Rahmanieh lorsque le général Lanusse, parti le 5 mai de Mit-Kramr, arriva dans le même endroit le 9 au soir. Il réunit alors sous son commandement les troupes de Fugières, de Lefebvre, avec celles qu'il avait

amenées lui même, et se mit aussitôt en marche sur Damanhour. 1799 — an VII. Égypte.
Il arriva le 10 devant cette ville, où il entra après avoir culbuté tout ce qui voulut lui opposer de la résistance. Les soldats francais étaient exaspérés au dernier degré; le désir de venger les 60 marins, dont les dépouilles étaient encore sous leurs yeux, leur fit massacrer impitoyablement tous les fanatiques qui tombèrent en leur pouvoir. Les habitants de Damanhour, qui avaient tous pris parti pour ces derniers, ne furent pas épargnés. Ils avaient, les premiers, donné à toute la province de Baheireh l'exemple de l'insurrection : hommes, femmes, enfants, tout fut passé au fil de l'épée; et Damanhour, livré aux flammes, n'offrit plus qu'un amas épouvantable de pierres, de cendres et de cadavres.

Toutefois, El-Mohdhy ne se laissa point abattre par ce revers. Il avait pris la fuite au commencement du combat, accompagné de tous les Arabes à cheval; et, profitant de la résistance qu'opposaient encore les Maugrabins et les habitants de Damanhour, il s'était retiré, sans être inquiété, dans la partie supérieure du Baheireh. Après la destruction de Damanhour, où l'on retrouva la pièce de 8 dont nous avons déjà parlé, et deux canons en fer amenés par les Maugrabins, l'infatigable Lanusse s'attacha à la poursuite de l'ange, et l'atteignit le 20 mai, sur les confins de la province. Les rebelles furent encore vaincus; l'auteur de tous ces désastres, l'homme qui se disait l'envoyé du Tout-Puissant sur la terre, et dont le corps était invulnérable, percé d'une balle, resta mort sur le champ de bataille. La chute de l'ange El-Mohdhy devait, selon toute apparence, faire tomber l'échafaudage de sa mission divine; mais il est bien difficile de pouvoir calmer promptement des têtes exaltées par le fanatisme. La bande de ce misérable resta persuadée qu'il n'était point anéanti, mais qu'il était remonté au ciel, d'où il allait diriger avec plus de certitude les coups des vrais croyants. Tous les fanatiques qui avaient survécu au massacre restèrent donc en armes, et se répandirent par petits pelotons sur les rives du Nil, et jusqu'aux environs de Damiette. Ils y exercèrent longtemps leurs brigandages, continuant de troubler la tranquilité des provinces du Delta, en excitant les fellahs à la révolte.

1799 – an VII. Égypte.

La source de tous ces mouvements insurrectionnels était dans le gouvernement ottoman, incité et dirigé par les Anglais. Ceux-ci, en attendant que l'armement extraordinaire préparé dans l'île de Rhodes fût achevé, cherchaient à donner la main aux mameloucks de la haute Égypte, par l'entremise des habitants du Baheireh. C'était ce même motif qui avait engagé Mourad-Bey à quitter la grande oasis, où il avait été forcé par Desaix de se confiner. Instruit de la levée de boucliers faite par l'émir-hadji dans la province de Charquieh, et des avantages obtenus par l'ange El-Mohdhy dans le Baheireh, Mourad était accouru avec les trois autres beys, Hassan, Osman et Saleh, pour prendre part à ces nouvelles opérations contre les Français. Il était déjà descendu à la hauteur des pyramides de Gizeh, lorsque la nouvelle de la victoire remportée par Lanusse à Damanhour vint lui enlever toutes les espérances qu'il avait conçues de ce côté. Poursuivi par le général Davoust, que le général Dugua avait, comme on l'a vu, appelé de la haute Égypte au secours des provinces du milieu, Mourad fut obligé de s'écarter dans le désert. Il se dirigea, par le Babr-el-Belama (fleuve sans eau), vers le golfe des Arabes, pour y attendre l'armée turque, dont on lui annonçait la prochaine arrivée, et se joindre à elle.

Nous avons rapporté plus haut les événements du Saïd ; et telle était la situation des affaires dans la basse Égypte, pendant que l'armée française se consumait en vains efforts devant la place d'Acre en Syrie. Tous les généraux avec lesquels Bonaparte était en correspondance directe lui faisaient des rapports alarmants sur la disposition des esprits dans les différentes provinces de l'Égypte, et réclamaient avec force sa présence dans ce pays. L'ascendant que le général en chef avait su prendre sur tous ses lieutenants était tel, qu'aucun d'eux n'osait rien entreprendre, et ne voyait d'espoir de salut qu'en lui. Le général Dugua lui faisait un tableau très-inquiétant de la situation de la capitale, « menacée, disait-il, au dehors par les mameloucks et les Arabes, et au dedans par les mécontents de toutes les nations. » Le général Marmont annonçait qu'il était à la veille d'être attaqué par terre, indépendamment des inquiétudes qu'il avait du côté de la mer, par une armée d'Africains et de Maugrabins qui s'avançait, disait-on, par le désert de Barca, et sur laquelle

les habitants du pays fondaient les plus grandes espérances. Le commandant de Suez, Sicre, écrivait également au général en chef que les Anglais venaient de faire différentes tentatives de débarquement sur la côte, et que les matelots déserteurs de cette nation annonçaient la prochaine arrivée d'une immense armée turque sur les côtes d'Égypte. Le commandant Sicre ajoutait qu'il n'était pas en mesure de se défendre contre un détachement un peu considérable qui viendrait l'attaquer dans sa position isolée. De toutes parts, enfin, on entretenait Bonaparte des dangers instants dont l'Égypte était menacée s'il ne s'empressait pas de revenir pour les éloigner. Nous avons dit que ces rapports contribuèrent puissamment à la détermination que prit Bonaparte de lever le siége de Saint-Jean-d'Acre. Quand la nouvelle de son retour parvint en Égypte, l'espérance rentra dans les cœurs français et la terreur dans l'âme de l'ennemi : les premiers ne doutèrent plus de la victoire. 1799 — an VII. Égypte.

L'armée de Syrie, que nous avons laissée détruisant à Tentoura l'artillerie qu'elle ne pouvait pas conduire dans sa retraite, partit de ce village le 22 mai se dirigeant sur Césarée, où elle campa et passa la nuit. Le lendemain, elle rencontra près du petit port d'Abou-Zaboura, appartenant aux Naplousains, un nombreux parti de ces derniers, accourus pour harceler les Français sur leurs flancs. Bonaparte les fit pousuivre par la cavalerie de Murat, et ordonna de fusiller tous ceux qui seraient pris les armes à la main. Le général en chef conservait le souvenir de la conduite de ces Syriens depuis son entrée dans le pays : il voulut donc en tirer une vengeance proportionnée au mal qu'ils lui avaient causé. Des détachements se répandirent dans les villages, chassèrent les habitants, enlevèrent tous les bestiaux, et mirent ensuite le feu aux habitations : le pays, assez fertile, situé entre l'arrondissement d'Acre et celui de Jaffa, ne présenta plus bientôt que l'aspect du désert. Outre la satisfaction de se venger ainsi de ceux qui avaient attaqué ses convois et massacré ses escortes, Bonaparte trouvait dans ces terribles mesures l'avantage d'ôter aux troupes ennemies les moyens de le poursuivre et de troubler sa retraite.

L'armée arriva le 23 mai devant Jaffa. Un pont avait été jeté à l'avance sur la rivière de la Hogia, qui a son embouchure

1799 — an VII. Égypte. dans la Méditerranée, au nord de la ville, où l'armée logea presque tout entière. On y séjourna les 26 et 27 mai, autant pour achever de ruiner le pays des Naplousains que pour faire sauter toutes les fortifications de la place : l'artillerie en fer qui se trouvait sur les remparts fut jetée à la mer[1].

L'armée se remit en marche le 28 mai. La division du général

[1] C'est ici le lieu de parler d'un événement auquel la malignité la plus prononcée nous paraît avoir donné une trop grande célébrité. Un officier anglais, connu depuis sous des rapports d'un tout autre intérêt, a imprimé, dans un ouvrage accueilli avec avidité, que des malades français, pestiférés ou blessés, *au nombre de cinq cent quatre-vingts*, furent empoisonnés à Jaffa par les ordres précis et positifs de Bonaparte, qui voulait éviter ainsi les soins d'un transport difficile et dangereux. Sir Robert Wilson, qui avance ce fait extraordinaire, monstrueux, l'appuie de tous les détails qui peuvent faire croire à sa réalité. Il cite les lieux et quelques noms des personnages qui ont figuré dans cette scène tragique, et, parmi ces derniers, il invoque des témoignages respectables. Il termine par ce passage : « S'il restait encore quelques doutes sur la vérité de cet exposé, que l'on demande aux membres de l'Institut du Caire ce qui se passa à la première séance, après le retour de Bonaparte. » Voilà, sans contredit, des choses bien concluantes, et l'on ne doit pas s'étonner si le récit du colonel anglais a trouvé de *vrais croyants*.

Opposons à la relation de sir Wilson, qui n'a écrit que sur des *ouï-dire*, et auquel on peut raisonnablement supposer toutes les préventions de la haine, le récit d'un témoin oculaire, qui est d'autant moins suspect, qu'on trouve, dans les Mémoires qu'il a publiés sur les campagnes d'Égypte et de Syrie, des déclamations souvent oiseuses et qu'il a poussées jusqu'à l'injustice :

« Il y avait, dit M. le commissaire des guerres Miot (c'est le nom de l'auteur des Mémoires que nous citons), il y avait dans nos ambulances, et particulièrement au mont Carmel, des blessés et des malades hors d'état de faire la route autrement qu'en litière. La plupart étaient attaqués de la peste, et leur transport exigeait au moins huit hommes pour se relayer en chemin. Je sais que, à l'époque de notre départ, *on fit courir le bruit* (qui a été répété depuis) qu'on administra aux malades désespérés des médicaments composés exprès pour accélérer leur triste fin, et leur éviter, par une mort adroitement préparée, la mort plus cruelle qui les attendait en tombant entre les mains de leurs féroces ennemis. Je sais qu'*on disait encore* qu'il fallait, pour le salut d'un seul pestiféré, exposer huit hommes et même douze aux atteintes presque inévitables d'un fléau dont les effets étaient si rapides. J'ai été le témoin *de toute l'horreur qu'inspirait cette fatale résolution*..... ; mais il est de la droiture de mes sentiments, et il appartient à la franchise, à la simplicité avec lesquelles j'ai peint jusqu'ici tout ce que j'ai vu, de déclarer que je n'ai d'autres preuves évidentes de l'em-

Reynier marchait à gauche, en s'avançant par Ramleh; les divisions Bon et Lannes restèrent au centre, ainsi que le quartier 1799 — an VII. Égypte.

poisonnement de nos blessés que *les propos* sans nombre que j'ai entendu tenir dans l'armée. »

Ce passage pourrait ébranler un peu la confiance que doit inspirer l'assertion si positive de sir Robert; mais un second témoignage vient à l'appui de cette dernière. Le sieur Martin a publié, en 1815, une nouvelle relation des campagnes d'Égypte et de Syrie, dans laquelle il confirme le fait de l'empoisonnement. A la vérité, il ne parle pas comme témoin oculaire, mais il était membre de la commission d'Égypte, et il a recueilli sur les lieux tous les renseignements convenables. Ces renseignements pourraient toutefois n'être autres que les *bruits* dont parle le commissaire Miot, et le sieur Martin ne nous paraît pas d'ailleurs exempt de préventions fâcheuses, puisqu'il dit, en parlant de celui qui commanda l'empoisonnement : « Un général qui eût fait la guerre avec loyauté n'eût pas craint de confier ces malheureux *à la générosité* de ses ennemis. » Nous ignorons si le sieur Martin a eu beaucoup à se louer de la générosité turque, syrienne ou arabe; mais il nous permettra de ne pas le croire sur parole Toute l'Europe civilisée (sans en excepter les Anglais) sait à quoi s'en tenir sur ce sentiment, qu'il prête si libéralement à ces peuples de l'Orient.

Et nous aussi, nous avons recouru aux témoignages les moins suspects, à ceux même invoqués par les auteurs que nous venons de citer, et nous allons donner le résultat de tous les documents exacts et véridiques dont nous nous sommes entourés, afin de fixer (autant qu'il sera en notre pouvoir) l'opinion générale sur un point d'histoire qui n'a jamais été bien éclairci.

Les troupes françaises étaient encore devant Saint-Jean-d'Acre, lorsque, ayant pris la résolution de lever le siége de cette place, Bonaparte, justement alarmé du danger qu'il y aurait à faire transporter les soldats atteints du terrible fléau de la peste, eut une conversation *entièrement confidentielle* à ce sujet avec le docteur Desgenettes, médecin en chef de l'armée. Le général en chef, ainsi que le dit fort bien sir Wilson, s'appesantit sur les dangers de la contagion, et aborda la question de l'empoisonnement, mais d'une manière beaucoup moins brusque et moins inhumaine, pour ainsi dire, que ne le raconte l'officier anglais. Nous allons essayer de rapporter quelques-unes des paroles des interlocuteurs, d'après la communication qui nous en a été faite par celui des deux qui est le moins récusable : « Quant à moi, dit Bonaparte, avec mes principes et dans ma manière de voir, j'avoue que, dans une situation semblable, je regarderais comme un bienfaiteur celui qui viendrait hâter le terme de mon existence et m'épargner les angoisses d'une mort certaine. » Desgenettes combattit cet argument : « Comme simple individu, dit-il, et à part les considérations métaphysiques qui pourraient peut-être s'opposer à cette résolution dans mon esprit, je ne dis pas encore le parti que je prendrais en une occurrence aussi difficile; mais, comme homme public, comme médecin en chef de l'armée,

1799 - an VII. Égypte. général ; la cavalerie tint la droite, en suivant le bord de la mer ; la division Kléber, destinée à faire l'arrière-garde, ne

je dois vous faire observer, général, qu'une pareille détermination prise *in globo*, envers des malheureux qu'il ne convient même pas de consulter sur ce prétendu service qu'on veut leur rendre, est odieuse et contraire, je ne dis pas seulement aux lois divines, mais aux devoirs de l'humanité : c'est vous assurer que je ne puis ni ne veux y entrer pour rien. » Après cette réplique énergique, faite par le courageux Desgenettes, Bonaparte n'osa point insister, et se contenta de dire avec un mélange d'ironie et d'aménité : « J'avais conçu une tout autre idée de vos principes philosophiques, docteur, et je vois que je me suis trompé. » Il y a loin, comme on peut le voir, de ce langage modéré du général en chef, *à la persistance et aux menaces* dont parle sir Robert. Au moment où Desgenettes se levait pour prendre congé de Bonaparte, celui-ci apostropha le général Berthier, qui venait d'être le témoin muet de la conversation : « Et vous, Berthier, vous partagez sans doute l'opinion du docteur? — Oui, général, c'est la mienne ; et je dois confesser que si depuis longtemps je me suis aperçu qu'il me manque beaucoup de choses pour être *un grand homme,* aujourd'hui, à l'instant même, j'en acquiers la conviction intime. » Wilson attribue ces paroles, qu'il amplifie et dénature presque, au docteur Desgenettes, qui les restitue dans toute leur pureté au général Berthier.

Tous les malades et blessés, *indistinctement*, furent transportés à la suite de l'armée jusqu'à Jaffa, et Bonaparte donna ses propres chevaux pour faciliter cette opération.

Ici l'accusation va reprendre une partie de sa gravité.

Des mesures furent prises à Jaffa par l'ordonnateur en chef de l'armée, Daure, pour l'évacuation des blessés et des pestiférés sur Damiette par mer, et sur El-Arich par terre. Cinquante pestiférés environ avaient été jugés intransportables, d'après les progrès effrayants qu'avait faits le mal sur chaque individu, et ils restèrent dans l'hôpital. Daure proposa alors au général en chef d'envoyer à sir Sidney Smith un parlementaire pour demander une sauvegarde. Bonaparte répondit qu'indépendamment de la répugnance que lui, général français, éprouvait pour entrer en communication avec le commodore, dont il avait à se plaindre, cette démarche entraînerait trop de longueurs, puisque sir Sidney Smith avait levé sa croisière devant Saint-Jean-d'Acre pour se jeter à la poursuite de la division du contre-amiral Perrée, et qu'il devenait par conséquent fort difficile d'atteindre le vaisseau *le Tigre*, que commandait cet officier.

Un comité *secret*, composé de plusieurs personnages dont l'opinion dans cette circonstance délicate pouvait être de quelque poids, fut convoqué par Bonaparte. Desgenettes n'y fut point appelé ; et cela devait être, puisque l'avis de ce docteur dans la question à débattre était déjà connu. Le

quitta Jaffa que le 29. Ce même jour, le gros des troupes campa à El-Madjdl et arriva le lendemain à Gaza. Gaza, ville de Syrie 1799 – an VII Égypte.

général en chef renouvela la proposition d'empoisonnement, en ajoutant à ses considérations précédentes la circonstance du sort affreux réservé aux victimes, si elles tombaient vivantes entre les mains des féroces ennemis qui allaient occuper Jaffa après le départ de l'armée. Les personnages consultés (nous ne les nommerons point, parce que plusieurs sont encore vivants, et que nous ne voulons pas discuter les motifs qui les déterminèrent en cette occasion) furent unanimement de l'avis de Bonaparte. Le sieur Royer, pharmacien en chef, fut appelé. Il n'avait point, à la vérité, d'*opium* pour préparer la liqueur connue sous le nom de *laudanum de Sydenham;* mais il s'adressa à un médecin turc qui lui en fournit, et des potions furent administrées à trente des pestiférés environ. Plusieurs eurent une crise salutaire qui les sauva; quinze ou dix-huit succombèrent. Voilà l'exacte vérité, et nous pourrions adjurer les conseillers dont nous venons de parler plus haut, et qui nous sauront gré, sans doute, d'avoir tû leurs noms, de confirmer ces détails.

Royer, dont on a parlé jusqu'à présent en termes trop modérés, était un misérable, qui manqua d'être fusillé devant Saint-Jean-d'Acre, pour avoir vendu à l'armée de mauvaises liqueurs, au transport desquelles il avait fait servir les chameaux d'ambulance de la pharmacie. Il ne revint point en France, parce qu'il avait fait des spéculations commerciales qui le retinrent en Égypte, où il n'est pas mort de chagrin, ainsi qu'on l'a prétendu, mais où il fut étranglé comme voleur et double espion des Turcs et des mameloucks.

Il nous reste à parler maintenant de cette fameuse séance de l'Institut du Caire, citée par le colonel Wilson, et qui doit, selon lui, jeter un si grand jour sur le fait qui nous occupe.

Nous allons présenter fidèlement les détails précieux qui nous ont été fournis, à ce sujet, par l'homme qui joue le rôle le plus remarquable dans cette scène d'un grand intérêt, et nous suppléerons par-là à ce que le colonel anglais n'a fait qu'indiquer d'une manière vague.

Au retour de Syrie, le médecin en chef put remarquer dans l'accueil froid que lui fit Bonaparte le ressentiment que celui-ci gardait de la franchise avec laquelle lui, Desgenettes, s'était expliqué au camp devant Saint-Jean-d'Acre. Il entendit même que l'on dissertait beaucoup sur ses propres talents et sur sa conduite comme médecin, et qu'il était question de faire faire sur la peste, par quelques membres dévoués de l'Institut, un travail qui rejetterait sur cette maladie inconnue, ou reconnue trop tard, les non-succès de l'expédition et du siége de la place d'Acre. L'Institut fut convoqué peu de jours après le retour de Bonaparte au Caire, et le général proposa en effet la nomination d'une commission pour s'occuper du travail dont nous venons de parler. Le président de l'Institut crut devoir comprendre le docteur Desgenettes dans la liste des commissaires : c'était le forcer à sceller de sa signature un récit apocryphe. Le médecin en chef reconnut le piége

1799 — an VII. Égypte. la plus rapprochée de la frontière de l'Égypte, était presque la seule où les Français eussent été accueillis avec cordialité lors du premier passage de l'armée, le 25 février. Les Français se montrèrent reconnaissants de cette réception en respectant religieusement les personnes et les propriétés; on détruisit seulement le fort en le faisant sauter, parce qu'il pouvait servir à l'ennemi. Le 31, l'armée bivouaqua à Kan-Younes, se remit en marche à la pointe du jour, le 1er juin, pour traverser le désert et venir coucher à El-Arich, où elle séjourna le 2. Bonaparte, plus que jamais convaincu de l'importance de ce point des frontières égyptiennes, donna de nouveaux ordres pour augmenter les fortification et faire approvisionner la place de munitions et de vivres.

qui lui était tendu, et s'expliqua, dans sa réponse, de manière à dévoiler en partie sa pensée à cet égard. Vainement, dans l'espèce de discussion qui s'établit, Bonaparte eut-il recours à des sarcasmes banals contre la médecine et les médecins; la tête de Desgenettes se monte, et, au milieu d'un nombreux auditoire, qu'étonnait sa véhémence, il repousse les sarcasmes du général par d'autres plus amers et plus accablants. Il laisse entrevoir qu'il s'est noblement refusé à des actions criminelles à ses yeux; que le mépris de certains principes de morale conduit à d'autres oublis.... Bonaparte essaye d'imposer silence au fougueux orateur. Celui-ci continue au milieu des cris du président et du général en chef, qui le somment, l'un impérieusement, l'autre fraternellement, de se taire. On entend dans l'assemblée les mots d'*adulation mercenaire*, de *despotisme oriental*, de *gardes armés jusque dans l'enceinte d'une société paisible et littéraire* (quelques guides du général en chef l'avaient accompagné à l'Institut). Alors Desgenettes, prenant un ton plus calme, dit : « Je sais, messieurs, je sais, général, puisque vous êtes ici autre chose que membre de l'Institut, et que vous voulez être le chef partout, je sais que j'ai été porté à dire avec chaleur des choses qui retentiront loin d'ici; mais je ne rétracte pas un seul mot. Je ne crains aucun ressentiment, et je puis vous dire comme Philippe le médecin dit à un autre homme comme vous, Alexandre, mon existence (à laquelle on a pu voir que je ne tenais pas beaucoup) ne peut être désormais compromise; *sacro et venerabili ore spiritus trahitur;* et je me réfugie dans la reconnaissance de l'armée. »

Telle fut la scène qui se passa à l'Institut d'Égypte, et elle n'eut point d'autre suite. Desgenettes ne s'était point trop avancé en parlant de la reconnaissance de l'armée. Sa popularité était en effet si bien établie, que, peu de jours après la séance de l'Institut, passant devant le front de plusieurs bataillons qui venaient de faire l'exercice et qui étaient au repos des armes, dans une plaine, aux portes du Caire, ce médecin fut accueilli par les soldats avec des acclamations bienveillantes.

1799 AN VII. Égypte.

Dans la saison où l'on se trouvait alors, la traversée du désert qui sépare El-Arich de Katieh était devenue encore plus pénible que lorsque l'armée le traversa pour la première fois ; la chaleur était moins supportable ; les pluies infiniment plus rares, l'eau moins abondante et plus saumâtre : cependant les soldats supportèrent très-patiemment ces privations, auxquelles ils étaient plus que jamais aguerris.

Il y eut séjour à Katieh, où Bonaparte quitta l'armée, emmenant avec lui le savant Monge, pour aller reconnaître la bouche du Nil appelée par les Arabes *Om-Faredje*. Les deux explorateurs étaient accompagnés du général Abdallah-Menou, arrivé depuis peu de jours à Katieh pour se rendre dans son gouvernement général de la Palestine, auquel il était appelé, comme on l'a vu, depuis trois mois, et qu'il ne devait, nouveau Moïse, entrevoir que de loin. Bonaparte ordonna la construction d'un fort à Tineh, et alla visiter ensuite les ruines de l'ancienne Péluse.

Le 5 juin, une avant-garde, conduite par l'adjudant général Boyer, arriva à Salahieh, amenant avec elle plusieurs prisonniers turcs de distinction. Le même jour, le général Kleber s'embarqua à Tineh avec sa division, pour se rendre à Damiette. L'armée était le 10 juin à Matarieh, près du Caire. D'après l'avis des principaux officiers de santé, il fut arrêté qu'elle séjournerait dans ce village, pour y subir les mesures de précaution en usage dans les lazarets, afin d'épargner à la capitale de l'Égypte les dangers de la contagion pestilentielle, si quelques individus en eussent apporté le germe de Syrie. Tous les soldats eurent ordre de laver leur linge, leurs habits, et de brûler les effets hors d'état d'être purifiés. Au moyen de ces opérations indispensables l'armée put entrer au Caire sans être soumise aux lois rigoureuses de la quarantaine. Les troupes d'avant-garde précédèrent les autres de deux jours : elles apportaient les drapeaux pris sur l'ennemi pendant l'expédition de Syrie. Les généraux Dugua et Destaing, le divan d'Égypte, l'aga des janissaires, furent recevoir cette avant-garde au dehors de la ville, et la conduisirent en pompe jusqu'à la place Esbekieh.

Bonaparte vint joindre l'armée au faubourg de la Qoubbeh, et voulut faire avec elle son entrée solennelle dans la ville

1799 — an VII. Égypte. du Caire, pour en imposer au peuple par l'appareil militaire, et par une espèce de marche triomphale qu'il croyait nécessaire à son but, celui de détourner les esprits de toute réflexion fâcheuse sur les résultats de l'expédition qu'il venait de tenter avec si peu de succès : Dugua avait reçu des ordres en conséquence.

A trois heures du matin, le 14 juin, la générale fut battue dans tous les quartiers du Caire, et les Français se rassemblèrent, ainsi que les principaux habitants, sur la place Esbekieh, qui offrit alors le spectacle assez curieux d'un mélange d'Européens, de janissaires, de Grecs, de Cophtes, de fellahs, de Maugrabins, de Nubiens, et autres peuples d'Afrique, de mameloucks même à pied et à cheval.

La musique des corps français et celle des Égyptiens se faisaient entendre à la tête du cortége, composé des membres des diverses administrations civiles et militaires, du grand divan, de la nation cophte, des principaux négociants, et de tous les personnages distingués par leur naissance et leurs richesses, et conduit par les généraux Dugua, Destaing, et l'administrateur général Poussielgue. Cette troupe sortit à cinq heures du matin, par la porte de Boulaq, passa devant le fort Sulkowski, et s'avança vers la Qoubbeh, où l'on aperçut dans le lointain l'armée rangée en bataille. Les chefs français et égyptiens se portèrent aussitôt au-devant du général en chef pour le complimenter. Le scheick-el-bekry, le premier et le plus respecté de la nombreuse famille issue du prophète, offrit en présent à Bonaparte un magnifique cheval arabe noir et couvert d'une housse brodée d'or, de perles et de pierreries : ce cheval était conduit à la main par un mamelouck, nommé Roustan [1], esclave du scheick, et que Bonaparte paraissait avoir désiré avant son départ pour la Syrie. L'intendant général cophte, Gergés-el-Gohary, offrit aussi au général en chef deux beaux dromadaires, très-richement harnachés. Bonaparte monta sur-le-champ le cheval dont le scheick lui faisait hommage, et, prenant la

[1] C'est le même mamelouck que Bonaparte amena avec lui en France, que nous avons vu investi de toute la confiance de son maître, et qui l'accompagna dans toutes ses campagnes; il ne l'a point suivi dans son exil.

tête du cortége, il fit son entrée triomphale dans le Caire, par la porte dite Bab-el-Nassar (porte de la Victoire). Soit crainte, soit curiosité ou intérêt réel, une foule immense s'était portée dans toutes les rues par lesquelles le cortége devait passer. Imitateur, en ce moment, du peuple des grandes capitales de l'Europe, celui du Caire, naturellement grave et silencieux, se laissant entraîner par le mouvement des Français, fit retentir l'air de bruyantes acclamations, vraies ou fausses, qui suivirent le général en chef jusque sur la place Esbekieh. Nous avons déjà dit que le palais de Bonaparte était situé sur cette place, où de nombreuses salves d'artillerie annoncèrent l'arrivée du maître, après quatre-vingt-quatorze jours d'absence.

D'après l'intention où se trouvait le général en chef de donner le change au peuple égyptien, en lui faisant croire que l'armée revenait victorieuse de ses ennemis en Syrie, il ne négligea aucun des moyens qui pouvaient accréditer cette opinion. Les drapeaux enlevés dans les différentes actions de la campagne furent exposés dans une des principales mosquées du Caire, et tous les prisonniers furent promenés avec affectation dans les différents quartiers de la ville, afin de justifier l'annonce déjà faite des victoires signalées que l'armée avait remportées sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Enfin, Bonaparte fit rédiger une espèce de *bulletin*, contenant l'exposé exagéré des avantages obtenus par les Français en Syrie, et chargea le grand divan de répandre cette pièce, imprimée en arabe, dans les provinces où les troubles excités par l'émir-hadji et par l'apparition de l'ange El-Mohdhy n'étaient pas encore dissipés. Nous croyons devoir donner ici la traduction de ce bulletin remarquable :

« Le divan de la ville du Caire, la bien gardée, aux provinces de Charquieh, Garbieh, Menoufieh, Qualioubeh, Gizeh et Beheireh.

« Les conseils sont ordonnés par la loi.

« Dieu a dit dans le Coran : Ne suivez pas les traces de Satan ; Dieu a dit : N'écoutez pas les conseils des méchants, ils font le mal sur la terre et sont incapables du bien. Il est du devoir des bons de prévenir le mal avant qu'il arrive ou qu'il soit irréparable ; nous vous prévenons, vrais croyants, pour

1799 – an VII. Égypte.

que vous n'écoutiez pas les paroles des menteurs, parce que vous vous réveillerez dans le repentir.

« Il est arrivé au Caire, la bien gardée, le chef de l'armée française, le général Bonaparte, qui aime la religion de Mahomet; il s'est arrêté avec ses soldats à Quaublet et à Adelieh, bien portant et bien sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le comble. Il est entré au Caire par la porte de la Victoire, le vendredi 10 du mois de Moharram de l'an 1214 de l'hégire, avec une suite et une pompe des plus grandes : ç'a été une fête de voir les soldats bien portants. Il avait avec lui les savants d'El-Hé-Azhar, le sadat, le bel-eryeh, l'aanyeh, le démir Da'chyeh, le khoudyryeh, ahhmedyeh, le refa'yeh, le quaderyeh, les sept odjeiqulys du sultan, les principaux habitants, les négociants et le divan. Ce jour a été un très-grand jour, on n'en a jamais vu de pareil; tous les habitants du Caire sont sortis à sa rencontre : ils ont vu et reconnu que c'était le même général en chef Bonaparte, en propre personne; ils se sont convaincus que tout ce qui avait été dit sur son compte était faux. Son cœur étant porté pour les musulmans, Dieu le comble de ses faveurs. Ceux qui avaient répandu de fausses nouvelles sur son compte sont les Arabes voleurs et les mameloucks fuyards, dont les desseins sont la destruction du peuple, de ceux qui suivent les vrais principes de la religion, et d'empêcher la perception du droit du fisc, ne voulant nullement la tranquillité des créatures. Dieu a détruit leur puissance à cause des crimes qu'ils commettaient, et sa justice est terrible. Nous avons appris que l'Elfi est allé dans le Cha'quieh avec quelques mauvais sujets des Arabes Billys et Ayaydyet, roulant d'un lieu à l'autre pour faire le mal, pillant le bien des musulmans ; mais Dieu les en punira. Il répand dans les campagnes de fausses lettres, voulant faire croire aux paysans que les troupes du sultan sont en route : la vérité est qu'il n'en existe pas, n'y ayant rien de plus faux que ces bruits. Son intention est de faire naître du trouble pour amener la destruction du peuple, comme faisait Ibrahim-Bey pendant son séjour à Gaza, d'où il envoyait des sermons pleins de faussetés et de mensonges, disant que c'était du consentement du sultan. Les paysans trompés et les mauvais sujets qui ajoutaient foi pour ne pas en prévenir les suites se

jetaient dans le malheur. Les habitants de l'Égypte supérieure ont chassé les mameloucks pour leur sûreté, celle de leur famille et de leurs enfants, parce que la punition des méchants entraîne la perte des bons, leurs voisins. La punition divine est tombée sur les méchants, nous demandons à Dieu d'en préserver les bons. Les habitants de l'Égypte supérieure ont montré par cette conduite plus de jugement et de prudence que ceux de la basse Égypte. 1799 – an VII. Égypte.

« Nous vous informons que Djezzar-Pacha (djezzar en arabe signifie boucher), qui a été ainsi nommé à cause de ses grandes cruautés, ne faisant aucun choix des victimes, avait rassemblé un grand nombre de mauvais sujets, soldats osmanlys, arabes et autres, voulant venir s'emparer du Caire et des provinces de l'Égypte, en les encourageant par la promesse du pillage et du viol ; mais Dieu s'est refusé à ses projets, faisant exécuter sa volonté à son choix. Les grâces de Dieu sont infinies, et tout dépend des bonnes intentions. Il avait envoyé une partie de ses soldats dans le fort d'El-Arich, dans l'intention de prendre Katieh. Le général en chef Bonaparte partit, battit les soldats de Djezzar qui étaient à El-Arich, et qui criaient à la fuite après que leur plus grand nombre fut tué ou blessé. Ils étaient environ 3,000 hommes. Il prit le fort d'El-Arich et tous les approvisionnements de Djezzar qui s'y trouvaient. Le général en chef se porta ensuite à Gaza, battit ce qu'il y trouva de troupes de Djezzar, qui fuirent devant lui comme les oiseaux et les souris fuient devant les chats. Étant entré dans le fort de Gaza, il fit publier et assurer sûreté et protection au peuple, ordonna que la religion musulmane fût respectée, et combla d'honneurs les savants, les principaux et les négociants. Étant ensuite arrivé à Ramleh, il s'empara des approvisionnements de Djezzar, en biscuit, orge, riz, et deux mille outres fort belles qui étaient pour sa route sur l'Égypte ; mais Dieu ne l'a pas voulu. Il fut ensuite à Jaffa, en fit le siége pendant trois jours ; s'en étant emparé, il prit tous les approvisionnements qui s'y trouvaient faits par Djezzar. Les habitants, égarés, n'ayant pas voulu le reconnaître, ayant refusé sa protection, il les livra, dans sa colère et par la force qui le dirige, au pillage et à la mort : il en est péri aux environs de 5,000. Il a détruit

1799 – an VII. Égypte.

leur rempart et fait périr tous ceux qui s'y trouvaient; c'est l'ouvrage de Dieu, qui dit aux choses d'être, et elles sont. Il a épargné les Égyptiens qui s'y sont trouvés; les a honorés, nourris et vêtus, les a embarqués sur des bâtiments pour les reconduire dans leur patrie, les a fait escorter, crainte que les Arabes ne leur nuisent, et les a comblés de bien. Il se trouvait à Jaffa environ 5,000 hommes de troupes de Djezzar, il les a tous détruits; bien peu se sont sauvés par la fuite. De Jaffa il se porta à la montagne de Naplous, détruisit ce qui s'y trouva de troupes de Djezzar dans un endroit appelé Quaquoun, et brûla cinq villages de la montagne : ce qui était dans les destins a eu lieu. Le Dieu de l'univers agit toujours avec la même justice. Après, il a détruit les murs d'Acre, le château Djezzar qui était très-fort; il n'a pas laissé à Acre pierre sur pierre et en a fait un tas de décombres, au point que l'on demande s'il a existé une ville en ce lieu, où il avait resté environ vingt ans pour la bâtir; il y vexait les habitants et les créatures : voilà la fin des édifices des tyrans. Lorsque sont venus à lui les partisans de Djezzar, de tous côtés il les a complétement battus et n'en a laissé échapper aucun; il est tombé sur eux comme la foudre du ciel, et ils ont eu ce qu'ils méritaient. Il est retourné ensuite en Égypte pour deux motifs : le premier, pour tenir la promesse qu'il avait faite aux Égyptiens de retourner dans quatre mois, et ses promesses sont des engagements sacrés; le second, c'est qu'il apprit que divers mauvais sujets, mameloucks et Arabes, semaient le trouble et la sédition pendant son absence dans diverses provinces et villages. Son arrivée les a tous dissipés comme des nuages aux premiers rayons du soleil et pendant le jour; toute son ambition est toujours la destruction des méchants, et son envie de faire le bien aux bons. Son amour pour le Caire, l'Égypte, son fleuve, ses productions et ses beautés, le porte à vouloir qu'il prospère jusqu'au jugement dernier. Il a amené avec lui quantité de prisonniers, des drapeaux et des canons qu'il a pris sur l'ennemi. Toutes les peines sont pour ceux qui lui sont contraires, et le bonheur sera le partage de ceux qui lui sont unis. Retournez donc, créatures de Dieu, vers Dieu; soumettez-vous à ses ordres, la terre lui appartient; suivez ses volontés, et sachez

qu'il dispose de la puissance et la donne à qui il veut : c'est ce qu'il nous a ordonné de croire. Ne soyez pas l'occasion de l'effusion de votre sang ; ne faites pas trafic du malheur de vos familles et de vos enfants ; n'écoutez pas les propos des mameloucks fuyards ; ne marchez pas sur les traces des pervers ; ne marchez pas dans de mauvaises intentions ; n'écoutez pas ceux qui disent que détruire les Français est une œuvre ordonnée par votre religion ; c'est le contraire : ces conseils ne peuvent que vous conduire à votre abaissement et entraîner la destruction des vrais croyants, grands et petits. Les mameloucks et les Arabes vous égarent pour vous piller, et, lorsqu'ils le voient venir, ils fuient comme s'ils voyaient le diable, vous abandonnant à la colère des soldats ; ce qui est déjà arrivé plusieurs fois. Dieu nous suffit, et il suffit pour punir les méchants. Lorsque le général en chef est arrivé au Caire, il a fait connaître aux membres du divan qu'il aime les musulmans, qu'il chérit le prophète auquel s'adresse le salut, qu'il s'instruit dans le Coran, qu'il le lit tous les jours avec attention. Il a ordonné l'entretien de tout le nécessaire des mosquées, l'entrée de toutes les fondations et leur application à conserver tous les droits des odjaklys, et s'est occupé du bonheur du peuple ; voyez cette source de biens, elle sera complétée par le créateur. Nous savons qu'il est dans l'intention de bâtir une mosquée qui n'aura pas d'égale au monde, et d'embrasser la religion musulmane. »

1799 — an VII Égypte.

Signé par les scheicks, EL-BEKRY, EL-SCHERKAOUI, EL-MOODHY, EL-SAONY, EL-FAYOUMY, ALI-TCHOKHADAR, SEID-AHMED, EL-MAROUKY, JUSSUF, bach-tchaousch.

Suite des opérations militaires dans le royaume de Naples ; retraite de l'armée française commandée par le général Macdonald ; bataille de la Trebia, etc., etc. — Nous allons reprendre le récit des opérations de l'armée française dans le royaume de Naples au point où nous l'avons laissé, c'est-à-dire au moment où le général Macdonald prit la résolution de faire évacuer la Pouille par les troupes qui occupaient cette province, pour les rapprocher de Naples. Le motif de cette mesure du général en chef était la situation présente de l'armée d'Italie, battue, comme on l'a vu, sur les bords de l'Adige,

19 juin (1er messid). Italie.

1799 — an VII
Italie.

à Vérone et à Mancano, sous le commandement du général Schérer. Macdonald, d'après ces échecs au nord de l'Italie, avait parfaitement senti tout l'inconvénient de rester dans un pays où il était menacé par des insurrections continuelles, et où il ne pouvait plus espérer de recevoir des renforts et des secours. Subordonné d'ailleurs au général Schérer, le général de l'armée de Naples venait d'en recevoir l'injonction d'évacuer le royaume de Naples, et de faire sa retraite sur la Lombardie le plus tôt qu'il lui serait possible sans se compromettre. Macdonald avait donc transmis d'abord au général Olivier l'ordre d'abandonner la province de la Pouille, parce que ce général, se trouvant le plus éloigné de Naples, devait presser le mouvement qui le réunissait au gros de l'armée, déjà rassemblée sous les murs de cette capitale.

Le général Sarrazin, successeur du général Broussier dans le commandement de l'avant-garde de la division Olivier (ci-devant Duhesme), évacua en conséquence la ville de Brindisi, dans la terre d'Otrante, où il venait de se rendre, pour enlever un parti d'insurgés qui harcelait sans cesse les troupes françaises. Le reste de la division, sous la direction du général Olivier, suivit ce mouvement, à un jour de marche. Le 17, l'avant-garde occupa Nola et Polignano. La division était, le 20, à la Cirignola et Foggia, où elle séjourna, et d'où le général Olivier envoya au général Coutard l'ordre d'évacuer les Abruzzes et de se retirer avec ses troupes droit sur Florence pour y attendre les autres brigades. Enfin, le 24 avril, le général Olivier prit position à Avellino et y attendit les ordres ultérieurs de Macdonald.

Au moment d'abandonner Naples, le général en chef avait déjà pris toutes les mesures que lui permettaient les circonstances pour assurer la tranquillité de cette capitale. La veille de son départ, il convoqua une nombreuse assemblée de citoyens pour aviser encore aux derniers moyens à employer dans une position aussi critique que celle où les Napolitains allaient se trouver. Plusieurs impôts qui pesaient sur les dernières classes du peuple furent supprimés, la nouvelle constitution fut publiée; enfin, dans une dernière proclamation adressée au peuple napolitain, Macdonald s'efforça de lui dé-

montrer que le bonheur et la prospérité de la république parthénopéenne dépendaient entièrement de la paix, de la tranquillité d'esprit et d'une entière soumission à l'ordre de choses consenti par la majorité du peuple.

Mais ces conseils devaient rester sans effet sur un peuple dont le caractère enthousiaste, inconstant, se livre toujours aux nouvelles impressions qu'il reçoit. Déjà même, après l'évacuation de la Pouille et des autres provinces, l'insurrection avait éclaté avec des mouvements si violents aux environs d'Avellino, que le général Olivier se vit dans l'obligation de prendre des mesures pour les apaiser. Une colonne, composée de deux bataillons de la 7e demi-brigade légère, un de la 73e, trois escadrons de chasseurs et une compagnie d'artillerie légère, fut envoyée du côté de Nola, à l'effet de dissiper le rassemblement d'insurgés qui s'y trouvait : cette colonne fut même regardée comme insuffisante, puisque le général Olivier la fit appuyer par la 64e demi-brigade de ligne et un bataillon de la 8e légère. Ces troupes réunies attaquèrent les insurgés et réussirent à les disperser après une résistance assez vigoureuse de la part de ces derniers.

Toutefois, ces mouvements insurrectionnels ne se manifestaient point spontanément par la seule cause de la retraite des Français : ils avaient surtout pour but de favoriser le débarquement qui venait d'avoir lieu à Castellamare. Deux bâtiments anglais s'étaient approchés de la côte, et avaient jeté sur le rivage quelques troupes siciliennes, et même un détachement de soldats anglais. Informés de la présence de ces auxiliaires, les mécontents napolitains s'étaient levés en masse. Conduits par des officiers que la cour de Naples avait précédemment envoyés de Palerme, ces insurgés s'étaient portés en tumulte sur Castellamare : après s'être réunis au détachement dont nous venons de parler, ils attaquèrent promptement le fort qui commande le môle de la ville. La petite garnison qui se trouvait dans ce poste essaya en vain de se défendre : foudroyés par le feu des frégates anglaises et pressés du côté de terre par les insurgés, les Français furent obligés de se rendre. Telle était la disposition des esprits, que, malgré la présence des Anglais, les Napolitains furieux égorgèrent tous leurs prison-

1799 — an VII. Italie.

niers, à l'exception d'un seul officier qui parvint à s'échapper.

Cependant les habitants du parti des Français, s'étant retranchés dans un des quartiers de la ville, se défendaient avec énergie, et ripostaient au feu des Anglais par celui de quelques chaloupes canonnières qui se trouvaient dans le port. Cette résistance n'aurait pu se prolonger longtemps, si l'officier dont nous venons de parler, et qui avait réussi à se sauver, ne fût venu avertir le général Macdonald : celui-ci se hâta de faire passer du secours aux patriotes napolitains. Deux chaloupes canonnières et deux galiotes à bombes longèrent la côte, tandis que, dans la nuit du 27 au 28 avril, le général Sarrazin s'avança sur la ville avec une colonne d'infanterie et de cavalerie. Macdonald revint de Caserte à Naples, et, s'étant transporté à la tour de l'Annonciade, ordonna toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'ennemi.

Sur ces entrefaites, le général Sarrazin était arrivé sur les bords du Sarno, et s'avançait pour attaquer les insurgés. Ceux-ci et les troupes de Sicile, amenées par les Anglais, avaient garni la route d'artillerie; mais les Français, passant par les jardins, tournèrent les batteries, attaquèrent de flanc, et, après avoir culbuté les insurgés, parvinrent à rentrer dans le fort. Un des bâtiments anglais, qui s'était approché de la tour de l'Annonciade, se voyant maltraité par les chaloupes canonnières et les galiotes à bombes, gagna la pleine mer, et fut suivi par l'autre frégate. Pendant que ceci se passait, une autre colonne française, sous les ordres du général Watrin, s'était dirigée sur la Cava, Vietri et Salerne pour dissiper un autre rassemblement qui se formait sur ce point. Un détachement d'Anglais récemment débarqués en formait le noyau, et cherchait à étendre le feu de l'insurrection, en recrutant au nom du roi des Deux-Siciles, organisant des régiments, et distribuant des armes et des munitions. Watrin marcha sur les différentes bandes déjà formées, les battit, et leur tua 2,000 hommes. Toute l'artillerie, les armes et les munitions débarquées par les Anglais tombèrent entre les mains des troupes françaises. Après ces deux expéditions, les généraux Watrin et Sarrazin vinrent joindre le quartier général à Caserte, où arriva également le reste de la division Olivier.

Macdonald ne crut pas devoir retarder plus longtemps sa retraite; et, le 7 mai, il leva son camp de Caserte, en laissant garnison dans les forts de Naples, à Capoue, Gaëte et Pescara. L'armée marcha sur deux colonnes : la première, où se trouvaient les deux divisions Olivier et Lemoine, prit la route de droite par San-Germano et Isola; la seconde, composée du quartier général, du grand parc d'artillerie, de la réserve et de la division de cavalerie, suivit la route de gauche dite de la *Marine*, parce qu'elle s'éloigne rarement du rivage de la mer. La division Olivier, marchant en tête de la colonne de droite, bivouaqua, le 10 mai, au village de Torre, situé sur une hauteur. Le lendemain, l'avant-garde de cette division, en débouchant dans la plaine qui est en avant de San-Germano, fut accueillie par un feu très-vif d'artillerie, partant des remparts de cette petite ville, déjà occupée par les insurgés, qui voulaient démontrer ainsi aux Français la résolution de leur interdire le passage. Les généraux Olivier, Watrin et l'adjudant général Thiébault se portèrent en avant avec un escadron de chasseurs et quelque artillerie légère pour reconnaître les dispositions de l'ennemi. Un obusier, qui tira sur la ville, mit de suite le feu à quelques maisons; et, l'incendie effrayant les insurgés, ceux-ci abandonnèrent précipitamment la ville, où le détachement français entra presque aussitôt. Les chasseurs sabrèrent une partie de l'arrière-garde ennemie, au moment où celle-ci atteignait les montagnes qui sont derrière San-Germano.

1799—an VII. Italie.

Les deux divisions Olivier et Lemoine bivouaquèrent, le 11, à Arce, et se portèrent le lendemain sur Isola. Cette ville, forte par la position que son nom indique, est placée à l'endroit où le Garigliano, tombant d'une hauteur de plus de cent pieds, forme une des plus belles cascades connues en Europe : les insurgés du pays en avaient fait leur quartier général. De grandes difficultés s'opposaient à ce que les Français s'emparassent de cette ville : le Garigliano n'était pas guéable; les insurgés paraissaient vouloir se défendre jusqu'à la derniere extrémité; et cependant c'était le seul point par où l'artillerie, l'ambulance et les bagages des deux divisions pussent effectuer leur passage. Dans la nécessité où les Français se trouvaient de tenter cette

1799 - an VII. Italie. entreprise, il convenait que l'attaque fût prompte; car les troupes étaient sans distributions depuis deux jours, et tout retard aurait exposé l'armée à se débander pour chercher à subsister : une pluie abondante qui tombait depuis quelque temps avait abîmé tous les chemins, et il eût presque été impossible de rallier les troupes.

Le général Olivier, arrivé le premier devant Isola avec sa division, marchant toujours en tête, résolut donc d'attaquer Isola par les deux rives du Garigliano. La 30e demi-brigade de ligne fut chargée de l'attaque sur la rive droite; mais il fallait passer cette rivière, et nous avons dit qu'elle n'était point guéable; l'intelligence des officiers et le zèle des soldats parvinrent à surmonter cet obstacle. On construisit quelques radeaux, et le passage s'effectua moitié à pied sec et moitié à la nage. Le reste de la division suivit la rive gauche, et arriva devant la ville à dix heures du matin. La 30e demi-brigade, placée sur la rive droite, devait servir à couper la retraite à l'ennemi, si la division parvenait à le forcer. Le général Watrin fit les dispositions d'attaque; mais, avant de la commencer, il envoya un parlementaire pour exposer aux insurgés que, l'armée se retirant, ils n'avaient rien à gagner en s'opposant à son passage, et qu'il était même de leur intérêt de le favoriser. La ville fit feu sur le parlementaire et ne lui permit pas de remplir sa mission : il fallut donc employer la force. Les insurgés se défendirent avec un acharnement tel, que l'attaque, qui avait commencé à dix heures et demie, se prolongea jusqu'à trois heures; Isola n'avait cependant pour défense qu'une mauvaise muraille et des maisons crénelées. Les Français parvinrent néanmoins à débusquer les insurgés des postes qu'ils occupaient jusqu'au pont de la ville, qui avait été coupé; heureusement, il en restait encore deux poutrelles, sur lesquelles passèrent quelques compagnies de grenadiers, conduites par l'adjudant général Thiébault, malgré la difficulté et les périls d'une pareille traversée. Thiébault fit aussitôt rétablir le pont, sous le feu même des assiégés, qui résistaient toujours, et le général Watrin pénétra alors avec le reste de la division. Malheureusement, la 30e demi-brigade, retardée dans son mouvement,

n'arriva pas à temps au point qui lui avait été assigné, afin de couper la retraite aux insurgés. Ceux-ci réussirent à se sauver par le côté opposé à celui de l'attaque. La ville d'Isola eut à souffrir de cette entreprise de vive force, dont le général Watrin voulait si généreusement lui epargner le résultat. Animés par le désir de la vengeance et par le souvenir de la conduite atroce que les insurgés avaient tenue jusqu'alors envers eux, les soldats français se répandirent dans les différents quartiers de la ville pour la mettre au pillage et massacrer les habitants rebelles : le vin, qu'ils trouvèrent en abondance, et qui les plongea dans l'ivresse, augmenta encore la fureur et le désordre; il devint impossible d'arrêter le cours de tous les excès dont les soldats, devenus sourds à la voix de leurs officiers et des généraux, se rendirent coupables. Enfin, dans la nuit, malgré les torrents de pluie qui tombaient depuis vingt-quatre heures, les flammes achevèrent de faire d'Isola un monceau de cadavres, de boue et de ruines.

1799 — an VII. Italie.

Cette petite ville était la dernière du royaume de Naples que les Français eussent à traverser, et c'est par cette raison que les insurgés s'y étaient portés, dans l'espérance d'arrêter l'armée et de la désorganiser. Le lendemain, 13 mai, l'avant-garde entra sur les terres de l'État ecclésiastique. Elle devait se porter à Veroli, à sept milles d'Isola; des chemins affreux, des montagnes escarpées à franchir rendaient ce trajet fort difficile. Cependant les Français arrivèrent, le soir même et le lendemain, dans cette ville, et y furent accueillis par les habitants avec des démonstrations de joie et de bienveillance qui contrastaient singulièrement avec les dispositions des habitants du pays qu'on venait d'abandonner[1].

Après avoir traversé rapidement les villes de Ferentino, Valmontone et Frascati, l'armée de Naples arriva successivement à Rome dans les journées des 16 et 17 mai. Macdonald, pressé de se rendre en Toscane, séjourna fort peu de temps dans la capitale du monde chrétien; et, pour rendre désormais

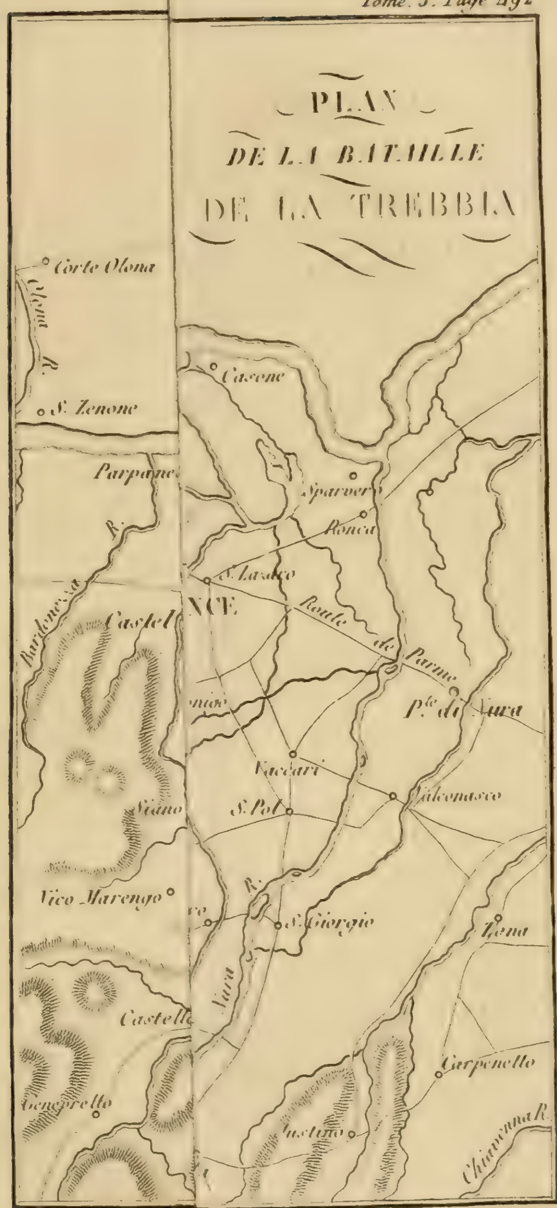
[1] Ce fut dans le trajet de Veroli à Rome que les deux colonnes de l'armée de Naples se rejoignirent. Celle où se trouvait le général Macdonald, en suivant, comme nous l'avons dit, le bord de la mer, n'avait rencontré aucun obstacle dans sa route.

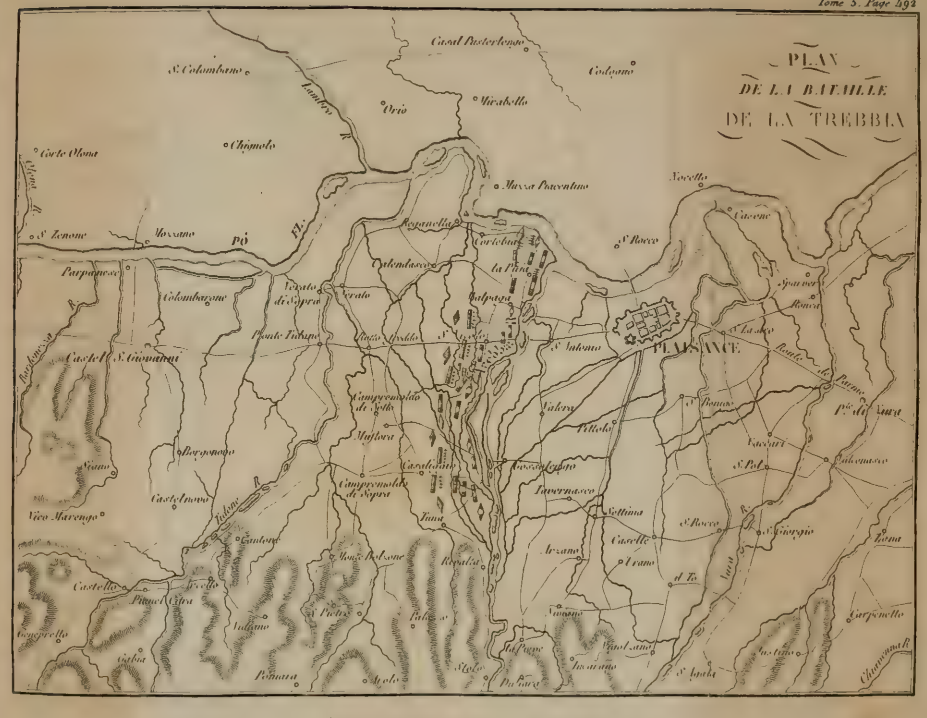
1799 - an VII. Italie. sa marche plus rapide, il y abandonna la plus grande partie de ses gros équipages, et ne garda que l'artillerie et les munitions qui lui étaient indispensables. L'extrait suivant du journal de ses mouvements fera voir avec quelle rapidité il s'avançait vers son but.

Partie de Viterbe le 17 mai, l'armée passa le 20 à Bolzena, le 21 à Acquapendente, le 22 à Radicofani, le 23 à Buonconvento, le 24 à Sienne, le 25 à Barberino, le 26 à Florence. Les généraux Gauthier, Miollis et Vignolles, qui se trouvaient en Toscane, facilitèrent la marche du général Macdonald. Gauthier avait formé un camp d'observation entre Florence et Bologne; une brigade, sous les ordres de Vignolles, avait été dirigée vers Sienne; et ce général avait fait de si bonnes dispositions dans cette partie des Apennins que l'armée de Macdonald devait traverser, qu'il parvint à en garder tous les débouchés et à conserver libres tous les passages.

Nous avons dit que les Austro-Russes avaient préparé depuis longtemps les moyens de porter obstacle à la jonction de l'armée de Naples avec celle d'Italie. Le général Kray, d'après les instructions particulières du cabinet de Vienne, pressait avec vigueur le siége de Mantoue, lorsqu'il reçut, le 19 mai, du généralissime Souwarof, l'injonction pressante de suspendre les opérations de ce siége, de le convertir en blocus, et de former un corps d'armée de toutes ses troupes disponibles avec les divisions des généraux Ott et prince de Hohenzollern. La division du général Lattermann et quelques corps tirés des garnisons de Trieste, de Venise et de Vérone, furent destinés à remplacer devant Mantoue les forces dont on disposait ainsi. Kray quitta son quartier général de Borgoforte le 22 mai, et sa première opération fût de presser l'entière évacuation du Bolonais, que les Français, sous les ordres du général Montrichard, s'obstinaient encore à défendre pied à pied, parce que c'était un des points par ou l'armée de Macdonald pouvait effectuer sa retraite. On a vu toutefois que ce dernier avait atteint le territoire toscan : les villes de Livourne et de Lucques avaient été mises en état de defense, afin de se ménager une dernière retraite vers la mer si la jonction des deux armées ne pouvait pas s'effectuer.

De son côté, le général Ott s'avanca vers Modène et Reggio


PLAN
DE LA BATAILLE
DE LA TREBBIA
Corte Olona
Olona R.
Casene
S. Zenone
Parpane
Sparvero
Ronca
S. Lazaro
NCE
Route de Parme
Castel
Bardonezza R.
P.te di Nura
Vaccari
Valconasco
S. Pol
Siano
Vico Marengo
S. Giorgio
Zena
Nura
Castell
Carpenello
Genepretto
Chiavenna R.



4 8 12 16 Kilomètres

pour s'emparer de ces deux villes. Informé que les Français occupaient le poste important de Pontremoli, dans les Apennins, sur l'extrême frontière de la Toscane et de l'État de Gênes, le général autrichien y dirigea un fort détachement, chargé de s'en rendre maître, ainsi que des positions de Massa et de Carrara sur la route de Pise. Cette entreprise réussit : les Français, trop inférieurs en nombre, abandonnèrent ces positions ; mais elles étaient trop importantes pour la communication de la Toscane avec le territoire ligurien et le général français fit de grands efforts pour les réoccuper. On verra plus bas quel fut le résultat de cette attaque.

Macdonald était à peine arrivé à Florence, qu'il s'occupa des moyens d'améliorer sa position et de se mettre en communication avec le général Moreau. Tous les détachements, inutilement disséminés dans la Toscane, furent réunis à l'armée ; le même parti avait été pris à l'égard d'une partie des troupes que le général de l'armée de Naples avait trouvées cantonnées dans l'État ecclésiastique ou république romaine. Ces divers détachements, formant 9 ou 10,000 hommes, furent placés sous les ordres du général Montrichard, et portèrent ainsi la force effective de l'armée de Macdonald à 28,000 hommes environ : car, après avoir laissé des garnisons au fort Saint-Elme de Naples, à Capoue et à Gaëte, pour contenir la population insurgée ; à Rome, à Civita-Vecchia et dans d'autres postes, pour protéger la retraite de ses arrière-gardes, il restait encore au général en chef 18,000 hommes et trente pièces de canon. Ces forces et celles que commandait Montrichard, jointes à la division du général Victor, détachée par Moreau de l'armée d'Italie, et qui s'était avancée vers la Toscane, allaient mettre Macdonald en état de tenir la campagne.

Vers ce même temps, le général Kray, ayant établi son quartier général et sa réserve à Castelluccio, s'occupait, ainsi que nous l'avons dit, du double soin de surveiller le blocus de Mantoue et de presser les Français dans le Bolonais. Toutefois, malgré les efforts des troupes envoyées à cet effet, le général autrichien n'avait pu réussir à se rendre maître de Bologne, et l'occupation de cette ville par les Français couvrait puissamment le flanc des colonnes de Macdonald. Obligé de renoncer

1799 — an VII. Italie.

à l'espoir de s'emparer de Bologne, le général Kray se rabattit sur les postes qui avoisinent cette ville, tels que Forli, Cervia, Lugo, entre Ravenne et Bologne, Cesena et Rimini, qui furent tous occupés par les troupes impériales. Cette dissémination des forces de Kray, étendue encore à d'autres points, était toujours la conséquence du système fautif des Autrichiens, empressés de former des cordons, de multiplier leurs postes sans motifs, et elle les empêcha de rien entreprendre contre Macdonald. Le gros de la division du général Ott, campé à Fornovo, se trouvait éloigné de plus de 15 lieues de l'importante position de Pontremoli, dont il venait de s'emparer. Les généraux Hohenzollern et Klenau occupaient fort inutilement les duchés de Parme et de Plaisance, qu'ils mettaient à contribution, au lieu de marcher à l'ennemi. On évalue à plusieurs millions le pillage fait dans le seul duché de Parme.

Macdonald sut mettre à profit cette négligence de ses adversaires, en cherchant à dégager les accès en deçà et au delà des Apennins, et à s'ouvrir une communication sur Gènes, afin de s'entendre avec le général Moreau pour les opérations ultérieures. La droite de l'armée française, formée par les troupes du général Montrichard, s'avança dans le Bolonais dans les premiers jours de juin, attaqua la division du général Klenau, qui tenait Bologne assiégée, repoussa les Autrichiens, et les força également à lever le siége du fort d'Urbino. La brigade du général Clausel fut laissée dans Bologne, et Montrichard, avec le reste de ses troupes, se mit à la poursuite de Klenau, et le força de rentrer dans les duchés de Parme et de Plaisance. La gauche, commandée par le général polonais Dombrowsky, fut chargée de reprendre la position de Pontremoli, dont l'occupation devenait nécessaire pour passer dans l'État de Gênes. On a vu que le général Ott se trouvait trop éloigné pour s'opposer à temps à cette entreprise : aussi le détachement laissé par lui à Pontremoli fut-il obligé de capituler après une courte résistance. Dombrowsky occupa également Massa et Carrara, postes non moins essentiels pour rester maître de la chaine des Apennins qui sépare la vallée de la Varra de celle du Taro. Le général Victor, qui s'était avancé, de son côté, par la rivière du Levant, put alors opérer sa jonction avec le géné-

ral Dombrowsky, et, dès ce moment, la communication avec Gênes fut rétablie. 1799 — an VII. Italie.

Macdonald en profita pour proposer au général Moreau un plan d'opérations qui ne tendait à rien moins qu'à débloquer Mantoue et à couper la ligne d'opérations de Souwarof en Italie. Voyant que ce généralissime avait partagé ses forces en deux grands corps, dont l'un, sous son commandement direct, était en Piémont, et l'autre, commandé par Kray, était dans le Mantouan, les duchés de Parme, Plaisance, Modène, la légation de Bologne, etc., le général en chef de l'armée de Naples pensa qu'en se jetant précipitamment dans l'intervalle de ces deux corps, on pourrait peut-être réussir à les battre successivement, et délivrer ainsi l'Italie par une manœuvre hardie, digne des conceptions du vainqueur d'Arcole, de Rivoli et de la Favorite. Macdonald invita donc Moreau à s'avancer, avec l'armée d'Italie, par la rivière du Levant sur Pontremoli, en suivant la même route qu'avait tenue le général Victor, et à descendre ensuite par la vallée du Taro, pendant que lui, général en chef de l'armée de Naples, après avoir traversé les Apennins à la hauteur de Modène, et culbuté les corps autrichiens qui se trouvaient dans cette direction, marcherait par Reggio et Parme, pour opérer la réunion des deux armées entre cette dernière ville et Plaisance.

Moreau parut d'abord adopter ce plan, dont il saisit toute l'importance. Quittant sa position du col de Tende dans les premiers jours de juin, renforcé de quelques bataillons qui étaient arrivés depuis peu à Nice, et qui marchèrent par Oneglia sur Gênes, il défila par sa droite et entra dans le pays ligurien. Son armée suivit le pied des Apennins, dont il etait maître, et qui couvraient la gauche, et vint prendre une position avantageuse à la tête de la vallée et vers les sources du Tanaro, par delà Ceva, et à quelques lieues des côtes de la Méditerranée. Pour donner le change à l'ennemi et l'empêcher de rendre ce mouvement inutile, Moreau ne fit d'abord d'autres démonstrations que celles qui pouvaient faire penser que son seul but était de recevoir quelques secours attendus par mer. La flotte partie de Brest sous le commandement de l'amiral Bruix, et qui, peu de temps auparavant, était entrée à Toulon, venait

1799 — an VII. Italie.

de sortir de ce port. Moreau fit répandre à dessein le bruit que cette flotte lui amenait un renfort de 15,000 hommes; et cette nouvelle fut même annoncée dans les papiers publics, avec toutes les circonstances qui pouvaient la rendre vraisemblable[1]. C'était ainsi que le général de l'armée d'Italie espérait dérober le véritable but de sa marche, et attirer sur lui seul toute l'attention de Souwarof. Il donna par suite toute la publicité possible à son arrivée sur le territoire ligurien, et manœuvra ostensiblement comme si, dans l'attente présumée des secours arrivant de Toulon, il avait dessein de pénétrer dans le Montferrat et de marcher sur Alexandrie pour en débloquer la citadelle. Ces moyens réussirent en effet à tromper les Austro-Russes au point que le général Mélas, dans une dépêche qu'il adressait à Souwarof, engageait celui-ci à prendre des mesures pour renforcer son camp d'Alexandrie.

Pendant que les alliés se disposaient ainsi à recevoir dans le Monferrat le général Moreau, celui-ci marcha rapidement sur Gênes avec à peu près 20,000 hommes, appelant à lui les troupes liguriennes et le petit nombre de Français que le général Pérignon commandait dans cette partie. A son arrivée à Gênes, le général en chef prit les mesures les plus efficaces pour étouffer les germes de mécontentement qui commençaient à éclater dans cette république; et, pour continuer à cacher le but de ses opérations ultérieures, il publia une proclamation par laquelle il s'efforçait de relever le courage et d'exciter le dévouement des Génois, en leur annonçant l'arrivée de puissants renforts envoyés par le gouvernement français, et l'intention où il était lui-même d'empêcher les alliés d'envahir le territoire ligurien. Toutefois le plan d'opérations conçu par Macdonald, et qui devait changer la face des affaires en Italie, allait échouer par une fatalité qu'on ne peut cependant pas s'empêcher d'attribuer à la trop grande circonspection, tranchons le mot, à l'irrésolution du caractère de Moreau, défaut capital de ce guerrier, et que nous avons déjà signalé, dans sa campagne d'Allemagne, en 1796.

Vers le 8 juin, Macdonald avait arrêté à peu près toutes les

[1] La flotte de Bruix se trouvait effectivement alors sur les côtes de Ligurie.

dispositions de ce plan concerté avec Moreau, et que celui-ci paraissait disposé à exécuter en ce qui le concernait. Après avoir laissé à Florence une partie des troupes commandées par le général Rusca, le général en chef de l'armée de Naples partit de son quartier général de Lucques, joignit son camp a San-Pelegrino, près de Pistoia, et s'avança avec le centre de son armée dans la direction de Modène. La droite, formée par la division Montrichard et par l'autre partie des troupes du général Rusca, quitta, ce même jour (8 juin), Bologne et Castel-Franco : elle devait tourner Modène, et passer le Panaro entre cette ville et le Pô. Les deux divisions Victor et Dombrowsky, qui formaient la gauche, se dirigèrent, la première, de Pontremoli sur Fornovo ; la seconde, de Fevizzano sur Reggio. 1799 – an VII. Italie.

En descendant la partie des Apennins qui sépare, du côté de Pistoia, la Toscane du Modénois, la division du centre, commandée par le général Olivier, rencontra, le 10 juin, les avant-postes du prince de Hohenzollern, et les repoussa jusqu'à Cassino-Brunetti, à une petite demi-lieue de Modène. Le lendemain, une action assez vive s'engagea entre cette même division et le corps autrichien : la cavalerie des deux partis fournit plusieurs charges, dont l'avantage resta aux Français, commandés par le général Forest ; mais le prince de Hohenzollern ayant fait avancer le régiment d'infanterie de Preiss, commandé par le colonel Wedenfels, celui-ci fit charger à la baïonnette la cavalerie française, qui se replia. Ce mouvement, que le général autrichien fit appuyer par d'autres bataillons, le rendit maître de Sessuolo, ce qui lui permit de conserver sa communication avec Reggio, par l'occupation de plusieurs autres postes intermédiaires. Le 12, Macdonald renouvela cette attaque contre Hohenzollern avec toutes les troupes du centre : le combat fut opiniâtre et sanglant, et la cavalerie surtout montra un acharnement extraordinaire. Le général Forest fut tué, et Macdonald lui-même fut blessé assez grièvement [1]. Contraints de faire leur retraite, les Autrichiens

[1] Ce fut par suite d'un incident assez bizarre. Le prince de Hohenzollern avait au nombre de ses troupes un corps d'émigrés français, connu sous la dénomination de *legion de Bussy*. Une cinquantaine de cavaliers de cette légion avaient été detachés pendant l'action. Lorsque les Autrichiens furent repoussés, le detachement se trouva coupé, et séparé, non-seulement

1799 - an VII. Italie. abandonnèrent Modène, qui avait été envahi et pillé pendant le combat. Le prince de Hohenzollern eût été coupé sur la rive gauche de la Secchia, par les troupes françaises qui occupaient Rubiera et Scandiano, si le général Klenau, en arrêtant les deux divisions Montrichard et Rusca, qui venaient de Bologne, n'eût favorisé la retraite de la division autrichienne du côté de la Mirandole. Suivi de près par les Français, le prince de Hohenzollern ne dut peut-être son salut qu'au régiment de Preiss, déjà cité, formant l'arrière-garde, et qui se fit hacher pour sauver le reste des troupes. Ce fut pendant ce temps que Klenau s'avança, après avoir repoussé les deux divisions que nous venons de nommer; mais il dut suivre le mouvement de Hohenzollern, et se retira lui-même sur Cento et Ferrare.

Le général Kray, à la première nouvelle du mouvement de Macdonald, avait fait retirer l'artillerie de siége des attaques de Mantoue, enlever le pont de Casal-Maggiore et tous les autres sur le Pô, et était venu prendre position sur la rive gauche, avec un corps de 10,000 hommes et quelques bandes de paysans armés, afin d'empêcher le passage du fleuve et de couvrir toujours le blocus de Mantoue. En examinant la situation des choses, on peut remarquer qu'il était facile à Macdonald, après avoir repoussé le général Hohenzollern, d'exécuter le passage du Pô, de battre le général Kray, de s'avancer sur Mantoue, et, débloquant cette place, d'y faire entrer des vivres, de renforcer la garnison,

de son corps, mais aussi du reste des troupes de Hohenzollern. Ces Français expatriés, dans la conviction qu'il n'y avait plus de salut pour eux que dans le courage du désespoir, résolurent de se faire jour à travers les nombreux ennemis dont ils étaient entourés. Ils se jetèrent donc sur les premiers postes qu'ils rencontrèrent, avec une impétuosité telle, qu'il fut impossible de les arrêter. C'est ainsi qu'ils parvinrent jusqu'au lieu où se trouvait le général en chef Macdonald, qui n'avait en ce moment avec lui que quelques officiers d'état-major et quelques soldats d'ordonnance. Cette petite troupe mit sur-le-champ le sabre à la main pour repousser l'agression des chasseurs de Bussy. Il s'engagea une lutte dans laquelle Macdonald, combattant à la tête des siens, fut blessé. Les chasseurs, après avoir perdu quelques hommes, poursuivirent leur course impétueuse, traversèrent Modène, alors occupé par les troupes françaises, et où il fallut combattre encore; enfin, ayant fait des prodiges de valeur, et réduits au nombre de sept, ces braves, dignes du nom de Français, rejoignirent le quartier général autrichien vers la Mirandole.

et de contraindre le général autrichien à renfermer ses troupes dans les places de Pizzighettone, Ferrare, Peschiera, Vérone et Porto-Legnago. Plusieurs militaires distingués ont blâmé le général français de n'avoir point exécuté cette opération, au lieu de suivre le plan concerté avec Moreau ; ils se fondent sur ce que ce dernier plan présentant de grandes difficultés comme l'expérience l'a démontré, l'opération dont nous parlons devait être préférée, comme la plus sûre, sauf à combiner ensuite de nouveaux moyens, de concert avec le général en chef de l'armée d'Italie.

Quoi qu'il en soit, l'avantage remporté sur le général Hohenzollern ayant rendu la grande route libre, Macdonald s'avança, ainsi qu'il en était convenu avec Moreau, entre Parme et Plaisance. Il rassembla son armée vers Reggio, entra le 14 à Parme, et le 15 à Plaisance. Le lendemain de son arrivée dans cette dernière ville, il ordonna de commencer les attaques contre le château ; mais auparavant, et pour que sa marche ne fût point retardée, il avait détaché sa division d'avant-garde à la poursuite de Hohenzollern, en ordonnant au général Olivier de répandre le bruit que cette division se rendait à San-Benedetto pour y passer le Pô et essayer de débloquer Mantoue.

Macdonald fut très-surpris, à son arrivée dans Plaisance, de ne point y trouver de nouvelles du général Moreau. Il devait d'autant mieux s'attendre à rencontrer les éclaireurs de l'armée d'Italie, que sa propre marche sur Plaisance avait nécessairement laissé libre la route que les troupes de Moreau auraient pu suivre ; mais celui-ci avait réfléchi qu'en s'avançant sur Plaisance il pouvait lui-même compromettre Gènes et s'exposer à perdre toutes ses communications avec la frontière de France. Au lieu donc de répondre à l'attente de Macdonald, il était resté à Gènes, et s'était contenté d'envoyer sur Bobbio et la vallée de la Trebia un détachement sous les ordres du général Lapoype. Cette modification singulière, apportée dans un plan convenu et arrêté d'avance, allait avoir un résultat funeste pour Macdonald, et l'exposer à recommencer une retraite bien aventureuse.

En effet, les alliés n'avaient pas pu fermer les yeux sur la marche du général Macdonald vers Plaisance. Dès le 10 juin, le général Mélas s'était mis en mouvement sur Alexandrie, et les

1799 — an VII. Italie. renforts qu'il avait envoyés de cette ville au général Ott firent replier la division du général Olivier, en marche, comme nous l'avons dit, sur San-Benedetto. Le général Bellegarde s'était également rendu à Alexandrie; et Souwarof, qui avait cru devoir presser par sa présence le siége de la citadelle de Turin, averti par le général Kray du succès de la marche de Macdonald, laissa au général Kaim le soin de continuer le siége, et se dirigea aussi sur Alexandrie avec un corps de troupes assez considérable. Le général Seckendorf reçut l'ordre d'aller se placer avec sa division entre Ceva et Orti, afin d'inquiéter le général Moreau, que le général Wukassowich devait en outre harceler du côté d'Ormea. Souwarof arriva, par une marche forcée, le 16 juin au matin, à Alexandrie. Dans la soirée du 17, il porta son quartier général à Castel-San-Giovanni, à deux petites lieues en deçà de Plaisance, sur la rive gauche du Tidone. La plupart des colonnes de l'armée alliée se trouvaient rassemblées entre Tortone et Plaisance, et pouvaient former un total de 45 à 50,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie : Souwarof était décidé à livrer bataille sur les bords du Tidone. En quittant Turin et remettant au général Kaim le soin d'accélérer la prise de la citadelle, il avait écrit à celui-ci : « Mon cher Kaim, je pars pour Plaisance; je vais battre Macdonald; prenez promptement la citadelle de Turin, afin que je ne chante pas le *Te Deum* avant vous. » Arrivé à Castel-San-Giovanni, le généralissime adressa à ses troupes un ordre du jour terminé par cet étrange passage : « On ne fera point de quartier, ce n'est pas mon habitude; mais, au contraire, combattez, attaquez avec le sabre et la baïonnette, taillez en pièces, égorgez vos ennemis, en poussant les cris accoutumés : *hurra, hurra!!!* »

Macdonald, privé de la coopération du général Moreau, n'en prit pas moins la résolution de combattre, en épargnant à Souwarof le soin de le prévenir. Le 17 juin, après avoir rallié l'aile gauche, commandée par Victor, il s'établit avec son armée sur la rive droite de la Trebia. Le général Ott, repoussé, comme on l'a vu, par les Français, formait alors l'avant-garde de Souwarof, et se trouvait en avant du Tidone. Macdonald fit attaquer cette troupe, qui se replia sur Rottofreddo et repassa le Tidone vers Castel-San-Giovanni, où elle fut poursuivie par les troupes

légères que commandait le général Salm ; mais, à ce moment, le général Ott se trouva soutenu par l'avant-garde du général Mélas, commandant la gauche de l'armée alliée, formée des divisions du prince Bagration et du général Frœlich. Cette circonstance permit à Ott de repousser à son tour le général Salm, qui se replia rapidement sur le gros de l'armée. Ce premier succès engagea Souwarof à faire avancer ses troupes pour tenter sur-le-champ le passage de la Trebia , guéable partout. Macdonald avait rangé ses troupes en bataille sur l'autre rive, et attendait son ennemi de pied ferme. Son artillerie, disposée sur les bords du torrent, commença sur les colonnes austro-russes un feu d'autant plus meurtrier, que la position dominait la rive opposée. Pendant ce temps, le général Salm ralliait ses troupes derrière la ligne française : le feu de l'artillerie suffit pour arrêter les colonnes ennemies ; effrayés du ravage que la mitraille opérait dans leurs rangs, les Austro-Russes se retirèrent entre la Trebia et le Tidone. La brigade du général Salm avait beaucoup souffert, lui-même avait été blessé ; mais la perte de l'ennemi, écrasé par l'artillerie, égalait au moins celle des Français.

Le lendemain 18, le combat dut recommencer avec plus de vivacité et d'acharnement : Souwarof avait fait pendant la nuit toutes les dispositions nécessaires pour livrer une bataille décisive, et Macdonald s'était également préparé à la recevoir. L'aile droite de l'armée française, composée de la division Olivier et de la brigade détachée du général Salm, s'étendait vers le Pô ; l'aile gauche était formée par les troupes polonaises du général Dombrowsky, et par la division commandée par le général Rusca ; au centre se trouvaient les divisions Montrichard et Victor ; la réserve était sous les ordres du général Watrin ; Macdonald avait son quartier général entre Plaisance et la Trebia. Souwarof avait partagé son armée en quatre fortes colonnes : les deux de gauche, sous les ordres de Mélas, et composées des divisions Ott et Frœlich, devaient se diriger sur Ponte di Nura par Calendasco et par la chaussée à droite de Plaisance ; celles de droite, dirigées par le généralissime, étaient composées des divisions russes aux ordres des généraux Rosemberg, prince Bagration, Forster et Schweikowski : elles

avaient ordre de se diriger par le centre sur Vaccari, et par la droite sur Rivalta et San-Giorgio, pour envelopper l'aile gauche des Français.

Les alliés voulaient entamer l'action par leur droite, sur la gauche de leurs adversaires. Toutefois la difficulté des chemins et la fatigue des troupes avaient tellement retardé leur marche sur ce point, que le prince Bagration, formant l'avant-garde, n'arriva qu'à deux heures après midi en présence des Français : ceux-ci, voyant les Russes s'approcher, s'étaient portés en avant, et ils engagèrent l'action par une vive fusillade. Le feu fut si vif et si bien dirigé, que d'abord la confusion se mit dans les premiers bataillons ennemis : les Français voulurent en profiter pour charger à la baïonnette ; mais le prince Bagration fit charger sa cavalerie, dont les Français ne purent soutenir le choc, et qui les força à se replier sur leur ligne. Macdonald, qui vit cet échec, envoya des renforts tirés de la division Victor. Le combat continua avec vigueur, et il durait depuis plusieurs heures lorsque le général Rosemberg, qui commandait l'infanterie russe, fit renforcer l'attaque par la division du général Schweikowski : alors il n'y eut plus d'autres manœuvres qu'un choc furieux entre les deux lignes. Le carnage se prolongea jusqu'à la nuit ; et les troupes de l'aile gauche française, désespérant de se maintenir, se retirèrent sur les deux rives de la Trebia.

Cependant la colonne du lieutenant général russe Forster, qui avait marché vers le centre, précédée d'une avant-garde de troupes légères (de pulks de cosaques et d'un escadron du régiment de Lowenher), avait attaqué les grand'gardes du général Olivier, entre le Tidone et la Trebia. Les Français repoussèrent d'abord cette colonne ; mais Forster, ayant reçu un renfort que lui envoya le général Frœlich, revint à la charge, fit plier le général Olivier, et le força à se retirer vers le centre de l'armée.

L'aile gauche des alliés, qui, indépendamment des deux divisions Ott et Frœlich, réunissait encore une troupe de cosaques et quatre escadrons, avait attaqué également la droite de l'armée de Macdonald. Après une resistance longtemps opiniâtre de la part des Français, le combat se termina par la retraite de

ceux-ci sur la Trebia, d'après l'ordre qu'ils en reçurent du général en chef. 1799 – an VII. Italie.

Cette lutte sanglante, qui avait duré sur toute la ligne jusqu'à la nuit close, était cependant sans résultat, puisque les deux partis se retirèrent également dans leur position du matin. La perte des Français et des Austro-Russes paraît avoir été balancée; mais la gloire du combat était sans doute du côté des premiers, puisque, avec moins de 30,000 hommes et une cavalerie bien inférieure à celle de l'ennemi, Macdonald avait soutenu, sans perdre de terrain, le choc de près de 50,000 combattants.

Un pareil essai devait peut-être suffire au général français, et sa réputation ne pouvait pas être compromise, si, prenant alors la détermination à laquelle il fut forcé vingt-quatre heures plus tard, il eût renoncé à l'espoir un peu hasardé de repousser l'armée nombreuse de son adversaire; mais Macdonald, comptant toujours sur la coopération du général Moreau, s'attendait d'un moment à l'autre à le voir arriver, et ne pouvait pas penser que celui-ci, renonçant à l'exécution du plan convenu entre eux, n'aurait pas même tenté de lui donner avis de ce changement d'opinion. Macdonald craignait, en se retirant devant les Austro-Russes, de compromettre le général Moreau, qu'il supposait en marche pour le joindre, et de l'abandonner ainsi au choc des forces réunies par Souwarof. Il résolut donc de disputer de nouveau le champ de bataille et de tenter les chances d'un troisième combat, espérant que, pendant l'action, Moreau pourrait venir attaquer lui-même les Austro-Russes sur leurs derrières. Dans cette dernière hypothèse, le succès ne lui paraissait plus douteux, et il fit toutes ses dispositions en conséquence.

Le 19 juin, toute la ligne française s'ébranla à peu près dans le même ordre que la veille : l'infanterie légère du général Salm, disposée en tirailleurs, commença l'attaque. Vers les huit heures du matin, elle repoussa d'abord les avant-postes des alliés; les divisions françaises s'avancèrent ensuite en bon ordre; la première ligne de bataille entra dans le grand lit du torrent, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et le traversa malgré la mitraille et les obus que les Austro-Russes dirigèrent sur elle. Les troupes françaises se déployèrent ensuite sur la rive

1799 — an VII. Italie

opposée, attaquèrent les batteries que l'ennemi avait disposées en avant de sa ligne, et les emportèrent pour la plupart à la baïonnette. Ce mouvement impétueux, appuyé par un feu très-vif, jeta quelque désordre dans les premiers rangs de l'infanterie russe. Les troupes polonaises du général Dombrowski, formant une partie de l'aile gauche française, manœuvrèrent alors dans l'intention de tourner le flanc droit des alliés, tandis que la division Olivier, qui avait passé la Trebia à son embouchure, cherchait à déborder leur aile gauche, appuyée au Pô. Le prince Bagration, opposé au général Dombrowski, répondit d'abord à l'attaque de ce dernier par un feu très-vif de son artillerie, qui força les Français à arrêter leur mouvement. Une partie de la division Rusca vint soutenir les Polonais, qui, au moyen de ce renfort, marchèrent au pas de charge sur la division russe du général Schweikowski, la culbutèrent, et taillèrent en pieces un régiment entier, qui fut poursuivi jusqu'au village de Casaliggio, sur la route de Bobbio. Bagration fit alors avancer sa cavalerie, en même temps qu'une brigade autrichienne, commandée par le général-major Dursheim, accourait au secours du prince. La mêlée devint terrible. Après des efforts héroïques de part et d'autre, les alliés parvinrent cependant à faire reculer l'intrépide infanterie polonaise et française. Bientôt ralliée par le vaillant Dombrowski, elle revint une seconde fois à la charge, et ébranla à son tour les bataillons austro-russes. A ce moment, plusieurs batteries d'artillerie russe, conduites par le général Rosemberg, dirigèrent leur feu sur le centre de la ligne française, qu'elles parvinrent à rompre. Ramenant une troisième fois ses troupes à la charge, Dombrowski essaya vainement de percer la ligne ennemie : tous ses efforts furent inutiles. Enveloppée par des troupes russes qui la débordaient de toutes parts, la légion polonaise se forma en carré, se défendit longtemps avec tout le courage du désespoir, et fut presque anéantie. Forcée alors de se retirer, toute la gauche des Français quitta le champ de bataille, après y avoir perdu 1,000 morts, 500 prisonniers, un canon et trois drapeaux. D'après l'acharnement avec lequel on avait combattu de part et d'autre, on doit présumer que la perte des alliés en tués et en blessés ne fut guère moins considérable.

Le centre de l'armée française n'avait pas obtenu plus de succès. Au moment où les troupes, après avoir traversé le torrent de la Trebia, se développaient sur le champ de bataille, l'avant-garde de ce même centre, après avoir protégé le passage avec son artillerie, s'était avancée sur les premières gardes ennemies et les avait repoussées; mais la ligne austro-russe, déjà formée, reçut de pied ferme les Français. L'action devint alors des plus vives : à la fusillade succéda immédiatement une charge à la baïonnette, que les Russes reçurent avec une égale intrépidité; le combat ne fut plus qu'une véritable boucherie; les soldats se prenaient pour ainsi dire corps à corps, et ne cédaient qu'en perdant la vie. Pendant ce terrible engagement, le colonel autrichien Lowenher, à la tête d'une colonne de cavalerie, s'étant avancé à la faveur d'un terrain coupé qui dérobait son mouvement à la vue des Français, chargea impétueusement la cavalerie qui flanquait la division Montrichard, et la culbuta. Une demi-brigade d'infanterie légère que la fuite de la cavalerie française laissait à découvert, se croyant tournée, au lieu de se former en carré pour résister aux Autrichiens, prit l'épouvante, et se mit à fuir dans le plus grand désordre. L'étrange retraite de ce corps entraîna le reste de la division du général Montrichard, qui, malgré tous ses efforts pour rallier les fuyards, fut emporté par ces derniers. Souwarof se trouvait alors au centre de l'armée alliée; il s'aperçut de cette déroute, et en profita pour se jeter dans le vide de la ligne française avec sa réserve d'infanterie. La division Victor, qui combattait toujours et soutenait valeureusement les efforts que faisait le général Dombrowski sur la droite de l'ennemi, fut obligée de céder à des forces aussi imposantes que celles qui étaient conduites par Souwarof. C'est alors que la légion polonaise, combattant si vaillamment les troupes de Bagration, s'était trouvée enveloppée, et avait succombé presque tout entière. Les troupes du centre, poursuivies par la cavalerie ennemie, ne purent se rallier qu'après avoir repassé la Trebia.

1799 — an VII. Italie.

Disons maintenant ce qui s'était passé à la droite. On a vu que cette aile de l'armée française avait traversé la Trebia vers son embouchure, pour essayer de déborder l'aile gauche des alliés, et la priver de son appui sur le Pô. Le général Oli-

1799 — an VII. Italie.

vier, outre sa division, avait sous ses ordres la brigade du général Salm; et la réserve, commandée par le général Watrin, devait marcher en seconde ligne pour l'appuyer. Le général Mélas, posté sur la rive gauche de la Trebia avec une artillerie formidable, avait d'abord foudroyé les assaillants sans pouvoir toutefois les empêcher de passer le torrent et de se former sur la rive. L'infanterie autrichienne, intimidée par l'audace des Français, céda; et le général Salm, mettant à profit ce mouvement rétrograde, longeait déjà la chaussée du Pô, afin d'envelopper la gauche du général Ott, lorsque le prince de Hohenzollern, à la tête de la cavalerie autrichienne, chargea cette infanterie et la fit reculer. La cavalerie française s'étant avancée, les Autrichiens recommencèrent à charger sur elle et la culbutèrent sur les fantassins; mais comme la division Olivier avançait toujours, précédée de l'artillerie légère, elle protégea le ralliement des troupes culbutées, et plusieurs décharges à mitraille arrêtèrent le mouvement du prince de Hohenzollern; le désordre se mit même dans les rangs de la cavalerie ennemie, au point que, pour éviter le feu meurtrier de l'artillerie légère, les cavaliers autrichiens traversèrent les grenadiers du général Wuvermann, qui vit ainsi ses rangs rompus avant de s'être engagé. Si l'infanterie française eût continué d'avancer au pas de charge pour profiter de ce désordre causé par son artillerie, il y a lieu de croire que le succès eût couronné cette manœuvre, facile à exécuter. Quoi qu'il en soit, l'ennemi eut bientôt reformé ses rangs; les grenadiers autrichiens vinrent rétablir le combat; et le prince de Lichtenstein soutenant cette attaque avec le régiment de Sobkowitz, l'ennemi força la division Olivier, après deux heures d'un choc terrible, à se retirer derrière la Trebia, comme le centre et la gauche de l'armée. La brigade du général Salm, qui, après son ralliement, s'était soutenue contre la division du général Ott, cessant tout à coup d'être appuyée, et craignant d'être enveloppée par la cavalerie ennemie, suivit le mouvement de la division Olivier.

Tous les différents corps des deux armées avaient été aux prises dans cette sanglante bataille, tous avaient combattu avec un dévouement et une bravoure dignes d'éloges. La campagne entre le Tidone et Plaisance était jonchée de morts et de blessés,

le lit de la Trebia en était encombré; et, pendant quelques heures, les eaux de ce torrent prirent l'horrible teinte du Phlégéton de la fable. Plus de 15,000 hommes avaient péri dans les trois journées du 17 au 19 juin ; et, malgré tous les avantages que donnait à l'ennemi sa grande supériorité numérique, sa perte égalait au moins celle des Français. Ceux-ci eurent plus de 3,000 blessés, au nombre desquels se trouvèrent les généraux Olivier, Victor, Dombrowski, Rusca, Salm, Grandjean, et l'adjudant général Blondeau. Macdonald lui-même, toujours souffrant de la blessure qu'il avait reçue le 10 juin devant Modène, et qui l'avait contraint à se faire transporter sur un brancard pendant l'action, avait failli être blessé par l'explosion d'un obus tombé à ses côtés. Le général Cambray fut tué en chargeant avec intrépidité à la tête de sa brigade.

1799 — an VII
Italie

Du côté des alliés, les Autrichiens comptèrent 10 officiers supérieurs tués sur le champ de bataille et 70 blessés ; les Russes, 1 colonel et 40 officiers tués, 3 généraux, 3 colonels, 1 lieutenant-colonel, 5 majors et 35 officiers blessés.

La bataille de la Trebia, à laquelle les alliés donnèrent le nom de San-Giovanni, fut livrée à peu près sur le même terrain où, 2,000 ans auparavant, Annibal vainquit les Romains, commandés par le consul Sempronius. Comme la bataille d'Arcole, elle avait duré trois jours; et, malgré l'énorme différence du résultat de ces deux engagements mémorables et les fautes graves commises dans le dernier, nous répéterons qu'on ne peut pas refuser de payer un tribut d'éloges aux 30,000 Français commandés par Macdonald, pour le courage et la constance avec lesquels ils disputèrent la victoire a 50,000 Austro-Russes. On calcula que, dans les trois jours du combat, il avait été brûlé de part et d'autre plus de cinq millions de cartouches de fusil, et tiré au moins soixante-dix mille coups de canon. Les divisions françaises manquèrent un moment de munitions, et c'est alors qu'avaient eu lieu ces engagements à la baïonnette, et même au sabre, qui rendirent le carnage si effrayant.

Qui croirait que, malgre toutes les pertes qu'il avait éprouvées, malgré l'excessive fatigue de ses troupes et la pénurie où il se trouvait de munitions de guerre, Macdonald, rentré dans ses positions du matin, était encore d'avis de recom-

1799 — an VII. Italie.

mencer un quatrième combat ? Ce général regrettait de se voir contraint à quitter les bords de la Trebia avant d'avoir reçu des nouvelles de la marche de Moreau; mais dans un conseil de guerre, tenu à Plaisance, et où assistèrent les généraux, presque tous blessés, il fut reconnu que le salut de l'armée et l'intérêt même de la république commandaient impérieusement une retraite devenue indispensable. Macdonald ne se rendit point volontiers à cet avis général; cependant, ne voulant point se charger seul de la responsabilité d'aussi grands intérêts, il sanctionna la délibération et donna l'ordre de commencer le mouvement rétrograde; mais, pour dérober à l'ennemi la connaissance de cette détermination, le général en chef fit masquer sa ligne par une chaîne de postes distribués sur les bords de la Trebia. A minuit, l'armée se mit en marche sur deux colonnes dans le meilleur ordre possible : la première suivit la grande route de Parme; la deuxième, longeant le pied des montagnes, devait rentrer par les Apennins dans la haute vallée du Taro. La division Victor, formant l'arrière-garde, reçut l'ordre de prendre cette dernière direction. L'artillerie et les bagages, partis à l'avance, devaient filer par la route qui de Bologne conduit en Toscane, sous la protection de la division Montrichard, qui les suivait.

Souwarof, ayant pensé que l'armée française allait se retirer, voulait la faire poursuivre immédiatement après la bataille; mais les troupes alliées, au moins aussi harassées que celles de Macdonald, ne purent exécuter à temps cette résolution : les hommes et les chevaux, tombant de fatigue, éprouvaient le besoin impérieux d'un repos momentané. Le 20, à la pointe du jour, le vieux guerrier russe, impatient de joindre les Français, se mit lui-même à la tête de ses Cosaques et de la cavalerie légère, et fit une telle diligence, qu'il atteignit l'arrière-garde du général Victor auprès de la Nura, vers San-Giorgio, à deux lieues de Plaisance. Les Français se défendirent avec leur bravoure accoutumée; la 17e demi-brigade, s'étant placée dans une position avantageuse, arrêta Souwarof et sa troupe, et donna le temps aux autres corps de défiler, en soutenant seule tous les efforts de l'ennemi : toutefois, le dévouement de ces braves Français leur devint fatal. Le général russe Ksuborof,

ayant tourné la position qu'ils occupaient, se jeta entre eux et le reste de la division Victor : la 17[e] se trouva entourée par suite de ce mouvement; elle se défendit longtemps avec une intrépidité qu'admira Souwarof lui-même; enfin, accablée par le nombre, elle se vit forcée à mettre bas les armes et se rendit prisonnière. Le général Karackzay, qui s'était jeté à la poursuite de l'autre colonne française marchant par la route de Parme, chercha vainement à l'entamer, et fut repoussé dans toutes ses attaques. 1799 — an VII. Italie.

Suite de la bataille de la Trebia et des opérations de l'armée d'Italie; la citadelle de Turin se rend aux alliés; retraite de Macdonald dans l'État de Gênes; jonction des deux armées de Naples et d'Italie; reddition de la citadelle d'Alexandrie; siége et capitulation de Mantoue. — Nous avons dit dans le paragraphe précédent que le général Moreau, au lieu de répondre complétement à l'attente de Macdonald, s'était borné à détacher sur Bobbio, dans la vallée de la Trebia, un petit corps de troupes composé en grande partie de Liguriens et commandé par le général Lapoype. Ce détachement s'était arrêté à Bobbio, et il est bien difficile d'expliquer comment le général, suivant les précautions ordinaires de la guerre, n'avait point cherché à s'éclairer et à prendre des renseignements tant sur la position de l'armée ennemie que sur celle des troupes de Macdonald, qu'il savait ou devait savoir arriver par les duchés de Parme et de Plaisance, à l'effet d'opérer la jonction des deux armées de Naples et d'Italie. Il paraît encore inconcevable que, pendant les journées du 17, du 18 et surtout du 19 juin, le général Lapoype, aux premières nouvelles de ce qui se passait à quelques lieues de lui sur les bords de la Trebia (en admettant même que le bruit du canon n'ait point été entendu par ses avant-postes), ne se soit pas porté avec rapidité vers le terrain du combat pour y prendre part : les causes de ce singulier retardement n'ont jamais été bien connues. Cependant Lapoype se mit en mouvement le 20 au matin, lendemain de la bataille, et s'avança vers Plaisance, en longeant la rive gauche de la Nura, sur les bords de laquelle il rencontra quelques bagages de l'armée alliée, dont il s'empara. Souwarof, promptement informé de la marche de cette colonne, envoya deux 30 juillet (12 messid.).

1799 — an VII. Italie. régiments de Cosaques pour la reconnaître; mais les Liguriens n'attendirent point les Russes, et rétrogradèrent sur Bobbio, où, bientôt atteints par le général Botelzky, ils furent mis en fuite après quelque résistance, et se jetèrent dans les montagnes vers Rovegno et Borgo di Stefano.

Moreau, en renonçant au plan proposé par Macdonald, paraît avoir été déterminé par la considération de diviser l'attention de l'ennemi en faisant une diversion, qu'il jugea plus importante, pour le moment, que la jonction des deux armées [1].

Pendant la lutte engagée entre Souwarof et Macdonald sur les rives de la Trebia, Moreau s'était mis en mouvement avec son armée, forte d'à peu près 25,000 hommes par la jonction de quelques renforts arrivés des frontières de France. Il déboucha par la Bocchetta, Gavi et Novi, se dirigeant sur Tortone, dont le général autrichien Bellegarde couvrait le siége avec un corps d'environ 15,000 hommes. Le 18 juin, Moreau attaqua les Autrichiens; après un combat où ceux-ci se défendirent longtemps avec résolution, les Français forcèrent Bellegarde à abandonner San-Giuliano, le mirent en déroute, le poursuivirent vivement dans la plaine de Marengo, et lui firent repasser la Bormida. Le résultat de cet engagement fut la levée du siége de Tortone. Il est certain que, si le

[1] Nous croyons devoir citer un passage du général Jomini, qui mettra nos lecteurs à même de juger si Moreau, en opérant la diversion dont il est question, agit conséquemment aux grands principes de l'art de la guerre :

« Le principe fondamental, dit le judicieux auteur du Traité des grandes opérations militaires, par l'application duquel toutes les combinaisons de la guerre sont bonnes, et sans lequel elles sont toutes vicieuses, consiste *à opérer, avec la plus grande masse de ses forces un effort combiné sur le point décisif.*

« On comprendra bien qu'un général habile peut, avec soixante mille hommes, en battre cent mille, s'il parvient à mettre cinquante mille hommes en action sur une seule partie de la ligne ennemie. La supériorité numérique des troupes non engagées devient, en pareil cas, plus nuisible qu'avantageuse, car elle ne fait qu'augmenter le désordre, comme la bataille de Leuthen (gagnée par le roi de Prusse, le 4 décembre 1757) l'a prouvé. »

Les moyens d'appliquer cette maxime ne sont pas très-nombreux; et le général Jomini les indique à la suite du passage que nous venons de citer.

maréchal Souwarof eût été battu sur la Trebia, ou seulement arrêté plus longtemps sur ce point, ce généralissime des alliés se serait vu dans l'obligation de combattre en tête et en queue (par suite de l'avantage que venait d'obtenir Moreau) sans pouvoir opérer de mouvement soit au delà du Pô, soit vers les montagnes, en présence de ses deux adversaires; mais il fallait pour cela que Macdonald fût prévenu de la diversion, et que Moreau attaquât plus tôt : dans tous les cas, la jonction des deux généraux français par la Trebia était un parti préférable.

1799 — an VII : Italie.

Le général Bellegarde, retiré de l'autre côté de la Bormida, s'y arrêta, et, sentant combien il importait aux intérêts des alliés que le général Moreau ne fît pas de progrès, il défendit avec une opiniâtreté digne d'éloges le passage de la rivière. Le 21 juin, il osa prendre l'initiative du combat sur son adversaire, malgré la supériorité éprouvée des forces de ce dernier, et il ordonna au général Seckendorf de passer la Bormida avec une forte avant-garde et d'attaquer la division du général Grouchy dans la position de San-Giuliano, enlevée le 18 aux Autrichiens. Les Français surpris furent d'abord repoussés; mais le général Grenier étant accouru au secours de Grouchy, le combat se rétablit, et Seckendorf eut besoin à son tour d'être appuyé par le reste des troupes du général Bellegarde. Celui-ci parvint à s'emparer non-seulement de San-Giuliano, mais encore de plusieurs autres postes, tels que Cassina-Grande et Spinetti. Moreau se porta alors sur le champ de bataille avec le reste de ses forces; l'engagement devint sérieux, et les Français durent faire de grands efforts pour reprendre l'avantage. Moreau eut un cheval tué sous lui. Cependant, Grouchy, qui avait rallié sa division, revint à la charge, culbuta les Autrichiens qu'il avait devant lui, et décida l'action. Poursuivies jusqu'à la Bormida, les troupes de Bellegarde traversèrent cette rivière précipitamment. Leur réserve s'était portée au village de Bosco : elle y fut cernée en partie, et obligée de s'ouvrir un passage de vive force; quelques bataillons mirent bas les armes. Bellegarde perdit dans cette affaire 4,000 hommes, dont 2,000 prisonniers et cinq pièces de canon.

Toutefois, Souwarof, informé du mouvement offensif de Moreau, accourait en grande hâte au secours du général Belle-

1799 — an VII. Italie. garde, et allait forcer une seconde fois les Français à la retraite.

Le généralissime des alliés, attaché comme nous l'avons dit à la poursuite de Macdonald, était parvenu le 21 juin à Fiorenzuola entre Plaisance et Parme, et il avait l'intention de suivre sans relâche son ennemi, qu'il espérait atteindre et combattre sur le Taro (en attirant à lui les divisions de Hohenzollern et de Klenau) avant que le général français ne s'enfonçât dans les Apennins, lorsqu'il reçut la nouvelle du succès obtenu par Moreau, le 18, sur le général Bellegarde. Remettant alors au général Ott l'exécution de son dessein, Souwarof rétrograda, le 23 juin, avec une partie de ses forces, pour se porter à la rencontre du général Moreau. Ce mouvement ne fut pas moins rapide que les précédents : l'extrême activité était une des qualités remarquables du héros de la Russie. Après avoir marché pendant toute la nuit du 23 au 24, il arriva le 25 sur les bords de la Scrivia, en présence des troupes de Moreau. Le 26, il rallia à son corps d'armée les troupes du général Bellegarde, entre Tortone et Alexandrie, et attira à lui la division Kaim devenue disponible par la reddition de la citadelle de Turin qui avait ouvert ses portes le 23, et appela aussi le corps du général Haddick, descendu du Saint-Gothard pour venir renforcer le général Bellegarde : toutes ces troupes réunies présentaient un total de 40,000 combattants. Trop faible pour résister à une masse aussi imposante, Moreau n'attendit point l'attaque de Souwarof; il se replia d'abord sur Novi, qu'il abandonna bientôt pour rentrer, par la Bocchetta, dans l'État de Gènes.

Sur ces entrefaites, Macdonald avait effectué sa retraite vers la Toscane. Arrivé le 23 juin sur les bords de la Secchia, il y rencontra une partie de la division du général Klenau, qui se mit en devoir de lui disputer le passage; les Français, supérieurs en nombre, n'eurent pas de peine à l'emporter. Ils forcèrent le pont de Rubiera et contraignirent Klenau de se retirer avec ses troupes. Le lendemain 24, l'avant-garde française entra dans Modène et frappa la ville d'une contribution payable en six heures. L'adjudant général Lacroix reçut du général en chef la mission d'enlever tous les petits détachements que le général prince de Hohenzollern avait disséminés çà et là pour

observer la marche des Français. Lacroix entra dans Reggio, et, enlevant ou dispersant les postes autrichiens, il poussa jusqu'à Sassuolo, point fort essentiel, puisque c'était par là que les alliés espéraient gagner, avant Macdonald, les débouchés des Apennins. Cependant le général Klenau, ayant été renforcé par les troupes du général Ott, marcha sur Modène pour en chasser les Français. Le général en chef, satisfait des succès obtenus par l'adjudant général Lacroix, et ayant d'ailleurs jeté quelques renforts dans Bologne et dans le fort d'Urbino, ne jugea pas à propos d'attendre l'ennemi, continua sa retraite et reprit ses anciennes positions à Pistoia, où il arriva le 28 juin, et à Lucques. 1799 — an VII. Italie.

La division Victor, formant l'arrière-garde, remonta la vallée du Taro, où elle rallia la division ligurienne du général Lapoype, et occupa avec elle les défilés des Apennins. Dès ce moment, il ne fut plus possible aux alliés de s'opposer à ce que Macdonald opérât sa retraite sur l'État de Gènes par Sarzana, la Spezzia et Sestri di Levante, en côtoyant la Méditerranée. Les détachements laissés devant les généraux Hohenzollern, Ott et Klenau, furent vivement pressés et forcés par ceux-ci d'évacuer Modène et Bologne. Le fort d'Urbino résista plus longtemps, et ne se rendit au général Ott que le 9 juillet.

Macdonald, après avoir passé les Apennins, ne devait ni ne pouvait espérer de se maintenir longtemps en Toscane; déjà même les habitants du pays, excités par les proclamations de Souwarof et par les intrigues encore plus actives des Anglais, commençaient à s'insurger et à inquiéter les communications et les derrières de l'armée française; pressé d'ailleurs de se réunir au général Moreau, qu'il savait être dans le pays de Gênes, il se décida à évacuer totalement la Toscane; les Français abandonnèrent donc Florence le 8 juillet, et l'armée commença à défiler par Lucques sur Sarzana. Cette marche fut lente et difficile, et les dernières colonnes de Macdonald n'arrivèrent aux environs de Gênes qu'à la fin de juillet. Malgré la vigilance des croisières anglaises devant Livourne, l'artillerie et les bagages de l'armée avaient été embarqués dans ce port et arrivèrent heureusement à Gênes. La garnison de Livourne et celle de Porto-Ferrajo formèrent les dernières arrière-gardes en marchant,

1799 - an VII. Italie. comme l'armée, par Sarzana. Livourne avait été évacué le 17 juillet conformément à une convention arrêtée avec l'ancien gouverneur pour le grand-duc. La rentrée de la garnison de Porto-Ferrajo, capitale de l'île d'Elbe, le soin et le libre retour des malades furent également garantis. Après l'évacuation de Pise et de Lucques, la Toscane se trouva entièrement occupée par les troupes alliées et par un corps d'insurgés fort d'à peu près 30,000 hommes, qu'un général appelé Ingherami, espèce d'aventurier, était parvenu à organiser.

L'armée de Naples, en quittant la Toscane après toutes les pertes qu'elle venait d'essuyer, se trouvait réduite à 17,000 hommes, de 28,000 qu'elle comptait avant la bataille de la Trebia; mais elle avait eu la gloire d'effectuer une des plus singulières et des plus difficiles retraites qu'on ait jamais entreprises, à la vue d'une armée presque toujours supérieure et dans des pays dont presque toute la population insurgée était peut-être encore plus redoutable que des troupes régulières. Macdonald, qui avait conduit cette armée de Naples jusqu'à Gênes, la remit entre les mains de Moreau, et, malade encore, tant des suites de la blessure qu'il avait reçue dans l'échauffourée de Modène que des longues fatigues qu'il avait essuyées, ce général en chef quitta l'Italie pour se rendre à Paris.

Moreau avait d'abord eu l'intention de s'établir dans un camp retranché, formé dans les environs de Savone; mais il jugea plus convenable de porter son quartier général à Conegliano, et de faire prendre à ses troupes, entre Voltri, Savone, Vado et Loano, les mêmes positions, à peu près, qu'occupait l'armée française, en 1796, lorsque Bonaparte vint en prendre le commandement. Toutefois Moreau, en quittant Gênes, ne négligea point de garder avec cette ville des communications assurées. Le général piémontais Colli, au service de la république, occupait, avec un corps détaché, une position retranchée entre Seravalle et la Bocchetta qui était fortifiée; d'autres détachements occupaient les autres défilés des Apennins; et c'est dans cette attitude défensive que le général en chef de l'armée d'Italie se tint prêt à recevoir les alliés, s'ils se présentaient pour le chasser du territoire génois.

Souwarof, voyant que Moreau avait abandonné la position au-

dessus de Savone, vint camper sur la petite riviere d'Orba, à l'entrée de la vallée de ce nom. Cette position entre Novi, Acqui et Alexandrie, le mettait à même de protéger le siége de la citadelle de cette dernière place et de la forteresse de Tortone. Mais, comme nous venons de le dire, le général français, trop faible pour hasarder un mouvement offensif, laissa ces deux places livrées à leur propre défense, et se maintint dans les nouvelles positions qu'il venait de prendre. 1799 — an VII Italie.

Pendant que Moreau et Macdonald manœuvraient, ainsi que nous l'avons rapporté, pour opérer la réunion des deux armées qu'ils commandaient, les divisions austro-russes avaient poussé avec vigueur le siége des différentes places occupées encore par les Français sur les derrières de l'armée alliée. En voyant les deux généraux en chef abandonner successivement les diverses contrées de l'Italie, les commandants français de ces forteresses durent naturellement désespérer d'être secourus, et cette idée était bien propre à prédominer dans leur détermination, lorsque d'ailleurs, pressés vivement par des corps assiégeants, ils s'exposaient par une résistance trop opiniâtre à toutes les rigueurs des lois de la guerre.

Nous avons dit que la citadelle de Turin avait ouvert ses portes le 23 juin. Ce fut la première des places dont nous parlons qui tomba au pouvoir des alliés. Kaim (à qui Souwarof, en partant pour combattre Macdonald sur la Trebia, avait, comme on l'a vu, laissé le soin de ce siége) n'avait avec lui que sa seule division, quelques bataillons russes, et 5 à 6,000 paysans insurgés, presque tous employés aux travaux de la tranchée. Le général autrichien, excité par les pressantes recommandations du généralissime, redoubla d'efforts pour soumettre la forteresse qu'il assiégeait. Malgré plusieurs sorties audacieuses de la garnison, les lignes de circonvallation étaient achevées et la tranchée ouverte le 16 juin. Le lendemain, trois cents bouches à feu commencèrent sur la place un feu nourri qui continua presque sans interruption le 18 et le 19. Le général Fiorella, sommé de se rendre suivant l'usage, avait répondu négativement ; mais les batteries de la place ayant été presque toutes démontées avec perte d'un grand nombre de canonniers et d'officiers d'artillerie, la troisieme parallele fut alors achevée

1799 — an VII. Italie.

sans obstacle, et, après vingt-neuf heures d'un bombardement continu, Fiorella demanda lui-même à capituler. Il y eut d'abord des conférences sans résultat. Le 20, à onze heures du soir, le feu recommença avec une nouvelle violence, et dura toute la nuit. Les bombes et les boulets firent un ravage épouvantable. Les assiégés, qui avaient rétabli leurs batteries, ripostèrent par des décharges à mitraille qui tuèrent beaucoup de monde dans les ouvrages de tranchée. Dans la matinée du 21, tout était prêt pour tenter l'escalade : le feu de la nuit avait démonté de nouveau les batteries de la place et fait de larges brèches aux fortifications. Tous les feux étant éteints, la garnison abandonnant les remparts et refusant le service, Fiorella se trouvait dans la situation la plus critique. Enfin, après de longs pourparlers et de grands débats, les deux partis arrêtèrent, le 23, les articles d'une capitulation semblable à celle qu'avaient obtenue les garnisons de Milan et de Ferrare [1].

Le même jour, des commissaires autrichiens, chargés de prendre possession des magasins de la place, y entrèrent avec quelques bataillons russes, et le 24 les Français l'évacuèrent. Il fut aisé d'apercevoir les terribles effets du bombardement. L'intérieur de la citadelle ne présentait plus qu'un monceau de décombres. On y trouva trois cent soixante-quatorze pièces de canon de tout calibre, cent quarante-trois mortiers, quarante obusiers, trente mille fusils, quarante mille quintaux de poudre, et une grande quantité d'autres munitions de guerre et de bouche. On découvrit, en outre, beaucoup d'effets précieux appartenant au roi de Sardaigne. Nous avons déjà dit qu'immédiatement après la prise de la citadelle de Turin, Kaim se mit en marche pour rejoindre Souwarof sur les bords de la Bormida.

Après la retraite que Moreau venait de faire de nouveau dans

[1] Cette capitulation de la citadelle de Turin donna lieu, dans le temps, à de graves inculpations, qui forcèrent le général Fiorella à entrer dans des détails justificatifs. Il présenta, comme une des causes qui l'avaient déterminé dans sa résolution de rendre la place, la défection de la plupart des canonniers, qui, presque tous Piémontais, désertèrent, ou refusèrent le service. Cette défection ayant empêché la citadelle de riposter convenablement au feu des assiégeants, ceux-ci purent pousser leurs travaux et diriger leurs batteries sans obstacle.

l'État de Gênes, par suite de l'arrivée de Souwarof sur la Bormida, le général Bellegarde avait repris le blocus de la citadelle d'Alexandrie. Souwarof s'était rendu lui-même dans cette ville pour presser les opérations du siége et animer les soldats par sa présence. 20,000 Austro-Russes et cent vingt pièces d'artillerie attaquaient avec vigueur cette importante forteresse, dont la prompte reddition était jugée indispensable pour le succès de l'entreprise que le généralissime méditait contre la république ligurienne. Le 14 juillet, la première parallèle fut achevée, et le lendemain les batteries étaient prêtes à tirer sur la place. Le général Gardanne, qui la commandait, ayant répondu convenablement à la sommation d'ouvrir ses portes, le feu commença avec beaucoup de vivacité sur les ouvrages extérieurs. Le bombardement eut lieu le 16 juillet, après l'ouverture de la seconde parallèle. Plusieurs batteries des assiégés furent démontées, et une bombe fit sauter un magasin à poudre. Cette explosion ayant endommagé une partie des fortifications, l'ennemi crut devoir renouveler sa sommation, qui fut accueillie comme la première. Le 17 juillet, la seconde parallèle fut perfectionnée; mais les alliés firent ce jour-là une perte remarquable dans la personne du marquis de Chasteler, quartier-maître général (chef d'état-major) de leur armée. Il fut tué d'un coup de feu qui l'atteignit au moment où il visitait les travaux. Souwarof regretta particulièrement cet officier distingué, dont la bravoure, l'activité et les talents lui avaient été d'un grand secours depuis le commencement de la campagne. Le général Zach remplaça le marquis dans le poste de quartier-maître général, et fut rappelé à cet effet du corps d'armée devant Mantoue, dont il dirigeait les travaux de siége.

1799 — an VII. Italie.

Le 20 juillet, les alliés, ayant poussé leurs ouvrages avec la plus grande vigueur devant la citadelle d'Alexandrie, emportèrent de vive force le chemin couvert, s'y logèrent, et conduisirent une sape au pied des remparts. Les batteries de brèche étaient déjà disposées, et le feu de la place ne répondait presque plus à celui de la tranchée; Souwarof ordonna alors toutes les dispositions d'un assaut général qui devait avoir lieu le lendemain 21. Ce jour-là, le général Gardanne, ne croyant pas avoir les moyens nécessaires pour repousser cette attaque, envoya un

1799 — an VII Italie. parlementaire pour proposer une capitulation qui fut arrêtée et conclue le 22. La garnison, réduite à 1,000 hommes par la perte de 600 soldats morts pendant le siége, resta prisonnière de guerre, et fut envoyée dans les États héréditaires de l'empereur d'Allemagne. Sur 400 soldats cisalpins qui faisaient partie de cette garnison, 270 avaient été tués, et parmi ces derniers se trouvait le brave chef de bataillon Guidetti de Ferrare. Les alliés trouvèrent dans la citadelle d'Alexandrie une artillerie considérable et des munitions de guerre en abondance. Toutefois ce dernier siége leur avait coûté un peu plus cher que les précédents : ils y perdirent plus de 2,000 hommes, parmi lesquels plusieurs officiers supérieurs, outre le marquis de Chasteler dont nous avons rapporté la mort.

Les soins que Souwarof avait donnés au siége d'Alexandrie ne l'avaient point distrait de la surveillance qu'il exerçait sur d'autres objets non moins importants. Une partie de son armée avait été dirigée sur d'autres points du Piémont; la forteresse de Coni était investie, et le fort de Fenestrelle attaqué. Le général Haddick avait remonté la vallée d'Aoste pour pénétrer dans le Valais, que le prince de Rohan, avec son corps détaché, avait envahi en partie. Ces deux généraux réunis attaquèrent le petit Saint-Bernard, et augmentèrent par cette entreprise l'alarme que les revers de l'armée d'Italie avaient répandue sur la frontière de France. On crut voir l'intention bien positive, de la part des alliés, d'envahir le territoire républicain par le Dauphiné ; et ces craintes étaient d'autant mieux fondées, que le général français Hatry, qui commandait dans cette partie, était loin d'avoir à sa disposition les forces suffisantes pour repousser cette agression. En effet, les forces que Souwarof avait dirigées dans le Valais pouvaient maintenant être augmentées par la réunion des troupes occupées jusqu'alors au siége de Mantoue.

Après la prise de Peschiera, le général Kray s'était porté à Borgoforte, ainsi que nous l'avons dit, et il réunit à ses troupes la garnison de Porto-Legnago. La flottille française prise à Peschiera était descendue, par le Mincio, dans le lac qui entoure Mantoue. Ces bâtiments, commandés par le chevalier de Blumenstein, étaient destinés à bombarder la place.

Malgré les obstacles qu'opposait la nature du sol, malgré le

feu de la place, le général Kray avait réussi à faire construire différents ouvrages auxquels 10,000 hommes furent employés. La garnison fit alors quelques sorties avec plus ou moins d'avantage. Toutefois le général Kray se maintint dans ses positions, et il commençait à resserrer fortement ses lignes de contrevallation, lorsqu'il reçut (le 15 juin) ordre du généralissime Souwarof de suspendre les opérations de siége et de le convertir en blocus, pour conduire, comme on l'a vu, un fort détachement d'observation au-devant de l'armée de Macdonald. 1799 — an VII Italie.

Après les événements de la Trebia, Kray se reporta avec la totalité de ses forces sous les murs de Mantoue. Souwarof, qui voulait presser la reddition de cette place, renforça le général autrichien du corps entier du général Ott, de neuf bataillons des régiments de Reisky, Mitrowsky et Nadasti; d'un fort détachement de la division russe du général Rehbinder; des bataillons de dépôt qui se trouvaient dans la Basse-Autriche et en Styrie; enfin, des troupes placées en garnison a Ferrare, Bologne, Parme, etc., et qui se trouvaient disponibles par la retraite des Français au dela des Apennins. Toutes ces forces réunies formaient au général Kray un corps de trente-neuf bataillons, dont quatre de grenadiers, et de six escadrons de cavalerie, independamment des troupes du génie, des mineurs, des corps de pionniers, et des troupes d'artillerie, parmi lesquelles on comptait 300 canonniers russes. Le parc de siége et le dépôt de tous les matériaux nécessaires à son service furent mis en mouvement dès le 4 juillet; Souwarof y joignit seize pieces de 24 qu'il envoya de l'arsenal de Turin. L'effectif de toutes les troupes et de l'artillerie, mis ainsi à la disposition du général Kray, présentait un total de 40,000 hommes environ et de six cents bouches à feu. On s'apercevra facilement que Bonaparte n'avait pas eu autant de moyens disponibles pour faire la conquête de l'Italie, détruire successivement trois armées autrichiennes, et s'emparer de cette même place de Mantoue, but spécial des efforts de Kray.

L'armée de siége fut distribuée en trois camps, qui enveloppèrent la presque totalité de l'enceinte extérieure de la place. Les généraux Ott, Lattermann et Zopf commandaient sous la

1799 — an VII. Italie.

porte de Pradella. Les Russes campaient séparément et serraient de près la citadelle (ou forteresse de Porto). Tous les habitants de la campagne, dans un rayon de quinze lieues, furent requis à tour de rôle pour les corvées et les travaux. Attaquée par des forces aussi imposantes, la place de Mantoue n'avait qu'une garnison d'à peu près 9,400 hommes et 600 chevaux sous le commandement du général de division Latour-Foissac, ancien officier du génie, auquel Schérer, après sa défaite de Magnano, avait recommandé de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Cette garnison, déjà trop faible en raison de l'immense développement des ouvrages extérieurs qu'elle devait défendre, avait encore l'inconvénient d'être, à l'exception toutefois de quelques corps, composée de soldats italiens, suisses, hollandais même, parmi lesquels il y avait un certain nombre de malades et d'estropiés. La place était approvisionnée pour un an, mais les magasins militaires seulement; car les habitants étaient loin d'avoir des vivres pour un aussi long espace de temps, et il convient même d'observer que la famine dont ceux-ci étaient menacés contribua beaucoup à développer promptement leurs mauvaises dispositions envers les Français, indépendamment des menées sourdes des partisans de l'Autriche.

Dans une telle situation, et avec des moyens de défense aussi médiocres, il devenait difficile au général Latour-Foissac de résister longtemps à l'immense développement des forces alliées. Toutefois, pendant la durée du blocus, ce commandant avait fait contre les troupes de Kray une petite guerre très-active à l'extérieur, où souvent il avait obtenu l'avantage. Une flottille, qu'il avait organisée et armée, secondait ses mouvements et facilitait ses sorties; il avait perfectionné les défenses du fort Saint-Georges, de la citadelle de l'île du Thé et de Migliaretto; toutes les digues étaient réparées et couvertes d'artillerie. Plusieurs attaques tentées par l'ennemi, telles que celles vers la tour de Cérèse et sur l'ouvrage à cornes de Pradella [1], avaient été repoussées et avaient servi à encourager la garnison.

[1] Le capitaine Ferrier (depuis maréchal de camp), du septième de dragons, se distingua d'une manière particulière dans cette dernière action. Il commandait un escadron de son régiment avec un autre de carabiniers piémontais, et formait l'avant-garde de la colonne sortie par la porte de

A l'époque de l'avantage remporté par Macdonald auprès de Modène, Latour-Foissac fit proposer à ce général d'aller au-devant de lui avec 6,000 hommes, s'il jugeait à propos de se diriger sur Mantoue pour en faire lever le blocus; mais la nouvelle du revers de la Trebia fit perdre toute espérance au commandant de Mantoue; et bientôt, ainsi que nous l'avons dit plus haut, il fut resserré dans la place par une armée dont la force et les succès remportés par les alliés augmentaient encore la confiance. 1799 an VII. Italie.

Le 10 juillet, le général Kray attaqua la place du côté du sud et le général Saint-Julien réussit à emporter de vive force les retranchements de la porte de Cérèse, ainsi que la tête du pont qui couvrait l'écluse. Dans la nuit du 13 au 14, la première parallèle fut ouverte en face des ouvrages de l'île du Thé. Le général Foissac fit diriger sur les travailleurs un feu continu, qui partait principalement du ravelin de Pradella et du bastion

Pradella pour repousser l'ennemi. Lorsque le commandant de cette colonne jugea convenable de rentrer dans la place par la porte de Cérèse, le détachement du capitaine Ferrier, marchant alors en arrière-garde, chargea avec impétuosité une troupe ennemie, accourue pour mettre obstacle à la rentrée des Français dans Mantoue, et la mit en déroute. Le brave capitaine eut son cheval tué sous lui. L'ennemi, plus nombreux, revint à la charge, et força l'infanterie à se retirer par des chemins marécageux, coupés par des fossés profonds, et où elle fut obligée d'abandonner son artillerie et ses blessés. Par cette retraite précipitée, le détachement de Ferrier se trouva isolé et abandonné à ses propres forces. Le capitaine, dans une position aussi délicate, n'hésita point sur le parti qu'il devait prendre. Malgré la grande disproportion du nombre, il entame une charge vigoureuse sur la colonne autrichienne, qui emmenait l'artillerie française qu'elle venait de prendre, par le chemin de Cérèse. Sabrant tout ce qui lui opposait de la résistance, Ferrier s'empare d'une pièce de canon, la tourne sur-le-champ contre le gros de la colonne, et la fait servir avec avantage par quelques-uns de ses cavaliers. L'ennemi montre une grande incertitude, pendant laquelle Ferrier attire à lui les tirailleurs de l'infanterie française, qui lui donnent plus de facilité pour contenir ses adversaires. Il rassemble les blessés, se remet en marche, non vers la porte de Cérèse, parce que l'ennemi est sur ce point, mais sur celle de Pradella, et il rentre dans la place avec son canon, les blessés, et quelques prisonniers qu'il a faits sur les Autrichiens. Cette belle conduite du capitaine Ferrier fut mise à l'ordre du jour de la place de Mantoue, et valut, quelque temps après, à ce vaillant officier, le brevet de chef d'escadron.

1799 — an VII Italie. de Saint-Alexis ; mais il ne put empêcher l'achèvement des première et deuxième parallèles, qui, dès le 17, furent liées et perfectionnées. Le 18, l'ennemi démasqua quatre batteries qui ouvrirent leur feu à trois cents toises des ouvrages de la citadelle ; plusieurs autres batteries établies sur le canal de Pajolo, croisant leur tir avec celui des chaloupes canonnières, battaient de front et de revers les retranchements de l'île du Thé et de Migliaretto.

Toutefois, le général Kray, d'après l'opinion des principaux officiers du génie et de l'artillerie, choisit pour son attaque principale le front de Pradella, jugé le plus faible, et dont l'occupation favorisait l'approche de la partie de l'enceinte la moins flanquée. Un seul ouvrage à cornes défendait ce point et son feu se trouvait dominé par les batteries établies par l'ennemi sur les hauteurs de Belfiore. Le corps de la place n'avait pour défense de ce côté que le bastion de Saint-Alexis et la demi-lune dite de *Pradella* ; mais ces deux ouvrages, liés entre eux par une courtine qui n'était point terrassée, se trouvaient trop petits, et le front d'attaque était si rétréci, qu'on ne pouvait pas y placer un grand nombre de pièces. Enfin, la porte proprement dite de *Pradella* était à ciel ouvert, protégée seulement par un appentis en charpente, et n'avait qu'un seul pont-levis pour fermeture : il n'était donc pas très-difficile de pénétrer par ce côté.

Le 22, toutes les batteries des assiégeants étaient prêtes à tirer, et le général Kray fit sommer le général Foissac de se rendre : celui-ci réponditqu'il avait ordre de se défendre vigoureusement, et qu'il obéirait. Sa position était cependant devenue plus critique, et la garnison, affaiblie par un service pénible, avait déjà plus de 2,000 hommes dans les hôpitaux. D'un autre côté, les habitants ne dissimulaient plus leur mauvaise disposition : des intelligences secrètes entre quelques-uns de ces habitants et l'ennemi obligèrent même le général français de prendre les précautions les plus sévères. Un conseil de guerre assemblé dans la place décida que, vu la faiblesse de la garnison, il ne serait plus tenté de grandes sorties sur le front d'attaque, et que le fort Saint-Georges, exigeant à lui seul une garnison de 2,000 hommes, serait abandonné.

La réponse négative du général Foissac avait déterminé le général Kray à faire jouer toutes ses batteries. Le 23, à la pointe du jour, les six cents bouches à feu du parc de siége commencèrent toutes à tirer avec une violence telle que, en moins de deux heures, les batteries de la place furent réduites au silence. Le bastion de l'île du Thé, celui de Saint-Alexis, et l'ouvrage à cornes de Pradella, foudroyés par cette formidable artillerie, furent presque détruits. Dans la nuit du 24 au 25, le général Kray, pour mieux concentrer l'attaque, et fatiguer de plus en plus la garnison en la forçant de se diviser, ordonna l'attaque des retranchements de la digue qui traverse le canal de Pajolo. Pendant ce temps, les Russes emportaient à la baïonnette l'ouvrage à cornes de la porte de Cérèse, et s'emparaient d'un autre ouvrage garni de cinq pièces de canon. Un bataillon italien, commandé par le chef de brigade Eugène, et qui se trouvait à portée, accourut pour repousser l'ennemi et reprendre les ouvrages occupés. 1799 — an VII. Italie.

Cette troupe rentra dans l'ouvrage à cornes et y fit 110 prisonniers; mais, pendant ce temps, les assiégeants avaient poussé deux boyaux de tranchée, et s'étaient logés au pied du glacis de Pradella; leurs batteries avaient achevé d'écraser le bastion de Saint-Alexis, et des coupures faites vers Cérèse faisaient écouler les eaux du Pajolo, dont les écluses étaient trop étroites pour les relever. Un magasin de paille, embrasé par l'explosion d'une bombe, mit le feu à deux magasins à poudre; un troisième allait sauter, et, par sa situation, aurait détruit une partie de la ville, sans le généreux dévouement de quelques soldats français, qui ne craignirent pas de s'exposer à une mort presque certaine pour arrêter les progrès de l'incendie. C'est alors que le général Foissac, attaqué et pressé si vivement, se décida à faire évacuer entièrement le fort Saint-Georges, que le général Elnitz se disposait à emporter d'assaut. La garnison de ce fort, commandée par le général de brigade Meyer, fut distribuée dans l'île du Thé, à Migliaretto, et sur le front de Pradella.

Un dernier moyen qui restait encore pour prolonger la défense de Mantoue fut employé, mais inutilement : il s'agissait de faire une coupure à la digue du lac supérieur, et de sub-

1799 an VII Italie. merger ainsi les approches. Les mesures prises à ce sujet manquèrent : la principale coupure, au lieu de former un nouvel obstacle, servit à l'ennemi de tranchée contre le saillant de la demi-lune de Pradella.

Cependant le feu des assiégeants redoublait de violence : les batteries tiraient jusqu'à douze mille coups dans les vingt-quatre heures. La porte de Pradella fut détruite et les maisons qui l'avoisinaient réduites en cendres. Les batteries de l'île du Thé furent démontées ; les manœuvres d'artillerie devinrent impraticables par la quantité de bombes qui tombèrent dans cette partie. Toutes les défenses étaient à peu près ruinées, les revêtements écroulés, la ville presque ouverte. Les travailleurs, découragés, refusaient le service sous la grêle de bombes et de boulets qui les écrasaient. Depuis le commencement du bombardement, on comptait 400 hommes par jour mis hors de combat par le feu ou par les maladies ; la garnison se trouvait par là réduite à 3,500 combattants, nombre bien insuffisant pour espérer de soutenir l'assaut général dont on était menacé [1].

Dans cet état de choses, le général Kray, intéressé au salut d'une place qu'il regardait comme la légitime propriété de l'empereur son maître, envoya le lieutenant-colonel Orlandini, officier du génie autrichien, porter au général Latour-Foissac une dernière sommation, avec ordre de lui fournir la preuve officielle que la retraite des deux armées françaises au delà des Apennins ne lui laissait plus d'espoir d'être secouru.

Le commandant de Mantoue fit assembler un conseil de guerre, composé de 45 officiers supérieurs, et lui soumit la question de savoir si, avec les forces qui restaient, on pouvait espérer de se défendre contre un prochain assaut. Sur les 45 membres du conseil, il y eut six officiers qui déclarèrent qu'on pouvait tenir encore deux ou trois jours ; et tout le reste, à l'exception de deux, convint qu'il était nécessaire de capituler. Fort de cette majorité d'opinions, Latour-Foissac fit proposer au général Kray de prendre pour base de la capitulation les conditions que le général Bonaparte avait accordées en 1797 au

[1] Le plan placé tome IV, page 317, peut servir à l'intelligence du siége de Mantoue par les alliés.

maréchal Wurmser, dans une position à peu près semblable. 1799 an VII Italie.
Il demandait que la garnison fût renvoyée par le chemin le plus court, et par marches militaires, à l'armée française dans le pays de Gênes; mais le général Kray, moins généreux que Bonaparte ne l'avait été envers le vieux maréchal autrichien, refusa net les propositions de Foissac. Il fallut donc céder à l'impérieuse nécessité; et, par une capitulation conclue à Castelluccio entre les deux généraux, il fut convenu que la garnison française serait considérée comme prisonnière de guerre jusqu'à parfait échange, et renvoyée en France sous escorte autrichienne; mais que les officiers ne s'y rendraient, sur leur parole de ne pas porter les armes contre les alliés, qu'après avoir séjourné pendant trois mois dans les États héréditaires en qualité d'otages. Le 30 juillet, la garnison sortit avec les honneurs de la guerre, par la citadelle, et déposa les armes sur les glacis.

La chute de Mantoue mettait le complément aux succès obtenus par les alliés en Italie. La nouvelle de la reddition de cette place répandit l'alarme et la consternation en France; on ne voulut pas croire que la force des armes eût seule décidé la prise de ce boulevard formidable, et la méfiance républicaine fut portée au point de soupçonner le général Latour-Foissac de trahison. Cette fâcheuse prévention contre le commandant de Mantoue subsista même après la révolution du 18 brumaire, puisqu'un arrêté des consuls lui défendit de porter l'habit militaire.

RELATION des principaux événements maritimes, jusque vers le milieu de 1799. *Combat de la frégate* la Seine *contre trois frégates anglaises. Prise du vaisseau anglais* le Leander. *Seconde expédition d'Irlande. Belle défense du* Hoche, *de* la Bellone *et de* la Loire. *Prise à l'abordage de la frégate anglaise* l'Embuscade *par la corvette* la Bayonnaise. — *Siège et prise de Corfou, etc.* — La marche que nous avons adoptée pour le récit des événements maritimes, et dont nous ne nous sommes écartés que pour le combat d'Aboukir, nous oblige à nous reporter, en commençant ce paragraphe, à la fin de juin 1798 : ce sera notre point de départ. Toutefois, avant d'entrer dans le détail d'aucune opération, nous ne croyons pouvoir mieux mettre les lecteurs à même de juger de ce qui a été fait pour pousser la France.

1798 — an VII. France. guerre maritime pendant la période que nous embrassons aujourd'hui, qu'en leur offrant le tableau de ce qu'on eût pu faire. Un mois environ avant de se rendre à Toulon et de s'y embarquer pour l'expédition d'Égypte, Bonaparte adressa au Directoire la note suivante [1], qui est restée longtemps secrète.

« Dans notre position, nous devons faire à l'Angleterre une guerre sûre, et nous le pouvons.

« Que nous soyons en paix ou en guerre, il nous faut 40 à 50,000,000 pour réorganiser notre marine.

« Notre armée de terre n'en sera ni plus ni moins forte, au lieu que la guerre oblige l'Angleterre à faire des préparatifs immenses qui ruinent ses finances, détruisent l'esprit du commerce, et changent absolument la constitution et les mœurs de ce peuple.

« Nous devons employer tout l'été à armer notre escadre de Brest, à faire exercer nos matelots dans la rade, à achever les vaisseaux qui sont en construction à Rochefort, à Lorient et à Brest.

« Si l'on met quelque activité dans ces travaux, nous pouvons espérer d'avoir, au mois de septembre, trente-cinq vaisseaux à Brest, y compris les quatre ou cinq nouveaux que l'on peut construire à Lorient et à Rochefort.

« Nous aurons, vers la fin du mois, dans les différents ports de la Manche, près de deux cents chaloupes canonnières : il faut les placer à Cherbourg, au Havre, à Boulogne, à Dunkerque et à Ostende, et employer tout l'été à amariner nos soldats.

« En continuant à donner à la commission des côtes de la Manche trois cent mille francs par décade, nous pouvons faire construire deux cents autres chaloupes d'une dimension plus forte et propres à transporter des chevaux.

« Nous aurions donc au mois de septembre quatre cents chaloupes canonnières à Boulogne et vingt-cinq vaisseaux de guerre à Brest.

« Les Hollandais peuvent avoir également dans cet intervalle douze vaisseaux de guerre au Texel.

[1] Voir la *note*, page 63.

« Nous avons dans la Méditerranée deux especes de vaisseaux:

« Douze vaisseaux de construction française, qui peuvent, d'ici au mois de septembre, être augmentés de deux nouveaux; neuf de construction vénitienne.

« Il serait possible, après l'expédition que le gouvernement projette dans la Méditerranée, de faire passer les quatorze vaisseaux à Brest, et de garder dans la Méditerranée simplement les neuf vaisseaux vénitiens; ce qui nous ferait, dans le courant du mois d'octobre ou de novembre, cinquante vaisseaux de guerre français à Brest et presque autant de frégates.

« Il serait possible alors de transporter 40,000 hommes sur le point de l'Angleterre que l'on voudrait, en évitant même un combat naval, si l'ennemi était plus fort, dans le temps que 40,000 hommes menaceraient de partir sur les quatre cents chaloupes canonnières et autant de bateaux pêcheurs de Boulogne, et que l'escadre hollandaise et 10,000 hommes de transport menaceraient de se porter en Écosse.

« L'invasion en Angleterre, exécutée de cette manière, et dans les mois de novembre et de décembre, serait presque certaine.

« L'Angleterre s'épuiserait par un effort immense, et qui ne la garantirait pas de votre invasion.

« En effet, l'expédition dans l'Orient obligera l'ennemi d'envoyer six vaisseaux de guerre de plus dans l'Inde, et peut-être le double de frégates à l'embouchure de la mer Rouge : elle serait obligée d'avoir de vingt-deux à vingt-cinq vaisseaux à l'embouchure de la Méditerranée; soixante vaisseaux devant Brest et douze devant le Texel; ce qui formerait un total de cent trois vaisseaux de guerre, sans compter ceux qu'elle a aujourd'hui en Amérique et aux Indes, sans compter les dix ou douze vaisseaux de cinquante canons avec une vingtaine de frégates qu'elle serait obligée d'avoir pour s'opposer à l'invasion de Boulogne.

« Nous nous conserverions toujours maîtres de la Méditerranée, puisque nous y aurions neuf vaisseaux de construction vénitienne.

« Il y aurait encore un moyen d'augmenter nos forces dans

1798 an VII. France. cette mer : ce serait de faire céder par l'Espagne trois vaisseaux de guerre et trois frégates à la république ligurienne. Cette république ne peut plus être aujourd'hui qu'un département de la France[1] : elle a plus de 20,000 excellents marins.

« Il est d'une très-bonne politique de la part de la France de favoriser la république ligurienne, et d'exiger même qu'elle ait quelques vaisseaux de guerre.

« Si l'on prévoit des difficultés à ce que l'Espagne cède à nous ou à la république ligurienne trois vaisseaux de guerre, je croirais utile que nous-mêmes nous vendissions à la république ligurienne trois des neuf vaisseaux que nous avons pris aux Vénitiens, et que nous exigeassions qu'ils en construisissent trois autres : c'est une bonne escadre, montée par de bons marins, que nous nous trouverons avoir gagnée. Avec l'argent que nous aurons des Liguriens, nous ferons faire à Toulon trois bons vaisseaux de notre construction ; car les vaisseaux de construction vénitienne exigent autant de matelots qu'un bon vaisseau de 74 ; et des matelots, voilà notre partie faible.

« Dans les événements futurs qui peuvent arriver, il nous est extrêmement avantageux que les trois républiques d'Italie, qui doivent balancer les forces du roi de Naples et du grand-duc de Toscane, aient une marine plus forte que celle du roi de Naples. »

Nous ne prétendons pas qu'on n'eût pu présenter quelques objections fondées à ce vaste plan de Bonaparte ; mais, comme il nous paraît qu'il était exécutable dans presque toutes ses parties, il n'en montre pas moins combien, dans les affaires maritimes de la république, il y eut toujours de différence entre la conception et l'exécution. Les plans de Truguet et celui-ci, auquel il ne fut pas étranger, ne pouvaient manquer de changer la face de la guerre avec l'Angleterre. Quand on considère que leur défaut de succes fut constamment dù a ceux qui étaient chargés de les exécuter, ou à ce qu'on ne les exécutait que partiellement et à des époques peu favorables, on ne peut plus guère douter qu'à toutes les causes visibles, déjà suffisantes pour produire les revers de la marine française, il ne

[1] Tel fut, en effet, son sort six ou sept ans plus tard.

se soit joint encore quelque cause secrète qu'il ne serait pas permis à l'historien contemporain de dévoiler s'il l'avait pénétrée. 1798 – an VII. France.

Nous avons rapporté, dans le quatrième volume, le départ de l'île de France de la frégate *la Seine*, l'une de celles qui composaient la petite escadre de l'amiral Sercey. Cette frégate, chargée d'une grande partie des soldats des 107e et 108e régiments, expulsés par l'assemblée coloniale, et de plusieurs autres déportés (ce qui, joint à son équipage, formait 610 hommes à bord), avait fait une heureuse traversée jusqu'aux atterrages de France. Le 29 juin, à la pointe du jour, les vigies découvrirent la terre, qui fut bientôt reconnue pour la côte de Bretagne aux environs de Lorient. Peu de temps après, on aperçut trois grands bâtiments qui s'avançaient couverts de voiles sur la frégate. Malgré tous les efforts que fit *la Seine* pour s'en éloigner, ils furent, au bout de quelques heures, assez près pour qu'on pût distinguer leurs signaux et les reconnaître pour une division ennemie : c'était celle du commodore Stirling, composée des frégates *le Jason*, *la Pique* et *la Mermaid*. Le lieutenant de vaisseau Bigot, commandant de *la Seine*, voyant que, par leur position, les bâtiments anglais pouvaient lui couper la route et l'empêcher de gagner le port de Lorient, se décida à laisser arriver pour Rochefort, et prit chasse, en se dirigeant au sud-sud-est, pour tâcher d'atteindre le pertuis breton. Mers de France.

La chasse dura toute la journée. Des trois frégates qui la poursuivaient, deux seulement avaient quelque avantage de marche sur *la Seine*; cependant le commandant Bigot ne désespérait pas d'embouquer le pertuis avant la nuit close. Arrivé à la hauteur de l'île Dieu, il vit une autre division ennemie mouillée entre cette île et la côte, et composée d'un vaisseau rasé et de deux frégates, sous les ordres du commodore Stopford, appareiller pour lui couper la terre : cette circonstance l'obligea à tenir le large, et prolongea la chasse ; enfin, sur le soir, il fut joint par l'un des bâtiments ennemis, *le Jason*.

Cette frégate envoya d'abord à *la Seine* quelques volées sans effet ; ce ne fut que vers dix heures que l'action s'engagea sérieusement. Le commencement du combat fut favorable à la frégate

1798 — an VII. Côtes de France.

française ; elle mit un moment le feu à bord du *Jason*, qui fut obligé de céder sa place à *la Pique*. Celle-ci, foudroyée par le feu de *la Seine*, éprouva en peu d'instants de grands dommages; et, dès la seconde bordée, son grand mât de hune tomba, ce qui la contraignit à se retirer. *Le Jason*, qui avait éteint l'incendie causé par le feu de la frégate française, et dont l'équipage avait repris haleine, se présenta une seconde fois pour combattre *la Seine* : il en fut reçu aussi vigoureusement que la première; et bientôt la valeur républicaine eût décidé de son sort, si *la Pique* ne fût venue à son tour le soutenir.

Attaquée vigoureusement par deux frégates de même force qu'elle, *la Seine* ne pouvait espérer de leur échapper qu'en se jetant à la côte. Tout dangereux que fût ce parti, c'est celui auquel s'arrêta le commandant Bigot, surtout quand il vit *la Mermaid* s'approcher pour prendre part à un combat déjà si inégal. Il espérait, en s'échouant, non-seulement empêcher son équipage de tomber au pouvoir de l'ennemi, mais encore faire échouer les frégates anglaises, si elles s'acharnaient à le poursuivre; il comptait qu'alors le feu des forts contribuerait avec le sien à en contraindre quelqu'une à se rendre. Il dirigea donc sa route en conséquence; et, toujours combattant, il vint prendre terre sur les côtes de la Vendée, près d'un lieu nommé le *Grouin de la Tranche*, vers une heure et demie du matin, le 30.

La frégate *la Pique*, qui suivait *la Seine* à portée de pistolet, s'échoua presque aussitôt qu'elle; *le Jason* ne tarda pas à s'échouer de même; et *la Mermaid*, qui, voyant les trois bâtiments continuer leur feu, ne soupçonnait pas qu'ils fussent à la côte, s'échoua aussi. Dans cette position, le combat ne cessa pas; et, la terre voisine n'offrant aucun fort qui pût protéger *la Seine*, son sort n'avait pas changé. Pour achever de l'accabler, la division anglaise, partie de l'île Dieu, vint la canonner; mais, la crainte d'échouer aussi faisant tenir ces bâtiments au large, leur feu ne fut ni vif ni long. Celui de *la Seine* ne diminua qu'à mesure que ses pièces furent démontées, et il ne cessa tout à fait que lorsqu'il ne restait plus que trois canons seuls en état de tirer. Il était trois heures : déjà *la Pique*, entièrement écrasée, ne tirait plus. La frégate française, dé-

mâtée de tous mâts, avait neuf pieds d'eau dans la cale : toutes ses poudres étaient submergées ; la moitié de son monde était hors de combat, il fallut céder ; et le commandant Bigot se rendit au *Jason* pour conserver la vie au reste de son équipage, qu'il n'avait pas les moyens de faire sauver à terre.

Au jour, la division Stopford se porta au secours des quatre frégates échouées. *La Marmaid* s'était relevée seule ; mais ce ne fut qu'avec une extrême difficulté qu'on parvint à relever *le Jason* : quant à *la Pique*, on fut obligé d'y mettre le feu, et son équipage passa sur *la Seine*. Le désir seul d'emmener à Plymouth un trophée de leur victoire a pu empêcher les Anglais de brûler également cette frégate : pour la remettre à flot, il fallut jeter tous ses canons à la mer, et elle était si criblée de boulets à fleur d'eau, qu'elle menaça de couler à fond pendant tout le trajet. *Le Jason* était aussi dans un piteux état ; il n'avait pas un mât ni une vergue qui ne fussent endommagés ; toutes ses manœuvres courantes et dormantes étaient hachées, et toutes ses voiles étaient en lambeaux[1]. Les pertes de *la Seine* se montèrent à 70 tués et 100 blessés ; les Anglais ne portèrent les leurs qu'à une trentaine d'hommes hors de combat. S'il est vrai que les vaisseaux britanniques aient toujours perdu si peu d'hommes, à proportion de ceux qui étaient tués ou blessés à bord des bâtiments républicains, il faut en conclure que les canonniers français commettaient une grave erreur dans la manière de pointer leurs coups : l'état des voiles et des manœuvres de leurs ennemis après un combat, tout en témoignant en faveur de leur adresse, indique assez cette erreur.

Toute l'attention des Anglais s'étant portée sur les travaux nécessaires pour remettre à flot leurs bâtiments, et surtout la prise, les blessés français demeurèrent sans secours depuis la fin du combat jusque vers le soir, malgré les vives représenta-

[1] La frégate *le Jason* se perdit sur des rochers, au large de Brest, deux ou trois mois après le combat que nous venons de raconter, et tout son équipage fut fait prisonnier. Si les avaries qu'elle reçut alors contribuèrent à la mettre hors d'état de résister à la tempête qui la jeta ensuite à la côte, on peut dire que *la Seine*, par sa résistance opiniâtre, causa la perte de deux frégates ennemies.

1798 — an VII. Côtes de France.

tions de l'officier de santé de *la Seine*. Enfin, avant la nuit, on les débarqua près du village de la Tranche, ainsi que le reste de l'équipage, les capteurs n'ayant voulu garder que le commandant français, quelques officiers de marine et d'infanterie, ainsi qu'un petit nombre de marins et de soldats pour constater la prise.

Le lieutenant Bigot, conduit en Angleterre, y fut traité avec tous les égards dus au courage malheureux. Nous ne nous étendrons pas en éloges sur la bravoure qu'il déploya dans ce combat; nous nous bornerons à dire qu'il en reçut même de ses ennemis. Les Anglais, qui plus d'une fois rendirent hommage à la valeur des officiers de la marine française, ne furent point injustes envers lui. On fit graver à Londres une estampe représentant *la Seine* aux prises avec *le Jason* et *la Pique*, et la lettre de cette gravure se terminait ainsi : « Les trois bâtiments échouèrent sur la côte de France, vers minuit. *La Seine*, se défendant toujours avec une intrépidité inouïe, ne se rendit que lorsqu'elle fut totalement démâtée, et après avoir eu près de la moitié de son équipage et des soldats passagers tués ou blessés. » Par une marque d'estime particulière, le gouvernement britannique consentit à comprendre le lieutenant Bigot dans le premier échange qui aurait lieu; et, au bout de quelques mois, il eut la satisfaction de rentrer dans sa patrie, et d'y recevoir les récompenses dues à sa brillante défense du pavillon national.

Le brave Bigot fut élevé au rang de capitaine de vaisseau, sans passer par le grade intermédiaire de capitaine de frégate. Le ministre de l'intérieur, François de Neufchâteau, qui avait obtenu du Directoire que tous les traits de bravoure et de patriotisme fussent consignés dans des annales et proclamés dans une cérémonie imposante, écrivit au ci-devant commandant de *la Seine* une lettre flatteuse finissant en ces termes : « Le président du Directoire exécutif a déclaré solennellement, le jour de l'anniversaire de la fondation de la république, que vous avez bien mérité de la patrie, et c'est avec une véritable satisfaction que je vous adresse les annales glorieuses dans lesquelles votre mémorable action a été justement consignée. » Le ministre de la guerre lui écrivit aussi

peu de temps après pour lui annoncer qu'il avait donné ordre 1798 - an VII. Côtes de France.
au directeur de la manufacture de Versailles de tenir à sa disposition une armure complète, destinée à remplacer les armes qu'il avait perdues si glorieusement au service de la république[1].

En terminant le paragraphe de la prise de Malte, nous avons Méditerranée.
dit, page 17, que le bâtiment sur lequel le général Baraguey d'Hilliers retournait en France avec les dépouilles de l'ordre tomba au pouvoir des Anglais; c'était la frégate *la Sensible*, et on y avait embarqué, en effet, les drapeaux enlevés aux chevaliers, la grande couleuvrine de Soliman et d'autres objets précieux. Arrivée à la hauteur de la Sardaigne, elle fut rencontrée et prise par *le Sea-Horse*, l'une des frégates qui s'étaient séparées de Nelson lors de la tempête qu'il essuya dans le golfe de Lyon et qui le contraignit à relâcher à Saint-Pierre[2]. Le combat qui précéda la reddition de *la Sensible* est encore une de ces affaires sur lesquelles il est difficile de porter un jugement.

Irrité peut-être de la perte des trophées et des trésors conquis par l'armée d'Orient dès le début de l'expédition, le Directoire, à la nouvelle de la capture de *la Sensible*, prit l'arrêté suivant :

« Le Directoire exécutif, informé de la conduite que le capitaine de frégate Bourdet a tenue, lors de la rencontre de la frégate de la république *la Sensible* avec la frégate anglaise *le Sea-Horse ;*

« Considérant que cet officier s'est rendu à l'ennemi aussitôt après les premières volées ;

« Ouï le rapport du ministre de la marine et des colonies, ARRÊTE :

« Art. Ier. Le capitaine de frégate Bourdet cessera sur-le-champ toutes fonctions.

« II. Le ministre de la marine prendra des renseignements sur la conduite que les officiers et marins ont tenue dans le combat de la frégate *la Sensible*, et provoquera la punition de ceux qui n'auraient pas rempli leur devoir.

[1] Expressions de la lettre.

[2] *Voyez* page 68.

1798 — an VII. Méditerran

« III. Les tribunaux a ce compétents instruiront la procédure ordonnée par les lois, a l'occasion de la prise de ce bâtiment, etc., etc. »

Cet arrêté fut pris le 13 thermidor an 6, et, chose étonnante, le gouvernement laissa publier, le 22 du même mois, dans le Moniteur, un article où, en annonçant l'arrivée à Paris du général Baraguey d'Hilliers[1], on ajoutait : « La frégate *la Sensible*, sur laquelle il était monté, ne s'est point rendue, comme on l'a dit, à la première bordée des Anglais. On ne peut refuser du courage au capitaine; mais on pourrait peut-être croire qu'il n'a pas l'expérience nécessaire à un officier de mer. » A la suite de ce passage se trouve une courte relation du combat, que l'on supposa avoir été rédigée par le général Baraguey d'Hilliers lui-même; cette circonstance lui ôta le crédit qu'elle méritait peut-être, parce que l'on pensa que ce général, destitué par le Directoire en même temps que le capitaine Bourdet, avait intérêt à présenter le combat sous un jour favorable aux défenseurs de *la Sensible.*

Suivant cette relation, l'affaire aurait eu lieu à si petite portée, que les Anglais auraient mis le feu dans le gréement de la frégate française avec les bourres de leurs canons; dès les premières bordées, il y aurait eu 29 hommes de tués et 55 blessés; et la frégate, entièrement désemparée, se serait trouvée percée de trente-six boulets à la flottaison; des Maltais, qu'on voulut mettre aux canons pour remplacer les marins français qui venaient d'être tués, auraient refusé de se battre; le capitaine, ayant reçu plusieurs blessures, aurait, pour tenter un dernier effort, donné l'ordre d'aller à l'abordage; et le général Baraguey d'Hilliers, voulant montrer l'exemple, aurait été renversé par un éclat de bois dans la poitrine, après avoir eu son chapeau criblé de mitraille.

Toutes ces circonstances sont vraisemblables; mais il en est une dont on ne peut contester la réalité, c'est que *la Sensible* ne portait que du 12 en batterie, tandis que *le Sea-Horse* était armé avec des canons de 18 et des caronades de 32. De la

[1] L'auteur de *Germanicus* Arnault, était sur *la Sensible*, et arriva a Paris presque en même temps que le général.

sorte, la frégate anglaise pouvait envoyer à la frégate française plus de fer en deux bordées que celle-ci ne pouvait lui en rendre en trois : cette supériorité de forces du bâtiment ennemi suffirait seule pour expliquer le résultat du combat, résultat que toutefois il eût peut-être été possible de retarder davantage. 1798—an VI. Méditerran.

Quoi qu'il en soit, un premier conseil de guerre confirma l'arrêté du Directoire, en cassant le capitaine Bourdet. Plus tard, un second conseil, devant lequel il avait demandé que son affaire fût renvoyée, le réintégra dans son grade. Cette affaire est une de celles qui ont donné lieu à l'auteur des *Principes organiques de la marine militaire* de dire : « La révision des procès, à diverses époques, sauvait d'ailleurs les prévenus qui se trouvaient tour à tour condammés, absous, loués, blâmés, récompensés, selon l'esprit du jour et le caractère du nouveau ministre. »

Le même jour que le Directoire destituait par un arrêté le capitaine Bourdet, il élevait par un autre, au grade de capitaine de frégate, le lieutenant de vaisseau Sennequier, commandant du brick de la république *le Lodi*.

Ce bâtiment, qui portait des dépêches et quelques passagers en Égypte, était sorti du port de Livourne le 4 juillet au matin, et, poussé par un bon vent, avait couru toute la journée sans apercevoir d'ennemis. A neuf heures trois quarts du soir, il se trouva tout d'un coup à portée de voix d'un bâtiment qui le hêla : c'était *l'Aigle*, brick anglais d'une force bien supérieure à la sienne. *Le Lodi* amena toutes ses menues voiles et manœuvra pour présenter le travers au bâtiment ennemi qui continuait de s'avancer sur lui. Bientôt le feu, qui n'avait commencé que par quelques coups tirés de part et d'autre, devint très-vif.

L'Aigle, comptant sur la supériorité de son artillerie, serrait de près le brick français, et s'en approcha jusqu'à engager son beaupré dans la brigantine de celui-ci, au moment où le capitaine Sennequier lui faisait faire un mouvement pour prendre son adversaire d'enfilade par l'avant. Alors commença des deux côtés un feu roulant de mousqueterie : celui des Français devint bientôt supérieur, tous les officiers passagers s'étant ar-

1798 an VII. Méditerran. més de fusils dont ils se servirent avec autant d'adresse que de vivacité. L'Anglais, qui semblait vouloir ménager un bâtiment qu'il considérait comme une capture assurée, ne s'attachait qu'à lui tuer des hommes, et ne tirait presque ses canons qu'à mitraille. Les biscaiens et les balles tombaient comme la grêle à bord du *Lodi;* plusieurs officiers, marins et soldats furent blessés en très-peu d'instants.

Les deux bâtiments restèrent pendant presque toute l'action bord à bord, et l'acharnement avec lequel leurs équipages se battaient ne diminuant pas, le combat ne paraissait devoir finir que par l'enlèvement de l'un ou de l'autre à l'abordage. Deux fois *l'Aigle* tenta de jeter du monde à bord du *Lodi*, deux fois la fusillade la plus vive fit tomber à la mer une partie des assaillants et força l'autre à se réfugier à l'abri de ses bastingages. L'abordage ordonné par le capitaine Sennequier, malgré l'ardeur de son équipage, des officiers et des soldats passagers, n'eut pas plus de succès : l'élévation de *l'Aigle* au-dessus du *Lodi* rendait sa défense plus facile, et les républicains ne purent parvenir à pénétrer sur son pont.

Après ces tentatives infructueuses pour en venir à un combat corps à corps, les deux bricks demeurèrent accostés tirant toujours; mais, à deux heures du matin, le feu de *l'Aigle*, qui avait diminué progressivement, cessa tout à fait. Le capitaine Sennequier cria alors aux Anglais de se rendre, en leur promettant qu'ils seraient traités comme le méritaient de braves gens. A cette sommation l'équipage de *l'Aigle* répondit en recommençant un feu assez vif de mousqueterie accompagné de quelques coups de canon; mais en même temps il chercha à gagner le large et à s'éloigner du *Lodi*. Le brick français lui envoya dans ce moment une volée qui fit tomber son mât de misaine et son grand mât de hune. Privé par là de la plus grande partie de ses voiles, le capitaine de *l'Aigle*, pour s'échapper, fut obligé d'avoir recours à la rame; il cessa entièrement de tirer et mit tout son monde aux avirons. Malgré le délabrement de ses manœuvres, *le Lodi* fit tous ses efforts pour le poursuivre. Le brick ennemi n'eut plus alors d'autre ressource que de chercher un abri sur la côte neutre de Toscane, vers laquelle il se dirigea en faisant des signaux de détresse. Le capitaine Sennequier fut

obligé de l'abandonner quand il le vit réfugié sous le canon d'un fort où les lois de la guerre lui défendaient d'aller l'attaquer. Il reprit le large, s'occupa de réparer ses avaries, et se remit en route pour remplir la mission dont il était chargé. 1798 — an VII. Méditerran.

Dans ce combat de plus de quatre heures et presque toujours bord à bord, les officiers de terre et de mer, les marins et les soldats rivalisèrent d'audace et de bravoure. Le capitaine Sennequier fut blessé, ainsi que deux officiers de marine et quelques officiers de terre ; deux marins furent tués et 25 hommes, tant soldats que matelots, blessés. De son côté, l'équipage du brick anglais se battit avec courage ; mais sa capture fût devenue inévitable sans la circonstance de la neutralité de la Toscane, à laquelle il dut son salut.

Peu de temps après le combat d'Aboukir, le vaisseau *le Généreux,* l'un des deux seuls échappés à ce désastre, vint mouiller dans la rade de Corfou, amenant avec lui le vaisseau *le Leander,* de cinquante canons, dont il s'était emparé en route après un combat de quatre heures, dans lequel le capitaine anglais avait été blessé. Sur ce vaisseau se trouvait le capitaine Berry, commandant du vaisseau portant le pavillon de Nelson, expédié en Angleterre par cet amiral avec ses dépêches. Les Français se réjouirent de ce succès, parce que la prise d'un vaisseau anglais fut pendant toute la guerre un événement peu commun ; mais ils n'exaltèrent pas un triomphe que l'extrême différence de force entre *le Généreux* et *le Leander* rendait moins éclatant [1]. Toutefois, en se rappelant avec quelle audace le brave Lejoille, commandant du *Généreux*, engagea, le 7 mars 1795, le vaisseau anglais *le Berwick* sur sa frégate *l'Alceste,* qui ne portait que du 12 en batterie [2], on ne peut douter qu'en cette dernière occasion il ne fût également sorti vainqueur d'un combat livré à un adversaire plus formidable que *le Leander.* Le peu de part que prit au combat d'Aboukir cet officier distin-

[1] Le poids des boulets d'une bordée du vaisseau français était double de celui des boulets d'une bordée du *Leander,* et la coque de ce vaisseau offrait infiniment moins de résistance. Notre impartialité nous fait un devoir de mentionner cette circonstance, qui devient honorable pour les défenseurs du vaisseau ennemi.

[2] *Voyez* tome III, page 233.

1798—an VII. Méditerran. gué vint du poste qu'il occupait dans la ligne, et dont (quel qu'en eût été son désir) il ne pouvait sortir sans l'ordre du commandant de l'arrière-garde. Lejoille acquit encore de nouveaux droits à l'estime de ses ennemis par la manière dont il traita les deux capitaines anglais que le sort des armes avait fait tomber en son pouvoir. Après avoir eu pour eux toutes les attentions imaginables, il les renvoya sur parole en Angleterre, aussitôt que le commandant du *Leander* fut assez bien rétabli de ses blessures pour supporter le voyage.

Côtes d'Irlande. Deux ans s'étaient presque écoulés depuis la première expédition d'Irlande, lorsque le Directoire en fit tenter une seconde[1]. Un coup d'œil rapide jeté sur la situation intérieure de l'île fera voir si cette nouvelle expédition fut entreprise à propos.

Après que les Français eurent échoué dans leur tentative à Bantry, la tranquillité parut se rétablir en Irlande; mais, sous cette apparence de calme, l'esprit d'insurrection faisait chaque jour de nouveaux progrès : la société des *Irlandais-Unis* s'accroissait, s'organisait militairement, et, dans tout le pays, on n'attendait qu'une circonstance favorable pour se soulever et courir aux armes. Le gouvernement n'ignorait pas entièrement ce qui se passait, et, de son côté, il cherchait une occasion de sévir contre les chefs d'une association si redoutable au pouvoir britannique; elle se présenta, ou, comme on l'a dit dans le temps, il la fit naître. Vers la fin de 1797, les chefs des *Irlandais-Unis* tinrent une assemblée générale à laquelle assistèrent des députés de toutes les provinces. La réunion eut lieu chez le négociant Oliver Bond; mais, un traître nommé Reynolds [2] en ayant donné avis au gouvernement, des soldats déguisés péné-

[1] Dans cet intervalle, une descente fut effectuée sur la côte occidentale de l'Angleterre par un petit corps de mille à douze cents hommes; mais l'étrange composition de cette troupe, qui nous défend de la nommer française, ne nous a pas permis de consigner les détails d'une pareille expédition dans un ouvrage entrepris pour élever un monument à la gloire nationale, bien qu'il n'y ait de blâmables que ceux qui l'ordonnèrent et qui commirent la grave erreur de croire que des hommes dépravés et avilis pouvaient renaître à l'honneur (*voyez* la séance du conseil des Cinq-Cents du 15 ventôse an V).

[2] « Pour prix de sa trahison, Reynolds reçut une pension de quinze cents livres sterling (environ trente-six mille francs). Il a occupé depuis le poste

trèrent dans la maison, et vinrent à bout de se saisir de quelques papiers importants et de la plus grande partie des individus qui composaient l'assemblée. Les uns furent pendus, les autres jetés dans des prisons d'État.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Malgré la découverte de la conspiration et l'avantage que le gouvernement croyait avoir obtenu en privant le parti mécontent de ses principaux chefs, l'impulsion avait été donnée et rien ne pouvait empêcher un soulèvement. Plusieurs comtés, entre autres ceux de Kildare et de Wexford, furent bientôt en révolte ouverte; mais les insurgés, dépourvus d'armes à feu et d'argent, ne pouvaient être redoutables que par leur nombre. Armés de mauvaises piques qu'ils fabriquaient eux-mêmes, conduits par des officiers qui n'avaient aucune expérience de la guerre, privés de toute assistance étrangère, ils résistèrent cependant six mois à une grande partie des forces militaires des trois royaumes. Après avoir obtenu des succès marquants contre des troupes aguerries et disciplinées, ils furent enfin vaincus dans les batailles de Ross et d'Antrim, où la victoire fut longtemps disputée.

Pendant que les Irlandais faisaient de si vaillants efforts pour reconquérir leur indépendance, le Directoire restait spectateur tranquille d'une lutte sanglante qu'il avait excitée : ce ne fut que lorsque les insurgés eurent été presque anéantis par les troupes britanniques qu'il s'occupa de leur envoyer des secours. Une telle faute semblerait naturellement devoir retomber sur le ministre qui dirigeait alors la marine; mais Bruix, dont le nom est devenu célèbre, et dont nous aurons souvent occasion de louer la conduite, était probablement enchaîné par une volonté supérieure : il n'y a, au reste que cette manière de l'excuser d'une inaction aussi nuisible à la France qu'avantageuse à l'Angleterre.

Une nouvelle expédition étant résolue, il était permis de penser qu'elle serait combinée sur une aussi grande échelle que celle qui avait été manquée lorsque Hoche et ce même Bruix furent écartés de l'Irlande par les vents et un faible ennemi.

d'envoyé britannique à la cour de Copenhague. » (*Mémoires manuscrits d'un Irlandais réfugié en France.*

1798 - an VII. Côtes d'Irlande.

En effet, bien que la flotte de Brest n'eût pas reçu toute l'augmentation que Bonaparte, dans sa note citée plus haut, la jugeait susceptible de recevoir, elle offrait néanmoins un plus grand nombre de vaisseaux que Morard de Galles n'en eut sous son commandement pour la première expédition d'Irlande, et l'on devait s'attendre à les voir employés à la tentative projetée : il n'en fut rien. On se demande, encore aujourd'hui, comment, lorsqu'on avait lieu d'espérer qu'à la fin de l'été trente-cinq vaisseaux de ligne seraient armés à Brest, il a pu se faire qu'on n'ait destiné pour atteindre un but aussi important que quelques frégates et un seul vaisseau de ligne. C'est encore un mystère, et les événements que nous rapporterons dans la suite ne peuvent offrir, à cet égard, que de simples conjectures.

Quoi qu'il en soit, deux divisions navales furent équipées, l'une à Rochefort et l'autre à Brest; mais la lenteur des formes administratives en usage dans la marine retarda leur armement, et fut cause qu'elles ne partirent pas en même temps. « La première fit voile avec une misérable somme de quarante-sept mille francs que le payeur de Rochefort voulut bien lui avancer, sans attendre les ordonnances de la trésorerie. La division de Brest resta quinze jours dans la rade en attendant qu'on lui comptât cent trente-cinq mille francs ordonnancés depuis trois semaines par le Directoire [1]. » Malheureusement ce retard ne fut pas le seul qu'elle éprouva.

Le commandement de la division de Rochefort fut confié au chef de division Savary [2], officier qui n'avait cessé de donner les plus grandes preuves d'habileté et de bravoure dans le cours de la guerre de 1778, et depuis le commencement de celle de la

[1] L'auteur dont nous empruntons les paroles cite ce fait à l'appui de l'assertion suivante, dont il eût pu offrir cent autres preuves : « L'intervalle qu'on prolonge arbitrairement entre la délivrance d'un mandat payable de la part du bureau des fonds et le payement par le caissier de la marine à la trésorerie, renchérit les marchés ; il occasionna parfois les plus funestes événements : ainsi le succès des opérations se trouve compromis. » (*Principes organiques de la marine militaire*, par Pinière.)

[2] Mort contre-amiral, commandant de la Légion d'honneur, en 1808, âgé de soixante-cinq ans, comptant plus de cinquante années de service, et plus de trente combats sans avoir jamais baissé le pavillon français devant l'ennemi.

révolution, notamment au combat du 14 mars 1795, où, sur son vaisseau *la Victoire*, il fit des prodiges de valeur et combattit seul une partie de l'armée anglaise. On la composa de trois frégates et une corvette, savoir : *la Concorde*, capitaine Papin ; *la Franchise*, capitaine Guillotin ; *la Médée*, capitaine Coudein [1], et *la Vénus*, capitaine Senez. Sur cette division s'embarquèrent le général Humbert et les adjudants généraux Fontaine et Sarrazin, avec 1,150 officiers et soldats, presque tous d'infanterie, et trois pièces de campagne. Les bâtiments avaient à bord de la poudre et des fusils destinés aux Irlandais.

Le 6 août 1798 la division Savary appareilla de la rade de l'île d'Aix. Sa traversée se fit sans événement remarquable. Le 21, on découvrit la terre, et le général Humbert donna à sa petite troupe le nom d'armée d'Irlande, à la vue des côtes de cette île. Les vents contraires ne permirent pas de gagner la terre le jour même ; mais le 22, la division, après avoir lutté douze heures contre les vents et les courants, vint mouiller à trois heures après-midi dans la baie de Killala, située dans le golfe de Sligo. Le débarquement ordonné à quatre heures fut effectué, et l'adjudant général Sarrazin marcha aussitôt, à la tête des grenadiers, pour attaquer Killala : ce poste fut enlevé à la baïonnette. De 200 hommes qui le gardaient, une vingtaine seulement parvinrent à s'échapper à travers les marais ; le reste fut tué ou pris. La plupart des prisonniers demandèrent à passer sous les drapeaux français ; le général y consentit et les incorpora. A dix heures du soir tous les attirails et les munitions ayant été mis à terre, le chef de division Savary se disposa à repartir avec ses bâtiments. Le lendemain matin, il les fit mettre à la voile et se dirigea vers Rochefort, où il rentra après une traversée aussi heureuse que la première.

Le jour même qui suivit la descente et la prise de Killala, l'adjudant général Sarrazin reçut ordre de pousser une reconnaissance à quelques lieues dans l'intérieur vers Ballina. Il atteignit, dans sa course, un parti de cavalerie ennemie, qui, après

[1] Depuis capitaine de vaisseau en retraite. C'est le fils de cet estimable capitaine qui commandait le radeau de *la Méduse*, et qui dans ce terrible naufrage s'est signalé par un courage et une prudence qu'on pourrait trouver au-dessus de son âge, s'il n'eût été Français et marin.

1798 an VII. Côtes d'Irlande.

une légère escarmouche, s'enfuit au grand galop. Le général Humbert s'avança, le lendemain 24, sur Ballina avec toute sa petite armée. Il trouva des troupes anglaises postées sur la route; elles furent culbutées par l'adjudant général Sarrazin, qui les attaqua de front avec les grenadiers et un faible bataillon de ligne, pendant que l'adjudant général Fontaine s'efforçait de les tourner. L'ennemi, s'étant aperçu de ce mouvement, évita une défaite complète en commençant sa retraite de bonne heure; on lui fit néanmoins quelques prisonniers. Le général Humbert poursuivit pendant longtemps la cavalerie anglaise avec une poignée de braves du 3e régiment de chasseurs à cheval. Après ce premier succès, l'armée fut jointe par un corps d'environ 1,000 Irlandais-Unis qui furent habillés et armés sur-le-champ.

Si l'on en croit quelques Irlandais, le point sur lequel on ordonna au général Humbert d'aller débarquer fut mal choisi; selon eux, les environs de Killala sont la partie la plus sauvage de toute l'île; les habitants, simples et grossiers, n'avaient jamais pris part aux insurrections précédentes, et la plupart ignoraient même jusqu'au nom des Français. Ils affirment que, quelque faible que fût le corps de troupes du général Humbert, si on l'eût mis à terre dans un endroit plus convenable et surtout quelques mois plus tôt, le résultat de l'expédition eût été bien différent. Si ces assertions étaient fondées, on ne pourrait s'empêcher de remarquer combien de fautes ont été faites dans cette circonstance, et combien les mesures ont été mal prises pour favoriser en Irlande une rébellion qui offrait à la république la diversion la plus utile dans sa guerre contre l'Angleterre : obligé de tourner tous ses efforts du côté de l'île révoltée, le gouvernement britannique n'eût pu diriger ni soudoyer la coalition formidable qui s'organisait par son influence. Le temps seul pourra faire connaître le secret d'une foule de fausses combinaisons de ce genre.

Le 25, la petite armée française continua son mouvement en avant; le 26, elle arriva à Ballina, où elle prit position. Cependant Humbert, ayant appris que les généraux Lake et Hutchinson avaient marché à sa rencontre jusqu'à Castlebar à la tête de 4,000 hommes composés en grande partie de milices, et qu'ils se disposaient à venir l'attaquer, résolut de les prévenir et de les

surprendre. En conséquence, il fit partir toute sa troupe de Ballina à trois heures après midi, et, le lendemain 27, à six heures du matin, il arriva sur les hauteurs voisines de Castlebar, après une marche de quinze heures à travers un pays de montagnes. Sur-le-champ il fit reconnaître la position de l'ennemi, qui était très-forte, et l'attaque fut ordonnée immédiatement. 1798—an VII Côtes d'Irlande.

Les tirailleurs anglais furent d'abord repoussés vivement : le chef de bataillon Dufour les poursuivit jusqu'au pied de leurs retranchements ; en ce moment tout le reste des troupes françaises s'avança au pas de charge. Le déploiement des colonnes se fit sous la mitraille de douze pièces de canon, dont le feu vif et meurtrier ne put ralentir l'ardeur des républicains. Pendant que l'ennemi est attaqué si audacieusement sur son front, le général Sarrazin se porte avec un bataillon de ligne et les grenadiers de l'armée pour forcer sa gauche et la pousser dans Castlebar. Le bataillon qui se présente le premier, et qui essuie le feu de plus de 2,000 hommes, est obligé de se replier; mais Sarrazin, à la tête des grenadiers, vole à son secours et rejette l'ennemi sur son terrain. Cependant, reconnaissant l'impossibilité de déposter cette aile de l'armée anglaise, il ordonne au bataillon de ligne de se borner à la contenir, sans riposter au feu terrible de mousqueterie qu'elle dirige sur lui ; après quoi, il se porte rapidement avec ses grenadiers sur l'autre aile, la culbute et s'empare de trois pièces de canon. Le centre des ennemis suit bientôt le mouvement rétrograde de la droite, et le bataillon laissé pour tenir la gauche en échec la contraint à se réfugier dans la ville.

Retranchés dans les maisons et soutenus par leur artillerie, les Anglais opposent une vigoureuse résistance aux troupes républicaines, qui cherchent à les déloger ; des deux côtés on se bat avec acharnement ; enfin, une charge des chasseurs à cheval du 3e régiment oblige le gros de l'ennemi à repasser le pont de Castlebar. Diverses autres charges, dirigées par les adjudants généraux Sarrazin et Fontaine, réussissent également, et l'ennemi, chassé de toutes ses positions, abandonnant son artillerie et la plus grande partie de ses équipages, fut poursuivi pendant deux lieues l'épée dans les reins. Il se retira en désordre sur Hollymount, et gagna, dans la nuit, Tuam.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande. Ainsi se termina la bataille de Castlebar, événement glorieux pour les Français, qui battirent d'une manière aussi complète un ennemi plus de trois fois supérieur en nombre[1]. 600 Anglais tués ou blessés restèrent sur le champ de bataille. 1,200 prisonniers, quatorze pièces de canon et cinq drapeaux furent les trophées de cette victoire, achetée par une perte d'environ 200 officiers et soldats tués ou blessés.

Le général Humbert s'arrêta quelques jours à Castlebar. La nouvelle de son débarquement et de ses succès s'étant propagée dans l'intérieur, les Irlandais s'insurgèrent de nouveau, et à chaque instant il en arrivait au camp français, mais en moins grand nombre qu'on ne l'avait espéré. Lorsque Humbert en eut réuni environ 3,000, il se mit en marche pour pénétrer plus avant dans l'intérieur. Avant de partir, il régla l'organisation de la province de Connaught par l'arrêté suivant :

« 1. Le gouvernement de la province de Connaught résidera à Castlebar jusqu'à nouvel ordre.

« 2. Ce gouvernement sera composé de douze membres, qui seront agréés par le général en chef de l'armée française.

« 3. Le citoyen John Moore est nommé président du gouvernement de la province de Connaught[2] ; il est spécialement chargé de la nomination et de la réunion des membres dudit gouvernement.

« 4. Le gouvernement s'occupera sur-le-champ d'organiser la milice de la province de Connaught, et d'assurer la subsistance des armées française et irlandaise.

« 5. Il sera organisé huit régiments d'infanterie, chacun de

[1] Le général Humbert, dans son rapport au Directoire sur la bataille de Castlebar, évalua l'armée ennemie à cinq ou six mille hommes, dont six cents de cavalerie; les Anglais, de leur côté, conviennent que Lake a opposé aux Français plus de quatre mille hommes, ce qui se rapproche assez de l'évaluation du général républicain pour qu'on puisse la croire exacte : mais, comme on ignore le nombre d'insurgés irlandais qu'il avait ralliés à cette époque, nous nous bornons à dire que sa petite armée a mis en déroute un ennemi plus de trois fois supérieur en nombre.

[2] John Moore fut saisi à Castlebar lors de la rentrée des troupes royales dans cette ville. L'arrêté du général français fut trouvé sur lui; on ne voulut pas d'autres pièces de conviction : il fut condamné à être pendu et fut exécuté à l'instant.

1,200 hommes, et quatre régiments de cavalerie, chacun de 600 hommes. 1798 — an VII Côtes d'Irlande.

« 6. Tout individu, depuis seize ans jusqu'à quarante, est requis, au nom de la république irlandaise, de se rendre de suite au camp français, pour marcher en masse contre l'ennemi commun.

« 7. Le gouvernement déclarera rebelles et traîtres à la patrie tous ceux qui, ayant reçu des habits ou des armes, ne rejoindront pas l'armée dans les vingt-quatre heures. »

Le premier mouvement des troupes françaises et des insurgés eut lieu sur Drummahair, et fit croire aux Anglais que le général Humbert avait l'intention de se porter au nord de l'île, pour opérer sa jonction avec de nouvelles forces qui auraient débarqué dans une des baies de cette partie du pays [1]. Cependant il quitta bientôt cette route, et fit un changement de direction comme pour s'avancer vers Carrick sur le Shannon. Cette mesure fut sans doute nécessitée par les avis reçus de la force et de la position des troupes britanniques rassemblées par le vice-roi d'Irlande, lord Cornwallis, et dont le corps battu à Castlebar ne formait qu'une très-petite partie. L'armée anglaise manœuvra pour disputer le passage de la rivière aux Français; mais, Humbert l'ayant gagnée de vitesse, le Shannon fut passé par son petit corps à Balintra. Dans sa marche, qu'il poursuivit pendant huit jours depuis son départ de Castlebar, il soutint plusieurs combats. Les champs de Cloone et de Granard, entre autres, furent témoins de nouveaux prodiges de la valeur française; mais enfin elle dut céder au nombre. Entourée le 8 septembre, a Ballinamuck, par 25 ou 30,000 hommes de troupes réglées, soutenus par près de cent pièces d'artillerie, la petite armée de Humbert fut forcée de se rendre prisonnière de guerre. Sa force effective alors, suivant l'état remis au général anglais par le chef d'état-major, était de 844 officiers, sous-officiers et soldats français; les insurgés jetèrent leurs armes et se dispersèrent : il n'en fut pris qu'un petit nombre.

[1] Cette conjecture ne paraîtra pas dépourvue de tout fondement quand nous aurons fait voir sur quel point de la côte d'Irlande la division de Brest avait ordre d'atterrir.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Les Anglais traitèrent le général Humbert avec distinction L'adjudant général Sarrazin obtint d'être échangé sur-le-champ contre un des colonels anglais pris à la bataille de Castlebar, et vint présenter au Directoire un étendard qu'il avait enlevé à la cavalerie ennemie dans cette même bataille, en chargeant à la tête des officiers de l'état-major et des chasseurs à cheval du 3e régiment. Malgré sa malheureuse issue, cette campagne de seize jours fut extrêmement brillante pour les armes républicaines. Lord Cornwallis, dans son rapport au gouvernement britannique, ne dissimule pas que, malgré l'immense supériorité de ses forces, il eut de grandes difficultés à vaincre la petite armée française. « Quelque nombreuses que fussent nos troupes, dit-il, une grande persévérance et des marches extraordinaires étaient nécessaires pour s'opposer au progrès d'un ennemi extrêmement actif. »

Le débarquement de Humbert et les avantages qu'il obtint au début de la campagne causèrent une vive inquiétude au gouvernement et au peuple anglais[1] ; mais l'excessive faiblesse numérique de sa troupe eut, entre autres désavantages, celui d'empêcher l'insurrection d'être complète, les Irlandais ne la considérant pas comme un point d'appui assez fort. On peut au reste regarder comme certain, d'après ce que firent un millier de Français, faiblement secondés par les habitants du pays, que, si les deux divisions de Brest et de Rochefort eussent débarqué leurs troupes en même temps et sur un même point, l'armée anglaise, toute nombreuse qu'elle était, eût fini par succomber sous les efforts réunis du corps français (alors de plus de 4,000 hommes) et des insurgés irlandais, qui se fussent ralliés en plus grand nombre et avec plus de confiance autour de cette formidable élite.

Huit jours après la reddition du général Humbert et de ses intrépides compagnons, le brick *l'Anacréon* se présenta sur la côte d'Irlande, près de l'île de Rutland, à l'ouest du comté de Donegal. Ce bâtiment était monté par le général Rey et Napper-

[1] Un journal de Londres, qui croyait les Français débarqués à Killala un peu plus nombreux qu'ils ne l'étaient, s'exprimait ainsi : « Quinze cents républicains ébranlent cet empire jusque dans ses fondements ! que serait-ce donc si une armée française effectuait la descente en Angleterre ? »

Tandy, l'un des chefs des Irlandais-Unis, alors chef de brigade au service de la république, outre plusieurs officiers et un détachement d'artillerie légère; il était chargé d'armes, de munitions et d'habillements pour les Irlandais qui auraient rejoint l'armée française. Le général Rey communiqua avec la terre, et son premier soin fut de demander des nouvelles des troupes qui avaient dû débarquer à Killala; il apprit avec chagrin qu'elles avaient été obligées de se rendre prisonnières. Après s'être assuré qu'il ne pouvait rien faire dans ces parages, le général Rey se décida à retourner à Dunkerque, en faisant le tour par le nord de l'Angleterre. Dans sa route, *l'Anacréon* rencontra près des Orcades deux lettres de marque anglaises fortement armées : ces bâtiments revenaient de la Baltique et étaient chargés d'objets propres à le marine. Le brick français les attaqua, et, après un combat où la supériorité de leur calibre devait leur donner l'avantage, il s'en empara, et les expédia pour la France, où il arriva lui-même sans fâcheuse rencontre.

1798 – an VII
Côtes d'Irlande.

La division de Brest, retardée par une foule de circonstances, mit enfin à la voile le 16 septembre : elle était composée d'un vaisseau de ligne, huit frégates et un aviso[1], et portait environ 3,000 hommes de troupes de débarquement, commandés par les généraux Hardy[2] et Ménage, un train considérable d'artillerie, des objets du génie, et quelques troupes de ces deux armes, commandées par le chef de bataillon Pernetty et le capitaine Kirgener[3]. On avait choisi pour

[1] Savoir .

BATIMENTS.	CANONS.	CAPITAINES.
Le Hoche.	74.	Bompard, chef de division.
La Romaine.	44.	Bergevin, capitaine de vaisseau.
L'Immortalité.	44.	Legrand, capitaine de vaisseau.
La Loire.	40.	Segond, capitaine de frégate.
L'Embuscade.	36.	Clément de la Roncière, cap. de vaiss.
La Coquille.	36.	Depéronne, capitaine de vaisseau.
La Bellone.	36.	Jacob, capitaine de frégate.
La Résolue.	36.	Bargeau, capitaine de frégate.
La Sémillante.	36.	Lacouture, capitaine de frégate.
La Biche (aviso).		

[2] Mort général de division, à Saint-Domingue, en 1802.

[3] Parvenu au grade de général de division dans son arme, il fut emporté

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

commander les forces navales le chef de division Bompard. Sous le rapport de la bravoure, on ne pouvait faire un meilleur choix; mais l'expérience a prouvé qu'il eût pu l'être sous le rapport de plusieurs autres qualités non moins indispensables à un chef que l'intrépidité dont Bompard avait donné des preuves brillantes[1]. La sortie eut lieu le soir, et la division prit le passage du Raz, pour éviter la rencontre des croiseurs ennemis. Le calme rendit ce mouvement long. Le lendemain, à la pointe du jour, les bâtiments français n'étaient encore qu'à trois ou quatre lieues au large. On découvrit bientôt un vaisseau rasé et une frégate, *l'Anson* et *l'Ethalion*, faisant partie de la croisière ennemie. Malgré la supériorité de forces de la division française, elle ne dut point attaquer ces deux bâtiments, pour ne pas attirer sur elle toute la station anglaise, avertie par le bruit du canon; elle prit chasse devant eux, et ils la suivirent. Le surlendemain, une frégate, *l'Amelia*, rallia les deux bâtiments ennemis, et, après avoir communiqué avec *l'Anson*, elle vira de bord, se couvrit de voiles, et parut prendre la route de l'Angleterre[2].

Le commandant Bompard avait fait gouverner au sud-ouest, pour tromper l'ennemi sur sa destination, et pour éviter les nombreux bâtiments anglais qui croisaient vers l'entrée de la Manche. Lorsque, au bout de deux jours, il ne se vit suivi que par deux seuls navires, il devait les faire chasser de manière à pouvoir les combattre et les prendre, ou les écarter tellement du gros de la division qu'il leur fût devenu presque impossible de la retrouver après la chasse levée. En effet, dans le

par le même boulet qui tua le duc de Frioul, après la bataille de Wurschen, en 1813.

[1] La première faute que les marins reprochèrent à ce commandant fut d'avoir accepté sans représentations le vaisseau que le ministre lui désigna. *Le Hoche*, demeuré longtemps sur la rade de Brest comme *stationnaire*, n'était ni arrimé ni équipé comme doit l'être un vaisseau destiné à tenir la mer et à résister aux tempêtes et à l'ennemi. Cet état de son vaisseau fut cause des avaries qu'il éprouva en essayant de sortir de la rade, et dont les réparations retardèrent encore le départ de la division.

[2] C'est sur l'avis donné par *l'Amelia* de la sortie de la division française qu'on expédia une escadre, sous le commandement de sir John Borlase Warren, pour l'attendre aux atterrages d'Irlande.

cas où les chasseurs français eussent dû se borner à éloigner les deux bâtiments ennemis, ils eussent été à même, en prolongeant la chasse jusqu'à la nuit, et la levant alors, de rallier la division sur une fausse route qui leur aurait été signalée d'avance, et sur laquelle les Anglais n'eussent pu se porter que par hasard. La chasse eut lieu : deux frégates seules approchèrent l'ennemi, savoir, *la Loire* et *l'Immortalité*. Le capitaine Segond demanda par signal à commencer l'attaque; mais le commandant y répondit par celui de ralliement, et se remit en route. Les bâtiments anglais virèrent de bord peu après les chasseurs, et continuèrent à suivre et à observer la division. Voyant qu'il ne pouvait se dérober à la vue des ennemis acharnés après lui, le commandant français continua sa route au sud-ouest, afin de leur donner le change sur sa mission : cette manœuvre maladroite entraîna la division jusque vers le cap Finistère. Pour mieux persuader aux Anglais qu'il allait aux Antilles, Bompard résolut de pousser jusqu'aux Açores, espérant se faire abandonner là et reprendre sa route en faisant le tour de ces îles : une saute de vent vint contrarier ce projet et le força de remonter au nord.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Pendant que la division française faisait ce grand détour, elle se trouva un matin au milieu d'un convoi anglais de plus de cent voiles. Ce convoi, parti d'Angleterre, n'était escorté que par un vaisseau rasé et quelques vaisseaux de la compagnie des Indes, bâtiments mal armés. Le désordre que la présence subite des bâtiments français mit dans le convoi prouvait de la manière la plus évidente que son escorte était trop faible pour leur résister. Cependant Bompard ne chercha nullement à s'emparer des bâtiments de ce convoi, pour ne pas désobéir à ses instructions, qui lui prescrivaient d'éviter tout ce qui pourrait ralentir sa marche et retarder son arrivée au point fixé pour le débarquement de ses troupes. Le petit retard qu'eût éprouvé sa mission par l'attaque d'un convoi aussi précieux pour l'Angleterre n'eût pourtant été rien en comparaison de celui qu'il y avait apporté en fuyant pendant plus de dix jours devant deux seuls bâtiments ennemis, et sur une route presque diamétralement opposée à celle qu'il avait à tenir. La destruction de ce convoi aurait peut-être porté à l'Angleterre un coup aussi sensible que

1798—an VII. Côtes d'Irlande. le débarquement trop tardif des 3,000 hommes qu'emmenait la division : toutefois, l'une et l'autre opérations eussent pu réussir.

Souvent de semblables bonnes fortunes se sont offertes aux marins français pendant la guerre de la révolution, et ils ont été obligés de renoncer à en profiter. La manie qu'on eut presque toujours de transformer des bâtiments de guerre en transports, en les encombrant de troupes et de munitions, avait le double désavantage de leur ôter leur marche, soit pour chasser l'ennemi, soit pour fuir devant des forces supérieures, et de les rendre moins dégagés pour le combat[1] : ils devenaient ainsi plus faciles à joindre, et moins capables de résister après avoir été joints. Dans le cas dont nous parlons, la destruction du convoi rencontré et le débarquement en Irlande eussent pu être effectués avec la plus grande facilité si la division eût été composée des huit mêmes frégates armées en flûtes (portant seules toutes les troupes, les attirails et les munitions) et de trois ou quatre vaisseaux de ligne bien armés et dégagés de toute espèce d'encombrement.

Après cette rencontre infructueuse, et lorsque la division eut pris la route qui la portait le plus directement vers l'Irlande,

[1] Ce que nous avons dit au sujet de la première expédition d'Irlande (tome IV, page 232) pourrait paraître en contradiction avec ce que nous disons maintenant ; mais il faut remarquer qu'il s'agissait d'un corps d'armée de plus de quinze mille hommes et d'une traversée de six jours seulement. L'avantage que nous trouvions à la répartition d'une grande partie de l'armée expéditionnaire sur les vaisseaux et frégates était principalement sous le rapport de l'économie, en ce qu'elle épargnait la dépense d'un nombre considérable de bâtiments de transport loués au commerce, marchant ordinairement mal, ne naviguant pas en bon ordre, et capables de compromettre l'armée en la retardant, lorsque le succès dépendait surtout de la célérité et de l'habileté à profiter de l'absence de la station ennemie, obligée par quelque coup de vent de relâcher dans un port de la Manche. Nous ne laissions pas de penser que, chargée de troupes comme elle l'était, la flotte de Galles n'eût été bien moins en état de combattre la flotte anglaise, si elle l'eût rencontrée ; mais, d'après le plan de Truguet, cette rencontre était presque impossible en allant, puisque, pendant le temps qu'il fallait aux Anglais pour revenir de Torbay devant Brest y apprendre la sortie de l'expédition, Morard de Galles se fût trouvé assez loin pour ne pouvoir plus être joint qu'après le débarquement.

l'Anson et *l'Ethalion* continuèrent de la suivre comme aupa- 1798 — an VII. Côtes d'Irlande.
ravant. Un jour, ils s'en trouvèrent si proches, que le commandant Bompard se décida enfin à ordonner une chasse générale : *la Loire* et *l'Immortalité* furent encore les premières à les joindre. Le capitaine Segond demanda, comme la première fois, à combattre, et appuya son signal de quelques coups tirés sur le bâtiment ennemi le plus éloigné, pour faire voir qu'il était à portée. Le commandant répondit, de même que lors de la chasse précédente, par le signal de ralliement général, et ensuite par un autre qui particularisa cet ordre à *la Loire*.

Les manœuvres peu décidées du chef de division Bompard, et surtout le circuit considérable qu'il fit faire à ses bâtiments, nuisirent au succès d'une expédition partie déjà plus d'un mois trop tard, et il mit vingt-cinq jours pour se rendre à sa destination, tandis que dix ou douze étaient suffisants. Les premières instructions de Bompard avaient fixé pour point de débarquement la baie de Killala; mais le long délai qui retarda son départ fit changer ces dispositions, et il lui fut ordonné de débarquer au lac de Lough-Swilly, sur la côte septentrionale d'Irlande, dans la supposition que Humbert aurait pu se porter vers le nord de cette île et se trouverait en mesure de faire sa jonction avec le corps du général Hardy.

Le 10 octobre au soir, la division, toujours suivie par les bâtiments anglais, qui ne l'avaient pas perdue de vue depuis le départ, eut connaissance de la côte. Bompard fit alors changer la route, et se dirigea comme s'il eût eu dessein d'aller chercher la baie de Killala : cette manœuvre mérite des éloges. A minuit, il fit virer de bord et reprendre la route du nord; par ce moyen il trompa l'ennemi et s'en fit abandonner. Au point du jour, le vent étant au nord-nord-ouest, le commandant laissa arriver avec tous ses bâtiments, pour s'approcher de la terre et la reconnaître.

A midi, *l'Immortalité*, qui avait chassé en avant, signala une escadre ennemie. Bientôt elle fut en vue de la division, et l'on put compter huit gros bâtiments qui la composaient : c'était celle de sir John Borlase Warren, que *l'Anson* et *l'Ethalion* avaient ralliée et dirigeaient vers la division française.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande. Le commandant Bompard fit alors signal à toute la division de serrer le vent. Ce mouvement, exécuté sans précaution à bord du *Hoche*, causa la rupture de son grand mât de hune, qui, dans sa chute, entraîna le mât de petit perroquet, celui de perruche, et défonça la grande voile, de sorte que ce vaisseau se trouva avoir des avaries à ses trois mâts et désemparé de deux de ses voiles majeures. Cet événement ralentit considérablement sa marche et par conséquent celle de toute la division. Les ennemis gagnèrent sur elle beaucoup de chemin. A cinq heures, ils se trouvaient dans ses eaux, à environ deux lieues. Bompard résolut, pour se dérober à leur poursuite pendant la nuit, de faire arriver vent arrière sa division toute à la fois, et de se diriger sous toutes voiles vers la côte, pour y jeter à la hâte les troupes de débarquement, et remplir au moins cette partie la plus importante de sa mission, avant de courir les chances d'un combat contre des forces qu'il avait jugées bien supérieures aux siennes. En conséquence il fit le signal de virer lof pour lof à huit heures du soir.

Cette manœuvre était bien conçue et pouvait avoir du succès : on ignore pourquoi elle ne fut pas exécutée. La division continua sa bordée pour tâcher de gagner dans le vent, chose difficile en ce qu'elle devait se régler sur *le Hoche*, retardé par ses avaries, tandis que l'escadre ennemie, dont les bâtiments étaient en bon état, pouvait le faire avec facilité et parvenir à l'environner. Une circonstance cependant paraissait devoir favoriser la fuite de la division française sur la fausse route que Bompard avait dessein de lui faire faire. Vers le soir, *la Résolue* signala une voie d'eau impossible à étancher ; le commandant fit donner ordre au commandant de cette frégate, par le capitaine de l'aviso, de tâcher d'attirer l'ennemi de son côté, en mettant des feux ou en lançant des fusées de signaux, manœuvre qui devait le faire prendre, mais par laquelle il se dévouait au salut du reste des bâtiments français : cet ordre ne reçut point d'exécution. Serait-ce là la cause qui empêcha Bompard de fuir vent arrière, à huit heures, comme il en avait fait le signal? Cela n'est guère probable.

Le lendemain, 12 octobre, au point du jour, la division se trouva comme on l'avait prévu, presque entourée par l'escadre

anglaise. Depuis la veille, *le Hoche* n'était pas encore parvenu à réparer ses avaries ; tout ce qu'il avait pu faire avait été de remplacer sa grande voile, et il se trouvait dans la nécessité de se présenter au combat sans son grand hunier. Cette circonstance, fruit de la lenteur avec laquelle furent poussés les travaux nécessaires pour repasser un nouveau mât de hune, eut la plus grande influence, non-seulement sur le sort de ce vaisseau, mais sur celui de la division entière [1]. 1798—an VII. Côtes d'Irlande.

La terre avait été aperçue le matin, en même temps que l'ennemi. Le commandant de la division française se décida à faire un nouvel effort pour tâcher de la joindre, afin de s'y échouer, s'il ne lui était pas possible de s'y embosser. Dans cette intention, il fit le signal de former l'ordre de retraite convenu, accompagné de celui de se préparer à mouiller une grosse ancre. L'ordre de retraite se forma, les bâtiments sur deux lignes de front, *le Hoche* occupant le milieu de la seconde ligne, les bâtiments bien ralliés, mais peu alignés, à cause de la difficulté de se maintenir de la sorte vent arrière. La force de l'escadre anglaise était alors parfaitement reconnue [2] ; voici quelle était sa

[1] C'est probablement à cette faute et aux autres, commises par le commandant Bompard, que l'auteur des *Principes organiques de la marine militaire* a fait allusion lorsqu'il a dit : « L'officier militaire historiographe, en traçant le combat honorable de tel vaisseau français contre une escadre anglaise, ne pourrait se taire sur les moyens, qui furent méconnus ou négligés, d'éviter un engagement auquel la marine française impute des pertes sensibles. »

[2] Cette escadre se composait de trois vaisseaux de ligne, deux vaisseaux rasés et trois fortes frégates ; savoir, *le Foudroyant*, de 80 canons ; *le Canada*, de 74 (vaisseau du commodore Warren) ; *le Robust*, de 74 ; *le Magnanime* et *l'Anson*, vaisseaux rasés ; *l'Amelia, le Melampus* et *l'Ethalion*, frégates du premier rang. Elle était conséquemment bien supérieure en force à la division française ; celle-ci ne montant que 400 bouches à feu, tandis que les bâtiments anglais en portaient 520 de plus fort calibre, ce qui leur donnait le moyen de lancer cinq mille quatre cents livres de fer lorsque les bâtiments français n'en pouvaient lancer que quatre mille. On peut encore établir cette différence de forces d'une manière plus évidente : *le Foudroyant*, de 80, était plus fort que *le Hoche*, de 74 ; les deux vaisseaux anglais de 74 l'étaient plus, matériellement parlant, que les cinq frégates françaises portant du 12, plus *la Loire* portant du 18 (mais la manœuvre pouvait établir l'équilibre) ; les deux vaisseaux rasés étaient de beaucoup plus forts que les deux frégates françaises portant du 24. Ainsi, en

1798 – an VII. Côtes d'Irlande.

position : un vaisseau de 74, un vaisseau rasé et une frégate (*le Robust, le Magnanime* et *l'Amelia*) en arrière de la division, chassant en ligne pour la joindre et la combattre; le vaisseau de 80 et une frégate (*le Foudroyant* et le *Melampus*) par le travers à babord; le vaisseau du commodore et la troisième frégate (*le Canada* et *l'Ethalion*) du même côté, mais sur l'avant de la division; enfin, à une grande distance sur l'avant, le second vaisseau rasé (*l'Anson*), qui avait rompu son mât d'artimon dans la chasse de la veille.

Le vent était au nord-ouest et la division française le recevait à tribord. L'escadre ennemie, en se plaçant sous le vent, coupait la terre aux bâtiments français, et rendait ainsi impraticable le dessein qu'avait eu Bompard de gagner la côte avant d'en venir aux mains. D'un autre côté, dans cette situation, la division française ne pouvait fuir au large qu'en se mettant au plus près du vent; mais les ennemis, qui l'avaient gagnée si facilement la veille sous cette allure dans une chasse qui n'avait duré qu'une partie de la journée, ne pouvaient manquer de la joindre ce jour-là, si elle continuait à régler sa voilure sur *le Hoche :* dans le cas contraire, ce bâtiment, le plus fort et le plus précieux de la division, devenait une proie assurée et facile.

Bompard vit que le moment critique était arrivé. Il se prépara au combat avec un sang-froid qui ne démentait pas celui qu'il avait montré le jour précédent, lorsqu'à toutes les observations que lui faisaient ses officiers il répondait : « Eh bien ! mes amis, nous nous battrons. » Pour lui se bien battre était tout. Vers sept heures, les bâtiments ennemis qui était en arrière de la division l'avaient considérablement approchée, et quelques frégates tirèrent sur eux de leurs canons de retraite, et quelquefois de toutes leurs batteries en lançant au vent. Le commandant fit quelque temps après le signal de former une prompte ligne de bataille sans égard au poste. Cet ordre fut exécuté de manière que presque toutes les frégates furent se placer en avant du *Hoche*; *la Loire*, *l'Immortalité* et *la Bellone* en étaient les plus rapprochées. Tous les efforts des ennemis paru-

supposant les deux escadres engagées de cette manière, deja avantageuse pour les Anglais, il leur restait encore trois frégates de premier rang, disponibles.

rent alors se diriger vers ce vaisseau resté à la queue de la ligne. 1798—an VII. Côtes d'Irlande.
Bientôt le *Robust, le Magnanime* et *l'Amelia* l'engagèrent, le premier vaisseau ayant pris poste par son travers à bâbord, et *le Magnanime* le canonnant en hanche et en poupe ; pendant ce temps les autres bâtiments anglais forçaient de voiles pour venir se joindre à ceux qui se trouvaient déjà engagés.

Le Hoche résista vaillamment à ses premiers adversaires. Quelques frégates placées en avant de ce vaisseau tiraient de temps à autre leurs canons de retraite sur *le Robust* : toutes, au reste, se tenaient au poste qu'elles avaient pris dans la ligne de bataille, sans faire aucun mouvement pour dégager leur commandant, qui, il est juste de le dire, ne leur fit pas de signal pendant plus de trois heures. Enfin, vers onze heures, le chef de division Bompard signala à ses bâtiments de serrer l'ennemi au feu. *La Loire* et *l'Immortalité* firent alors des *arrivées* qui leur permirent de tirer quelques bordées sur l'avant du *Robust; la Bellone*, couverte par ces deux frégates, ne put le faire que rarement. C'est alors que le capitaine Segond conçut le projet d'aller aborder ce vaisseau, de concert avec *l'Immortalité*, dont le commandant lui promit de partager les dangers et la gloire de cette entreprise hardie. *La Loire* força de voiles et se porta audacieusement sur *le Robust ;* mais comme *l'Immortalité* tardait à la suivre, le capitaine Segond se vit contraint de renoncer à une tentative alors par trop téméraire. Toutefois la belle manœuvre de *la Loire* força le vaisseau ennemi à faire une arrivée pour lui présenter le travers, mouvement dont *le Hoche* eût pu profiter pour enfiler *le Robust* par l'arrière, si à cette époque il n'eût pas été déjà presque entièrement écrasé ; dans cette position la partie devenait trop inégale, et *la Loire* reprit son poste, après avoir reçu du *Robust* une volée tirée en salut qui lui fit beaucoup de mal.

En ce moment le reste de l'escadre anglaise s'était approché de manière à pouvoir prendre part au combat. *Le Foudroyant* se plaça sur l'avant du *Robust* pour combattre les frégates voisines du *Hoche,* et contribuer, s'il était nécessaire, à la réduction de ce vaisseau, auquel il envoya quelques volées par intervalles. Sir John Borlase Warren avec *le Canada* vint prendre poste à l'autre extrémité de la ligne courbe formée par les

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

vaisseaux qui combattaient *le Hoche*, et se mit à le canonner par la hanche du tribord. Les frégates anglaises s'étaient élevées au vent et manœuvraient de maniere à couper la retraite à celles de la division française qui tenteraient de s'échapper. Entouré de la sorte, *le Hoche* ne pouvait prolonger longtemps une résistance qui durait déjà depuis quatre heures. A onze heures et demie le commandant Bompard fit amener son pavillon, ayant toutes ses manœuvres dormantes et courantes coupées, ses mâts criblés et près de tomber, vingt-cinq pièces de canon démontées, quantité de boulets à la flottaison et cinq pied d'eau dans la cale : le carnage avait été effroyable, et le faux-pont n'offrait plus place pour recevoir les blessés.

Cette vaillante résistance fit le plus grand honneur au commandant Bompard. L'équipage et les troupes passagères rivalisèrent de courage, de même que les officiers de terre et de mer se distinguèrent à l'envi les uns des autres ; parmi les derniers on remarqua surtout le capitaine de frégate Maistral cadet, commandant en second du vaisseau, digne émule de son chef pour la bravoure, et dont les talents comme marin furent du plus grand secours à ses compagnons d'infortune [1].

[1] Lorsque les Anglais prirent possession du vaisseau *le Hoche*, ils en retirèrent seulement une portion de l'équipage et des troupes passagères ; le reste y demeura entassé, avec les blessés et quelques marins anglais chargés de manœuvrer la prise. Après avoir été amariné de la sorte et mis à la remorque d'une frégate, *le Hoche* essuya une tempête effroyable. Dans la nuit, la remorque cassa, les bas mâts rompirent ; deux tombèrent à la mer, où les lames les lançaient avec violence contre les flancs du vaisseau, dont ils menaçaient de défoncer les sabords ; le troisième s'abattit sur le pont, où, dans sa chute, il écrasa les embarcations, dernière ressource en cas de malheur ; le vaisseau faisait tant d'eau, que toutes les pompes pouvaient à peine suffire à la rejeter ; le feu enfin prit à bord. Les Anglais, pour se dérober l'horreur du péril qui les entourait, avaient défoncé la cambuse et étaient tous ivres morts. La reprise du vaisseau eût été facile s'il eût été capable de tenir la mer ; mais le premier de tous les besoins, celui de veiller à la conservation de leur existence, se faisait seul sentir à ceux des Français que l'idée de leur cruelle situation n'avait pas réduits au plus accablant désespoir. Le capitaine Maistral, quoique blessé, fit tout pour arracher ses malheureux compagnons à une mort que leur funeste apathie rendait inévitable : il parvint à réveiller leur courage. Animés par son exemple, ils se remirent à pomper, ils éteignirent le feu ; ils cintrèrent les batteries, dont les canons, ébranlés par le plus violent roulis, rompaient boucles et cor-

Aussitôt après la reddition du *Hoche*, le capitaine de *la Romaine*, à qui le commandement venait d'échoir, fit signal à la division de forcer de voiles. Les frégates françaises se mirent alors à fuir dans différentes directions (l'aviso *la Biche* s'était sauvé dès le commencement du combat). *La Coquille* et *l'Embuscade* se trouvèrent dans l'impossibilité de quitter le champ de bataille, et elles se rendirent après une courte résistance que leur mauvaise marche, le nombre et la position des ennemis peuvent justifier. 1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Pendant que les vaisseaux anglais qui avaient combattu *le Hoche* s'occupaient d'amariner ce vaisseau, ainsi que les deux frégates dont nous venons de parler, le reste de l'escadre ennemie s'efforçait d'empêcher les six autres frégates françaises de s'échapper. *Le Foudroyant* leur barrait le chemin à gauche, *l'Amelia, le Melampus* et *l'Ethalion*, en arrière et à droite, et *l'Anson* en avant. Cependant cinq d'entre elles parvinrent à s'éloigner, à la faveur de leur marche avantageuse, en passant toutefois les unes sous la volée du *Foudroyant*, et les autres sous celle des frégates anglaises. *La Bellone*, dont la marche était inférieure à celle de ces cinq frégates, ne pouvait guère espérer d'échapper comme elles. Le capitaine Jacob[1], certain du sort qui l'attendait, n'en résolut pas moins d'opposer aux ennemis une résistance qui, toute vaine qu'elle devait être pour lui, pouvait devenir utile aux frégates qui fuyaient. Plus il prolongeait cette résistance, plus tard les ennemis qu'il forçait à le combattre pouvaient se mettre à la poursuite de ces frégates, et plus, par conséquent, il leur restait de chances de salut. Le commandant de *la Bellone* voulut néanmoins, bien qu'il crût impossible d'y parvenir, tenter de se soustraire aux bâtiments ennemis dont il était entouré. Il fit d'abord la même route que *la Loire, la Romaine* et *l'Immortalité*; mais son défaut de marche

dages, et, en se démarrant, pouvaient occasionner les plus grands malheurs; ils firent enfin tout ce qu'on pouvait attendre d'hommes habitués à braver tous les dangers, et qui n'avaient cédé qu'un instant à un mouvement de terreur, que la circonstance rendait bien excusable. Leur salut fut le prix de ces efforts. Cependant un affreux ponton les attendait; leur morne désespoir, leur indifférence pour la vie, deviennent concevables.

[1] Depuis contre-amiral.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

sur le largue l'empêchant de doubler comme elles *le Foudroyant* sur l'avant, il fut obligé de renoncer à suivre ces frégates et de faire serrer le vent à son bâtiment, dont la marche était plus avantageuse sous l'allure du plus près.

Le Foudroyant avait compté sans doute faire amener *la Bellone* aussitôt qu'il l'aurait jointe et sans coup férir. Lorsqu'il s'aperçut, au mouvement de cette frégate, qu'elle allait peut-être lui échapper, il dirigea sur elle un feu terrible. Le capitaine Jacob fit riposter vigoureusement, non qu'il eût l'intention de prêter le côté à un si formidable adversaire, mais pour tâcher, en le dégréant, de l'empêcher de poursuivre *la Bellone;* il y réussit en partie, et mit quelques voiles du *Foudroyant* en désordre. Il allait profiter de cette circonstance pour s'éloigner, lorsqu'un boulet du vaisseau ennemi, venant à passer dans la hune d'artimon de sa frégate, mit le feu aux grenades qui s'y trouvaient déposées. Il se communiqua rapidement aux cordages et aux voiles, et menaçait le bâtiment d'un embrasement total. L'enseigne de vaisseau Cotelle et un officier de terre, nommé Barbier, s'élancèrent aussitôt dans la hune, suivis de quelques matelots intrépides, et, par leurs courageux efforts, parvinrent à étouffer l'incendie.

Cet accident, qui pouvait avoir des suites plus funestes, eut toutefois un résultat fâcheux, ce fut de faire perdre à *la Bellone* une partie du chemin qu'elle avait gagné à l'ennemi. D'un autre côté, le feu que *le Foudroyant* avait redoublé sur elle, pendant que son équipage était uniquement occupé à l'arracher aux flammes, avait fait à son gréement des avaries qui rendaient sa fuite plus difficile. Sa position était d'autant plus critique dans ce moment, qu'outre le vaisseau de 80 qu'elle avait à combattre par le travers, elle était obligée de tirer ses canons de retraite sur une frégate (*le Melampus*), qui l'approchait considérablement et qui lui envoyait de temps en temps des volées en poupe. Cependant, grâce à l'intrépidité de ses matelots, qui surent réparer ses manœuvres au milieu d'une grêle de boulets, ses voiles se trouvèrent en état d'être orientées, et, par l'attention qu'eut le capitaine de l'alléger en faisant jeter à la mer vingt-cinq ou trente tonneaux d'objets qui l'encombraient, elle parvint à gagner au large, et à terminer ainsi un engagement qui du-

rait depuis trois quarts d'heure contre un ennemi si supérieur. 1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Débarrassée du *Foudroyant*, *la Bellone* avait toujours dans ses eaux *le Melampus*, sur qui, depuis longtemps, elle tirait ses canons de retraite. Cette frégate s'efforçait de la joindre, mais elle en retardait le moment par les embardées qu'elle faisait pour envoyer à la frégate française des volées en poupe; celle-ci, pour ne point ralentir sa course, se bornait à tirer en retraite. Cependant, quoique de cette manière elle ne pût opposer au *Melampus* que quatre canons, ils furent si bien pointés qu'ils firent à cette frégate des avaries qui l'arriérèrent encore et la mirent dans l'impossibilité d'atteindre *la Bellone*.

Tant d'efforts ne pouvaient sauver la frégate française, et ne devaient avoir d'autre résultat que de retarder sa défaite. Au *Melampus* succéda *l'Ethalion*[1]. Ce bâtiment, d'une marche supérieure, ne fit point la même faute que *le Melampus* en perdant du temps et du chemin à tirer quelques volées à *la Bellone;* il courut dessus, sans brûler une amorce. Le capitaine anglais voulait d'abord engager la frégate française au vent; mais, celle-ci portant plus près que *l'Ethalion,* il fut obligé de manœuvrer pour l'attaquer par-dessous le vent. Bientôt il parvint à s'établir par le travers de *la Bellone* à portée de fusil : il était environ deux heures. Alors commença un combat terrible et soutenu avec une vigueur que la disproportion de force des deux frégates rendit d'autant plus honorable pour les défenseurs du pavillon français. Il dura deux heures, avec un acharnement égal de part et d'autre ; mais enfin, à quatre heures, le capitaine Jacob se vit dans la cruelle nécessité d'amener. Les avaries de sa frégate étaient telles, dans ce moment, que, lors même qu'il fût parvenu à se faire abandonner par *l'Ethalion,* il eût été infailliblement pris une demi-heure après par les autres bâtiments qui le chassaient et qui n'étaient plus qu'à une demi-lieue de lui : dans ce triste état, une résistance plus prolongée devenait sans objet. *La Bellone* avait 35 hommes hors de com-

[1] Cette frégate, l'une des plus fortes de la marine anglaise, portait cinquante bouches à feu, savoir : vingt-huit canons de 18, douze de 12, et dix caronades de 42. *La Bellone*, affaiblie par plusieurs engagements successifs, ne portait que trente-six bouches à feu, et son plus fort calibre était du 12.

1798 – an VII. Côtes d'Irlande

bat, tous ses mâts criblés de boulets et ne tenant plus[1], quantité de coups au-dessous de la flottaison, et déjà cinq pieds d'eau dans la cale. Tout le monde, à bord de *la Bellone*, imitant l'exemple du brave Jacob, se battit avec ce courage héroïque par lequel les officiers et matelots républicains surent si souvent honorer leurs défaites[2].

Le principal but du capitaine Jacob fut atteint; et son opiniâtre résistance, lorsque la prise de son bâtiment était inévitable, favorisa, dans le premier moment, la fuite des cinq frégates qui avaient quitté le champ de bataille en même temps que lui, mais qu'il n'avait pu suivre. En effet, jusqu'à l'instant de sa reddition, c'est-à-dire, environ cinq heures après que *la Romaine* eut donné le signal de la fuite, aucun des bâtiments ennemis n'avait dépassé *la Bellone,* et ils ne se mirent qu'ensuite à chasser sérieusement les autres frégates : ainsi il n'y avait eu jusqu'alors, pour s'opposer à leur retraite, que le vaisseau rasé *l'Anson,* dont nous avons indiqué plus haut la position. Il paraît qu'elles ne profitèrent pas toutes de cet avantage.

Dans la nuit, *le Melampus,* l'une des frégates qui avaient combattu *la Bellone,* atteignit deux frégates françaises, *la Ré-*

[1] Le lendemain, tous les mâts de *la Bellone,* excepté le beaupré, tombèrent, rompus aux endroits où les boulets ennemis les avaient traversés.

[2] Un burin patriote s'est plu à retracer le combat de *la Bellone*, dans deux belles estampes, dont l'une représente cette frégate aux prises avec le vaisseau de 80 *le Foudroyant,* et l'autre la montre au moment où, écrasée par l'artillerie bien supérieure de *l'Ethalion,* totalement dégréée, démâtée en partie, et serrée de près par plusieurs autres bâtiments ennemis, elle a dû se rendre.

Nous terminerons ce qui concerne *la Bellone* par une remarque assez importante. Chaque fois que nous avons eu occasion de consulter les relations officielles anglaises, il nous a été impossible de ne pas penser que le gouvernement britannique met, comme les autres, quelque soin à dissimuler ses pertes. Aujourd'hui nous sommes plus fondés encore à croire qu'il s'attache à exagérer celles des ennemis : par exemple, il porta les pertes de la frégate *la Bellone* à soixante-cinq hommes hors de combat; cela fait presque le double de celles que mentionne le rapport du capitaine Jacob; et il est à propos d'observer qu'un officier, dans le cas où se trouvait ce capitaine, n'est point intéressé à cacher une partie de ses pertes, puisque souvent elles offrent une preuve de l'opiniâtreté de la résistance qu'il a opposée à l'ennemi. C'est ici le cas de rappeler ce que nous avons dit des bulletins anglais : *voir* page 79.

solue et *l'Immortalité.* Elle s'attacha à la première, comme la plus faible, et s'en empara après un combat de vingt-cinq minutes; le mauvais état de *la Résolue* ne lui permettait pas d'opposer une résistance bien vigoureuse; depuis plusieurs jours elle menaçait de couler bas. *L'Immortalité* s'enfuit sans chercher à défendre sa conserve. Les Anglais blâmèrent hautement la conduite du capitaine Legrand. Cette conduite, déshonorante dans toute autre circonstance, était peut-être excusable dans celle-ci. Le commandant de *l'Immortalité,* persuadé que *le Melampus* n'était pas le seul bâtiment ennemi qui lui appuyait la chasse, ne vit dans un combat, même avantageux, contre cette frégate, que le moyen de rendre infaillible la prise de la sienne, par les avaries qu'elle y devait recevoir, et qui l'eussent rendue plus facile à atteindre. Au reste, le parti que prit alors le capitaine Legrand n'empêcha pas sa frégate d'être prise quelques jours après, comme nous le dirons plus loin; et il eût peut-être mieux fait d'écraser *le Melampus*, de concert avec *la Résolue,* au risque d'être pris ensuite par les autres bâtiments anglais, à qui il eût pu encore faire payer cher leur victoire : c'eût été autant de mal fait à l'ennemi.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Nous avons fait connaître quelle part honorable prit la frégate *la Loire* au combat dans lequel succomba *le Hoche,* et la manœuvre hardie par laquelle le capitaine Segond essaya de secourir son commandant : nous allons maintenant montrer cet habile et vaillant officier achevant de se couvrir de gloire dans quatre nouveaux combats livrés dans l'espace de quelques jours[1]. *La Loire* était une des frégates qui durent passer sous

[1] Immédiatement avant de faire partie de la division Bompard, le capitaine Segond avait été investi du commandement d'une expédition secrète. Il avait lui-même donné le plan de cette expédition au Directoire, qui lui en avait confié l'exécution avec le grade provisoire de capitaine de vaisseau, lui laissant carte blanche pour l'armement et l'équipement des bâtiments qui devaient y être employés, savoir : les frégates *la Fraternité* et *la Bellone,* et le cutter *l'Aiguille.* Les états-majors de ces bâtiments furent doublés et composés d'officiers choisis par Segond lui-même, et les équipages, au grand complet, formés de l'élite des marins du port de Brest; on y ajouta quatre cents hommes d'artillerie de marine, les plus braves, les plus vigoureux et les mieux exercés. D'après les conjectures les plus générales sur le but de cette expédition, il paraîtrait que Segond avait proposé d'aller enle-

1798 — an VII. Côtes d'Irlande. la volée du vaisseau de 80 canons *le Foudroyant*. Le feu qu'il dirigea sur elle lui fit beaucoup de mal; mais la supériorité de sa marche l'eut bientôt dérobée aux coups de ce terrible ennemi. La position de l'*Anson* [1] ne permettait guère aux frégates qui venaient d'échapper au *Foudroyant* de continuer la route qu'elles avaient prise sans en venir aux mains avec lui; mais leur nombre les mettait à même de forcer le passage et d'écraser ce vaisseau rasé, avant l'arrivée des autres bâtiments ennemis, que la belle résistance de *la Bellone* avait retenus en arrière. Le capitaine Segond crut que c'était là l'intention de ses camarades, et il fit diminuer de voiles à sa frégate, qui marchait mieux que les autres et les devançait, pour les attendre et engager *l'Anson* toutes ensemble. A son grand étonnement, il vit ces frégates changer de route et se séparer. *L'Anson* avait tellement approché *la Loire* dans ce moment, qu'il lui était impossible, quelque manœuvre qu'elle entreprît de faire, d'éviter d'en recevoir le feu. Dans cette circonstance, Segond ne vit d'autre ressource que de chercher à tromper le vaisseau par une ruse à la faveur de laquelle il espérait ou qu'on le laisserait passer sans l'inquiéter nullement, ou bien qu'on lui donnerait le temps de s'éloigner assez pour avoir moins à redouter l'effet des coups qui lui seraient tirés. En conséquence il fit changer de route et tenir le vent à sa frégate; il hissa en même temps un pavillon anglais au-dessus du pavillon de la république, pour faire croire que son bâtiment était une prise qui venait d'être amarinée. Cette ruse réussit parfaitement, et le vaisseau ennemi se laissa croiser à portée de voix par *la Loire* sans brûler une amorce. Cependant, lorsque le capitaine anglais, qui avait demandé à parler à l'officier commandant cette prétendue prise, vit que

ver le roi d'Angleterre au lieu où il prenait alors des bains de mer. Ce but, au reste, était très-important, si l'on en juge par le passage suivant d'une lettre du ministre Bruix à l'officier chargé du commandement des troupes d'artillerie et de marine : « *Songez que de cette expédition dépend le bonheur de la France et la gloire de la marine.* » Tout était prêt pour le départ, lorsque le gouvernement donna contre-ordre. Ce résultat fut attribué par Segond à l'indiscrétion d'un officier supérieur qui avait brigué l'honneur de servir en second sous lui, et qu'il accusa hautement d'avoir trahi sa confiance.

[1] Voyez page 549.

la frégate ne diminuait pas de voiles, il lui tira un coup de canon, qui mit plusieurs hommes hors de combat. A l'instant le pavillon national et la flamme remplacèrent ceux qu'avait arborés *la Loire*, et elle lâcha toute sa bordée à *l'Anson*. Celui-ci riposta par une bordée tirée en salut, qui fit un mal effroyable à la frégate française : elle fut désemparée de plusieurs voiles à la fois, et les *huzzas* de l'équipage anglais marquèrent sa joie d'un accident qui semblait lui promettre une capture certaine. Le premier soin du capitaine Segond fut de faire repasser les manœuvres qu'on venait de lui couper : ses matelots exécutèrent cette opération périlleuse avec une bravoure et un sang-froid admirables. *La Loire*, pendant ce temps, canonnait vigoureusement son adversaire; elle hachait son gréement et coupait ses manœuvres courantes les plus essentielles. Lorsqu'elle eut réparé le premier dommage qu'elle venait d'éprouver, elle rehissa les voiles dont on l'avait désemparée, et se mit à tenir le plus près du vent. *L'Anson* voulut serrer le vent comme elle; mais, ses manœuvres n'ayant pas été repassées aussi promptement, plusieurs de ses voiles furent déventées, le vent même prit sur quelques-unes, et il cula considérablement. La frégate française profita de ce moment pour le couper sur l'avant; elle lui lâcha une bordée d'enfilade, se couvrit de voiles et lui échappa.

1798 - an VII. Côtes d'Irlande.

Le lendemain 13, à la pointe du jour, *la Loire* eut connaissance d'un bâtiment; elle s'en approcha, et, l'ayant reconnu pour la frégate *la Sémillante*, Segond se rangea sous les ordres du capitaine qui la commandait. Ne perdant pas de vue le premier objet de sa mission, il proposa à cet officier d'aller débarquer sur la côte voisine les troupes que portaient les deux frégates : l'apparition de trois bâtiments ennemis s'opposa à l'exécution de ce dessein. *La Loire* et *la Sémillante* naviguèrent encore de conserve le 14 et une partie de la journée du 15, ayant presque toujours des bâtiments de guerre ennemis à vue. Ce dernier jour, ils essuyèrent une chasse, dans laquelle le gréement de *la Loire*, mis en pièces dans les deux combats qu'elle avait soutenus, et réparé à la hâte, cassait à chaque instant. Ces avaries retardaient la marche des deux frégates, et les ennemis les approchaient considérablement. Lorsqu'ils ne furent plus qu'à une portée et demie de canon, le capitaine de *la*

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

Sémillante, dont la frégate était en bon état et ne devait courir aucun risque d'être jointe aussitôt qu'elle ne règlerait plus sa marche sur *la Loire*, fit à cette frégate le signal de liberté de manœuvre et l'abandonna.

De fausses routes que fit *la Loire* pendant la nuit l'écartèrent de l'ennemi, et le 16 au matin elle n'aperçut plus aucun bâtiment. Cependant la matinée ne se passa pas sans qu'elle eût de nouveau connaissance de deux des trois navires qui l'avaient chassée la veille (*la Mermaid*, frégate de sa force, et le *Kanguroo*, corvette portant vingt caronades de 32). Elle prit chasse devant eux, et ils la gagnaient peu ; mais, dans l'après-midi, le troisième bâtiment ennemi (la frégate *la Révolutionnaire*) reparut, et dans une direction qui le mettait à même de gêner la retraite de *la Loire*. Pour comble de disgrâce, la frégate française démâta presque à la fois de ses deux mâts de perroquet. Privée ainsi d'une partie de ses voiles, elle devint plus facile à atteindre. A quatre heures et demie, elle fut jointe par *le Kanguroo*. Cette corvette commença le feu à demi-portée de canon. Le capitaine Segond, pour mieux assurer ses coups, se décida à ne tirer que quand l'ennemi serait à portée de fusil. *Le Kanguroo*, qui vit qu'on ne lui ripostait pas, crut que *la Loire* ne pouvait pas établir de canons en retraite, comme il arrive à quelques frégates; il s'approcha avec confiance, dans l'intention de lui envoyer une bordée en poupe. Lorsque le capitaine Segond vit la corvette à la distance qu'il souhaitait, il fit une arrivée pour lui présenter le travers, et lui lâcha toute sa bordée. L'un des mâts de hune du *Kanguroo* tomba, et, cette avarie l'empêchant de suivre la *Loire*, Segond en profita pour s'éloigner, ne voulant pas, en achevant d'écraser la corvette ennemie, donner aux autres bâtiments le temps de rallier. Ils approchaient cependant, et l'un d'eux n'était plus qu'à une portée et demie de la frégate française; mais la nuit ne tarda pas à arriver, et *la Loire*, à la faveur de l'obscurité, fit fausse route, mettant le temps à profit pour réparer son gréement et donner un peu de repos à son équipage, afin qu'il fût plus en état de combattre le lendemain.

Le 17, aussitôt qu'il commença à faire clair, on revit *la Mermaid* : elle se couvrit de voiles et se dirigea sur *la Loire*.

Celle-ci, qui n'avait plus de mâts de perroquet, était réduite à ses basses voiles et à ses huniers; elle ne pouvait espérer de s'échapper. Segond se prépara au combat, et fit clouer le pavillon national au mât d'artimon. Il harangua son équipage, rappela aux marins et aux soldats leur brillante conduite dans les trois affaires précédentes, et leur témoigna la confiance de les voir triompher sans peine d'une frégate dont la force n'était pas supérieure à celle de *la Loire*. Toutes ses dispositions prises, il établit sa frégate au plus près du vent, et fit carguer la grande voile pour attendre l'ennemi. Cette contenance ferme dut donner aux Anglais une idée de la résistance qu'ils allaient éprouver, et ce qui ajouta sans doute à leur étonnement fut qu'on les laissa approcher sans tirer un seul coup de canon. Segond savait que chez eux c'est une espèce de point d'honneur de ne pas tirer les premiers; il résolut de ne faire feu que lorsque son adversaire se jugerait lui-même assez proche. Il était près de huit heures. *La Mermaid* avait cargué ses basses voiles et s'avançait sous une voilure commode pour le combat. Parvenue à portée de pistolet, elle vint au vent pour prendre position et présenter le travers à *la Loire*. Celle-ci, profitant de ce moment, lui lâcha toute sa bordée, accompagnée d'une décharge de mousqueterie. *La Mermaid* riposta vivement; mais, au lieu de demeurer par le travers de la frégate française, elle voulut profiter de l'avantage que lui donnait le bon état de sa mâture et de ses voiles, pour la contourner et tâcher de l'enfiler, soit par l'avant, soit par l'arrière. Excellent manœuvrier lui-même, Segond rendit vaines toutes les tentatives du capitaine anglais, et le força à reprendre sa première position. Les deux frégates se canonnèrent alors avec le plus grand acharnement; mais, comme *la Mermaid* s'était replacée un peu plus au large, l'avantage n'était pas pour les canonniers de *la Loire*, qui, faute d'adresse, ou, ce qui est plus croyable, par trop de précipitation, n'ajustaient pas aussi bien leurs coups que les Anglais. Au bout de quelques heures, *la Loire* avait perdu ses trois mâts de hune, et ne conservait plus que ses deux basses voiles, tandis que la frégate ennemie n'avait pas le plus petit morceau de bois coupé. Le capitaine français résolut alors de tenter à son tour une manœuvre qui pût changer la face

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

du combat : il fait cesser le feu partout, donne l'ordre de mettre deux boulets ronds dans chaque canon, et de réserver la bordée pour le moment où il jugerait à propos de l'envoyer. Lorsque toutes les pièces sont chargées comme il l'a ordonné, il fait mettre la barre au vent et donne une grande *arrivée*, pour persuader à son ennemi qu'il ne peut plus soutenir son feu. Celui-ci, trompé par ce mouvement, laisse arriver à son tour, afin de suivre *la Loire* et de lui envoyer une bordée qu'il regarde comme devant mettre fin au combat; mais tout à coup Segond lance sa frégate dans le vent, et, par cette évolution, fait croire à l'Anglais qu'il veut l'aborder. *La Mermaid*, qui redoute d'autant plus l'abordage qu'elle sait que *la Loire* est chargée de troupes, revient au vent elle-même avec promptitude et perd presque toute sa vitesse. Segond, qui dans ces différentes manœuvres a l'avantage de primer son ennemi, reprend la sienne avant lui, et, par un nouveau mouvement, vient le ranger à poupe et lui lâcher la double bordée qu'il a réservée. L'effet en est terrible : le mât d'artimon et le grand mât de hune de *la Mermaid* tombent en même temps, et les cris de l'équipage anglais annoncent le carnage qui vient d'avoir lieu. Pendant quelques minutes on semble avoir perdu la tête à bord de cette frégate, et Segond lui hèle d'amener ce qui lui reste de voiles ; mais la position de ces voiles sur l'avant, et la perte de celles de l'arrière, la font arriver toute seule : elle reprend de la vitesse et s'éloigne d'autant plus facilement de *la Loire*, que les voiles hautes qu'elle conserve au mât de misaine sont plus favorables, par le faible vent qui règne, que les basses voiles de la frégate française [1]. L'équipage anglais revient alors de sa stupeur, et profite de cette circonstance heureuse pour fuir [2] et abandonner la victoire aux républicains. En vain Segond, qui désespère d'atteindre *la Mermaid* dans sa fuite, dirige sur elle un feu bien nourri, pour tâcher de la désemparer de

[1] Quand le vent est faible, la brise se fait beaucoup plus sentir à une certaine élévation que vers la surface de la mer.

[2] Dans une lettre du premier lieutenant de *la Mermaid*, publiée à Londres, on trouve cette phrase : « Nous prîmes la fuite, et nous fîmes bien; car, si nous eussions encore attendu quelques instants, notre passage pour France nous eût été fourni à bon marché. »

quelqu'une de ses voiles, il n'a pas le bonheur d'y réussir, et elle lui échappe. 1798.—an VI. Côtes d'Irlande.

Ce beau combat était le quatrième que *la Loire* avait eu à soutenir depuis cinq jours, et, quoiqu'elle fût sortie avec gloire de toutes ces affaires, elle était réduite à l'état le plus déplorable. Elle ne possédait plus que ses deux basses voiles en lambeaux, et il était impossible d'en établir d'autres. Il n'y avait plus à bord ni bois, ni cordages, pour essayer d'installer des mâts supérieurs; les bas mâts eux-mêmes, criblés de boulets, menaçaient de tomber. Tout ce que le capitaine put faire pour réparer sa frégate fut de boucher le mieux possible les trous des boulets reçus à la flottaison, de jumeller ses bas mâts, et de bosser les ralingues [1] des basses voiles, qui étaient coupées en plusieurs endroits. Dans cette triste situation, c'eût été un miracle que *la Loire* pût atteindre un port de France.

Pendant la nuit du 17 au 18, elle n'eut connaissance d'aucun ennemi; mais à peine le jour commença-t-il à paraître, qu'elle découvrit deux bâtiments, qui la chassèrent aussitôt. A neuf heures, ils furent reconnus pour le vaisseau rasé *l'Anson* et la corvette *le Kanguroo*. Tout espoir de leur échapper eût été vain, et il n'y avait plus à combattre que pour l'honneur du pavillon : Segond et son équipage se disposèrent à l'honorer par une vigoureuse résistance. A neuf heures et demie, le vaisseau rasé, parvenu à demi-portée de canon de *la Loire*, n'avait pas encore commencé le feu; il continuait sa route, toutes voiles hautes, pour s'en approcher davantage. Lorsqu'il fut tout à fait proche, le capitaine de *la Loire* la lança tout d'un coup au vent, comme s'il eût voulu aborder le vaisseau par l'avant, et profita de ce moment pour lui envoyer une bordée d'enfilade; *l'Anson* masqua une partie de ses voiles pour éviter l'abordage, et cette manœuvre permit à la frégate française de lui lâcher, dans une position avantageuse, deux autres bordées, qui eussent été très-meurtrières si la mer avait été moins grosse. Le vaisseau

[1] Cordages fixés tout autour des voiles pour les empêcher de déchirer. On bosse un cordage rompu en amarrant sur les deux fragments, rapprochés autant que possible, un autre morceau de cordage appelé *bosse*, d'une grosseur à peu près égale et long de quelques pieds.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

remit bientôt le vent dans ses voiles, et vint engager *la Loire* à portée de pistolet par le travers au vent, pendant que la corvette la combattait en poupe : le combat dura une heure dans cette position, et l'équipage français y déploya une bravoure au-dessus de tout éloge; enfin le grand mât et le mât d'artimon de la frégate ayant été abattus, et le mât de misaine ne tenant presque plus à rien, le commandant du vaisseau anglais cria au capitaine Segond qu'il était inouï qu'il persistât encore à se défendre dans une pareille situation, et qu'il avait assez combattu pour sa gloire. Sur le refus que fit celui-ci de se rendre, le combat continua encore un quart d'heure; mais le vaisseau ennemi ne pointa plus qu'à couler bas. Bientôt l'eau remplit la cale de *la Loire;* lorsqu'il y en eut six pieds, et que le capitaine Segond crut d'ailleurs sa frégate dans un délabrement tel qu'il paraissait douteux qu'elle pût servir aux ennemis, il amena son pavillon.

Cette brillante défense, qui termina une *série presque non interrompue de combats* (*qu'on pourrait considérer comme une même action, glorieusement continuée pendant six jours*[1]), coûta la vie à 46 marins ou soldats; 71 furent plus ou moins grièvement blessés. Il n'y eut pas un homme à bord de *la Loire* qui ne se montrât animé du même courage que le capitaine Segond; ses officiers surtout le secondèrent dignement. Nous voudrions être à même de les citer tous; nous nous bornerons à deux, MM. Mallet et Drouault, qui servirent encore avec distinction dans l'armée navale française. Quoique le résultat des efforts héroïques des défenseurs de *la Loire* ait été la perte d'une frégate pour la république, eux et leurs concitoyens n'ont pas moins le droit de s'en enorgueillir : de pareilles défaites égalent des succès.

Après s'être séparée de la frégate *la Résolue, l'Immortalité* avait été quelques jours sans rencontrer de bâtiments ennemis. Enfin, le 20 octobre, elle fut chassée et jointe par la frégate anglaise *le Fish-Guard.* Le combat s'engagea à portée de pistolet : la supériorité du calibre de la frégate française et la

[1] Expressions du chef de division d'Augier, rapporteur du conseil de guerre qui fut chargé de l'examen de la conduite du capitaine Segond, relativement à la prise de *la Loire.*

vivacité du feu de mousqueterie fait par les troupes dont elle était chargée lui donnèrent d'abord le plus grand avantage sur son adversaire. Au bout d'une demi-heure *le Fish-Guard* écrasé fut obligé de plier et de se retirer au large pour réparer ses avaries. Le capitaine Legrand voulut profiter de cette circonstance pour se porter sur la frégate ennemie, afin d'achever de l'accabler par une bordée tirée à bout touchant, et même de l'aborder s'il était possible. Au moment où il exécutait cette manœuvre décisive, il fut tué, ainsi que le général Ménage. La mort de ces deux chefs jeta quelque découragement parmi l'équipage et les troupes passagères, et le mouvement qui devait faire triompher les Français ne fut point achevé. A l'hésitation subite dans la manœuvre, au ralentissement du feu à bord de *l'Immortalité*, le capitaine du *Fish-Guard*, soupçonna quelque événement extraordinaire; il ranima l'ardeur abattue de ses marins, qui n'aspiraient qu'à se dérober à un ennemi dont le premier choc avait été si terrible; il revint à la charge avec résolution, écrasa à son tour la frégate française, et finit par s'en rendre maître. Dans ce combat si malheureusement terminé, 50 marins ou soldats français furent tués, et plus de 60 blessés; la frégate anglaise eut 36 hommes hors de combat, la plupart atteints au commencement de l'action. Cette perte, qui n'est rien en comparaison de celles que supportaient a cette époque les bâtiments français avant de se rendre, contribua, beaucoup plus que l'état du bâtiment, à faire lâcher pied au *Fish-Guard*, et eût peut-être déterminé sa prise, sans les malheurs arrivés ensuite à bord de *l'Immortalité*. La plupart des officiers qui commandèrent les bâtiments de la république paraissent n'avoir pas fait assez d'attention a ces sortes de résultats. Il est infiniment plus avantageux de tuer quelques hommes aux bâtiments anglais que de les désemparer de quelques voiles : en général, trop de boulets français se perdent en l'air. On peut citer pour exemple de la manière de serrer l'ennemi au feu, de charger et de pointer les canons, un des combats que nous venons de raconter : celui de *la Loire* contre *la Mermaid*. 1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

La prise de *l'Immortalité* fut le dernier des événements malheureux arrivés à la division Bompard. De dix bâtiments qui la

1798—an VII. Côtes d'Irlande.

composaient, sept furent pris, comme on l'a vu, trois seulement s'échappèrent : la frégate *la Sémillante* parvint à gagner le port de Lorient, *la Romaine* et l'aviso *la Biche* rentrerent à Brest. La défaite de cette division fut célebrée en Angleterre comme un triomphe éclatant, disons mieux, comme un événement heureux, à cause des craintes qu'elle dissipait. Le commodore Warren fut peu de temps après promu au grade de contre-amiral, récompense plus proportionnée à l'importance du service qu'il venait de rendre à son pays qu'aux difficultés de l'entreprise qu'il avait achevée avec tant de succès. Il est impossible de lui attribuer une grande portion de gloire, quand on considère combien son escadre était supérieure aux forces françaises, et de quelle manière les bâtiments républicains se sont laissé battre et prendre en détail.

Avant que ces désastres fussent connus en France, le gouvernement expédia de nouveau le chef de division Savary, avec quelques troupes, pour l'Irlande. Il partit de Rochefort le 12 octobre, le jour même où Bompard était attaqué par Warren. Ses instructions portaient de s'assurer, avant de débarquer ses troupes, du sort de la division partie de Brest et de celui de la petite armée de Humbert. Cette dernière partie des ordres du gouvernement doit étonner lorsqu'on se rappelle que, onze jours avant le départ de Savary, la nouvelle de la reddition de Humbert avait été insérée dans le *Moniteur* : certainement ces ordres eussent dû être changés, et la distance de Paris à Rochefort en laissait le temps. Pourquoi ne les changea-t-on pas? C'est ce qu'on a ignoré jusqu'à présent. Quel qu'en ait été le motif, ils furent maintenus, et la division se dirigea encore vers la baie de Killala.

Savary fit sa traversée et pénétra dans cette baie avec autant de bonheur que la première fois. Il communiqua avec la terre; mais les avis qu'il reçut de la prise de Humbert et de la défaite de Bompard le déterminèrent à repartir, conformément à ses instructions, sans tenter un débarquement, qui eût réussi avec autant de facilité que le premier : il remit à la voile le soir même du jour de son arrivée. Le lendemain à six heures du matin, on découvrit une portion de l'escadre de sir John Borlase Warren, composée de trois vaisseaux de ligne et une frégate.

Ces bâtiments chassèrent la division française aussitôt qu'ils l'aperçurent. Comme elle n'était pas encore sortie du golfe de Sligo, qu'il fallait louvoyer pour en sortir, et que les ennemis avaient l'avantage du vent, sa position était très-critique, et il semblait ne lui rester que l'alternative d'être prise ou de se jeter à la côte. Savary manœuvra de manière à faire durer la chasse toute la journée et pouvoir attendre à la nuit pour prendre un parti. Celui auquel il s'arrêta fut de payer d'audace, de revirer sur l'ennemi au moment où il y compterait le moins, et de lui gagner le vent par cette manœuvre aussi hardie qu'imprévue. Aussitôt qu'il fit obscur, et avant que la lune se levât, la division, formée en ligne très-serrée, vira de bord : les bâtiments ennemis, qui venaient toutes voiles dehors, ne s'en aperçurent pas. Bientôt la frégate du commandant Savary, qui s'avança la première, se trouva à portée de pistolet du premier vaisseau anglais, et, dès que ses canonniers purent le découvrir, il fit tirer dessus. Ce vaisseau ne s'y attendait pas, sans doute; car, au tumulte des voix, il fut facile de juger que les matelots n'étaient pas à leur poste aux batteries. Tous les bâtiments de la division eurent le temps de défiler à contre-bord, et de lui envoyer chacun deux bordées avant qu'il fût prêt à riposter : il ne tira que quelques coups sur la frégate serre-file; ceux qu'il reçut lui firent beaucoup de mal, et l'on vit tomber son petit mât de hune et sa vergue d'artimon. Il ventait bon frais : avant que les autres vaisseaux, obligés de se débarrasser d'une partie de leurs voiles, pour se remettre au plus près, fussent parvenus à s'y établir, la division française leur gagna le vent et continua de courir son bord avec toutes les voiles que le temps permettait de porter; elle perdit bientôt l'ennemi de vue. Le commandant Savary espérait en être débarrassé; mais, dans la nuit, il fut joint par les deux derniers vaisseaux anglais (le premier était hors d'état de chasser). Ce qui retardait la fuite de la division était le défaut de marche de la corvette, qu'il avait presque toujours fallu remorquer; on lui signala de prendre une route différente; ce qu'elle fit sans être inquiétée. La division alors put forcer de voiles, et rendre vains les efforts des chasseurs, qui furent contraints à l'abandonner. Savary, vingt-deux jours après son

1798 — an VII. Côtes d'Irlande.

1798 — an VII. Côtes d'Irlande. départ de Rochefort, y rentra avec tous ses bâtiments, trompant ainsi pour la quatrième fois la vigilance de la station anglaise qui bloquait ce port.

Les événements que nous venons de raconter complètent la relation de la seconde et dernière expédition d'Irlande : expédition qui ne fut pas combinée sur une assez grande échelle et dont l'exécution laissa encore plus à désirer. Peu de temps après cette tentative infructueuse, et qui laissa aux Irlandais des doutes sur la sincérité du Directoire, le gouvernement anglais publia en Irlande deux bills portant amnistie pour les insurgés; mais, semblable à la plupart des amnisties accordées en pareille circonstance, les nombreuses exceptions qui l'accompagnèrent en détruisirent tout l'effet [1], et la clémence n'eut son cours que quand la vengeance fut satisfaite. On eut le tort de croire que, par ces rigueurs intempestives, on parviendrait à étouffer l'esprit d'insurrection parmi la nation irlandaise : il ne fait encore que sommeiller. Pitt jugea au reste cette époque favorable pour l'exécution d'un projet qu'il avait conçu depuis quelques années; et, dans l'intention d'attacher plus fortement l'Irlande à l'Angleterre, il fit rendre le fameux *acte d'union :* transaction de la plus haute importance, mais dont il n'est pas de notre objet d'examiner les conséquences politiques.

Océan atlan. Réduits trop souvent à ne raconter que des revers éprouvés par l'armée navale française, nous sommes heureux quand l'occasion se présente de rappeler quelqu'un de ses succès; succès rares, il est vrai, mais suffisants pour prouver ce qu'on pouvait attendre de la bravoure et du patriotisme des matelots républicains, si l'on eût su tirer un meilleur parti de ces deux nobles sentiments, sources fécondes des plus étonnants exploits. C'est par conséquent avec une vive satisfaction que nous nous voyons arrivés au moment de tracer le récit du fait d'armes le plus brillant de toute la guerre maritime de la révolution, la prise d'une frégate anglaise par une simple corvette de la république.

[1] Tous les officiers de l'armée insurgée, depuis le grade le plus élevé jusqu'à celui de capitaine inclusivement, étaient exceptés de cette *amnistie générale*, ainsi que tous les soldats qui avaient passé des drapeaux du roi sous ceux de l'insurrection. Nous ne citerons pas d'autres exemples.

La corvette *la Bayonnaise,* de vingt canons de 8, commandée par le lieutenant de vaisseau Edmond Richer, faisait son retour de Cayenne, où elle avait été expédiée par le gouvernement. Le 14 décembre, n'étant plus qu'à une trentaine de lieues des côtes de France, elle fut aperçue et chassée par la frégate anglaise *l'Embuscade,* portant quarante-deux bouches à feu de 18, 24 et 6. Après avoir fait de vains efforts pour se dérober à un ennemi aussi supérieur, elle en fut jointe, et le combat commença à petite portée. Malgré la grande disproportion de forces qui existait entre les deux bâtiments, l'action dura trois heures sans qu'aucun des deux obtînt un avantage marqué sur son adversaire. Pour décider l'affaire, la frégate ennemie força de voiles, et se rapprocha jusqu'à portée de pistolet de *la Bayonnaise,* qu'elle chercha à tourner tantôt par l'avant, tantôt par l'arrière. Un détachement de soldats qui repassait de Cayenne en France incommodait beaucoup *l'Embuscade* par un feu très-vif de mousqueterie; mais la supériorité de son artillerie se faisant mieux sentir depuis qu'elle s'était rapprochée, il devenait impossible, à bord de *la Bayonnaise*, de soutenir plus longtemps une lutte si terrible : il fallait ou succomber ou terminer un combat trop inégal par un de ces coups hardis, tentés aujourd'hui trop rarement, et qui couvrirent de gloire les marins du siècle de Louis XIV. Tout l'équipage français est pénétré de cette nécessité, et bientôt la corvette retentit du cri : *A l'abordage! à l'abordage!* Richer hésite un moment; mais enfin il adresse ces paroles aux marins et soldats irrités de son hésitation [1] : « *Mes amis, je compte assez sur votre bravoure et sur votre attachement à la patrie pour me rendre à vos désirs.* » Elles sont couvertes des plus vives acclamations, et chacun se jette sur les haches, sabres, pistolets, piques, etc., toujours

1798 — an VII. Océan atlan.

[1] L'auteur des *Principes organiques de la marine militaire,* en parlant des devoirs d'un historiographe de la marine, s'exprime ainsi sur cette circonstance du combat de *la Bayonnaise :* « Au sujet de tel bâtiment dont le nom est illustré, il aurait à apprécier jusqu'à l'insubordination de quelques subalternes qui *prescrivirent* la manœuvre la plus hardie à leur capitaine, *poltron de tête et non de cœur* (pour nous servir de l'expression de Seignelai à l'égard de Tourville), et triomphèrent d'un ennemi très-supérieur en forces. »

1798 — an VII. Océan atlan. préparés, lors du branle-bas, pour les hommes désignés par le rôle de combat à monter à l'abordage. Ici, le rôle est inutile, tout l'équipage se dispute ces armes, et se montre jaloux de sauter à bord de la frégate ennemie. Cependant Richer lance sa corvette contre elle, et, malgré les efforts du capitaine anglais pour éviter l'abordage, les deux bâtiments se heurtent. Le choc ébranle la mâture déjà criblée de *la Bayonnaise*, et son mât de misaine tombe sur le gaillard d'arrière de *l'Embuscade* : c'est un pont qui s'offre aux braves Français pour passer à bord du bâtiment ennemi. Ils s'y élancent, et le franchissent malgré une grêle de balles de fusil et de pistolet qu'on fait pleuvoir sur eux. Ils atteignent le bord ; là, une haie de piques leur barre l'entrée de la frégate, mais rien ne peut arrêter l'ardeur des républicains ; ce nouvel obstacle cède à leur intrépidité, et dans un instant ils sont maîtres du gaillard d'arrière de *l'Embuscade*, baigné du sang et couvert des cadavres de ses plus braves défenseurs. Chassés de ce poste important, les Anglais se retranchent sur les passavants et sur le gaillard d'avant. De là ils recommencent sur les Français une vive fusillade : ceux-ci font les plus vaillants efforts, afin de pénétrer dans ce dernier retranchement et de renouveler un combat corps à corps si avantageux à leur impétuosité nationale. Pour y arriver, deux passages très-étroits se présentent seuls ; mais ils sont barricadés et défendus avec toute la bravoure que peut inspirer le désespoir. Plusieurs tentatives pour les forcer sont infructueuses ; et, pendant près d'une demi-heure, les assaillants sont alternativement repoussés et reviennent à la charge avec une fureur nouvelle ; le carnage est terrible. Enfin la valeur française triomphe, le gaillard est emporté aux cris de *vive la république!* et les Anglais mettent bas les armes. Aux acclamations des vainqueurs répondent celles de leurs camarades demeurés sur *la Bayonnaise*, et l'enthousiasme est à son comble en voyant sur la frégate conquise le pavillon national s'élever et se déployer majestueusement dans les airs.

Au nombre des braves qui se signalèrent le plus dans l'abordage, furent Ledanseur, enseigne de vaisseau, et Lerch, chef de bataillon d'infanterie. Destitués par l'agent du Directoire

à Cayenne, et revenant en France comme passagers, la conformité de leur sort avait établi une liaison intime entre ces deux officiers, et ils avaient résolu de reconquérir leurs grades par quelque action d'éclat, si l'occasion se présentait de combattre pendant la traversée. Pour mieux réussir dans leur dessein, et se faire dignement seconder, lorsqu'il en serait temps, par les matelots et les soldats, ils se mêlèrent et s'entretinrent souvent avec eux; ils gagnèrent leur confiance, et leur firent partager l'ardeur belliqueuse qui les animait. Enfin le jour du combat, tant désiré par eux, arrive : les voix de Ledanseur et de Lerch se font entendre; elles enflamment les cœurs de leurs compagnons d'armes et deviennent le signal d'un mouvement général de l'équipage et de la garnison, qui, devançant les ordres du capitaine, demandent avec fureur qu'on les conduise à l'abordage. Les deux moteurs de cette insurrection singulière ne se bornent pas à de vaines paroles : les premiers ils s'arment, les premiers ils sont à bord de l'ennemi. Lerch eut le bonheur de survivre à une victoire à laquelle il avait si fort contribué; Ledanseur, moins heureux, fut tué sur le gaillard de *l'Embuscade*, et sa mort donna lieu à un beau trait de la part d'un enfant. Marie Richard, jeune mousse attaché au service de cet officier, l'avait suivi à l'abordage; au moment où il le vit tomber, il se saisit d'un de ses pistolets, et le déchargea sur l'Anglais qui lui avait porté le coup mortel, en s'écriant : *Coquin, tu n'en tueras pas d'autres.*

1798 — an VII. Océan atlan

A peine les Français avaient-ils amariné *l'Embuscade*, que les mâts restants de *la Bayonnaise* tombèrent à la mer. On fut obligé de la faire remorquer par la frégate anglaise, sur laquelle passa la plus grande partie de l'équipage français; et c'est de la sorte qu'elle fit son entrée en rade de Rochefort, traînant son vainqueur après elle. Les blessés des deux équipages, mis à terre dans ce port, y furent traités avec un égal soin. Parmi eux se trouvaient le commandant français et le capitaine anglais; le premier, blessé à la main droite, dont il est demeuré estropié, et l'autre, blessé grièvement à une cuisse.

La nouvelle du glorieux combat de *la Bayonnaise* fut reçue avec transport à Paris et dans toute la France. Le Directoire

1798 an VII
Océan atlan

prit plusieurs arrêtés en faveur des braves qui montaient cette corvette : il ordonna qu'en exécution de la loi du premier octobre 1793 (jusqu'alors peu observée), on payât sur-le-champ aux capteurs 3,500 francs pour chacun des canons et caronades de la frégate anglaise. Le lieutenant de vaisseau Richer fut élevé au grade de capitaine de vaisseau sans passer par le grade intermédiaire de capitaine de frégate; les quatre enseignes Corbie, Guigner, Frouin et Potier de la Houssaie furent promus au grade de lieutenant de vaisseau; Lerch fut réintégré dans son grade de chef de bataillon; le lieutenant Aimé fut fait capitaine, et le sergent Kinzelbach sous-lieutenant; enfin une somme de 200 francs, à titre de secours provisoire, fut payée aux familles de chacun des marins et soldats tués dans le combat, en attendant les pensions auxquelles elles avaient droit de prétendre. Les peintres et les graveurs se sont exercés à l'envi sur le brillant sujet que leur offrait la prise de *l'Embuscade*. Il a aussi inspiré quelques poëtes républicains; mais leurs vers ne sont restés dans la mémoire de personne, tandis que les tableaux qui représentent cette action mémorable reçoivent encore les éloges des connaisseurs[1], et que les gravures n'ont pas cessé d'attirer les regards des Français amis de leur pays, en leur faisant regretter qu'un tel exploit n'ait pas été plus souvent répété.

Nous n'avons rempli qu'une partie de notre tâche en racontant le beau combat de *la Bayonnaise*; il nous reste encore à repousser une accusation grave dont il fut l'objet. Les Anglais ont taxé le Directoire d'imposture en publiant que *la Bayonnaise* n'était qu'une simple corvette, et *l'Embuscade* une frégate portant quarante-deux bouches à feu. Ces deux bâtiments n'existent plus depuis longtemps, et il n'a pas été possible de vérifier l'exactitude de ce fait : on n'a pu s'en rapporter qu'au témoignage des marins qui les ont vus. En Angleterre, on soutient encore aujourd'hui que *la Bayonnaise* était une frégate. Voici ce qui est vrai : comme cette espèce de bâtiment, elle avait sa batterie couverte par des gaillards, mais ils n'étaient pas assez solides pour sup-

[1] Celui surtout de M. Crépin, artiste attaché au ministère de la marine, et dont le pinceau facile a retracé pluieurs combats de mer honorables pour la France.

porter de l'artillerie : on aurait pu y placer dix ou douze caronades de 12, dont le poids n'est guère que la moitié de celui d'un canon de 4; mais cette arme n'était point encore en usage dans la marine française. Il paraît qu'on avait, dans le principe, armé ces gaillards de quatre ou six canons de 4; ils en furent, à ce qu'on assure, retirés ensuite et remplacés par une ligne de pierriers d'une livre de balles, établis sur le plat-bord de la corvette, qui, par conséquent, ne portait réellement que vingt canons de 8. Quant à *l'Embuscade*, on a dit que c'était une frégate portant quarante-deux bouches à feu, tandis que les Anglais la désignent comme une de leurs anciennes frégates de trente-deux canons, portant vingt-six canons de 12 en batterie, et six de 6 sur les gaillards. La première assertion nous semble fondée: d'abord, depuis un certain nombre d'années, les Anglais avaient remplacé, sur leurs frégates, les canons de 12 par des canons de 18 courts; quarante-deux bouches à feu sont d'ailleurs précisément ce que portent les frégates anglaises dites de trente-deux canons, savoir : vingt-six de 18, six de 6, et dix caronades de 24. Tout s'accorde à faire croire que telle était la force de *l'Embuscade*. Ainsi le combat eut lieu entre un bâtiment portant vingt canons de 8 et un autre qui en portait quarante-deux du calibre moyen de 18, c'est-à-dire, qui lançait au premier trois cent soixante dix-huit livres de fer, quand celui-ci n'en pouvait lancer que quatre-vingts livres. Qu'on ajoute à cette force matérielle plus que quadruple l'élévation du bâtiment anglais, dominant de plusieurs pieds son adversaire, et l'épaisseur plus considérable de sa muraille, on ne pourra s'empêcher de convenir combien ce combat fut glorieux pour les braves Français qui montaient *la Bayonnaise*, et qui n'allèrent à l'abordage qu'après avoir soutenu pendant plus de trois heures le feu d'un ennemi aussi formidable [1].

1798—an VII. Océan atlan.

[1] La mauvaise foi, comme on le voit évidemment, est ici du côté des Anglais; mais ce qu'on ne sait pas assez, c'est que, dans tous les cas, ils en agissent de même. Leur habitude constante est de désigner le bâtiments français par le nombre total des bouches à feu qu'ils portent, et de ne donner aux leurs que le nombre de canons par lequel ils sont désignés dans leur règlement, et qui est toujours de beaucoup inférieur à celui des bouches à feu qu'ils portent réellement. Par exemple, les plus fortes frégates anglaises

1798 – an VII. Iles Ionienn. Il n'y avait guère qu'un an que les Français étaient en possession des îles Ioniennes, lorsque la nouvelle de l'alliance de la Russie avec la Porte Ottomane, et celle qui parvint presque en même temps de l'arrivée aux Dardanelles d'une flotte composée de deux fortes escadres, l'une turque et l'autre russe, qui n'attendait qu'un vent favorable pour entrer dans la Méditerranée, donnèrent lieu de penser au général commandant la division française du Levant que l'attaque des îles dont la défense lui était confiée serait la première opération des nouveaux alliés. Il se hâta de prendre les mesures qu'il jugea les plus convenables pour repousser l'invasion dont il était menacé.

Malgré tous les efforts du général Chabot, qui avait succédé à Gentili dans le gouvernement des îles Ioniennes, elles se trouvaient dans un très-mauvais état de défense, tant pour le matériel que pour le personnel. Le défaut de communications promptes et fréquentes avec l'armée d'Italie en était cause, et Chabot ne recevait pas de réponse aux demandes réitérées de troupes, de vivres, de munitions et d'argent qu'il avait adressées au général en chef de cette armée. Depuis que l'on s'était occupé de préparer l'expédition d'Égypte, presque tous les bâtiments de guerre français avaient quitté la mer Adriatique, et la correspondance de Corfou avec Ancône et Venise étant devenue extrêmement difficile, la première de ces villes était demeurée dans un état d'oubli qui eut les suites les plus fâcheuses. La division était réduite à environ 3,500 hommes, dont 3,290 Français.

Quoi qu'il en soit, aussitôt l'arrivée des nouvelles dont nous

sont dites frégates de trente-huit canons, mais elles portent au moins cinquante-deux bouches à feu; les plus fortes frégates françaises, au contraire, n'en portent que quarante-quatre. Que deux bâtiments semblables aient un combat entre eux, c'est toujours, au dire des Anglais, une frégate anglaise de trente-huit canons qui a pris une frégate française de quarante-quatre, ou qui a été prise par elle. Avec cette manière de présenter les choses, quelle que soit l'issue du combat, ils peuvent toujours prétendre qu'il en est rejailli quelque gloire sur le nom britannique. De pareilles ruses sont bien peu loyales; et si l'on nous prouvait que le gouvernement français les a employées quelquefois, nous ne le trouverions pas justifié par la contagion de l'exemple et la nécessité d'une espèce de représailles : on doit signaler ces ruses au mépris des nations, et non pas les imiter.

venons de parler, le général Chabot entreprit de visiter les îles et les arrondissements continentaux [1] compris dans sa division; il partit pour cette tournée le 13 septembre 1798, accompagné du général Verrières, commandant l'artillerie de la division, et de plusieurs officiers d'état-major. La presqu'île de Preveza fut le premier endroit où il s'arrêta. De toutes les possessions que les Vénitiens avaient conservées en basse Albanie, c'était la plus intéressante comme point militaire et sous le rapport du commerce que favorise le voisinage du golfe de l'Arta. 1798 — an VII Iles Ioniennes.

Toute la défense de l'arrondissement de Preveza consistait alors en une grande redoute à demi-revêtement située au milieu du bourg de ce nom, dont les maisons la dominaient de tous côtés. Cet ouvrage était en très-mauvais état, et les bâtiments militaires qu'il renfermait ne se trouvaient plus susceptibles d'être réparés. Ali, pacha de Ianina, ayant déjà fait quelques démonstrations contre Preveza, le général Chabot résolut de mettre ce point à l'abri de ses attaques. En conséquence, il fut reconnaître sur l'isthme une position qu'on pût fortifier; il la choisit auprès de Nicopolis [2]. Il ordonna de construire une ligne de petits postes retranchés, terminée par deux fortes redoutes dont les feux pussent se croiser sur le terrain par lequel devaient déboucher les Turco-Albanais pour pénétrer dans la presqu'île, en même temps que leur flanc extérieur battrait la mer d'un côté et le petit golfe de Preveza de l'autre. Une bombarde embossée à la mer devait prendre l'ennemi en flanc, et sur le golfe un brigantin armé de gros canons devait remplir le même objet. Ces travaux furent commencés sur-le-champ, et quatre compagnies de la 79e demi-brigade détachées de Corfou pour soutenir les travailleurs. Ces dispositions prises, le général partit pour continuer son inspection. Il poussa jusqu'à Céphalonie; mais, le 3 octobre, se trouvant à Lixuri, l'une des deux villes principales de cette île, un bâtiment lui

[1] Ceux de Butrinto, de Parga, de Preveza et de Vonizza, qui avaient appartenu aux Vénitiens et qui étaient échus aux Français avec les îles dont ils dépendaient.

[2] *Ville de la Victoire.* Elle fut bâtie l'an 723 de Rome, par Auguste, en mémoire de la bataille d'Actium.

1798 — an VII. Iles Ionienn. apporta des dépêches qui lui annonçaient officiellement la déclaration de guerre de la Porte à la république française; il apprit en même temps qu'Ali-Pacha se disposait à attaquer les arrondissements continentaux de la division : ces avis le déterminèrent à retourner immédiatement à Corfou. Il visita, en repassant, les ouvrages du camp retranché de Nicopolis, auxquels travaillaient sans relâche plus de 300 Français et 5 à 600 Preveziens. Il fit venir alors de Sainte-Maure les grenadiers de la 6e demi-brigade, et le chef de brigade Hotte, commandant de ce corps, auquel il confia le commandement du camp.

Pendant le voyage du général Chabot, il s'était passé des événements importants, et déjà il était menacé aux deux extrémités et au centre de son gouvernement. Vers la fin de septembre, Ali avait ordonné à ses lieutenants de rassembler les bandes turques et albanaises, et de se préparer à marcher contre les Français. Ces ordres furent exécutés avec tant de promptitude, que dès les premiers jours d'octobre un grand nombre de Turco-Albanais se cantonnèrent dans les villages voisins du fort de Butrinto, et envoyèrent des patrouilles sur le territoire français. Sur ces entrefaites, Ali écrivit à l'adjudant général Roze, commandant à Corfou, en l'absence du général Chabot, pour l'inviter à une conférence au bourg de Filiatès en basse Albanie. L'officier français s'y rendit sans défiance ; mais, aussitôt qu'il parut, le pacha le fit saisir, garrotter sur un cheval et conduire à Ianina, où il fut plongé dans un cachot infect [1]. Deux jours après, Ali employa la même ruse vis-à-vis du commandant du fort de Butrinto. Celui-ci crut devoir se borner à envoyer au lieu fixé le sous-lieutenant Steil de la 79e, accompagné du chapelain grec du fort : ils éprouvèrent tous deux le sort de l'adjudant général Roze.

[1] L'imprudence de l'adjudant général Roze fut regardée comme une trahison par quelques personnes qui se rappelaient les liaisons de cet officier avec Ali, dans le temps qu'il paraissait être l'ami des Français, et qui fondaient leurs conjectures sur ce qu'il avait épousé la fille d'un des principaux officiers du pacha (on avait même dit dans le temps sa propre fille) : mais le traitement affreux éprouvé par M. Roze a dû suffire pour détruire ces injustes soupçons.

Ces actes de trahison ne tardèrent pas à être suivis de dispositions pour l'attaque du fort de Butrinto, et le jour même du retour du général Chabot à Corfou, le 17 octobre, ce fort était presque entièrement investi par les Turco-Albanais. Le général y fit passer immédiatement le chef de bataillon Petit, de la 79e demi-brigade, avec les deux compagnies de grenadiers du même corps et un détachement de sapeurs. Le lendemain matin, cet officier supérieur, conformément aux ordres qu'il avait reçus, attaqua l'ennemi; mais, outre qu'il ne put parvenir à le chasser de toutes ses positions, il ne se trouva pas avoir assez de monde pour garder celles qu'il lui avait prises : il demanda en conséquence un renfort de 300 hommes avec de l'artillerie de bataille. Le général Chabot passa à Butrinto en même temps que ce renfort, et se fit accompagner par le général Verrières. Les deux généraux manquèrent d'être pris dans une reconnaissance qu'ils firent aussitôt leur arrivée. Enveloppé subitement par des cavaliers albanais, le général Chabot était décidé à combattre jusqu'à la mort, et à se tuer lui-même plutôt que de tomber vif entre les mains des ennemis, lorsqu'un officier de l'état-major, étant parvenu à former à la hâte un peloton de grenadiers, s'avança sur l'ennemi, le mit en fuite, et délivra son général. Le général Verrières était sur un autre point de la ligne au moment d'être surpris; un grenadier français accourut à lui et lui dit : « Général, je viens de voir trancher la tête à un de mes camarades blessés.... Les barbares ne sont qu'à deux pas d'ici; retirez-vous avec moi; je vous sauverai ou je périrai en vous défendant. » Ils furent assez heureux pour rejoindre sains et saufs le général Chabot et son escorte. Ce général, persistant à vouloir chasser l'ennemi de positions qui le mettaient à même de gêner la communication entre le fort de Butrinto et Corfou, fit venir de cette dernière place de nouveaux renforts en hommes et en artillerie. On y remarquait un détachement de l'équipage du *Généreux*, commandé par le brave Lejoille en personne. Malgré des prodiges d'intrépidité, la nouvelle attaque qui suivit l'arrivée de ces renforts fut aussi infructueuse que les précédentes, et les Français furent même sur le point de perdre un obusier. La conservation de cette pièce d'artillerie fut due au dévouement du

1798 — an VII.
Iles Ioniennes.

1798 — an VII. Iles Ioniennes. général Verrières, qui, voyant presque tous les canonniers tués, servit la pièce lui-même, aidé de quelques grenadiers, et la tira à mitraille avec tant de promptitude et de précision, qu'il fit rétrogader les Turco-Albanais qui s'avançaient pour s'en emparer. Les combats de Butrinto coûtèrent la vie à une cinquantaine de soldats et à deux officiers français. Après ces tentatives inutiles, les généraux repassèrent à Corfou, et le conseil de défense décida qu'on évacuerait et qu'on ferait sauter le fort de Butrinto, ce qui fut exécuté aussitôt. Vers ce temps, la corvette *la Brune* fut expédiée à Ancône pour instruire le général en chef de l'armée d'Italie de la situation de la division du Levant et réclamer des secours.

Les îles Ioniennes, qui avaient été partagées pour l'administration civile en trois départements : 1° de Corcyre, 2° d'Ithaque, 3° de la mer Égée, l'avaient été, pour le régime militaire, en deux subdivisions : la première, dont le général Chabot, commandant en chef la division, s'était réservé le commandement particulier, avait son quartier général à Corfou, et n'était composée que du seul département de Corcyre; la seconde, composée des deux autres départements, avait pour commandant le général la Salcette, et son quartier général était placé dans la ville de Zante; cependant, pour être plus à portée de surveiller les travaux du camp de Nicopolis, le général la Salcette était venu s'établir à Sainte-Maure.

Ali n'avait pas vu d'un œil tranquille ces travaux, et son projet était d'attaquer les Français avant qu'ils ne les eussent achevés. En attendant le moment favorable, il parvint, à force d'intrigues, à entraver la construction du camp retranché. Plusieurs capitaines de la garde nationale prevezienne, corrompus par lui, insinuèrent à leurs compatriotes que le meilleur moyen de s'opposer à l'irruption des Turco-Albanais était de couper l'isthme par un fossé large et profond, dans lequel on introduirait l'eau de la mer. Soudain la canaille prevezienne adopte cette idée sans réfléchir que l'isthme ayant plus de mille toises de largeur, c'était entreprendre un travail immense. Les représentations des Français sont vaines et la confection des redoutes et des lignes du camp est abandonnée pour s'occuper à creuser le fossé. En même temps, les plus riches ha-

bitants du bourg, intimidés par les menaces d'Ali, s'enfuirent à Sainte-Maure et à Corfou, avec leurs familles et leurs effets les plus précieux.

1798 — an VII. Iles Ioniennes.

Le général la Salcette, instruit de ces événements et des préparatifs du pacha, vint se fixer à Nicopolis, et fit reprendre et pousser les travaux du camp avec la plus grande activité; cependant il y avait à peine une redoute et quelques parties de retranchements d'achevées, le 22 octobre, lorsqu'on apprit que l'armée turco-albanaise s'avançait, commandée par Ali en personne, accompagné de son fils aîné Mouktar, qui avait la réputation de le surpasser en cruauté.

La Salcette ne comptait alors sous ses ordres que 700 hommes, dont environ 400 Français. C'est avec cette petite troupe qu'il devait résister à une armée forte de 11,000 hommes, presque tous de cavalerie albanaise, la meilleure de tout l'empire turc. Devant lui était ce formidable ennemi; derrière il n'avait que la mer et une peuplade perfide, prête à le seconder s'il était vainqueur, ou à l'égorger s'il était vaincu. Dans cette situation périlleuse, il fit un appel énergique au courage de ses compagnons d'armes : cet appel ne fut pas vain. Après avoir établi au bourg de Preveza le capitaine adjudant-major Tissot, avec 50 hommes pour contenir les habitants et garder quelques bateaux disposés pour le cas où la retraite sur l'île de Sainte-Maure deviendrait indispensable, le général établit ses troupes sur la ligne des retranchements, qui n'étaient encore la plupart qu'ébauchés.

Vers le milieu de la nuit, l'avant-garde de l'armée du pacha, composée de 500 Albanais d'élite, et ayant à sa tête Mouktar lui-même, vint attaquer la tête du camp; elle fut reçue vigoureusement, et repoussée avec une perte considérable jusque dans l'ancien théâtre de Nicopolis. Au point du jour, on aperçut l'armée entière d'Ali, qui descendait des hauteurs situées en face du camp, en poussant d'horribles cris. Elle traverse rapidement le vallon, et, malgré une grêle de boulets, elle arrive et fond sur la ligne française avec une impétuosité égale à la bravoure et au sang-froid avec lequel les troupes gallo-grecques reçoivent son choc. Placées sur deux rangs, et soutenues par plusieurs bouches à feu tirant à mitraille, ces

1798 — an VII. Iles Ioniennes.

troupes jonchèrent en un instant la terre des cadavres de leurs ennemis : les Turcs, effrayés, reculent. A ce mouvement de terreur succède bientôt une fureur aveugle, et les barbares reviennent plus terribles à la charge ; ils sont encore repoussés, et les morts qu'ils laissent sur la place forment une espèce de parapet devant les troupes françaises. Mouktar s'irrite de ces échecs, et déjà il est prêt à faire tomber sur les siens tout le poids de la rage qu'il brûlait d'exercer sur les Français : il va se baigner dans le sang de ses propres soldats. En ce moment, plusieurs capitaines preveziens placés au centre de la ligne prennent la fuite et entraînent avec eux les soldats qu'ils commandent. Le général français, pour prévenir les suites de cette lâche défection, veut faire serrer les ailes sur le centre; il n'en a pas le temps : Mouktar se précipite à la tête de sa cavalerie dans l'espace laissé vide par les Preveziens ; une grande partie de l'armée turque pénètre après lui par cette trouée, et les deux ailes de la ligne française se trouvent enveloppées à la fois par des milliers d'ennemis. Alors tout espoir de salut s'évanouit : il ne reste plus aux guerriers républicains qu'à vendre chèrement leur vie, dont la perte en combattant leur paraît un sort moins affreux que de tomber entre les mains de leurs féroces ennemis.

Cette glorieuse agonie de 400 braves, dont chacun avait à faire tête à vingt ennemis, fut marquée par une foule de ces traits d'héroïsme qui, durant l'orage révolutionnaire, répandirent tant d'éclat sur le nom français, et jamais peut-être on ne fit plus de prodiges de valeur que dans cette triste et mémorable circonstance. Le chef de brigade Hotte, entouré de cavaliers albanais, se défendit comme un lion, et, après en avoir terrassé trois, parvint à gagner une redoute où le général la Salcette s'était réfugié avec un petit nombre de soldats. Le chef de bataillon Gabory, aussi remarquable par son courage que par sa haute stature et sa force extraordinaire, avait fait mordre la poussière à plusieurs ennemis; personne n'osait plus l'approcher : il tomba enfin percé de balles et eut aussitôt la tête tranchée. Richemont, capitaine du génie, aussi brave, fut moins malheureux ; après avoir tué plusieurs Albanais avec un fusil dont il s'était armé, il ramasse un sabre, et, adossé contre un

pan de muraille resté debout au milieu des ruines de la ville d'Auguste, il combat avec la plus grande valeur ; déja il a mis hors de combat trois de ses nouveaux adversaires, lorsqu'une balle l'atteint au bras gauche, une seconde à l'épaule, une autre lui déchire l'oreille, et presque en même temps un coup de sabre lui fend le bras déja blessé ; désormais il ne peut plus se défendre, et quatre cimeterres sont levés sur lui, quand Mouktar commande qu'on l'épargne. Sous-officiers, soldats, tambours, tous imitèrent ces nobles exemples, et pour rendre justice a tous ces braves il faudrait citer quatre cents noms. 1798 — an VII Iles Ioniennes.

Cependant le général la Salcette et le chef de brigade Hotte, avec 25 hommes de divers grades et de differents corps, tenaient ferme dans la redoute ou ils s'etaient réfugiés. Tout leur espoir se fondait sur l'arrivée d'une bombarde qui devait être mouillee devant Preveza, et à qui deux intrepides soldats de la 79e etaient allés a la nage donner l'ordre d'avancer. Un d'eux se noya, et l'autre, n'ayant pas trouve la bombarde au lieu designe, se dirigea vers l'île de Sainte-Maure. Quand le général vit que la bombarde ne paraissait pas, que ses compagnons avaient brûlé toutes leurs cartouches, et que les Turco-Albanais etaient déjà parvenus à la gorge de la redoute qu'ils allaient forcer, il consentit a se rendre, esperant ainsi sauver la vie au petit nombre de Français qu'il avait avec lui, et dont la plupart etaient blesses. Il arbora un mouchoir blanc au bout de son sabre. A ce signal, les Turcs entrerent dans la redoute, et il remit ses armes a l'un des lieutenants d'Ali ; le reste des siens fit de même, à l'exception du sous-lieutenant Giroux, de la 79e demi-brigade, de deux grenadiers de la 6e, et de deux canonniers de la 7e compagnie sédentaire, qui préférerent périr les armes à la main, et qui furent massacrés sur-le-champ.

Durant le combat de Nicopolis, le capitaine Tissot ne put consentir à demeurer oisif. Après avoir poste une partie de son detachement de la manière la plus avantageuse pour défendre le bourg de Preveza, il se porte avec le reste vers le champ de bataille, mais il n'arrive que pour être témoin du massacre de ses compagnons d'armes. Quelques grenadiers et sapeurs qui parviennent a se rallier autour de lui font monter sa petite

1798 — an VII. Îles Ioniennes.

troupe à 80 hommes. Avec cette poignée de braves, il ose se jeter sur l'ennemi et tenter de délivrer son général des mains des barbares qui l'entraînent ; mais ses efforts sont vains, et il est obligé de se retirer vers Preveza. Il fit sa retraite lentement et en bon ordre, et il repoussa tous les partis de cavalerie qui se présentèrent pour charger sa faible colonne. Toutefois, les Albanais eurent le temps de se porter par une autre route sur le bourg : en vain le capitaine Tissot presse sa marche, il n'atteint Preveza qu'après que les ennemis ont accablé le petit nombre d'hommes qu'il y avait laissés. Ce brave officier pénètre néanmoins dans le bourg, et parvient à gagner, en combattant, l'endroit du port où il avait placé ses barques : elles ont disparu !

Cependant la bombarde se trouvait alors vers l'entrée du canal de Preveza avec quelques barques chargées de troupes, que le commandant de Sainte-Maure envoyait au secours des Français. Tissot croit, par des signaux répétés, avoir attiré l'attention du capitaine de la bombarde ; mais un de ses soldats, qu'il envoie dans une petite barque presser l'arrivée de ce bâtiment, trahit à la fois la confiance de son chef et l'honneur : parvenu à bord, il affirme avoir vu massacrer jusqu'au dernier des Français ; alors la bombarde et les barques de Saint-Maure s'éloignent. A cette vue, Tissot et ses compagnons sentent toute l'horreur de leur situation, mais leur courage n'en est point abattu : ils ne reculent pas devant une mort désormais inévitable ; ils veulent seulement la rendre aussi glorieuse pour eux que fatale aux ennemis : *Mourons en républicains !* s'écrient-ils d'une voix unanime. En même temps, ils se précipitent dans les rues de Preveza, et fondent sur les Turcs comme des lions furieux. Au bout d'une heure, leurs munitions sont épuisées ; mais, réduits à combattre à l'arme blanche, ils n'en deviennent que plus redoutables : dix ennemis perdent la vie contre un Français, et plus le nombre de ces intrépides guerriers diminue, plus semble s'accroître la bravoure de ceux qui survivent. Enfin, après avoir résisté pendant près de six heures à plusieurs milliers de Turco-Albanais, réduits à neuf, exténués de fatigue et conservant à peine assez de force pour soulever leurs armes, ils sont saisis et désarmés : presque tous sont couverts

de blessures; mais, par une espèce de miracle, le brave Tissot est encore intact. 1798 — an VII. Iles Ioniennes.

Une centaine de Français faits prisonniers furent tout ce qui échappa aux désastres de Nicopolis et de Preveza. Le tableau des tourments qu'ils éprouvèrent fait frémir : nous n'en citerons que quelques traits. Conduits d'abord vers un monceau hideux qui n'offrait aux regards que des cheveux et du sang, ils reconnurent les têtes de leurs infortunés compagnons d'armes. On les contraignit, à force de coups de bâton, à dépouiller ces têtes, à en saler les peaux et à les transporter eux-mêmes à Ianina. Les outrages les plus sanglants, les traitements les plus odieux les attendaient dans cette ville : ils en partirent ensuite pour Constantinople, ayant à traverser tout le nord de la Grèce par un hiver rigoureux. Beaucoup de ces infortunés périrent de froid, de faim et de fatigue : dès que l'un d'eux paraissait se traîner avec peine, un féroce Albanais le terrassait, lui tranchait la tête, et la donnait à porter à ses compagnons. Le général la Salcette, l'adjudant général Roze et le chef de brigade Hotte furent enfermés au château des Sept-Tours : tous les autres officiers furent jetés au bagne avec les soldats.

L'événement de Preveza détermina l'évacuation des deux arrondissements continentaux de Parga et de Vonizza, dont les garnisons rentrèrent l'une à Corfou et l'autre à Sainte-Maure. Avant cet événement, l'attaque des îles Ioniennes était déjà commencée par la flotte russo-turque. Cette flotte parut devant Cerigo le 6 octobre; elle s'en empara après une défense on ne peut plus honorable pour une cinquantaine de Français qui en composaient la garnison. Elle se porta ensuite successivement sur les autres îles, qui, à l'exception de Sainte-Maure, n'opposèrent qu'une faible résistance. Il faut dire que, outre le mauvais état des forteresses et le petit nombre d'hommes chargés de les défendre, dans toutes ces îles (Ithaque exceptée), les habitants des campagnes, soulevés par les nobles, se révoltèrent contre les Français et secondèrent puissamment les ennemis. Quoi qu'il en soit, cette conquête, toute facile qu'elle fût, leur demanda encore quarante jours [1].

[1] Les Français composant les garnisons de Zante, Cephalonie et Sainte-

1799 — an VII. Iles Ioniennes.

Le temps que la flotte russo-turque employa à réduire les petites places qui défendaient les autres îles de la division fut mis à profit à Corfou pour préparer et organiser tout ce qui était nécessaire afin de résister à un long siége. Les fortifications de cette ville étaient les mêmes, quant au corps de la place, que du temps du siége soutenu avec tant de gloire par le comte de Schulemburg; mais elles avaient été augmentées à l'extérieur par la construction de deux forts sur les hauteurs d'Abraham et de Saint-Sauveur et celle de quelques ouvrages destinés à lier ces forts avec la place. Dans l'état où elle se trouvait, la place de Corfou eût exigé, pour être bien défendue, un armement de quatre cent cinquante bouches à feu, et une garnison d'au moins 7,000 hommes, dont environ 6,000 d'infanterie, et le reste composé d'artilleurs, de sapeurs et d'ouvriers d'artillerie et du génie. Elle était loin de compter autant de défenseurs, puisque nous avons vu plus haut que toute les forces de la division ne s'élevaient pas à la moitié de ce nombre.

A cet égard, on a reproché au général Chabot d'avoir encore affaibli ses moyens de défense en disséminant ses troupes dans toutes les îles et dans les quatre arrondissements continentaux. Cette mesure était bonne tant qu'on n'avait à craindre que des attaques partielles, soit des Albanais, soit des Anglais assez occupés sur d'autres points; mais, dès l'instant que la division était menacée par des forces aussi considérables que celles des Russes et des Turcs réunis, le général français devait nécessairement concentrer les siennes. Les places de Corfou et de Sainte-Maure devaient seules être gardées, et peut-être même la première seulement; toutes les autres devaient être évacuées : c'était abandonner de mauvais postes pour se renfermer dans une bonne citadelle. Le général Chabot, que sa position isolée et le silence du Directoire autorisaient à prendre beaucoup sur lui, craignit qu'on ne lui fît un crime capital d'avoir évacué des portions de territoire qui étaient censées faire partie intégrante de celui de la république. Cette

Maure, tombés entre les mains des Turcs, furent dirigés sur Constanti-
[illegible] Nicopolis


DE L
D
Moulin à vent
Molin da vento
Pantaleon
Cardacio
Pantaleon
PRESQU'ILE DE
CHRYSOPOLIS
Pêcherie Calichiopulo
Port de Govino
Govino
Perama
Pondicomissa
Vigarello
S. Nicolo
S. Elie


PLAN
DE LA VILLE ET DU PORT
DE CORFOU
Ile de Vido
Grand Port
de
Corfou
Cap Sidero
Forteresse
Ecueil Calogero
Ecueil du Lazaret
Moulin à vent
Pantaleon
Chrysopolis
S. Elia
Mamalus
S. Elena
Salines
S. Basile
Port de Govino
Condocali
Govino
Potamo
Pêcherie Calichiopulo
Ullpu
Lamentza
Zervopulus
Peramo
1000 Mètres

faute, comme nous venons de le voir, lui fit perdre environ 1,500 hommes, qui lui eussent été bien précieux pour la défense de Corfou : un tiers de ces braves soldats avait péri dans des combats sans utilité, et les deux autres languissaient alors dans le plus cruel esclavage. 1798 — an VII. Iles Ionienn.

D'après la manière dont les forces de la division avaient été réparties, et les événements racontés plus haut, la garnison de Corfou ne comptait guère que 1,500 hommes d'infanterie et environ 300 artilleurs, sapeurs et ouvriers, à peu près 1,800 hommes en tout, c'est-à-dire le quart du nombre auquel elle eût dû être portée. Les forces maritimes étaient composées : du vaisseau *le Généreux* de 74, d'une corvette, d'une bombarde, un brick et quatre demi-galères. De tous ces bâtiments, *le Généreux* seul était en état de combattre (*le Leander* n'avait pas la moitié de son équipage et ne doit pas être compté). La place était approvisionnée en grains pour environ six mois; mais il n'existait dans les magasins qu'une très-petite quantité de viande salée, de légumes secs, de riz, de vinaigre, de médicaments, et surtout de combustibles; les liquides pouvaient suffire pour six mois, en ne faisant les distributions que de deux jours l'un. Il semble qu'il eût été facile de compléter ces approvisionnements dans une île comme celle de Corcyre. Quoi qu'il en soit, tel était l'état de la place lorsqu'elle fut déclarée en état de siége.

Nous avons dit que les nobles mirent tout en usage dans les îles Ioniennes pour soulever les habitants des campagnes contre les Français. A Corcyre, outre les personnes de cette classe, beaucoup de négociants désiraient la reddition de la place, pour pouvoir rentrer en jouissance des biens qu'ils possédaient en Albanie et que les Turcs avaient saisis à la déclaration de guerre; le peuple de son côté penchait pour les Russes, à cause de la similitude de religion : ce concours de circonstances rendait la position des Français plus difficile, en les obligeant de se tenir continuellement en garde contre les habitants. Déjà plusieurs nobles corfiotes avaient quitté la ville pour faire insurger les paysans; non contents d'avoir réussi dans cette entreprise, ils tentèrent de faire révolter les bourgeois de Corfou contre la garnison. Le général se vit alors dans la nécessité de

1798 - an VII. les Ioniens.

les faire désarmer; cette opération eut lieu sans trouble, le 2 novembre.

La mesure était sage, si on en juge par ce qui se passa le lendemain. L'esprit de révolte, qui avait fait les plus grands progrès dans l'intérieur de l'ile, s'étendit bientôt jusque dans les faubourgs de Corfou : les habitants de celui de Manduchio levèrent les premiers l'étendard. Réunis à des paysans, ils se postèrent au nombre d'environ 1,200 sur les hauteurs vis-à-vis du fort d'Abraham, et occupèrent toutes les avenues de la place. Les femmes, les vieillards et les enfants s'étaient retirés pendant la nuit au bourg de Potamo. Le général sortit de la place avec 800 hommes et du canon pour les débusquer; mais leur position était si forte, qu'il se vit obligé pour ménager ses troupes de faire battre le faubourg par l'artillerie du fort neuf, pendant que le *Généreux*, la bombarde et deux demi-galères le battaient du côté de la mer. Ce feu terrible obligea les rebelles de sortir des maisons où ils s'étaient retranchés et d'évacuer le faubourg; les soldats y rentrèrent alors munis de torches et l'incendièrent. Après cet acte de vigueur, le général fit rentrer la majeure partie des troupes, et envoya le reste sommer les habitants des faubourgs de Saint-Roch et des Castrati de délivrer leurs armes et leurs munitions, ce qu'ils firent sans résistance.

Six bâtimens de guerre ennemis, aperçus le 4 au soir, vinrent mouiller le lendemain à quelque distance de la ville, savoir : un vaisseau et une frégate russes avec deux caravelles turques, en avant de l'île de Vido, et les deux autres bâtiments vis-à-vis du village de Benizze. Le même jour le général Chabot reçut une première sommation; après y avoir répondu comme il convenait, il donna un repas splendide aux parlementaires et les conduisit ensuite au spectacle, où il les fit assister à un ballet qui représentait l'entrée des Français au Caire. Le lendemain, *la Brune* revint d'Ancône et annonça la prochaine arrivée de trois vaisseaux avec un renfort de 3,000 hommes.

Pendant quelques jours, les bâtiments ennemis restèrent immobiles, et les préparatifs de défense furent continués dans la place avec la plus grande activité[1]. Une centaine environ

[1] L'artillerie de la place, qui n'était composée, dans le principe, que de

d'officiers d'etat-major, d'officiers de ligne sans troupes, d'administrateurs et d'employés ayant offert leurs services au général, il en forma deux corps : le premier et le plus nombreux reçut le titre de *canonniers francs auxiliaires ;* le second, celui de *chasseurs francs auxiliaires.* L'armement de chaque volontaire canonnier fut réglé à un sabre d'infanterie et à un mousqueton armé de sa baïonnette et porté en bandoulière; les chasseurs destinés au service de guides et d'éclaireurs furent armés et équipés à l'instar des chasseurs à cheval, et on leur donna les meilleurs chevaux parmi ceux qu'on avait mis en réquisition dans la ville.

1798 — an VII. Iles Ioniennes.

Jusqu'au 20, il ne se passa pas d'événement remarquable; seulement *le Généreux* appareilla deux ou trois fois, fut harceler les bâtiments ennemis à leur mouillage et échanger des coups de canon avec eux; mais, dans cette journée, quantité de vaisseaux, de caravelles, de frégates et d'autres bâtiments de guerre vinrent rallier les premiers arrivés, et toute la flotte combinée se trouva réunie dans le canal de Corfou [1]. Le lendemain, les vaisseaux des deux amiraux ennemis avec six frégates et deux bricks russes vinrent se placer près de l'île du Lazaret, que les Français avaient évacuée depuis une semaine; les Russes y établirent leur hôpital. Pendant les deux jours suivants, le débarquement des troupes continua sans relâche près de la rivière de Potamo et dans la baie ou pêcherie de Calichiopulo.

Le 23, *le Généreux* appareilla de nouveau; il se dirigea vers la partie du sud-est de la ville pour attaquer deux frégates qui

cent cinquante bouches à feu, fut portée à quatre cent cinquante par la mise en batterie, pendant le siége, de trois cents pièces. Les ressources en bois et en fer, que procura la démolition des faubourgs, permirent de construire des affûts et d'exécuter une foule d'autres travaux, qu'on n'avait pu entreprendre plus tôt, faute de matériaux.

[1] Sainte-Maure, la dernière des îles tombées au pouvoir de la flotte russo-turque, avait résisté jusqu'au 16, ce qui avait retardé sa réunion devant Corfou. L'escadre russe, commandée par le vice-amiral Outchakof, était composée de dix vaisseaux, de quatre frégates, et de plusieurs corvettes et bricks; elle ne portait qu'un assez petit nombre des troupes. L'escadre turque, aux ordres de Cadir-Bey, comptait trente bâtiments, vaisseaux, caravelles, corvettes et bricks; elle avait à bord plus de huit mille hommes, tant janissaires que *galiondgis* et *topidgis*.

y croisaient. Lorsqu'il les eut combattues et mises en fuite, il poussa sa bordée jusqu'à la hauteur de la rivière de Messongi et à une distance de trois lieues de la place. Un vaisseau ennemi et trois caravelles mirent sous voiles pour couper la retraite au vaisseau français; mais le brave Lejoille les canonna si vigoureusement, qu'il les contraignit à la retraite. Non content de ces deux engagements, il se porta ensuite vers l'île du Lazaret pour attaquer le vaisseau amiral russe et deux frégates, restés à l'ancre. Après s'être battu pendant plus d'une heure contre ces trois bâtiments et les avoir passablement endommagés, il s'en vint reprendre son mouillage sous le canon de la citadelle.

Depuis ce moment, les ennemis s'occupèrent de la construtiou des batteries destinées à foudroyer la place. Ils en établirent trois, armées de canons de fort calibre, sur le mont Olivetto, et ils les lièrent entre elles par une ligne de retranchements. Ils en placèrent également plusieurs sur les hauteurs de Saint-Pantaléon, et ils formèrent une ligne de retranchements très-étendue sur la partie du terrain qui environne le couvent de ce même nom; d'autres batteries furent érigées aux Castrati [1].

Ces batteries, placées à une trop grande distance de la place, et même des forts extérieurs, pour faire brèche à leur enceinte et les exposer à des assauts, causaient néanmoins un très-grand dégât dans la ville, et endommageaient les établissements militaires. La première raison détermina le général Chabot à ne leur riposter que faiblement, afin de ne pas consommer inutilement ses munitions, et à ne tenter de les détruire que l'épée à la main, chaque fois qu'il en serait par trop incommodé. Ces tentatives donnèrent lieu à huit sorties qui, presque toutes heureuses, couvrirent de gloire la faible garnison de Corfou. Nous regrettons de ne pouvoir pas être à même d'en faire connaître tous les détails. Plusieurs fois les Français s'emparèrent des batteries des assiégeants, en briserent les canons et en renversèrent les épaulements dans les fossés; d'autres fois ils furent forcés de se retirer au moment où ils les avaient escaladées et où ils pénétraient déjà par les embrasures.

[1] C'est le faubourg que nous avons désigné sous le nom de faubourg des *Castrati*, page 582.

L'armée qui avait commencé le siége était par trop faible pour mettre à fin une pareille entreprise; mais bientôt elle fut renforcée par 15,000 Albanais fournis par Ali : cet événement rendit la position des assiégés plus critique. Souvent ces barbares sortant à l'improviste de leurs lignes, au nombre de plusieurs milliers, se précipitaient comme un torrent vers les forts avancés, dont il était à craindre qu'ils ne parvinssent à s'emparer par une de ces attaques aussi terribles que soudaines. Le fort Saint-Sauveur fut celui qu'ils insultèrent le plus fréquemment; pris et repris deux fois, il demeura aux Français jusqu'à la fin du siége. Chaque fois que les assiégeants s'élançaient ainsi de leurs retranchements pour se porter sur le fort Abraham, *le Généreux*, placé convenablement, les prenant en flanc et à revers, les foudroyait, et ne contribuait pas peu à les obliger de regagner leurs positions dans le plus grand désordre. Après avoir rendu d'importants services pendant la majeure partie du siége, ce vaisseau fut renvoyé à Ancône pour presser l'envoi des secours attendus et les escorter; il se trouvait d'ailleurs soustrait par là aux ennemis en cas d'événement fâcheux. Le général regretta beaucoup que le défaut d'équipage l'empêchât d'expédier également *le Leander*.

1798—an VII. Iles Ionnien.

Les secours promis depuis longtemps furent enfin expédiés d'Ancône sur les trois vaisseaux vénitiens *le Stengel*, *le La Harpe* et *le Beyrand;* ils consistaient en 3,000 hommes de troupes, dont une partie était destinée pour Malte, et en munitions de guerre et de bouche chargées sur les mêmes vaisseaux et sur quelques transports. Le convoi devait entrer dans un des ports de l'ouest de l'île, que les troupes eussent traversee pour se réunir à la garnison, laquelle eût fait une sortie générale pour les seconder. Les vaisseaux atteignirent, vers la fin de décembre, l'île de Fano, située à la pointe septentrionale de celle de Corcyre. Là, un conseil, tenu à bord du commandant, décida qu'il était impossible d'aller plus loin, et l'on rétrograda sur Ancône.

La manière dont nous avons vu que les Russes plaçaient leurs batteries et conduisaient les opérations d'un siége n'était guère propre à en abréger la durée; et celui de Corfou, qui durait depuis quatre mois, se fût prolongé aussi longtemps que la

1799 — an VII. Iles Ioniennes.

garnison eût eu des vivres, sans un événement auquel il avait été impossible de parer. L'île de Vido, sur laquelle, faute d'argent et de matériaux, on n'avait pu construire un fort fermé, n'était défendue que par cinq batteries de côte, présentant un total de quarante canons, et par environ 450 hommes; les points les plus favorables au débarquement n'étaient couverts que par de faibles retranchements et quelques abatis. Il est difficile de concevoir par quels motifs les assiégeants ne songèrent pas plus tôt à s'emparer de cette île, dont la possession leur devint si avantageuse. Enfin, le 1er mars 1799, à huit heures du matin, toute la flotte ennemie leva l'ancre; vingt-cinq vaisseaux, caravelles et frégates vinrent s'embosser à demi-portée de canon du rivage de Vido, du côté opposé à celui qui regarde la ville. Pendant ce temps, pour occuper la garnison de Corfou et l'empêcher de se porter au secours de l'île, les batteries du mont Olivetto, de Saint-Pantaléon et des Castrati foudroyaient les remparts de la place et des forts extérieurs; cependant le général envoya dans l'île quelques renforts, qui portèrent à 600 le nombre de ses défenseurs. Après que plus de huit cents bouches à feu eurent tonné contre Vido pendant trois heures, et démonté tous les canons français, un corps de troupes russes et un autre de Turco-Albanais débarquèrent simultanément sur deux points opposés, et marchèrent vers le centre de l'île. Tous les officiers et soldats que les Turcs atteignirent furent impitoyablement égorgés. Les Russes, au contraire, formèrent un bataillon carré pour servir de refuge aux Français, dont ils préservèrent ainsi un grand nombre du massacre.

La fausse attaque dirigée sur Corfou pendant ce temps devint sérieuse. Des milliers d'Albanais, sortis tout à coup des retranchements voisins du fort Saint-Sauveur, innondèrent en un instant les glacis de ce fort, y plantèrent leurs drapeaux et cherchèrent à escalader les remparts. Le danger des Français augmenta bientôt par l'arrivée de plusieurs compagnies de grenadiers russes, qui, munis d'échelles, pénétrèrent dans les fossés; mais une pluie de grenades, de mitraille, de pierres, et le feu de file le mieux nourri remplirent ces fossés de leurs cadavres; ils renoncèrent, ainsi que les Albanais, à leurs tentatives, et le fort, cette fois encore, demeura aux Français. Ce-

pendant, le général Chabot, craignant de perdre trop d'hommes dans ces attaques, que l'ennemi pouvait renouveler tous les jours, donna ordre d'évacuer le fort Saint-Sauveur et d'en raser les défenses. 1799 — an VII. Iles Ioniennes.

La prise de Vido décida du sort de Corfou. Les assiégeants pouvaient établir sur cette île de fortes batteries, qui, croisant leur feu avec celles de Saint-Pantaléon, eussent rendu inhabitable la partie inférieure de la citadelle, achevé de ruiner tous les établissements militaires et incendié les magasins. Mais le plus grand désavantage de la perte de Vido pour la garnison française fut que le port en était devenu plus accessible aux bâtiments ennemis. Soutenus par les batteries dont nous venons de parler, plusieurs vaisseaux pouvaient venir s'embosser devant la citadelle; et la courtine de Mandrachio, battue en brèche par eux, et renversée en quelques heures, eût offert alors un passage facile aux assiégeants. Leurs généraux, qui pouvaient sacrifier 10,000 Albanais, n'eussent pas manqué de saisir cette occasion favorable de donner un assaut, dont le résultat presque inévitable eût été le massacre du reste de la garnison française, réduite en ce moment à 800 hommes, par une suite de combats aussi meurtriers que glorieux, et par quatre mois de fatigues et de privations extraordinaires [1].

Ces considérations agirent puissamment sur l'esprit des membres du conseil de défense, et il fut décidé, le 3 mars, qu'on entrerait en pourparlers pour la capitulation : elle fut signée le même jour. Par cette capitulation, la garnison de Corfou obtint d'être renvoyée en France, sur parole de ne point servir contre les puissances coalisées pendant dix-huit mois, et il fut décidé qu'elle serait transportée à Toulon sur des bâtiments fournis par les Russes et les Turcs, et à leurs frais [2]. Quinze jours environ

[1] Nous avons vu que l'approvisionnement en viande salée était très-incomplet; lorsqu'il fut consommé, et que les chevaux, les mulets, et en général tous les animaux domestiques, eurent été mangés, on se jeta avec avidité sur les rats, dont l'île de Vido était heureusement infestée; ces animaux dégoûtants se vendirent jusqu'à trois francs la pièce.

[2] Les amiraux ennemis refusèrent d'abord d'accepter cette dernière condition, dont l'exécution leur paraissait aussi difficile que dispendieuse, vu qu'ils supposaient la garnison forte d'au moins six mille hommes. Rien n'é

1799 — an VII. Iles Ionienn.

après la signature de la capitulation, la garnison française s'embarqua sur onze bâtiments qui la transportèrent à Toulon. Les généraux et leurs états-majors furent conduits à Ancône sur un brick de guerre russe expédié pour escorter un navire marchand rempli des blessés et des malades français.

Une seconde tentative fut faite pour envoyer des secours à Corfou; mais les bâtiments qui les portaient ne partirent d'Ancône qu'environ un mois après la reddition de cette place, dont la nouvelle n'y était pas encore parvenue. Le convoi, escorté par *le Généreux,* était composé de neuf transports qui portaient environ un millier d'hommes avec des vivres et des munitions. Lejoille, craignant que les Français n'eussent capitulé, ne voulut pas s'engager dans le canal de Corfou avant d'avoir obtenu des renseignements certains sur l'état des choses. Il se servit pour cela d'un bâtiment neutre, et, en attendant son retour, il résolut, de concert avec le général Clément, commandant les troupes, de mettre le vaisseau en sûreté dans le port de Brindes. Il fallait y pénétrer de vive force; mais l'entreprise ne paraissait pas très-difficile. L'entrée était défendue seulement par un fort appelé le Château de mer, occupé par quelques centaines d'hommes des bandes du cardinal Ruffo. Lejoille avait le dessein de passer toutes voiles dehors sous les batteries de ce fort, sans riposter à son feu, et de le prendre ensuite à revers; mais, son pilote ayant maladroitement échoué le vaisseau sous le fort, il se vit obligé de l'attaquer de front et avec d'autant plus de désavantage qu'il ne pouvait tirer sur lui que les canons placés depuis l'arrière jusqu'au grand mât. Malgré cette circonstance, le fort se rendit au bout de deux heures; mais malheureusement, peu d'instants auparavant, le brave Lejoille fut emporté par un boulet de canon qui blessa grièvement le général Clément et mit plusieurs hommes hors de combat. La reddition de la ville et du Château de terre suivit immédiatement celle du Château de mer; mais cette conquête, sans fruit pour la république, ne compensa pas la perte qu'elle fit dans la personne d'un officier aussi distingué que le commandant du *Généreux*

gala leur surprise en apprenant, quand tout fut réglé, que la place renfermait à peine huit cents combattants.

Ce vaisseau, remis à flot, demeura devant Brindes jusqu'à l'arrivée des nouvelles de Corfou, et fut ensuite reconduit à Ancône par le lieutenant Touffet, qui fut, un mois après, promu au grade de capitaine de frégate. 1799 – an VII Iles Ionienn.

FIN DU CINQUIÈME VOLUME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1798 ET 1799.

Égypte.

Moniteur. — Ouvrages divers sur l'expédition d'Égypte. — Mémoires de la commission des sciences et arts d'Égypte. — Hist. diverses des campagnes de Bonaparte. — Annual Register. — Naval chronicle. — Life of Nelson. — Mémoires, documents manuscrits. — Recueils de pièces officielles, etc.

Italie.

Moniteur. — Dictionnaire des siéges et batailles. — Histoire des campagnes d'Italie. — Opérations de l'armée d'Italie. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires.* — Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.* — Jomini, *Histoire critique*, etc. — *Mémoires politiques et militaires* de Ritchic. — *Hist. de France.* — Chodzko, *Hist. des légions polonaises en Italie. — Bulletins of the campaign* 1799. — *Journal milit. autrichien*, année 1821. — *Gazette de Vienne. — Essai histor. sur le Piémont. — Vie de Souwarof. — Vie de Moreau. — Campagnes de Naples.* — Général Bonamy, *Coup d'œil rapide sur les opérations de la campagne de Naples. — Mém. manuscrits du lieutenant général Thiébault. — Mém., documents manuscrits et pièces officielles.*

Journal militaire autrichien, année 1812. — *Hist. de la campagne de l'armée autrichienne en Italie pendant l'an 1799, jusqu'à l'époque de l'entrée des Russes en Suisse*, par le général Stutterheim. Renseignements utiles pour l'histoire de cette campagne.

Journal militaire autrichien, année 1822. — *Campagne de 1799 en Italie, jusqu'au départ des Russes pour la Suisse, d'après les sources officielles*, par le capit. Mras. Également utile à consulter.

Précis des opérations milit. de l'armée d'Italie depuis le 21 ventôse jusqu'au 17 floréal de l'an VII, par le général Scherer.

Latour-Foissac, *Précis ou journal histor. et raisonné des opérations militaires et administratives qui ont eu lieu dans la place de Mantoue depuis le 9 germinal jusqu'au 10 thermidor de l'an VII.*

Défense d'Ancône et des départements romains le Tronto, le Musone et le Metauro, par le général Monnier, aux années VII et VIII, par Mangourit.

Mémoires pour servir à l'hist. des dernières révolutions de Naples, ou détail des événements qui ont précédé ou suivi l'entrée des Français dans cette ville, recueillis par B. N., témoin oculaire. C'est le précis détaillé des mouvements populaires qui ont eu lieu dans cette capitale.

Allemagne, Suisse.

Moniteur. — Dict. des siéges et batailles. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, etc. — Koch, *Mém. de Masséna. — Campagnes dans les Grisons.* — Jomini, *Hist. critiq.*, etc. — *Hist. des guerres en Europe. — Mém., documents manuscrits.*

Précis des opérations de l'armée du Danube sous les ordres du général Jourdan. Extrait des mém. de ce général.

Dedon. *Relation détaillée du passage de la Limmat, effectué le 3 ventôse an VIII.*

D'Ecquevilly, *Campagnes du prince de Condé.*

Hollande.

Moniteur. — Jomini, *Hist. critique*, etc. — Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, etc. — *Bulletins of the Campaign* 1799. — *Histoire des guerres en Europe.*

Histoire de la campagne de 1799 *en Hollande*, trad. de l'anglais par M. Mac-Carthy.

Mémoires histor. sur la campagne du général en chef Brune en Batavie, du [illegible] fructidor an VII au 9 frimaire an VIII, rédigés par un officier de son état-major.

Narrative of the expedition to Holland in the autumn of the year 1799, by E. Walsh.

Principaux événements maritimes.

Moniteur. — *Annual Register.* — *Naval Chronicle.* — *Life of Nelson.* — *Journaux nautiques.* — *Mém., documents manuscrits, pièces officielles.*

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE SECOND.

Seconde Coalition.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1798.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1798.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1798.

CHAPITRE V.

ANNÉE 1799.

CHAPITRE VI.

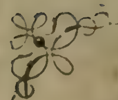
SUITE DE L'ANNÉE 1799.

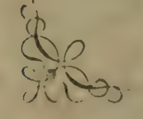
CHAPITRE VII.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

CHAPITRE VIII.

SUITE DE L'ANNÉE 1799.

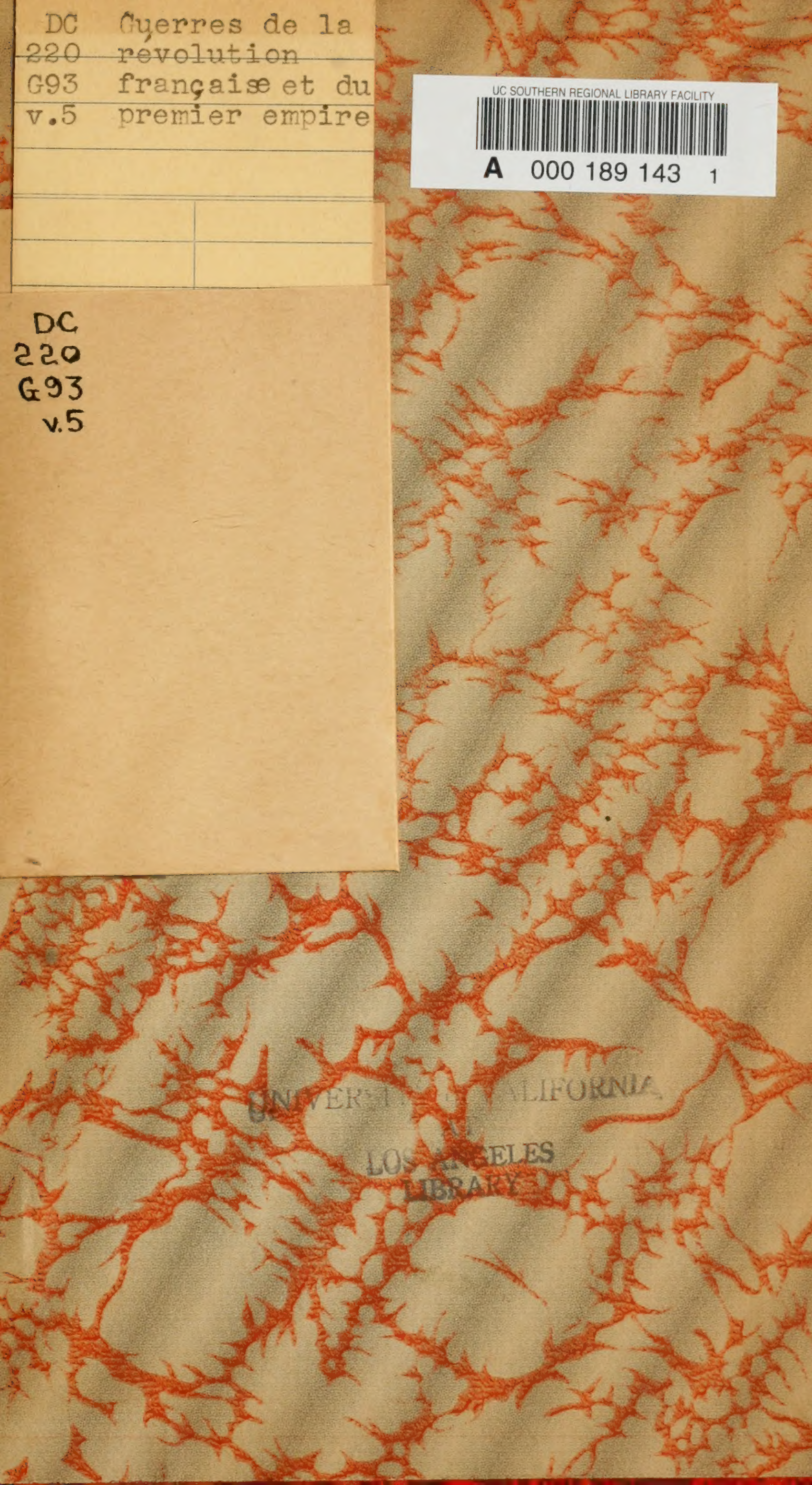




PARIS. — IMP. Vve P. LAROUSSE ET Cie, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49.







DC 220 G93 v.5
Guerres de la révolution française et du premier empire
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 189 143 1
DC
220
G93
v.5

